ANNEXE N° 386

(Session ord. — Séance du 9 juillet 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à appliquer aux comptables publics les dispositions des lois relatives aux jours fériés, par M. Victor Lourties, sénateur (1).

Messieurs, la Chambre des députés a adopté, dans sa séance du 9 juillet 1914, une proposition de loi tendant à appliquer aux comptables publics les dispositions des lois relatives aux jours fériés.

Le nombre des jours fériés s'est notablement allongé depuis une dizaine d'années.

C'est ainsi que la loi du 24 décembre 1901 décide que lorsque les fêtes légales tomberont un dimanche, aucun payement ne sera exigé et aucun protêt ne sera dressé le lendemain de ces fêtes. C'est le repos du dimanche et du lundi.

Celle du 13 juillet 1905 dispose que lorsque les fêtes légales tomberont un vendredi, aucun payement ne sera exigé et aucun protêt ne sera dressé le lendemain de ces fêtes, c'est-à-dire le samedi. Lorsqu'elles tomberont le mardi, aucun payement ne sera exigé ni aucun protêt ne sera dressé la veille de ces fêtes, c'est-à-dire le lundi. C'est la loi dite du pont. C'est le repos du vendredi, du samedi et du dimanche, ou celui du dimanche, du lundi et du mardi.

La proposition de loi votée par la Chambre demande que le bénéfice de ces lois s'applique aux trésoriers-payeurs généraux, receveurs particuliers des finances, percepteurs, receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre, conservateurs des hypothèques, receveurs des communes et des établissements de bienfaisance.

Les versements et les formalités à effectuer aux bureaux de ces comptables pendant les jours réputés fériés pourraient être opérés le premier jour ouvrable qui suit, sans qu'il en résulte aucun préjudice ni aucune déchéance pour les particuliers.

Cette disposition serait pour la première fois applicable à l'occasion de la prochaine fête nationale du 14 juillet qui tombe un mardi, ce qui permettrait à la catégorie de fonctionnaires visés par la proposition de loi de bénéficier, dès demain, d'un congé de trois jours, les 12, 13 et 14 juillet.

La commission des finances du Sénat pense qu'une disposition de cette nature peut n'être pas sans inconvénients, notamment dans les chefs-lieux de canton où les foires ou marchés tombent un des jours fériés, le lundi ou le samedi, par exemple, comme dans les lois du 24 décembre 1901 et du 13 juillet 1905; qu'elle a le tort de ne s'appliquer qu'à une catégorie de personnes, et qu'à vouloir légiférer trop souvent en cette matière, et par catégories, c'est créer des inégalités entre fonctionnaires également intéressants, et risquer, sans raison suffisante, d'amener une perturbation fâcheuse dans la vie économique du pays.

Les auteurs de la proposition et la Chambre des députés l'ont si bien compris que le dernier paragraphe envisage déjà une exception, et ce ne serait probablement pas la seule, en admettant que la disposition aux termes de laquelle les jours de pont sont réputés fériés, ne fait pas obstacle à ce que certains de ces bureaux restent ouverts pendant toute ou partie desdites journées lorsque l'intérêt du service l'exige. Il y a là une contradiction manifeste.

Dans ces conditions nous demandons au Sénat de repousser la proposition de loi dont le texte suit :

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — Les jours où il ne peut être exigé de payement d'aucune sorte par application des dispositions des lois des 23 décembre 1904, 20 décembre 1906 et 29 octobre 1909 sont réputés fériés en ce qui concerne le service du caissier payeur central du Trésor public, des trésoriers-payeurs généraux, receveurs particuliers des finances, percepteurs, receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre, conservateurs des hypothèques, receveurs des communes et des établissements de bienfaisance.

Les versements et les formalités à effectuer aux bureaux de ces comptables pendant lesdites journées peuvent être opérés le premier jour ouvrable qui suit, sans qu'il en résulte aucun préjudice ni aucune déchéance pour les particuliers.

(1) Voir les nos 382, Sénat, année 1914, et 180-296 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

ANNEXE N° 387

(Session ord. — Séance du 9 juillet 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant l'ouverture, au ministre des finances, de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1914, pour l'aménagement de nouveaux ateliers dans les bâtiments de l'Imprimerie nationale, rue de la Convention, par M. Amic, sénateur (1).

ANNEXE N° 390

(Session ord. — Séance du 10 juillet 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des chemins de fer chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, avant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans les départements de la Haute-Savoie et de l'Ain, d'un nouveau réseau de voies ferrées d'intérêt local, par M. Goy, sénateur (2) — (Urgence déclarée.)

Messieurs, le projet de loi qui nous est soumis actuellement et qui a été voté sans modification par la Chambre des députés, dans sa séance du 9 juillet, est relatif à la déclaration d'utilité publique d'un nouveau réseau de voies ferrées d'intérêt local dans les départements de la Haute-Savoie et de l'Ain.

Ce réseau comprend les lignes d'Annecy à Seyssel (Ain), d'Annecy à Saint-Julien et de Lugrin à Hermance, avec embranchement de Sciez à Douvaine. Sa longueur totale est d'environ 126 kilomètres, dont 800 mètres seulement sur le territoire du département de l'Ain.

Aux termes d'une convention interdépartementale, annexée au projet de loi, le département de l'Ain a donné l'autorisation au département de la Haute-Savoie d'effectuer la construction et l'exploitation de la partie de ligne établie sur son territoire à condition que les dépenses ou charges de toute nature résultant de l'existence de la voie ferrée soient supportées par le département de la Haute-Savoie.

Les caractéristiques techniques du projet sont en tous points conformes aux données normales. La voie est à un mètre d'écartement, le rayon minimum des courbes est fixé à 40 mètres, le maximum des déclivités à 50 millimètres par mètre et la vitesse maximum à 15 kilomètres à l'heure dans les parties où les lignes emprunteront une voie publique. La traction des trains sera faite par automotrices électriques alimentées par du courant monophasé. Ce choix est indiscutable dans un pays aussi riche en houille blanche que la Haute-Savoie; le prix d'achat du courant sera en moyenne de 3 centimes et demi le kilowatt. Le matériel roulant sera à boggies et établi selon les derniers modèles en vue du trafic touristique sur lequel le département peut justement compter.

Les travaux et fournitures seront effectuées directement par le département. Les chiffres relevés dans les avant-projets semblent très normaux. Le coût kilométrique moyen sera voisin de 77,500 fr.

Les recettes kilométriques sont estimées 4,500 fr. pour la ligne d'Annecy à Saint-Julien et 4,000 fr. pour les autres lignes. Ces chiffres sont déduits des formules habituelles et confirmés par le trafic des services d'automobiles qui desservent actuellement le parcours des voies ferrées projetées.

L'exploitation sera faite directement par le département conformément aux dispositions de l'article 25 de la loi nouvelle et du règlement d'administration publique à intervenir en vertu de l'article 47 de ladite loi.

Cette solution a entraîné une rédaction nouvelle du type de loi classiquement adopté pour la déclaration d'utilité publique de voies ferrées d'intérêt local concédées.

L'article 3 autorise l'exploitation directe.

L'article 5 fixe le mode de détermination de dépenses d'exploitation qui pourront être majorées d'une prime d'économie attribuée au personnel de l'exploitation. Il y a là une innovation assez intéressante. Le calcul de cette prime d'économie à l'aide d'une formule est le procédé admis à l'égard des concessionnaires, mais là, étant donné que les intéressés n'ont pas engagé de capitaux dans l'entreprise, la fraction qui leur est attribuée est du cinquième au lieu des deux tiers habituellement abandonnés au concessionnaire. Une exploitation comme celle-ci occuperait, d'après les statistiques, 150 à 200 employés; l'application du système proposé donnerait, pour un coefficient d'exploitation de 70 p. 100, de 40 à 350 fr. par agent pour une variation de recette kilométrique de 3,000 à 10,000 fr.

Le dernier paragraphe de l'article 5 admet la création d'un compte d'attente pendant les dix premières années de l'exploitation.

L'article 6 prévoit et règle la constitution du fonds de réserve pour le renouvellement du matériel et de la voie.

L'article 7 autorise le département à porter au compte d'exploitation les charges résultant des travaux complémentaires exécutés après les dix premières années.

Les autres dispositions de la loi sont de forme habituelle.

Les clauses sociales ordinairement insérées dans la convention de concession ont été portées au cahier des charges. L'article 63 *bis* établit le régime des retraites conformément aux desiderata du ministre du travail et l'article 63 *ter* fixe les conditions du travail du personnel.

Au point de vue financier, cette affaire ne présente aucune difficulté. Le département demande que des subventions lui soient accordées conformément aux dispositions de la loi nouvelle. Le capital d'établissement donne lieu à une annuité de 466,195 fr. et les travaux complémentaires à une annuité de 40,536 fr. L'application du barème de l'article 14 de la loi, en tenant compte des subventions déjà accordées au département, fixe ainsi les maxima : subvention pour le premier établissement, 291,237 fr. 37; subvention pour les travaux complémentaires, 21,499 fr. 29.

En résumé, étant donné qu'il a été tenu compte, tant pour la rédaction du projet de loi que pour l'établissement du cahier des charges présentes, des observations faites par le conseil d'Etat, le ministère des finances et le ministère du travail, que, d'autre part, cette affaire, bien qu'étant la première application de la loi du 31 juillet 1913, en ce qui concerne l'exploitation directe, semble étudiée avec un très grand soin, votre commission vous propose d'adopter le projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans les départements de la Haute-Savoie et de l'Ain, d'un réseau de voies ferrées d'intérêt local, de 1 mètre de largeur entre les bords intérieurs des rails et à traction électrique, composé des lignes ci-après :

1° D'Annecy à la gare de Seyssel-Corbonod;

2° D'Annecy à Saint-Julien-en-Genevois;

3° De Lugrin à Hermance, avec embranchement de Sciez à Douvaine.

Art. 2. — La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue, si les expropriations nécessaires pour l'établissement desdites lignes ne sont pas accomplies dans un délai de quatre ans à partir de la promulgation de la loi.

Art. 3. — Le département de la Haute-Savoie est autorisé à pourvoir directement à la construction et à l'exploitation des lignes dont il s'agit, suivant les dispositions de la loi du 31 juillet 1913 et conformément aux clauses et conditions :

1° De la convention passée, le 1er juillet 1914, entre les départements de la Haute-Savoie et de l'Ain; 2° du cahier des charges arrêté, le 1er juillet 1914, par le préfet de la Haute-Savoie.

Une copie certifiée conforme de ces conven-

(1) Voir les nos 363, Sénat, année 1914, et 152-216 et in-8° 15 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 374, Sénat, année 1914, et 240-286, et in-8° 21 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

tion et cahier des charges restera annexée à la présente loi.

Il en sera de même des tableaux des droits de stationnement ou de location d'emplacement dressés en exécution de l'article 42 de la loi du 31 juillet 1913.

Art. 4. — Pour l'application des dispositions du titre II de la loi du 31 juillet 1913, le maximum du capital de premier établissement du réseau est fixé à la somme de 9,718,478 fr.

Le maximum des travaux complémentaires à exécuter pendant les dix premières années de l'exploitation est fixé à la somme de 756,000 fr.

Le maximum de la charge annuelle pouvant incomber au Trésor est fixé :

1° Pour les travaux d'établissement des nouvelles lignes à la somme de 294,234 fr.;

2° Pour les travaux complémentaires à exécuter pendant les dix premières années de l'exploitation, à la somme de 21,490 fr.

Art. 5. — Les dépenses annuelles d'exploitation seront calculées d'après leur montant réel et dûment justifié. Elles pourront être majorées, à titre de prime d'économie, du cinquième de la différence entre la somme forfaitaire donnée par la formule 0,40 TK (nombre total de trains kilométriques annuels) + 2/3 R (recette brute annuelle totale, impôts déduits) et leur montant réel.

Cette prime d'économie sera répartie entre les fonctionnaires et agents de tous grades qui auront le plus contribué à la bonne marche du service et aux résultats de l'exploitation.

Lorsque les dépenses ainsi déterminées sont supérieures au montant de la recette brute, les insuffisances pourront, pendant les dix premières années de l'exploitation, être portées à un compte d'attente dont le montant, augmenté des intérêts simples à 4 p. 100, sera couvert au moyen des premiers excédents de recettes avant que ceux-ci fassent l'objet d'un partage.

Art. 6. — Il sera prélevé, chaque année, à partir de la sixième année d'exploitation, sur les recettes brutes de l'exploitation, une somme de 250 fr. par kilomètre, destinée à former un fonds spécial affecté au renouvellement de la voie et des lignes électriques, aux grosses réparations et au remplacement du matériel fixe et du matériel roulant. Ce fonds de renouvellement cessera de s'accroître lorsqu'il aura atteint 2,000 fr. par kilomètre. Lorsque le chiffre de 2,000 fr., après avoir été atteint, aura été entamé par les prélèvements ainsi effectués, il sera immédiatement complété dans les mêmes conditions que ci-dessus.

Art. 7. — En vue de l'application des articles 19 et 23 de la loi du 31 juillet 1913, le département de la Haute-Savoie est autorisé à majorer les dépenses annuelles résultant des travaux complémentaires effectués après les dix premières années de l'exploitation.

Art. 8. — Les dispositions de l'ordonnance du 15 novembre 1846 et du décret du 1er mars 1901 resteront applicables aux lignes susmentionnées jusqu'à la promulgation des règlements d'administration publique à intervenir en vertu de la loi du 31 juillet 1913.

Art. 9. — La régie qui sera chargée de l'exploitation du réseau sera constituée conformément aux dispositions du règlement d'administration publique à intervenir par application de l'article 47, 5°, de la loi du 31 juillet 1913.

Art. 10. — Acte est pris de la délibération de la commission départementale de la Haute-Savoie en date du 27 juin 1914, spécifiant qu'en cas de reconstruction ultérieure du pont de la route nationale n° 92 sur le Rhône, à Seyssel, soit sur place, soit dans un autre emplacement l'Etat n'aura à supporter aucune part des indemnités résultant de l'existence de la voie ferrée.

ANNEXE N° 393

(Session ord. — Séance du 10 juillet 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture, sur l'exercice 1914, de crédits additionnels aux crédits provisoires, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Gauthier, ministre de la marine, et par M. J. Noulens, ministre des finances (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

(1) Voir les nos 285-290 et in-8° n° 31 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

ANNEXE N° 396

(Session ord. — Séance du 10 juillet 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, autorisant les ministres de la guerre et de la marine à engager des dépenses non renouvelables en vue de pourvoir aux besoins de la défense nationale et déterminant les règles financières applicables auxdites dépenses, par M. Milliès-Lacroix, sénateur (1).

Messieurs, le projet de loi qui nous vient de la Chambre des députés a déjà fait l'objet des délibérations du Sénat, à la date du 31 mars dernier.

Nous rappelons qu'il a pour but :

1° De régulariser le payement des dépenses extraordinaires faites, en 1913, pour assurer l'application de la loi du 7 août 1913 (loi de trois ans) et pour commencer l'exécution du programme des travaux entrepris par M. le ministre de la guerre, intéressant la défense nationale;

2° D'autoriser l'engagement, en 1914 et dans les exercices suivants, des dépenses afférentes tant à la loi de trois ans et au programme de la défense nationale intéressant le ministère de la guerre qu'à la continuation et à l'extension du programme naval.

L'économie financière du projet de loi reposait sur l'institution d'un compte spécial ouvert parmi les services du Trésor. La Chambre l'avait adopté sans y apporter de changement, mais le Sénat ne crut pas devoir adopter la combinaison proposée, par la raison que le compte spécial, appelé à recevoir l'imputation de dépenses considérables qui — pour le ministère de la guerre seul, étaient évaluées à 1,378,053,044 fr., 390,746,000 fr. au titre de l'exercice 1913 et 487,851,044 fr. au titre de l'exercice 1914 — n'était doté d'aucune ressource précise destinée à faire face aux payements. Le projet de loi disposait, en effet, en son article 3, que « seraient portées au crédit de ce compte les « ressources qui lui seront affectées par des lois ultérieures ».

C'est pourquoi, sur la proposition de votre commission des finances, le Sénat, en attendant que la création des ressources par l'emprunt permit la création du compte spécial, adopta un système plus simple et transitoire, dont l'objet se bornait à la régularisation des dépenses faites ou engagées en 1913 et en 1914, tant en ce qui concerne le ministère de la guerre que le ministère de la marine. Il n'est pas sans intérêt de rappeler que ce système avait reçu l'assentiment du Gouvernement par les déclarations faites, en son nom, au Sénat par l'honorable M. Noulens, qui était alors ministre de la guerre.

La Chambre des députés ne put mettre à son ordre du jour le projet de loi avant l'expiration de la dernière législature; et, lorsqu'il fut soumis à la Chambre nouvelle, un événement s'était produit qui avait modifié complètement l'état de la question.

En effet, la loi du 21 juin, qui a autorisé un emprunt de 805 millions, en a affecté 600 millions aux dépenses non renouvelables de la défense nationale. Dès lors ont été créées, sinon en totalité, du moins en partie, les ressources destinées à alimenter le compte spécial. L'objection de principe faite par la commission des finances au projet primitif tombe donc, pour partie, de même qu'avait disparu la même objection faite au compte spécial des dépenses militaires du Maroc. C'est ce qu'a parfaitement relevé M. André Lefèvre, dans son rapport, au nom de la commission des crédits de la Chambre des députés (2).

La Chambre a ainsi repris le projet de loi primitif, en apportant toutefois au texte de l'article 3, qui institue le compte spécial, les modifications que comporte la disponibilité de 600 millions provenant de l'emprunt de 805 millions et les disponibilités qui seront créées par les emprunts futurs.

Sans entrer dans de longs détails sur le mécanisme du régime financier inauguré par le projet de loi — nous avons fourni, à ce sujet, de longs développements dans notre rapport n° 213, du 30 mars 1914 — nous en rappellerons l'économie générale et l'objet de ses dispositions principales.

TITRE Ier

DÉPENSES DE LA GUERRE

On sait que le programme des dépenses extraordinaires intéressant le ministère de la guerre se divise en deux parties :

1° Exécution de la loi du 7 août 1913 (loi de trois ans);

2° Accélération des travaux intéressant la défense nationale.

Les dépenses de premier établissement de la loi de trois ans ont été évaluées à 655,311,000 francs. Sur cette somme, la loi du 20 mai 1913 avait déjà autorisé le Gouvernement à engager 234,500,000 fr. par un décret en conseil d'Etat homologué par la loi du 31 mars dernier, un crédit de 31,757,956 fr. avait été ouvert. Il reste donc pour assurer l'exécution de la loi de trois ans à autoriser l'engagement du complément de dépenses, soit 389,053,044 fr. (234,500,000 + 31,757,956 + 389,053,044 = 655,311,000 fr.). Tel est l'objet de l'article 1er du projet de loi, qui répartit, en outre, la somme de 389,053,044 fr. entre les divers services du ministère de la guerre, savoir :

Service de l'artillerie	19.280.000
Service du génie	264.400.000
Service de l'intendance	48.587.044
Service de santé	25.700.000
Harnachement de la cavalerie	1.506.000
Service des remontes	24.410.000
Troupes coloniales	5.080.000

Les dépenses de premier établissement relatives à l'accélération des travaux intéressant la défense nationale ont été évaluées à 1 milliard 408,741,571 fr. De cette somme le ministère de la guerre a déduit, en premier lieu, 48,810,000 fr. correspondant à des dépenses dont l'exécution est subordonnée au résultat d'études et d'expériences en cours et, en second lieu, 188,981,000 fr. correspondant à des dépenses classées en deuxième urgence. Restait donc 1,170,950,571 fr. sur lesquels le Gouvernement se propose d'imputer 416,450,571 fr. sur les crédits ordinaires de la 3e section du budget de la guerre; le surplus, soit 754 millions 500,000 fr., serait engagé sur fonds d'emprunt. C'est ce qui fait l'objet de l'article 2 du projet de loi qui autorise le ministre de la guerre à engager des dépenses, à concurrence de ladite somme de 754,500,000 fr., leur exécution devant avoir lieu dans un délai maximum de sept années, suivant la répartition ci-après :

Service des chemins de fer	28.200.000
Service de l'artillerie	404.300.000
Service du génie	231.300.000
Service de l'aéronautique	21.400.000
Service de l'intendance	48.000.000
Service de santé	6.840.000
Service géographique	460.000
Service des poudres et salpêtres	14.000.000

La commission des finances n'avait pas à se prononcer sur l'opportunité des dépenses correspondant aux deux programmes ci-dessus, non plus que sur leur classement, d'après leur degré respectif d'urgence; cette question est du ressort exclusif de la commission de l'armée, dont l'avis vient d'être exprimé dans le très remarquable rapport de l'honorable M. Charles Humbert.

Elle ne pouvait donc que prendre acte des répartitions ci-dessus et examiner si les moyens financiers créés par le projet de loi suffiront à assurer les payements.

Les moyens financiers dont il s'agit font l'objet de l'article 3, qui crée le compte spécial. Aux termes de cet article, un compte spécial sera ouvert au Trésor sous le titre de : « Dépenses non renouvelables intéressant la défense nationale. »

Au crédit de ce compte seront portées, en premier lieu, les ressources qui lui ont été réservées par l'article 4 de la loi du 20 juin 1914 et ultérieurement les prélèvements qui seront effectués sur le produit d'emprunts futurs, en vue de la même destination.

Au débit du compte seront portés, à deux

(1) Voir les nos 191 (Voir annexes du *Journal officiel* du 18 juin 1914), 213 (Voir annexes du *Journal officiel* du 23 juin 1914), 391, Sénat, année 1914, 3396-3491-3588-3625 et in-8° 786. — (10e législ.), 191-212 et in-8° 26 (11e législ.), de la Chambre des députés.

(2) *Journal officiel* du 8 juillet 1914. Compte rendu de la Chambre des députés, séance du 7 juillet 1914, page 2739.

sections distinctes, les prélèvements qui seront effectués au titre de chacun des exercices 1913 et suivants, en vue de pourvoir aux dépenses du programme de la loi de trois ans et à celles relatives à l'amélioration des travaux intéressant la défense nationale. On verra plus loin qu'une 3e section est créée au compte spécial, en vue de pourvoir aux charges du programme naval en cours d'exécution, complété par de nouvelles adjonctions inscrites au titre II du projet de loi.

En vue de l'exécution des dépenses dont il s'agit, la loi fixera, pour chaque exercice et par chapitre, le montant des crédits qui pourront être ouverts par décret en addition aux crédits inscrits aux chapitres correspondant du budget.

Les crédits non consommés dans l'exercice pourront être reportés par la loi à l'exercice suivant. En compensation de la charge ainsi imputée au budget et dans la limite des payements effectués, il sera fait recette aux ressources exceptionnelles du budget des prélèvements opérés sur le compte spécial. Ainsi, loin de porter atteinte à l'unité budgétaire, le système préconisé ferait rentrer dans le budget les dépenses couvertes à l'aide du fonds d'emprunt.

L'article 4 du projet de loi régularise les dépenses faites par le ministre de la guerre, en 1913, au titre des deux sections ci-dessus, soit 231,500,000 fr. de la 1re section ; et 66,246,000 francs de la 2e section.

Des crédits sont ouverts, dans cet objet, aux chapitres correspondants du budget du ministère de la guerre.

Par l'article 5, sont régularisées les dépenses engagées en 1914 par le ministère de la guerre, au titre des deux sections, savoir :

276,983,044 fr. à la 1re section ;
210,858,000 fr. à la 2e section.

Si, comme on le verra plus loin, on ajoute aux sommes ci-dessus les engagements de dépenses autorisées au titre de la marine pour l'exercice 1914 (3e section du compte spécial), on constate que le compte sera débité d'une somme de 916,654,894 fr., savoir :

1re section 1913	234.500.000
1re section 1914	276.983.044
2e section 1913	66.246.000
2e section 1914	210.868.000
3e section marine année 1914	128.057.850
Total	916.654.894

Or le crédit du compte spécial ne s'élève qu'à 600 millions. Il semble donc que, dès son point de départ, le compte serait en déficit de 316,654,894 fr. A la vérité il faut considérer que la totalité des dépenses engagées en 1913 et 1914 n'aura pas été mise en payement d'ici au 31 décembre 1914. Toutefois, il est certain que les payements dépasseront très sensiblement le crédit de 600 millions. Si nous en croyons les renseignements qui nous ont été donnés, c'est à peine si ce crédit suffirait au payement des dépenses du ministère de la guerre d'ici au 31 décembre 1914 ; en sorte qu'au 1er janvier 1915 le déficit du compte spécial pourrait bien dépasser 150 millions et que ce déficit risque d'atteindre 400 millions dans le premier trimestre de 1915.

La commission des finances croit devoir appeler l'attention du Gouvernement sur cette situation qui risque de placer le Trésor dans une situation peu favorable à la fin de l'année. Il conviendra donc d'envisager prochainement l'éventualité d'une nouvelle tranche d'emprunt destinée à pourvoir au payement final des dépenses de 1913 et 1914 et à couvrir les dépenses à engager en 1915.

Nouvelle tenue. — Aux dépenses qui faisaient l'objet, dans le projet primitif, des crédits à ouvrir par imputation au compte spécial s'ajoutent aujourd'hui des dépenses nouvelles, ayant pour objet le changement d'uniforme des troupes à pied.

M. le ministre de la guerre nous a fait connaître que toutes les armées du monde, sauf les armées française, belge, suisse et danoise auraient renoncé aux couleurs voyantes des uniformes.

Plusieurs d'entre elles, l'armée anglaise, l'armée japonaise, l'armée russe, notamment, auraient dû changer leurs uniformes pour adopter des uniformes de teinte neutre. Les armées balkaniques ont fait de même ; les autres ont profité de l'expérience acquise. Seules les quatre armées dont nous venons de parler sont en retard. Encore faut-il noter que l'armée suisse et l'armée belge ont arrêté des types de vêtements de couleur neutre.

Des expériences poursuivies depuis cinq années chez nous se sont toujours heurtées à des habitudes prises ou à une certaine résistance de l'opinion et des considérations d'esthétique ont été exagérées là où les considérations militaires auraient dû dominer toutes les autres.

Un nouveau drap de teinte bleue violacée paraît de nature à répondre à tous les desiderata. Des expériences faites à l'école de tir de Châlons auraient donné des résultats très favorables. La commission d'études des nouveaux uniformes a conclu formellement en sa faveur et le conseil supérieur de la guerre s'est trouvé unanime pour décider qu'il y avait lieu d'adopter, au plus vite, un drap de couleur moins tranchée.

D'autre part, les marchés de draps actuels venant à expiration dans quelques semaines, il est indispensable de prendre dès à présent une décision à ce sujet.

Or la loi du 2½ juillet 1873 dispose, en son article 10, qu'aucun changement dans « l'équipement ou dans l'uniforme ne peut avoir lieu qu'après l'ouverture d'un crédit spécial ».

Le Gouvernement a donc demandé que, parmi les ouvertures de crédit à ouvrir sur l'exercice 1914, figurât un crédit spécial destiné à lui permettre de poursuivre le changement d'uniforme dont il s'agit et de passer, dès le mois de septembre prochain, des marchés pour la fourniture du nouveau drap. A cet effet, un crédit indicatif de 1,000 fr. serait inscrit à un chapitre 150 *bis* (2e section du compte spécial) sous le titre de « Substitution aux draps actuels d'un drap de couleur neutre ».

Le procédé proposé par le Gouvernement est parfaitement correct. La commission des finances — qui n'a pas à se prononcer sur l'opportunité de la mesure en elle-même, envisagée au point de vue purement militaire et stratégique, puisque ce point de vue est de la compétence exclusive de la commission de l'armée — n'a fait aucune objection de principe à la mesure. Elle s'est seulement préoccupée des moyens financiers à l'aide desquels le Gouvernement se propose de l'exécuter.

Le but à atteindre consiste dans la constitution d'environ 2 millions de collections d'effets d'un nouveau et unique drap (capote, veste, pantalon, képi), devant servir à l'habillement, à la mobilisation des troupes à pied de toutes les formations de campagne, collections de guerre comprises.

On suppose le prix du nouveau drap à peu près égal à celui des draps actuellement employés, majoré de la hausse survenue depuis six ans.

On sait que les corps de troupe effectuent actuellement leurs approvisionnements et les utilisent suivant les règles normales, avec leurs seules ressources (primes des masses), en se conformant au principe du roulement (les effets étant mis en service d'après leur ancienneté).

Si l'on suivait ce procédé, l'approvisionnement ne serait constitué que dans dix ans environ, cette période étant applicable aux capotes, tandis que les trois autres effets demandent : les vestes environ sept ans, les pantalons et les képis quatre ans et demi.

Ce procédé a été jugé, avec juste raison, inapplicable, en raison de la longueur excessive de la période d'exécution de la mesure. Aussi M. le ministre de la guerre se propose-t-il de la réaliser en cinq ans. Dans cet objet, aux crédits inscrits annuellement à la 1re section du budget pour le renouvellement normal de l'habillement seraient ajoutés les crédits de la 3e section et ceux à inscrire au compte spécial, dont la destination est, comme on le sait, de compléter les approvisionnements de la réserve de guerre.

Sans entrer dans les détails de l'opération, la commission des finances n'a pas dissimulé à M. le ministre de la guerre que ce procédé aurait le très grave inconvénient de retarder l'achèvement des approvisionnements de la réserve de la guerre, qui cependant figurent en première urgence dans le programme des travaux intéressant la défense nationale. Elle prévoit, comme conséquence inévitable de cette mesure, que le Gouvernement sera entraîné à demander ultérieurement de nouveaux crédits destinés à pourvoir aux dépenses auxquelles il va être sursis. Aussi fait-elle les plus expresses réserves sur le procédé financier employé.

Il eût été plus sage de prévoir d'ores et déjà cette augmentation de dépenses, de l'inscrire dans le programme et de la répartir sur les crédits à ouvrir tant au budget qu'au compte spécial.

TITRE II

DÉPENSES DE LA MARINE

Nous nous sommes déjà expliqué dans notre rapport n° 213 du 30 mai 1914 sur les dépenses extraordinaires de la marine qu'on nous propose d'inscrire au compte spécial. Nous nous bornerons à rappeler que la loi du 30 mars 1912, dite du programme naval, avait doté la marine d'un certain nombre d'annuités, les dépenses en excédent devant être imputées à l'exercice suivant. Dès 1913, la loi de finances substituait à ce système un compte spécial auquel devaient être portés les excédents, auxquels il devait être fait face au moyen d'obligations sexénaires, dont le remboursement était prévu au budget. C'était le « compte d'améliorations ». Les dépenses, auxquelles il devait pourvoir, résultaient : 1° de l'amélioration des constructions navales qui obligeait à anticiper sur les annuités prévues ; 2° de l'augmentation des tonnages prévus ; 3° de l'extension du même système à l'exécution des travaux dans les ports.

Le projet de loi primitif, après avoir augmenté l'importance du programme et l'importance des annuités, avait doté le compte spécial des ressources à provenir de fonds d'emprunt et, dans cet objet, avait créé une troisième section destinée à recevoir l'imputation des dépenses du programme naval, d'après des états annexés à la loi.

La Chambre des députés a repris sur ce point le texte du projet primitif.

Enfin, par une disposition additionnelle, la Chambre des députés a prescrit que les dépenses faisant l'objet du projet de loi seraient contrôlées par deux commissions spéciales désignées par le Sénat et par la Chambre, auxquelles à cet effet seraient fournis tous les renseignements utiles à leur mission.

Conclusions.

La commission des finances, sous les réserves exprimées au cours du présent rapport sur l'insuffisance des ressources inscrites au compte spécial, au titre de l'année 1914, et aussi sur les inconvénients qui peuvent résulter pour les approvisionnements de réserve de la réalisation en cinq ans de la nouvelle tenue des troupes à pied, sans création de ressources spéciales, a l'honneur de proposer au Sénat l'adoption sans changement du projet de loi adopté par la Chambre des députés, dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

TITRE Ier

DÉPENSES DE LA GUERRE

Art. 1er. — Le ministre de la guerre est autorisé à engager jusqu'à concurrence d'une somme de 389,053,044 fr., en sus des crédits normalement inscrits au budget de son département et en augmentation des dépenses déjà autorisées par la loi du 20 mai 1913, des dépenses ayant pour objet les constructions, acquisitions et fabrications rendues nécessaires pour l'application de la loi du 7 août 1913 et des lois portant organisation des cadres des diverses armes et services.

Ces dépenses, réalisables dans un délai maximum de quatre années, sont ainsi réparties :

Service de l'artillerie	19.280.000 fr.
— du génie	264.400.000
— de l'intendance	48.587.044
— de santé	25.750.000
Harnachement de la cavalerie	1.546.000
Service des remontes	24.410.000
Troupes coloniales	5.080.000

Art. 2. — Le ministre de la guerre est autorisé à engager jusqu'à concurrence d'une somme totale de 754,500,000 fr., en sus des crédits normalement inscrits à la troisième section du budget de son département, des dépenses ayant exclusivement pour objet des acquisitions, des fabrications et des constructions à réaliser dans un délai maximum de sept années et destinées à satisfaire aux besoins de la défense nationale.

Ces dépenses sont ainsi réparties :

Service des chemins de fer	28.200.000 fr.
— de l'artillerie	401.300.000
— du génie	231.300.000
— de l'aéronautique	21.400.000
— de l'intendance	48.000.000

Service de santé..... 6.840.000 fr.
— géographique..... 460 000
— des poudres et salpêtres..... 14.000.000

Art. 3. — Le ministre des finances est autorisé à ouvrir, parmi les services spéciaux du Trésor, un compte intitulé : « Dépenses non renouvelables intéressant la défense nationale. »

Seront portés au crédit de ce compte les ressources qui lui ont été réservées par l'article 4 de la loi du 20 juin 1914 et les prélèvements qui seront effectués sur le produit d'emprunts ultérieurs en vue de la même destination.

Seront portés au débit du même compte, et à deux sections distinctes, les prélèvements qui seront effectués au titre de chacun des exercices 1913 et suivants en vue de pourvoir :

1° Aux dépenses non renouvelables, rendues nécessaires par l'application de la loi du 7 août 1913 portant prolongation de la durée du service dans l'armée active, et par l'application de diverses lois des cadres ;

2° Aux dépenses relatives à l'accélération des travaux intéressant de la défense nationale.

La loi fixera, pour chaque exercice et par chapitre, le montant des crédits qui pourront être ouverts par décret en addition aux crédits inscrits aux chapitres correspondants du budget. A la fin de l'exercice, les crédits qui n'auront pas été consommés pourront être reportés par la loi à l'exercice suivant, avec la même affectation, ou seront annulés par la loi de règlement, sauf réouverture à des chapitres spéciaux de dépenses des exercices clos, conformément aux dispositions de la loi du 23 mai 1834.

Il sera fait recette aux ressources exceptionnelles du budget des prélèvements qui seront opérés sur le compte institué au présent article et dont le montant sera strictement égal à la somme des payements imputés sur les crédits visés au paragraphe précédent.

Le ministre de la guerre justifiera, pour chaque chapitre, du montant de ces payements dans un rapport annuel adressé au Président de la République. Ce rapport sera publié au *Journal officiel* avant le 15 octobre qui suivra la clôture de l'exercice et joint au compte définitif du ministère de la guerre.

Art. 4. — Le montant des dépenses que le ministre de la guerre est autorisé à faire en addition aux crédits inscrits au budget, dans les conditions prévues à l'article 3 ci-dessus, est fixé, pour l'exercice 1913, à la somme totale de 300,746,000 fr., savoir :

1re section du compte spécial, 234,500,000 fr.
2e section du compte spécial, 66,246,000 fr.

Ces crédits sont répartis par chapitre conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Art. 5. — Le montant des dépenses que le ministre de la guerre est autorisé à faire en addition aux crédits inscrits au budget, dans les conditions prévues à l'article 3 de la présente loi, est fixé pour l'exercice 1914 à la somme totale de 487,851,044 fr., savoir :

1re section du compte spécial, 276,983,044 fr.
2e section du compte spécial, 210,868,000 fr.

Ces crédits sont répartis par chapitre, conformément à l'état B annexé à la présente loi.

TITRE II

DÉPENSES DE LA MARINE

Art. 6. — L'état C annexé à la loi de programme naval du 30 mars 1912 est complété comme suit :

Brest. — Installation d'un bassin de construction au Salou et travaux connexes.

Etablissement d'un épi, de terre-pleins et de quais dans la rade-abri.

Toulon. — Extension des fonds de la petite rade.

Travaux complémentaires pour le stationnement, le ravitaillement et les réparations des navires.

Bizerte. — Approfondissement du canal et création d'un chenal et d'un mouillage dans le lac.

Cherbourg, Brest, Toulon, Bizerte. — Magasins pour mines et torpilles et ateliers de réglage de torpilles.

Art. 7. — En addition aux dispositions de l'article 9 de la loi du 30 mars 1912, trois éclaireurs d'escadrille pourront être mis en chantier en 1914.

Art. 8. — Le ministre de la marine est autorisé à engager des dépenses pour l'organisation de l'aéronautique maritime, jusqu'à concurrence de 30 millions de francs.

L'échelonnement de ces dépenses sera déterminé suivant l'importance des ressources qui y seront affectées annuellement par les lois de finances.

Art. 9. — Les dépenses à couvrir, tant par les crédits budgétaires que par les ressources prévues à l'article 3, et à réaliser dans un délai maximum de quatre années pour poursuivre l'exécution du programme naval autorisé par la loi du 30 mars 1912, ainsi que des compléments prévus aux articles précédents, s'élèvent à la somme de 1,175,000,000 fr.

Art. 10. — Le tableau des annuités prévues à l'état B annexé à la loi du 30 mars 1912 est modifié comme suit :

1914.....	195	millions.
1915.....	210	—
1916.....	220	—
1917.....	230	—

Art. 11. — A dater du 1er janvier 1914, la partie des dépenses déterminées par les constructions et travaux prévus tant par les articles 6, 7 et 8 ci-dessus que par les articles 9 et 10 de la loi du 30 mars 1912, qui excéderait le montant des annuités inscrites au budget pour y faire face, sera imputée sur des crédits ouverts dans les conditions fixées par l'article 3 de la présente loi. Les prélèvements qu'il y aura lieu d'effectuer de ce chef au profit des exercices 1914 et suivants feront l'objet d'une troisième section au compte spécial institué par ledit article.

Le ministre de la marine adressera annuellement au Président de la République un rapport justifiant, pour chaque chapitre, du montant des dépenses effectuées en vertu des dispositions du paragraphe précédent. Ce rapport sera publié au *Journal officiel* avant le 15 octobre qui suivra la clôture de l'exercice et joint au compte définitif du ministère de la marine.

Art. 12. — Le montant des dépenses que le ministre de la marine est autorisé à faire en addition aux crédits inscrits au budget dans les conditions prévues à l'article 3 de la présente loi est fixé, pour l'exercice 1914, à la somme totale de 128,057,850 fr., répartis ainsi qu'il suit :

Chap. 45. — Constructions navales. — Constructions neuves par l'industrie. — Achats.....	64.642.850
Chap. 47. — Constructions navales. — Gros outillage. — Achats et installations nouvelles. — Transformations d'ateliers et de chantiers.....	2.300.000
Chap. 49. — Artillerie navale. — Constructions neuves et stocks de ravitaillement. — Matières.....	33.000.000
Chap. 52. — Travaux extraordinaires des ports de guerre et des bases d'opération de la flotte.....	19.615.000
Chap. 54. — Aviation maritime.	8.500.000
Total égal.....	128.057.850

Art. 13. — L'article 43 de la loi de finances du 17 avril 1906 est complété ainsi qu'il suit :

« En outre, chaque année, les commissions des finances de la Chambre des députés et du Sénat désigneront chacune une sous-commission de cinq membres chargés de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale. Devront être fournis à ces sous-commissions tous les renseignements de nature à faciliter leur mission ; de plus, un état des travaux en cours de la situation des crédits leur sera communiqué le 1er octobre de chaque année ».

ETAT A. — *Tableau, par chapitre, des crédits qui pourront être ouverts au ministre de la guerre, en addition aux crédits inscrits au budget de 1913.*

CHAPITRES	SERVICES	CRÉDITS correspondant aux dépenses de la 1re section du compte spécial.	CRÉDITS correspondant aux dépenses de la 2e section du compte spécial.	MONTANT des crédits accordés par chapitre.
	MINISTÈRE DE LA GUERRE			
	1re SECTION. — TROUPES MÉTROPOLITAINES			
	2e *partie.* — *Services généraux des ministères.*			
	Intérieur.			
46	Remonte et recensement des chevaux.....	34.180.000	»	34.180.000
52	Chauffage et éclairage.....	400.000	»	400.000
54	Habillement et campement.....	14.620.000	»	14.620.000
55	Couchage et ameublement.....	16.725.000	»	16.725.000
59	Etablissements du service de santé (Matériel).....	3.500.000	»	3.500.000
	Total de la 1re section.....	69.425.000	»	69.425.000
	2e SECTION. — TROUPES COLONIALES			
	3e *partie.* — *Services généraux des ministères.*			
116	Remonte.....	420.000	»	420.000
118	Habillement, campement, couchage et harnachement.....	2.655.000	»	2.655.000
	Total de la 2e section.....	3.075.000	»	3.075.000

CHAPITRES	SERVICES	CRÉDITS correspondant aux dépenses de la 1re section du compte spécial.	CRÉDITS correspondant aux dépenses de la 2e section du compte spécial.	MONTANT des crédits accordés par chapitre.
	3e SECTION. — CONSTRUCTIONS ET MATÉRIEL NEUFS. — APPROVISIONNEMENTS DE RÉSERVE			
	3e partie. — Services généraux des ministères.			
128	Chemins de fer	»	3.500.000	3.500.000
129	Equipages de campagne	»	21.750.000	21.750.000
130	Equipages de siège	»	4.950.000	4.950.000
131	Armement des places	»	13.182.000	13.182.000
134	Bâtiments et machines (artillerie)	»	500.000	500.000
135	Casernements (génie)	160.500.000	»	160.500.000
136	Fortifications	»	9.500.000	9.500.000
137	Matériel de guerre du génie	»	5.000.000	5.000.000
138	Champs de manœuvre et de tirs, stands et manèges	1.500.000	»	1.500.000
140	Etablissements et matériel de l'intendance militaire	»	3.260.000	3.260.000
141	Etablissements et matériel du service de santé	»	2.284.000	2.284.000
142 *bis.*	Etablissements des poudres et salpêtres	»	2.220.000	2.220.000
142 *ter.*	Service géographique	»	100.000	100.000
	Total de la 3e section	162.000.000	66.246.000	228.246.000
	RÉCAPITULATION			
	1re section. — Troupes métropolitaines	69.425.000	»	69.425.000
	2e section. — Troupes coloniales	3.075.000	»	3.075.000
	3e section. — Constructions et matériel neufs. — Approvisionnements de réserve	162.000.000	66.246.000	228.246.000
	Total	234.500.000	66.246.000	300.746.000

ETAT B. — *Tableau, par chapitre, des crédits qui pourront être ouverts au ministre de la guerre, en addition aux crédits inscrits au budget de 1914.*

CHAPITRES	SERVICES	CRÉDITS correspondant aux dépenses de la 1re section du compte spécial.	CRÉDITS correspondant aux dépenses de la 2e section du compte spécial.	MONTANT des crédits accordés par chapitre.
	MINISTÈRE DE LA GUERRE			
	1re SECTION. — TROUPES MÉTROPOLITAINES			
	3e partie. — Services généraux des ministères.			
	Intérieur.			
40	Etablissements de l'artillerie (Matériel)	836.000	»	836.000
48	Remonte et recensement des chevaux	21.300.000	»	21.300.000
54	Chauffage et éclairage	100.000	»	100.000
55	Habillement et campement	20.812.044	»	20.812.044
56	Harnachement	3.171.000	»	3.171.000
57	Couchage et ameublement	24.600.000	»	24.600.000
61	Etablissements du service de santé (Matériel)	2.650.000	»	2.650.000
	Algérie-Tunisie.			
93	Remonte et recensement des chevaux	2.450.000	»	2.450.000
100	Habillement et campement	545.000	»	545.000
101	Harnachement	915.000	»	915.000
	Total de la 1re section	77.379.044	»	77.379.044
	2e SECTION. — TROUPES COLONIALES			
	3e partie. — Services généraux des ministères.			
126	Remonte	700.000	»	700.000
128	Habillement, campement, couchage et harnachement	3.780.000	»	3.780.000
	Total de la 2e section	4.480.000	»	4.480.000
	3e SECTION. — CONSTRUCTIONS ET MATÉRIEL NEUFS. — APPROVISIONNEMENTS DE RÉSERVE			
138	Chemins de fer	»	9.700.000	9.700.000
139	Equipages de campagne	7.604.000	46.828.000	54.432.000
140	Equipages de siège	»	4.630.000	4.630.000
144	Armement des places	»	32.000.000	32.000.000
142	Armement des côtes	»	1.115.000	1.115.000
143	Armes portatives	440.000	7.120.000	7.560.000
144	Bâtiments et machines (Artillerie)	2.100.000	6.000.000	8.100.000

CHAPITRES	SERVICES	CRÉDITS correspondant aux dépenses de la 1re section du compte spécial.	CRÉDITS correspondant aux dépenses de la 2e section du compte spécial.	MONTANT des crédits accordés par chapitre.
145	Casernements (Génie)	158.200.000	2.000.000	160.200.000
146	Fortifications	»	22.000.000	22.000.000
147	Matériel de guerre du génie	1.400.000	13.500.000	14.900.000
148	Champs de manœuvres et de tir, manèges et camps d'instruction	8.500.000	31.700.000	40.200.000
149	Installations et matériel de l'aéronautique	»	8.000.000	8.000.000
150	Etablissements et matériel de l'intendance militaire	2.530.000	21.264.000	23.794.000
150 *bis.*	Substitution aux draps actuels d'un drap de couleur neutre	»	1.000	1.000
151	Etablissements et matériel du service de santé	14.350.000	1.850.000	16.200.000
152 *bis.*	Etablissements des poudres et salpêtres	»	3.000.000	3.000.000
152 *ter.*	Service géographique	»	160.000	160.000
	Total de la 3e section	195.124.000	210.868.000	405.992.000
	RÉCAPITULATION			
	1re section. — Troupes métropolitaines	77.379.044	»	77.379.044
	2e section. — Troupes coloniales	4.480.000	»	4.480.000
	3e section. — Constructions et matériel neufs. — Approvisionnements de réserve...	195.124.000	210.868.000	405.992.000
	Total	276.983.044	210.868.000	487.851.044

ANNEXE N° 397

(Session ord. — Séance du 10 juillet 1914.)

AVIS présenté, au nom de la commission de l'armée, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, autorisant les ministres de la guerre et de la marine à engager des dépenses non renouvelables en vue de pourvoir aux besoins de la défense nationale et déterminant les règles financières applicables auxdites dépenses, par M. Charles Humbert, sénateur (1).

Messieurs, le projet de loi au sujet duquel votre commission de l'armée est appelée à donner son avis, a été déposé le 16 janvier 1914 et voté par la Chambre des députés le 26 mars suivant.

Il a fait l'objet d'une première discussion au Sénat à la date du 31 mars, sur la proposition de votre commission des finances. Celle-ci, sans vouloir, ainsi que l'a d'ailleurs très nettement déclaré son rapporteur, l'honorable M. Milliès-Lacroix, « empiéter sur les droits de la commission de l'armée, à laquelle seule il appartient de se prononcer sur l'utilité et l'opportunité, au point de vue technique, de chacun des éléments constitutifs du programme lui-même », s'était préoccupée d'assurer la régularisation légale de certaines dépenses que M. le ministre de la guerre a dû engager d'office sur les crédits extraordinaires que l'on vous demande d'ouvrir. A cet effet, elle avait préparé un texte que vous avez adopté, et qui accordait, tant par addition aux dispositions de la loi de finances de 1914 que par majoration des douzièmes provisoires consentis par les lois des 29 décembre 1913 et 27 février 1914, des crédits correspondant à ces dépenses.

Les circonstances n'ayant pas permis à la Chambre précédente d'examiner ce texte avant de se séparer, le Gouvernement en a saisi la nouvelle Assemblée qui vient de le discuter et a décidé de reprendre le texte du projet primitif du Gouvernement très légèrement modifié.

La question ne se posait plus d'ailleurs de la même manière puisque, entre temps, la loi du 21 juin 1914 autorisant l'emprunt a créé les ressources nécessaires pour alimenter le compte spécial dont la création est prévue.

Quoi qu'il en soit, la question des moyens financiers échappe à la compétence de votre commission de l'armée et, se renfermant dans son rôle, elle se borne à vous exposer, au point de vue technique, son avis sur le programme qui a servi de base aux évaluations de dépenses contenues dans le projet qui vous est soumis.

Ce projet comporte, dans sa partie relative au ministère de la guerre, la seule dont la commission de l'armée ait à se préoccuper, une série d'autorisations de dépenses dont le total s'élève à 1,143,553,044 fr. et se décompose comme suit :

389,053,044 fr. de dépenses ayant pour objet les constructions, acquisitions et fabrications nécessaires pour l'application de la loi du 7 août 1913 et des lois portant organisation des cadres des diverses armes et services.

754,500,000 fr. de dépenses ayant pour objet des acquisitions, des fabrications et des constructions destinées à satisfaire aux besoins de la défense nationale.

Les frais d'application du service de trois ans.

Les dépenses de première mise nécessitées pour la restauration du service de trois ans atteindront ainsi, finalement, le chiffre de 635,311,000 fr., au lieu de celui de 440 millions que le Gouvernement indiquait, à la date du 22 mai 1913, comme devant y suffire. Néanmoins, votre commission de l'armée n'a aucune critique à formuler au sujet de cette augmentation, qui résulte d'ailleurs, pour la plus grande partie, de ce que notre nouvelle loi de recrutement, du fait des modifications que le Parlement a introduites dans le projet présenté par le Gouvernement, réalise un renforcement d'effectifs beaucoup plus considérable que celui d'après lequel les services du ministère de la guerre avaient eu à établir leurs prévisions de dépenses. C'est ainsi que 13,500,000 fr. à dépenser d'ici la fin de l'exercice 1915 sont demandés pour « l'aménagement de champs de manœuvre et de stands comme conséquence de l'augmentation des effectifs », c'est-à-dire pour donner tant aux unités de création nouvelle qu'aux unités renforcées les moyens d'instruction les plus indispensables.

Aucune dépense n'est plus nécessaire et aucune ne saurait être considérée comme plus urgente, si l'on songe, par exemple, que, depuis l'automne dernier, certains régiments d'artillerie appartenant aux grandes places de l'Est, n'ont pu s'exercer dans leurs garnisons qu'à la conduite des voitures sur les grandes routes, faute du plus petit espace disponible pour la manœuvre du canon. Nous avons rassemblé des masses d'hommes, surtout dans les régions de la frontière, avant d'avoir pourvu aux moyens de leur donner l'instruction indispensable au soldat. Encore est-il certain que ce crédit de 13 millions est d'une insuffisance manifeste, et qu'il ne saurait permettre, à beaucoup près, d'augmenter les terrains d'exercice en proportion de l'accroissement des effectifs. En effet, il ne faut pas oublier que ces terrains étaient déjà notoirement reconnus comme trop peu nombreux et trop exigus sous le régime de la loi de 1905, et que, par surcroît, dans beaucoup de garnisons, à Verdun, par exemple, on les a considérablement réduits, en prélevant sur leur superficie les emplacements nécessaires à l'édification des nouvelles casernes.

Quant au surplus de la différence entre les prévisions établies en mai 1913 et les crédits déclarés nécessaires en janvier 1914, il est destiné aux améliorations d'ordre hygiénique réclamées par le service de santé et dont la réalisation a été formellement promise lorsque nous avons décidé de pallier les inconvénients sociaux du service de trois ans en avançant d'une année l'âge de la conscription. Avec beaucoup d'à-propos, et avec une entente forlouable des intérêts qui lui sont confiés, la direction du service de santé a saisi le moment où l'incorporation à vingt ans lui fournissait un argument de plus pour imposer des réformes qu'elles préconisait en vain, malgré leur incontestable opportunité, depuis de longues années.

En somme, il s'agit là d'un ensemble de dépenses de première nécessité et de première urgence, au sujet desquelles nous ne pourrions exprimer qu'un double regret, à savoir qu'elles ne paraissent pas avoir toujours été calculées assez largement, et qu'une notable partie des acquisitions ou des travaux qu'elles représentent auraient dû être complètement effectués avant l'entrée en vigueur de la loi du 7 août 1913.

Le « programme d'accélération ».

Abstraction faite des crédits dont il vient d'être parlé, et qui sont nécessités par la restauration du service de trois ans, le programme qui a servi de base au projet de loi sur lequel vous êtes appelés à délibérer, comporte, « en vue d'accélérer les travaux intéressant la défense nationale », un ensemble de dépenses qui se décomposent comme suit :

754,500,000 fr. de crédits extraordinaires dont la dépense devra être poursuivie au cours des exercices prochains pour être achevée en 1919 (1);

416,450,571 fr. inscrits ou à inscrire à la 4e section des budgets normaux de la guerre;

48,810,000 fr. prévus, aux termes du programme « pour des travaux à doter quand les études, les expériences et les projets en cours auront abouti »;

Enfin, 188,981,000 fr., répartis entre l'artillerie et l'intendance, mais classés « en deuxième urgence »;

Soit un total général de 1,408,741,571 fr.

(1) Voir les nos 191, 213, 391, 396, Sénat, année 1914, et 3396-3491-3588-3625 et in-8° 786 — 10e législ. — et 191-242 et in-8° 26 — 11e législ. de — la Chambre des députés.

(1) L'article 2 du projet dispose que les acquisitions, fabrications et constructions auxquelles sont destinés ces crédits extraordinaires devront être réalisées « dans un délai maximum de sept années ». Mais le programme compte, dans ces sept années, l'exercice 1913 au cours duquel une partie de ces dépenses ont commencé d'être engagées.

Cette première analyse appelle déjà les observations préjudicielles ci-après :

1° Le programme n'indique pas sur combien d'exercices seront répartis les 416,450,000 fr. qui devront être imputés à la 4e section du budget. Afin d'obtenir des précisions à cet égard, votre rapporteur a demandé au ministre de la guerre s'il est dans ses intentions d'établir ses prévisions annuelles de dépenses de telle sorte que cette somme soit complètement employée, au plus tard, dans le même délai que celui fixé pour l'emploi des crédits extraordinaires, c'est-à-dire avant la fin de l'exercice 1919. M. le ministre de la guerre a répondu par l'affirmative.

2° Le programme n'indique pas davantage si les 48,810,000 fr. prévus pour les travaux dont les études ou les projets n'ont pas encore abouti seront demandés au titre de la 4e section du budget ou feront l'objet d'une demande spéciale de crédits extraordinaires. Il n'assigne aucun délai, même approximatif, pour l'entreprise ni pour l'achèvement de ces travaux.

En ce qui concerne les matériels d'artillerie, cette imprécision n'est qu'un aveu attristant de l'état très peu avancé où sont ces études et ces projets. Mais le programme classe dans la même catégorie la totalité d'une dépense de 18,810,000 fr. nécessaire pour la fabrication d'un brodequin léger à l'usage des troupes à pied, et ici on peut se demander si l'administration de la guerre ne reste pas indifférente à l'égard des besoins les plus urgents de nos troupes.

Le brodequin léger.

Cette prévision de dépenses a été inscrite au programme, d'après l'administration de la guerre elle-même, à la fois « pour remplacer les souliers à guêtres blanches, dits godillots », qui existent dans les approvisionnements à raison d'une paire pour deux hommes », et « pour reconstituer les approvisionnements, sur la base d'une paire par homme, quand le Parlement aura voté le projet de loi abrogeant la loi de 1881 qui a décrit le modèle de la chaussure de repos ». Il s'agit de combler dans la réserve de guerre un déficit qui ne s'élève pas, en réalité, à moins de 2 millions de paires, si l'on tient compte que dans nos magasins figurent 900,000 paires de ces godillots surannés dont les spécialistes sont unanimes à condamner l'usage, qui sont d'ailleurs fabriqués depuis une trentaine d'années et dont la mise en service au début d'une campagne nous causerait sûrement les plus pénibles mécomptes.

Or, l'abrogation de la loi du 4 juillet 1881, nécessaire pour que le département de la guerre pût choisir un nouveau modèle de chaussure de repos, et qui avait déjà été votée par le Sénat, a été définitivement adoptée par la Chambre des députés dans sa séance du 17 mars 1914, c'est-à-dire avant que le projet qui nous occupe fût venu à l'ordre du jour, et en temps utile, par conséquent, pour permettre à M. le ministre de la guerre de faire passer de la deuxième à la première urgence la fabrication du brodequin léger.

D'autre part, à la date du 16 février 1914, M. le ministre de la guerre adressait à votre rapporteur, en réponse à l'une de ses questions, une lettre qui contenait le passage suivant :

« ...J'ai l'honneur de vous faire connaître que le type de brodequin léger qu'il s'agit de substituer au godillot a été arrêté en 1911, et qu'il n'est pas à la connaissance de mon administration qu'il soit question d'y apporter des modifications.

« Je dois cependant ajouter que, dans sa séance du 28 mai 1913, la commissisn de l'armée de la Chambre des députés a formulé un certain nombre de critiques tant sur le modèle présenté que sur son prix de revient trop élevé.

« Mais il s'agit seulement d'abroger la disposition législative du 4 juillet 1881 qui fait du godillot la « chaussure de repos obligatoire ».

« J'estime comme vous qu'on ne saurait plus tarder pour aboutir ; le modèle proposé a fait ses preuves aux manœuvres, il a subi toutes les modifications jugées nécessaires. Si des imperfections peuvent être relevées à l'encontre de ce modèle, du moins offre-t-il, en l'état, la solution la plus satisfaisante du problème...

« ...Quoi qu'il en soit, la confection du brodequin léger pourra commencer dès que la Chambre aura voté le projet de loi adopté par le Sénat et que des crédits auront été ouverts. La réalisation de la mesure ne demanderait alors guère plus d'un an ou deux ans. La dépense correspondante serait d'environ 18 millions si, comme cela paraît nécessaire, on veut reconstituer les approvisionements nécessaires à tout l'effectif mobilisable. »

D'où vient donc, dans ces conditions, que M. le ministre de la guerre n'ait pas cru devoir ajouter ces 18 millions aux crédits dont le projet de loi qui nous est soumis comporte l'ouverture ?

Et d'où vient donc qu'il a émis, à la Chambre des députés, dans cette séance du 17 mars au cours de laquelle a été abrogée la loi de 1881, des déclarations en contradiction formelle avec la lettre citée plus haut ?

« Chaque année, a-t-il dit, vous avez à voter le budget. C'est à cette occasion que la question se posera. L'année prochaine, par exemple, on vous demandera dans le budget les crédits pour la chaussure de repos. »

Et à l'honorable M. Voilin, qui exprimait la crainte que la question ne demeurât encore longtemps en suspens, et qui lui disait : « Le modèle de chaussures dont vous parlez n'est pas trouvé, n'est pas adopté, n'est pas près de l'être. Alors, quand reviendrez-vous devant la commission du budget ? » il a répondu :

« Je vous demande un mois, et en un mois, que les commissions techniques se prononcent ou non, je me prononcerai et je me présenterai devant la commission avec un modèle.

« ...Celui qui a été adopté par diverses commissions techniques ne me satisfait pas complètement ; je ne vous assure pas, par conséquent, que je le présenterai à la commission du budget pour obtenir le vote des crédits. Il est possible que j'en présente d'autres et que je laisse le choix à la commission. »

De cette contradiction, nous ne pouvons dégager qu'une conclusion, à savoir que M. le ministre de la guerre, lorsqu'il a étudié personnellement la question en vue de préparer les explications qu'il voulait apporter à la tribune de la Chambre le 17 mars, a sans doute reconnu inexactes les assurances que lui avaient fournies les bureaux, en même temps qu'ils soumettaient à sa signature la lettre du 16 février précédent.

De plus, les assurances de célérité données à la tribune le 17 mars n'ont pas été suivies de plus d'effet que celles contenues dans la lettre du 16 février. En effet, l'administration de la guerre s'est bornée à adopter quatre types de brodequins légers, au moyen desquels elle se livrera à une nouvelle série d'expériences comparatives qui commenceront lors des manœuvres de l'automne prochain. Votre commission est donc obligée de constater, avec un profond regret, l'ajournement à une date encore indéterminée, par le seul fait de l'administration de la guerre, d'une mesure que cette administration prétendait jusqu'à présent être empêchée de prendre en raison d'une disposition législative contraire, c'est-à-dire par le fait du Parlement, et faute de laquelle notre admirable infanterie serait exposée à marcher pieds nus, après quelques semaines de campagne, comme les volontaires de 1793.

La deuxième urgence.

Enfin, le programme classe en deuxième urgence, sans assignation d'aucun délai, les dépenses ci-après :

Équipages de campagne, forges et chariots de batterie, avant-trains-cuisines : 6 millions de francs sur les 17 millons de francs déclarés nécessaires ;

Artillerie lourde de campagne, tracteurs et remorques : 12 millions de francs sur 31,224,000 francs.

Augmentation de l'approvisionnement en munitions des places de l'Est : totalité des 13 millions de francs déclarés nécessaires ;

Remplacement, dans les places, des anciens canons de 80 et de 90 par des canons de 75 : totalité des 24 millions de francs reconnus nécessaires ;

Armement des côtes, fabrication d'obus P : 18,500,000 fr. sur 23,500,000 fr. ;

Matériels nouveaux de grande puissance et munitions correspondantes : 36 millions de francs sur 163 millions de francs ;

Habillement, effets nécessaires pour l'utilisation complète des hommes de complément : 64,501,000 fr. sur 104,360,000 fr. ;

Habillement des formations de réserve d'infanterie et du génie du camp retranché de Paris : totalité des 3,400,000 fr. reconnus nécessaires ;

Achats de bonnets de police (coiffure de nuit indispensable dans cantonnements et bivouacs : totalité des 2,780,000 fr. reconnus nécessaires ;

Substitution de l'aluminium à la tôle dans la fabrication des ustensiles de campement : totalité des 6,800,000 fr. reconnus nécessaires.

On voit que parmi les dépenses ainsi différées figurent les frais de diverses améliorations très importantes.

La commission de l'armée ne s'explique pas — et regrette vivement — que le ministre de la guerre n'ait pas compris ces sommes dans ses demandes d'autorisations de dépenses immédiates. Elle exprime le vœu très formel qu'une demande spéciale de crédits soit déposée d'extrême urgence en vue de permettre l'exécution de toutes ces mesures ainsi que la fabrication du brodequin léger.

L'instruction des troupes. — Terrains de manœuvre et camps.

Ce sont les 754,500,000 fr. formant le premier élément du total général indiqué plus haut, qui sont destinés à remplacer les 500 millions de crédits extraordinaires que réclamait le projet de loi du 27 février 1913 (1) et qui avaient été ramenés, comme on sait, à 420 millions par la commission du budget de la Chambre, d'accord avec le Gouvernement, au moment où celui-ci crut devoir ajourner la mise en construction d'un obusier léger de campagne.

Sur ces 754,500,000 fr., il sied encore de considérer à part un ensemble de crédits qui s'élèvent à 118,050,000 fr. et qui sont destinés à l'« amélioration des moyens d'instruction de la troupe et aux camps », grands camps pour divisions ou brigades et petits « camps », c'est-à-dire à des installations essentiellement destinées au temps de paix.

Un crédit de 40 millions de francs, dont 16 millions de francs seront fournis par la 4e section du budget et 24 millions de francs prélevés d'ici la fin de 1917 sur les 118,050,000 francs de crédits extraordinaires dont nous indiquons en ce moment l'emploi, sera consacré, aux termes du programme, à « l'organisation, à proximité des garnisons, de terrains pour exercices de combat d'une étendue de 150 à 200 hectares permettant de faire des manœuvres de plusieurs armes, les difficultés d'accomplir ces manœuvres dans la campagne devenant de plus en plus grandes en raison des cultures et des servitudes ». Là encore, nous sommes en présence de besoins d'une incontestable urgence.

On se rappelle, en effet, que l'insuffisance des terrains d'exercice, signalée de toutes parts par le commandement comme faisant dangereusement obstacle à l'instruction des troupes, avait conduit l'un des prédécesseurs du ministre actuel de la guerre, l'honorable M. Millerand, à déposer, le 30 novembre 1912, au sujet des exercices en pleins champs, un projet de loi qui a suscité parmi nos populations rurales et notamment de la part d'un très grand nombre de conseils généraux, municipalités, associations agricoles, et, en particulier dans l'Est, des protestations véhémentes. On ne peut que féliciter le département de la guerre de ne pas s'être obstiné à soutenir ce projet devant le Parlement, qui ne l'aurait probablemnt pas accueilli, et d'avoir cherché à donner aux troupes, par d'autres moyens, la possibilité de se familiariser avec les conditions pratiques du combat. Mais la commission de l'armée estime que le délai de quatre ans prévu pour l'acquisition des terrains dont il s'agit est beaucoup trop long, et devrait être abrégé au moins de moitié.

Le manque de terrains disponibles en tout temps pour les évolutions des troupes aux environs immédiats des grosses garnisons constituait déjà, avec le service de deux ans une gêne très grande pour l'instruction et une cause continuelle de difficultés entre l'autorité militaire et les particuliers. Cette situation s'est naturellement aggravée à partir du jour où l'effectif de ces garnisons s'est trouvé augmenté d'un tiers par suite de la présence simultanée de trois contingents dans les unités — sans parler des augmentations occasionnées dans les régions de la frontière, par le renforcement de la couverture — et il y a lieu de

(1) Ce projet de loi qui n'est pas venu en discussion, ayant été retiré pour faire place aux demandes d'autorisation de dépenses beaucoup plus étendues que nous examinons en ce moment, a fait l'objet d'un rapport de M. Clémentel, au nom de la commission du budget, et d'un avis de M. Henry Paté, au nom de la commission de l'armée de la Chambre.

s'étonner que l'administration de la guerre ait si peu hâte d'y mettre un terme.

Pour les grands et petits camps, le programme comporte une dépense de 145 millions de francs dont 50,950,000 fr. imputables à la 4e section des budgets normaux et 94,050,000 fr. à prélever sur les crédits extraordinaires, mais en cinq annuités, c'est-à-dire seulement d'ici a fin de 1918.

Là encore, votre commission estime le délai d'achèvement beaucoup trop long, mais, de plus, elle tient à signaler que malgré l'importance des chiffres précités, les crédits prévus seront insuffisants pour donner à nos formations d'active et de réserve les espaces et les installations indispensables à leur instruction.

Le programme dont le ministère de la guerre poursuit ici la réalisation n'a pas été conçu d'après les nécessités nouvelles résultant de l'effort allemand et du rétablissement, en France, du service de trois ans. C'est un programme qui remonte, de l'aveu de cette administration, au 14 décembre 1911.

Lorsqu'il sera entièrement réalisé, nous devrons avoir, en principe, dit-elle, en dehors des deux camps de Mailly et de Châlons qui seront attribués au 6e et 20e corps, un camp de division par deux corps d'armée. Mais en fait il n'y aura que sept camps de division, et plusieurs corps d'armée ne disposeront que de camps de brigade. Une note officielle annexée à votre rapporteur reconnaît qu'il n'a pas paru possible d'appliquer à tous les corps d'armée la règle du camp de division indivis. « La difficulté des communications entre certains corps d'armée, est-il dit dans cette note, et la nécessité de restreindre les dépenses annuelles qu'entraîneront les mouvements et les transports par voie ferrée des troupes envoyées dans les camps, a conduit à envisager l'utilisation et la création d'un certain nombre de camps de brigade. »

Effectivement, le programme comprend six camps de brigade et ne prévoit aucun camp de division à l'usage des 14e, 15e, 16e et 18e corps. Ces corps d'armée demeureront donc complètement privés, en dehors de la courte période des manœuvres d'automne, de tout moyen de pratiquer sérieusement le travail en commun des différentes armes, puisque la division est la première formation qui comporte à la fois de l'infanterie, de la cavalerie et de l'artillerie. La commission considère qu'il n'est pas de dépenses de transport plus utiles que celles qui ont pour objet direct l'instruction des troupes et elle ne peut s'expliquer qu'une simple raison d'économie mal comprise ait conduit l'administration de la guerre à exclure plusieurs corps d'armée du bénéfice d'un entraînement reconnu indispensable.

Enfin, malgré les avantages que nous trouverions à compenser tout au moins l'insuffisance de nos camps en les aménageant de façon qu'ils puissent être occupés en n'importe quelle saison de l'année, les baraquements pour la troupe n'y existent qu'en quantité dérisoire. On y a quelquefois édifié des constructions luxueuses pour certains services, mais l'homme y couche sous la tente. A Châlons, toutes les troupes sont logées sous la tente. A Mailly, il existe des baraquements à peine pour l'effectif d'un régiment. Il en est de même à Sissonne, à Coëtquidan, à Saint-Médard. Il faut aller au Valdahon ou à la Courtine pour trouver des logements susceptibles d'abriter une brigade. Au Larzac, couchage sous la tente... L'entretien et le renouvellement des tentes est d'ailleurs, dit-on, plus coûteux en définitive que ne le seraient la construction et l'entretien des baraques pour un effectif égal, mais il faut croire que l'administration de la guerre a satisfait tout son désir d'économies sur ce chapitre en restreignant le nombre des camps de division.

Or, pendant ce temps, en Allemagne, il n'y a pas un seul corps d'armée qui n'ait au moins un camp de division, sans parler du camp de la garde impériale et de plusieurs grands camps aménagés tout exprès pour les armes spéciales, tels que les camps de Thorn et de Wahn, exclusivement réservés à l'artillerie à pied. En outre, au moyen des crédits inscrits à cet effet dans la loi militaire de 1913, tous les camps de division sont agrandis de telle sorte qu'ils puissent être utilisés simultanément par une division d'infanterie, une brigade de cavalerie et une brigade d'artillerie, et tous ces agrandissements seront complètement achevés d'ici quelques mois. Enfin, ces camps sont toujours aménagés de façon à pouvoir être occupés toute l'année.

En résumé, qu'il s'agisse des terrains d'exercices à proximité des garnisons, de l'extension ou de l'aménagement des quelques camps d'instruction que nous possédons déjà — et parmi lesquels ceux de Mailly et de Châlons sont les seuls qui pourront, une fois terminés, supporter la comparaison avec les immenses installations dont dispose l'armée allemande — des nouveaux camps de division et de brigade prévus au programme de 1911, ou de ces petits camps tels que ceux de Bréau, de Cercottes, d'Avor, du Ruchard, de la Braconne, de Bourg-Lastic, de Carpiague, etc., que l'on s'avise enfin d'aménager spécialement à l'usage des hommes des réserves, nous sommes en présence d'une œuvre que l'administration de la guerre a négligée jusqu'à ces derniers temps de la plus incompréhensible façon et qu'aujourd'hui encore elle ne propose ni avec l'ampleur ni avec la rapidité qui seraient nécessaires.

Lorsque, en 1905, nous réduisions la durée du temps de service obligatoire, il était formellement entendu que cet allègement de l'impôt du sang serait compensé par une instruction militaire plus intensive et que, pour cela, l'on multiplierait les camps afin de pouvoir y envoyer, à intervalles fréquents, tous les régiments.

Lorsque, en 1908, nous abrégions les périodes d'instruction dans les réserves, il était formellement stipulé que la seconde de ces périodes serait accomplie dans les camps, ce qui impliquait que ceux-ci seraient spécialement agrandis et aménagés à cet effet.

Lorsque, en 1910, les très regrettables incidents survenus au camp de Massillan ont appelé de nouveau l'attention sur les conditions défectueuses dans lesquelles sont placés les réservistes pour s'acquitter de cette seconde période, de nombreux rapports, émanant des plus hautes autorités militaires, ont signalé les très graves inconvénients que présente l'obligation imposée à ces hommes de coucher sous la tente. De tous côtés, dans le haut commandement, au Parlement, dans la presse, on a insisté sur l'opportunité de remplacer les tentes par des baraques susceptibles d'être chauffées, en indiquant que cette substitution permettrait de faire des convocations en hiver, c'est-à-dire au moment où la majeure partie des réservistes et des territoriaux trouveraient le moindre préjudice à quitter momentanément leurs occupations habituelles.

Ces appels en hiver, correspondant avec la morte-saison de la plupart des métiers et principalement des professions rurales, seraient encore plus facilement réalisables aujourd'hui, puisque, avec le nombre de combattants que leur assure le service de trois ans, les unités actives n'ont plus besoin que d'une proportion relativement très faible de réservistes pour réaliser les effectifs qui leur sont nécessaires aux manœuvres d'automne.

Depuis des années, on cite de nombreuses garnisons où ces troupes actives n'ont même pas la liberté de mouvement indispensable à l'instruction des petites unités, et cette situation n'est pas limitée aux troupes de l'Est. Dans telle place importante du centre, chef-lieu de corps d'armée, plusieurs régiments n'ont pu, jusqu'à l'heure actuelle, accomplir leurs tirs réglementaires, et cela faute de place. A Paris même, les trois divisions d'infanterie, la division de cavalerie et les régiments d'artillerie qui composent la garnison du gouvernement militaire, n'ont réellement à leur disposition, pour manœuvrer, que le plateau de Satory qui n'est guère accessible qu'à la garnison de Versailles, le polygone de Vincennes et le terrain d'Issy-les-Moulineaux, d'ailleurs transformé en champ de d'aviation.

Aussi, de toutes parts, les voix les plus autorisées signalent qu'en réalité notre armée n'est pas suffisamment instruite. Aux manœuvres, il apparaît de plus en plus que l'infanterie française, malgré les admirables qualités de notre fantassin est très loin d'avoir la mobilité qu'impose la tactique moderne et que ses chefs, depuis les sous-officiers jusqu'aux généraux, se trouvent le plus souvent déconcertés et comme paralysés par leur inexpérience du terrain. Eux-mêmes d'ailleurs en conviennent et s'en plaignent ; les trois membres de votre commission de l'armée qui ont assisté aux manœuvres du Sud-Ouest en 1913 (1) ont eu de nombreuses occasions de recueillir leurs doléances.

Or, non seulement l'administration de la guerre semble s'être désintéressée de cette question en ces dernières années, au point que la commission du budget a dû parfois majorer d'office, sans aucune demande du ministère, les faibles crédits consacrés aux camps d'instruction. Mais encore, au moment même où cette insuffisance, on pourrait dire cette inexistence, de l'instruction manœuvrière, inquiète de plus en plus vivement tous ceux qui ont à cœur la force de notre armée, les bureaux se contentent de reprendre, à peu près tel quel, pour l'insérer dans le programme qui nous est soumis, un plan d'organisation qui était déjà beaucoup trop étroitement conçu lorsqu'il s'agissait d'instruire les effectifs réduits de la loi de 1905. Et pour la réalisation de ce plan, il prévoit un délai de cinq ans.

La multiplication, l'extension et l'aménagement des espaces consacrés à l'instruction des troupes représentent à l'heure actuelle une question absolument vitale pour notre puissance militaire. De plus, cette question n'est pas de celles dont la solution exige des années. Au contraire, le souci bien compris de l'intérêt financier de l'État commande d'acheter d'un coup tous les terrains nécessaires. A cet égard, des constatations édifiantes ont amené nos collègues de la Chambre des députés à voter, le 27 mars 1911, sur la proposition de MM. de Monzie et Bécays, une résolution qui invitait notamment le ministre de la guerre « à calculer les dimensions des terrains à exproprier en tenant compte des nécessités de la tactique moderne, de façon à éviter les agrandissements successifs pour lesquels l'administration subit forcément la plus-value que la proximité d'un camp donne aux terres avoisinantes ». Et quant aux baraquements, puisqu'il a suffi de quelques mois, l'année dernière, pour faire surgir du sol des casernes que l'on s'accorde à reconnaître comme de beaucoup préférables, en somme, aux anciennes bâtisses du même genre, il n'est pas admissible qu'il faille des années pour soustraire nos soldats de l'active et surtout nos réservistes à l'obligation de coucher sous la tente, et pour rendre nos camps habitables en toute saison comme ceux de l'armée allemande (1).

En conclusion des considérations qui précèdent, votre commission demande très instamment que les 50,950,000 fr. qui doivent être consacrés aux camps sur les crédits de la 4e section soient intégralement inscrits dans les budgets de 1914 et de 1915, que les 94,050,000 francs destinés au même objet sur les crédits extraordinaires y soient complètement employés d'ici la fin de la même année 1915, et enfin, que M. le ministre de la guerre soit invité à présenter à très bref délai de nouvelles propositions permettant de mettre le programme de 1911 à hauteur des besoins nouveaux résultant de l'accroissement des effectifs et des progrès accomplis dans l'instruction militaire à l'étranger.

L'outillage de guerre.

Après les défalcations précédemment indiquées, il subsiste de l'ensemble des crédits qui nous sont demandés pour le département de la guerre une somme de 635,450,000 fr. C'est cette somme que M. le ministre de la guerre devra consacrer à la transformation, à l'augmentation, à la rénovation des divers matériels qui composent à proprement parler l'outillage de guerre d'une armée moderne.

En ce qui concerne le programme de cette

(1) MM. d'Alsace, Gervais et Charles Humbert.

(1) Dans son rapport, fait au nom de la commission du budget, sur le projet de loi du 27 février 1913, M. Clémentel s'exprimait ainsi :

« Une bonne partie des dépenses que comporte l'organisation des camps d'instruction a trait aux achats de terrains ; elle rentre donc parmi celles qui peuvent être engagées sans délai ou du moins en tenant compte seulement des délais légaux de la procédure d'expropriation. Nous ajouterons même que l'intérêt bien entendu de l'Etat commande de procéder à ces achats très rapidement afin d'empêcher le plus possible toute spéculation et d'éviter ainsi une hausse de prix qui rendrait les acquisitions particulièrement onéreuses pour l'Etat.

« Quant aux travaux concernant le logement et l'hygiène de la troupe, ils nous semblent pouvoir être achevés très rapidement si l'on se contente, comme nous le demandons, d'installations simples qui satisfassent néanmoins à toutes les conditions imposées par le souci de la santé des hommes, conditions qu'il serait coupable de ne pas respecter. »

remise à hauteur générale, les commissions de la Chambre des députés qui ont eu à étudier avant nous le projet ministériel ont cru devoir observer dans leurs rapports la plus stricte discrétion. Votre commission de l'armée n'a pas un moindre souci d'éviter toute divulgation qui serait de nature à compromettre la défense nationale, mais elle estime, comme son président l'a déclaré un jour à la tribune (1), que les questions qui méritent véritablement d'être considérées comme secrètes sont en nombre fort restreint. A cet égard, elle revendique le droit de n'accepter que sous bénéfice d'inventaire les indications de l'administration de la guerre, et de faire passer avant toute autre la préoccupation qu'elle a de présenter au Sénat une appréciation sincère et aussi exacte que possible tant de la situation de notre armée sous le rapport de l'organisation matérielle que des mesures qui sont proposées en vue d'améliorer cette situation.

En effet, et tout d'abord, les inconvénients que peut présenter la révélation des défectuosités ou des insuffisances de notre matériel de guerre sont beaucoup moins dangereux à notre avis que ceux qui résultent de la sécurité trompeuse où l'opinion publique et même le Parlement ont été trop longtemps entretenus par l'optimisme coutumier des déclarations officielles.

Puis, en second lieu, votre commission a été amenée à discuter les mobiles auxquels obéissait parfois l'administration de la guerre lorsqu'elle invoquait obstinément le caractère secret ou confidentiel attribué par elle-même aux renseignements qui lui étaient demandés par le rapporteur, tantôt pour éluder les interrogations de celui-ci et tantôt pour recommander à sa discrétion des réponses qui n'étaient d'ailleurs pas toujours précises ni toujours exactes.

Assez fréquemment, le mystère dont les bureaux affectent de s'entourer enveloppe des questions que tout le monde en France — et même à l'étranger — peut connaître et étudier librement. C'est ainsi que l'un des derniers renseignements « secrets » adressés au rapporteur de votre commission contient la liste des garnisons entre lesquelles sont réparties — on pourrait même écrire : éparpillées — les batteries des cinq régiments d'artillerie lourde créés par la récente loi des cadres. C'est ainsi encore que votre rapporteur, s'étant vu refuser, toujours sous le prétexte du secret, un état par catégories du matériel de l'artillerie en Allemagne, il lui a suffi d'écrire à un éditeur militaire de Berlin pour recevoir par retour du courrier des règlements et des aide-mémoire qui contiennent tout au long les indications que nous désirions avoir.

Mais parfois aussi on discerne, dans ces réponses dilatoires, un certain désir de dissimuler l'état réel de notre organisation militaire pour couvrir ainsi les fautes, les négligences dont cet état est la conséquence, et parfois enfin l'invocation du secret masque l'hostilité traditionnelle dont il subsiste encore malheureusement quelques traces dans certains milieux militaires à l'encontre des progrès d'ordre scientifique.

En raison de ces difficultés que nous avons rencontrées et de ces observations que nous avons pu faire, on comprendra que nous ne nous en rapportions pas aveuglément aux indications des bureaux pour l'appréciation de ces secrets dont ils nous ont refusé la confidence ou demandé la conservation.

Nous avons lieu de penser que si le secret avait été observé, concernant la plupart des questions qui font l'objet du présent avis, aussi rigoureusement qu'on le souhaitait au ministère de la guerre, on ne songerait peut-être pas, à l'heure actuelle, à entreprendre ces travaux dont nous examinons le programme.

Il y a plus : l'idée initiale de la nécessité d'un programme d'ensemble de ces travaux a été suggérée à l'administration de la guerre et à l'état-major par la commission sénatoriale de l'armée, et les développements successifs que le programme a reçus entre la date du 27 février 1913 et celle du 16 janvier 1914, ont été suscités par des observations présentées au nom de la commission sénatoriale de l'armée. Il est le résultat, nous ne saurions dire d'une entente parfaite, mais cependant d'une collaboration étroite et continue de l'initiative parlementaire et de la responsabilité gouvernementale.

(1) Discours prononcé à la Chambre des députés par M. de Freycinet, ministre de la guerre, le 11 mars 1899.

Le questionnaire de la commission de l'armée.

Au commencement de décembre 1912, la commission de l'armée décidait, sur la proposition de l'auteur du présent rapport, d'adresser au ministre de la guerre un questionnaire relatif à l'état de notre organisation militaire. Ce questionnaire, à la rédaction duquel collaborèrent nos collègues MM. d'Alsace, Boudenoot, Chapuis, Reymond et votre rapporteur, portait à la fois sur le haut commandement (au sujet de l'inapplication de la loi du 16 février 1912), sur l'utilisation des aéroplanes par l'artillerie, l'emplacement de certaines troupes, le renforcement de la couverture, les contingents coloniaux, les effectifs en engagés et rengagés, et principalement sur la valeur de diverses parties du matériel de guerre de l'armée française par comparaison avec la valeur des matériels correspondants dont dispose l'armée allemande.

Or, non seulement ce questionnaire, malgré la sévérité des conclusions qui s'en dégageaient implicitement, ne fut l'objet d'aucune dénégation et l'administration de la guerre se borna à nous répondre, sur toutes les questions soulevées par nous, qu'elles étaient ou allaient être mises à l'étude. Mais, avant même de nous adresser ces réponses, elle dressait le programme de travaux qui devait servir de base au projet de loi du 27 février 1913.

Ce programme comportait une ouverture de crédits extraordinaires s'élevant à 496,630,700 fr. ou — si nous mettons à part, pour considérer uniquement les prévisions relatives aux matériels de guerre proprement dits, une dépense de 87,700,000 fr. prévue pour les camps d'instruction, et défalcation faite d'un crédit de 83 millions que le ministre de la guerre crut pouvoir renoncer à demander pour les obusiers légers à la suite des essais et de l'adoption de la « plaquette Malandrin » — à 325,930,000 fr. Il comprenait par exemple des prévisions de dépenses destinées à pourvoir d'un nouvel affût le canon de campagne de 75, à améliorer les équipages de siège, à substituer dans les places des obus en acier aux anciens projectiles en fonte, etc. Bref, il marquait un effort visiblement déterminé par le souci de remédier à la situation sur laquelle nous avions appelé l'attention.

Mais il n'atteignait ce but que d'une façon encore incomplète, et certains des moyens qu'il proposait apparaissaient à l'examen plutôt comme des expédients d'une efficacité douteuse que comme des mesures réellement appropriées aux besoins. Alors votre rapporteur, agissant au nom de la commission de l'armée — laquelle s'est d'ailleurs très activement associée à ses travaux, notamment en faisant entendre par une sous-commission désignée parmi ses membres les principaux chefs du ministère (1) — posa au ministre de la guerre de nouvelles questions, de plus en plus précises, au sujet des lacunes et des défectuosités graves que semblait devoir laisser subsister l'application du projet du 27 février. Il demanda, en outre, si, comme comme conséquence de certaines expériences de tir qui venaient d'être faites au camp de Mailly, d'une part, et, d'autre part, des renseignements reçus par l'état-major de l'armée sur les opérations de guerre dans les Balkans et sur les expériences d'Otchakoff — ces tirs réels qui ont eu lieu naguère en Russie et qui ont permis de vérifier, à perfectionnement égal, la puissance du canon sur la fortification — le département de la guerre ne prévoyait pas la nécessité de transformations ou d'accroissements nouveaux à apporter à notre armement.

Le résultat de cette insistance fut que, au mois d'août 1913, votre rapporteur reçut communication d'un programme complémentaire portant uniquement sur les matériels nécessaires en campagne et prévoyant une dépense extraordinaire de 504,500,000 fr. L'examen critique de ce nouveau programme suscita une nouvelle série d'interrogations qui conduisirent les services de la guerre à reviser à nouveau leurs propositions et à dresser finalement le programme récapitulatif qui sert de base au projet de loi que nous examinons actuellement.

En résumé, sur le plus grand nombre des questions que ce programme tend à résoudre, les critiques formulées au nom de votre commission ont provoqué les propositions du ministère.

Nous ne formulons d'ailleurs cette constatation que pour préciser nettement, afin d'en tirer plus loin les conclusions qu'il comporte, ce fait caractéristique : à savoir que l'administration de la guerre semble avoir agi comme si elle ne s'était préoccupée activement de la situation de l'armée, sous le rapport de l'organisation matérielle, que du jour où elle y a été moralement contrainte par une intervention attentive et avertie du Parlement.

Des conditions dans lesquelles le programme a été d'abord improvisé, puis remanié; des circonstances impérieuses qui ont obligé le ministre de la guerre à en faire commencer l'exécution avant qu'il eût été non pas même voté, mais sérieusement étudié; du fait, enfin, que pendant la période qui a précédé ce réveil de notre activité militaire, les armées étrangères, et en particulier l'armée allemande, n'ont cessé de progresser vigoureusement dans la voie des perfectionnements matériels, il résulte qu'en examinant les améliorations auxquelles l'administration de la guerre consacre déjà ou se propose de consacrer les dépenses qu'elle nous demande de régulariser ou d'autoriser pour l'avenir, on est amené à faire les constatations suivantes :

1° Certains des travaux projetés constituent, par rapport aux problèmes qu'impose l'évolution de la science des armements, des solutions encore incomplètes, des solutions de fortune, d'une efficacité qui n'est peut-être pas comparable aux sacrifices budgétaires qu'elles exigent;

2° Plusieurs des améliorations décidées ne seront réalisées, en dépit de leur urgence, qu'avec une lenteur qui n'apparaît pas toujours inévitable, mais qui est, dans tous les cas, extrêmement fâcheuse;

3° Enfin, l'achèvement complet de ces travaux ne procurera encore à l'ensemble de notre organisation matérielle qu'une mise à hauteur imparfaite par rapport à la puissance acquise de l'organisation militaire allemande.

D'autre part, d'une façon générale, l'examen du programme dénote de la part de certaines directions d'armes, dont les directions actuelles de l'artillerie et du génie, de très louables efforts pour regagner le temps perdu, mais il n'apparaît pas que ces efforts aient toujours reçu une impulsion suffisamment active et suffisamment continue des organes supérieurs qui ont pour fonction de les guider et de les coordonner.

Les chemins de fer.

Dans le premier programme établi par l'administration de la guerre, 11 millions seulement, sur les dépenses prévues au titre du service des chemins de fer, étaient destinées aux « améliorations au réseau ferré en vue d'accélérer la concentration des troupes ». Ce crédit a été plus que doublé dans le troisième programme, puisqu'il s'élève maintenant à 24 millions 508,000 fr. Pourtant, il apparaît encore tout à fait insuffisant — même si l'on tient compte du crédit supplémentaire de 6 millions ouvert pour le même objet par la loi du 13 juillet 1912 — pour permettre d'apporter aux lignes françaises des perfectionnements équivalents à ceux qu'a réalisés l'Allemagne en vue du transport éventuel de ses armées vers notre frontière.

De plus, l'administration de la guerre s'accorde un délai de quatre ans, qui ne prendra fin qu'en 1917, pour l'achèvement de ces travaux.

Or, il s'agit de rien moins, comme l'écrivait M. Paté dans l'avis de la commission de l'armée de la Chambre des députés sur le projet de loi du 27 février 1913, que de « réduire la durée de la période pendant laquelle nos troupes de couverture auront à supporter l'effort de l'adversaire ». La doctrine de guerre de l'Allemagne commande à ses armées une offensive brutale et extrêmement rapide, conforme à son intérêt qui serait, en cas de guerre, de nous abattre le plus vite possible. « Les jours, a écrit à ce propos le maréchal Von der Goltz, ont aujourd'hui la valeur des semaines en 1870 ». Dans ces conditions, il est indispensable que notre couverture, même renforcée comme elle vient de l'être, puisse être soutenue et renouvelée très promptement par l'afflux des troupes de l'intérieur, afflux dont le débit sera en raison directe du développement du réseau ferré.

(1) Cette sous-commission était composée de MM. d'Alsace, Boudenoot, Doumer, Charles Humbert et Gervais.

En conséquence, votre commission, considérant que les améliorations projetées sont d'une importance stratégique décisive, exprime l'avis que le temps prévu au programme pour leur réalisation devrait être considérablement abrégé, et qu'il conviendrait qu'une nouvelle demande de crédits intervint à bref délai afin de les doter plus largement.

Sous la même rubrique du service des chemins de fer figure une prévision de dépense destinée à l'adaptation des ponts métalliques démontables au poids actuel du matériel roulant. Il s'agit des ponts dont dispose le régiment des chemins de fer pour rétablir éventuellement les parties de voies ferrées qui auraient été détruites par l'ennemi, soit sur notre territoire, soit sur le sien, dans l'hypothèse d'une offensive heureuse de nos armées.

Or, ces ponts datent de plus de trente ans; depuis vingt ans leur résistance a cessé de correspondre au poids des locomotives de fort tonnage, et depuis quatre ans on a reconnu l'impossibilité de les renforcer d'une manière suffisante au moyen de joints. Il est officiellement admis qu'ils ne peuvent supporter le poids du matériel roulant actuel que si l'on réduit leur portée soit de un sixième, soit de un quart, selon le modèle employé.

Au cours d'une campagne, notre régiment des chemins de fer, au lieu d'avoir un matériel correspondant à l'étendue vraisemblable des destructions par l'ennemi, ne pourrait franchir des brèches de 35 à 40 mètres sans construire une pile intermédiaire, travail d'autant plus long et difficile qu'il ne pourrait être accompli qu'avec des matériaux de fortune variant dans chaque cas selon la rapidité et la profondeur de la rivière à traverser, ainsi que selon la hauteur de l'ouvrage d'art à remplacer.

En effet, il existe bien pour la construction rapide des pilotis un matériel moderne qui est d'usage courant à l'étranger et même dans nos colonies, mais le service du génie ne le possède pas. Au lieu d'avoir ce matériel composé de pilots métalliques creux, à vis, dont l'enfonçage s'effectue assez promptement par un mouvement circulaire et que l'on n'a plus, ensuite, qu'à consolider au moyen d'une coulée de ciment à prise rapide, nous en sommes encore au procédé qui consiste à abattre les arbres de la route voisine — quand il y en a — à en affûter les troncs à la hache, puis à les enfoncer dans le sol au moyen d'une « sonnette ».

Or, le programme prévoit la construction d'un nouveau matériel dont il promet l'achèvement en 1915, mais au mois de septembre 1913 les bureaux de la guerre ne s'occupaient encore que de constituer une commission pour l'examen des modèles ou des projets présentés ou à présenter par l'industrie privée, et c'est seulement au mois d'avril 1914 qu'a pu être expérimenté, à Chalon-sur-Saône, le premier de ces modèles. Dans ces conditions, n'est-il pas à prévoir, dès maintenant, que le délai indiqué ci-dessus sera forcément dépassé et qu'en mettant toutes choses au mieux, de nombreux mois s'écouleront encore avant que nous ne disposions de ce matériel reconnu indispensable depuis quatre ans?

L'artillerie.

Pour les différents matériels d'artillerie le programme comporte une dépense totale de 704,008,000 fr. qui se décompose ainsi :

Dépenses à imputer à la 4e section des budgets normaux, 159,208,000 fr.

Dépenses à couvrir sur les crédits extraordinaires, d'ici la fin de 1919, 404,300,000 fr.

Dépenses à doter quand les études, les expériences et les projets en cours auront abouti, 30 millions de francs.

Dépenses classées en deuxième urgence, et pour lesquelles il n'est pas prévu de crédits, 111,500,000 fr.

C'est sur ces prévisions destinées au matériel de l'artillerie que votre commission s'est livrée à l'étude la plus prolongée et la plus minutieuse. Elle exprime le vœu très formel que l'administration de la guerre poursuive avec la plus grande activité ses travaux en cours ainsi que ceux qu'elle va se trouver en mesure d'entreprendre après le vote de la loi. Quant au surplus, elle lui demande d'accélérer le plus possible les études et les expériences de ses services techniques et de soumettre à bref délai au Parlement une demande complémentaire de crédits pour les travaux dont elle a cru devoir différer la dotation.

Le génie.

Au titre du service du génie, et défalcation faite de la dotation des terrains de manœuvre et camps d'instruction dont il est parlé plus haut, le programme comprend des prévisions de dépenses qui s'élèvent à 189,650,000 fr. et se décomposent comme suit :

Dépenses à imputer à la 4e section des budgets normaux, 76,400,000 fr.

Dépenses à couvrir au moyen de crédits extraordinaires d'ici la fin de 1918, 113,250,000 fr.

Une partie importante de ces dernières dépenses (78 millions de francs) doit être consacrée aux fortifications des frontières du Nord-Est, de l'Est et du Sud-Est. A ce sujet encore, votre commission formule comme suit son opinion d'ensemble :

Les travaux qui vont être entrepris, et pour l'exécution desquels l'administration de la guerre s'accorde un délai de cinq ans, devraient être conduits beaucoup plus rapidement. De plus, il en est d'autres, qui sont aussi d'une très réelle importance, mais pour lesquels le programme ne prévoit aucune allocation et qui devront par conséquent faire à bref délai l'objet d'une nouvelle demande de crédits. Autrement, l'organisation défensive de nos frontières, malgré l'effort sérieux qui va être accompli pour sa mise à hauteur, continuera de présenter de nombreux points faibles que, malheureusement, nos adversaires éventuels ne sont pas sans connaître.

C'est à ces dépenses, comme à celles de l'artillerie, que s'applique avec le plus de force la très juste appréciation de M. Bénazet, rapporteur de la commission du budget de la Chambre des députés : « Le moins que l'on puisse dire de l'effort exceptionnel qui nous est demandé, c'est que nous n'ayons pas à regretter de ne pas l'avoir fait plus tôt, ou plus exactement de l'avoir imprudemment ralenti il y a quelques années. »

La télégraphie sans fil.

2,400,000 fr. de crédits extraordinaires à dépenser en trois exercices sont demandés pour la constitution de postes radiotélégraphiques automobiles de campagne. Le premier programme ne comportait aucune dépense pour l'augmentation du petit nombre d'équipages de ce genre que nous possédons déjà, alors qu'en Allemagne, d'après l'aide-mémoire de Lehnertz (édition de 1913) chaque quartier général d'armée et chaque corps d'armée disposent respectivement de deux postestations et chaque division de cavalerie d'un ou deux postes. Votre commission a signalé en outre que nos postes de campagne même les plus récents ne disposent que d'une assez faible échelle de longueur d'ondes (450 à 1,200 m.), alors que les postes allemands ont une échelle allant de 500 à 4,500 mètres, et elle espère que l'administration de la guerre tiendra compte de cette indication dans le choix des appareils dont l'adoption du projet de loi lui permettra de faire l'acquisition.

Mais c'est principalement sur l'organisation des postes radiotélégraphiques de nos quatre grandes places de l'Est que notre attention a été particulièrement retenue. Aucune dépense n'est prévue au programme pour ces postes et l'administration de la guerre nous a fait connaître qu'elle compte en réaliser la réorganisation au moyen des crédits normalement inscrits à la 4e section du budget. Mais il n'en est pas moins vrai que sans nos interventions réitérées cette réorganisation aurait été sans doute longtemps différée — comme tant d'autres — que la nécessité n'en aurait peut-être même pas été reconnue par l'administration de la guerre, malgré les pressantes réclamations des gouverneurs et des commandants de corps d'armée de la frontière, et qu'actuellement encore nous avons l'obligation d'insister pour qu'elle soit conçue rationnellement.

Cette question est d'autant plus importante que la télégraphie sans fil est, pour les places fortes, le seul moyen de communication qu'une armée d'investissement ne puisse détruire. Pourtant, les postes de nos quatre camps retranchés de la frontière sont tout à fait insuffisants pour assurer comme il le faudrait les communications de ces postes entre eux, avec la station plus puissante récemment créée à Maubeuge, et même avec la tour Eiffel. Le plus souvent, les télégrammes adressés de Belfort à Maubeuge ne parviennent à destination qu'à la condition d'être transmis une seconde fois par le poste de Verdun. Mais encore faut-il pour cela que ce dernier poste ne se trouve pas paralysé, pour ainsi dire, par le poste de Metz. Le poste de Metz, à émission chantante, est en effet beaucoup plus puissant que le poste à émission ronflée de Verdun. Dès qu'il fonctionne, Verdun correspond encore d'une façon à peu près passable avec Toul, mais très difficilement avec Epinal et plus du tout avec Belfort. Encore le poste de Metz n'emploie-t-il pas actuellement toute l'énergie dont il dispose.

En temps de guerre, il ne tiendrait qu'à lui de mettre la station de Verdun dans l'impossibilité absolue de fonctionner utilement. La place ne percevait même pas les communications radiotélégraphiques qui pourraient lui être adressées par une armée tenant la campagne dans un rayon de 50 ou 60 kilomètres. Enfin, la faiblesse des quatre postes de l'Est rend leurs communications avec la station de la tour Eiffel extrêmement difficiles dès qu'il se produit des perturbations atmosphériques de quelque violence. Bref, nos quatre camps retranchés ne sont reliés entre eux, avec la grande place du Nord, Maubeuge, et avec la capitale, siège du gouvernement, que d'une façon précaire.

L'administration de la guerre, à laquelle nous avons rappelé, au mois d'octobre 1913, cette situation qu'elle connaissait déjà depuis trois ans par les réclamations des autorités militaires locales, nous a indiqué qu'il était dans ses intentions d'y remédier par une augmentation de la puissance des postes et par l'emploi des émissions chantantes, mais elle a prétendu qu'il lui était impossible, « dans l'état actuel de la science », de soustraire le poste de Verdun à l'action perturbatrice de celui de Metz, et nous avons dû lui démontrer l'inanité de cette défaite. A la date du 15 janvier dernier, votre rapporteur adressait à M. le ministre de la guerre une lettre qui contenait le passage suivant :

Si peu initié que je sois à la technique de la télégraphie sans fil, il m'est impossible de prendre au sérieux cet argument. En effet, plus la puissance d'un poste radiotélégraphique est faible, et plus les communications qui en proviennent sont susceptibles d'être gênées par les autres postes et notamment par les postes installés au delà de la frontière aux mains d'une autorité qui peut avoir intérêt à « brouiller » les émissions. S'il est impossible d'éviter que les communications avec le poste de Verdun soient plus ou moins gênées par le « brouillage » qu'éventuellement l'ennemi ne manquera pas de faire au moyen du poste de Metz ou de tous autres, il est néanmoins hors de doute que ce sera le plus puissant des deux postes en lutte qui réussira le mieux à brouiller l'autre. En télégraphie sans fil, c'est celui qui parle le plus fort qui parvient à faire parvenir ses télégrammes et à brouiller ceux de l'ennemi. En conséquence, je ne vois pas pourquoi nous nous sommes pour ainsi dire résignés d'avance à l'infériorité... Il est incompréhensible que l'on ait laissé pendant si longtemps nos places fortes dépourvues de postes de télégraphie sans fil de grande puissance et à émission chantante.

Nous avons en outre demandé :

1° Que, comme en Allemagne, les postes radiotélégraphiques des places fortes soient toujours constitués en double et qu'il existe partout deux jeux de machines, d'appareils et d'antennes, afin que les correspondances puissent être échangées sans interruptions, même en cas d'accidents et de réparations;

2° Que, comme en Allemagne également, ces postes soient organisés de façon à pouvoir envoyer des ondes jusqu'à 4,500 mètres, et qu'ils disposent de quatre ou cinq ondes différentes avec faculté de passer instantanément de l'une à l'autre.

Actuellement, sans vouloir entrer dans le détail des explications qui nous ont été fournies, nous pouvons indiquer que l'administration a tenu un compte appréciable de nos observations, mais que nous avons encore lieu de craindre qu'elle n'hésite et ne tergiverse de nouveau avant de donner à la transformation des postes radiotélégraphiques des camps retranchés toute l'ampleur que justifie leur importance.

Les équipages de ponts.

Une prévision de dépense de plusieurs millions à prélever entièrement sur les crédits extraordinaires, est inscrite sous la rubrique des équipages de ponts. On projette, d'une part,

de constituer des équipages dont la résistance soit assez grande pour permettre le passage des automobiles de poids lourd, qui ne peut être normalement assuré avec les ponts actuels, et, d'autre part, de substituer aux ponts légers de la cavalerie un matériel qui puisse porter les batteries d'artillerie affectées aux divisions de cette arme. C'est assez dire qu'il s'agit d'une amélioration urgente et qui devrait être réalisée depuis longtemps,

Le surplus des crédits extraordinaires demandés au titre du génie intéresse le matériel téléphonique de l'infanterie, les appareils microtéléphoniques de la cavalerie, la réorganisation des unités télégraphiques, l'outillage de l'attaque et de la défense des places, la réorganisation et l'augmentation des parcs de campagne, l'adoption de projecteurs portatifs, la réorganisation de l'outillage de l'infanterie, la dotation en cisailles des régiments de cavalerie. Si certaines de ces dépenses correspondent à des besoins réellement nouveaux, il en est d'autres dont la nécessité est connue depuis longtemps et dont il est profondément regrettable que l'accomplissement ait été différé jusqu'à ce jour.

L'aéronautique.

Un ensemble de dépenses qui s'élèvent à 80,618,800 fr. est prévu pour le matériel de l'aéronautique et se décompose comme suit :

59,218,000 fr. à imputer à la 4e section des budgets normaux;

21,400,000 fr. à prélever, en deux exercices, sur les crédits extraordinaires.

Sur ce crédit global, 30 millions de francs seront affectés à l'aviation et 50,618,000 fr. seront réservés pour l'aérostation.

Ces dépenses sont d'une incontestable urgence. En ce qui concerne notamment l'aéronautique, il est établi depuis plusieurs années, sans contestation, que les progrès de l'aviation, si merveilleux qu'ils soient, ne sauraient nous dispenser d'avoir, comme l'Allemagne, un nombre relativement élevé de grands navires aériens spécialement outillés pour l'exploration à longue distance et pour le lancement de projectiles explosifs d'une grande puissance. Par conséquent, nous pouvons seulement regretter que les crédits qu'on nous demande aujourd'hui n'aient pas été compris dans les évaluations indiquées lors du vote de la loi du 29 mars 1912 organisant l'aéronautique.

Les 30 millions de francs consacrés à l'aviation sont destinés à la création de nouvelles escadrilles, notamment pour la cavalerie et l'artillerie, à l'augmentation du nombre des écoles et des centres, à la constitution de divers approvisionnements, etc. Là encore, figurent des dépenses qui sont depuis longtemps reconnues nécessaires, qui auraient dû être pratiquement envisagées lors de la discussion de la loi de 1912, et dont votre commission a dû rappeler l'urgence au cours de son questionnaire.

L'intendance.— Le ravitaillement de Paris.

Parmi les questions au sujet desquelles votre commission peut s'exprimer en toute liberté, il en est une qui met en lumière d'une façon particulièrement frappante l'importance de l'action qu'elle a exercée au cours de l'étude prolongée qu'elle a faite du programme et qui montre aussi, sous un jour des plus instructifs, la mentalité de certains services du ministère de la guerre.

Le programme justificatif du projet de loi du 27 février 1913 ne comportait l'ouverture d'aucun crédit destiné au service des subsistances, alors qu'au programme que nous étudions en ce moment figurent, pour ce même service, des dépenses s'élevant à 10,659,000 fr., dont 3 millions imputables à la 4e section du budget et 7,659,000 fr. à prélever en totalité, dès cette année, sur les crédits extraordinaires qu'on nous demande de voter. Il nous sera permis de faire remarquer, en passant, que l'importance de cette dernière somme et le fait que l'administration de la guerre demande à l'employer immédiatement tout entière au lieu d'en répartir l'emploi en plusieurs unités, suffisent à prouver la gravité de l'omission qui avait été commise.

Sur le point spécial des précautions à prendre pour assurer le ravitaillement des boulangeries de Paris, votre rapporteur adressait à M. le ministre de la guerre, le 5 juin 1913, une lettre qui contenait le passage suivant :

« Il ne semble pas possible que l'administration de la guerre ait perdu de vue la situation extrêmement périlleuse où se trouverait le camp retranché de Paris, dès les premiers jours de la mobilisation, sous le rapport de son ravitaillement en pain. Dès ce moment, en effet, par suite notamment de l'utilisation exclusive des voies ferrées pour les transports de concentration, la capitale manquerait de farine. Elle se trouverait, même avant l'ouverture des hostilités, dans une situation qui rappellerait celle qu'elle n'a subie, en 1870, que pendant la dernière phase de la campagne.

Il est superflu d'insister sur les paniques et sur la profonde démoralisation que produirait une semblable disette parmi les masses de la population.

Or, le ministre de la guerre a été saisi à deux reprises, en mai et en septembre 1912, par l'intermédiaire du ministère du commerce, de notes émanant de la chambre de commerce de Paris, et signalant l'extrême insuffisance des approvisionnements.

De son côté, au mois de juin 1912, la commission des approvisionnements s'est émue de cette situation et a réclamé la constitution immédiate d'un dépôt de 200,000 quintaux de blé ou de farine. Enfin, au mois de décembre dernier, répondant à une question posée par moi à la commission de l'armée du Sénat et qui avait vivement ému cette commission, M. Millerand a déclaré qu'une solution allait intervenir sous très peu de jours... Pourtant, le programme actuellement soumis à l'examen des commissions parlementaires ne prévoit l'ouverture d'aucun crédit destiné au service des subsistances.

Il semble qu'il ait suffi d'un désaccord entre le ministère de la guerre et la ville de Paris pour faire ajourner indéfiniment toute mesure.

En conséquence, prière de vouloir bien faire connaître si les crédits nécessaires à la constitution de l'approvisionnement indispensable sont compris parmi ceux demandés au titre de la 3e section du budget de 1913.

L'administration de la guerre a cru devoir donner aux renseignements qu'elle nous a fournis en réponse à cette lettre le caractère secret. Mais, par la suite, la question du ravitaillement de Paris a fait l'objet de trois délibérations du conseil municipal, et plusieurs journaux lui ont consacré des articles très documentés. Nous pouvons donc indiquer, sans rien emprunter à cette réponse, que la direction de l'intendance reconnaissait, comme la chambre de commerce et comme la commission des approvisionnements, qu'au début d'une guerre la capitale se trouverait presque instantanément, et bien avant tout danger d'investissement, dans une situation inquiétante par suite du manque de blé et de farine. Elle ne différait d'avis avec la commission que sur l'importance du stock à constituer : 100,000 quintaux lui paraissaient suffisants parce qu'elle escomptait parallèlement la mise à la disposition du commerce parisien de certaines ressources complémentaires qu'il serait trop long d'énumérer ici et desquelles nous dirons seulement que, devant être prélevées sur les produits de la réquisition, elles présentent, de l'avis des techniciens les plus autorisés de l'intendance, un caractère extrêmement aléatoire.

Seulement, l'administration de la guerre estimait que la formation et l'entretien de ce stock devaient être supportés par la ville de Paris. Elle fondait cette manière de voir sur les dispositions de l'article 1er de la loi du 1er février 1892, qui ne met explicitement à la charge de l'Etat que les approvisionnements de blé et de farine formés pour les premiers besoins des populations civiles « en prévision d'un investissement ». La municipalité soutenait, au contraire, que les risques imposés à la population parisienne du fait de la suppression des transports commerciaux pour les besoins de la défense nationale étaient analogues, sous le rapport de la responsabilité de l'Etat, à ceux résultant d'un siège, et que les premiers devaient être, comme les seconds, couverts par le budget de la guerre. Cette divergence de vues faisait l'objet d'une correspondance du plus haut intérêt entre l'administration de la guerre, le ministre du commerce, le ministre de l'intérieur, le président du conseil municipal de Paris, etc., mais, en attendant, rien n'était fait par personne pour la constitution de ce stock de précaution que tout le monde reconnaissait indispensable.

Aussi, à la date du 9 juillet 1913, votre rapporteur posait à M. le ministre de la guerre une nouvelle série de questions ainsi conçues :

a) La quantité de 100,000 quintaux apparaît comme un minimum calculé avec une extrême rigueur. Quelle devrait être l'importance du stock pour que celui-ci corresponde à la consommation en pain de la population parisienne pendant la période de vingt jours prévue pour la concentration des troupes ?

b) La note dit : « un stock de 100,000 quintaux de farine ou de blés » comme s'il était indifférent que l'approvisionnement fût constitué en grains ou en moutures.

De quels moyens disposerait-on, le cas échéant, à l'intérieur du camp retranché, pour fabriquer la quantité de farine quotidiennement nécessaire à la population parisienne ?

c) Les 63,000 quintaux de farine dont on escompte l'envoi ne contribueront effectivement au ravitaillement du camp retranché qu'autant que le service des réquisitions fonctionnera aisément sur les différents points du territoire et que les céréales existeront en abondance sur les marchés. A cet égard, prière de faire connaître où en est l'étude du projet de loi qui prévoit la suspension automatique des droits de douane à la mobilisation. Pourquoi le dépôt de ce projet n'est il pas encore effectué ?

d) La disette à Paris, dès le début d'une guerre, ce serait le pays démoralisé, irrémédiablement atteint dans sa confiance. Ce seraient, au siège même du Gouvernement, des paniques, des émeutes, des ferments de résolution.

Il semble, monsieur le ministre, que ces graves considérations auraient dû emporter, auprès de votre administration, sur la crainte d'appliquer la loi d'une manière trop libérale, étant donné surtout que la dépense à engager n'est pas très considérable.

Quoi qu'il en soit, en raison de l'intérêt qu'il y aurait à ce que ladite dépense pût être inscrite, le cas échéant, dans le programme actuellement soumis aux commissions parlementaires, je vous serais reconnaissant de me faire savoir si la question ne pourrait pas être tranchée d'urgence soit par un avis du conseil d'Etat, avis qui pourrait être exprimé en tenant compte non seulement du texte de la loi du 1er février 1892, mais des intentions du législateur telles qu'elles peuvent se révéler à la lecture du compte rendu des débats qui ont précédé le vote de cette loi, soit, si cet avis ne réglait pas définitivement le conflit des deux administrations ministérielle et municipale, en demandant au Parlement de les départager en complétant, dans un sens ou dans l'autre, la loi précitée. Il est sans doute intéressant de savoir qui supportera les frais d'entretien de l'approvisionnement reconnu nécessaire, mais il est indispensable que cet approvisionnement soit constitué au plus tôt, et inadmissible qu'il ne l'ait pas été depuis longtemps.

La réponse de l'administration de la guerre à ces observations présentées au nom de votre commission se fit attendre près de quatre mois. Elle ne parvint à votre rapporteur que le 24 octobre, mais cette fois l'administration s'était du moins dispensée de traiter sous le timbre secret une question dont l'opinion publique était depuis longtemps saisie et se préoccupait de plus en plus vivement. Elle nous faisait connaître, notamment, que la farine entrerait pour moitié dans le stock de précaution et qu'ainsi aucun mécompte ne serait à craindre « les moyens de mouture existant dans le département de la Seine pouvant broyer plus de 8,000 quintaux de blé en vingt-quatre heures ». D'ailleurs, ajoutait-elle, « avant l'investissement, d'autres moulins que ceux du département de la Seine, situés en dehors du camp retranché, pourront concourir à l'alimentation de Paris, notamment les grands moulins de Corbeil qui à eux seuls peuvent moudre plusieurs milliers de quintaux de blé par jour et envoyer par voie de terre ou d'eau leurs produits sur la capitale. »

D'autre part, elle voulait bien nous apprendre que le projet de loi sur la suspension temporaire des droits de douane à la mobilisation commençait de faire l'objet d'un échange de vues très intéressant entre elle et les ministères des finances, de l'agriculture, de l'intérieur et du commerce.

Mais elle indiquait que la quantité de 100,000 quintaux lui paraissait susceptible d'être fortement réduite parce qu'elle envisageait « la possibilité de mettre à la disposition du commerce parisien, pendant les premiers jours de la mobilisation, un certain nombre de trains per-

mettant d'acheminer sur Paris, au cours de cette période, des quantités importantes de blé ou de farine ». Et sur la question principale, à savoir si son désaccord avec la ville de Paris ferait longtemps encore obstacle à la création de l'approvisionnement de guerre, elle s'exprimait ainsi :

L'administration militaire méconnaît d'autant moins les conséquences désastreuses d'une disette à Paris au début d'une guerre qu'elle s'est employée de tout son pouvoir, depuis que l'affaiblissement des stocks de la capitale lui a été signalé, à en obtenir le relèvement. Mais elle reste toujours convaincue que, contrairement à la thèse soutenue par la municipalité de Paris, la loi du 1er février 1892 est tout à fait inopérante pour trancher la question du ravitaillement de la capitale au début de la mobilisation avant toutes craintes d'investissement, et elle estime qu'il n'y a pas lieu de demander au conseil d'Etat son avis sur l'interprétation à donner au texte d'une loi dont le sens n'est pas douteux.

Au surplus, le département de la guerre a à faire face, au moyen des ressources financières mises à sa disposition par le Parlement, à des besoins plus urgents, et il ne peut demander de nouveaux crédits pour accomplir une tâche qu'il juge ne pas lui incomber.

Au 13 janvier 1914, la question était toujours au même point et votre rapporteur adressait au ministre de la guerre une nouvelle lettre qui contenait les passages suivants :

J'estime qu'il est tout à fait téméraire d'escompter l'arrivée à Paris, pendant la période de mobilisation, de trains chargés de blé ou de farine. En effet, il est vraisemblable que l'armée accaparera à ce moment toutes les voies de communication pour des transports de troupes et de matériel d'une urgence d'ailleurs incontestable, et en outre l'envoi de trains de ravitaillement suppose aux points de départ de ces trains l'existence de marchés suffisamment pourvus, de stocks de denrées suffisamment abondants pour suffire au chargement de ces trains. Or, il est certain qu'au moment où la guerre éclatera, toutes les marchandises quelconques et particulièrement tous les vivres auront une tendance à se cacher, et partant à se raréfier sur les marchés. Et enfin, il ne faut pas oublier que depuis plusieurs années les récoltes en France sont déficitaires par rapport aux besoins de la consommation, d'où il résulte qu'on ne saurait escompter avec certitude la possibilité de trouver à n'importe quel moment telles ou telles quantités disponibles.

Cette hypothèse d'envoi sur Paris de trains chargés de céréales ou de farine est tout aussi utopique que le système qui consiste à compter, pour alimenter les automobiles du 6e corps concentrés à Verdun, sur des trains d'essence venant, à la mobilisation, de Châlons ou de Paris. Elle est contraire à la bonne règle qui prescrit de placer à pied d'œuvre, dès le temps de paix, toutes les choses nécessaires à l'organisation du temps de guerre. Et je conclus que si votre administration n'a pas de solution plus précise pour la question du ravitaillement de Paris nous courons le risque d'avoir dans la capitale, dès le début de la guerre, la famine avec sa conséquence inévitable : la révolution.

Vous escomptez, en outre, pour concourir à l'approvisionnement de la capitale, la production d'autres moulins que ceux du département de la Seine, notamment de ceux de Corbeil. Comme il s'agit exclusivement de la période de début de la mobilisation, avant toute éventualité d'investissement, il est, en effet, probable que les moulins de Corbeil, comme vous l'espérez, continueront à expédier de la farine sur Paris. Mais les moulins de Corbeil ne vous fourniront la farine qu'autant qu'ils auront du blé. Si vous comptez qu'ils pourront s'approvisionner en grains à ce moment, par leurs moyens habituels, vous vous exposerez pour les raisons déjà développées plus haut, aux plus sérieuses déconvenues et même si vous ne faites état que du blé provenant de ce stock de précaution que vous aurez constitué à l'intérieur du camp retranché, il reste à savoir si vous aurez les moyens de transport indispensables pour amener ce grain jusqu'aux moulins de Corbeil, puis ensuite pour ramener la farine sur Paris.

C'est pourquoi je crois devoir faire les plus expresses réserves au sujet de cette proportion de moitié que vos services assignent au blé dans la constitution du stock de précaution...

...En résumé les diverses réponses de vos services démontrent que toutes les questions dont j'ai eu l'honneur d'entretenir votre prédécesseur sont encore à l'étude et que l'administration de la guerre, se basant sur une interprétation qu'elle jugeait définitive de la loi de 1892, s'est attardée longuement et sans raisons sérieuses à soutenir qu'en tout état de cause aucune charge financière ne doit incomber au département pour le ravitaillement du camp retranché de Paris au début de la mobilisation.

Or, il est certain que malgré toutes les possibilités envisagées plus haut, la capitale serait exposée, si une guerre éclatait demain, à manquer de pain dès les premiers jours, comme elle a failli en manquer déjà en des circonstances moins graves, telles que la grève des chemins de fer et les inondations de la Seine, et que les mesures propres à conjurer un pareil danger méritent d'être considérées, bien qu'elles ne soient aucunement des opérations militaires, comme des mesures de défense nationale. En conséquence — et c'est ma conclusion — il n'est pas admissible que l'adoption de ces mesures soit subordonnée aux lenteurs d'une discussion juridique entre la ville et l'Etat

Il est probable que, malgré l'insistance du rapporteur de votre commission, l'administration de la guerre aurait continué à se retrancher derrière l'interprétation littérale de la loi de 1892, c'est-à-dire à laisser Paris sans pain à la mobilisation, si au mois de février dernier le conseil municipal de Paris n'avait sagement résolu de clore la discussion en mettant à la disposition du ministère de la guerre une allocation de 400,000 fr. pour lui permettre de constituer le stock de 100,000 quintaux qui paraît être le minimum indispensable.

L'administration s'est alors décidée à reconnaître le bien-fondé des observations qui lui avaient été faites au nom de votre commission.

Le 20 février, elle écrivait à votre rapporteur :

...J'ai l'honneur de vous faire connaître, en ce qui concerne d'abord l'importance de l'approvisionnement de précaution à constituer, que le chiffre en a été fixé, en dernière analyse, à 100,000 quintaux, les arrivages à provenir de l'intérieur n'étant considérés que comme un supplément éventuel de ressources.

Il est donc donné satisfaction sur ce premier point à vos observations.

En ce qui touche la proportion de blé à faire entrer dans le stock de précaution, la solution à laquelle mon administration s'est arrêtée est également conforme à vos désirs. Le stock sera constitué entièrement en farine.

Quant au projet de loi sur la suspension automatique des droits de douane à la mobilisation, j'ai, en ce qui me concerne, donné mon adhésion au texte définitif élaboré par la commission interministérielle chargée de cette étude, et ce texte est actuellement soumis à l'examen des autres départements ministériels intéressés. Il sera présenté au Parlement aussitôt que les circonstances le permettront.

...Sans attendre ce vote (du conseil municipal) mon administration s'était d'ailleurs préoccupée de préparer le marché d'entretien par le moyen duquel l'approvisionnement dont il s'agit doit être constitué. Je puis donc vous donner l'assurance que, sous peu de jours, cette importante question sera définitivement réglée et que les mesures d'exécution seront prises dans le plus bref délai possible.

De l'exposé qui précède, il ressort clairement :

1° Que si des mesures vont être enfin prises pour que la capitale du pays ne soit pas menacée de disette dès le début d'une mobilisation, le mérite en revient non à l'administration de la guerre mais à la ville de Paris, qui a préféré payer ce qu'elle pouvait contester — tout au moins en équité — plutôt que de laisser s'éterniser le danger;

2° Que si ces mesures, bien que calculées peut-être avec encore trop de parcimonie, sont néanmoins conçues rationnellement, d'après une notion aussi précise que possible de la vie économique de la France au début d'une mobilisation générale, ce sera l'œuvre non des bureaux de la guerre, qui entretenaient à cet égard des illusions les plus irréfléchies, mais de votre commission de l'armée, qui est enfin parvenue à les rappeler à la réalité.

D'autre part, il convient d'ajouter, pour compléter le tableau, que l'administration militaire non seulement n'a rien fait pour rassurer l'opinion publique, mais encore a laissé s'accréditer par des déclarations inopportunes les informations alarmantes qui ont été mises en circulation touchant l'attitude que pourrait prendre, en cas de guerre, la direction d'une grande minoterie des environs de Paris. Un conseiller municipal ayant demandé, en séance du comité du budget, si des mesures spéciales n'avaient pas été prévues à cet égard, le représentant de l'autorité militaire a répondu affirmativement en donnant à entendre qu'en effet des précautions exceptionnelles, dont il ne pouvait d'ailleurs indiquer la nature, avaient été décidées. Or, votre commission ayant exprimé le désir — fondé sur l'importance que présente le fonctionnement de la minoterie dont il s'agit pour le ravitaillement de Paris à la mobilisation — de connaître en quoi consistaient ces précautions, M. le ministre de la guerre a adressé à votre rapporteur, à la date du 27 mars 1914, une lettre qui contient le passage suivant :

...J'ai l'honneur de vous faire connaître que les mesures qui ont été prévues pour cette minoterie, comme pour toutes celles du camp retranché, consistent en une occupation immédiate par l'autorité militaire, afin de protéger tous les appareils et d'assurer une production intensive.

Enfin, le règlement définitif qui, d'après les assurances données par l'administration de la guerre, à la date du 20 février, devait intervenir « sous peu de jours », est encore en suspens à l'heure actuelle.

L'administration de la guerre avait notamment inséré dans les conditions de l'adjudication des dispositions conçues avec une connaissance si insuffisante des usages et des nécessités du commerce que cette adjudication a complètement échoué.

Les approvisionnements en vivres.

Sur les 10,659,000 fr. dont il est parlé plus haut et que le programme attribue au service des subsistances, 9,993,000 fr. sont consacrés à la constitution de nouveaux approvisionnements en denrées pour les besoins de la mobilisation.

L'administration de la guerre a été amenée à reconnaître que le plan de ravitaillement du service des vivres escompte trop largement l'exploitation des ressources du territoire. Ces ressources auront, dès que les bruits de guerre prendront consistance, une tendance à se dissimuler, en sorte que l'intendance serait exposée à ne trouver, pour l'alimentation de l'armée, que des stocks inférieurs à ses prévisions.

D'autre part, des réquisitions trop étendues ne manqueraient pas de provoquer une raréfaction des vivres pour les populations civiles, des hausses excessives dans les cours, et finalement des paniques.

C'est pourquoi on nous demande des crédits destinés à augmenter, principalement dans le voisinage des grandes places, les approvisionnements constitués dès le temps de paix, le renouvellement de ces denrées étant d'ailleurs facilité par suite de l'augmentation des effectifs.

Votre commission, qui a provoqué par ses observations un examen des ressources réelles de la réquisition plus approfondi que les évaluations dont on s'était contenté jusqu'à présent, ne peut qu'applaudir à cette mesure.

Le ravitaillement en viandes des troupes en campagne.

Nous avons examiné au début du présent avis les prévisions de dépenses que le programme classe en deuxième urgence, et nous avons montré que la plupart de ces dépenses s'appliquent à des besoins d'une telle importance et d'une telle urgence qu'il est difficile de s'expliquer pourquoi l'administration de la guerre ne demande pas l'autorisation de les engager immédiatement.

L'examen des prévisions concernant le service de l'intendance fournit l'occasion de constater qu'il est des questions non moins importantes et non moins urgentes auxquelles le programme ne consacre même pas une mention platonique, ce qui donne à penser que l'administration de la guerre ne se propose pas d'en entreprendre la solution, même à longue échéance.

C'est d'abord, par exemple, la question des installations et du matériel qui seraient néces-

saires pour pouvoir assurer l'alimentation des troupes, en temps de guerre, au moyen de viandes congelées.

Le 2 mai 1900, une note émanée du 3e bureau de l'état-major de l'armée édictait que la viande conservée par le froid ne peut être considérée « comme susceptible d'assurer d'une façon usuelle le ravitaillement des troupes en campagne », qu'elle n'est utilisable que dans les places, et que « les expériences dont elle a fait l'objet jusqu'à ce jour ont déterminé d'une façon suffisante les limites et les conditions de son emploi pour qu'il ne soit pas nécessaire de les poursuivre davantage ».

En dépit d'essais qui s'étaient renouvelés de 1890 à 1899, et qui avaient donné des résultats nettement favorables, et malgré les protestations de la commission d'études des procédés frigorifiques instituée en 1889 et placée sous la présidence de notre illustre et regretté collègue, M. Berthelot, l'idée d'appliquer la conservation par le froid aux viandes destinées à l'armée dut être complètement abandonnée jusque vers la fin de 1909. De 1910 à 1913, de nouveaux essais ont eu lieu, qui ont porté cette fois sur les viandes simplement réfrigérées et n'ont pas donné de résultats très concluants. Mais l'année dernière, le ministre s'étant décidé à lever le *veto* des bureaux, les expériences de transport ont été reprises et poursuivies à la fois dans un certain nombre de garnisons et aux manœuvres du Sud-Ouest. Elles ont été couronnées d'un tel succès que la commission a émis en substance, à la date du 2 février 1914, l'avis que c'est dans l'emploi des viandes congelées que l'on doit chercher surtout la solution réellement pratique du ravitaillement des armées en campagne.

Cette solution intervient d'une façon d'autant plus opportune que les procédés de ravitaillement traditionnels sont reconnus comme désormais absolument impraticables.

Les règlements prescrivent encore en première ligne l'emploi des ressources locales, mais depuis longtemps nos troupes de l'Est ne trouvent plus sur place, dès le temps de paix, la moitié du bétail qui leur est nécessaire, et sont obligées de se fournir au marché de la Villette. Cette insuffisance s'accentuerait — et on conçoit dans quelle proportion! — du jour où les effectifs seraient grossis de l'affluence des corps d'armée de l'intérieur venant se concentrer sur la frontière. Presque instantanément, les étables seraient vidées; même si la réquisition ne respectait pas les réserves indispensables à la population civile, les troupes ne seraient alimentées que pour un temps dérisoire, et par surcroît les habitants — comme à ce moment le trafic des chemins de fer sera suspendu — seraient réduits à la disette.

Quant aux troupeaux, que les règlements prévoient également, ils représentent un expédient archaïque et, par surcroît, impossible à employer dans les conditions actuelles. Constituera-t-on des troupeaux en marche à l'arrière des armées? Mais le bétail que produisent aujourd'hui nos éleveurs ne peut être entraîné à marcher sans subir une déperdition énorme, qui va jusqu'à 20 et 25 p. 100, et les bêtes qui survivent à ce surmenage ne fournissent qu'une viande fiévreuse et malsaine. La dernière tentative qui ait été faite dans ce sens, aux manœuvres du 8e corps en 1908, a produit à cet égard des résultats déplorables. Rassemblera-t-on des troupeaux de réserve dans des parcs d'approvisionnement? Mais les bestiaux ainsi entassés deviennent fatalement la proie des maladies contagieuses. Pendant la guerre russo-japonaise, les animaux des camps d'approvisionnement ont perdu ainsi environ 50 p. 100 de leurs effectifs.

D'ailleurs, l'armée allemande a entièrement renoncé à se ravitailler en bétail sur pied, et elle n'escompte même plus que dans une proportion très restreinte l'emploi des conserves de viande. Dès 1870, une épizootie ayant décimé au début de la campagne les troupeaux qu'elle avait constitués autour de Metz, le grand état-major prescrivit la création d'un gigantesque centre d'abat à la Meinspitze, entre Francfort et Mayence. A partir de ce moment, le bétail ne fut pas emmené plus loin que ce centre où les viandes étaient dépecées, salées dans des tonneaux, puis, en cet état, expédiées à toute l'armée jusqu'à Paris. Par la suite, tandis que chez nous l'administration militaire s'opposait à la simple expérimentation des viandes congelées, l'armée allemande a fondé presque entièrement son ravitaillement sur la congélation. En outre des usines et entrepôts frigorifiques du commerce, qui existent en très grand nombre et qu'il peut réquisitionner à son gré en cas de tension politique, le ministère de la guerre allemand possède trois grandes installations frigorifiques à Metz, Strasbourg et Mulhouse, et d'autre part des dépôts importants de viandes frigorifiées à Berlin, Thorn, Wiesbaden, Francfort, Spandau, Hambourg, Coblentz et Mayence. Enfin, il dispose d'un très grand nombre de wagons et d'automobiles spécialement aménagés pour le transport de ces viandes.

En France, il existe bien cinq frigorifiques militaires: celui de la Villette qui n'a jamais fonctionné et ceux des quatre grandes places de l'Est qui servent très peu. Mais, le service des vivres ne dispose nulle part de dépôts de viande congelée et les moyens de transports sont pour ainsi dire entièrement à créer. Peut-être, étant donné les progrès réalisés par l'industrie du froid, les applications qu'on en fait maintenant dans le monde entier et cet exemple tout proche de l'organisation allemande, l'administration de la guerre aurait-elle pu ne pas attendre l'avis officiel de la commission d'étude sur les expériences de 1913. Peut-être aurait-elle pu prévoir dans son programme de dépenses quelques millions pour la remise à hauteur de ses usines frigorifiques — celle de Verdun, par exemple, a été construite en 1894! — pour la création de quelques dépôts et pour l'achat d'un certain nombre de wagons.

Nous exprimons le vœu que cette omission soit réparée, à bref délai, par une demande spéciale de crédits.

La tente-abri.

De même, le programme ne fait aucune mention de la tente individuelle que le soldat français est maintenant seul, en Europe, à ne pas avoir.

Pendant les années qui ont suivi la guerre de 1870, notre administration militaire a mis autant d'empressement à copier l'organisation de nos vainqueurs qu'elle devait apporter, par la suite, de négligence à s'informer des améliorations incessantes qu'ils introduisaient dans leur outillage.

Notre armée avait pris, en Algérie, l'habitude du bivouac, et de cette habitude on lui avait fait une règle applicable partout et en tout temps. Pendant toute la première partie de la campagne, elle bivouaqua, et ce fut seulement au mois de novembre que, sur un ordre de Chanzy, l'armée de la Loire, cruellement éprouvée par le froid et l'humidité, commença de cantonner. Les troupes allemandes, au contraire, pratiquèrent presque exclusivement le cantonnement.

Aussi, pendant cette période d'imitation que nous venons de rappeler, l'administration de la guerre décida qu'à l'avenir notre armée cantonnerait. On prétendit que, fréquemment, la tente-abri en toile de coton blanc avait décelé à la cavalerie allemande l'emplacement de nos bivouacs. On omit d'ajouter que peut-être ceux-ci auraient été moins souvent aperçus si le commandement avait pris soin de ne pas les installer sur des pentes découvertes et tournées vers l'ennemi. Bref, la tente-abri fut rendue responsable de toutes les surprises et même de l'imprudence des généraux de l'empire. On ne s'avisa même pas qu'il devait être assez facile d'en modifier la couleur pour la rendre moins visible. On la supprima.

Mais depuis lors, les conditions de la guerre se sont profondément modifiées. Les effectifs des armées modernes dépasseront, et de beaucoup, toutes les ressources en cantonnements des régions qu'elles occuperont. Elles ne pourraient cantonner en cours de marche qu'en exécutant des mouvements latéraux qui augmenteraient la fatigue des hommes et réduiraient le temps accordé au repos. Enfin, les batailles dureront vraisemblablement plusieurs jours et pendant ce temps, quelles que soient la saison et la température, le soldat, qui n'est pourtant pas habitué au plein air comme l'étaient nos anciens troupiers de l'armée d'Afrique, devra dormir sur le terrain.

Ces nécessités nouvelles impliquent le retour à la tente-abri. L'Allemagne l'a adoptée dès 1892, et l'Autriche-Hongrie a fait de même en 1893. Les Japonais l'avaient pour leur campagne offensive en Mandchourie. Le soldat américain y ajoute une toile imperméable qui lui sert à la fois de couverture et de pèlerine, le Bulgare une sorte de cache-nez en laine muni en son milieu d'un capuchon. Le Serbe, le Grec, le Turc, l'ont également et s'en sont bien trouvés pendant la guerre des Balkans. Seul, le soldat français n'a ni couverture, ni pèlerine, ni capuchon, ni tente, comme s'il était assuré de toujours trouver, dans la guerre de l'avenir, un toit pour passer ses nuits.

Il est trop certain qu'il y a là une imprudence d'une extrême gravité, dont le premier résultat sera fatalement d'amoindrir la vigueur et l'entrain de nos troupes et de multiplier dans leurs rangs les ravages de la maladie.

Aussi, votre commission regrette très vivement que le ministère de la guerre n'ait pas cru devoir ajouter aux 40,341,000 fr. de crédits extraordinaires qu'il nous demande au titre de l'habillement et du campement la somme nécessaire à l'acquisition d'une tente-abri pour toutes nos troupes de campagne, et elle estime que cette lacune du programme devra être réparée dans le plus bref délai possible.

Le casque de la cavalerie et de l'artillerie. — Les tenues de campagne.

Parmi les dépenses auxquelles sont destinés ces 40,341,000 fr. demandés pour l'habillement et le campement, la commission en a relevé qui devraient être réalisées depuis longtemps et qui ne sont encore entreprises que d'une façon incomplète. Tel est le cas, par exemple, de celle qui a pour but de pourvoir d'un casque en remplacement du shako, notre cavalerie légère. Il y a maintenant des années que ce casque est réclamé, et il ne serait pas moins nécessaire d'en adopter un également, à l'épreuve des schrappnells, pour notre artillerie qui en expérimente un modèle depuis quatorze ans.

La tenue de campagne de couleur neutre, dont les guerres balkaniques ont achevé de démontrer la nécessité, figure bien au programme, mais avec une dotation spéciale de 500,000 fr. seulement, alors que nous devrions déjà la posséder dans nos magasins en quantités suffisantes pour tous nos effectifs.

D'ailleurs, les approvisionnements d'effets reconnus nécessaires pour nos effectifs actuels du temps de guerre ne seront réalisés qu'avec une excessive lenteur et très incomplètement. Le programme reconnaît qu'il y faudrait 108 millions 910,000 fr. et il y consacre seulement 41 millions 10,000 fr. pour la dépense desquels il prévoit un délai de six ans.

Le service de santé.

Dans le premier programme, le matériel de guerre du service de santé ne bénéficiait que d'une prévision de dépenses de 3,283,700 fr. Le second programme lui concédait une allocation supplémentaire de 2,500,000 fr. Le troisième, enfin, lui accorde 11,13,700 fr., dont 4,293,700 fr. imputables sur la 3e section des budgets normaux et 6,840,000 fr. à prélever en quatre annuités sur le montant des crédits extraordinaires.

Votre commission n'a pas d'objection à présenter au sujet de cette dépense, dont l'importance prouve seulement que nos médecins militaires sont loin, à l'heure actuelle, de posséder tout le matériel et tous les médicaments nécessaires au bon accomplissement de leur mission en temps de guerre.

Les poudreries.

Pour le service des poudres et salpêtres, le programme prévoit une dépense totale de 36 millions de francs, dont 22 millions de francs imputables à la 3e section du budget et 14 millions à prélever sur le montant des crédits extraordinaires d'ici la fin de l'exercice 1915.

La majeure partie de ces allocations, 20 millions de francs, est destinée à la construction d'une annexe à la poudrerie de Saint-Médard, en vue de la fabrication des poudres B de la marine, et à l'installation d'une fabrique de coton-poudre à la poudrerie de Toulouse, en vue de remplacer la fabrique d'Angoulême spécialisée pour la marine.

Le surplus, 16 millions de francs, sera consacré à la mise en état de divers établissements dont l'organisation n'est pas à hauteur des besoins actuels: le laboratoire central, les poudreries de Vouges, de Saint-Chamas, de Toulouse, de Saint-Médard, d'Angoulême, du Ripault, de Pont-de-Buis, du Moulin-Blanc, d'Esquerdes et de Sevran-Livry.

Tout le monde a encore présentes à la mémoire les catastrophes profondément douloureuses qui nous ont révélé la nécessité de ces travaux. Il ne peut donc y avoir aucun doute sur l'opportunité de leur dotation et on a seu-

lement lieu d'être surpris que l'administration de la guerre ait attendu le dépôt du projet de loi qui nous occupe pour demander cet ensemble de crédits. Le service des poudres, en effet, ne figurait que pour 5,220,000 fr., dont 2,200,000 fr. seulement à dépenser immédiatement, dans le premier programme, et pour 8 millions dans le programme complémentaire d'août 1913.

Des causes de notre infériorité.

L'avis de votre commission serait incomplet si, après avoir apprécié comme elle vient de le faire le degré d'urgence, d'importance et d'efficacité des travaux dont on vous demande de permettre l'accélération au moyen de crédits extraordinaires, nous nous abstenions de rechercher les causes de la situation à laquelle on nous demande de remédier. Il est reconnu par tout le monde que, selon l'expression du rapporteur de la Chambre, M. Bénazet, « nous nous trouvons actuellement en un état grave d'infériorité au point de vue de notre matériel de guerre et qu'il faut que nous fassions dans le plus bref délai l'effort suffisant pour remédier à cette situation et réparer le temps perdu ». D'autre part, nous vous avons exposé plus haut les circonstances dans lesquelles l'administration de la guerre a été pour ainsi dire contrainte de reconnaître la nécessité de dépenses hors de proportion avec les ressources des budgets annuels.

Mais pourquoi l'autorisation d'engager ces dépenses n'a-t-elle pas été demandée par le ministère spontanément, au fur et à mesure qu'apparaissaient les besoins nouveaux? D'où vient que, sur tant de points, le programme nous révèle que les services techniques ne sont même pas prêts — et tant s'en faut — à utiliser rapidement et efficacement ces ressources que nous sommes d'autant plus disposés à leur fournir que c'est nous qui leur avons suggéré de les demander? Pourquoi tant de questions depuis longtemps résolues à l'étranger sont-elles, chez nous, toujours à l'étude? Pourquoi, parmi les solutions que l'on nous soumet, en est-il qui n'ont qu'une valeur provisoire, qui sont susceptibles seulement de nous aider à attendre, dans une situation un peu moins périlleuse, le moment où nous pourrons disposer d'un outillage correspondant à la puissance offensive de nos adversaires éventuels? Pourquoi, en somme, le programme d'accélération ne réalise-t-il encore qu'imparfaitement le but que lui assigne l'exposé des motifs du projet de loi sur lequel nous allons délibérer : pourvoir notre armée « des armes et des engins perfectionnés que la science moderne transforme incessamment », et mettre nos places fortes « en état de résister aux armes à longue portée et à grande puissance récemment introduites dans les armées voisines »?

Dans le rapport qu'il avait présenté, au nom de la commission de l'armée de la Chambre, sur le projet de loi du 27 février 1913, M. Clémentel exprimait le vœu que « la réalisation des améliorations jugées urgentes ne soit retardée à aucun prix par des hésitations, des tergiversations, des lenteurs provenant généralement de la recherche trop lente du mieux, mais, quelquefois aussi, de l'antagonisme des divers services et des complications administratives ». Il y a, dans ce souhait formulé pour l'avenir, un résumé assez fidèle de ce qui s'est produit dans un passé récent. Des décisions qui auraient dû être prises rapidement sont demeurées pendant des mois et parfois des années à l'état de projet parce qu'elles ont été soumises à l'examen d'un trop grand nombre d'autorités intermédiaires. Certains services ont oublié que leur rôle est de travailler d'un commun accord pour la sécurité du pays, et, au lieu de s'aider réciproquement, se sont gênés et retardés dans leurs études. Enfin, l'amour-propre professionnel de certains techniciens, leur tendance à ne juger favorablement que les matériels inventés ou construits par leur arme, les a portés à empêcher que notre organisation défensive profitât autant qu'il aurait fallu des progrès réalisés par l'industrie des armements dans le monde entier. Et pendant qu'ils s'appliquaient à l'interminable recherche d'une perfection introuvable, l'armée française demeurait privée des moyens de combat modernes qne l'industrie française elle-même se trouvait en mesure de fournir abondamment à d'autres armées européennes.

D'autre part, en même temps que cet exclusivisme des inventeurs militaires, notre armée a eu à souffrir de l'indifférence qui a sévi de tout temps, dans certaines sphères de nos états-majors, à l'égard de toutes les nouveautés quelles qu'elles fussent. Ceux qui attendaient indéfiniment, pour provoquer l'adoption des perfectionnements les plus urgents, d'avoir à proposer un système qui eût été découvert par eux-mêmes ou par leur entourage, ont eu tout loisir d'atermoyer grâce à l'indifférence de ceux qui croient tous les perfectionnements inutiles.

En 1869, lorsqu'il fut question en France d'adopter un canon se chargeant par la culasse comme celui qui venait d'être mis en service dans l'armée prussienne, certain cours d'artillerie affirma — et pour notre malheur cette opinion prévalut — que la supériorité demeurait acquise à notre système de chargement par la bouche et qu'il était inutile d'entreprendre la construction d'un nouveau matériel. De même, en 1893, nombre d'officiers d'artillerie traitaient le matériel qui fut adopté l'année suivante de « vulgaire ferblanterie impropre à la guerre. » Eh bien, cet état d'esprit n'a pas complètement disparu. Les membres de votre commission de l'armée qui, l'année dernière, ont suivi les manœuvres d'armée du Sud-Ouest, ont appris, par des témoignages indiscutables, que les nouveaux canons dont le ministre de la guerre avait prescrit l'expérimentation ont été accueillis, par certaines personnalités militaires très en vue, avec des sarcasmes renouvelés de ceux de 1896 et de 1869.

Mais on a prétendu que la cause principale de l'infériorité si inquiétante qu'accuse l'organisation matérielle de notre armée par rapport à l'organisation de l'armée allemande réside certainement dans l'insuffisance de crédits que nous avons consacrés, en ces dernières années, à notre outillage militaire. Effectivement, comme l'a très opportunément constaté M. Clémentel, rapporteur général du budget, au début de la discussion de la loi de finances de 1913, nous n'avons consacré au perfectionnement de notre armement, de 1902 à 1913, qu'une somme totale de 930 millions de francs, tandis que l'Allemagne dépensait, dans le même temps — et sans parler des crédits supplémentaires qui étaient à ce moment demandés au Reichstag et que celui-ci a votés dans les conditions que l'on sait — 2 milliards 2 millions de francs, c'est-à-dire 100.5 p. 100 de plus que la France.

Toutefois, il ne suffit pas ici de constater cette insuffisance de nos dépenses militaires; il faut dire pourquoi nous n'avons pas dépensé davantage.

Est-ce la faute du Parlement? Mais il n'est pas contesté que le Parlement a toujours accordé tous les crédits qui lui ont été demandés par les gouvernements successifs pour la défense nationale, et nous avons cité déjà dans ce rapport, à propos des camps d'instruction, par exemple, telles circonstances où la commission du budget de la Chambre a augmenté d'office les demandes de crédits formulées par l'administration de la guerre. Le 26 mars dernier, au cours de l'une des deux séances que nos collègues du Palais-Bourbon ont consacrées à la discussion et à l'adoption du projet de loi qui nous occupe, un député, a pu faire, sans rencontrer aucune contradiction, la déclaration suivante :

« Depuis quatre ans, j'ai entendu chaque année le rapporteur général de la commission du budget, dans une séance qui revenait comme une sorte de tradition tous les ans, dire au ministre de la guerre spécialement convoqué à cet effet : « Monsieur le ministre, votre 3e section est-elle « suffisamment pourvue? » Et depuis quatre ans j'ai régulièrement entendu les ministres de la guerre répondre affirmativement à cette question. Régulièrement la même réponse nous a été faite : « Nous n'avons besoin de rien ».

Est-ce donc aux gouvernements successifs et plus particulièrement aux ministres de la guerre ou des finances qu'il convient d'imputer la responsabilité de l'état où votre commission de l'armée a trouvé notre organisation militaire à la fin de 1912?

Il est exact qu'en ces années pendant lesquelles notre activité militaire s'est si malencontreusement ralentie, pour ne pas dire arrêtée, les ministres des finances avaient limité d'une façon trop rigoureuse, et arbitrairement, les crédits de la 3e section, et que les ministres de la guerre avaient trop facilement accepté cette limitation. Mais encore faut-il, avant de condamner la faiblesse de ceux-ci et les exigences de ceux-là, voir si les uns et les autres ont été suffisamment avertis, par qui de droit, des dangers de leur attitude.

A ce sujet, on a produit devant la Chambre des députés, pour la justification des services de la guerre, une comparaison des crédits que ces services avaient demandés avec les autorisations de dépenses qui leur ont été réellement accordées. On a dit, par exemple, qu'en 1900, pour le budget de 1901, le ministre des finances avait pratiqué d'office une réduction de plus de 35 millions sur les 101,500,000 fr. que demandait le ministre de la guerre; que pour le budget de 1902, le chiffre demandé par les services dépassait 98 millions et qu'il fut réduit de 38 millions par le ministre de la guerre, puis de 10 millions en plus de cette première réduction par le ministre des finances. A partir de ce moment, a-t-on ajouté, les sommes demandées par les services sont devenues beaucoup plus faibles, parce que les directeurs du ministère avaient ordre de réduire au minimum leurs prévisions, mais ces prévisions déjà si réduites ont encore été fortement comprimées, soit par le ministre de la guerre spontanément soit d'après les indications impératives du ministre des finances.

En 1903, les services ne demandaient plus que 59 millions et on leur en accordait seulement que 36; en 1904, ils demandaient 61 millions et on ne leur en accordait que 30; en 1905, ils en demandaient 44 et on ne leur en concédait que 27. De 1905 à 1907, il est vrai, après la manifestation allemande de Tanger, plus de 230 millions sont dépensés hors budget; mais, à partir de 1908 et jusqu'à l'époque des événements d'Agadir, les prévisions sont de nouveau diminuées; les services réclament 88 millions et on ne leur en donne que 57. Pour 1909, ils sollicitent 98 millions et on ne leur en octroie que 66. Pour 1910, au lieu de 81 millions demandés, on n'en accorde que 69, et pour 1911, les 113 millions déclarés nécessaires sont ramenés à 86 millions.

Il n'apparaît pas à votre rapporteur que cette comparaison, si impressionnante qu'elle puisse être, constitue une explication suffisante et que nous devions faire retomber l'entière responsabilité de la situation actuelle sur les ministres des finances. Nous avons le droit et le devoir de rechercher comment certaines erreurs ont pu être commises, comment certaines négligences ont pu se produire, et cela non pas pour incriminer telle ou telle personnalité, mais uniquement dans le but d'empêcher, dans la mesure où cela dépend de nous, qu'elles puissent se reproduire dans l'avenir.

Le rôle des ministres des finances était de poursuivre toutes les possibilités d'économies, et il est assez naturel qu'ils n'aient éprouvé ni hésitation, ni scrupules s'ils ont vu les suppressions de dépenses proposées par eux, être acceptées très facilement par les ministres dont elles allaient restreindre les moyens d'action.

Quel aurait dû être, en la circonstance, le rôle de l'administration militaire, et quelle est la part de responsabilité qui incombe à chacun des organes qui sont ici en cause?

Parlementairement, nous ne connaissons que les ministres, et nous n'avons pas l'intention de substituer à la responsabilité ministérielle, celle de telle ou telle personne, ni même de tel ou tel des services du ministère de la guerre.

Mais si on se rappelle que depuis 1898, dix-neuf ministres se sont succédé rue Saint-Dominique, et en particulier que depuis trois ans huit d'entre eux ont eu la charge du pouvoir, on reconnaîtra que la responsabilité ministérielle se trouve morcelée et singulièrement diminuée. C'est là une des causes, et non des moindres, de la situation fâcheuse que nous avons eu à exposer dans ce rapport. Ajoutons que les ministres de la guerre, associés aux préoccupations du Gouvernement dont ils faisaient partie, sont, dans une certaine mesure, excusables d'avoir subi la pression des ministres des finances. Les uns comme les autres ont du reste été en droit de conclure, de l'acquiescement résigné que rencontraient dans les services du ministère de la guerre les réductions imposées, que les travaux abandonnés ou différés ne présentaient pas un réel caractère d'urgence.

Si, au contraire, les organes de direction et d'exécution du ministère de la guerre avaient eu la nette perception des responsabilités qui leur revenaient et, disons-le, si un autre esprit y régnait, ils auraient réagi sur les ministres de la guerre en leur exposant la situation telle qu'elle était, en défendant énergiquement les demandes de crédits qu'ils avaient présentées; les ministres de la guerre à leur tour auraient réagi sur les ministres des finances, et ceux-ci

auraient peut-être, on doit l'espérer, renoncé à des réductions de crédits dont ils auraient ainsi connu le danger. En tout cas, lorsque les ministres de la guerre auraient été convoqués pour cette tradition annuelle qui a été décrite à la tribune de la Chambre, ils n'auraient pas fait cette réponse toujours la même : « Nous n'avons besoin de rien, »

Il appartenait à ceux qui subsistent aux ministres, à ceux qui dans l'armée sont placés en dehors des vicissitudes politiques, qui ont en temps de paix, comme ils l'auraient en temps de guerre, la responsabilité de la défense nationale, d'appuyer davantage auprès du ministre sur les besoins de l'armée et d'insister avec plus d'énergie pour que l'effort nécessaire fût fait.

Dans un ouvrage sur la « Réforme de l'armée » publié en 1871, le général Lewal critiquait déjà l'organisation du ministère et démontrait qu'elle avait été l'une des causes de nos désastres, et en particulier du dénuement où s'était souvent trouvée les troupes françaises pendant la guerre.

Depuis 1815, écrivait-il, ce qui semble caractériser les organisations du ministère, c'est d'une part, la tendance au particularisme et, de l'autre, une propension à l'immobilisme. Ces deux défauts ont eu les conséquences les plus regrettables.

Il y a vingt ans encore, il existait une direction du personnel. Elle centralisait toutes les questions s'y rattachant et imprimait aux diverses armes une seule et même impulsion. Les idées particularistes se sont efforcées de détruire l'unité de l'armée et de constituer, dans son sein, une série de petites églises, de tribus séparées, chacune ayant son code, ses usages, ses méthodes, parfois ses privilèges ; sous prétexte de spécialité, toutes réagissaient contre le droit commun, niveau sous lequel personne ne voulait plier.

L'artillerie, le génie, la cavalerie, l'administration s'isolèrent dans des directions séparées. L'infanterie seule, c'est-à-dire la masse de l'armée, ne fut pas représentée. Ce n'est qu'en 1869 qu'on songa à rétablir pour elle une direction distincte.

Chacune de ces directions, sans relations avec ses voisines, constitua une sorte de petit ministère. Au-dessus planait le ministre qui se heurtait à chaque instant à la spécialité et ne pouvait rien. Chaque direction suivait la ligne que la routine avait établie et faisait ses circulaires, souvent contradictoires, d'une direction à l'autre. C'était un système désorganisateur par excellence, l'antagonisme au lieu du concours des efforts.

Chacun gardait soigneusement ses secrets, voilait les ficelles du métier, afin qu'on ne pût voir clair dans sa partie, et cherchait ainsi à se rendre indispensable.

Tout était créé en vue de la paix, rien n'était organisé pour la guerre. Les moindres mouvements rencontraient des difficultés énormes. Celui-ci ne pouvait donner telle batterie ; celui-là ne voulait concéder que tant de chevaux de remonte. Il fallait de véritables négociations pour amener un résultat et obtenir que chacun se départît un peu de ses prétentions.

On vit se révéler ces vices d'organisation dans ces dernières années. Ils frappaient tous les yeux. La routine l'emporta néanmoins ; on maintint les vieux errements, et c'est dans ces conditions qu'éclata la guerre de 1870...

Le ministre, absorbé par ses rapports avec le Parlement, ne pouvait maintenir dans la soumission et l'unité ces petites autorités qui s'appelaient des directions. Son impuissance s'accusait à chaque instant. La meilleure bonne volonté ne pouvait dominer une situation absolument mauvaise.

Chacune de ces directions prétendait connaître parfaitement ses ressources et avoir le droit absolu d'en disposer. La mobilisation de 1870 a montré à quel point l'anarchie existait au ministère de la guerre. L'un donnait des ordres de mouvement aux troupes; l'autre devait assurer les vivres, celui-ci les munitions, celui-là les attelages.

Les troupes partaient, arrivaient et ne trouvaient rien...

Les troupes manquèrent de tout; biscuits, munitions, parcs, ambulances, voitures régimentaires, argent même, etc. Une partie arriva bien tard, l'autre portion n'arriva jamais. Or, il existait bien des choses en France, en matériel et en personnel. Il y avait de quoi pouvoir compléter l'armée du Rhin et la rendre plus nombreuse.

Pourquoi cela ne se fit-il pas? Précisément par suite de la fatale organisation du ministère. Elle comportait la division au lieu de l'union; le particularisme à la place de l'unité. Personne et surtout le ministre n'avait dans les mains les fils nombreux de cette administration compliquée.

On donnait des ordres généraux; chaque direction et parfois chaque bureau les exécutait à sa manière. Personne n'avait mission de s'assurer si les dispositions étaient prises et bien prises. Les événements se sont chargés de mettre en évidence tout le mal qu'a causé l'esprit de spécialité et de particularisme.

Cette page qui date de quarante-trois ans n'a malheureusement rien perdu de son actualité. L'organisation défectueuse que dénonçait le général Lewal est demeurée la même ou p'utôt les modifications qu'on y a introduites en ont aggravé sans doute la lourdeur et le manque d'unité. Et c'est là que réside la cause profonde de l'état d'infériorité où est tombée peu à peu à peu notre armée sous le rapport de l'organisation matérielle.

L'état-major de l'armée a, et a seul, le pouvoir et l'obligation de guider et de stimuler les autres services par des directrices générales — sous l'autorité, bien entendu, du ministre de la guerre — et c'est surtout à lui qu'il appartient d'appeler avec insistance l'attention de celui-ci sur la façon dont l'Allemagne a accru d'année en année ses dépenses militaires dans le même temps où nous nous figurions pouvoir sans danger réduire les nôtres, comme aussi de signaler l'effort colossal entrepris depuis une quinzaine d'années par nos voisins, pour doter leurs armées des puissants moyens d'action, dont elles disposent aujourd'hui.

Si nous consultons, en effet, à l'annuaire officiel, la liste des attributions de l'état-major de l'armée, nous lisons ce qui suit :

« 1re bureau : Dispositions générales relatives à l'organisation de l'armée, aux effectifs, à la mobilisation de toutes les armes, des places fortes et de tous les services, aux situations générales du matériel et des approvisionnements.

« 2e bureau : Etude des armées étrangères. Attachés militaires. Missions militaires à l'étranger.

« 3e bureau : Opérations militaires. Instructions générales de l'armée. »

L'état-major de l'armée est donc bien, à tous les égards, l'organe le plus qualifié, et même le seul qualifié, parmi les services du ministère, pour éclairer efficacement le ministre responsable. C'est à lui qu'il appartient de veiller à ce que l'armée soit instruite, outillée, approvisionnée comme il convient, comme l'exigent les progrès réalisés à l'étranger et de provoquer dans ce but toutes les propositions utiles.

En effet, les directions d'armes sont des services d'exécution et d'adaptation technique. En dehors de l'administration du personnel de troupe, elles n'ont aucune initiative. Elles ne peuvent réaliser une innovation de quelque importance que si elles ont reçu de plus haut l'indication du but à atteindre. La limite de leur autorité est d'ailleurs nettement marquée par le grade de leur chef; tandis que le chef d'état-major général est la personnalité la plus élevée du haut commandement, les directeurs sont des colonels ou des généraux de brigade qu'on appelle à d'autres fonctions aussitôt que le moment est venu pour eux de passer divisionnaires.

Pourtant, ces directions ont, elles aussi, leur part de responsabilité. Elles ont laissé les services techniques qu'elles avaient à diriger et à stimuler s'absorber dans des études interminables, s'épuiser dans des rivalités intestines ou s'enfermer dans leurs préjugés. Sous le rapport budgétaire, elles se sont contentées de formuler des propositions d'ailleurs insuffisantes ; puis, lorsque celles-ci se sont trouvées rejetées, elles se sont considérées comme « couvertes » par le seul fait de les avoir émises ; elles n'ont pas pris la peine de les défendre et les gouvernements successifs ont pu, en toute tranquillité de conscience, réaliser des économies qu'ils auraient certainement considérées comme criminelles si une voix autorisée s'était élevée avec force pour les avertir.

La direction du contrôle de son côté, chargée de la préparation des budgets et consultée obligatoirement par les autres services sur toutes les propositions susceptibles d'avoir des conséquences financières, n'avait aucun moyen d'apprécier le degré d'importance et d'urgence des acquisitions ou des travaux dont les décisions d'économie arrêtées par le Gouvernement devaient entraîner l'ajournement ou l'abandon.

Telles sont les causes auxquelles nous devons de voir aujourd'hui notre armée, sous les multiples rapports de l'instruction, de l'armement des moyens de transport, de communication, de ravitaillement, etc., dans un état d'infériorité dont la valeur de nos officiers et la très remarquable activité de notre industrie nationale auraient pu aisément la préserver.

A notre sens, ce n'est pas tant aux faiblesses ni même aux fautes des personnes qu'à un vice profond d'organisation et de fonctionnement de l'administration centrale du département de la guerre qu'il faut attribuer l'état de choses actuel et on peut l'imputer aussi à cette mentalité, qui est comme l'exagération de l'esprit de discipline, d'après laquelle lorsqu'on a formulé une demande, lorsqu'on a présenté une proposition, on croit avoir fait tout son devoir et mis sa responsabilité à couvert.

L'énorme bâtisse qui occupe tout un îlot de Paris, avec ses 13 directions ou services distincts, avec les multiples comités, commissions, sections techniques qui viennent s'y ajouter, constitue au vingtième siècle une institution absolument archaïque où les questions de service courant, l'expédition régulière des affaires absorbent à elles seules presque entièrement l'activité des 300 officiers et des 500 fonctionnaires et employés civils qui y travaillent. Les traditions, les habitudes, les routines y sont trop puissantes ; l'esprit de bouton y règne en maître ; on y soutient des combats homériques de direction à direction, de bureau à bureau, à coups de notes et de rapports contradictoires. C'est le triomphe du papier. Le bon vouloir des ministres s'y épuise en vains efforts pour faire aboutir la moindre réforme.

Bref, ceux qui connaissent le fonctionnement du ministère de la guerre sont unanimes à déclarer que c'est une maison à reconstruire et à remplacer par un édifice moderne où puisse régner un air nouveau, un esprit de réalisation pratique et rapide. C'est à cette réforme primordiale que le ministre de la guerre qui vient d'arriver au pouvoir, et qui possède heureusement une connaissance préalable très sérieuse de l'armée et de l'administration centrale de la guerre, doit s'employer sans plus tarder. Sinon les faits comme ceux que nous avons eu à signaler au cours de ce rapport se reproduiront périodiquement, et l'effort considérable, en hommes et en argent, que nous demandons au pays, et que le patriotisme de la nation n'a jusqu'ici jamais marchandé, restera un effort inutile.

Conclusion.

Maintenant, quelle est, en définitive, l'appréciation générale de votre commission de l'armée sur le programme de travaux que le ministère de la guerre a établi afin de regagner autant que possible le temps perdu ?

Les dépenses que le Parlement est sollicité d'autoriser, quelle que soit leur importance, et si considérables que soient d'ailleurs — nous nous plaisons à le constater — les améliorations qu'elles permettront de réaliser, suffiront à peine pour donner à notre outillage d'instruction et de combat toute la valeur qu'exigent les circonstances présentes et pour nous procurer un accroissement de puissance militaire capable de neutraliser le formidable développement donné par l'Allemagne à ses forces offensives.

Au début du rapport que nous avons déjà cité plus haut, M. Clémentel écrivait très justement :

« Parmi les facteurs de puissance d'une armée, l'un des premiers, est-il besoin de le dire, est l'état de son armement et de son outillage militaire.

« Valeur morale, qualité du commandement, perfection de l'instruction de la troupe, importance des effectifs, ne sauraient suffire à assurer le succès.

« Pour donner leur plein effet, ces éléments, si précieux soient-ils, doivent s'accompagner de moyens d'action matériel tenus à hauteur de tous les progrès et au moins comparables à ceux de l'adversaire possible. »

Eh bien, les crédits qui nous sont demandés ne suffiront pas encore entièrement à nous assurer ces moyens d'action.

Ils ne nous permettront pas de doter complètement notre artillerie des pièces modernes, de grande puissance, de grande portée et à tir rapide, qui lui sont indispensables pour la

défense des côtes, l'attaque et la défense des places et même pour la guerre de campagne.

A moins que M. le ministre de la guerre n'accélère considérablement l'emploi des ressources dont il va disposer, et qu'il ne se décide à en demander bientôt de nouvelles ainsi que nous le lui suggérons d'ailleurs très instamment, les fortifications de nos camps retranchés ne recevront qu'incomplètement, et seulement dans un délai de cinq ans, les perfectionnements et les renforcements qu'exigent les progrès adoptés par l'artillerie de siège allemande ou qui sont indiqués maintenant tant par les rapports sur la guerre des Balkans que par les comptes rendus des expériences d'Otchakoff et du camp de Mailly.

Le programme ajourne en deuxième urgence, et le projet de loi laisse sans dotation, des mesures telles que l'augmentation des munitions, le remplacement des vieux canons dans les places et même la fabrication d'une chaussure de repos pour nos fantassins.

Le développement des champs de tir, des terrains d'exercice, des camps d'instruction, ne bénéficiera que de crédits notoirement insuffisants et pour l'emploi desquels l'administration de la guerre s'octroie en outre des délais beaucoup trop étendus.

Elle n'a fait inscrire parmi les prévisions ni l'organisation du ravitaillement des troupes en campagne au moyen de viandes frigorifiées, ni l'adoption d'une tente individuelle, ni le remplacement du fusil de notre infanterie qui est aujourd'hui l'un des plus anciens et des moins perfectionnés de l'Europe.

Enfin, il n'est aucunement sûr que l'empire allemand veuille s'arrêter dans cet effort colossal où nous devons le suivre à moins que nous ne soyons résignés à voir s'accomplir quelque jour la déchéance définitive de la nation française. On sait que nos voisins ont institué, pour faire face à leurs dépenses militaires extraordinaires, une contribution de guerre divisée en trois tranches dont la dernière, d'après les déclarations faites par le gouvernement au Reichstag, semblait ne devoir être perçue qu'au cas où les deux premières n'auraient pas suffi à couvrir les frais d'application de la loi de 1913.

Or, le payement de tous ces frais est dès maintenant assuré et pourtant, au mois d'avril dernier, des journaux tels que la *Gazette de Voss* et la *Gazette de la Saale*, qui font autorité de l'autre côté du Rhin soit par la sûreté habituelle de leurs informations, soit par leurs attaches officieuses, nous ont révélé que le voyage qu'accomplissait alors le secrétaire d'Etat des finances, M. Kuhn, avait pour but d'inviter les gouvernements confédérés à s'apprêter au payement, à bref délai, de la troisième tranche. Ces journaux ont ajouté que l'excédent de ressources ainsi obtenu sera affecté à la réalisation d'un projet complémentaire d'armement. Il est vrai que les protestations qui ont accueilli cette nouvelle ont amené le gouvernement impérial à la démentir officiellement, mais, pour qui connaît l'art avec lequel ce gouvernement prépare l'opinion publique à l'acceptation de ses décisions, il demeure vraisemblable que le surcroît d'armements dont il s'agit est dès maintenant résolu en principe... Le grand état-major allemand agit d'après un objectif très nettement arrêté.

Les efforts successifs et d'une amplitude de plus en plus grande qu'il a obtenus jusqu'à présent de la nation germanique marquent sans conteste, ainsi que l'a écrit M. Bénazet dans le rapport que nous avons déjà cité « la volonté ferme de disposer en tout temps d'une armée nombreuse, instruite, prête à entrer sans délai en campagne avec l'outillage d'attaque le plus moderne et appuyée sur des forteresses presque inexpugnables ». Il ne se départira pas de cette volonté, et le pays, sous l'impulsion admirablement coordonnée de tous les pouvoirs publics, continuera de lui fournir les moyens de la réaliser.

Dans ces conditions, la commission de l'armée du Sénat exprime l'avis qu'il convient d'ouvrir d'urgence au Gouvernement les crédits qu'il demande. Mais elle tient à indiquer en même temps que l'accomplissement des travaux auxqu els ils sont destinés devra être poursuivi beaucoup plus rapidement que ne le prévoit le programme, que ce programme doit être complété en plusieurs de ses articles, et que le ministère de la guerre devra, par suite, très prochainement, demander de nouvelles autorisations de dépenses extraordinaires.

Un nouvel effort, encore considérable, sera nécessaire à bref délai si nous voulons réellement assurer, avec le maintien d'une paix honorable, l'intégrité du territoire de la patrie et la conservation de la place que la France républicaine a reconquise dans le monde.

Enfin la commission de l'armée a été appelée à donner son avis sur la disposition additionnelle relative à l'adoption d'une tenue de guerre satisfaisant aux conditions du champ de bataille moderne.

Cette question est en instance depuis quatorze ans. Dès 1902, le général André nommait une commission d'étude des uniformes, sous la présidence du général Gillain. A cette commission en a succédé plus tard une deuxième qui existe encore aujourd'hui et qui est présidée depuis 1910 par le général Dubail. Successivement ont été mise à l'essai : une tenue kaki, dite « boër », en 1903 ; une tenue beige bleu, en 1906 ; une tenue gris vert, dite « réséda », en 1912; une tenue gris bleu, vers la même époque. Nous n'avons pourtant adopté aucune solution, alors que, dans le même temps, presque toutes les puissances de l'Europe résolvaient le problème. Aussi, aujourd'hui, notre armée serait la seule au monde, avec les armées belge, danoise et suisse, à partir en campagne avec des uniformes de couleurs voyantes telles que le bleu foncé ou le rouge garance.

Les études sur la visibilité qui, depuis les travaux de Gérard et Devismes, publiés en 1890, ont été poursuivies très activement et sans interruption, ont nettement circonscrit le champ des recherches. Il n'est plus contesté par personne que les garanties de moindre visibilité désirables pour la guerre moderne, ne peuvent être obtenues que par l'emploi de l'une ou de l'autre des teintes neutres ci-après : kaki, gris vert, gris bleuté. Et parmi ces trois nuances, la dernière s'impose actuellement à notre préférence par cette raison qu'elle est la seule dont les armées étrangères ne se soient pas encore emparées, et qu'en temps de guerre certaines confusions causées par la similitude de l'habillement des armées adverses peuvent être aussi redoutables que la visibilité résultant de l'emploi des couleurs vives ou foncées. Il importe d'éviter des méprises du genre de celles qui se sont produites plusieurs fois en 1870, notamment à Rezonville, au cours de la campagne de Chine, et plus récemment pendant la guerre des Balkans.

En conséquence, la commission d'études des nouveaux uniformes s'est très nettement prononcée, à la date du 25 octobre 1913, pour l'adoption d'un drap gris bleuté, dit « tricolore », en raison du mélange de laine bleue, blanche et rouge dont il est composé.

Cet avis était assez formel, et surtout assez fortement motivé pour ne laisser place à aucune indécision. Pourtant, l'administration a cru devoir attendre encore sept mois, jusqu'à la date du 26 mai 1914, pour saisir de la question le conseil supérieur de la guerre qui s'est d'ailleurs prononcé, à l'unanimité, pour l'adoption du nouveau drap. A l'heure actuelle, il est d'autant plus urgent qu'une décision soit enfin prise que les marchés en cours viennent à expiration dans quelques semaines.

Mais d'autre part, l'article 10 de la loi du 4 juillet 1873, dispose qu' « aucun changement dans l'équipement et dans l'uniforme, si ce n'est partiellement, à titre d'essai, ne pourra avoir lieu qu'après le vote d'un crédit spécial. » C'est pour se conformer à cette prescription, et afin de pouvoir cesser de faire fabriquer pour notre armée des draps de couleurs voyantes unaniment condamnés aujourd'hui, que le ministre de la guerre demande l'insertion, dans le « tableau B des crédits ouverts en addition aux crédits inscrits au budget de 1914 », d'une autorisation de dépense indicative de 1,000 fr.

D'après les renseignements fournis par l'administration de la guerre, il lui faudra environ cinq ans pour constituer dans les magasins du service de l'habillement un approvisionnement d'uniformes confectionnés avec le nouveau drap et correspondant à l'effectif de guerre de nos troupes de première ligne.

Votre commission de l'armée exprime le vœu que cette constitution soit conduite le plus rapidement possible, en vue d'abréger la période transitoire pendant laquelle une partie seulement de nos troupes mobilisées pourraient partir en campagne avec la nouvelle tenue.

Sur le fond de la question, elle se rallie entièrement à l'avis précité de la commission d'étude des nouveaux uniformes, émis à la date du 23 octobre 1913 et ainsi conçu :

« La commission demande instamment que la période des essais ou expériences soit close et que la décision soit prise dès maintenant si l'on veut aboutir. Procéder à des expériences serait remettre tout en question ; ce serait encourager des propositions nouvelles et retarder la réalisation d'un progrès indispensable et que la France est seule à discuter encore. »

ANNEXE N° 318

(Session ord. — Séance du 26 juin 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, concernant ; 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1913 au titre du budget général; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1913 au titre des budgets annexes, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. J. Noulens, ministre des finances (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 319

(Session ord. — Séance du 26 juin 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, relatif au report de crédits de l'exercice 1913 à l'exercice 1914 (art. 71 de la loi de finances du 27 février 1912), présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. J. Noulens, ministre des finances (2). — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 320

(Session ord. — Séance du 26 juin 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, portant : 1° ouverture, sur l'exercice 1914, des crédits provisoires applicables au mois de juillet 1914; 2° autorisation de percevoir pendant le même mois les impôts et revenus publics, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. J. Noulens, ministre des finances (3). — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 336

(Session ord. — Séance du 1er juillet 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi de M. Cordelet, ayant pour objet de modifier et compléter la loi du 17 mars 1909, relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce, par M. Cordelet, sénateur (4).

Messieurs, M. Cordelet, auteur de la proposition de loi déposée sur le bureau du Sénat le 2 juillet 1912, ayant pour objet de modifier et de compléter la loi du 17 mars 1909, relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce, en exposait en ces termes le but et l'économie, après avoir résumé les principales innovations qu'elle contient :

« La loi du 17 mars 1909, relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce, a été accueillie favorablement dans le monde des affaires.

« Elle s'est efforcée de régler par des textes précis les principales difficultés révélées par la pratique, dans une matière qui, à raison du silence ou de l'insuffisance de la loi, avait donné lieu à des décisions judiciaires sans nombre, souvent contradictoires, et à beaucoup de controverses dans la doctrine.

« Elle a réglementé le privilège et l'action

(1) Voir les nos 113-145, et in-8° n° 7 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 112-146 et in-8° n° 8 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(3) Voir les nos 128-147 et in-8° n° 9 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(4) Voir les nos 246 et 351, Sénat, année 1912.

résolutoire du vendeur et, en les soumettant à la publicité par l'inscription, elle a consolidé le privilège et l'a rendu opposable à la faillite; elle a mis un terme à ces évictions d'acquéreurs de bonne foi, victimes de l'action résolutoire, qui n'avaient aucun moyen de savoir avec certitude si tous les précédents vendeurs avaient été désintéressés.

« Elle a rendu obligatoire la publicité des ventes de fonds de commerce, sous forme d'extrait ou d'avis, dans un journal d'annonces légales, pour permettre aux créanciers du vendeur de faire opposition sur le prix; et, en cas d'insuffisance du prix pour les désintéresser, elle a organisé une surenchère du sixième, soumise à des conditions rigoureuses qui la rendent assez rare, tout en lui laissant son effet préventif contre les dissimulations de prix.

« Elle a donné aux créanciers chirographaires le moyen de sauvegarder leurs intérêts dans le cas où leur débiteur met en société le fonds de commerce qui est leur gage et qui n'est même plus représenté, comme dans le cas d'une vente, par son équivalent, le prix, sur lequel ils puissent exercer leurs droits.

« Elle a soumis le créancier nanti à l'obligation d'inscrire son privilège dans la quinzaine de l'acte constitutif du nantissement, et elle a exclu du nantissement les marchandises qui restent ainsi le gage commun des créanciers chirographaires, sous réserve seulement des droits qui peuvent appartenir au vendeur du fonds.

« Enfin, comblant une lacune de la loi du 1er mars 1898, depuis longtemps signalée, elle a réglementé les formalités de l'inscription et les obligations du greffier; elle a organisé la purge des créances inscrites et la vente judiciaire du fonds, en attribuant en cette matière une compétence exclusive aux tribunaux de commerce.

« La loi du 17 mars 1909, appliquée depuis un peu plus de trois ans, a été l'objet de nombreux commentaires et a donné lieu à des décisions judiciaires qui ont appelé l'attention sur les modifications et les compléments qu'elle pourrait recevoir.

« Les modifications que la loi comporte sont assez nombreuses, mais d'inégale importance. Quelques-unes sont de pure forme, d'autres ne touchent qu'à des points de détail. Les plus considérables sont relatives : 1° aux privilèges assimilables au privilège du vendeur, qui peuvent frapper les fonds de commerce; 2° au délai d'inscription du privilège du vendeur, dont il y a lieu de changer le point de départ; 3° à la limitation du droit d'opposition du bailleur de l'immeuble dans lequel s'exploite le fonds; 4° à une réglementation nouvelle des droits des créanciers chirographaires sur le fonds de commerce apporté dans une société par leur débiteur, en vue de concilier équitablement les droits de ces créanciers et l'intérêt de la société.

« Les commentateurs ont signalé dans la loi deux lacunes : 1° l'insuffisance de la publicité des ventes prescrite par son article 3 et la nécessité de centraliser les secondes publications dans un organe unique; 2° la nécessité aussi d'organiser la distribution des prix de fonds de commerce grevés d'inscriptions ou d'oppositions.

« Nous reconnaissons qu'il y a lieu de compléter la loi sur ces deux points, d'une part pour rendre la publicité des ventes plus efficace, et d'autre part pour donner aux créanciers les garanties d'une procédure régulière, rapide et peu coûteuse.

« L'obligation de modifier un grand nombre d'articles et d'en introduire de nouveaux nous a amené à suivre l'exemple du législateur de 1835 qui, entreprenant de modifier et compléter la loi du 10 décembre 1874 sur l'hypothèque maritime, a procédé par voie d'abrogation de cette loi et lui a substitué la loi du 17 juillet 1885.

« Dans notre pensée, la loi nouvelle est destinée à remplacer la loi de 1909, qu'elle abrogera; et tout en conservant son cadre et autant que possible l'ordre de ses articles, nous proposons d'intervertir, pour les disposer dans un ordre plus logique, les sections I et II du chapitre III, qui concernent : la première, la réalisation du gage et la purge des créances inscrites; la seconde, les formalités de l'inscription et les obligations du greffier. Nous créons une troisième section pour la procédure de distribution du prix.

« Telle est, dans son ensemble, l'œuvre modeste, mais utile, nécessaire même, que, sans toucher aux bases essentielles de la loi du 17 mars 1909, nous proposons au Sénat d'accomplir. »

L'auteur de la proposition se réservait, d'ailleurs, de soumettre à la commission, au cours de ses travaux, un certain nombre de questions pour lesquelles il ne proposait pas de solutions, mais qui lui semblaient dignes d'examen.

Votre commission a estimé, avec l'auteur de la proposition, que, s'agissant de modifier un grand nombre d'articles de la loi du 17 mars 1909 et d'en introduire de nouveaux, il était préférable de procéder par voie d'abrogation de cette loi et, tout en conservant autant que possible son cadre et l'ordre de ses articles, d'y substituer une loi nouvelle.

Elle a eu communication d'un certain nombre de documents dont elle a pris connaissance avec un vif intérêt et parmi lesquels il y a lieu de signaler :

1° Le rapport du comité de législation commerciale et industrielle, institué auprès du ministère du commerce (1), qui s'est livré à un examen d'ensemble de la proposition de loi Cordelet, et d'un certain nombre de questions qui lui avaient été signalées par son auteur comme pouvant se rattacher à la revision de la loi du 17 mars 1909;

2° Le rapport présenté à la chambre des notaires de Paris, par M. Roger Braun, l'un de ses membres, sur la proposition de loi Cordelet, et dont les conclusions ont été adoptées par elle;

3° Le procès-verbal de la conférence générale des présidents des tribunaux de commerce de France, qui s'est réunie à Paris, le 9 juin 1913.

Nous nous référerons à chacun de ces documents, au fur et à mesure que se présenteront les questions qui y ont été traitées, en suivant l'ordre des articles de la proposition de loi soumise à votre examen.

La conférence générale des présidents des tribunaux de commerce de France, a soulevé incidemment, au cours de l'examen, auquel elle s'est livrée à son tour, de la proposition de revision de la loi du 17 mars 1909, la question de savoir s'il y aurait lieu d'instituer en France le registre du commerce, fonctionnant dans quelques pays à l'étranger, qui constituerait en quelque sorte l'état civil des fonds de commerce et serait pour eux ce que le registre foncier est pour la terre. Toutes les mutations de propriété, toutes les inscriptions grevant chaque fonds y seraient enregistrées. Mais la question a été seulement effleurée; c'est au Gouvernement qu'il appartiendrait de prendre l'initiative d'une réforme de cette importance et de cette gravité.

Une autre question a été posée devant la conférence des présidents, celle de l'utilité de la transcription des ventes de fonds de commerce pour en rendre l'aliénation opposable aux tiers et permettre à ceux-ci d'en connaître avec certitude le véritable propriétaire.

Le législateur de 1909 n'a pas pensé qu'il y eût lieu d'appliquer aux fonds de commerce toutes les règles qui président à la transmission des immeubles, notamment de soumettre les ventes de fonds de commerce à la formalité de la transcription, ce qui eût imposé au commerce et à l'industrie une charge assez lourde, sans une nécessité bien démontrée.

Il s'est contenté de prescrire la publication des ventes de fonds de commerce par des insertions légales et la publicité du privilège du vendeur par son inscription au greffe des tribunaux de commerce.

La transcription d'une vente immobilière arrête le cours des inscriptions qui pourraient être prises du chef des anciens propriétaires. En matière de vente de fonds de commerce, c'est la vente elle-même qui produit cet effet, à partir de sa date ou tout au moins du jour où elle a acquis date certaine pour l'enregistrement ou autrement.

La publication de la vente fait connaître l'ancien et le nouveau propriétaire du fonds. Il est donc possible de se rendre compte des charges qui grèvent le fonds du chef de l'un et de l'autre. Mais est-ce suffisant?

Si l'acquéreur et les tiers qui traitent avec lui ne connaissent que le vendeur immédiat, ils ne peuvent requérir du greffier que l'état des inscriptions qui le grèvent, mais des inscriptions peuvent exister sur le fonds du chef des précédents propriétaires. L'acquéreur et les tiers ont le plus grand intérêt à ne rien ignorer des charges qui pèsent sur le fonds.

La même question s'est posée à l'égard des ventes d'immeubles, et l'usage s'est établi d'analyser dans les actes de ventes les mutations antérieures, en indiquant la succession des anciens propriétaires qui peuvent avoir conservé un privilège sur l'immeuble vendu, ou du chef desquels l'immeuble peut être grevé de privilèges ou d'hypothèques.

En matière immobilière, l'état sur transcription de la vente, quand la réquisition n'est pas limitée, relève toutes les inscriptions existantes du chef de chacun des anciens propriétaires désignés dans l'acte de vente. S'il n'existe pas d'inscriptions, le conservateur délivre un certificat négatif.

L'acquéreur d'un fonds de commerce, pour payer valablement son prix et pour donner sécurité aux tiers qui traiteront avec lui, doit donc exiger que l'acte de vente contienne une origine de propriété, indiquant les noms, prénoms, professions et domiciles des propriétaires successifs du fonds, la nature et la date de leur titre d'acquisition, le prix ou les charges et les conditions de payement.

Déjà, dans la pratique, bien que l'origine de propriété ne soit pas obligatoire, on la trouve dans les contrats de ventes de fonds reçus par les notaires; à défaut d'origine de propriété établie dans les ventes par acte sous seings privés, on recherche quels sont les propriétaires du fonds, et la réquisition remise au greffier du tribunal de commerce est faite en conséquence.

Il y a là une indication qu'il faut retenir et sur laquelle nous reviendrons lors de l'examen de l'article 1er.

Sans nous arrêter davantage à ces considérations générales, nous allons examiner successivement chacun des articles de la proposition de loi en réservant les solutions auxquelles la commission s'est arrêtée, ainsi que les raisons qui ont paru les justifier.

CHAPITRE Ier

De la vente des fonds de commerce.

Article 1er.

S'il n'y a pas lieu de rendre obligatoire par la loi l'établissement de l'origine de la propriété dans les actes de vente des fonds de commerce, en laissant à l'acquéreur le soin de l'exiger, comme c'est son droit et son intérêt, on peut, tout au moins prescrire au vendeur, qui ne peut avoir aucun motif avouable de s'y refuser, de faire connaître dans l'acte de vente et dans l'inscription de son privilège, la nature et la date de son titre d'acquisition, les nom, prénoms, profession et domicile de son auteur.

Cette disposition, qui fait l'objet d'une addition au paragraphe premier de l'article premier entraîne de légères modifications, de pure forme, aux paragraphes 2 et 4 du même article. Elle permettra, à l'avenir, en se reportant d'un acte à l'autre ou d'une inscription à l'autre, de retrouver la série des propriétaires antérieurs, avec les dates de leurs acquisitions respectives. Il restera loisible aux intéressés d'étendre ou de limiter, ainsi qu'ils le jugeront convenable, les réquisitions d'états adressées au greffier.

Le paragraphe 2 (nouveau) répond à une double préoccupation : faciliter le contrôle de la sincérité des actes de vente; rendre impossible une fraude, non moins dommageable aux créanciers qu'au fisc, et qui consiste à substituer à l'acte communiqué aux créanciers en exécution de l'article 7, paragraphe 1er, un acte contenant des prix inférieurs pour le soumettre à l'enregistrement.

Sur le premier point, la loi de finances du budget de 1914 contient une disposition aux termes de laquelle les actes de ventes de fonds de commerce devront être, à l'avenir, enregis-

(1) Le comité est composé de neuf membres nommés par décret, sur la proposition du ministre du commerce :

M. Lyon-Caen, de l'Institut, professeur à la faculté de droit de Paris, président; M. Charles Blanc, conseiller d'Etat; M. Durand, président de chambre honoraire à la cour de cassation; M. Rau, conseiller à la cour de cassation; M. Thaller, professeur à la faculté de droit; M. Albert Tissier, professeur à la faculté de droit; M. Fromageot, avocat à la cour d'appel de Paris; M. Petit, président du tribunal de commerce de Paris; M. Lignon, membre de la chambre de commerce de Lyon.

Les directeurs du ministère du commerce sont également appelés à siéger comme membres de droit.

trés au bureau de l'enregistrement de la situation du fonds de commerce. Cette exigence est tout à fait légitime, l'une des parties au moins, sinon toutes les deux ayant leur résidence dans le ressort de ce bureau.

Sur le second point, l'intérêt des créanciers est conforme à celui du fisc. S'il est exigé, sous des pénalités sévères, que l'acte soumis à l'enregistrement porte le prix vrai, il serait intolérable qu'on pût opposer aux créanciers un acte autre que celui qui leur a été communiqué et au vu duquel ils ont dû apprécier s'il y avait lieu ou non à surenchère. L'enregistrement préalable au dépôt de l'acte au domicile élu rendra cette fraude impossible. La direction générale de l'enregistrement, qui proposait à M. le ministre des finances de demander l'insertion dans la loi de finances d'un nouvel article pour rendre l'enregistrement de l'acte de vente obligatoire avant la publication de l'extrait dans un journal d'annonces légales, a bien voulu reconnaître que la rédaction de la commission, qui prescrit l'enregistrement de l'acte avant son dépôt au domicile élu, lui donnait pleine satisfaction.

L'article déjà inséré dans la loi de finances y sera maintenu pour recevoir son application dès la promulgation du budget de 1914. L'article 49 de la présente proposition en contiendra l'abrogation, qui aura son effet à partir de la promulgation de la loi en préparation.

Le paragraphe 2 est ainsi rédigé :

« L'acte de vente doit être enregistré au bureau de l'enregistrement de la situation du fonds, avant son dépôt au domicile élu effectué en exécution de l'article 7, paragraphe 1er ci-après, et ce, à peine de nullité de la formalité du dépôt. »

La proposition de loi contient une addition au paragraphe 4 de l'article 1er; au prix elle ajoute les charges. Cette addition doit-elle être maintenue ?

On a dit qu'elle était inutile et pouvait être dangereuse : inutile parce que les charges, accessoires du prix, en font nécessairement partie ; dangereuse, parce que, si on ne la fait pas partout où il est fait mention du prix, cela peut donner lieu à interprétation.

La commission a cru devoir maintenir l'addition. Le paragraphe 4 décide que le privilège qui garantit chacun des prix distincts établis sur les éléments incorporels du fonds, le matériel et les marchandises, s'exerce distinctement sur les prix respectifs de la revente afférents aux marchandises, au matériel et aux éléments incorporels du fonds. Or, il a été fait observer qu'aux termes de l'article 13, 1°, de la loi de 1909 (art. 24, 1° de la proposition de loi) le bordereau d'inscription devant contenir une évaluation des charges de la vente, ces charges sont considérés comme privilégiées, et que l'article 1er, paragraphe 4, ne leur déclarant pas applicable le principe de la division du prix, il y avait lieu de leur appliquer le droit commun, et par suite de décider que le privilège des charges évaluées grève la totalité des prix de la revente. L'addition proposée au paragraphe 4 écartera cette interprétation : il n'y a aucune raison de ne pas appliquer aux charges, qui sont un accessoire du prix, le principe posé en ce qui concerne le prix lui-même.

Les charges, d'ailleurs, sont déjà visées expressément dans les articles 24, 3°, 22, 1°, et 23 de la loi de 1909, textuellement reproduits dans les articles 13, 3°, 34, 1°, et 35, paragraphe premier, de la proposition de loi.

L'inscription doit contenir : les prix de la vente ainsi que les charges évaluées, s'il y a lieu (art. 13, 3°).

L'acquéreur qui veut remplir les formalités de la purge doit notifier aux créanciers inscrits 1°... le prix... les charges (art. 34, 1°).

Le surenchérisseur doit offrir de donner caution pour le payement des prix et charges (art. 35, § 1er).

Le paragraphe 4 de l'article 1er, complété par l'addition, sera ainsi mis en concordance avec les articles ci-dessus.

La modification apportée au paragraphe 5 a pour but d'en préciser et d'en fixer, sans contestation possible, le véritable sens.

Ce paragraphe avait été d'abord ainsi rédigé : « Nonobstant toute convention contraire, les payements partiels s'imputent d'abord sur le prix des marchandises, ensuite sur le prix du matériel. »

Le principe posé ne comportait pas d'exception. Une exception a été admise, entre la première et la seconde délibération, pour les payements comptant, et ainsi formulée : «... Les payements partiels autres que les payements comptant... ».

Ce texte a donné lieu à des interprétations contraires à la volonté certaine du législateur. On a prétendu que si les parties n'avaient pas usé dans le contrat de la faculté qui leur était laissée d'imputer à leur gré les payements comptant, ces payements n'en restaient pas moins soustraits à la règle de l'imputation obligatoire et que l'article 1253 du code civil, qui permet au débiteur de déclarer, lorsqu'il paye, quelle dette il entend acquitter, leur était applicable. La nouvelle rédaction du paragraphe 5 interdit cette interprétation : Si les parties n'ont pas cru devoir user de la liberté d'imputation qui leur était laissée en ce qui concerne les payements comptant, ces payements restent soumis à la règle.

Article 2.

Cet article est nouveau, et l'exposé des motifs de la proposition de loi en justifiait ainsi les dispositions :

« L'article 1er de la loi ne vise expressément que le privilège du vendeur.

« Le fonds de commerce peut être frappé d'autres privilèges assimilables au privilège du vendeur.

« Le projet de réforme hypothécaire, voté par le Sénat, et qui est devant la Chambre des députés à l'état de rapport, crée ou plutôt consacre le privilège des échangistes pour les soultes, des copartageants pour retour de lots et prix de licitation, des donateurs pour les charges et prestations imposées aux donataires.

« La soulte est considérée comme le prix de l'excédent de valeur de l'immeuble reçu en contre-échange, et le privilège qui la garantit se déduit de l'article 1705 du code civil qui applique à l'échange les règles du contrat de vente qui ne sont pas contraires aux dispositions des articles précédents.

« Si la soulte de partage n'est pas à proprement parler un prix, elle n'en est pas moins garantie par un privilège sur les immeubles qui en sont chargés.

« Dans la donation avec charges, la mutation est pour partie à titre onéreux; elle participe de la vente dans la mesure de l'importance des charges, et il est juste de garantir par un privilège l'exécution de ces charges, sans obliger le donateur à l'exercice de l'action en révocation.

« Les privilèges ainsi assimilés au privilège du vendeur, de même que les actions résolutoires qui y sont attachées, seront assujettis aux mêmes règles que le privilège et l'action résolutoire du vendeur.

« Ces privilèges sont l'objet d'un article 2 nouveau ainsi conçu : « Les créances privilégiées sur les fonds de commerce, indépendamment de celle du vendeur, sont : 1° la créance des échangistes pour les soultes ; 2° la créance du donateur pour les charges et prestations imposées au donataire; 3° les créances des copartageants pour soulte et retour de lots et prix de licitation.

« Les privilèges et actions résolutoires des échangistes, du donataire et des copartageants sont soumis à toutes les règles prescrites pour le privilège et l'action résolutoire du vendeur. »

Le comité de législation commerciale a fait observer que le code civil n'ayant pas admis, d'une manière générale, le privilège du copartageant sur les meubles, il n'y avait pas lieu de de suivre une règle différente sur les fonds de commerce, et que si l'on voulait établir ce privilège, il faudrait expliquer dans l'article 2 que l'action résolutoire n'existe pas pour le copartageant; il est de règle que l'action résolutoire n'existe pas en matière de partage.

Sur ce dernier point, il a été donné satisfaction au comité par une nouvelle rédaction du paragraphe 2. Le caractère déclaratif du partage s'oppose, en effet à l'admission de l'action résolutoire, lorsqu'un fonds de commerce est placé dans le lot d'un copartageant ou adjugé sur licitation à un colicitant. S'il en est autrement quand l'adjudicataire est un tiers, et si le copartageant, créancier du prix de licitation, a un privilège et une action résolutoire, c'est qu'alors la licitation est une véritable vente.

Mais, sur le premier point : y a-t-il lieu d'accorder un privilège pour les soultes ou retours de lots sur un fonds de commerce compris dans un partage, alors que tous les autres biens mobiliers y échappent, la commission a cru devoir maintenir le texte proposé. Il arrive fréquemment que des fonds de commerce sont compris dans des partages, et il est juste, pour assurer le maintien de l'égalité entre les copartageants, de garantir pour un privilège le payement des soultes qui sont une des conditions du partage. Sans doute, en principe, les biens mobiliers n'y sont pas soumis; mais les fonds de commerce sont des biens mobiliers auxquels la législation a fait une situation à part. Déjà ils sont frappés du privilège du vendeur garanti par une inscription qui le rend opposable aux tiers et à la faillite. Ils sont devenus susceptibles d'hypothèque comme les immeubles eux-mêmes, car le privilège attaché au nantissement constitue une véritable hypothèque mobilière. Ce n'est pas pousser l'assimilation trop loin que d'admettre, en vue de protéger des intérêts légitimes, dans les partages comprenant un fonds de commerce, un privilège garantissant le payement des soultes et retours de lots.

Faut-il aller plus loin encore et étendre ce privilège à la garantie des partages eux-mêmes, comme l'a fait l'article 2103, 3°, du code civil, et comme propose de le faire le projet de réforme hypothécaire voté par le Sénat et à l'état de rapport devant la Chambre des députés ? Nous ne le pensons pas. Dans l'usage, en matière de partage mobilier, on inscrit toujours le privilège pour la soulte encore due, mais le privilège pour la garantie du partage, c'est-à-dire pour les dommages-intérêts dans un cas d'éviction, n'est inscrit que s'il y a sujet de craindre une éviction. Les copartageants, en dehors de cette hypothèse, ont un intérêt commun à ne pas inscrire ce privilège qui ne garantit qu'une éventualité, alors que la soulte, au contraire, est une créance actuelle et certaine. Si ce privilège était inscrit, il pourrait se perpétuer pendant trente ans et plus par des renouvellements successifs de l'inscription.

S'il y a juste sujet de craindre une éviction, le copartageant, créancier éventuel de dommages intérêts pour cause d'éviction, exigera, à défaut de privilège, une garantie spéciale, une hypothèque sur les immeubles, un nantissement sur le fonds de commerce compris dans le partage.

Nous croyons devoir admettre la même solution en matière d'échange.

L'échangiste évincé n'a que l'action en répétition de sa chose, qui lui est accordée par l'article 1705 du code civil, s'il ne préfère conclure à des dommages-intérêts pour lesquels il n'a que l'action personnelle.

Le projet de réforme hypothécaire lui attribue un privilège pour les dommages-intérêts pouvant résulter d'une éviction. C'est avec intention que nous n'avons pas reproduit ce texte. Sans doute, si le coéchangiste exerce le privilège pour les dommages-intérêts résultant d'une éviction, les tiers ne seront plus atteints par l'action en reprise de l'article 1705 ; mais si le privilège a été inscrit et si l'inscription est renouvelée, le fonds de commerce, comme l'immeuble donné en contre-échange, sera indéfiniment grevé d'une créance éventuelle dont la condition ne se réalisera peut-être jamais. Aussi l'usage s'est-il introduit, dit M. Baudry-Lacantinerie (n° 992), de renoncer à l'action en reprise, qui atteint non seulement le coéchangiste, mais les tiers acquéreurs. On renoncerait sans doute aussi, et pour les mêmes motifs, à inscrire le privilège qui serait accordé au coéchangiste pour les dommages-intérêts résultant de l'éviction du fonds de commerce reçu en contre-échange (1).

La chambre des notaires de Paris propose d'ajouter à la liste des créances privilégiées, dans le nouvel article 2, paragraphe 1er : « 4° les créances résultant de l'option pour la conservation d'un fonds de commerce, faite soit par un époux survivant en vertu d'une clause de son contrat de mariage, soit par un associé en vertu d'une convention statutaire d'attribution ».

Dans l'un et l'autre cas, l'option sera mentionnée dans le partage de la communauté ou de la société, dont elle sera une modalité. La valeur du fonds figurera dans la masse active et dans les attributions de l'optant. Le partage sera sans soulte ou avec soulte; s'il est sans soulte, il n'y a pas lieu à privilège;

(1) Le crédit foncier ne prête pas sur les immeubles provenant d'un échange, si la clause de renonciation au bénéfice de l'article 1705 du code civil n'a pas été inscrite dans l'acte; ou, si elle n'y est pas, il exige un acte complémentaire contenant la renonciation.

s'il est avec soulte, le paragraphe 1er, 3°, sera applicable. (Communauté, art. 883 et 1476, code civil. — Société, art. 1872, code civil.)

Si une veuve, après avoir opté pour la conservation du fonds de commerce, renonce à la communauté, elle devra tenir compte du prix s'il a été fixé, sinon de la valeur totale du prix du fonds; ce sera alors une vente et c'est l'article 1er qui s'appliquera.

Sans contester la portée de ces observations, M. le rapporteur de la chambre des notaires de Paris a fait observer que souvent, dans la pratique, il n'y a pas de partage et l'indivision continue; et alors, en fin d'inventaire, l'époux survivant, usant de son droit d'option, déclare conserver le fonds. Le notaire de la succession, dans l'espèce, inscrit le privilège contre le survivant qui conserve le fonds et, en droit, le prix ou la valeur.

S'il s'agit d'une veuve, elle a trois mois pour faire inventaire et quarante jours pour délibérer; mais l'option peut intervenir avant l'expiration des délais, et à tout événement on inscrit le privilège dans la quinzaine de l'option. Le notariat de Paris agit donc comme nous proposons de le faire, dans le cas de licitation au profit de l'un des colicitants.

Il y a lieu de sanctionner cette pratique, et nous avons, en conséquence, complété en ce sens le paragraphe 1er de l'article 2.

La licitation visée par le 3° du paragraphe 1er n'est pas celle dans laquelle l'adjudicataire est un étranger; il y alors une véritable vente et l'article 1er est applicable; c'est celle dans laquelle l'adjudication est prononcée au profit de l'un des colicitants. Jusqu'au partage, on ignore si le prix de la licitation sera inférieur ou supérieur aux droits du colicitant dans la masse à partager; il est juste que ses colicitants puissent prendre, dans le délai légal, inscription pour garantir ce qui excédera ses droits dans le prix, sauf réduction ultérieure du chiffre de l'inscription, s'il y a lieu.

L'article 2 nouveau est rédigé comme suit :

« Les créances privilégiées sur les fonds de commerce, indépendamment de celle du vendeur, sont : 1° la créance des échangistes pour les soultes; 2° la créance du donateur pour les charges et prestations imposées au donataire; 3° les créances des copartageants pour soulte et retour de lots et prix de licitation; 4° les créances résultant de l'option pour la conservation d'un fonds de commeree faite soit par un époux survivant, en vertu d'une clause de son contrat de mariage, soit par un associé, en vertu d'une convention statuaire d'attribution.

« Les privilèges et actions résolutoires des échangistes et du donateur sont soumis à toutes les règles prescrites pour le privilège et l'action résolutoire du vendeur. Le privilège des copartageants et celui résultant de l'option visée ci-dessus suivent les mêmes règles que celui du vendeur. »

Article 3 (ancien art. 2).

L'article 3 de la proposition de loi comportait dans son paragraphe 1er, une modification très importante, au sujet de laquelle nous croyons devoir reproduire la partie de l'exposé des motifs qui s'y rapporte :

« L'article 3 de la proposition, substitué à l'article 2 de loi, réglemente à nouveau le délai dans lequel le privilège du vendeur doit être inscrit.

« La plupart des commentateurs de la loi du 17 mars 1909 ont signalé les inconvénients de la brièveté du délai fixé par l'article 2 de ladite loi : « L'inscription doit être prise, à peine de nullité, dans la quinzaine de la date de l'acte de vente. »

« Souvent, l'acte de vente ne fixe que le prix des éléments incorporels du fonds, s'en référant à une expertise pour la détermination du prix du matériel et des marchandises.

« Il en est ainsi, presque toujours, dans les ventes par adjudication, et toujours dans les adjudications sur surenchère, la surenchère n'ayant porté que sur le prix des éléments incorporels du fonds.

« La vente n'en est pas moins définitive et parfaite. Le délai de quinzaine, qui court du jour même de la vente, peut être insuffisant pour l'expertise du matériel et des marchandises dont le prix exact ne peut dès lors être énoncé dans l'inscription.

« Si l'expertise n'est pas achevée dans la quinzaine, ce qui peut arriver dans les commerces ou industries qui comportent soit un matériel considérable, soit une grande quantité de marchandises diverses, on en est réduit à faire dans l'inscription une évaluation provisoire, qui peut s'écarter notablement en plus ou en moins des résultats de l'expertise, ce qui rend ensuite nécessaire une rectification de l'inscription.

« Si la nouvelle évaluation est plus élevée que l'évaluation provisoire, le supplément de prix ne sera pas garanti par le privilège, et si elle est inférieure, il faudra réduire l'inscription et en faire opérer la radiation partielle.

« En ce qui concerne les marchandises, le tarif réduit de 0.50 p. 100 ne leur sera pas applicable, si l'on s'est borné, dans l'acte de vente, à une évaluation en bloc, la loi du 28 février 1872 exigeant, pour l'application du tarif réduit, qu'elles soient désignées et estimées article par article dans le contrat ou dans la déclaration. Le droit perçu sera alors le même que pour les éléments incorporels du fonds et le matériel, c'est-à-dire 2 fr. 50 p. 100 et même, à Paris, 3 fr. 75.

« Pour échapper à ces inconvénients, on a imaginé, dans la pratique, divers procédés qui ne sont pas sans en présenter d'autres : soit le compromis, qui est souvent lui-même une vente parfaite qu'on ne fait pas enregistrer, soit la promesse d'acquérir sous une clause pénale ou dédit, qui laisse le vendeur à la merci de l'insolvabilité éventuelle de l'acquéreur, ou qui oblige celui-ci à déposer entre les mains d'un tiers le montant du dédit.

« C'est ainsi qu'on a été amené à reconnaître l'avantage qu'il y aurait à étendre le délai d'inscription du privilège en lui donnant comme point de départ, non plus la date de l'acte de vente, mais celle de la prise de possession du fonds. C'est à une époque aussi rapprochée que possible de la prise de possession qu'a lieu, dans l'usage, l'estimation du matériel et des marchandises.

« Cette modification du point de départ du délai d'inscription en entraîne une autre. Nous verrons plus loin (art. 6) que, pour donner ouverture au droit d'opposition et de surenchère des créanciers du vendeur, une expédition ou l'un des originaux de l'acte de vente doit être déposé au domicile élu dans l'acte, pour être communiqué sans déplacement à tout créancier inscrit ou opposant. Cette formalité, pour répondre à son but, implique dans tous les cas un acte enregistré (l'expédition d'un acte authentique ne peut être délivrée qu'après l'enregistrement de l'acte) contenant l'indication du prix non seulement des éléments incorporels du fonds, mais aussi du matériel et des marchandises. Autrement, comment les créanciers pourront-ils savoir si le prix ne suffit pas à les désintéresser, ce qui est une condition de la surenchère du sixième?

« Il faut donc modifier aussi le point de départ du délai fixé pour la deuxième publication de la vente, qui peut, d'ailleurs, être réduit sans inconvénient à huit jours à compter de la prise de possession du fonds, ce délai étant nécessaire et suffisant pour dresser et faire enregistrer l'acte supplémentaire qui fixera le prix du matériel et des marchandises.

« C'est pendant les vingt jours qui suivent cette seconde publication que l'acte de vente et l'acte complémentaire, s'il y a lieu, seront seront déposés au domicile élu.

« Cette nouvelle réglementation du délai d'inscription aura, à son tour, un inconvénient, celui de retarder le moment où l'acquéreur pourra savoir s'il est à l'abri de la surenchère du sixième et s'il peut se libérer valablement de son prix.

« En faisant courir de la prise de possession le délai pour inscrire le privilège du vendeur, on part de cette idée que c'est après la prise de possession seulement que l'acquéreur traite avec les tiers pour l'exploitation du fonds et que ceux-ci ont intérêt à connaître les conditions de la vente et l'étendue du privilège du vendeur. Ils connaîtront le changement de propriétaire du fonds dès la première publication, qui précède la prise de possession, et les conditions de la vente, soit par la communication de l'acte de vente qu'ils obtiendront du vendeur avant d'entrer en relations avec lui soit dans tous les cas le neuvième jour au plus tard après la prise de possession, en consultant l'acte de vente déposé au domicile élu pendant les vingt jours qui suivent la seconde publication.

« Il y a lieu, au point de vue du délai d'inscription, de se préoccuper d'une question qui intéresse spécialement la boulangerie.

« Le plus souvent, en effet, le prix convenu entre les parties et porté dans l'acte de vente, ne devient définitif qu'après l'expiration du délai de ce que l'on appelle « la garantie de cuisson »; il peut être réduit par suite de l'expérience qui commence dès le premier jour de la prise de possession et qui dure quinze jours pleins. Le fonds de boulangerie marche au compte de l'acquéreur, mais sous la surveillance du vendeur. Si le nombre de culasses de farine employées est inférieur à celui qui est prévu au contrat et qui a servi à fixer le prix, ce prix doit être réduit proportionnellement au déficit constaté, même si la bonne foi du vendeur n'est pas en cause.

« L'acte rectificatif ne peut être dressé que le seizième jour; il faut laisser aux parties le temps nécessaire pour le faire enregistrer et déposer au greffe en même temps que l'acte de vente et les bordereaux d'inscription.

« Nous sommes ainsi conduits à porter de quinze à vingt jours à compter de la prise de possession le délai d'inscription du privilège.

On pouvait envisager deux moyens de remédier à l'insuffisance reconnue du délai fixé par la loi du 17 mars 1909 pour inscrire le privilège du vendeur :

1° Maintenir la date de la vente comme point de départ du nouveau délai, dont la durée serait portée à trente jours;

2° Faire partir le délai d'inscription du privilège de la date de la prise de possession, obligatoirement fixée par le contrat..

C'est à ce dernier parti, comme on vient de le voir, que s'était arrêté l'auteur de la proposition de revision de la loi de 1909.

Le comité de législation commerciale s'est prononcé pour la première solution. Il n'a pas été d'avis, dit le rapporteur, d'apporter la prise de possession comme point de départ du délai d'inscription du vendeur. Il lui a semblé qu'il serait en fait, souvent trop imprécis, qu'il pourrait être trop long, que sa détermination pourrait donner lieu à bien des difficultés; il a jugé préférable de porter le délai à trente jours, sans en changer le point de départ.

La conférence générale des présidents des tribunaux de commerce, après une longue discussion, un peu confuse suivant l'expression de son très distingué président, s'est arrêtée à la solution suivante : « Le délai de publication de la vente (aussi et surtout de la publicité du privilège par l'inscription), en principe, partira de la date de l'acte, sauf à le faire partir de la date de la prise de possession, si cette date est énoncée dans l'acte. »

La chambre des notaires de Paris, tout en constatant que la fixation au jour de la prise de possession du fonds du point de départ du délai d'inscription du privilège apportait une notable amélioration aux rigueurs de l'article 2 de la loi de 1909, faisait remarquer qu'une exception à la règle nouvelle devrait être admise en matière de partage, de licitation ou d'option pour la conservation d'un fonds de commerce faite par un époux survivant, la prise de possession étant alors fixée ordinairement au jour du décès de l'époux prédécédé, et que, dans ces divers cas, il y avait lieu de prendre comme point de départ l'acte de partage, la licitation ou l'acte contenant l'option.

La commission, pour donner aux délais de publication et d'inscription un point de départ unique et fixe, s'était d'abord ralliée à la solution qui servait les préférences du comité de législation commerciale.

Mais la question s'était posée alors de savoir s'il n'y aurait pas lieu, dans le cas où exceptionnellement l'inventaire n'aurait pu être achevé dans les trente jours de la date de l'acte, d'autoriser le vendeur à prendre une inscription complémentaire pour les marchandises dans un nouveau délai de quinzaine, par exemple, solution difficile d'ailleurs à admettre. Avec la prise de possession comme point de départ des délais, la question ne se pose pas, la date de la prise de possession pouvant toujours être fixée en raison de la longueur présumée de l'inventaire qui doit le précéder.

D'autre part, la nouvelle disposition de l'article 1er, paragraphe deuxième, qui rend l'enregistrement de l'acte obligatoire avant son dépôt au domicile élu pour la communication aux créanciers, se concilierait difficilement, dans l'industrie de la boulangerie, avec les exigences de la clause usuelle de garantie de cuisson.

La commission a donc cru devoir revenir à la solution adoptée dans la proposition de loi en y apportant quelques corrections jugées nécessaires.

C'est ainsi que la première insertion devra

suivre et non précéder la prise de possession, qui a lieu parfois à la date même de l'acte.

Le délai de dix jours pour la première publication peut être maintenu comme suffisant ; pendant ces dix jours, les journaux hebdomadaires paraîtront deux fois. La deuxième insertion ayant lieu du septième au quatorzième jour après la première, l'ordre pourra être donné d'avance de la faire dans le premier ou dans le second numéro qui suivra la première insertion, suivant les convenances de l'acquéreur.

Le point de départ des délais sera fixe et certain et connu des tiers puisque la date de la prise de possession du fonds est nécessairement indiquée dans l'acte et dans la publication et que, si elle faisait défaut dans l'un ou dans l'autre, les publications seraient nulles et devraient être recommencées.

Le changement de date de la prise de possession après les publications les rendrait également nulles et nécessiterait de nouvelles publications. Ici, il n'y a pas de place à l'appréciation du juge. Les tiers ont intérêt à connaître avec certitude le point de départ des délais de publication et d'inscription.

Ainsi que le demande la chambre des notaires de Paris, il y a lieu d'admettre une exception à la règle posée dans le premier paragraphe de l'article 3, et de décider qu'en matière de partage, de licitation ou d'option pour la conservation d'un fonds de commerce fait par l'époux survivant, le délai de vingt jours courra à partir de la date de l'acte, l'usage étant de fixer à la date du décès de l'époux prédécédé la prise de possession du fonds.

Il a paru à votre commission qu'il n'y avait lieu ni de prolonger ce délai à raison des distances, ni de prévoir le cas de force majeure (inondations, grève des transports ou de la poste), comme le demande la chambre des notaires. Le délai de vingt jours, avec la prise de possession comme point de départ, est largement suffisant ; et quant aux cas de force majeure, s'il s'en produit, on y pourvoira à l'avenir par des lois spéciales, comme on l'a fait dans le passé.

De même encore, la commission a été d'avis de maintenir la nullité absolue qui frappe l'inscription prise après l'expiration du délai fixé par la loi. Dire que l'inscription tardive produira son effet à compter de sa date, ce serait permettre le retour d'un abus qui consistait à retarder l'inscription pour ménager le crédit du débiteur.

Les délai de la loi. — Le dernier jour du délai, jour férié.

La chambre des notaires de Paris propose de décider dans la loi nouvelle que le dernier paragraphe de l'article 1033 du code de procédure civile soit applicable à tous les délais prévus dans cette loi, et ces délais sont nombreux et divers.

Ce paragraphe est ainsi conçu : « Toutes les fois que le dernier jour d'un délai quelconque de procédure, franc ou non, est un jour férié, ce délai est prorogé au lendemain. »

Ce texte a été substitué par la loi du 13 février 1895 au paragraphe ajouté à l'article 1033 du code de procédure civile par une loi du 3 mai 1862, qui avait donné lieu à des difficultés d'interprétation et qui était ainsi conçu : « Si le dernier jour du délai est un jour férié, le délai sera prorogé au lendemain.

« Par la loi nouvelle, disait dans son rapport au Sénat notre distingué et regretté ancien collègue M. Grivart, nous entendons marquer que le bénéfice de la prorogation doit s'étendre à tous les délais établis soit par le code de procédure, soit par des lois de procédure indépendantes du code. Avec la compréhension que nous lui attribuons, le nouveau texte embrassera sans distinction tous les délais impartis pour les significations et pour les actes judiciaires. Il s'appliquera même aux délais pour la préemption des jugements par défaut et pour celle des instances.

« Il est à peine besoin de faire observer que notre texte, partie intégrante d'un article du code de procédure, n'est pas appelé à régir les délais établis par le droit civil ni ceux qui résultent des stipulations contractuelles. Nous ne sommes, en effet, saisis que d'une proposition touchant à la procédure, et les motifs qui, en cette matière, militent en faveur d'une extension générale de la règle admise par l'article 162 du code de commerce, n'auraient pas la même force quand il s'agit de délais étrangers aux lois de procédure. »

En ce sens :

Cass. ch. civ., 26 novembre 1906 (D. P., 1907-1-180).

Il s'agit, en l'espèce, du délai d'appel en matière d'accident du travail, c'est-à-dire d'un délai de procédure. Il y a lieu à prorogation.

Cass., ch. civ., 27 avril 1900 (D. P., 1903 1-118).

L'article 1033 n'est pas applicable au délai de trente jours accordé à tout électeur pour présenter ses réclamations contre la confection de la liste électorale.

Trib. de comm. de la Seine, 7 janvier 1910 (D. P., 1910-2-316) : Est déclarée tardive et nulle la déclaration de créance faite au greffe du tribunal de commerce, en vertu de l'article 7 de la loi du 17 mars 1909, le seizième jour après la publication de l'apport en société d'un fonds de commerce, le quinzième jour étant un jour férié.

En sens contraire, le tribunal de commerce de Nantes a décidé, à tort, le 22 décembre 1911, que l'inscription de privilège du vendeur est prise valablement le seizième jour, si le quinzième est un jour férié. Vainement, le tribunal considère que les formalités établies par la loi du 17 mars 1909 pour la conservation ou l'établissement du privilège des vendeurs constituent une véritable procédure à laquelle s'appliquent, en l'absence de toute disposition spéciale contraire, les prescriptions générales de l'article 1033 du code de procédure civile. Le délai de quinzaine fixé par la loi de 1909 pour inscrire le privilège du vendeur d'un fonds de commerce n'est pas plus un délai de procédure que le délai de soixante jours fixé par l'article 2109 du code civil pour inscrire le privilège des copartageants.

Le sens et la portée du dernier paragraphe de l'article 1033 du code de procédure étant ainsi précisés, il en résulte avec évidence qu'il ne peut s'appliquer qu'aux délais de la proposition de loi qui constituent des délais de procédure. Sera-t-il toujours facile de distinguer dans la loi nouvelle les délais de procédure des autres délais qui n'ont pas ce caractère.

Les délais prévus par les articles 30 (ancien article 25), et suivants sont des délais de procédure (procédures de poursuites de ventes d'un fonds, de surenchère, de distribution de prix).

Nous estimons qu'il en est de même, bien que cela soit moins évident : 1° du délai de dix jours pour former opposition sur le prix (art. 21, § 4), bien qu'il s'agisse d'un acte extrajudiciaire, purement conservatoire, qui n'est pas le préliminaire d'une instance ; 2° du délai d'un mois à partir de la notification de la poursuite de vente d'un fonds de commerce accordé aux précédents vendeurs inscrits sur ce fonds pour exercer, s'il y a lieu, l'action résolutoire (art. 3, ancien art. 2).

Peut-on toujour tracer avec certitude la délimitation entre les délais de procédure et les autres délais établis par la loi civile ou commerciale, bien entendu, dont parle le rapport déjà cité ? Et n'est-ce pas le lieu de rappeler ce que disait le rapporteur lui-même, quand il s'exprimait ainsi : « S'il est une matière dans laquelle la clarté et la précision de la loi sont particulièrement indispensables, c'est celle des délais établis par les significations et pour l'accomplissement des actes judiciaires.

« Dans cet ordre de dispositions, toute erreur d'interprétation a une gravité singulière, car elle peut entraîner des déchéances irréparables, et, d'un autre côté, il ne faut pas perdre de vue que les textes réglementant les délais sont souvent consultés et appliqués par des personnes peu versées dans les matières de droit, inclinant aisément à l'interprétation la plus simple et nullement en mesure de se rendre compte, par leur propre lumière, des raisons de douter qui, en dépit de la clarté apparente, naissent parfois de l'examen critique de la loi. »

Nous inspirant de ces considérations, nous avons adopté le fond, mais non la forme de la proposition de la chambre des notaires. On ne peut pas, en effet, se référer au dernier paragraphe de l'article 1033, qui limite expressément son application aux seuls délais de procédure, si l'on veut étendre la disposition qu'il contient à tous les délais prévus par la loi en préparation.

La disposition serait ainsi rédigée :

« Toutes les fois que le dernier jour d'un délai prévu par la présente loi sera un jour férié, le délai sera prorogé au lendemain. »

Il paraît juste d'admettre que si le jour férié est suivi d'un dimanche, le délai sera prorogé au lundi. C'est, au surplus, l'interprétation qui a été donnée par le rapporteur au cours même de la discussion de la loi du 13 février 1895.

Le paragraphe 2 de l'article 3 nouveau reproduit le texte de l'article 2 de la loi de 1909, à l'exception de ces mots « établi par l'article 1656 du code civil » qui sont supprimés comme inutiles.

Ce paragraphe appelle une observation. Il porte :

« L'action résolutoire ne peut être exercée au préjudice des tiers après l'extinction du privilège. » C'est avec intention que le législateur de 1909, en empruntant cette disposition à l'article 7 de la loi du 23 mars 1855, n'a pas ajouté comme il est dit dans l'article 7 : « Au préjudice des tiers qui ont acquis des droits sur l'immeuble (dans l'espèce, sur le fonds de commerce) et qui se sont conformés aux lois pour les conserver. » Les tiers, au sens de l'article 3, ce sont tous ceux dont le fonds de commerce est devenu le gage spécial en général, qui luttent *de damno vitando* et ont intérêt à opposer l'extinction de l'action résolutoire, les créanciers chirographaires de l'acquéreur aussi bien que les créanciers inscrits sur le fonds.

Le vendeur qui n'aurait pas inscrit son privilège pourrait encore exercer l'action résolutoire contre son acquéreur et les héritiers de celui-ci.

Conséquences de la résolution.

Le paragraphe 3 de l'article 3 règle les conséquences de la résolution judiciaire ou amiable de la vente.

En cas de résolution de la vente, le vendeur est tenu de reprendre tous les éléments du fonds qui ont fait partie de la vente, même ceux pour lesquels son privilège et l'action résolutoire sont éteints. Il est comptable du prix des marchandises et du matériel au moment de sa reprise de possession. Toutefois, il a paru juste de dire qu'il ne serait tenu de prendre les marchandises que jusqu'à concurrence du prix de la vente.

Ici, l'auteur de la proposition a signalé une lacune dans ce texte : il y a lieu, en effet, de mettre les éléments incorporels sur la même ligne que le matériel et les marchandises ; ils doivent, comme eux, être repris par le vendeur, même si le privilège est éteint, c'est-à-dire si le prix en a été intégralement payé. Le vendeur doit les reprendre parce qu'ils ne peuvent être séparés du fonds, et il ne peut les reprendre sans en payer la valeur. D'où la nouvelle rédaction du texte : « Il est comptable de la valeur des éléments incorporels du fonds, du matériel et des marchandises au moment de sa reprise de possession... »

Si, par suite de l'imputation du payement comptant sur les éléments incorporels du fonds ceux-ci se trouvent libérés du privilège pour la plus grande partie, et s'ils ont conservé à peu près la valeur qu'ils avaient au moment de la vente, il ne serait pas juste que le vendeur les reprît sans tenir compte de leur valeur, en ce qu'elle excède ce qui lui reste dû par le privilège.

A l'inverse, si leur valeur a notablement diminué, il ne serait pas juste que le vendeur fût traité autrement qui ne l'est pour le matériel et les marchandises, et qu'il ne pût pas compenser les acomptes reçus, jusqu'à due concurrence, avec le montant de l'estimation dont il est comptable, en déduisant de cette estimation ce qui peut lui rester dû sur le prix des éléments incorporels.

Il n'y a aucune raison d'appliquer à ces éléments un forfait qui consacrerait une injustice tantôt au profit du vendeur, tantôt contre lui.

Le vendeur qui exerce l'action résolutoire est autorisé à retenir sur le montant de l'estimation des éléments incorporels du fonds, du matériel et des marchandises, ce qui peut lui rester dû par privilège sur les prix respectifs des marchandises, du matériel et des éléments incorporels du fonds.

Le surplus, s'il y en a, reste le gage des créanciers inscrits et, à défaut, des créanciers chirographaires.

Si le privilège est éteint soit sur les éléments incorporels, soit sur le matériel ou les marchandises, le vendeur est comptable de l'estimation, qui reste tout entière le gage des créanciers inscrits et, à défaut, des créanciers chirographaires.

En ce qui concerne les marchandises, les créanciers nantis ne sont pas, au sens de ce

qui précède, des créanciers inscrits, les marchandises étant exclues du nantissement.

La résolution de la vente remettant les choses dans le même état qu'avant la vente, les acomptes reçus doivent en principe être restitués.

Si le vendeur, n'ayant reçu que des acomptes, est encore créancier privilégié sur l'un ou sur chacun des trois éléments du fonds, sera-t-il, dans tous les cas, tenu à la restitution des acomptes? N'y aura-t-il pas lieu, au contraire, de faire une distinction, suivant que l'élément considéré aura augmenté ou diminué de valeur?

Première hypothèse : l'élément envisagé a augmenté de valeur.

Marchandises vendues	10.000
Acomptes reçus	3.000
Il reste dû par privilège	7.000
Marchandises reprises, 15,000 fr.	
Acomptes à restituer	3.000
Plus-value des marchandises	5.000
Le vendeur débourse	8.000
Il est couvert de ce qui lui reste dû	7.000
Total égal	15.000

Le résultat est le même si l'on applique littéralement le texte du paragraphe 3 :

Le vendeur doit l'estimation des marchandises reprises	15.000
Sous la déduction de ce qui lui reste dû par privilège	7.000
Il a à payer	8.000

Deuxième hypothèse, plus vraisemblable en présence d'une action résolutoire, le fonds a diminué de valeur :

Marchandises vendues	15.000
Acomptes reçus	3.000
Reste dû par privilège	12.000
Marchandises reprises	10.000
Le vendeur les reprend et reste à découvert de 2.000 fr.	2.000
S'il doit restituer l'acompte il reprend les marchandises	10.000
Mais il restitue	3.000
Il ne reçoit que	7.000
Sur sa créance privilégiée de	12.000

Sa perte est de 5.000 fr., c'est-à-dire de toute la différence de valeur entre les marchandises vendues et celles reprises.

Le premier système, consacré par le texte du paragraphe 3, est conforme à l'équité.

Si les acomptes restituables égalent la diminution de valeur, le vendeur ne souffre pas de préjudice.

Si la dépréciation est supérieure aux acomptes, la perte est seulement de l'excédent de la dépréciation sur les acomptes.

Les acomptes sont comme une garantie, une couverture contre la dépréciation éventuelle de celui des éléments du fonds sur lequel l'imputation des acomptes a eu lieu.

Les acomptes se compensent donc jusqu'à due concurrence avec la dépréciation. La compensation résulte bien du paragraphe 3: « Sous déduction de ce qui peut lui rester dû par privilège », c'est-à-dire du prix, moins les acomptes.

Cette solution est d'autant plus équitable que le vendeur n'a pas toute liberté de faire l'imputation des acomptes comme il l'entend pour la sauvegarde de ses intérêts.

Nous la croyons, en outre, juridique et conforme aux principes.

Elle a été consacrée, dès avant la loi du 17 mars 1909, par un arrêt de la cour de Paris du 22 mai 1901 (D. P. 1903, 2, 97). — Lorsque le vendeur qui exerce l'action résolutoire a déjà reçu des acomptes, le tribunal peut, nonobstant la faillite, ordonner que ces acomptes, au lieu d'être rapportés à la masse, se compenseront avec les dommages-intérêts prononcés au profit du vendeur et seront conservés par lui jusqu'à due concurrence.

« La décision de la cour, dit en note sous cet arrêt M. Percerou, dictée par un sentiment d'équité, peut se justifier en droit par la théorie des créances et dettes connexes. Quand c'est le même fait qui produit la créance et la dette, ou, pour employer l'expression romaine, quand elles naissent *ex eadem causa*, la doctrine reconnaît que l'article 446 du code de commerce cesse de s'appliquer et que la compensation demeure possible malgré la faillite.

« Créance de dommages-intérêts et dette des acomptes déjà versés, ajoute M. Percerou, sont bien des obligations connexes en sens inverse; elles naissent toutes deux d'un même fait, de la résolution de la vente pour défaut de payement du prix, Contraindre le vendeur à rembourser intégralement les acomptes déjà perçus, tandis qu'il ne toucherait qu'un dividende sur les dommages-intérêts, serait un résultat inique et contraire à la règle que la faillite ne fait pas obstacle à la compensation des dettes et créances connexes. »

« L'application rigoureuse de la règle qui met obstacle à la compensation à partir du jugement déclaratif conduirait à des conséquences iniques dans le cas où il s'agit de créances ayant une cause connexe, quand c'est le même fait qui a produit la créance et la dette, ou pour employer l'expression du droit quand elles sont nées *ex eadem causa*. La masse ne peut prétendre, au nom du créancier failli, à un payement intégral et offrir, au nom du failli débiteur, un payement on dividende. » (Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, t. VII, n° 217.)

Le paragraphe 5 nouveau a pour but de porter à la connaissance des tiers les résolutions de ventes de fonds prononcées en justice ou consenties à l'amiable, comme ont été portées à leur connaissance les ventes elles-mêmes. La sanction de cette obligation du vendeur qui rentre en possession de son fonds consistera dans la réparation du dommage que l'absence de publicité aura pu causer à des tiers.

(Article 4 (ancien art. 3.)

Paragraphe Ier

Le paragraphe 1er de l'article 3 de la loi du 17 mars 1909 est ainsi conçu :

« Toute vente ou cession de fonds de commerce, consentie, même sous condition ou sous la forme d'un autre contrat, ainsi que toute mise en société ou toute attribution de fonds de commerce par partage ou licitation, sera, dans la quinzaine de sa date, publiée... ».

Le paragraphe 1er de l'article 4 de la proposition de loi, qui doit remplacer le paragraphe 1er de l'article 3 ci-dessus, est ainsi conçu :

« Toute vente ou toute cession à titre onéreux de fonds de commerce, consentie même sous condition ou sous la forme d'un autre contrat : transaction, échange, dation en payement, bail de jouissance, d'apport dans une société commerciale ou civile; toute donation ou tout legs avec charges et toute attribution de fonds de commerce pour partager avec soulte ou par licitation, doivent être, dans la quinzaine de leur date, publiée... »

Cette nouvelle rédaction qui avait, sur le texte de la loi de 1909, l'avantage de soumettre expressément à la formalité de la publication toutes les cessions de fonds à titre onéreux, était ainsi expliquée brièvement dans l'exposé des motifs de la proposition de loi.

« il a paru nécessaire d'apporter plus de précision dans l'énumération des contrats soumis aux formalités de publication prescrites par l'article 4 et qui ont pour but d'empêcher que le propriétaire d'un fonds de commerce ne puisse s'en dessaisir au préjudice de ses créanciers.

« Toutes les mutations de fonds de commerce à titre onéreux, autres que la vente proprement dite, doivent y être comprises, notamment la transaction, l'échange, la dation en payement, le bail de jouissance, l'apport dans une société, qu'elle soit commerciale ou civile.

« Il en doit être de même des donations ou legs avec charges et des attributions de fonds par partage avec soulte ou par licitation, qui peuvent être assimilés à la vente au point de vue de la publicité. »

Le texte nouveau, en dehors de la vente, visait toutes les cessions à titre onéreux dans une énumération non limitative, et les donations ou legs avec charges, les attributions de fonds de commerce par partage avec soulte.

Ce texte était ainsi rédigé pour donner satisfaction à des critiques très vives adressées au texte de l'article 3 de la loi de 1909.

On a dit : « La loi a voulu, ce qui était légitime, étendre l'obligation de publier la vente aux aliénations autres que la vente. Elle l'a fait d'une manière incomplète, puisqu'elle laisse en dehors de ses dispositions, non seulement la donation (omission sans doute volontaire, mais qui n'en est pas moins singulière; car les donations onéreuses, notamment celles avec charges de payer une somme au donateur, auraient pu être assimilées à la vente), mais encore un nombre considérable de conventions à titre onéreux, telles que la transaction, l'échange, le bail. (*Journal des sociétés civiles et commerciales*, juin 1909, art. 1855, n° 2.)

« Il était juste d'asimiler à la vente toutes les opérations qui, comme elle, sont de nature à soustraire un fonds de commerce à l'action des créanciers. Si, à cet égard, un reproche peut être fait au législateur, c'est de n'avoir pas poussé l'assimilation plus loin, et de n'avoir pas également obligé les donataires ou les co-échangistes à respecter les droits des créanciers. » (Même journal, juillet 1909, n° 48.)

Le comité de législation commerciale a été d'avis, au contraire de maintenir le texte de la loi de 1909, l'énumération du texte nouveau étant inutile et risquant d'ailleurs d'être incomplète et de donner lieu à des difficultés d'interprétation.

Placée entre deux thèses différentes, sinon contraires, votre commission s'est efforcée de les concilier. Elle a pensé d'abord qu'on pouvait enlever tout caractère limitatif à l'énumération dont le comité de législation commerciale demande la suppression, en la faisant précéder du mot : notamment. Puis, elle a estimé que la nouvelle rédaction de la proposition de loi posant nettement le principe de l'obligation de la publication pour toutes les cessions à titre onéreux de fonds de commerce, l'énumération pouvait être supprimée sans inconvénient et qu'il suffirait que mention en fût faite dans le rapport.

En conséquence, le paragraphe 1er de l'article 4 a été ainsi rédigé : « Toute vente ou toute cession à titre onéreux de fonds de commerce, consentie même sous condition ou sous la forme d'un autre contrat, tout apport dans une société commerciale ou civile; toute donation ou tout legs avec charges et toute attribution de fonds de commerce, pour partage avec soulte ou pour licitation, doivent être, dans la quinzaine de leur date, publiés. » (Le reste comme dans la proposition de loi.)

Nous n'avons pas pensé qu'il y eût lieu, comme le demandait la chambre des notaires de Paris, d'étendre l'application du paragraphe 1er.

1° A l'apport en mariage par la femme d'un fonds de commerce avec vente à la communauté. Il y a là une véritable vente qui tombe sous le coup du paragraphe 1er;

2° A l'option par l'époux survivant pour la conservation du fonds de commerce, en vertu d'une clause de son contrat de mariage. Le survivant, par le fait de son option, devient débiteur du prix fixé par le contrat ou à fixer par une expertise; à ce titre il doit être assimilé à un acheteur. S'il conservait le fonds sans en payer la valeur, ce serait un préciput non opposable aux créanciers. Le préciput est un prélèvement fait sur la communauté avant partage et les articles 1515 et 1919 sont alors applicables.

Les créanciers, même chirographaires, ont le droit de saisir le fonds, même si c'est à la femme que le préciput doit profiter.

« Les effets qui constituent le préciput, confondus dans la communauté pendant sa durée ne deviennent pas de plein droit, à la dissolution, la propriété du survivant. Ils continuent à faire partie de la masse jusqu'au prélèvement effectif qui ne doit s'opérer que sur l'actif net. Les créanciers de la communauté peuvent donc jusque-là faire saisir et vendre ces effets, sauf le recours de l'époux, conformément à l'article 1515. » (Demante-Colmet de Santerre, n° 186);

3° Aux résolutions de toute nature, pour permettre aux créanciers chirographaires de contrôler et assurer l'exercice du droit que leur donne éventuellement l'article 3, paragraphe 5, en ce qui concerne l'excédent de valeur de chacun des éléments du fonds sur ce qui reste dû par privilège sur chacun d'eux au vendeur qui exerce l'action résolutoire.

Le vendeur, s'il n'y a pas de créancier inscrit, du chef de l'acquéreur qui absorbe cette plus value, en reste débiteur vis-à-vis de l'acquéreur et de ses créanciers chirographaires. Mais ce n'est là qu'une éventualité bien incertaine, quand le vendeur est obligé de reprendre son fonds. Cela ne suffit pas à justifier la publication de la résolution, de toutes les résolutions, même celles ne présentant pas l'éventualité en question. Le vendeur n'aura-t-il pas à réclamer à son acquéreur des dommages-intérêts pour lesquels il sera lui-même son créancier?

4° Aux adjudications sur surenchère prononcées au profit de toute personne autre que l'acquéreur surenchéri.

L'acquéreur surenchéri est tenu, sous sa responsabilité, de remettre, dans ce cas, à l'adjudicataire, les oppositions formées entre ses mains, s'il ne les a pas fait connaître antérieurement par une mention au cahier des charges; l'effet de ces oppositions est reporté sur le prix d'adjudication. Faute de satisfaire à cette obligation ou de déclarer qu'aucune opposition n'a été formée entre ses mains, il est passible de tous dommages-intérêts envers l'adjudicataire qui fera publier l'adjudication prononcée à son profit aux frais dudit acquéreur surenchéri et pourra, dans tous les cas, prélever sur son prix le coût de la publication (art. 7, § 9, de la proposition de loi). Cette disposition, ajoutée à l'ancien texte, ne prescrit une seconde publication et cela suffit, que dans le cas où l'acquéreur surenchéri n'a pas fait connaître les oppositions formées entre ses mains ou déclaré qu'il n'en a pas reçu;

5° Aux dons et legs de fonds de commerce, sans charges.

Si la cession est purement gratuite, s'il n'y a pas de prix sur lequel on puisse former opposition, pourquoi exiger la publication? Les créanciers du donateur ou du testateur auront l'action paulienne, ils attaqueront l'acte comme fait en fraude de leurs droits. Ils seront, d'ailleurs, prévenus de la mutation par le changement de propriétaire.

S'il s'agit d'un testament, ils auront, en outre, l'action en séparation des patrimoines;

6° Aux attributions de fonds de commerce par partage, même s'il n'y a pas de soulte.

Si le partage a lieu sans soulte, il n'y a pas de prix sur lequel les créanciers puissent faire opposition.

Les créanciers sauvegarderont leurs droits en demandant la séparation des patrimoines. (Boutaud et Chabrol, *Traité général des fonds de commerce*. Supplément n° 51. — Montier et Faucon, *Vente et nantissement des fonds de commerce*, 3e édition, n° 272.)

Dans ce cas et dans le précédent, on peut dire que les tiers auraient intérêt à être prévenus de la mutation. Mais ne dépend-il pas d'eux de la connaître et peuvent-ils l'ignorer longtemps: dans le premier cas, le propriétaire du fonds en est dessaisi, dans le second, il est décédé.

Paragraphe 2.

Il est complété par une addition ainsi conçue : « Si l'acte de vente ou l'extrait qui en a été publié ne contiennent pas la date de la prise de possession, la publication est nulle ».

Cette sanction est indispensable pour assurer le respect de la loi en ce qui concerne la fixité du point de départ des délais de publication et d'inscription et la connaissance que doivent en avoir les tiers.

Paragraphe 3.

Ce paragraphe contient une innovation depuis longtemps réclamée, ainsi que le constate en ces termes l'exposé des motifs de la proposition :

« On s'est plaint de l'insuffisance de la publicité qui résulte de la double insertion de la vente dans un journal d'annonces légales du ressort du tribunal ou de l'arrondissement. Cette publicité dans une feuille peut-être très peu lue, ne touche pas toujours les créanciers locaux et, dans tous les cas, est le plus souvent ignorée des créanciers éloignés, notamment des fournisseurs qui ont été en relations d'affaires avec le vendeur du fonds.

« Aussi a-t-on demandé que, tout en maintenant la première publication dans un journal local, les secondes publications fussent réunies dans un organe éentral, à Paris, pour toute la France.

« Ce vœu nous a paru devoir être accueilli, et nous avons pensé que le *Journal officiel*, dont un bulletin annexe est réservé aux annonces légales, était tout indiqué pour être cet organe central. Nous concevons la seconde publication sous la forme d'un tableau divisé en cinq colonnes, qui contiendraient : la première, la date du contrat; la deuxième, les nom, prénoms et domicile de l'ancien propriétaire; la troisième, les nom, prénoms et domicile du nouveau propriétaire; la quatrième, la nature et le siège du fonds; la cinquième, une élection de domicile dans le ressort du tribunal. Les publications seraient groupées par départements et, pour chaque département, dans l'ordre alphabétique, pour faciliter les recherches.

« En tête de la première page, en caractères très apparents, une note rappellerait que les oppositions sur le prix doivent être formées dans les dix jours au plus tard à partir de la publication au *Journal officiel*.

« Le prix de l'insertion ainsi entendue devrait être peu élevé et comprendre le coût et l'envoi d'un numéro justificatif légalisé. Autant que les statistiques actuelles permettent de le prévoir, le nombre des insertions ne devrait pas être inférieur à 30,000 chaque année, ce qui supposerait une moyenne de près de 300 insertions par numéro, en admettant que le bulletin annexe au *Journal officiel* paraisse deux fois par semaine.

« L'article 4, paragraphe 3, laisse à un règlement d'administration publique le soin de déterminer les conditions, la forme et le prix des insertions. »

Le comité de législation commerciale, qui s'était déjà prononcé, antérieurement, en faveur de la centralisation dans une feuille officielle unique des secondes publications de cessions de fonds de commerce, a adopté le texte suivant : « La publication sera renouvelée, dans la quinzaine après la première insertion dans un bulletin rédigé à Paris sous la direction de M. le ministre du commerce et de l'industrie et publié chaque semaine comme supplément au *Moniteur officiel du commerce*. Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la disposition qui précède. »

Le comité a été d'avis de maintenir le délai de quinzaine pour la première publication, avec la vente comme point de départ, et de maintenir aussi le texte actuel qui dispose que la seconde publication doit avoir lieu du huitième au quinzième jour, ou plus exactement du septième au quatorzième jour c'est-à-dire pour les journaux hebdomadaires, dans le premier ou le second numéro qui suit la première insertion.

La commission, qui s'est ralliée à l'opinion du comité sur ces deux points, a donné sa préférence à un bulletin spécial hebdomadaire annexe au *Journal officiel*, sur un Bulletin publié en supplément au *Moniteur officiel* du commerce, qui paraît seulement une fois par semaine. Il y a, au *Journal officiel*, une organisation administrative qui relève directement du ministère de l'intérieur et des moyens d'exécution rapide qui donnent toutes garanties.

La loi du 17 mars 1909 a été, pour le budget de l'Etat, la source d'un accroissement continu des droits perçus sur les ventes de fonds de commerce, qui se sont élevés de 9,530,642 fr. en 1903, à 14,684,00) fr. en 1913, soit une majoration de plus de 5 millions en moins de cinq ans. Ces résultats permettent à l'Etat de ne pas se montrer exigeant pour la création du bulletin spécial, annexe au *Journal officiel*, et de demander seulement que cette création ne soit pas onéreuse pour lui. D'après des calculs établis sur des renseignements sérieux, faciles à contrôler, la publication du bulletin bi-hebdomadaire laisserait encore à l'Etat un bénéfice appréciable en fixant à 5 fr. au plus le coût des insertions, y compris le numéro légalisé et son envoi, et à 6 fr. au plus le prix de l'abonnement annuel. Pour étendre la publicité du bulletin spécial, un exemplaire de chaque numéro devait être adressé gratuitement à chacun des tribunaux de commerce et des tribunaux civils jugeant commercialement, pour être affiché dans l'auditoire du tribunal.

La commission ayant cru devoir maintenir la seconde insertion dans le journal local, le paragraphe 3 est ainsi rédigé ;

» Du septième au quatorzième jour à partir de la première insertion, la publication sera renouvelée dans le journal d'annonces légales du ressort du tribunal ou de l'arrondissement et dans un bulletin spécial, bi-hebdomadaire, annexe au *Journal officiel*. Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la disposition qui précède. »

Il dépendra des parties d'abréger notablement les délais de publication, en rapprochant le plus possible la première insertion de la date de la vente et en faisant la seconde dans le numéro suivant du journal d'annonces légales du ressort ou de l'arrondissement, s'il ne paraît qu'une fois la semaine.

Paragraphe 4.

La loi du 31 juillet 1913, ayant pour objet de modifier l'article 3 de la loi du 17 mars 1909 (art. 4 de la proposition de loi), n'a rien changé aux paragraphes 1, 2 et 3, non plus qu'au paragraphe 5 et dernier.

Le paragraphe 4 a reçu, au contraire, une modification très importante, tendant à la limitation du privilège du bailleur, par l'intercalation de cette phrase : « Le bailleur ne peut former opposition pour loyers en cours ou à échoir, nonobstant toutes stipulations contraires. »

La loi du 31 juillet 1913 a, en outre, fait suivre le paragraphe 4 de trois paragraphes nouveaux qui déterminent la compétence du juge des référés en matière d'opposition sur le prix.

Ces modifications et additions ont été insérées textuellement dans l'article 4 de la proposition de loi soumise à votre adoption. Quant à la disposition transitoire qui forme l'article 2 de la loi du 31 juillet 1913, elle sera reproduite dans les dispositions transitoires de la loi en préparation. Il y aura lieu, dès lors, d'abroger purement et simplement la loi elle-même, devenue partie intégrante de la loi nouvelle (1).

L'élection de domicile dans le ressort du tribunal de la situation du fonds exigée à peine de nullité, permettra au vendeur d'y notifier les demandes en mainlevée d'opposition, qui peuvent avoir un caractère d'urgence, et aussi d'y faire les significations nécessitées par la procédure de distribution judiciaire du prix.

La commission n'a pas cru devoir admettre la restriction proposée par le comité de législation : « Si le créancier opposant n'y est pas domicilié ». Si le créancier est domicilié dans le ressort, il pourra élire domicile chez lui, mais le domicile ainsi élu subsistera, même s'il vient à décéder, où s'il va habiter hors du ressort sans prendre la précaution de notifier à l'acquéreur une autre élection de domicile dans le ressort. (Demolombe, t. 1, n° 315, Aubry et Rau, 5e édition, t. I, § 90); Baudry-Lacantinerie et Houques, t. I, n° 1035. Paris 15 mai 1885, D. P., 88-2-152).

D'accord avec le comité de législation commerciale, la commission a décidé que les oppositions sur le prix pourraient être faites par lettre recommandée avec avis de réception. Le créancier aurait, bien entendu, dit M. Tissier dans un précédent rapport au comité de législation commerciale, à justifier que son opposition, faite par lettre recommandée, est bien conforme aux exigences de la loi.

La commissisn a décidé, en outre, que la vente ou cession de fonds dont le prix est inférieur à 2,000 fr. n'est assujettie qu'à une seule publication, dans le journal d'annonces légales du ressort du tribunal ou, à défaut, de l'arrondissement; le délai d'opposition court du jour de cette publication unique.

Si la seconde publication n'a pas lieu le même jour dans le journal local et dans le bulletin annexe au *Journal officiel*, le délai d'opposition court du jour de la publication qui a eu lieu la dernière.

La commission a rédigé comme suit le paragraphe 4 : « Dans dix jours au plus tard après la seconde publication, tout créancier de l'ancien propriétaire, que sa créance soit ou non exigible, pourra fournir au domicile élu par simple acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception, opposition au payement du prix; l'opposition à peine de nullité, énoncera le chiffre et les causes de la créance et contiendra une élection de domicile dans le ressort du tribunal de la situation du fonds. Si la seconde publication n'a pas été faite le même jour dans le journal local et dans le bulletin annexe au *Journal officiel*, le délai d'opposition court du jour de la publication qui a eu lieu la dernière. La vente ou cession de fonds dont le prix est inférieur à 2,000 fr. n'est assujettie qu'à une seule publication, qui est faite dans le journal d'annonces légales du ressort du tribunal ou, à défaut, de l'arrondissement; le délai d'opposition court du jour de cette publication unique. Le bailleur ne peut former opposition pour loyers en cours ou à échoir, et ce nonobstant toutes stipulations contraires. Aucun transport amiable ou judiciaire du prix, ou de portion du prix, ne sera

(1) Nous n'avons pas à rappeler ici les motifs qui ont déterminé le vote de la loi du 31 juillet 1913. Nous nous bornons à renvoyer aux travaux préparatoires : Proposition Réville, député, 7 juin 1911 (Annexe n° 1015. Doc. parl. S. O. 1911, p. 528. Rapport Bureau, 27 juin 1912 (Annexe n° 2064. Doc. parl. S. O. 1912, p. 1430). Rapport Cordelet, sénateur, 20 décembre 1912. (Annexe n° 409, Doc. parl. S. E. 1912, p. 161.) Adoption par le Sénat, avec modifications, le 11 mars 1912. 2e rapport Bureau, 12 juin 1913 (Annexe n° 2840. Doc. parl. S. O. 1913, p. 1053). Adoption par la Chambre des députés, sans discussion.

opposable aux créanciers qui se seront ainsi fait connaître dans ce délai.

Paragraphe 5.

Le comité de législation commerciale propose de faire précéder les trois paragraphes introduits dans l'article 4 par la loi du 31 juillet 1913, d'un paragraphe nouveau ainsi conçu : « Les demandes en mainlevée des oppositions sont jugées par le tribunal civil de la situation du fonds. » Le commencement du paragraphe suivant serait légèrement modifié : « Néanmoins, en cas d'opposition au payment du prix... »

Ainsi serait résolue une question controversée : « Si le président du tribunal civil, dit le rapporteur du comité, est compétent en référé pour autoriser le payement du prix au vendeur moyennant consignation des sommes réclamées par les opposants, ou sans tenir compte des oppositions sans cause ou irrégulières, il peut s'agir de créances n'ayant pas de caractère commercial ; et d'ailleurs il serait logique d'attribuer, en général, compétence au tribunal civil pour statuer sur les demandes en mainlevée d'oppositions. Il y aurait quelque discordance à donner compétence au fond, pour les décisions définitives, au tribunal de commerce et à donner compétence pour les mesures provisoires au président du tribunal civil en référé.

Ce dernier argument ne nous a pas paru déterminant. Si le législateur de 1913, dans la loi du 31 juillet, a cru devoir attribuer au président du tribunal civil, statuant au référé, une compétence d'ailleurs limité à des cas qu'il s'est efforcé de préciser, c'est qu'il a reculé devant l'extension aux tribunaux consulaires de la procédure de référé. Il a voulu aussi remédier à certains abus pouvant résulter d'oppositions formées sans titre et sans permission du juge.

Le fait que les oppositions peuvent avoir quelquefois un caractère civil ne suffit pas pour entraîner la compétence du tribunal civil dans tous les cas. Presque toujours, au contraire, les oppositions seront fondées sur une cause commerciale, et il serait abusif de priver les parties des avantages que leur procure la juridiction consulaire, rapidité de la procédure, économie des frais.

Ici, une solution absolue ne s'impose pas, comme en matière de distribution de prix de vente de fonds ; et il a paru à votre commission qu'il suffisait de s'en référer aux règles générales de compétence pour donner satisfaction à tous les intérêts légitimes.

Elle a donc rédigé ainsi le nouveau paragraphe 5 :

« La demande en mainlevée des oppositions est portée, suivant les distinctions établies dans l'article 631 du code de commerce, soit devant le tribunal de commerce, soit devant le tribunal civil de la situation du fonds. »

Aux termes de l'article 631 du code de commerce, les tribunaux de commerce connaissent : 1° des contestations relatives aux engagements et transactions entre négociants, marchands et banquiers ; 2° des contestations entre associés, pour raison de commerce ; 3° de celles relatives aux actes de commerce entre toutes personnes. Les articles 632 et 633 énumèrent les actes qui sont réputés actes de commerce.

En dehors des actes réputés actes de commerce, quelle que soit la qualité de leurs auteurs, les tribunaux de commerce ne sont seuls compétents que si l'acte qui donne lieu à un litige a un caractère commercial à l'égard de l'une des deux parties, mais lors même que l'acte est incontestablement commercial à l'égard de l'une dess parties, la partie qui n'a pas fait acte de commerce a la faculté d'actionner l'autre partie à son choix, devant le tribunal de commerce dont celle-ci est justiciable, à raison de la nature commerciale de son engagement, ou devant la juridiction civile.

La juridiction civile devient aussi facultative pour le demandeur quand il n'y a eu pour lui qu'une opération civile. Elle n'est obligatoire que lorsque, selon les termes de l'article 631 précité, la contestation est élevée à l'occasion d'actes de commerce entre commerçants, ou entre toutes autres parties à l'égard desquelles l'opération est indistinctement commerciale. La jurisprudence est depuis longtemps fixée sur ce point (cassation 12 décembre 1836 ; 6 novembre 1843 ; 10 novembre 1858 ; 25 juillet 1864 ; 26 juin 1867. Chambre civile, rejet 28 octobre 1896, D. P., 1897-1-583 ; chambre civile, cassation 30 novembre 1897, D. P., 1898-1-327 ; Limoges, 30 décembre 1899, D. P., 1902-2-35).

Paragraphes 6, 7 et 8 (loi du 31 juillet 1913).

Le paragraphe 6, pour se relier au paragraphe 5, commencera ainsi : « Néanmoins, en cas... »

Article 5 (ancien art. 4).

Il y a lieu de supprimer dans cet article ce qui est relatif à l'Algérie et aux colonies. L'article 44 (ancien art. 33), qui, dans sa rédaction primitive, se bornait à déclarer la loi applicable à l'Algérie et aux colonies, ayant été remplacé, au cours de la deuxième délibération, par le texte actuel qui laisse à un règlement d'administration publique le soin de déterminer les conditions d'application de la loi à l'Algérie et aux colonies.

Le paragraphe 2 a été complété et rendu plus clair.

L'article 5 est ainsi rédigé :

« Si la vente ou cession d'un fonds de commerce comprend des succursales, l'inscription et la publication prescrites par les articles 3 et 4 doivent être faites également dans chacun des ressorts où ces succursales ont leurs sièges.

« Si une succursale forme l'unique objet de la cession, la publication doit être faite dans le ressort du tribunal où se trouve l'établissement principal et dans le ressort de la situation de la succursale, avec élection de domicile dans chacun desdits ressorts. »

Article 6.

Le comité de législation commerciale propose d'insérer dans la loi un article 6 qui serait ainsi conçu :

« En cas de vente d'un fonds de commerce sans situation fixe, l'inscription du privilège du vendeur est prise sur le registre tenu au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel le vendeur à son domicile ou sa résidence fixe, d'après la déclaration qu'il en a faite conformément à l'article 1er de la loi du 16 juillet 1912, et dont il sera fait mention dans l'acte (1).

« La première publication prescrite par l'article 4, paragraphe 1er, est faite dans un journal d'annonces légales du ressort de ce tribunal ou, à défaut, dans un journal d'annonces légales de l'arrondissement. »

La commission ayant décidé le maintien de la seconde publication dans une feuille locale, indépendamment de la seconde publication dans le bulletin annexe au *Journal officiel*, le second paragraphe doit être ainsi rédigé :

« Les publications dans une feuille locale prescrites par l'article 4 sont faites dans un journal d'annonces légales du ressort de ce tribunal ou, à défaut, dans un journal d'annonces légales de l'arrondissement. »

Le comité de législation commerciale s'est proposé d'étendre, autant que possible, aux fonds de commerce sans situation fixe, qui peuvent avoir une grande valeur (comme les manèges forains, etc.), les dispositions de la loi de 1909.

S'agissant de fonds sans situation fixe, on s'attache pour l'inscription du privilège et la publication de la vente, au domicile ou à la résidence du vendeur portés à la connaissance des tiers par la déclaration qui doit en être faite, aux termes de la loi du 16 juillet 1912, à la préfecture ou à la sous-préfecture, et dont l'effet subsiste tant qu'elle n'a pas été modifiée par une autre déclaration qu'il y a lieu de prévoir dans un paragraphe 3 ainsi conçu :

« La déclaration d'un nouveau domicile ou d'une nouvelle résidence doit faire connaître le lieu où la précédente déclaration a été reçue ; elle ne produit ses effets qu'à partir du jour où elle a été mentionnée en marge de la précédente ; les deux premiers paragraphes de l'article 28 deviennent alors applicables. »

La commission adopte le nouvel article 6 ainsi modifié et complété.

Article 7 (ancien article 5).

L'article 7 organise la communication aux créanciers inscrits ou opposants de l'acte de vente ou de cession et des oppositions, détermine les conditions et formalités de la surenchère du sixième, ainsi que la procédure à suivre pour parvenir à l'adjudication.

Il a été nécessaire de le compléter par un certain nombre de dispositions.

Afin de mieux préciser dans la loi l'obligation personnelle de l'acquéreur et le droit pour les créanciers inscrits ou opposants à prendre communication de l'acte de vente et des oppositions, le paragraphe 1er est ainsi adigé :

« Pendant les vingt jours qui suivent la publication unique ou la seconde publication, suivant les cas, l'acquéreur est tenu de déposer, au domicile élu, un des originaux ou une expédition de l'acte de vente ou de cession, et il est tenu de le communiquer, ainsi que les oppositions, à tout créancier inscrit ou opposant et au vendeur, qui peuvent en prendre communication sans déplacement. »

Cette nouvelle rédaction rend inutile le paragraphe 2 qui est supprimé, à l'exception de la disposition finale. Il a paru à la commission, pour prévenir toute difficulté sur ce point, qu'il était utile de dire que l'acquéreur ou son mandataire pouvait exiger une décharge mentionnant la date de la communication et les pièces communiquées.

Le paragraphe 3 (devenu le paragraphe 2) est ainsi rédigé :

« Si le prix ne suffit pas à désintéresser les créanciers et ceux qui se sont révélés par des oppositions au plus tard dans les dix jours qui suivent soit la publication unique, soit la seconde publication, ces créanciers peuvent former dans les dix jours qui suivent l'expiration du délai d'opposition, en se conformant aux prescriptions de l'article 38 ci-après, une surenchère du sixième du prix principal du fonds de commerce, non compris le matériel et les marchandises. Toutes les dispositions de l'article 38 ci-après, non contraires à celles du présent article, sont au surplus applicables à la surenchère du sixième. »

Le paragraphe 4, devenu paragraphe 3, contient la sanction de l'obligation imposée à l'acquéreur d'effectuer le dépôt de l'acte de vente au domicile élu et de le communiquer, ainsi que les oppositions, à tout créancier inscrit ou opposant. Il est ainsi conçu : « Le délai de surenchère ne court pas dans le cas où le dépôt ou la communication soit de l'acte de vente, soit des oppositions n'auraient pas eu lieu ou auraient été incomplets. »

Si le vendeur est déclaré en faillite ou admis au bénéfice de la liquidation judiciaire avant l'expiration du délai fixé pour la surenchère du sixième, il y a lieu d'autoriser tout créancier à la former sans être tenu de faire opposition ni de justifier de l'insuffisance du prix pour désintéresser les créanciers. S'il y a faillite, le syndic seul peut toucher le prix. S'il y a liquidation judiciaire, le vendeur ne peut le toucher qu'avec l'assistance du liquidateur, et, dans les deux cas, il y a présomption de l'insuffisance du prix.

Quant au syndic, ce n'est qu'au bout de six semaines environ après le jugement déclaratif de la faillite, qu'il est en mesure de consulter les créanciers sur l'opportunité d'une surenchère et de savoir s'il y aura un acquéreur. Il y a donc lieu de lui accorder, pour former la surenchère, un délai de quarante jours à partir de la déclaration de faillite. L'avant-dernier paragraphe de l'article 38 doit être déclaré inapplicable à la surenchère du syndic. Autrement l'acquéreur surenchéri ne courrait aucun risque en restant adjudicataire, puisqu'il aurait son recours contre la masse de la faillite et que l'effet utile de la surenchère se trouverait ainsi annulé.

Tel est l'objet du paragraphe 4.

Le paragraphe 5 reproduit le paragraphe 4 de l'article 38, qui ne vise que le consentement à l'abandon de la surenchère des créanciers inscrits, en le complétant ainsi : « et de tous les créanciers opposants ».

Le comité de législation commerciale propose, pour simplifier le texte du paragraphe 6, de le rédiger ainsi : « La surenchère du sixième n'a pas lieu après toute vente judiciaire d'un fonds de commerce faite aux enchères publiques. »

Les deux textes ne sont pas équivalents. Le texte de la proposition exige que la vente aux enchères publiques soit publiée conformément à l'article 32 (ancien art. 17).

Enfin, le dernier paragraphe de l'article 7 imposant à l'acquéreur surenchéri dépossédé, l'obligation de remettre à l'adjudicataire les oppositions formées entre ses mains, il faut prévoir le cas où il ne satisfait pas à cette obliga-

(1) Loi du 16 juillet 1912, article 1er :

« Tout individu domicilié en France ou y possédant une résidence fixe qui voudrait, quelle que soit sa nationalité, exercer une profession, une industrie ou un commerce ambulants, sera tenu d'en faire la déclaration à la préfecture ou à la sous-préfecture de l'arrondissement où il a son domicile ou sa résidence fixe. »

tion ou ne déclare pas qu'aucune opposition n'a été formée, et décider, dans l'intérêt des créanciers du vendeur et pour leur permettre de se faire connaître, que l'adjudicataire devra publier l'adjudication prononcée à son profit, aux frais de l'acquéreur dépossédé et pourra, dans tous les cas, en prélever le coût sur son prix.

Article 8 (article 7 ancien).

Le nouveau texte de l'article 7 de la proposition de loi est ainsi expliqué par son auteur :

« L'article 7 de la loi du 17 mars 1909 a donné lieu à des objections fondées.

« On a fait remarquer que, sans distinguer entre l'apport d'un fonds de commerce dans une société déjà formée et l'apport dans une société au moment de sa constitution, l'acte qui le constate devrait être, dans tous les cas, soumis à la publication prescrite par l'article 4 ci-dessus (article 3 de la loi du 17 mars 1909). »

On a fait observer, en outre, que la sanction attachée à cette obligation ne pouvait être la même dans tous les cas, qu'il s'agisse d'un apport à titre onéreux, d'un apport pur et simple ou d'un apport mixte.

Si l'apport est à titre onéreux, c'est-à-dire fait moyennant une somme déterminée ou un autre équivalent, il est en réalité une vente ou un échange. Si c'est une vente, le prix peut être frappé d'opposition par les créanciers de l'apporteur qui, en cas d'insuffisance de ce prix pour désintéresser les créanciers inscrits ou opposants, pourront former la surenchère du sixième.

Si l'apport à titre onéreux est un échange, les créanciers peuvent former opposition et exercer leurs droits sur l'équivalent reçu en contre échange par leur débiteur (propriétaire du fonds de commerce échangé) et sur la soulte s'il en existe une.

Si, au contraire, l'apport est pur et simple, c'est-à-dire s'il est rémunéré exclusivement par des droits sociaux, par une part dans les bénéfices et éventuellement dans l'actif social, le droit des créanciers de l'apporteur ne peut plus s'exercer que sur le fonds lui-même ; c'est une espèce de droit de suite qu'il faut leur reconnaître, en les autorisant à poursuivre la vente du fonds, si la société dans laquelle l'apport a été fait ne consent pas à les désintéresser ou à offrir de leur payer la valeur du fonds d'après expertise.

Cette alternative laissée à la société lui permet de conserver le fonds si elle y a intérêt, et elle n'est plus exposée à se voir déclarer responsable d'un passif qui peut être très supérieur à la valeur du fonds. Le préjudice causé aux créanciers par l'apport pur et simple n'est que de la valeur du fonds, et il est équitable de limiter à cette valeur la responsabilité de la société. Tel est l'objet du nouvel article 7, applicable même en cas d'apport mixte, le droit des créanciers, si la société ne les désintéresse pas intégralement ou n'offre pas de leur payer la valeur du fonds à dire d'experts, étant toujours de poursuivre la vente du fonds.

Paragraphe 1er.

Le comité de législation commerciale demande la suppression dans le paragraphe 1er de ces mots : « pur et simple ou mixte », comme n'ayant pas un sens juridique bien précis.

Bien que nous ayons trouvé ces expressions sous la plume de jurisconsultes autorisés, nous les remplaçons par les définitions qui en sont données dans le commentaire même du paragraphe, lequel sera ainsi rédigé :

« Dans la quinzaine au plus tard soit de la publication unique, soit de la seconde publication, suivant les cas, de l'acte constatant l'apport en société d'un fonds de commerce, effectuée conformément à l'article 4 de la présente loi, tout créancier non inscrit de l'associé qui a fait l'apport, si cet apport est rémunéré exclusivement ou partiellement par des droits sociaux, fera connaître au greffe du tribunal de commerce de la situation du fonds sa qualité de créancier et la somme qui lui et due, ou, si la somme n'est pas liquide, les causes de la créance. Il lui sera délivré par le greffier un récépissé de sa déclaration. »

Lorsque l'apport est mixte, c'est-à-dire rémunère partie par des droits sociaux (actions ou parts de fondateur, part dans les bénéfices) et pour le surplus en une somme d'argent ou en prestations non aléatoires, pouvait-on obliger les créanciers de l'apporteur à former opposition sur les espèces ou valeurs stipulées par leur débiteur comme prix pour partie de son apport? Il a paru plus simple et en même légitime de traiter l'apport mixte comme l'apport pur et simple.

Paragraphe 2.

Le comité de législation, tout en adhérant à la solution proposée, avait présenté un texte moins synthétique et, par suite, plus clair, que la commission avait d'abord accepté :

« Au cas d'apport à une société déjà constituée, les associés ou l'un d'eux peuvent former, dans la quinzaine suivante, devant le tribunal de commerce de la situation du fonds, une demande en résolution de l'apport; si cette demande n'est pas formée ou si la résolution n'est pas prononcée par le tribunal, tout créancier qui a fait la déclaration prescrite par le paragraphe précédent peut, à moins que la société n'offre le payement de la valeur du fonds d'après expertise, poursuivre contre son débiteur la vente du fonds devant le tribunal de commerce de la situation du fonds, suivant les règles des articles 30, paragraphes 5, 6, 7 et 8, et 32 de la présente loi.

« En cas d'apport à une société nouvelle en formation, les associés ou l'un d'eux peuvent former, dans le délai de quinze jours, devant le tribunal de la situation du fonds, une demande en annulation de l'acte de société. Si cette demande n'est pas formée, ou si l'annulation n'est pas prononcée, tout créancier qui a fait la déclaration prescrite peut poursuivre la vente du fonds comme il est dit ci-dessus. »

Mais, lors d'une seconde revision du texte de l'article 8, il a été fait observer qu'il serait préférable de ne pas intervenir dans les rapports des associés entre eux et de les laisser sous l'empire de la législation générale sur les sociétés pour régler ces rapports.

En conséquence, les deux derniers paragraphes de l'article 8 ont été remplacés par le paragraphe suivant :

« Tout créancier qui a fait la déclaration prescrite par le paragraphe précédent peut, à moins que la société n'offre le payement de la valeur du fonds d'après expertise, poursuivre contre son débiteur la vente du fonds devant le tribunal de commerce de la situation du fonds, suivant les règles des articles 30, paragraphes 5, 6, 7 et 8, et 32 de la présente loi. »

Paragraphe 3.

Ce paragraphe, par suite du dédoublement du paragraphe 2, devient le paragraphe 4. Il n'a pas besoin de commentaire.

Article 9 (nouveau).

« En cas de location commerciale ou industrielle, les dispositions de l'article 1717 du code civil deviennent applicables. Toutefois, si le bail stipule que la sous-location ou la cession du bail peut avoir lieu avec le consentement du bailleur ou au profit d'une personne agréée par lui, le bailleur ne peut refuser d'accepter comme sous-locataire ou cessionnaire du bail la personne à laquelle le fonds de commerce a été transmis, à moins de motifs graves dont l'appréciation peut être soumise aux tribunaux civils ou aux juges de paix dans la limite de leur compétence. »

Votre commission a été d'avis d'adopter ce texte proposé par le comité de législation commerciale et qui a fait l'objet d'un très remarquable rapport de M. Tissier, que nous nous bornerons à reproduire ou à résumer dans ses parties essentielles.

L'article 1717 du code civil dispose « que le preneur a droit de sous-louer ou même de céder son bail à un autre si cette faculté ne lui est pas interdite ». Mais il ajoute : « Elle peut être interdite pour le tout ou partie. Cette clause est toujours de rigueur. »

Les clauses interdisant d'une façon absolue toute cession ou sous-location ne donnent lieu à aucune difficulté d'interprétation. Mais, très fréquemment, les baux contiennent des clauses d'après lesquelles il est stipulé soit que le preneur ne pourra sous-louer ou céder son bail sans le consentement du bailleur, soit que le preneur ne pourra sous-louer ou céder le bail qu'à des personnes agrées par le bailleur. La jurisprudence applique, dans l'un et l'autre cas, l'article 1717, alinéa 3, et considère que la clause est de rigueur, aussi bien que dans le cas d'interdiction pure et simple; elle décide par suite que le bailleur est libre de refuser son consentement ou d'agréer la personne proposée pour la sous-location ou la cession, sans avoir à donner de motif et sans que son refus puisse être soumis au contrôle des tribunaux. (V. not. cass. 1888, S. 1888-1-104).

La solution contraire a été cependant quelquefois admise. Mais la jurisprudence dominante paraît bien conforme à la volonté du législateur, et elle doit être approuvée.

A l'appui de sa proposition, M. Thierry rappelle que le droit au bail est souvent un élément essentiel du fonds de commerce et que, par suite, l'article 1717, alinéa 3, tel qu'il est interprété par la jurisprudence, permet au bailleur, qui a stipulé que le preneur ne pourrait sous-louer ni céder le bail sans son consentement ou son agrément, d'abuser de cette clause et de refuser sans motif sérieux, d'accepter comme cessionnaire du bail ou comme sous-locataire, l'acquéreur du fonds de commerce; il apporte ainsi une entrave considérable au droit de transmission du fonds de commerce.

La grande majorité des chambres de commerce (74 sur 89 qui ont fait connaître leur avis) s'est montrée favorable à la réforme tout en se divisant sur la question de compétence. La conférence générale des présidents des tribunaux de commerce et la confédération des groupes commerciaux et industriels de France ont émis des vœux dans le même sens.

Mais quinze chambres de commerce, parmi lesquelles il en est de très importantes, se sont montrées hostiles à toute réforme. Les motifs qu'elles font valoir sont loin d'être sans force. Il importe de maintenir le principe de la liberté des conventions et d'exiger la stricte exécution des contrats librement débattus. Les commerçants savent bien défendre leurs intérêts; ils ne sont pas de ceux que le législateur doit protéger à cause de leur faiblesse; c'est à eux à prévoir dans les baux qu'ils signent le cas où la cession de leurs fonds devrait être faite au cours du bail et à ne pas y laisser insérer des clauses faisant obstacle à cette cession.

Il suffirait d'ailleurs, pour supprimer le recours aux tribunaux, d'insérer dans les baux une clause d'autorisation pure et simple qui est toujours de rigueur. La disposition qu'on veut ajouter à l'article 1717 ne peut être qu'interprétative ou tout au moins supplétive de la volonté des parties.

Enfin, n'est-il pas pratiquement bien difficile de soumettre à un tribunal les motifs que peut avoir un propriétaire de ne pas accepter telle personne à lui présentée par son locataire ?

Malgré ces objections, le comité a été d'avis d'admettre le principe de la proposition Thierry.

La disposition interprétative proposée paraît bien, en réalité, conforme à la volonté des parties.

Il est juste de protéger le droit qu'a le commerçant de disposer de son fonds contre des refus arbitraires et capricieux. Il s'agit de compléter la loi de 1909 sur les fonds de commerce, en garantissant au commerçant la libre disposition de son fonds.

La solution qui paraît prévaloir dans la jurisprudence actuelle conduit à des résultats très injustes, si un décès, une maladie ou tel autre événement imprévu survient qui impose la vente du fonds, alors qu'une longue période de bail reste encore à courir.

Il faut bien préciser, d'une part, que même pour les baux commerciaux et industriels, les clauses d'interdiction pur et simple de sous-location ou de cession seront toujours de rigueur et que c'est seulement dans le cas de clauses admettant la cession ou la sous-location avec le consentement ou l'agrément du bailleur que les tribunaux pourront passer outre à un refus injustifié ; d'autre part, que la réforme n'est faite que pour le seul cas de cession de fonds de commerce. Il s'agit de protéger le droit du commerçant de transmettre son fonds ; c'est dans ce cas seulement que des abus sérieux sont à craindre, que le droit du propriétaire est en conflit avec un autre droit de propriété, celui du commerçant sur son fonds, et qu'il est nécessaire de concilier ces deux droits, de maintenir entre eux un juste équilibre.

La solution, ainsi admise en principe, n'est-elle pas du moins trop sévère au cas où l'immeuble loué sera affecté à une exploitation commerciale ou industrielle ? N'est-il pas à craindre que le commerçant, quand il voudra céder son fonds, en soit injustement empêché par le refus capricieux et injustifié du bailleur ? Ou bien le bailleur ne peut-il pas abuser de la faculté qu'il s'est réservée pour se faire payer chèrement son consentement ? Quelques décisions judiciaires ont écarté, en cas de location commerciale, l'article 1717, alinéa 3

(Paris 16 février 1822. Rouen 24 janvier 1881, S., 1882-2-147). Mais d'autres décisions judiciaires ont appliqué aux locations commerciales la même règle d'interprétation qu'aux locations ordinaires. La cour de cassation n'a jamais été appelée, croyons-nous, à statuer sur ce cas de location industrielle ou commerciale : il semble bien que l'interprétation rappelée plus haut, de l'article 1717 du code civil, ne puisse comporter, pour ce cas particulier, de solution spéciale.

C'est pour cela que M. le député Thierry a déposé une proposition de loi ayant pour objet d'abroger l'alinéa 3 de l'article 1717 ainsi conçu et de le remplacer par la disposition suivante : « Le bailleur peut se réserver la faculté d'agréer ou de refuser la sous-location ou la cession du bail ; mais, pour les locations industrielles et commerciales, il doit formuler les motifs de son refus. Les contestations sur la validité de ces motifs seront soumises aux tribunaux de commerce. »

Quand à la question de compétence, il ne semble pas qu'il y ait lieu de donner ici aux tribunaux de commerce une compétence exceptionnelle ; rien ne la justifie. Le propriétaire d'un immeuble ne fait pas acte de commerce en louant cet immeuble à un commerçant pour une exploitation commerciale.

CHAPITRE II

Du nantissement des fonds de commerce.

Article 10.

Sans changement.

Article 11 (ancien article 9).

Nous croyons devoir ajouter au paragraphe 1er, après ces mots : « le mobilier commercial, le matériel ou l'outillage servant à l'exploitation du fonds », ceux-ci : « ...même s'ils ont le caractère d'immeubles par destination ». Nous en donnerons les raisons en commentant l'article 39 ci-après, qui prévoit et règle le conflit entre un créancier inscrit sur un fonds de commerce et un créancier ayant hypothèque sur le matériel d'exploitation du fonds devenu immeuble par destination.

Le commencement du paragraphe 3 est ainsi rédigé, pour plus de clarté : « A défaut d'indication de chacun des éléments ».

Article 12 (ancien article 10).

Le paragraphe 1er de l'article 12 est complété ainsi qu'il suit : « Le propriétaire du fonds doit faire connaître dans l'acte la nature et la date de son titre d'acquisition, les nom, prénoms, profession et domicile de son auteur. »

Le créancier, auquel le fonds est donné en nantissement, pourra se faire délivrer un état des inscriptions grevant le fonds non seulement du chef du propriétaire actuel, mais aussi du chef du précédent propriétaire. Il pourra même, quand l'article 1er de la loi aura été appliqué depuis un certain nombre d'années, connaître la série des propriétaires successifs du fonds, en remontant d'une inscription à l'autre.

Sans doute la série des inscriptions se trouvera interrompue, lorsque l'un des acquéreurs aura payé son prix comptant. Mais il sera alors présumable que cet acquéreur s'est assuré qu'aucune inscription ne grevait le fonds du chef des anciens propriétaires.

Article 13 (ancien article 11).

Le paragraphe 1er de l'article 13 est complété ainsi qu'il suit : « Elle est valablement prise, dans ce délai, contre la succession bénéficiaire ou vacante du constituant. »

Il y a lieu d'appliquer à l'inscription de nantissement ce qui a été dit à l'article 3, paragraphe 1er, de l'inscription du privilège du vendeur.

Article 14 (ancien article 12).

L'article 14 est maintenu sans changement.

M. Cordelet, dans sa proposition de loi, avait ajouté à cet article un paragraphe 2 pour régler le conflit qui peut s'élever entre un vendeur ou un créancier nanti inscrit sur un fonds de commerce et un créancier ayant hypothèque sur l'immeuble dans lequel le fonds est exploité, et, par suite, sur le matériel du fonds devenu immeuble par destination.

Le comité de législation, de son côté, proposait de régler dans un paragraphe 3 le conflit entre le bailleur et le créancier nanti inscrit sur le fonds exploité dans l'immeuble loué.

Le même conflit peut d'ailleurs exister entre le bailleur et le vendeur du fonds de commerce et il y a lieu de le prévoir.

Il nous a paru que ces deux paragraphes nouveaux devant s'appliquer aussi bien au vendeur qu'au créancier nanti, il n'y avait pas lieu de les insérer dans l'article 14, placé sous la rubrique du chapitre II (Du nantissement des fonds de commerce), mais d'en faire l'objet d'un article spécial au chapitre III (Dispositions communes à la vente et au nantissement des fonds de commerce), sous une section III, ayant pour titre : Classement de privilèges spéciaux sur fonds de commerce.

Article 15.

Il est utile de prévoir, c'est l'avis du comité de législation commerciale, le cas de détournement ou de soustraction par le débiteur du matériel donné en nantissement.

L'article 400 du code pénal, modifié par la loi du 13 mai 1863, est ainsi conçu :

Paragraphe 5 : « Les peines de l'article 401 sont également applicables à tout débiteur, emprunteur ou tiers donneur de gage, pour avoir détruit, détourné ou tenté de détruire ou de détourner les objets par lui donnés à titre de gage. » Le paragraphe 6 vise la complicité par recel ou aide.

La cour de cassation, chambre criminelle, par un arrêt du 13 mars 1909 (Sirey, 1912-1-236 ; D. P. 1914-1-159), interprétant ces textes, a décidé que le détournement du gage par celui qui l'a donné est punissable, sans qu'il y ait à distinguer selon que le gage est dans la possession du créancier ou dans celle du débiteur.

« Attendu, dit l'arrêt, que le paragraphe 5 de l'article 400 est conçu en termes généraux, qu'il ne renferme ni n'autorise aucune distinction selon que le gage est dans la possession du créancier ou dans celle du débiteur ; qu'il punit dans l'un et l'autre cas le détournement du gage par celui qui l'a donné... »

La question de détournement des marchandises, en tant qu'élément constitutif d'un fonds de commerce, ne peut plus se poser depuis la loi du 17 mars 1909, qui exclut les marchandises de nantissement. La question ne se pose plus que pour le matériel.

La chambre criminelle, par un autre arrêt du 25 juillet 1912 (S., 1913-1-110 ; D. P., 1913-1-123), a confirmé cette jurisprudence, dans une espèce où il s'agissait du détournement frauduleux d'objets dépendant d'un fonds de commerce donné en nantisssement.

Cette opinion est combattue par M. Garçon (code pénal, art. 400, n° 182), par le motif que, juridiquement, le nantissement d'un fonds de commerce est plutôt une hypothèque qu'un véritable gage. « Nous pensons cependant, dit l'annotateur de l'arrêt de 1912, que la manière de voir adoptée par les arrêts de la chambre criminelle est seule exacte. La loi de 1909 parle des créanciers gagistes (art. 8, § 2, et art. 12.) C'est donc qu'il y a bien constitution de gage. Aussi bien les sûretés concédées au créancier deviendraient-elles illusoires si le débiteur conservait la faculté de disposer des objets sur lesquels porte le nantissement. La sanction pénale écrite au paragraphe 5 de l'article 400 est la meilleure des garanties données au prêteur. »

Cette solution étant discutée même depuis les deux arrêts de la cour de cassation, la commission estime, avec le comité de législation commerciale, qu'il est préférable de mettre fin à la controverse par le texte suivant :

« En cas de détournement ou de destruction du matériel donné en nantissement, il sera fait application de l'article 400, paragraphes 5 et 6, du code pénal. »

CHAPITRE III

SECTION I

Formalités de l'inscription. — Obligations du greffier.

Article 16 (ancien article 24).

La disposition ajoutée au premier paragraphe de l'article 1er oblige le vendeur à faire connaître dans l'inscription de son privilège la nature et la date de son titre d'acquisition, les nom, prénoms, profession et domicile de son auteur. D'où les modifications apportées au 1° et au 2° du paragraphe 2 de l'article 16, qui sont ainsi rédigés :

« 1° Les nom, prénoms et domicile du vendeur, du précédent propriétaire, son auteur et de l'acquéreur ou du créancier et du débiteur, ainsi que du propriétaire du fonds si c'est un tiers, leur profession, s'ils en ont une ;

« 2° La date et la nature du titre en vertu duquel l'inscription est prise et, en cas de vente ou cession de fonds, la date fixée pour la prise de possession, la nature et la date du titre d'acquisition du vendeur. »

L'acte de vente présenté au greffe pour faire inscrire le privilège du vendeur doit être un acte enregistré (art. 1er, § 1er) ; il doit établir des prix distincts pour les éléments incorporels du fonds, le matériel et les marchandises (art. 1er, § 3 ; art. 13, § 2, 3°).

La commission s'étant prononcée définitivement pour la prise de possession du fonds comme point de départ du délai d'inscription du privilège du vendeur, il y avait lieu de compléter le paragraphe 1er, 2°, par ces mots : « e en cas de vente ou cession de fonds, la date fixée pour la prise de possession, la nature et la date du titre d'acquisition du vendeur. »

Il n'y a pas lieu, au contraire, de viser dans le paragraphe 3 les ventes ou cessions de fonds de commerce comprenant des licences de brevets d'invention, ces mots doivent être supprimés.

En effet, aux termes de l'article 20 de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention, aucune cession totale ou partielle (ce qui comprend les licences) n'est valable à l'égard des tiers qu'après avoir été enregistrée au secrétariat de la préfecture du département dans lequel l'acte (notarié) a été passé.

Le mode de transmission des licences, aussi bien que des brevets étant ainsi réglé par la loi de 1844, les ventes en cession qui les concernent ne doivent pas être soumises à l'inscription à l'office national de la propriété industrielle.

Article 17 (ancion article 25).

Sans changement.

Article 18 (ancien article 26).

Le principe de la détermination de rang des créanciers par la date des inscriptions est étendu aux mentions de subrogations et de cessions d'antériorité.

Les subrogations et les cessions d'antériorité devant résulter, comme les ventes ou nantissements eux-mêmes, d'actes authentiques ou d'actes sous seings privés enregistrés.

Article 19 (ancien article 27).

L'article 19 admet que le titre d'où résulte le privilège inscrit peut être à ordre, et il ne fait en cela que constater un usage, comme l'avaient déjà fait pour l'hypothèque maritime les lois de 1874 et 1885.

Il ajoute que la négociation du titre par voie d'endossement emporte translation du privilège.

La clause à ordre a reçu, dans la pratique des affaires, une autre application qu'il y a lieu de réglementer.

Très souvent le prix ou une partie du prix du fonds est, aux termes de l'acte même de vente, converti en effets de commerce. Il peut en être de même de la créance garantie par un nantissement.

Il importe d'individualiser en quelque sorte ces effets, pour que leur origine et leur identité soient facilement constatées, et de les rattacher à la vente d'où naît le privilège, en exigeant qu'ils soient causés valeurs en fonds de commerce ou en prêt garanti par nantissement et qu'ils soient mentionnés dans l'acte avec indication de leur montant et de leur date d'échéance. Le premier endossement de chacun de ces effets devra lui-même mentionner la date et le numéro de l'inscription de privilège.

Il importe aussi d'empêcher que le vendeur ou le créancier nanti ne puisse consentir des cessions d'antériorité au préjudice des porteurs des effets ainsi créés et endossés par lui au profit de tiers. Ces antériorités, s'il en a été consenti, ne seront pas opposables aux porteurs réguliers des effets, à moins que, selon une suggestion du comité de législation commerciale, ils n'en aient eu connaissance par une mention inscrite sur les effets.

Article 20 (ancien article 28).

L'article 20, comme l'ancien article 28, fixe à cinq ans la durée de l'inscription, et à deux années les intérêts garantis au même rang que le principal.

Il ajoute que des inscriptions portant hypothèque à compter de leur date pourront être

prises pour les intérêts autres que ceux conservés par la première inscription, et que les tiers porteurs des effets représentant le prix ou la créance privilégiée pourront, à défaut du vendeur ou du créancier, renouveler l'inscription, avant l'expiration du délai de cinq ans, à concurrence des effets dont il sont porteurs.

La disposition relative aux inscriptions portant hypothèque à compter de leur date pour les intérêts autres que ceux conservés par la première inscription, disposition dont le comité de législation commerciale demande la suppression comme inutile, a pour but de prévenir des difficultés d'interprétation qui pourraient naître de l'obligation pour le vendeur d'inscrire son privilège dans la quinzaine de la vente, à peine de nullité, d'où l'on pourrait tirer, à tort d'ailleurs, la conséquence qu'il ne peut être pris d'inscription supplémentaire pour intérêts, ou que cette inscription doit être prise dans la quinzaine de l'échéance.

Article 21 (ancien art. 29).

L'article 21 est complété par deux paragraphes insérés entre les paragraphes 2 et 3 de l'ancien article 29.

Le premier interdit les mainlevées sans payement pour la partie du prix ou de la créance représentée par des effets de commerce.

Des difficultés se sont élevées daus la pratique pour l'exécution des jugements par défaut en cette matière.

Il est de jurisprudence que le jugement par défaut, exécuté par un procès-verbal de carence qui n'a pas touché le défaillant, est toujours susceptible d'opposition, d'où le refus du greffier d'opérer la radiation.

Souvent l'acquéreur ne songe pas au moment du payement, surtout quand une partie du prix est représentée par des effets de commerce, à exiger la radiation de l'inscription. Il recherche le vendeur qui a disparu; il est alors impossible de toucher le défendeur.

Il y a lieu de décider que l'exécution du jugement rendu par défaut contre le vendeur résultera, dans l'espèce, du procès-verbal de carence fait au domicile élu par le créancier dans son inscription et dénoncé au parquet.

L'acquéreur devra, au surplus, justifier de sa libération.

Le second paragraphe exige, pour faire dresser l'acte de mainlevée totale ou partielle de l'inscription, la représentation, en même temps que de l'acte de vente ou de nantissement, soit de tous les effets mentionnés dans l'acte, soit des effets échus à la date de la mainlevée partielle. Cette disposition se lie à la précédente et concourt avec elle à la garantie des droits des porteurs d'effets.

Il n'a pas paru nécessaire d'ajouter, comme le demande la chambre des notaires de Paris, que la radiation ne pourra être prononcée que par justice, si les actes de vente ou de nantissement ou les billets ne peuvent être représentés.

Il est juste, au contraire, que le notaire conserve, pour pouvoir prouver qu'ils ont été produits, les billets représentant le prix ou une partie du prix, bien que l'acte authentique fasse foi de cette énonciation jusqu'à inscription de faux.

Articles 22, 23, 24 et 25 (anciens art. 30, 31, 32 et 33).

Sans changement.

Article 26 (ancien art. 34).

Ces mots du deuxième paragraphe de l'ancien article 34 ; « Soit en vertu de la disposition transitoire ci-après », sont supprimés comme devenus sans objet, le délai de six mois à partir de la promulgation de la loi du 1er mars 1903, pendant lequel certaines inscriptions pouvaient être renouvelées conformément à l'article 24 de ladite loi, étant depuis longtemps expiré.

Article 27 (ancien art. 35).

Sans changement.

SECTION II

De la réalisation du gage de la purge des créances inscrites.

Article 28 (ancien art. 13).

Une modification est apportée à l'article 28 (ancien art. 13), paragraphe 1er, afin de prévenir une difficulté qui se présentait dans la pratique. La loi n'ayant pas précisé la forme dans laquelle l'avis de déplacement du fonds devait être donné aux créanciers inscrits, il pouvait l'être verbalement, et la preuve pouvait en être faite par tous les moyens admis en matière commerciale, d'où des contestations qu'il est préférable de prévenir en prescrivant d'aviser les créanciers par lettres recLmmandées avec avis de réception.

Il a paru juste à la commission de n'édicter l'exigibilité de plein droit des créances inscrites que dans le cas où l'absence de notifications du déplacement n'aura pas permis aux créanciers de sauvegarder leurs droits.

Le paragraphe 4 est modifié par la suppression des : « ayant pour cause l'exploitation du fonds ».

Il n'y a pas lieu d'exclure les créanciers pour autre cause du droit de faire déclarer leurs créances exigibles lorsque survient un nantissement qui peut les mettre en péril. Il y a là pour le tribunal une question d'appréciation, parfois délicate à trancher,

Article 29 (ancien article 14).

Sans changement.

Article 30 (ancien article 15).

L'addition faite au paragraphe 1er a pour but d'assurer la remise à l'administrateur provisoire, ou à l'officier public chargé de procéder à la vente du fonds, des documents indispensables pour rédiger la nature des charges et dont le débiteur, en vue de retarder la vente du fonds, refuse parfois la communication.

Cette addition est ainsi conçue : « Le débiteur qui requiert la vente de son fonds est tenu de déposer au greffe du tribunal, à l'appui de sa demande, son acte d'acquisition, son bail et, s'il y a lieu, ses polices d'assurances pour être mis par le greffier à la disposition, soit de l'administrateur du fonds, soit de l'officier public commis pour dresser le cahier des charges. »

Le paragraphe 4, lorsque la vente du fonds a lieu à la requête du débiteur, donne pour point de départ au délai fixé pour la vente le jugement lui-même, afin qu'il ne dépende pas du débiteur de retarder la vente indéfiniment. Le débiteur s'abstient de lever et signifier le jugement pour faire courir le délai; les poursuites sont, en fait, suspendues et le débiteur peut en profiter pour dilapider le gage de ses créanciers.

Une première modification est apportée au paragraphe 5. La jurisprudence paraît aujourd'hui fixée en ce sens que, pour désigner l'officier public qui sera chargé de procéder à l'adjudication, il faut rechercher si les éléments incorporels du fonds ont plus de valeur que le matériel et les marchandises, et réciproquement, un notaire devant être commis dans le premier cas, et un commissaire-priseur dans le second, là où il y a concurrence entre ces officiers ministériels.

La commission, sans discuter cette jurisprudence, estime que les tarifs applicables à l'adjudication ne peuvent pas varier du simple au triple et même plus suivant qu'une catégorie d'officiers ministériels ou une autre sera chargée d'y procéder. Elle propose donc de soumettre l'officier public, quel qu'il soit, au tarif des notaires du ressort de la cour d'appel dans lequel le fonds de commerce est situé.

Le paragraphe 5 de l'article 30 est complété par une disposition qui porte que si le tribunal, en ordonnant la vente d'un fonds fixe des mises à prix distinctes, pour les éléments incorporels du fonds, le matériel et les marchandises, et cela arrivera rarement pour les marchandises, le prix de l'adjudication sur réunion de tous les éléments constitutifs du prix sera ventilé, s'il y a lieu, en prenant pour base les mises à prix.

Le plus souvent, le tribunal ne fixera de prix que pour les éléments incorporels du fonds et le matériel, renvoyant à une expertise la fixation du prix des marchandises.

Aux termes du dernier paragraphe de l'ancien article 15, l'appel du jugement qui ordonne la vente du fonds et qui nomme, s'il y a lieu, un administrateur provisoire, est suspensif. Il en résulte que le débiteur fait appel pour retarder l'entrée en fonctions de l'administrateur provisoire du fonds, et la nomination d'un administrateur provisoire que le tribunal a jugée nécessaire dans l'intérêt des créanciers est comme non avenue. Il y a donc lieu de préciser et de dire que l'appel du jugement est suspensif « en ce qui concerne la vente seulement ».

Article 31 (ancien art. 16).

Deux modifications sont apportées au paragraphe 1er.

Un délai de quinze jours est substitué à celui de huit jours, reconnu insuffisant.

Le droit des créanciers inscrits de poursuivre la vente du fonds est étendu, par une disposition expresse, aux éléments incorporels du fonds auxquels le fonds peut se trouver réduit. Il a été cité à la commission le cas d'un droit au bail qui, à raison de la situation de l'immeuble, à Paris, dans les Champs-Elysées, avait une valeur de 50,000 fr.

Article 32 (ancien art. 17).

Le dernier paragraphe de l'article 17 renvoie devant le président du tribunal civil pour statuer sur les moyens de nullité de la procédure de vente antérieure à l'adjudication. Cette disposition n'est plus en harmonie avec la compétence exclusive attribuée en cette matière aux tribunaux de commerce. Compétents sur le fonds, ils sont compétents pour statuer sur les nullités des procédures suivies devant eux (D. rép., supplément n° 112) et, à raison de l'extrême urgence, le jugement sera exécutoire nonobstant opposition ou appel.

Les modifications apportées au dernier paragraphe de l'article 32 se justifient par l'extrême urgence et l'intérêt de ne pas ajourner l'adjudication.

Article 33 (ancien art. 18).

Sans changement.

Article 34 (ancien art. 19).

Sans changement.

Article 34 (ancien art. 20).

Une seule addition au paragraphe 1er : le propriétaire du fonds de commerce doit pouvoir, comme les créanciers inscrits, s'opposer à la vente séparée d'un ou plusieurs éléments de son fonds.

Article 36 (ancien art. 21).

Sans changement.

Article 37 (ancien art. 22).

Cet article et le suivant sont relatifs à la purge des créances inscrites et à la surenchère du sixième.

La modification apportée au paragraphe premier a pour but de le mettre en concordance avec le paragraphe premier de l'article 31. Si le droit de suite ne peut s'exercer utilement sur les meubles détachés du fonds (art. 2279 du code civil) il n'en est pas de même des éléments incorporels du fonds, auxquels l'article 2279 n'est pas applicable.

L'article 2183 du code civil, relatif à la purge des privilèges et hypothèques en matière immobilière, oblige le tiers détenteur qui veut en remplir les formalités à notifier aux créanciers inscrits un extrait de la vente contenant notamment le prix et les charges faisant partie du prix de la vente. Il faut entendre par là, selon la doctrine et la jurisprudence, toutes les sommes ou prestations que l'acquéreur s'est obligé de payer ou de fournir en sus du prix proprement dit, soit au vendeur lui-même, soit à ces créanciers à sa décharge, soit à des tiers qu'il en a gratifiés, et dont l'accomplissement doit tourner directement ou indirectement au profit du vendeur. (Dalloz, code civil annoté, articles 2183, nos 132 et 133). Cette interprétation doit s'étendre naturellement à la purge en matière de vente de fonds de commerce.

Article 38 (ancien article 23).

Cet article est complété par un paragraphe final qui déclare applicable à la surenchère du dixième le paragraphe 10 de l'article 6 (ancien art. 5).

L'obligation pour l'acquéreur surenchéri et dépossédé de remettre à l'adjudicataire les oppositions formées entre ses mains s'impose en cas de surenchère du dixième aussi bien qu'en cas de surenchère du sixième.

SECTION III

Classement de privilèges spéciaux sur fonds de commerce.

Cette nouvelle section a sa place naturelle avant l'ancienne section III, qui devient la section IV et où il est traité de la distribution du prix des fonds de commerce.

Article 39.

Le paragraphe 1er de l'article 39 prévoit le cas où le matériel d'un fonds de commerce, devenu immeuble par destination parce que le propriétaire du fonds est en même temps propriétaire de l'immeuble dans lequel le fonds est exploité (art. 524 du code civil), se trouve frappé à la fois d'un privilège inscrit au greffe du tribunal de commerce et d'une hypothèque sur l'immeuble inscrite au bureau de la conservation des hypothèques.

La cour de cassation, chambre des requêtes, arrêt du 20 janvier 1913 (*Gazette des tribunaux* du 25 mai 1913) se fondant sur le silence de l'article 9 de la loi du 17 mars 1909, qui ne comprend pas expressément dans l'énonciation des choses qui peuvent être l'objet d'un nantissement le matériel devenu immeuble par destination, a décidé que ce matériel ne peut être donné en nantissement, le contrat de gage ne pouvant porter que sur des meubles, sur les éléments mobiliers du fonds, et la loi de 1909 n'ayant pas dérogé à ce principe. L'article 9 a été complété comme il a été dit plus haut pour répondre à cette objection.

Le rapporteur, M. le conseiller Feuilloley, disait : « Le système de la coexistence d'un droit de gage et d'un droit d'hypothèque sur une même chose qui, par sa nature, est mobilière, mais qui, par sa destination, est devenue immobilière, est assurément fort ingénieux, et on comprendrait très bien que le législateur l'eût adopté lorsque, en 1909, il a revisé, en la complétant et en en précisant les effets, la loi du 1er mars 1898. »

Le comité de législation commerciale a admis la coexistence possible du nantissement et de l'immobilisation par destination.

Il n'y a lieu de s'arrêter à l'objection qu'on voudrait tirer de l'article premier de la loi du 8 août 1913 sur le warrant hôtelier, qui dispose que les hôteliers ne peuvent emprunter sur le mobilier commercial, le matériel ou l'outillage qu'à la condition que ces objets ne soient pas immeubles par destination.

S'il fallait opter entre les deux thèses, il serait plus rationnel de considérer le matériel comme une dépendance du fonds de commerce dont il constitue ordinairement un élément essentiel, que comme une dépendance de l'immeuble que l'on conçoit bien sans lui.

Au surplus, une proposition tendant à supprimer de l'article 1er de la loi sur le warrant hôtelier ces mots : « à la condition que ces objets ne soient pas immeubles par destination », a été votée le 25 février dernier par la Chambre des députés. Si le Sénat l'adopte, les hôteliers, propriétaires de l'immeuble et du fonds de commerce pourront, à l'avenir, comme les autres commerçants et industriels, emprunter aussi bien sur leur fonds de commerce que sur leurs immeubles.

La disposition du paragraphe 1er doit s'appliquer au privilège du vendeur aussi bien qu'au privilège du créancier nanti.

Le rang du privilège et celui de l'hypothèque doivent être déterminés par les dates respectives des inscriptions, et la préférence accordée au créancier qui s'est inscrit le premier soit au greffe, soit à la conservation des hypothèques. C'est l'application du principe général en matière de publicité de privilège et d'hypothèque, et il importe peu que les inscriptions soient prises dans des lieux différents, les intéressés pouvant facilement se rendre un compte exact de la situation en consultant à la fois le registre du greffe et celui de la conservation des hypothèques.

Le premier paragraphe de l'article 39 est complété en ce qui concerne les hypothèques dispensées d'inscription qui pourraient grever l'immeuble dans lequel le fonds est situé. Le rang de préférence entre les hypothèques et les privilèges inscrits sur le fonds de commerce sera déterminé en ce qui concerne les hypothèques dispensées d'inscription par le rang que leur assigne l'article 3135 du code civil.

Le créancier qui veut se faire consentir un nantissement sur un fonds de commerce installé dans un immeuble appartenant au titulaire du fonds, agira prudemment en s'informant si celui-ci n'est pas ou n'a pas été tuteur, et, s'il est marié, en exigeant l'engagement solidaire de la femme, qui emportera la renonciation à son hypothèque légale. Il peut même exister de ces hypothèques dispensées d'inscription du chef des anciens propriétaires du fonds, qu'à l'avenir on pourra plus facilement connaître par suite de l'application de la disposition finale de l'article 1er, paragraphe 1er.

Le paragraphe 1er est ainsi rédigé :

« En cas de conflit entre un vendeur ou un créancier nanti inscrit sur un fonds de commerce et un créancier ayant hypothèque sur le matériel d'exploitation du fonds devenu immeuble par destination, le prix du matériel est distribué entre ces créanciers d'après les dates respectives de leurs inscriptions et, en ce qui concerne les hypothèques dispensées d'inscription, par le rang que leur assigne l'article 2135 du code civil. Le vendeur du fonds de commerce peut faire valoir son privilège à la vente, s'il l'a inscrit dans le délai fixé par l'article 3. »

Le comité de législation commerciale est d'avis de consacrer, dans un deuxième paragraphe, une solution adoptée en 1903 par la société d'études législatives, mais sur laquelle la jurisprudence est divisée.

Votre commission adopte le texte proposé, ainsi conçu :

« En cas de conflit entre le bailleur de l'immeuble garni par le matériel servant à l'exploitation du fonds de commerce et le créancier nanti, le privilège du bailleur l'emporte si le bail a acquis date certaine avant l'inscription du nantissement. »

La préférence est donnée à celui dont le droit est né le premier. M. Percerou, dans son rapport à la société d'études législatives (Bulletin de 1903, n° 2, p. 244 et suivantes), s'exprimait ainsi :

« Cette solution se justifie très simplement au point de vue juridique par cette idée que le privilège du bailleur et celui du créancier nanti, étant en somme de même nature (tous deux reposant sur la notion de gage), leur rang de préférence doit se déterminer d'après la date. Logiquement ce motif conduit à dire, dans le cas exceptionnel où le nantissement précède le bail (par exemple, parce que le fonds a été transporté dans un autre local), que c'est alors le créancier nanti qui doit primer le bailleur. Celui-ci, d'ailleurs, ne peut pas se plaindre.

Lorsqu'un fonds de commerce est transporté dans son immeuble, il n'a qu'à s'assurer au greffe que ce fonds n'est grevé d'aucun nantissement antérieur.

Il en serait de même si le propriétaire consentait un nouveau bail, et non un simple renouvellement qui serait une continuation du bail antérieur par tacite revendication ou par prorogation en vertu d'une faculté réservée aux parties dans le bail originaire. Le propriétaire doit s'assurer, avant de consentir un nouveau bail, que son locataire n'a pas donné son fonds en nantissement (Montier et Faucon, *op. cit.*, nos 371 et 372. Baudry-Lacantinerie et de Luynes, t. I, n° 67. Montpellier, 22 juillet 1912, D. P., 1912-2-338. Nimes, 22 juillet 1912, S., 1913-2-83).

La même question peut se poser entre le bailleur et le vendeur du fonds de commerce.

Si le bail est antérieur à l'inscription du privilège du vendeur, le privilège du propriétaire prime celui du vendeur resté garant de l'exécution du bail qu'il a cédé avec le fonds.

Mais si le bail est postérieur à l'inscription du privilège du vendeur, soit qu'il ait été renouvelé directement par le bailleur à l'acquéreur du fonds, soit que le fonds ait été transporté dans un autre immeuble, ne peut-on pas opposer au bailleur, quel qu'il soit, que son immeuble est ou devient le siège d'un fonds et qu'il doit s'assurer que le fonds n'est pas grevé de privilège ?

Ces solutions ne sont pas sans présenter des inconvénients qui ont été mis en lumière par MM. Boutaud et Chabrol (*Traité général des fonds de commerce et d'industrie*, nos 377 et 378). Les commerçants réduits à la nécessité de consentir un nantissement sur leur fonds de commerce seraient fatalement contraints, pour peu que la somme empruntée ait quelque importance, à cesser leur commerce lorsque le bail en cours arriverait à expiration, faute pour eux de trouver des locaux. L'ancien bailleur se refuserait à renouveler son bail, s'il n'avait plus qu'une garantie de second ordre pour le payement de ses loyers, et aucun nouveau propriétaire ne consentirait à louer ses locaux à ces conditions.

Que serait un fonds de commerce privé des locaux nécessaires à son exploitation ? N'est-ce pas un devoir pour le débiteur de conclure un nouveau bail ? Sans cela, en effet, il laisserait périr le fonds, et le créancier gagiste pourrait demander contre lui la déchéance du terme. En procédant à une nouvelle location ou à la relocation, il fait donc un acte conservatoire de gage. Aussi, MM. Boutaud et Chabrol sont-ils amenés à cette conclusion que le privilège du bailleur doit continuer à être préféré à celui du créancier nanti.

Tout en maintenant le principe posé ci-dessus et généralement admis, qu'entre le bailleur et le créancier nanti ou le vendeur, la préférence doit être accordée à celui dont le droit est né le premier, la commission, déterminée par une raison d'évidente utilité pratique, a décidé que, dans le cas où le bail serait postérieur en date à l'inscription soit du créancier nanti, soit du vendeur, le bailleur aurait, avant l'un et l'autre, un privilège limité à six mois de loyer échus, six mois de loyer en cours et six mois à échoir à partir du semestre courant (1).

La commission a complété l'article 39 par un troisième paragraphe ainsi rédigé :

« Les commis employés à l'exploitation d'un fonds de commerce ont privilège sur le prix, avant les créanciers inscrits sur le fonds, pour les salaires acquis pendant les deux mois qui ont précédé la vente du fonds. Les salaires acquis aux ouvriers pendant le mois qui a précédé la vente sont admis au même rang. »

Le privilège ainsi limité, accordé aux commis et ouvriers et employés à l'exploitation d'un fonds de commerce, repose à la fois sur un motif d'humanité et sur l'idée de conservation de la chose.

L'ouvrier vit de son travail journalier et il est généralement payé à la quinzaine. Le commis, lui aussi, le plus souvent n'a pas d'autres ressources, et il est payé au mois. On ne peut leur faire grief de ne pas avoir exigé rigoureusement leur payement à la fin du mois ou de la quinzaine.

D'autre part, s'ils abandonnaient leur travail, le fonds, cessant d'être exploité, péricliterait et perdrait une partie de sa valeur ; la vente en deviendrait plus difficile, sinon impossible.

Les salaires des commis et des ouvriers sont des frais faits pour la conservation de la chose, ainsi définis au Répertoire Dalloz (Supplément, V° Priv. et Hyp., n° 193) : « Par frais de conservation, il faut entendre les frais sans lesquels la chose aurait péri en tout ou en partie et même encore sans lesquels cette chose serait devenue impropre à l'usage auquel elle était destinée ».

Le code civil (art. 2102, 3°) n'a désigné nominativement aucune personne pour le privilège de conservation de la chose, et il ne pouvait faire aucune désignation, parce que le champ de ce privilège est par nature extrêmement variable et étendu. La seule question, pour l'application du principe de l'article 2102, 3°, est donc de savoir, dans chaque cas, si les frais (dépenses ou avances) ont maintenu intact le gage des créanciers (Dalloz, Nouveau code civil annoté, nos 757 et 758).

Il n'en est pas moins nécessaire d'inscrire dans la présente loi le privilège des commis et des ouvriers, pour en préciser les conditions et l'étendue et empêcher qu'il ne dégénère en abus, comme on l'a dit quelquefois du privilège des commis et ouvriers en matière de faillite (art. 549 du code de commerce), et même de certains cas d'application de l'article 2102, 3°, du code civil.

Le privilège des frais faits pour la conservation de la chose prime les privilèges fondés sur une idée de nantissement exprès ou tacite (Baudry-Lacantinerie et de Luynes, Nantissements, privilèges et hypothèques, n° 778). Mais il faut pour cela que le salaire ait été acquis depuis l'inscription du privilège du créancier nanti ou du vendeur ; c'est à cette condition seulement qu'il lui a profité. Il faut en outre qu'il s'applique au temps qui a précédé immédiatement la vente du fonds et qu'il ne s'étende pas à plus de deux mois pour les commis et d'un mois pour les ouvriers.

Le tribunal de commerce de la Seine, dans un jugement du 12 janvier 1914 (la *Loi* du 12 février 1914) a consacré, en matière de faillite, le privilège des commis et ouvriers à l'encontre d'un créancier nanti, dans les termes suivants : « que ces frais d'employés et ouvriers qui sont postérieurs à la constitution du gage, ont été utiles au créancier en conservant son gage et

(1) Voir arrêt de la chambre civile de la cour de cassation, du 31 juillet (*Gazette du palais*, du 12 novembre 1913, le *Droit*, du 11 février 1914), qui considère comme des frais faits pour la conservation du gage du créancier nanti le payement par le liquidateur judiciaire des loyers courus jusqu'au jour de l'adjudication du fonds.

qu'ils doivent dès lors jouir sur lui d'un droit d'an ériorité comme représentant des frais faits pour la conservation de la chose ».

En ce sens : Montier et Faucon. (De la vente et du nantissement des fonds de commerce, 3e édition, n° 369.) M. Percerou, dans son rapport à la société d'études législatives sur le nantissement des fonds de commerce. (Bulletin de 1903, n° 3, p. 246.) M. Bouvier-Bangillon. (De la vente et du nantissement des fonds de commerce, n° 414), qui le cite, déclare souscrire sans réserve à son opinion.

Article 40.

L'article vise non la vente, mais la simple location d'objets mobiliers destinés à l'exploitation d'un fonds de commerce.

Le cas de la vente est plus complexe, surtout de la vente sous condition suspensive, connue dans la pratique des affaires sous le nom de location-vente, qui soulève des questions délicates et sur laquelle la commission n'est pas en mesure de présenter une solution satisfaisante. Les solutions adoptées dans certaines législations étrangères pourront servir de point de départ à une étude de la question.

La cour de Paris, à trois reprises différentes (3e chambre, arrêts du 3 mai 1911 et du 24 mars 1912, 6e chambre, arrêt du 17 janvier 1911), a décidé que le droit du créancier nanti prime celui du loueur de matériel; qu'en conséquence le créancier nanti est fondé à faire vendre les machines louées et à s'en appliquer le prix.

C'est pour protéger le droit de propriété du locateur que la commission soumet au Sénat les dispositions de l'article 40 qui consistent essentiellement dans la notification de l'acte de location au moment de l'introduction des objets dans le fonds, aux créanciers déjà inscrits sur le fonds, et, à l'égard des créanciers qui s'inscrivent postérieurement, dans la transcription de l'acte de location sur un registre spécial tenu au greffe du tribunal de commerce de la situation du fonds.

Les créanciers sauront, les premiers au moment du transport des objets dans le fonds, les seconds avant la constitution de leur nantissement en consultant le registre spécial du greffe, que ces objets ne sont pas la propriété du titulaire du fonds et ne peuvent être frappés par leurs privilèges.

SECTION IV

De la distribution du prix.

Cette section qui organise la procédure de distribution du prix constitue une innovation importante et souvent réclamée de la proposition de loi, disait M. Cordelet, dans l'exposé des motifs de sa proposition.

« Une première question se pose, celle de savoir s'il faut se borner à simplifier la procédure de distribution par contribution devant le tribunal civil, ou, s'il y a lieu, d'attribuer compétence en cette matière aux ribunaux de commerce.

« La loi du 17 mars 1909, en attribuant aux tribunaux consulaires une compétence exclusive en matière de vente de fonds de commerce, semble avoir préjugé la question.

« La réalisation du gage et la distribution du prix du fonds sont sans doute deux opérations différentes et successives; mais l'une est la conséquence de l'autre, et l'autorité judiciaire désignée, à raison de sa compétence spéciale, pour ordonner la vente, doit également être compétente pour régler la distribution du prix entre des créanciers dont la créance aura presque toujours un caractère commercial.

« Les contestations soulevées au cours de la procédure de distribution porteront sur l'existence et sur l'importance de ces créances, et qui peut, mieux que le tribunal de commerce, juger ces contestations?

« On dira peut-être que les tribunaux consulaires ne doivent connaître que des contestations ayant un caractère commercial, qu'il y aura des créanciers pour cause civile, et qu'en outre les questions de privilèges, qui se présenteront au cours de la distribution, sont, entre toutes, délicates et difficiles à trancher.

« Ne peut-on pas répondre que la vente du fonds et la distribution du prix entre les créanciers du vendeur, lorsqu'il est insuffisant pour les désintéresser, et il en sera toujours ainsi, créent une situation assimilable à la faillite, et qu'en matière de faillite les tribunaux consulaires sont souvent appelés à statuer sur des intérêts civils et sur des questions de privilège, toute action née de la faillite étant de leur compétence, quelle que soit la nature civile ou commerciale de la contestation.

« Nous croyons devoir proposer d'organiser la procédure de distribution du prix devant les tribunaux de commerce. »

Le comité de législation commerciale qui deux ans auparavant, avait considéré qu'on pouvait, en cette matière, laisser s'appliquer le droit commun, sans établir de règles spéciales, a été d'avis, après un nouvel examen de la question, que, du moment qu'on faisait une refonte complète de la loi, on pouvait établir des règles pour la distribution du prix :

« Il a admis, conformément à la proposition de M. Cordelet, que cette distribution doit être confiée aux tribunaux de commerce, puisque le législateur de 1909 a voulu leur attribuer juridiction pour tout ce qui concerne l'exécution forcée poursuivie sur le fonds de commerce.

« Sur deux points importants, le comité a été d'avis de s'écarter de la proposition de M. Cordelet.

« Il a préféré une procédure plus simple, imitée de celle de la loi du 10 juillet 1885 sur l'hypothèque maritime.

« De plus, il a pensé que cette procédure spéciale de distribution devait être suivie même en cas de faillite des commerçants dont le fonds a été vendu. » (Rapport de M. Tissier.)

Il a été donné satisfaction au comité sur ces deux points.

Au lieu de procéder, conformément à l'article 417 du code de procédure civile, par voie d'assignation aux créanciers et autres parties intéressées pour saisir le tribunal de commerce de la poursuite de distribution du prix, il est, en effet, plus simple et plus expéditif, comme le prescrit l'article 30 de la loi du 10 juillet 1885 sur l'hypothèque maritime qui, il est vrai, organise devant le tribunal civil la procédure de distribution du prix des navires hypothéqués, de procéder par voie de requête directe au président du tribunal de commerce pour faire commettre un juge devant lequel les créanciers seront appelés à l'effet de s'entendre à l'amiable sur la distribution du prix.

D'autre part, lorsqu'il y a des créanciers inscrits, il doit en être de la procédure de distribution du prix d'un fonds de commerce comme de la procédure d'ordre en cas de vente d'un immeuble hypothéqué; les créanciers inscrits sont en dehors de la faillite, la procédure spéciale de distribution, en ce qui les concerne, doit donc être suivie malgré la faillite. Mais la survenance de la faillite obligerait les autres créanciers à subir dans la faillite la loi du dividende; il ne pourrait y avoir de distribution spéciale et séparée de sommes faisant partie de l'actif de la faillite; en d'autres termes, s'il y a un reliquat de prix, une fois les créanciers inscrits payés, il doit être versé à la masse de la faillite (rapport de M. Tissier).

D'accord avec le comité de législation commerciale sur ces deux points, nous avons pensé que le texte proposé par lui, à défaut d'accord entre les créanciers, avait besoin d'être complété pour sauvegarder plus efficacement les droits des intéressés. Ce texte est ainsi conçu : « Si les créanciers ne s'entendent pas sur la distribution du prix, il est dressé procès-verbal de leurs prétentions et contredits. Dans la huitaine, chacun des créanciers doit déposer au greffe une demande de collocation avec titres à l'appui. Le tribunal de commerce statue dans la quinzaine sur le rapport du juge commissaire. Les parties sont appelées à l'audience par lettres recommandées envoyées par le greffier ».

Il ne suffit pas que les demandes en collocation aient été déposées au greffe et qu'un rapport soit présenté à l'audience. Il nous paraît indispensable qu'au vu de ces demandes un état de répartition soit dressé par le juge et communiqué aux intéressés sans déplacement, et que le rapport du juge sur les contredits soit mis au greffe à leur disposition pour en prendre connaissance avant que le débat puisse s'engager à l'audience à laquelle l'affaire a été renvoyée.

Enfin et surtout, il y a, dans la proposition elle-même, une lacune signalée par le rapporteur et qu'il importe de combler, si l'on veut que la procédure de distribution réponde aux nécessités de la pratique et se substitue aux distributions amiables effectuées actuellement par l'intermédiaire qui a présidé à la vente du fonds.

La consignation du prix est le préliminaire nécessaire de la distribution, mais le prix est rarement payé intégralement comptant.

Deux hypothèses sont possibles.

1° La portion de prix non payable comptant est stipulée payable à des échéances échelonnées sur un certain nombre d'années. Le cas est plutôt rare et se présente lorsque l'acquéreur ne veut pas laisser courir sa signature et se refuse de signer des billets;

2° Le plus souvent, à Paris du moins, la portion du prix payable à terme est représentée par des effets de commerce, à des échéances échelonnées sur cinq ans et parfois sur une durée beaucoup plus longue.

Dans ces deux cas de payements à terme et même à long terme, voici comment procède l'intermédiaire qui a présidé à la vente du fonds et qui est dépositaire de la portion du prix stipulé payable comptant et des effets représentant le surplus du prix, ce qui n'est pas toujours sans inconvénient.

Après prélèvement des frais de distribution et, s'il y a lieu, des créances privilégiées, on répartit le montant de chacune des échéances dans le premier cas, de chacun des effets dans le second, entre les créanciers chirographaires, au prorata de leurs créances reconnues.

Chaque créancier est colloqué sur chacune des sommes ou sur chacun des effets à échéances successives, et s'il s'agit d'effets de commerce, l'acquéreur souscrit au profit des créanciers de nouveaux effets endossés par le vendeur et garantis comme les premiers, auxquels ils sont substitués, par le privilège du vendeur qu'on a eu soin d'inscrire.

L'avantage de cette pratique, c'est que les créanciers sont nantis de titres portant intérêt et dont ils peuvent disposer (bordereaux de collocation ou billets). Si on ne la consacrait pas dans la loi, en l'entourant de plus de garanties (consignation du prix, répartitions en justice), elle se perpétuerait avec ses inconvénients, et la procédure organisée par la loi nouvelle, avec des garanties sérieuses, ne s'appliquerait que rarement.

Tout cela suppose, bien entendu, l'assentiment de l'acquéreur et du vendeur; mais il peut être aussi bien obtenu devant le juge, et rien n'empêchera dès lors de comprendre dans une seule répartition la totalité du prix représenté en partie par des effets de commerce.

L'acquéreur sera incité à souscrire de nouveaux effets par le désir de se soustraire à l'obligation d'aller effectuer ses versements à la caisse des dépôts, et il n'est point excessif de lui demander de déclarer, en consignant les effets, s'il consent à leur division éventuelle pour permettre la distribution immédiate du prix.

L'intérêt du vendeur sera aussi de se prêter à la combinaison, qui lui assure des délais de la part de ses créanciers.

Il faut néanmoins prévoir le refus possible de l'acquéreur ou du vendeur, qui rendra impossible la répartition immédiate de la totalité du prix. Le juge commissaire devra, dans ce cas, après la distribution de la portion exigible du prix, procéder à des répartitions successives d'office et sans formalité, au fur et à mesure de l'avis d'encaissement transmis par la caisse des dépôts, suivant les bases arrêtées dans la première distribution, et lorsque la somme à répartir sera jugée suffisante.

La commission, tenant compte de la surcharge de travail qui pourra résulter de la procédure de distribution instituée par les articles 41 à 48, donne au magistrat commis la faculté de s'adjoindre, s'il le juge convenable, un administrateur.

Il est à souhaiter que cette procédure se substitue aux distributions amiables faites actuellement par les intermédiaires; il suffira, d'ailleurs, de la volonté des créanciers pour qu'il en soit ainsi.

Tout en la voulant rapide et économique, nous nous sommes efforcés d'assurer aux intéressés les garanties de la justice.

Article 49 (ancien article 36).

L'ancien article 36 ne visait que l'abrogation du paragraphe ajouté à l'article 2075 du code civil par la loi du 1er mars 1898. Il y a lieu d'abroger en outre les lois du 17 mars 1909 et du 1er avril 1909 et la loi du 31 juillet 1913 que la loi nouvelle doit remplacer, ainsi que l'article 27 de la loi de finances du 15 juillet 1914 dont le paragraphe 2 de l'article 1er reproduit la disposition.

Article 50 (ancien article 37).

La présente loi sera exécutoire six mois après sa promulgation, et dans ce délai un règlement

d'administration publique déterminera toutes les mesures d'exécution de la loi en prenant pour base le règlement d'administration du 8 août 1909, en le modifiant, s'il y a lieu, et en le complétant.

Article 51 (ancien article 38).

Sans changement.

Dispositions transitoires.

Ce sont celles de la loi du 17 mars 1909, modifiées seulement dans la forme.

Elles présentent encore de l'intérêt.

Il y a lieu, toutefois, d'y ajouter les dispositions transitoires de la loi du 31 juillet 1913, ainsi conçues :

« La disposition de l'article 4, paragraphe 4, qui ne permet pas au bailleur de former opposition sur le prix du fonds pour loyers en cours ou à échoir, est applicable aux oppositions non validées par décision judiciaires devenues définitives avant la promulgation de la loi du 31 juillet 1913. »

PROPOSITION DE LOI

CHAPITRE Ier

De la vente des fonds de commerce.

Art. 1er. — Le privilège du vendeur d'un fonds de commerce n'a lieu que si la vente a été constatée par un acte authentique ou sous seing privé, dûment enregistré, et que s'il a été inscrit sur un registre public tenu au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel le fonds est exploité. Le vendeur doit faire connaître dans l'acte et dans l'inscription la nature et la date de son titre d'acquisition, les nom, prénom, profession et domicile de son auteur.

L'acte de vente doit être enregistré au bureau de l'enregistrement de la situation du fonds de commerce, avant son dépôt au domicile élu, effectué en exécution de l'article 7, paragraphe premier, ci-après, et ce à peine de nullité de la formalité du dépôt.

Le privilège ne porte que sur les éléments du fonds énumérés dans la vente et dans l'inscription et, à défaut de désignation précise, que sur l'enseigne et le nom commercial, le droit au bail, la clientèle et l'achalandage.

Des prix distincts sont établis pour les éléments incorporels du fonds, le matériel et les marchandises.

Le privilège qui garantit chacun de ces prix et les charges, ou ce qui en reste dû, s'exerce distinctement sur les prix respectifs de la revente afférents aux marchandises, au matériel, et aux éléments incorporels du fonds.

Nonobstant toute convention contraire, les payements partiels s'imputent d'abord sur le prix des marchandises, ensuite sur le prix du matériel. Toutefois, les parties peuvent imputer autrement, d'un commun accord, les payements comptant.

Il y a lieu à ventilation du prix de revente mis en distribution, s'il s'applique à un ou plusieurs éléments non compris dans la première vente.

Art. 2. — Les créances privilégiées sur les fonds de commerce, indépendamment de celle du vendeur, sont : 1° la créance des échangistes pour les soultes ; 2° la créance du donateur pour les charges et prestations imposées au donataire ; 3° les créances des copartageants pour soulte et retour de lots et prix de licitation ; 4° les créances résultant de l'option pour la conservation d'un fonds de commerce faite, soit par un époux survivant, en vertu d'une clause de son contrat de mariage, soit par un associé, en vertu d'une convention statutaire d'attribution.

Les privilèges et actions résolutoires des échangistes et du donateur sont soumis à toutes les règles prescrites pour le privilège et l'action résolutoire du vendeur. Le privilège des copartageants est celui résultant de l'option visée ci-dessus suivant les mêmes règles que celui du vendeur.

Art. 3 (ancien art. 2). — L'inscription doit être prise, à peine de nullité, dans les vingt jours de la date de la prise de possession du fonds, obligatoirement fixée par le contrat ; et, en matière de partage, de licitation ou d'option pour la conservation d'un fonds faite par l'époux survivant, dans les vingt jours de la date de l'acte. Elle est valablement prise, nonobstant toute aliénation du fonds et prime toute inscription prise dans le même délai du chef de l'acquéreur ; elle est opposable à la faillite et à la liquidation judiciaire de l'acquéreur, ainsi qu'à sa succession bénéficiaire ou vacante.

L'action résolutoire doit, pour produire effet, être mentionnée et réservée expressément dans l'inscription. Elle ne peut être exercée au préjudice des tiers après l'inscription du privilège. Elle est limitée, comme le privilège, aux seuls éléments qui ont fait partie de la vente,

En cas de résolution judiciaire ou amiable de la vente, le vendeur est tenu de reprendre tous les éléments du fonds qui ont fait partie de la vente, même ceux pour lesquels son privilège et l'action résolutoire sont éteints, mais seulement jusqu'à concurrence du prix de la vente en ce qui concerne les marchandises. Il est comptable de la valeur des éléments incorporels du fonds, du matériel et des marchandises au moment de sa reprise de possession d'après l'estimation qui en sera faite par expertise contradictoire, amiable ou judiciaire, sous la déduction de ce qui pourra lui rester dû par privilège sur les prix respectifs des éléments incorporels du fonds, des marchandises et du matériel, le surplus, s'il y en a, devant rester le gage des créanciers inscrits et, à défaut, des créanciers chirographaires.

Le vendeur qui exerce l'action résolutoire doit la notifier aux créanciers inscrits sur le fonds, au domicile par eux élu dans leurs inscriptions. Le jugement ne peut intervenir qu'après un mois écoulé depuis la notification.

Le vendeur qui a stipulé lors de la vente que, faute de payement dans le terme convenu, la vente serait résolue de plein droit, ou qui en a obtenu de l'acquéreur la résolution à l'amiable, doit notifier aux créanciers inscrits, aux domiciles élus, la résolution encourue ou consentie qui ne deviendra définitive qu'un mois après la notification ainsi faite.

Toute résolution judiciaire ou amiable de la vente sera publiée par celui qui l'aura obtenue dans le mois du jour où elle est définitive, dans un journal d'annonces légales du ressort du tribunal où le fonds est situé ou, à défaut, dans un journal d'annonces légales de l'arrondissement.

Lorsque la vente d'un fonds est poursuivie aux enchères publiques, soit à la requête d'un syndic de faillite, de tous liquidateurs ou administrateurs judiciaires, soit judiciairement à la requête de tout autre ayant droit, le poursuivant doit notifier la poursuite aux précédents vendeurs, au domicile élu dans leurs inscriptions, avec déclaration que, faute par eux d'intenter l'action résolutoire dans le mois de la notification, ils seront déchus, à l'égard de l'adjudicataire, du droit de l'exercer.

L'article 550, paragraphe 6, du code de commerce n'est applicable ni au privilège, ni à l'action résolutoire du vendeur d'un fonds de commerce.

Art. 4. — Toute vente ou toute cession à titre onéreux de fonds de commerce, consentie même sous condition ou sous la forme d'un autre contrat, tout apport de fonds dans une société commerciale ou civile ; toute donation ou tout legs avec charges et toute attribution de fonds de commerce par partage avec soulte ou par licitation doivent être, dans les dix jours de la date fixée pour la prise de possession, publiés à la diligence de l'acquéreur et, à défaut, de l'ancien propriétaire, sous forme d'extrait ou d'avis, dans un journal d'annonces légales du ressort du tribunal où le fonds est situé ou, à défaut, dans un journal d'annonces légales de l'arrondissement.

L'extrait ou l'avis indique la nature et la date du contrat, les noms, prénoms et domiciles de l'ancien et du nouveau propriétaire, la nature et le siège du fonds, la date fixée par le contrat pour la prise de possession, le délai ci-après fixé pour les oppositions et une élection de domicile dans le ressort du tribunal. Si l'acte de vente ou l'extrait qui en a été publié ne contiennent pas la date de la prise de possession, la publication est nulle.

Le changement de date de la prise de possession depuis la publication de l'extrait rend également nulle la publication.

Du septième au quatorzième jour à partir de la première insertion, la publication sera renouvelée dans le journal d'annonces légales du ressort du tribunal ou, à défaut, de l'arrondissement, et dans un bulletin spécial bi-hebdomadaire, annexe au *Journal officiel*. Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la disposition qui précède.

Dans dix jours au plus tard après sa seconde publication, tout créancier de l'ancien propriétaire, que sa créance soit ou non exigible, pourra former au domicile élu, par simple acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception, opposition au payement du prix ; l'opposition, à peine de nullité, énoncera le chiffre et les causes de la créance et contiendra une élection de domicile dans le ressort du tribunal de la situation du fonds. La vente ou cession de fonds dont le prix est inférieur à 2,000 fr. n'est assujettie qu'à une seule publication, qui est faite dans le journal d'annonces légales du ressort du tribunal ou, à défaut, de l'arrondissement ; le délai d'opposition courra du jour de cette publication unique. Si la seconde publication n'a pas lieu le même jour dans un journal local ou dans le Bulletin annexe au *Journal officiel*, le délai d'opposition courra du jour de celle qui a paru la dernière. Le bailleur ne peut former opposition pour loyers en cours ou à échoir, et ce, nonobstant toutes stipulations contraires. Aucun transport amiable ou judiciaire du prix, ou de partie du prix, ne sera opposable aux créanciers qui se seront ainsi fait connaître dans ce délai.

La demande en mainlevée d'opposition est portée, suivant les distinctions établies dans l'article 631 du code de commerce, soit devant le tribunal de commerce, soit devant le tribunal civil de la situation du fonds.

Néanmoins, en cas d'opposition au payement du prix, le vendeur pourra, en tout état de cause, après l'expiration du délai de dix jours, se pourvoir en référé devant le président du tribunal civil afin d'obtenir l'autorisation de toucher son prix malgré l'opposition, à la condition de verser à la caisse des dépôts et consignations ou aux mains d'un tiers commis à cet effet somme suffisante, fixée par le juge des référés, pour répondre éventuellement des causes de l'opposition dans le cas où il se reconnaîtrait ou serait jugé débiteur. Le dépôt ainsi ordonné sera affecté spécialement, aux mains du tiers détenteur, à la garantie des créances pour sûreté desquelles l'opposition aura été faite, et privilège exclusif de tout autre leur sera attribué sur ledit dépôt, sans que, toutefois, il puisse en résulter transport judiciaire au profit de l'opposant ou des opposants en cause à l'égard des autres créanciers opposants du vendeur, s'il en existe. A partir de l'exécution de l'ordonnance de référé, l'acquéreur sera déchargé et les effets de l'opposition seront transportés sur le tiers détenteur.

Le juge des référés n'accordera l'autorisation demandée que s'il lui est justifié par une déclaration formelle de l'acquéreur mis en cause, faite sous sa responsabilité personnelle et dont il sera pris acte, qu'il n'existe pas d'autres créanciers opposants que ceux contre lesquels il est procédé. L'acquéreur, en exécutant l'ordonnance, ne sera pas libéré de son prix à l'égard des autres créanciers opposants antérieurs à ladite ordonnance, s'il en existe.

Si l'opposition a été faite sans titre et sans cause ou est nulle en la forme, et s'il n'y a pas instance engagée au principal, le vendeur pourra se pourvoir en référé devant le président du tribunal civil, à l'effet d'obtenir l'autorisation de toucher son prix malgré l'opposition.

L'acquéreur qui, sans avoir fait, dans les formes prescrites, les publications ou avant l'expiration du délai de dix jours, aura payé son vendeur, ne sera pas libéré à l'égard des tiers.

Art. 5. — Si la vente ou cession d'un fonds de commerce comprend des succursales, l'inscription et la publication prescrites par les articles 3 et 4 doivent être faites également dans chacun des ressorts où ces succursales ont leurs sièges.

Si une succursale forme l'objet unique de la cession, la publication doit être faite dans le ressort du tribunal où se trouve l'établissement principal et dans le ressort de la situation de la succursale, avec élection de domicile dans chacun desdits ressorts.

Art. 6. — En cas de vente d'un fonds de commerce sans situation fixe, l'inscription du privilège du vendeur est prise sur le registre tenu au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel le vendeur a son domicile ou sa résidence fixe d'après la déclaration qu'il en a faite, conformément à l'article 1er de la loi du 16 juillet 1912, et dont il sera fait mention dans l'acte. Les publications prescrites par l'article 4 dans une feuille locale sont faites dans un journal d'annonces légales du ressort de ce

tribunal ou, à défaut, dans un journal d'annonces légales de l'arrondissement.

La déclaration d'un nouveau domicile ou d'une nouvelle résidence doit faire connaître le lieu où la précédente déclaration a été reçue ; elle ne produit ses effets qu'à partir du jour où elle a été mentionnée en marge de la précédente ; les deux premiers paragraphes de l'article 28 deviennent alors applicables.

Art. 7 (ancien art. 5). — Pendant les vingt jours qui suivent la publication unique ou la seconde publication, suivant les cas, l'acquéreur est tenu de déposer au domicile élu un des originaux ou une expédition de l'acte de vente ou de cession, et il est tenu de le communiquer, ainsi que les oppositions qu'il a reçues, à tout créancier inscrit ou opposant et au vendeur, qui peuvent en prendre communication sans déplacement. L'acquéreur ou son mandataire ont le droit d'exiger des créanciers et du vendeur, auxquels la communication a été faite, une décharge sur papier libre et sans frais indiquant les pièces communiquées et la date à laquelle la communication a eu lieu.

Si le prix ne suffit pas à désintéresser les créanciers inscrits et ceux qui se sont révélés par des oppositions au plus tard dans les dix jours qui suivent soit la publication unique, soit la seconde publication, suivant les cas, ces créanciers peuvent former, dans les dix jours qui suivent l'expiration du délai d'opposition, en se conformant aux prescriptions de l'article 38 ci-après, une surenchère du sixième du prix principal du fonds de commerce, non compris le matériel et les marchandises. Toutes les dispositions de l'article 38 ci-après non contraires à celles du présent article sont au surplus applicables à la surenchère du sixième.

Le délai de surenchère ne court pas dans le cas où le dépôt ou la communication soit de l'acte de vente, soit des oppositions, n'auraient pas eu lieu ou auraient été incomplets.

En cas de faillite ou de liquidation judiciaire du vendeur, survenue avant l'expiration du délai de surenchère, tout créancier peut, sans avoir fait opposition et sans justifier que le prix est insuffisant pour désintéresser les créanciers, former la surenchère du sixième. Le syndic peut, dans les quarante jours qui suivent la déclaration de faillite, former la surenchère du sixième ; le paragraphe 10 de l'article 38 n'est pas applicable à la surenchère ainsi formée par le syndic.

Le surenchérisseur ne peut pas empêcher par un désistement l'adjudication publique, si ce n'est du consentement de tous les créanciers inscrits et de tous les créanciers opposants.

La surenchère du sixième n'est pas admise après la vente judiciaire d'un fonds de commerce ou la vente poursuivie à la requête d'un syndic de faillite, de liquidateurs et d'administrateurs judiciaires, ou de copropriétaires indivis du fonds, faite aux enchères publiques et conformément à l'article 32 de la présente loi.

L'officier public commis pour procéder à la vente doit n'admettre à enchérir que des personnes dont la solvabilité lui est connue, ou qui ont déposé soit entre ses mains, soit à la caisse des dépôts et consignations, avec affectation spéciale au payement du prix, une somme qui ne peut être inférieure à la moitié du prix total de la première vente, ni à la portion du prix de ladite vente stipulée payable comptant, augmentée de la surenchère. Cette disposition n'est pas applicable au surenchérisseur.

L'adjudication sur surenchère du sixième a lieu aux mêmes conditions et délais que la vente sur laquelle la surenchère est intervenue.

Si l'acquéreur est dépossédé par suite de la surenchère, il doit, sous sa responsabilité, remettre les oppositions formées entre ses mains à l'adjudicataire, sur récépissé, dans la huitaine de l'adjudication, s'il ne les a pas fait connaître antérieurement par mention insérée au cahier des charges ; l'effet de ces oppositions est reporté sur le prix de l'adjudication. Faute de satisfaire à cette obligation ou de déclarer qu'il n'a reçu aucune opposition, il est passible de tous dommages-intérêts envers l'adjudicataire, qui fera publier l'adjudication prononcée à son profit aux frais dudit acquéreur surenchéri, et pourra, dans tous les cas, prélever le coût de la publication sur son prix.

Art. 8. — Dans la quinzaine ou plus tard soit de la publication unique, soit de la seconde publication de l'acte constatant l'apport en société d'un fonds de commerce, effectuée conformément à l'article 4 de la présente loi, tout créancier non inscrit de l'associé qui a fait l'apport, si cet apport est rémunéré exclusivement ou partiellement par des droits sociaux, fera connaître au greffe du tribunal de commerce de la situation du fonds sa qualité de créancier et la somme qui lui est due ou, si la somme n'est pas liquide, les causes de sa créance. Il lui sera délivré par le greffier un récépissé de sa déclaration.

Tout créancier qui a fait la déclaration prescrite par le paragraphe précédent peut, à moins que la société n'offre le payement de la valeur du fonds d'après expertise, poursuivre contre son débiteur la vente du fonds devant le tribunal de commerce de la situaion du fonds, suivant les règles des articles 30, paragraphes 5, 6, 7 et 8, et 32 de la présente loi.

Si la publication de l'acte constatant l'apport n'a pas eu lieu conformément à l'article 4 et dans les délais fixés par ledit article, les créanciers de l'apporteur pourront, sans déclaration préalable de leurs créances au greffe et à défaut de payement ou de l'offre par la société de payer la valeur du fonds d'après expertise, en poursuivre la vente comme il est dit ci-dessus.

Art. 9. — En cas de location industrielle ou commerciale, les dispositions de l'article 1717 du code civil demeurent applicables.

Toutefois, si le bail stipule que la sous-location ou la cession du bail peut avoir lieu avec le consentement du bailleur ou au profit d'une personne agréée par lui, le bailleur ne peut refuser d'accepter comme sous-locataire ou cessionnaire du bail la personne à laquelle le fonds de commerce a été transmis, à moins de motifs graves dont l'appréciation peut être soumise aux tribunaux civils ou aux juges de paix dans les limites de leur compétence.

CHAPITRE II

Du nantissement des fonds de commerce.

Art. 10. — Les fonds de commerce peuvent faire l'objet de nantissements, sans autres conditions et formalités que celles prescrites par la présente loi.

Le nantissement d'un fonds de commerce ne donne pas au créancier gagiste le droit de se faire attribuer le fonds en payement et jusqu'à due concurrence.

Art. 11. — Sont seuls susceptibles d'être compris dans le nantissement soumis aux dispositions de la présente loi comme faisant partie d'un fonds de commerce : l'enseigne et le nom commercial, le droit au bail, la clientèle et l'achalandage ; le mobilier commercial, le matériel ou l'outillage servant à l'exploitation du fonds, même s'ils sont immeubles par destination ; les brevets d'invention, les licences, les marques de fabrique et de commerce, les dessins et modèles industriels, et généralement les droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique qui y sont attachés.

Le certificat d'addition postérieur au nantissement qui comprend le brevet auquel il s'applique suivra le sort de ce brevet et fera partie, comme lui, du gage constitué.

A défaut d'indication de chacun des éléments dans l'acte qui le constitue, le nantissement ne comprend que l'enseigne et le nom commercial, le droit au bail, la clientèle et l'achalandage.

Si le nantissement porte sur un fonds de commerce et ses succursales, celles-ci doivent être désignées par l'indication précise de leur siège.

Art. 12. — Le contrat de nantissement est constaté par un acte authentique ou par un acte sous seing privé dûment enregistré. Le propriétaire du fonds doit faire connaître dans l'acte la nature et la date de son titre d'acquisition, les nom, prénoms, profession et domicile de son auteur.

Le privilège résultant du contrat de nantissement s'établit par le seul fait de l'inscription sur un registre public tenu au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel le fonds est exploité. S'il s'agit d'un fonds sans situation fixe, l'article 6 est applicable à l'inscription du privilège.

La même formalité devra être remplie au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel est située chacune des succursales du fonds comprises dans le nantissement.

Art. 13. — L'inscription doit être prise, à peine de nullité du nantissement, dans la quinzaine de la date de l'acte constitutif. Elle est valablement prise, dans ce délai, contre la succession bénéficiaire ou vacante du constituant.

En cas de faillite ou de liquidation judiciaire, les articles 446, 447 et 448, paragraphe 1er, du code de commerce sont applicables aux nantissements de fonds de commerce.

Art. 14. — Le rang des créanciers gagistes entre eux est déterminé par la date de leurs inscriptions. Les créanciers inscrits le même jour viennent en concurrence.

Art. 15. — En cas de détournement ou de destruction du matériel donné en nantissement, il sera fait application de l'article 400, paragraphes 5 et 6, du code pénal.

CHAPITRE III

Dispositions communes à la vente et au nantissement des fonds de commerce.

Section I. — Formalités de l'inscription. — Obligations du greffier.

Art. 16. — Le vendeur ou le créancier gagiste, pour inscrire leur privilège, représentent, soit eux-mêmes, soit par un tiers, au greffier du tribunal de commerce, l'un des originaux de l'acte de vente ou du titre constitutif du nantissement s'il est sous seing privé ou une expédition s'il existe en minute. L'acte de vente ou de nantissement sous seing privé reste déposé au greffe.

Il est joint deux bordereaux écrits sur papier libre ; l'un d'eux peut être porté sur l'original ou sur l'expédition du titre ; ils contiennent :

1° Les noms, prénoms et domiciles du vendeur, du précédent propriétaire, son auteur, et de l'acquéreur ; ou les noms, prénoms et domiciles du créancier et du débiteur, ainsi que du propriétaire du fonds, si c'est un tiers ; leur profession, s'ils en ont une ;

2° La date et la nature du titre, en vertu duquel l'inscription est prise et, en cas de vente ou cession, la date fixée pour la prise de possession, la date et la nature du titre d'acquisition du vendeur ou cédant ;

3° Les prix de la vente établis distinctement pour le matériel, les marchandises et les éléments incorporels du fonds ainsi que les charges évaluées, s'il y a lieu, ou le montant de la créance exprimée dans le titre, les conditions relatives aux intérêts et à l'exigibilité ;

4° La désignation du fonds de commerce et de ses succursales, s'il y a lieu, avec l'indication précise des éléments qui les constituent et sont compris dans la vente ou le nantissement, la nature de leurs opérations et leur siège, sans préjudice de tous autres renseignements propres à les faire connaître ; si la vente ou le nantissement s'étend à d'autres éléments du fonds de commerce que l'enseigne, le nom commercial, le droit au bail et la clientèle, ces éléments doivent être nommément désignés, avec la date et le numéro du dépôt en ce qui concerne les marques de fabrique et les dessins ou modèles industriels ;

5° Election de domicile par le vendeur ou le créancier gagiste dans le ressort du tribunal de la situation du fonds.

Les ventes ou cessions de fonds de commerce comprenant des marques de fabrique et de commerce, des dessins ou modèles industriels, ainsi que les nantissements de fonds qui comprennent des brevets d'invention ou licences, des marques ou des dessins et modèles, doivent, en outre, être inscrits à l'office national de la propriété industrielle, sur la production du certificat d'inscription délivré par le greffier du tribunal de commerce dans la quinzaine qui suivra cette inscription, à peine de nullité, à l'égard des tiers, des ventes, cessions ou nantissements en ce qu'ils s'appliquent aux brevets d'invention et aux licences, aux marques de fabrique et de commerce, aux dessins et modèles industriels. L'inscription à l'office national de la propriété industrielle a lieu, à défaut d'inscription du privilège au greffe du tribunal de commerce, sur la présentation de l'acte stipulant un prix payé comptant ou contenant une renonciation expresse du vendeur à inscrire son privilège.

Les brevets d'invention compris dans la cession d'un fonds de commerce restent soumis pour leur transmission aux règles édictées par la section IV du titre II de la loi du 5 juillet 1844.

Art. 17. — Le greffier transcrit sur son registre le contenu des bordereaux et remet au requérant tant l'expédition du titre, s'il existe en minute, que l'un des bordereaux au pied duquel il certifie avoir fait l'inscription.

Art. 18. — Il mentionne en marge des inscriptions les antériorités, les subrogations et

radiations totales ou partielles dont il lui est justifié. Les antériorités et les subrogrations ne peuvent résulter que d'actes authentiques ou d'actes sous seing privé dûment enregistrés.

La date des mentions détermine le rang des créanciers subrogés ou des cessionnaires d'antériorité dans leurs rapports entre eux.

Art. 19. — Si le titre d'où résulte le privilège inscrit est à l'ordre, la négociation par voie d'endossement emporte la translation du privilège.

Lorsque partie du prix ou de la créance est représentée par des effets de commerce souscrits ou acceptés par l'acquéreur ou par l'emprunteur à l'ordre du vendeur ou du créancier nanti, ces effets doivent être mentionnés dans l'acte de vente ou de nantissement, avec indication de leur montant et des dates d'échéance; ils seront causés valeur en prix de fonds de commerce ou en prêt garanti par nantissement. Le premier endossement devra mentionner la date, le volume et le numéro de l'inscription du privilège.

Le privilège inscrit au greffe profite aux porteurs desdits effets à la condition que tous les endos précédant la cession à leur profit aient été effectués en conformité de l'article 137 du code de commerce.

Tous les porteurs de ces effets viennent en concurrence pour l'exercice de leur privilège quelle que soit l'échéance des effets dont ils sont porteurs.

Toute antériorité stipulée par le vendeur ou le créancier nanti à son profit ou concédée par lui à un tiers ne sera pas opposable aux porteurs réguliers desdits effets, à moins qu'elle n'ait été portée à leur connaissance par une mention inscrite sur les effets.

Art. 20. — L'inscription conserve le privilège pendant cinq années à compter du jour de sa date; son effet cesse si elle n'a pas été renouvelée avant l'expiration de ce délai.

Les tiers porteurs des effets représentant le prix ou la créance privilégiée auront le droit, dans le même délai, d'opérer le renouvellement de l'inscription à concurrence du montant des effets dont ils seront porteurs, à défaut par le vendeur ou le créancier de l'avoir fait.

L'inscription garantit au même rang que le principal deux années d'intérêts, sans préjudice des inscriptions portant privilège à compter de leur date qui seront prises pour les intérêts autres que ceux conservés par la première inscription.

Art. 21. — Les inscriptions sont rayées, soit du consentement des parties intéressées et ayant capacité à cet effet, soit en vertu d'un jugement passé en force de chose jugée. L'exécution du jugement rendu par défaut résultera suffisamment du procès-verbal de carence fait au domicile élu par le créancier dans son inscription et dénoncé au parquet.

A défaut de jugement, la radiation totale ou partielle ne peut être opérée par le greffier que sur le dépôt d'un acte authentique de consentement à la radiation, donné par le créancier ou son cessionnaire régulièrement subrogé et justifiant de ses droits.

Il ne pourra être consenti de mainlevée sans payement, lorsque des effets de commerce auront été souscrits par l'acquéreur ou l'emprunteur, pour la partie du prix ou de l'obligation représentée par ces effets.

Le notaire chargé de dresser l'acte de mainlevée totale ou partielle de l'inscription devra se faire représenter, en même temps que l'acte de vente ou de nantissement, et conserver pour sa décharge soit la totalité des effets énoncés auxdits actes, soit les effets échus à la date de la mainlevée partielle.

La radiation totale ou partielle de l'inscription prise à l'office national sera opérée sur la production du certificat de radiation délivré par le greffier du tribunal de commerce.

Art. 22. — Lorsque la radiation, non consentie par le créancier, est demandée par voie d'action principale, cette action est portée devant le tribunal de commerce du lieu où l'inscription a été prise.

Si l'action a pour objet la radiation d'inscriptions prises dans des ressorts différents sur un fonds et ses succursales, elle est portée pour le tout devant le tribunal de commerce dans le ressort duquel se trouve l'établissement principal.

Art. 23. — La radiation est opérée au moyen d'une mention faite par le greffier en marge de l'inscription.

Il en est délivré certificat aux parties qui le demandent.

Art. 24. — Les greffiers des tribunaux de commerce sont tenus de délivrer à tous ceux qui le requièrent soit l'état des inscriptions existantes, avec les mentions d'antériorité, de radiations partielles et de subrogations partielles ou totales, soit un certificat qu'il n'en existe aucune ou simplement que le fonds est grevé.

Un état des inscriptions ou mentions effectuées à l'office national doit de même être délivré à toute réquisition.

L'officier public commis pour procéder à la vente d'un fonds de commerce peut, s'il le juge utile, se faire délivrer par le greffier copie des actes de vente sous seing privé déposés au greffe et concernant ledit fond. Il peut également se faire délivrer expédition des actes authentiques de vente et de location concernant ce fonds.

Art. 25. — Dans aucun cas, les greffiers ne peuvent refuser ni retarder les inscriptions ni la délivrance des états ou certificats requis.

Ils sont responsables de l'omission sur leurs registres des inscriptions requises en leur greffe et du défaut de mention dans leurs états ou certificats d'une ou plusieurs inscriptions existantes, à moins, dans ce dernier cas, que l'erreur ne provint de désignations insuffisantes qui ne pourraient leur être imputées.

Art. 26. — Le droit d'inscription de la créance du vendeur ou du créancier gagiste est fixé à cinq centimes par cent francs sans addition d'aucun décime. Il sera perçu, lors de l'enregistrement de l'acte de vente, sur le prix ou la portion du prix non payée et, lors de l'enregistrement du contrat de nantissement, sur le capital de la créance.

Le droit d'inscription dû pour les inscriptions prises en renouvellement sera perçu par l'administration de l'enregistrement sur la présentation des bordereaux, avant leur dépôt au greffe du tribunal de commerce.

Sont affranchis du timbre: le registre des inscriptions tenu par le greffier en exécution de l'article 17, les bordereaux d'inscription, les reconnaissances de dépôts, les états, certificats, extraits et copies dressés en exécution de la présente loi, le registre des transcriptions d'actes de location d'objets mobiliers tenu en exécution de l'article 40 et les copies qui en seront requises, ainsi que les pièces produites pour obtenir l'accomplissement d'une formalité et qui restent déposées au greffe, et les copies qui en seront délivrées en exécution de l'article 24, paragraphe 3, à la condition que ces pièces mentionnent expressément leur destination.

Les bordereaux d'inscription, ainsi que les états ou certificats et copies de transcriptions ou d'actes de vente sous seing privé, délivrés par les greffiers, sont exempts de la formalité de l'enregistrement.

Art. 27. — Le droit d'enregistrement auquel seront assujettis les actes de consentement à mainlevées totales ou partielles d'inscription est fixé à deux centimes et demi par cent francs (25 millimes p. 100) du montant des sommes faisant l'objet de la mainlevée, sans addition d'aucun décime, et la formalité de la radiation au greffe du tribunal de commerce ne donnera lieu à aucun droit.

S'il y a seulement réduction de l'inscription, il ne sera perçu qu'un droit de 2 fr. par chaque acte, sans que ce droit puisse excéder, toutefois, le droit proportionnel qui serait exigible sur la mainlevée totale.

Section II. — De la réalisation du gage et de la purge des créances inscrites.

Art. 28. — En cas de déplacement du fonds de commerce, les créances inscrites deviendront de plein droit exigibles si le propriétaire du fonds n'a pas fait connaître aux créanciers inscrits, quinze jours au moins d'avance, par lettres recommandées avec avis de réception, son intention de déplacer le fonds et le nouveau siège qu'il entend lui donner, et si l'absence de notification n'a pas permis aux créanciers de satisfaire aux prescriptions du paragraphe suivant.

Dans la quinzaine de l'avis du déplacement à eux notifié ou dans la quinzaine du jour où ils auront eu connaissance du déplacement, le vendeur ou le créancier gagiste doivent faire mentionner, en marge de l'inscription existante, le nouveau siège du fonds, et, si le fonds a été transféré dans un autre ressort, faire reporter à sa date l'inscription primitive avec l'indication du nouveau siège, sur le registre du tribunal de ce ressort.

Le déplacement du fonds de commerce, sans le consentement du vendeur ou des créanciers gagistes, peut, s'il en résulte une dépréciation du fonds, rendre leurs créances exigibles.

L'inscription d'un nantissement peut également rendre exigibles les créances antérieures.

Les demandes en déchéance du terme formées en vertu des deux paragraphes précédents devant le tribunal de commerce sont soumises aux règles de procédure édictées par le paragraphe 8 de l'article 30 ci-après.

Art. 29. — Le propriétaire, qui poursuit la résiliation du bail de l'immeuble dans lequel s'exploite un fonds de commerce grevé d'inscriptions, ou l'expulsion, en référé, du locataire pour défaut de payement des loyers, doit notifier sa demande aux créanciers antérieurement inscrits au domicile élu par eux dans leurs inscriptions. Le jugement ou l'ordonnance ne peut intervenir qu'après un mois écoulé depuis la notification.

La résiliation amiable du bail ne devient définitive qu'un mois après la notification qui en a été faite aux créanciers inscrits, aux domiciles élus.

Art. 30. — Tout créancier qui exerce des poursuites de saisie-exécution, et le débiteur contre lequel elles sont exercées, peuvent demander devant le tribunal de commerce dans le ressort duquel s'exploite le fonds, la vente du fonds de commerce du saisi avec le matériel et les marchandises qui en dépendent. Le débiteur qui requiert la vente de son fonds est tenu de déposer au greffe du tribunal, à l'appui de sa demande, son acte d'acquisition, son bail et, s'il y a lieu, ses polices d'assurances, pour être mises par le greffier à la disposition, soit de l'administrateur provisoire, soit de l'officier public commis pour dresser le cahier des charges.

Sur la demande du créancier poursuivant, le tribunal de commerce ordonne qu'à défaut de payement dans le délai imparti au débiteur, la vente du fonds aura lieu à la requête dudit créancier, après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 32 de la présente loi.

Il en sera de même si, sur l'instance introduite par le débiteur, le créancier demande à poursuivre la vente du fonds.

S'il ne le demande pas, le tribunal de commerce fixe le délai dans lequel, à partir du jugement, la vente du fonds devra avoir lieu à la requête du débiteur, suivant les formes édictées par l'article 32 ci-après, et il ordonne que, faute par le débiteur d'avoir fait procéder à la vente dans ledit délai, les poursuites de saisie-exécution seront reprises et continuées sur les derniers errements.

Il nomme, s'il y a lieu, un administrateur provisoire du fonds, fixe les mises à prix, détermine les conditions principales de la vente, commet pour y procéder l'officier public qui dresse le cahier des charges et dont, quel qu'il soit, les honoraires seront ceux des tarifs arrêtés par la cour d'appel pour les notaires du ressort. S'il fixe des mises à prix distinctes pour les éléments incorporels du fonds, le matériel et les marchandises, le prix de l'adjudication sur réunion de tous les éléments constitutifs du fonds sera ventilé, s'il y a lieu, en prenant pour base les mises à prix. Une mise à prix est fixée pour les éléments incorporels du fonds seulement, s'il est décidé que le matériel et les marchandises seront pris par l'adjudicataire à dire d'experts. L'administrateur provisoire prend possession du fonds, en dresse l'inventaire et en continue l'exploitation; il reçoit le prix de l'adjudication pour en opérer la consignation.

La publicité extraordinaire, lorsqu'elle est utile, est réglée par le jugement ou, à défaut, par ordonnance du président du tribunal de commerce rendue sur requête.

Le tribunaal peut, par la décision rendue, autoriser le poursuivant, s'il n'y a pas d'autre créancier inscrit ou opposant, et sauf prélèvement des frais privilégiés au profit de qui de droit, à toucher le prix directement et sur sa simple quittance, soit de l'adjudicataire, soit de l'officier public vendeur, selon les cas, en déduction ou jusqu'à concurrence de sa créance en principal, intérêts et frais.

Le tribunal de commerce statue, dans la quinzaine de la première audience, par jugement non susceptible d'opposition, exécutoire sur minute.

Le débiteur ne peut, à compter du jour du

jugement, aliéner le fonds de commerce à peine de nullité et sans qu'il soit besoin de la faire prononcer, à moins que la vente n'ait eu lieu du consentement du créancier saisissant et des créanciers inscrits sur le fonds. L'appel du jugement n'est suspensif qu'en ce qui concerne la vente du fonds ; le débiteur qui a demandé la vente de son fonds pour arrêter la poursuite du créancier saisissant, n'est pas recevable à interjeter appel du jugement. L'appel est formé dans la quinzaine de la signification du jugement et jugé sommairement par la cour dans le mois ; l'arrêt, non susceptible d'opposition, est exécutoire sur minute.

Art. 31. — Le vendeur et le créancier gagiste inscrits sur un fonds de commerce peuvent également, même en vertu de titres sous seing privé, poursuivre la vente du fonds qui constitue leur gage, même s'il est réduit à l'un ou plusieurs des éléments incorporels, quinze jours après sommation de payer faite au débiteur et au tiers détenteur, s'il y a lieu, demeurée infructueuse.

La demande est portée devant le tribunal de la situation du fonds, lequel statue comme il est dit aux paragraphes 5, 6, 7 et 8 de l'article précédent.

Art. 32. — Le poursuivant fait sommation au propriétaire du fonds et aux créanciers inscrits antérieurement à la décision qui a ordonné la vente, au domicile élu par eux dans leurs inscriptions, quinze jours au moins avant la vente, de prendre communication du cahier des charges, de fournir leurs dires et observations et d'assister à l'adjudication, si bon leur semble.

La vente a lieu dix jours au moins après l'apposition d'affiches indiquant les noms, professions, domiciles du poursuivant et du propriétaire du fonds, la décision en vertu de laquelle on agit, une élection de domicile dans le lieu où siège le tribunal de commerce dans le ressort duquel s'exploite le fonds, les divers éléments constitutifs dudit fonds, la nature de ses opérations, sa situation, les mises à prix, les lieu, jour et heure de l'adjudication, les nom et domicile de l'officier public commis et dépositaire du cahier des charges.

Ces affiches sont obligatoirement apposées, à la diligence de l'officier public, à la porte principale de l'immeuble et de la mairie de la commune où le fonds est situé, du tribunal de commerce dans le ressort duquel se trouve le fonds et de l'officier public commis.

L'affiche sera insérée, dix jours aussi avant la vente, dans un journal d'annonces légales du ressort du tribunal de commerce et, à défaut, du tribunal de l'arrondissement où le fonds est situé.

La publicité sera constatée par une mention faite dans le procès-verbal de vente.

Il sera statué d'urgence, par jugement exécutoire par provision, nonobstant opposition ou appel, sur les moyens de nullité de la procédure de vente antérieure à l'adjudication et sur les dépens; ces moyens devront être opposés, à peine de déchéance, huit jours au moins avant l'adjudication.

Art. 33. — Le tribunal de commerce, saisi de la demande en payement d'une créance se rattachant à l'exploitation d'un fonds de commerce, peut, s'il prononce une condamnation et si le créancier le requiert, ordonner par le même jugement avec la vente du fonds. Il statue dans les termes des paragraphes 5, 6 et 7 de l'article 30 ci-dessus et fixe le délai après lequel, à défaut de payement, la vente pourra être poursuivie.

Les dispositions de l'article 32 sont applicables à la vente ainsi ordonnée par le tribunal de commerce.

Art. 34. — Faute par l'adjudicataire d'exécuter les clauses de l'adjudication, le fonds sera vendu à sa folle enchère, selon les formes prescrites à l'article 32 ci-dessus.

Le fol enchérisseur est tenu, envers les créanciers du vendeur et le vendeur lui-même, de la différence entre son prix et celui de la revente sur folle enchère, sans pouvoir réclamer l'excédent s'il y en a.

Art. 35. — Il ne sera procédé à la vente séparée d'un ou plusieurs éléments d'un fonds de commerce grevé d'inscriptions, poursuivie soit sur saisie-exécution, soit en vertu de la présente loi, que dix jours au plus tôt après la notification de la poursuite aux créanciers qui se seront inscrits quinze jours au moins avant ladite notification, au domicile élu par eux dans leurs inscriptions. Pendant ce délai de dix jours, le propriétaire du fonds ou tout créancier inscrit, que sa créance soit ou non échue pourra assigner les intéressés devant le tribunal de commerce dans le ressort duquel s'exploite le fonds, pour demander qu'il soit procédé à la vente de tous les éléments du fonds, à la requête du poursuivant ou à sa propre requête, dans les termes et conformément aux dispositions des articles 30, 31 et 32 ci-dessus.

Le matériel et les marchandises seront vendus en même temps que le fonds sur des mises à prix distinctes, ou moyennant des prix distincts, si le cahier des charges oblige l'adjudicataire à les prendre à dire d'experts.

Il y aura lieu à ventilation du prix pour les éléments du fonds non grevés des privilèges inscrits.

Art. 36. — Aucune surenchère n'est admise lorsque la vente a eu lieu dans les formes prescrites par les articles 7, 30, 31, 32, 33, 35 et 38.

Art. 37. — Les privilèges du vendeur et du créancier gagiste suivent le fonds ou les éléments incorporels du fonds, en quelques mains qu'ils passent.

Lorsque la vente du fonds n'a pas eu lieu aux enchères publiques en vertu et conformité des articles 7, 30, 31, 32, 33, 35 et 38 de la présente loi, l'acquéreur qui veut se garantir des poursuites des créanciers inscrits est tenu, à peine de déchéance, sans attendre la poursuite ou dans la quinzaine de la sommation de payer à lui faite de notifier à tous les créanciers inscrits, au domicile par eux élu dans leurs inscriptions :

1° Les nom, prénom et domicile du vendeur, la désignation précise du fonds, les prix distincts des éléments incorporels, du matériel et des marchandises ou l'évaluation du fonds en cas de transmission à titre gratuit, par voie d'échange ou par voie de reprise, sans fixation de prix, en vertu de convention de mariage, les charges, les frais et loyaux coûts exposés par l'acquéreur ;

2° Un tableau sur trois colonnes contenant : la première, la date des ventes ou nantissements antérieurs et des inscriptions prises ; la seconde, les noms et domiciles des créanciers inscrits ; la troisième, le montant des créances inscrites, avec déclaration qu'il est prêt à acquitter sur-le-champ les dettes inscrites jusqu'à concurrence de son prix, sans distinction des dettes exigibles ou non exigibles. La notification contiendra élection de domicile dans le ressort du tribunal de commerce de la situation du fonds.

Dans le cas où le titre du nouveau propriétaire comprendrait divers éléments d'un fonds, les uns grevés d'inscriptions, les autres non grevés, situés ou non dans le même ressort, aliénés pour un seul et même prix ou pour des prix distincts, le prix de chaque élément sera déclaré dans la notification, par ventilation, s'il y a lieu, du prix total exprimé dans le titre.

Art. 38. — Tout créancier inscrit sur un fonds de commerce peut, lorsque l'article 36 n'est pas applicable, requérir sa mise aux enchères publiques, en offrant de porter le prix principal, non compris le matériel et les marchandises, à un dixième en sus et de donner caution pour le payement des prix et charges ou de justifier de solvabilité suffisante.

Cette réquisition, signée du créancier, doit être, à peine de déchéance, signifiée à l'acquéreur et au débiteur précédent propriétaire dans la quinzaine des notifications, avec assignation devant le tribunal de commerce de la situation du fonds, pour voir statuer, en cas de contestation, sur la validité de la surenchère, sur l'admissibilité de la caution ou la solvabilité du surenchérisseur, et voir ordonner qu'il sera procédé à la mise aux enchères publiques du fonds avec le matériel et les marchandises qui en dépendent, et que l'acquéreur surenchéri sera tenu de communiquer son titre et l'acte de bail ou de cession de bail à l'officier public commis. Le délai de quinzaine ci-dessus n'est pas susceptible d'augmentation à raison de la distance entre le domicile élu et le domicile réel des créanciers inscrits.

A partir de la signification de la surenchère, l'acquéreur, s'il est entré en possession du fonds, en est de droit administrateur séquestre et ne pourra plus accomplir que des actes d'administration. Toutefois, il pourra demander au tribunal de commerce, à tout moment de la procédure, la nomination d'un autre administrateur; cette demande peut également être formée par tout créancier.

Le surenchérisseur ne peut, même en payant le montant de la soumission, empêcher par un désistement l'adjudication publique, si ce n'est du consentement de tous les créanciers inscrits.

Les formalités de la procédure et de la vente accomplies à la diligence du surenchérisseur et, à son défaut, de tout créancier inscrit ou de l'acquéreur, aux frais, risques et périls du surenchérisseur et sa caution restant engagée, selon les règles prescrites par les articles 30, paragraphes 5, 6, 7 et 8; 32 et 35, paragraphe 3, ci-dessus.

A défaut d'enchère, le créancier surenchérisseur est déclaré adjudicataire.

L'adjudicataire est tenu de prendre le matériel et les marchandises existant au moment de la prise de possession aux prix fixés par une expertise amiable ou judiciaire, contradictoirement entre l'acquéreur surenchéri, son vendeur et l'adjudicataire, sans que l'estimation du matériel puisse être, en aucun cas, inférieure au prix fixé dans la vente.

Il est tenu, au delà de son prix d'adjudication, de rembourser à l'acquéreur dépossédé les frais et loyaux coûts de son contrat, ceux des notifications, ceux d'inscription et de publicité prévus par les articles 3, 4 et 5 ci-dessus, et à qui de droit ceux faits pour parvenir à la revente.

L'article 34 est applicable à la vente et à l'adjudication sur surenchère.

L'acquéreur surenchéri, qui se rendra adjudicataire par suite de la revente sur surenchère, aura son recours tel que de droit contre le vendeur pour le remboursement de ce qui excède le prix stipulé par son titre et pour l'intérêt de cet excédent à compter du jour de chaque payement.

Le paragraphe 9 de l'article 7 ci-dessus est applicable à la surenchère du dixième.

SECTION III — Classement de privilèges spéciaux sur fonds de commerce.

Art. 39. — En cas de conflit entre un vendeur ou un créancier nanti inscrit sur un fonds de commerce et un créancier ayant hypothèque sur le matériel d'exploitation du fonds devenu immeuble par destination, le prix du matériel se distribue entre ces créanciers d'après les dates respectives de leurs inscriptions, sauf en ce qui concerne les hypothèques dispensées d'inscription pouvant grever l'immeuble, auquel cas leur rang sera déterminé comme il est dit à l'article 2135 du code civil. Le vendeur du fonds de commerce peut faire valoir son privilège à la date de la vente, s'il l'a inscrit dans le délai fixé par l'article 3.

En cas de conflit entre le bailleur de l'immeuble garni par le matériel servant à l'exploitation du fonds de commerce et le vendeur ou le créancier nanti, le privilège du bailleur l'emporte, si le bail a acquis date certaine avant l'inscription du privilège du vendeur ou du créancier nanti; s'il est postérieur en date, le bailleur n'a privilège avant les créanciers inscrits que pour six mois de loyers échus, six mois de loyers en cours et six mois à échoir à partir de l'expiration du semestre courant.

Les commis employés à l'exploitation d'un fonds de commerce ont privilège sur le prix, avant les créanciers inscrits sur le fonds, pour les salaires acquis pendant les deux mois qui ont précédé la vente du fonds. Les salaires acquis aux ouvriers pendant le mois qui a précédé la vente sont admis au même rang.

Art. 40. — Le droit de revendication du locateur d'objets mobiliers servant à l'exploitation d'un fonds de commerce est opposable aux créanciers déjà inscrits sur ce fonds et, s'il y a lieu, sur l'immeuble dans lequel il est exploité si, à défaut d'une reconnaissance écrite de la part de ces créanciers, l'acte qui constate la location et contient une désignation précise des objets leur a été notifié par exploit d'huissier au moment de l'apport desdits objets dans le fonds.

La transcription de l'acte de location sur un registre spécial tenu au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel le fonds est situé le rend opposable aux créanciers inscrits postérieurement soit sur le fonds, soit sur l'immeuble s'il est la propriété du titulaire du fonds.

La transcription a lieu sur la représentation au greffier de deux originaux de l'acte de location s'il est sous seing privé, ou d'une expédition s'il existe en minute.

Le greffier certifie la transcription au pied de l'expédition ou de l'un des originaux de l'acte s'il est sous seing privé, l'autre original restant déposé au greffe. Il délivre, s'il en est requis,

copie des transcriptions ou certificat qu'il n'en existe aucune.

SECTION IV. — De la distribution du prix.

Art. 41. — Lorsque le prix de la vente est définitivemnnt fixé, l'acquéreur, à défaut d'entente entre les créanciers inscrits et opposants pour la distribution du prix, est tenu, sur la sommation du vendeur ou de tout créancier inscrit ou opposant, et dans la quinzaine suivante, de consigner la partie exigible du prix, et le surplus au fur et à mesure de l'exigibilité, à la charge de toutes les oppositions faites entre ses mains, ainsi que des cessions qui lui auront été notifiées et des inscriptions grevant le fonds. Le trésorier de la caisse des dépôts annexera à son procès-verbal les oppositions, significations de transports et états d'inscriptions qui devront lui être remis lors de la consignation.

Lorsqu'une portion du prix est représentée par des effets de commerce non échus, l'acquéreur est tenu de consigner ces effets en même temps que la portion exigible du prix. S'il ne consigne pas la partie exigible du prix et les effets de commere, ou s'il n'effectue pas régulièrement le payement à la caisse soit des sommes payables à terme, soit des effets à leur échéance, toute personne intéressée pourra, sur requête du président du tribunal de commerce, faire nommer un administrateur qui, sous la surveillance du président ou du juge commissaire, nommé en vertu de l'article 37, aura pour mission de poursuivre par les voies de droit la consignation des sommes exigibles et de tous les effets non échus; à défaut de consignation, de faire condamner l'acquéreur et, s'il y a lieu, le détenteur des fonds solidairement avec lui, au payement de la portion exigible du prix; et si les effets ont été consignés et payés à leur échéance, d'en opérer le retrait le lendemain de chaque échéance, d'en assurer le recouvrement et de consigner les sommes recouvrées au fur et à mesure des rentrées. Les frais et honoraires de l'administrateur ainsi nommé seront taxés par le président du tribunal de commerce et mis à la charge de l'acquéreur qui les aura nécessités.

Art. 42. — La consignation du prix et, s'il y a lieu, des effets de commerce effectuée, le vendeur, l'acquéreur ou le créancier le plus diligent se fait remettre par la caisse des dépôts la copie des oppositions, significations de transports et inscriptions annexées au procès-verbal de la consignation et un duplicata du certificat de la consignation, et après en avoir fait le dépôt au greffe présente requête au président du tribunal de commerce à l'effet de faire commettre un juge-commissaire devant lequel les créanciers sont convoqués; le débiteur et l'acquéreur, s'ils ne sont pas poursuivants, sont également convoqués; les convocations sont faites par le greffier par lettre recommandée aux domiciles élus dans les inscriptions et oppositions et aux domiciles réels en France. Le greffier exige de la poste un avis de la réception des lettres adressées à domicile élu. La convocation indique la nature et la situation du fonds dont le prix est en distribution, les noms, prénoms, domiciles de l'ancien et du nouveau propriétaire, le montant de la somme à distribuer, le jour, l'heure et le lieu de la réunion, l'état sommaire des oppositions et inscriptions, avec mention des sommes dues à chaque créancier d'après l'opposition ou l'inscription, et l'obligation de se présenter devant le juge et de déposer entre ses mains une demande de collocation contenant élection de domicile dans le ressort du tribunal avec pièces à l'appui; il sera indiqué que les créanciers non produisants ne seront pas compris dans la répartition.

Si la convocation des créanciers a lieu plus de trois mois après la publication de la vente, suivant le cas, un avis contenant les mêmes énonciations que la convocation est inséré, par les soins du greffier, dans l'un des journaux imprimés au lieu où siège le tribunal et, s'il n'y en a pas, dans un journal de l'arrondissement.

La convocation et l'avis doivent précéder de vingt jours celui de la réunion, sans augmentation du délai à raison des distances.

Pendant ce délai, tout créancier, même non opposant ni inscrit, peut présenter, avec pièces à l'appui, sa demande de collocation contenant élection de domicile dans le ressort du tribunal.

Art. 43. — Au jour fixé par l'ordonnance de convocation, le juge dresse procès-verbal de la comparution des parties et de la remise des productions et titres. Il constate que les créanciers inscrits et opposants ont été convoqués et qu'avis a été donné par la poste de la réception des lettres adressées à domicile élu. Il déclare forclos les créanciers non produisants. Il entend les observations des parties comparantes ou de leurs mandataires et, dans la quinzaine, dépose au greffe un projet de répartition.

Le juge-commissaire peut, s'il le juge convenable, se faire assister d'un administrateur nommé par le président.

Lorsqu'une partie du prix est payable à des termes non échus, les créanciers privilégiés, non désintéressés sur la portion du prix exigible, sont colloqués, suivant leur rang, sur les premières sommes à échoir, et les créanciers chirographaires sur chacune des autres échéances au prorata de leurs créances reconnues.

Il est procédé de même à la répartition intégrale du prix, lorsqu'une portion du prix est représentée par des effets de commerce non échus, si l'acquéreur consent à diviser les effets de commerce en autant de coupures qu'il y a de créanciers, soit qu'il y soit tenu par son titre, soit qu'il s'y soit obligé en consignant les effets, et si le vendeur consent, de son côté, à endosser les nouveaux effets substitués aux anciens, les frais de timbres des nouveaux effets étant au surplus employés en frais de distribution.

Le projet de répartition déposé au greffe peut être l'objet de contredits de la part des créanciers produisants et du débiteur, dans la quinzaine qui suit son dépôt. Chaque créancier produisant est avisé de ce dépôt par lettre simple du greffier et au domicile élu dans la demande de collocation; le débiteur et l'acquéreur en sont avisés dans la même forme à leur domicile réel. Pendant le délai de quinzaine ci-dessus, les créanciers, le débiteur et l'acquéreur peuvent prendre communication au greffe et sans déplacement des demandes en collocation et des pièces jointes à l'appui de ces demandes. Les contredits sont transcrits et signés par leurs auteurs à la suite du projet de répartition du juge-commissaire.

Le délai ci-dessus expiré sans contredit de la part d'aucun des créanciers comparants, le règlement devient de plein droit définitif, même si le débiteur a fait défaut. Les frais de justice sont prélevés par privilège. Le juge prononce la mainlevée des inscriptions et oppositions sur les sommes mises en distribution et ordonne la délivrance des bordereaux de collocation.

Même s'il y a contredit, il peut être proposé provisionnellement à un règlement amiable partiel en faveur de tout créancier ayant une cause de préférence, dont la demande n'est contestée ni quant au rang, ni quant au chiffre.

Art. 44. — S'il y a contredit sur le projet de répartition du juge-commissaire, celui-ci dépose un rapport sur ce contredit, dans la quinzaine qui suivra l'expiration du délai accordé aux créanciers pour contredire, et renvoie toutes les parties devant le tribunal.

Celles-ci sont avisées au domicile élu dans leur demande en collocation, par lettre recommandée du greffier, dix jours au moins avant l'audience. Le tribunal statue dans la quinzaine. Le jugement, non susceptible d'opposition, sera exécuté à l'expiration des délais d'appel, s'il est susceptible d'appel, et immédiatement s'il ne l'est pas. Le tribunal peut mettre à la charge des contredisants tout ou partie des dépens postérieurs au dépôt du projet de répartition. Les frais employés en frais privilégiés de distribution sont taxés dans le jugement.

Art. 45. — Si, à défaut du consentement de l'acquéreur et du vendeur, les effets de commerce non échus n'ont pu être compris dans la répartition, le juge-commissaire, d'office et sans formalité, au fur et à mesure de l'avis d'encaissement transmis par la caisse des dépôts et consignations, et lorsqu'il y a somme suffisante, effectue la répartition sur les bases arrêtées dans la première répartition, et ce sans recours possible, sauf erreur, omission ou double emploi. Les répartitions ainsi faites seront portées à la connaissance des créanciers et deviendront définitives dans la quinzaine qui suivra, si aucun contredit n'est élevé.

Art. 46. — L'appel du jugement qui statue sur les contredits n'est recevable que si la somme contestée excède 1,500 fr., quel que soit d'ailleurs le montant des créances des contestants et des sommes à distribuer. Il ne peut être interjeté que dans la quinzaine de l'enregistrement du jugement. Il sera jugé dans le mois par la cour comme affaire sommaire, sans autre procédure que les conclusions motivées de la part des contestés. L'arrêt, non susceptible d'opposition, contient liquidation des frais et est exécutoire sur minute. Il est signifié, dans les quinze jours de sa date, à l'avoué le plus ancien seulement; la signification à avoué fait courir les délais de pourvoi en cassation.

Art. 47. — Dans les huit jours qui suivent l'expiration du délai d'appel, et, s'il y a appel, dans les huit jours de l'arrêt, le juge déjà désigné dresse l'état définitif des créances colloquées en principal, intérêts et frais; il est procédé ensuite comme il est dit à l'article 43, paragraphe 5.

Art. 48. — Au cas de faillite, la procédure de distribution, réglée par les articles 41 et suivants de la présente loi, n'a lieu qu'en ce qui concerne les créanciers inscrits. S'il y a un reliquat après collocation des héritiers inscrits, il est versé à la masse de la faillite.

Les articles 446 à 449 du code de commerce sont inapplicables aux collocations obtenues en vertu de la présente loi.

Art. 49. — Sont abrogés : le paragraphe ajouté à l'article 2075 du code civil par la loi du 1er mars 1898; les lois du 17 mars 1909 et du 1er avril 1909, et la loi du 31 juillet 1913; l'article 27 de la loi de finances du 15 juillet 1914.

Art. 50. — La présente loi sera exécutoire six mois après sa promulgation et, dans ce délai, un règlement d'administration publique déterminera toutes les mesures d'exécution de la loi en revisant le règlement d'administration publique du 8 août 1909, en le modifiant, s'il y a lieu, et le complétant, notamment en ce qui concerne la création d'un bulletin spécial, annexe au *Journal officiel*, la transcription sur un registre du greffe des actes de location d'objets mobiliers servant à l'exploitation d'un fonds de commerce, les émoluments dus aux greffiers pour la transcription de bordereaux d'inscription dépassant un nombre déterminé de lignes et de syllabes à la ligne, pour la transcription d'actes de location d'objets mobiliers ci-dessus visés et la certification de la transcription au pied de l'acte transcrit, pour les copies qui peuvent en être requises, et pour les divers actes de la procédure de distribution du prix de fonds de commerce.

Art. 51. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la présente loi à l'Algérie et aux colonies.

Dispositions transitoires.

Les paragraphes 1, 2, 3, 4 et 6 de l'article 1er, l'article 2, les paragraphes 1, 2, 3 et 7 de l'article 3, les articles 16 à 18, 20 à 23, 26, 27, 28, paragraphes 1 et 2, et 31 de la présente loi sont applicables aux ventes de fonds de commerce antérieures à la promulgation de la loi du 17 mars 1909 si les vendeurs ont fait inscrire leur privilège dans le mois de cette promulgation.

L'article 3, paragraphes 4, 5 et 6, les articles 19, paragraphe 1er, 24, 25, 28, paragraphes 3, 4 et 5, 29, 30, 32 à 38, sont applicables dans tous les cas aux ventes antérieures à la promulgation de la loi du 17 mars 1909.

Les créanciers gagistes inscrits antérieurement à la promulgation de la loi du 17 mars 1909, dont l'inscription n'énonçait pas ce qui leur était dû en principal et les conditions relatives aux intérêts et à l'exigibilité, et qui ne l'ont pas régularisé dans les six mois de la promulgation de la loi en la renouvelant conformément à l'article 24 de cette loi, ou par une mention en marge de l'inscription existante, ne peuvent opposer leur inscription aux créanciers qui ont satisfait aux prescriptions de ladite loi.

Les inscriptions de nantissement prises avant la promulgation de la loi du 17 mars 1909 et dont la durée a été limitée à cinq années à partir de ladite promulgation, sont périmées si elles n'ont été renouvelées avant l'expiration de ces cinq années.

La disposition de l'article 4, paragraphe 4, qui ne permet pas au bailleur de former opposition sur le prix du fonds pour loyers en cours ou à échoir, est applicable aux oppositions non validées par décisions judiciaires devenues définitives avant la promulgation de la loi du 31 juillet 1913.

ANNEXE N° 362

(Session ord. — Séance du 7 juillet 1914.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, portant ouverture, sur l'exercice 1914, d'un crédit additionnel aux crédits provisoires, en vue de permettre le règlement des dépenses afférentes à l'**expropriation de la forêt d'Eu**, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française; par M. Fernand David, ministre de l'agriculture, et par M. J. Noulens, ministre des finances (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 374

(Session ord. — Séance du 8 juillet 1914.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans les **départements de la Haute-Savoie et de l'Ain**, d'un nouveau réseau de **voies ferrées** d'intérêt local, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. René Renoult, ministre des travaux publics, et par M. J. Noulens, ministre des finances (2). — (Renvoyé à la commission des chemins de fer.)

ANNEXE N° 389

(Session ord. — Séance du 10 juillet 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre des députés, concernant les **promotions** de la 2e à la 1re classe pour le personnel des **instituteurs et institutrices primaires** de France et d'Algérie, par M. Eugène Lintilhac, sénateur (3). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, votre commission des finances avait d'abord disjoint l'article 81 de la loi de finances ainsi conçu :

« *Art. 81.* — Les prescriptions de l'alinéa 4 de l'article 22 de la loi du 30 décembre 1903, modifié par l'article 55 de la loi du 26 décembre 1908, pourront être appliquées pendant l'année 1914, ainsi que les dispositions de l'article 15 de la loi du 29 décembre 1911 spéciales au personnel des écoles d'Européens en Algérie. »

La Chambre, dans sa séance du 7 juillet, a voté ce texte sous forme de projet de loi spécial.

Votre commission vous propose de voter le même texte, mais légèrement modifié, comme suit :

PROJET DE LOI

Article unique. — Les prescriptions de l'alinéa 4 de l'article 22 de la loi du 30 décembre 1908, modifié par l'article 55 de la loi du 26 décembre 1900, pourront être appliquées pendant l'année 1914. Les dispositions de l'article 15 de la loi du 29 décembre 1911 spéciales au personnel des écoles d'Européens en Algérie pourront également être appliquées pendant l'année 1914.

ANNEXE N° 335

(Session ord. — Séance du 1er juillet 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi de M. Astier et d'un grand nombre de ses collègues, relative à **l'organisation de l'enseignement technique industriel et commercial**, par M. Astier, sénateur (1).

Messieurs, le 4 mars 1913, j'ai déposé sur le bureau du Sénat une proposition de loi, signée par 178 de nos collègues, relative à l'organisation de l'enseignement techniqne industriel et commercial.

Renvoyée à la commission de l'enseignement technique et de l'apprentissage, qui m'a fait l'honneur de me désigner comme rapporteur, cette proposition de loi a été adoptée dans son ensemble, après une étude approfondie.

Il importe, en effet, de rappeler immédiatement que la plupart de ses dispositions s'inspirent du projet de loi, déposé en 1905, par M. Dubief, alors ministre du commerce, au nom du Gouvernement. Or, ce projet était le fruit d'une étroite collaboration du conseil supérieur de l'enseignement technique et du ministère du commerce. Le titre V, celui qui concerne les cours professionnels ou de perfectionnement, avait été l'objet d'un examen attentif de la part du conseil supérieur du travail.

D'autre part, soumis à la commission du commerce et de l'industrie de la Chambre des députés, en 1906 et en 1910, ce projet de loi n'avait subi au cours de cette double et minutieuse discussion, que de légères modifications de détail.

Dans les nombreuses enquêtes auxquelles il avait donné lieu auprès des intéressés, chambres de commerce, syndicats patronaux et ouvriers, associations d'enseignement populaire, etc., il avait partout reçu, à Lyon, à Grenoble, à Marseille, à Bordeaux, à Nantes, à Saint-Nazaire, un accueil des plus favorables.

Tous les ministres du commerce qui se sont succédé depuis 1905 à 1912 lui ont toujours dans leurs déclarations à la tribune du Parlement, donné leur adhésion. C'est dire qu'il se présentait dans des conditions de clarté et de préparation préalables telles que la consécration législative semblait ne pas devoir soulever de grosses difficultés.

De son côté, le Sénat, le 21 juin 1912, à la suite de mon interpellation sur l'enseignement technique, adoptait, d'accord avec le Gouvernement, à la presque unanimité, l'ordre du jour suivant :

« Le Sénat, confiant dans le Gouvernement et prenant acte de ses déclarations.

« Compte sur lui pour hâter devant le Parlement la discussion du projet de loi sur l'enseignement technique industriel et commercial » manifestant ainsi ses préférences pour une loi d'ensemble et complète.

La Chambre des députés, à la suite d'une interpellation déposée par M. Coutant, exprimait elle aussi, le 27 février 1913, le désir d'aboutir rapidement. Mais M. Verlot, rapporteur de la commission du commerce et de l'industrie, dans l'espoir d'aller plus vite, l'engageait à ne retenir que le titre V.

Nous persistons, nous, à penser, avec la grande majorité du Sénat, avec nos 178 collègues qui ont signé notre proposition, qu'il faut — nous dirons pourquoi — légiférer sur toute la question ; mais nous estimons surtout qu'il faut, sans plus tarder, aborder le problème et le résoudre, si nous ne voulons pas nous laisser distancer davantage par nos concurrents dans la bataille commerciale qui se livre sur tous les marchés du globe.

Importance des questions économiques.

Nous l'avons dit et il est permis de le répéter : les questions économiques ont pris de nos jours une importance telle qu'il n'est pas une puissance qui ne les place au premier rang de ses préoccupations. Si, il y a encore quelques années, les luttes se faisaient de peuple à peuple à coups de canon, elles se font aujourd'hui à coups de produits, à coups d'échanges, le plus souvent à coups de tarifs, et, dans cette concurrence de tous les jours, malheur à ceux qui s'endorment ou se laissent devancer. Le temps est passé où les marchés intérieurs constituaient, sinon les seuls, du moins les principaux débouchés de la production nationale; même protégés par des barrières douanières, ils sont aujourd'hui envahis par les marchandises étrangères, incessamment visités par des courtiers étrangers. Quand les taxes prennent un caractère prohibitif, l'industrie du dehors tourne la difficulté en venant s'implanter sur le sol du marché à conquérir. Nous avons en France, dans les environs de Paris et dans la région du Nord, nombre de fabriques de produits chimiques et de maisons de construction électrique — non des moindres — créées avec des capitaux étrangers et dirigées par des Allemands, des Suisses, des Belges ou des Américains. De même, parmi nos industriels, il en est, dans l'industrie automobile, dans l'apprêt des tissus ou la teinture des soies, dans les spécialités pharmaceutiques, etc., etc., qui ont fondé à l'étranger, en Amérique notamment, des filiales très prospères.

C'est le commerce qui, secondé par les moyens de transport et de communication rapides, aiguillonné par la diffusion des besoins, par la venue volontaire ou forcée à la civilisation de nouveaux continents, provoque ces transformations et cette fièvre d'affaires. Depuis le commencement du siècle dernier, c'est-à-dire depuis les applications de la vapeur, le commerce extérieur de la plupart des pays s'est développé dans des proportions que l'imagination a peine à concevoir. En voici quelques exemples :

Les échanges de l'Angleterre avec ses colonies et les autres nations ne dépassaient pas, il y a moins de cent, en 1815, la valeur de deux milliards et demi; en 1873, ils étaient évalués à dix-sept milliards; en 1910, ils s'élevaient à plus de vingt-cinq milliards.

En France, le commerce extérieur était, vers 1815, inférieur à un milliard; en 1850, il dépassait légèrement deux milliards; en 1912, il a atteint quatorze milliards 943 millions.

Le commerce entre la France et la Grande-Bretagne représentait, en 1810, 82 millions d'affaires; en 1850, 312 millions; en 1871, 1 milliard 600 millions; il a atteint, en 1907, 2 milliards 250 millions.

Les échanges effectués entre la France et la Belgique se chiffraient en 1831 par un total de 50 millions; en 1850, par 168 millions; en 1871, par 723 millions; en 1909, ils ont dépassé 900 millions.

En vingt ans seulement, de 1890 à 1910, le le commerce extérieur des principaux pays a progressé dans des proportions énormes. Il a plus que doublé :

En Allemagne, passant de 9 milliards 340 millions à 20 milliards 95 millions ;

En Italie, passant de 2 milliards 216 millions à 5 milliards 313 millions ;

En Belgique, passant de 3 milliards 109 millions à 6 milliards 883 millions.

Aux Etats-Unis, passant de 8 milliards 246 millions à 17 milliards 136 millions;

En Russie, passant de 2 milliards 559 millions à 6 milliards 103 millions.

Pour être moindre ailleurs, l'accroissement reste tout de même considérable, puisque, dans la même période de vingt ans, le commerce extérieur de l'Angleterre s'est élevé de 17 milliards 105 millions à près de 28 milliards; celui de la France, de 8 milliards 190 millions à 12 milliards 765 millions; celui de l'Autriche, de 3 milliards 454 millions à 5 milliards 497 millions; celui de la Suisse, de 1 milliard 636 millions à 2 milliards 940 millions; ce qui, pour ces neuf pays seulement, représente, en 1910, un total d'échanges se chiffrant par une somme de plus de 104 milliards, supérieure de près de 50 milliards au chiffre de 1890.

Mêmes efforts, mêmes résultats partout. Chez des peuples jeunes ou rajeunis, dans la République Argentine, au Japon, en Egypte, aux Indes, tous les moyens sont mis en œuvre pour lutter victorieusement contre la concurrence étrangère. Les échanges s'y multiplient.

Les conflits internationaux eux-mêmes, qui jadis naissaient de susceptibilités personnelles ou de convoitises territoriales, ont aujourd'hui, la plupart du temps, un but et un caractère économiques. La guerre russo-japonaise, la crise récente des Balkans, les rivalités allumées autour du chemin de fer de Bagdad, la tension, un moment si manifeste, des rapports entre Londres et Berlin n'avaient pas d'autres causes qu'un besoin de plus en plus impérieux, commun à tous les peuples, de conserver ou d'élargir le cercle de leur influence commerciale. Et si, depuis plusieurs années, le Maroc a fait l'objet de compétitions ardentes et de nombreuses conversations diplomatiques, n'est-ce pas en raison même des débouchés que ce pays neuf, d'une incomparable fertilité dans certaines de ses contrées, d'une population assez dense, peut offrir à l'activité et à la surproduction des puissances européennes?

Les négociations poursuivies entre la France et l'Allemagne à ce propos soulignent le côté économique de la question.

(1) Voir les nos 151-228 et in-8° n° 15 — 11e législature — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 240-286 et in-8° n° 21, — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(3) Voir les nos 375, Sénat, année 1914, et 241-274, et in-8° n° 17 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(1) Voir le n° 47, Sénat, année 1913.

Ce que recherche l'Allemagne dans l'empire chérifien réorganisé par la France, ce sont des débouchés nouveaux pour son industrie et son commerce. Le Maroc, avec ses 800,000 kilomètres carrés, ses 6 à 8 millions d'habitants, représente pour elle un champ d'action remarquable, d'autant plus précieux qu'il est situé aux portes de l'Europe, sur le chemin de l'Amérique du Sud et de la côte d'Afrique, où les négociants allemands opèrent depuis de longues années avec un succès chaque année grandissant.

Il suffit d'ailleurs de jeter un coup d'œil sur le dernier tableau décennal du commerce extérieur des principaux pays, emprunté au rapport de la commission permanente des valeurs de douane (session de 1913), pour se rendre compte de l'intensité croissante de ce mouvement d'affaires et de l'activité qu'y déploient tous les peuples.

Commerce extérieur des pays dont les échanges dépassent un milliard.

(Valeurs en millions de francs.)

PAYS	1903	1904	1905	1906	1907	1908	1909	1910	1911	1912
Angleterre :										
Commerce général	22.773,7	23.252,8	24.529,0	26.950,0	29.351,0	26.473,5	27.595,7	30.576,7	31.199,6	33.885,6
Commerce spécial	(a)	19.706,9	20.604,8	22.657,6	24.713,1	22.455,9	22.990,5	25.343,6	26.014,4	»
Allemagne (Commerce spécial.)	13.606,3	14.297,8	15.882,6	17.771,6	19.259,8	17.371,5	18.674,4	20,264,8	21.997,9	24.265,5
Etats-Unis (Commerce spécial.)	12.433,0	12.520,0	13.358,2	15.184,6	16.933,9	15.632,8	15.125,6	16.872,3	13.344,4	19.741,0
France (Commerce spécial.)	9.053,4	8.953,3	9.645,8	10.992,7	11.819,1	10.691,2	11.964,2	13.407,1	14.142,7	14.943,4
Pays-Bas (Commerce spécial.)	8.808,4	9.175,8	9.534,5	9.597,2	10.173,0	10.425,0	11.648,5	12.234,7	12.634,9	»
Belgique (Commerce spécial.)	4.766,7	4.963,5	5.402,0	6.247,8	6.621,7	5.833,8	6.514,0	7.672,4	0.088,8	»
Russie (Commerce spécial.)	4.486,6	4.419,7	4.565,3	5.053,7	5.066,5	5.094,5	6.222,4	6.744,3	7.330,8	»
Indes anglaises (Commerce général.)	4.206,7	5.038,9	5.349,2	5.397,1	5.793,5	6.085,5	5.228,1	5.962,0	6.567,3	7.829,0
Autriche-Hongrie (Commerce spécial.)	4.207,3	4.343,4	4.609,4	4.957,4	5.207,3	4.886,1	5.318,5	5.535,0	5.875,8	6.605,2
Italie (Commerce spécial.)	3.366,4	4.450,1	3.721,1	4.420,3	4.859,6	4.612,6	4.978,6	5.326,0	5.594,6	(1)6.000,2
Canada (Commerce spécial.)	2.275,1	2.289.5	2.292,2	2.687,4	(2) 2.228,4	3.102,3	2.749,4	3.361,9	3.260,7	4.293.5
République Argentine (Commerce spécial.)	1.761,0	2.257,5	2.640,0	2.811,5	2.910,5	3.195,0	3.500,5	3.622,0	3.457,5	4.326,5
Confédération Australienne (Commerce général.)	2.168,9	2.383,2	2.398,4	2.885,2	3.142,4	2.877,6	2.938,2	3.313,9	3.694,7	»
Suisse (Commerce spécial.)	2.084,7	2.131,6	2.349,2	2.540,2	2.840,3	2.525,5	2.699,8	2.940,9	3.059,7	3.336,7
Chine (Commerce spécial.)	1.807,3	2.101,0	2.551,5	2.664,8	2.784,5	2.262,0	3.483,6	2.868,9	2.885,9	»
Japon (Commerce spécial.)	1.554,7	1.771,2	2.079,5	2.159,4	2,377,7	2.091,6	2.072,0	2.370,0	2.466,2	2.948,5
Colonie du Cap (Commerce général.)	1.523,3	2.266,0	1.356,8	»	»	»	»	»	»	»
Union douanière de l'Afrique anglaise du Sud (Commerce général.)	»	»	»	1.921,8	1.934,3	1.818,4	2.042,9	2.408,4	2.484,2	»
Espagne (Commerce général.)	1.921,9	1.912,1	2.081,6	1.993,7	1.989,4	2.039,9	2.069,3	2.179,7	2.172,6	»
Brésil (Commerce général.)	1.536,7	1.643,9	1.873,4	2.169,7	2.382,3	2.003,7	2.537,1	2.791,3	3.013.1	»
Suède (Commerce général.)	1.356,1	1.379,5	1.433,8	1.595,3	1.676,2	1.515,3	1.513,7	1.756,4	(1)1.880,3	»
Danemark (Commerce spécial.)	1.105,5	1.145,0	1.213,2	1.323,4	1.414,0	1.375,4	1.403,7	1.475,9	12611,1	»
Egypte (Commerce spécial.)	940,7	1.072,3	1.086,6	1.267,2	1.403,1	1.203,1	1.252,1	1.360,7	1.446,9	1.567,7
Indes néerlandaises (Commerce spécial.)	841,4	943,2	1.017,1	1.086,7	1.171,7	1.448,5	1.440,8	1.515,8	»	»
Chili (Commerce spécial.)	637,0	705,9	858,3	939,6	1.074,7	1.100,1	1.059,3	1.162,7	2.285,4	»
Mexique (Commerce général.)	862,0	883,7	915,2	1.227,7	1.200,5	1.161,2	968,9	1.137,2	1.249,2	»
Empire Ottoman (Commerce général.)	»	»	»	1.122,8	»	997,4	1.097,0	1.134,8	»	»
Roumanie (Commerce spécial.)	625,5	573,3	794,6	913,5	984,5	793,5	833,4	1.026,2	»	»
Norvège (Commerce général.)	647,8	643,1	896,2	775.6	(3) 807,9	(3) 786,4	834,0	(3) 970,6	(3)1.052,0	»

(1) Chiffres sujets à rectification. — (2) Chiffre correspondant à neuf mois. — (3) Transit déduit, aux importations, depuis 1907, et commerce *spécial*, aux exportations.

(*a*) Statistique nouvelle non encore publiée.

Plusieurs faits importants se dégagent de ce tableau.

Tout d'abord apparaît la bataille engagée entre l'Angleterre et l'Allemagne. La Grande-Bretagne, qui, jusqu'à ces dernières années, justement fière de son immense empire colonial, tenait de beaucoup la tête du commerce extérieur, se voit sinon menacée, du moins suivie de près par sa dangereuse rivale. En passant en neuf ans de 13 milliards 606 millions à 21 milliards 998 millions, le commerce extérieur de l'Allemagne s'est accru de 8 milliards 392 millions, tandis que celui de l'Angleterre, en passant de 19 milliards à 26 milliards, n'a augmenté que de 7 milliards. D'où cette conclusion que la vitesse de celle-là est supérieure à la vitesse de celle-ci, et qu'il est temps ponr les nations de redoubler d'efforts si elles veulent arrêter l'invasion des produits allemands.

D'autre part, des peuples jeunes, nouveaux venus dans la carrière avec un outillage perfectionné, ayant à leur disposition une main-d'œuvre bon marché, déploient, pour prendre rang parmi les grandes puissances, une ardeur incomparable. C'est le Japon, c'est le Canada, doublant presque le chiffre de leur commerce extérieur dans ces dix dernières années ; le premier montant de 1 milliard 554 millions à 2 milliards 948 millions, le second de 2 milliards 275 millions à 4 milliards 203 millions. C'est la république Argentine, réalisant un progrès plus merveilleux encore, puisque ses exportations et importations réunies, qui étaient en 1903 de 1 milliard 761 millions, s'élèvent en 1912, dix ans plus tard, à 4 milliards 326 millions. De vieilles civilisations, endormies pendant des siècles, se réveillent et prennent part à l'activité générale. C'est l'Egypte dont le commerce extérieur, chiffré à 940 millions en 1903, atteint en 1912, 1 milliard 567 millions, ce sont les Indes anglaises, passant

de 4 milliards 206 millions, en 1903, à 7 milliards 329 millions en 1912; c'est la Chine elle-même, dont le chiffre des échanges s'accroît de plus d'un milliard en neuf ans, montant de 1 milliard 807 millions en 1903, à 2 milliards 886 millions en 1911.

Que fait la France pendant cette même période? Quel rang occupe-t-elle dans le monde?

Nous occupons, en 1912, par ordre d'importance du commerce extérieur, le même rang que depuis 1897, c'est-à-dire le quatrième, après l'Angleterre, l'Allemagne et les Etats-Unis, ce qui témoigne évidemment des efforts de nos industriels et de nos négociants.

Mais, tandis que l'Angleterre, il y a dix ans, nous dépassait de 10 milliards seulement, l'Allemagne de 4 milliards et demi, les Etats-Unis de 3,380 millions, — nous sommes, en 1912, respectivement distancés de plus de 13 milliards par la première, de plus de 9 milliards par la seconde, par 4,800 millions par les Etats-Unis. Nous avons avancé, mais combien lentement en comparaison de nos concurrents! Tels plusieurs trains marchant sur des voies parallèles à des vitesses inégales.

Si nous regardons les pays qui nous suivent, les constatations ne sont guère plus rassurantes. Immédiatement après nous viennent les Pays-Bas, dont les échanges, autrefois très inférieurs aux nôtres, les égalent maintenant à de certaines années et les ont même légèrement dépassés en 1904. Toutes choses égales d'ailleurs, la Belgique et l'Italie progressent beaucoup plus vite que nous; seules, la Suisse, la Russie et l'Autriche-Hongrie ont fait des progrès à peu près semblables aux nôtres, tandis que l'Espagne, après de dures épreuves, reste stationnaire.

A ne considérer cette période décennale que dans ses résultats au point de vue de la France, abstraction faite de l'étranger, on pourrait à coup sûr se tenir pour satisfait. De 9,053 millions de francs en 1903, notre commerce extérieur a passé en 1912 à 14,913 millions de francs, accusant une augmentation annuelle moyenne de 580 millions de francs. Prise isolément, l'année 1912, la dernière dont les chiffres soient actuellement définitifs, a été aussi, par rapport à la précédente, favorable au commerce et à l'industrie de la France. Nos échanges ont bénéficié d'une année à l'autre d'une plus-value de 801 millions de francs.

Mais de tels chiffres, si honorables qu'ils soient pour nos industriels et pour nos commerçants, n'acquièrent leur véritable signification que si on les compare à ceux des pays rivaux. Et, des comparaisons que nous venons d'établir, il ressort trop clairement que si la France progresse, tous ses concurrents gagnent aussi du terrain et quelques-uns avancent d'un pas plus rapide.

L'enseignement technique partout considéré comme instrument de prospérité économique.

Sans doute les moyens mis en œuvre pour concourir au développement de la prospérité économique sont multiples. Gouvernements d'Europe, d'Amérique et d'Asie s'efforcent d'ouvrir aux produits de leurs nationaux de nouveaux débouchés; ils favorisent leur marine marchande en vue de conquérir la meilleure partie du marché mondial; ils cherchent dans des conventions internationales un traitement de faveur pour leurs exportations; ports francs, canaux, voies ferrées, tarifs douaniers, législation sur la propriété industrielle, ils ne négligent rien pour protéger le travail au dedans et faciliter son expansion au dehors; sur tous les points du globe, particulièrement sur ceux qui s'éveillent à la civilisation, ils organisent la pénétration pacifique, prêts d'ailleurs — les exemples en sont fréquents — à recourir aux armes si la proie en vaut la peine. Par la force des choses, les diplomates et les agents consulaires sont devenus les auxiliaires des conquêtes économiques et ceux-là trahissent leurs mandants, les mettent tout au moins en état d'infériorité vis-à-vis des autres puissances, qui ne viennent pas en aide aux intérêts du commerce extérieur.

Mais, dans cette lutte sans merci, l'enseignement technique reste sans contredit le moyen le plus universellement employé pour avoir l'avantage sur ses concurrents. Une nation est d'autant mieux armée commercialement et industriellement qu'elle compte un plus grand nombre d'ingénieurs, de négociants, de commissionnaires, de banquiers, de chefs d'atelier, d'ouvriers, de travailleurs de tous ordres instruits de leur métier.

En fait, toutes les grandes puissances européennes et les Etats-Unis d'Amérique ont pris soin d'organiser plus ou moins systématiquement l'enseignement technique. Toutes ont dû reconnaître que « l'étude théorique et pratique des sciences et des arts ou métiers en vue de l'industrie ou du commerce » s'imposait de plus en plus dans nos sociétés modernes, où la concurrence économique est devenue la loi universelle, L'Allemagne et la Suisse possèdent depuis longtemps un ensemble complet d'institutions d'enseignement professionnel, à la base desquelles on trouve le principe de l'obligation. La Belgique, en ces dernières années, en s'en tenant au régime de la liberté, a obtenu des résultats remarquables. Mais il y a lieu de noter en passant que l'Angleterre et la Belgique, émues par les progrès considérables de l'Allemagne sur le marché international, se préoccupent de modifier les conditions de leur enseignement technique; un courant puissant s'y manifeste en faveur de la substitution de l'obligation à la liberté.

Liberté ou obligation.

Qu'est-ce donc que la liberté et l'obligation? Ce sont deux principes opposés qui, en matière d'enseignement technique, ont chacun leurs partisans.

Liberté, cela veut dire que ni les apprentis, ni les patrons, ni les parents ou tuteurs n'ont à obéir à aucune prescription légale en ce qui concerne l'éducation technique. Obligation, cela veut dire que les adolescents employés dans le commerce ou l'industrie doivent suivre des cours complémentaires; les patrons, leur laisser les heures nécessaires pour y assister; les parents, en surveiller la fréquentation; et cela implique aussi des sanctions pénales. L'obligation peut être mitigée, quant à l'âge, à la durée des cours et aux pénalités.

La liberté absolue existe dans les pays suivants : Etats-Unis, Angleterre, Belgique, Espagne, Portugal, Hollande et France; l'obligation plus ou moins mitigée, en Allemagne, Autriche-Hongrie, Suisse et Danemark.

Dans le Royaume-Uni, cependant, l'idée de l'obligation, nous le verrons tout à l'heure, fait du chemin; elle est, au surplus, à l'heure présente, en progrès presque partout.

L'idée n'est pas neuve. Elle remonte à la Révolution de 1848. On s'occupa beaucoup à ce moment de l'éducation technique. Dans une proposition de loi relative à l'apprentissage, déposée le 9 août 1848 sur le bureau de l'Assemblée nationale constituante, le représentant du peuple Peupin demandait (art. 9) que « le maître soit tenu de surveiller la conduite du mineur apprenti, de lui laisser fréquenter les écoles primaires et les cours d'études industrielles ». Au Comité du travail de l'Assemblée, il y eut des discussions fort intéressantes autour de la question. Et deux ans et demi plus tard, en février 1851, quand vint en discussion devant l'Assemblée législative le projet de loi du Gouvernement, relatif aux contrats d'apprentissage, la gauche reprit l'idée sous la forme de l'amendement suivant, signé par MM. Doutre, Benoit et autres : « Le maître est tenu de laisser prendre à l'apprenti, sur la journée de travail, le temps et la liberté nécessaires pour compléter son instruction et suivre les cours publics. Néanmoins, ce temps ne pourra pas excéder deux heures par jour ». - Madier-Montjau et Doutre défendirent éloquemment cette proposition, qui ne fut pas adoptée. On se contenta du texte assez vague du Gouvernement, qui devint l'article 10 de la loi des 21 février-4 mars 1851, sur les contrats d'apprentissage : « Si l'apprenti âgé de moins de seize ans ne sait pas lire, écrire et compter, ou s'il n'a pas encore terminé sa première éducation religieuse, le maître est tenu de lui laisser prendre, sur la journée de travail, le temps et la liberté nécessaires pour son instruction. Néanmoins, ce temps ne pourra excéder deux heures par jour. » La proposition Peupin et l'amendement Doutre contenaient en germe la plupart des principes aujourd'hui en faveur. L'article 10 de la loi de 1851, celle qui régit toujours l'apprentissage, ne vise au contraire que les adolescents absolument illettrés; encore est-il douteux qu'il ait été jamais appliqué!

Quels arguments fait-on valoir pour la liberté et contre l'obligation?

1° Argument de principe, argument général : c'est celui de la doctrine du laissez-faire. On dit : vous allez commettre un nouvel attentat contre la liberté, passer un nouveau [illegible] cou des parents, des patrons et des enfants. A force de vouloir réglementer, vous décourager rez toutes les initiatives, toutes les bonnes volontés. D'ailleurs, les enfants amenés de force à l'école seront-ils bien disposés à profiter des leçons qu'ils entendront? Ne seront-ils pas une gêne pour leurs camarades studieux, venus volontairement au cours?

2° L'obligation sera pour les patrons une surcharge. Déjà la loi du 30 mars 1900 sur la protection des femmes, des filles mineures et des enfants dans les ateliers, en édictant que les jeunes ouvriers de moins de dix-huit ans et les femmes ne pourraient travailler plus de dix heures par jour et que la durée de la journée serait la même pour les hommes adultes employés dans les mêmes locaux que les personnes protégées, a été la cause principale de la crise de l'apprentissage; plutôt, en effet, que de jeter le trouble dans l'organisation de leurs ateliers, qui comportait une durée de travail supérieure à dix heures, la majorité des industriels a préféré renoncer à former des apprentis. Que sera-ce lorsque, par la création de ces cours obligatoires, vous aurez encore diminué le nombre d'heures de travail et compromis la marche de certaines industries, où les ouvriers ne peuvent, à aucun moment, se priver de l'aide des apprentis? La main-d'œuvre deviendra plus chère, et il est à craindre que, en présence de ces difficultés, les patrons ne renoncent tout à fait à prendre des apprentis. Plus instruits, les ouvrier réclameront des salaires plus élevés. Au surplus, l'innovation n'est pas seulement mauvaise, elle est parfaitement superflue. Les manœuvres peuvent se passer d'instruction, et les manœuvres sont le nombre dans l'industrie moderne. Si tous les apprentis sont instruits, il n'y aura plus personne pour remplir les besognes infimes, indispensables cependant, du métier.

3° Les ouvriers eux-mêmes, consultés individuellement, sont hostiles à l'école professionnelle et ils méprisent l'enseignement peu pratique qu'on y reçoit. Les élèves qui sortent de ces écoles spéciales, disent-ils, outre qu'ils ont une tendance à se croire bien supérieurs à leurs camarades, doivent faire un nouvel apprentissage pour se familiariser avec la partie manuelle du métier. D'autre part, les ouvriers redoutent la concurrence que leur feront des travailleurs plus instruits. Ils craignent enfin que cette éducation ne soit plus profitable au patron qu'à l'ouvrier.

4° Vient ensuite l'argument financier. La réforme coûtera cher. Pour instruire cette armée de 600,000 à 700,000 jeunes gens, il faudra des millions, une dizaine peut-être, pour commencer, une vingtaine par la suite. Le budget de l'Etat, les budgets des communes seront-ils en mesure de supporter cet accroissement des charges?

Quelques-uns ajoutent : l'obligation vient de l'étranger. Elle est d'exportation exotique. Elle ne se concilie pas avec notre tempérament national, jaloux de son indépendance.

Voyons la contre-partie.

1° On allègue la liberté. Cet argument est celui qu'on a déjà invoqué contre l'enseignement primaire obligatoire. Il a été écarté. La liberté ne doit pas prévaloir contre l'intérêt et l'avenir de la société, dont l'enfant est un membre futur. C'est méconnaître dans la grande masse le désir de s'instruire et d'obtenir plus tard de meilleures conditions de travail, que de prétendre que l'ouvrier ira de mauvaise grâce aux cours. L'enfant de six, sept ou huit ans se rend à l'école primaire sans bien se rendre compte de l'utilité de l'instruction qu'il y reçoit. Mais l'apprenti, l'adolescent qui, en général, a choisi librement sa profession, pourquoi ne veut-on pas qu'il ait la légitime ambition de se perfectionner au moyen des cours qui seront le prolongement, le complément de l'atelier ou du magasin? L'obligation stimulera cette ambition, elle lui créera une ambiance favorable. Le laisser-faire a fait ses preuves. Les cours facultatifs du soir se sont révélés insuffisants et mal suivis.

2° L'obligation, dit-on, sacrifie l'intérêt des patrons. Est-il bien sûr que cet intérêt soit là où on le place? Des ouvriers instruits rendront plus de services à l'industrie que des ouvriers insuffisants. La preuve en est que des sociétés puissantes, le Creusot, la plupart des compagnies de chemins de fer, la maison Chaix, etc., consentent de gros sacrifices pour l'éducation technique de leurs apprentis, et que de grands magasins, comme le Louvre ou le Bon Marché, n'admettent que les employés déjà pourvus,

grâce à un séjour antérieur dans d'autres maisons, d'un savoir professionnel.

On semble redouter l'aggravation de la crise de l'apprentissage. La crise est bien antérieure à la loi de 1900; Villermé en 1840, Jules Simon en 1860, la chambre de commerce de Paris en 1861, Gréard en 1871, le conseil supérieur du travail en 1900 (avant l'application par conséquent de la loi incriminée) l'ont dénoncée avec preuves et chiffres à l'appui. L'obligation a pour but de la conjurer. Loin d'être une gêne pour le patron, le projet de loi de 1905, en se pliant aux besoins de chaque profession, veut au contraire lui venir en aide. Si certaines industries souffrent de l'absence des apprentis, ne pourra-t-on, avec de la bonne volonté et en recourant à un système de roulement, trouver les quelques heures nécessaires chaque semaine à ces jeunes gens pour la fréquentation des cours? Quant à la prétendue menace du patronat de ne plus faire des apprentis, qu'on nous permette de la négliger. L'industrie ne peut se passer de bons ouvriers; leur travail lui est aussi indispensable que le capital. Tout autour de nous existent ces institutions complémentaires de l'atelier, dont on feint d'avoir peur. L'Allemagne s'en est bien trouvée.

On prétend encore qu'on n'aura plus de manœuvres en quantité suffisante. C'est une crainte chimérique. Il y aura toujours, hélas! ceux-là trop nombreux que la faiblesse de leurs moyens naturels mettra hors d'état de suivre avec profit l'enseignement des cours. Mais il y aura moins d'ouvriers demeurant bêtes de somme jusqu'à la fin de leur carrière ou de leurs jours. Ces jeunes ouvriers commenceront par être manœuvres; le plus grand nombre passera par cette étape sans s'y attarder. Ce sera comme dans l'armée, où de simple soldat on s'élève au grade de caporal ou de sous-officier.

3° Ceux d'entre les ouvriers qui, pour des raisons personnelles, sont hostiles aux cours, ne doivent pas être bien sûrs d'eux-mêmes, puisqu'ils raisonnent autrement une fois en nombre. Tous les congrès ouvriers qui se sont réunis en Suisse, en Angleterre et en France se sont montrés, à de très grosses majorités, favorables au développement de l'instruction professionnelle du travailleur. Que les jeunes gens sortant des écoles spéciales aient besoin de compléter à l'atelier ou à l'usine l'apprentissage pratique du métier, c'est généralement vrai; mais les faits démontrent qu'en très peu de temps, grâce à leur acquis scolaire, ils deviennent des artisans ou des ouvriers accomplis. La classe ouvrière, prise dans son ensemble, ne peut que gagner à l'enseignement technique. C'est lui assurer des salaires et des conditions d'existence meilleures. Aucune crise économique ne pourra lui enlever ce capital-instruction.

4° La réforme coûtera quelque chose, gémissent les esprits prévenus. Evidemment; on ne fait rien sans argent. Mais un seul cuirassé coûte plus cher que ne coûtera, chaque année, le fonctionnement de l'enseignement technique. Et de même qu'il faut assurer sur terre et sur mer la défense nationale, de même il faut organiser à tout prix la défense économique, qui importe au même degré que l'autre à la prospérité du pays. La lutte commerciale est de tous les jours et réclame une vigilance sans cesse en éveil. Ce sera un placement avantageux. En outillage et en hommes, la réforme constituera un progrès; elle nous sera une garantie contre la concurrence étrangère. Pour la France, où la natalité est en décroissance, ce sera compenser l'infériorité du nombre des travailleurs par la qualité.

Enfin, à ceux qui prétendent que l'obligation est une idée étrangère, nous répondons qu'elle fut émise en 1848 dans les Chambres françaises. La vérité est qu'on nous l'a empruntée. Depuis de nombreuses années, les chambres syndicales des bijoutiers-horlogers de Lyon ont créé des cours de dessin et de modelage obligatoires pour leurs apprentis. Les cours techniques de la ville de Paris sont suivis par des jeunes gens à qui leurs patrons font, aux termes de leur contrat d'apprentissage, une obligation de les fréquenter assidûment. L'idée est donc bien française.

Il n'est pas inutile d'ajouter que, à la lumière des faits et de la discussion, elle gagne incessamment du terrain. C'est ainsi que la chambre de commerce de Paris, après s'être prononcée à deux reprises contre le principe de l'obligation, est revenue, mieux informée, sur ses décisions premières, à la suite des résultats rapportés par deux de ses délégations, qui étaient allées étudier le fonctionnement des cours professionnels, l'une en Autriche-Hongrie, Bavière et Suisse, l'autre en Allemagne et Belgique.

L'enseignement technique à l'étranger.

Pour nous rendre compte de ce qu'il nous reste à faire dans cet ordre d'idées, il est utile de jeter un coup d'œil sur les efforts accomplis par nos concurrents, sur la législation qui régit la matière et sur les résultats obtenus.

Nous examinerons d'abord la situation des pays où domine l'obligation, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Suisse, le Danemark, la Norvège, puis celle des pays où se maintient encore le régime de la liberté, la Belgique, l'Angleterre et les Etats-Unis.

L'Allemagne.

« Nous avons vaincu sur les champs de bataille de la guerre; nous vaincrons maintenant sur les champs de bataille du commerce et de l'industrie. » Tel était le mot d'ordre que, dès le lendemain du traité de Francfort, à l'inauguration du musée des arts industriels de Berlin, le kronprinz Frédéric donnait à l'Allemagne.

En fait, depuis 1871, tous les efforts y sont tendus d'une même volonté à la suprématie économique.

Les institutions allemandes chargées de distribuer l'enseignement technique sont très nombreuses; on peut néanmoins les diviser en deux catégories :

a) Ecoles techniques industrielles;
b) Ecoles techniques commerciales.

Ecoles techniques industrielles.

Elles se subdivisent en quatre classes :

1° Les hautes écoles ou universités techniques (Hochschule) qui ont pour but de former : d'une part, des directeurs et des agents capables de conduire une grande entreprise industrielle, d'appliquer les différentes méthodes de travaux techniques et de découvrir de nouveaux procédés; d'autre part, des ingénieurs pour les grands services publics de l'Etat ou des municipalités;

2° Les écoles moyennes techniques (Mittlere Faschschule), qui forment pour la grande et la moyenne industrie, un personnel d'administrateurs aptes à suivre les progrès de la technique. L'élève doit justifier d'une pratique du métier d'un an ou de deux ans. L'enseignement dure de deux à trois ans.

3° Les écoles élémentaires techniques (Niedere Fachschule), qui visent à préparer des contremaîtres, des chefs d'équipe pour la grande industrie, ainsi que des patrons pour les petites maisons industrielles. Comme les précédentes, elles exigent généralement au préalable plusieurs années de pratique du métier. La durée de l'enseignement, parfois interrompue par un passage à l'atelier, y varie de quelques mois à deux, trois et même quatre ans;

4° Les écoles ou cours de perfectionnement professionnel (Gewerbliche Fortbildungsschule), qui ont pour objet de donner aux travailleurs de l'industrie et des métiers et avant tout aux apprentis et aux jeunes ouvriers, les moyens d'acquérir, sans être obligés de renoncer à leurs travaux à l'atelier, les connaissances et l'habileté en dessin, dont la possession leur est nécessaire pour l'exercice de leur profession.

Les universités techniques (Technische Hochschulen), au nombre de onze, contrairement aux universités classiques (droit, médecine, philosophie, théologie et sciences pures) situées en général dans les localités de moyenne importance, n'existent que dans les villes dont la population atteint ou dépasse 100,000 habitants. Elles tiennent à la fois, aux termes mêmes de la définition que nous en avons donnée, de notre école centrale des arts et manufactures et de nos écoles d'application civile où entrent les premiers élèves sortant de l'école polytechnique. Elles s'en distinguent par le nombre des élèves et surtout par le système de recrutement qui exclut le concours.

Elles sont toutes nées dans la deuxième moitié du dix-neuvième siècle, sauf celles de Dantzig et de Breslau, qui ont été ouvertes, l'une en 1904, l'autre en 1905. Modestes au début, elles jouissent en ce moment d'une prospérité extraordinaire. Aucune autre institution ne semble avoir mieux servi les intérêts de la grande industrie allemande. C'est surtout dans leur création et leur développement que s'observe cette volonté patiente, tenace, de chercher le succès par des moyens rationnels, cette méthode scientifique qui caractérise l'immense effort des Allemands dans l'adaptation complète de leur enseignement aux exigences de la vie économique moderne.

L'empereur Guillaume témoigne aux universités techniques un intérêt très vif. Il a inauguré en personne celle de Dantzig le 6 octobre 1904, et, après en avoir loué la magnifique installation, il a affirmé sa volonté « d'augmenter le nombre de ces écoles », en raison même de « l'importance qui s'attache, a-t-il dit, au progrès de la technique pour remporter la victoire dans les luttes entre les nations ».

L'université technique la plus importante est celle de Berlin, fondée en 1831, qui, au cours du semestre d'hiver 1880-1881, comptait 1,088 étudiants, et 4,811 vingt ans plus tard, en 1901-1902. Vient ensuite l'université de Munich, fondée en 1868; en 1880-1881, elle avait 952 élèves et 2,821 en 1901-1902. Même progression ou à peu près dans les autres universités, à Aix-la-Chapelle, à Brunswick, à Darmstadt, à Dresde, à Hanovre, à Karlsruhe et à Stuttgart.

Ces écoles jouissent à l'étranger d'une grande et légitime réputation. En 1902, elle comptait au total plus de 2,000 non-nationaux. C'est par ordre d'importance, la Russie, l'Autriche, la Norvège, la Roumanie, la Suède, la Suisse, etc., qui fournissent la plus grande partie de cet effectif. La France, dans les quatre écoles du royaume de Prusse, n'avait en 1902 qu'un étudiant à Berlin et un autre à Darmstadt.

Une statistique publiée en septembre 1907 par le ministère allemand de l'intérieur accusait, pour l'année 1903, le chiffre de 13,464 étudiants techniques. En 1903, M. Blondel, dans son ouvrage l'*Education économique du peuple allemand*, en évaluait le nombre à plus de 15,000.

Au degré secondaire viennent, nous l'avons dit, les écoles moyennes techniques, sortes d'écoles d'arts et métiers, inférieures aux nôtres, semble-t-il, au nombre de 36, avec une population scolaire de plus de 8,000 élèves. Puis, au-dessous d'elles, les écoles élémentaires au nombre de 502, avec 34,000 élèves.

Mais, à vrai dire, tous ces établissements du degré supérieur et du degré moyen se proposent de former les états-majors de l'armée industrielle. Ils lui fournissent les officiers et les sous-officiers dont le rôle consiste à dresser les plans de combat, à diriger les opérations et à préparer le succès.

Reste l'instruction des troupes. Et, au point de vue économique comme au point de vue militaire, cette deuxième partie de la tâche n'est pas moins importante que la première. Aussi, l'Allemagne a-t-elle consacré à l'instruction technique de ses troupes industrielles, de ses ouvriers, autant de patience et d'efforts qu'autrefois à la préparation de ses bataillons militaires. Elle ne s'est pas d'ailleurs ralentie un seul jour, depuis des années, dans cette double entreprise poursuivie avec un rare succès.

Ce sont les écoles du 4e degré ou cours de perfectionnement professionnel (Gewerbliche Fortbildungsschule) qui enseignent aux travailleurs de l'industrie et des métiers, et avant tout aux apprentis, les connaissances théoriques de leur profession.

Jusqu'en 1891, la loi allemande sur l'industrie (Gewerbeordnung) se contentait d'imposer aux patrons l'obligation de laisser à leurs ouvriers âgés de moins de dix-huit ans le temps nécessaire pour fréquenter l'école de perfectionnement. Différents Etats, cependant, avaient institué d'eux-mêmes la fréquentation obligatoire. Sous la poussée de l'opinion publique, le législateur fut amené, à la date du 1er juin 1891, à entrer dans cette voie, et voici comment fut complété l'article 120, ayant trait à l'instruction du personnel ouvrier, de la loi sur l'industrie : « Une commune ou une association de communes peut, par une disposition statutaire, instituer pour les ouvriers du sexe masculin, âgés de moins de dix-huit ans, ainsi que pour les aides du sexe féminin et les apprenties de moins de dix-huit ans, l'obligation de fréquenter une école de perfectionnement, si les lois de l'Etat particulier ne l'ont pas instituée ».

Il appartient dès lors aux communes de déterminer les devoirs qui incombent aux personnes astreintes à la fréquentation de l'école au point de vue de la garantie et de la régu-

parité de cette fréquentation. Sont seuls affranchis de l'obligation ceux qui fréquentent une école de corporation, ou une autre école de perfectionnement, ou une autre école professionnelle, pourvu que l'enseignement de cette école soit considéré par l'autorité administrative supérieure comme l'équivalent suffisant de l'enseignement général des écoles de perfectionnement créées par les communes.

Cette addition votée, la grande majorité des communes allemandes imposa l'obligation de suivre les cours de perfectionnement aux jeunes gens de moins de dix-huit ans, employés dans l'industrie et le commerce, quelquefois aussi aux jeunes filles. A peu près seule parmi les grandes villes, Berlin s'en tint longtemps à la fréquentation facultative, mais, chose singulière, l'utilité de ces cours avait tellement pénétré l'esprit public, que plus de la moitié des garçons, apprentis, ouvriers ou employés, de l'âge de quatorze à dix-huit ans, les suivait néanmoins avec assiduité, et, depuis le 1er avril 1905, l'obligation postscolaire est applicable dans la capitale à tous les travailleurs du sexe masculin.

Il nous paraît utile de reproduire le texte intégral du règlement berlinois, où figurent des dispositions adoptées par la plupart des municipalités :

RÈGLEMENT SUR L'OBLIGATION SCOLAIRE RELATIVE AU COURS DE PERFECTIONNEMENT DE LA VILLE DE BERLIN

§ 1er. — Tous les travailleurs du sexe masculin, exerçant sur le territoire de la ville de Berlin, une profession industrielle ou commerciale, sont tenus, à partir du moment où ils ont quitté l'école primaire, jusqu'à la fin du semestre pendant lequel ils auront achevé leur dix-septième année, de fréquenter les cours d'adultes organisés à cet effet par la ville de Berlin et d'y prendre part à l'enseignement qui y est donné. Cet enseignement comprend essentiellement l'allemand, le calcul et le dessin et ne doit pas excéder six heures par semaine. Les jours, lieu et heures d'enseignement seront fixés et publiés par la municipalité.

§ 2. — Seront exempts de cette obligation :

1° Les apprentis et commis pharmaciens ;

2° Tous ceux qui appartiennent au service des pêcheries, de la batellerie, les clercs d'avocats ou de notaires, les employés dans les agences et dans les bureaux d'émigration, dans les assurances et dans les compagnies de chemins de fer ou dans toute branche de l'administration du royaume ou d'un des états confédérés allemands ;

3° Tous ceux qui n'appartiennent pas à l'empire.

§ 3. — Sont exempts :

1° Totalement ou partiellement ceux qui prennent part régulièrement à l'enseignement dans une école corporative ou de tout autre cours de perfectionnement ou école spéciale, en tant que cet enseignement sera reconnu par le « Oberpresident » (1) comme équivalent à celui du groupe obligatoire ;

2° Ceux dont les connaissances scientifiques ont permis d'obtenir le diplôme qui leur donne droit au volontariat d'un an, ou qui prouveront qu'ils sont déjà parvenus au but que se propose d'atteindre le cours de perfectionnement ;

3° Les jeunes gens affectés de graves infirmités physiques ou intellectuelles.

§ 4. — Tous les jeunes gens désignés au paragraphe 3 doivent se soumettre aux conditions énoncées au paragraphe 7. Le droit de décider s'ils devront suivre ou non les cours de la « Fortbildungsschule » appartient au directeur de l'école où ils auront fait leur déclaration et d'après les renseignements qu'ils auront fournis. En cas de contestation, la municipalité décidera en dernier ressort.

§ 5. — Le cours de perfectionnement est gratuit.

§ 6. — Pour assurer la régularité de la fréquentation du cours et le maintien de l'ordre, les dispositions suivantes sont prises :

1° Les personnes tenues de fréquenter le cours de perfectionnement s'y trouveront à l'heure prescrite et y assisteront jusqu'à la fin du cours ;

2° Elles se présenteront dans une tenue convenable ;

3° Elles devront apporter les objets qui leur sont nécessaires et les conserver en bon état. Le patron est responsable de ces objets ;

4° Aux heures d'enseignement et de récréation, ainsi qu'en venant à l'école ou en s'en retournant à la maison, elles devront s'abstenir de toute manifestation bruyante. Il est interdit de fumer dans les locaux scolaires ;

5° Il est interdit de quitter l'école pendant la durée du cours ou des récréations sans une permission spéciale du directeur ;

6° Le directeur et les maîtres d'école devront être l'objet de l'estime et du respect des élèves qui leur obéiront en toute circonstance.

§ 7. — Les patrons ont à faire dans les six jours à partir de l'entrée à leur service, la déclaration des jeunes gens énoncés au paragraphe premier. Cette déclaration sera faite à la municipalité. Une autre déclaration aura lieu dans un délai de trois jours lorsque ces jeunes gens quitteront leur travail. Les patrons devront donner à leurs ouvriers un temps suffisant pour leur permettre de se présenter à la « Fortbildungsschule » dans une tenue convenable.

§ 8. — En cas de maladie, le patron devra donner à son ouvrier un certificat que l'élève présentera lors de son retour à l'école. Si la durée de l'absence a dépassé une semaine, le certificat devra être adressé au directeur du cours. Le patron devra mentionner le jour où son ouvrier reprend son travail.

Si, pour un motif particulier, le patron désire garder son apprenti pendant quelques heures ou davantage, il devra s'adresser au directeur et, en lui indiquant le motif, lui en demander l'autorisation.

§ 9. — Les parents ou tuteurs ne doivent pas détourner les enfants qui leur sont confiés de l'obligation à laquelle ils sont soumis.

§ 10. — Les personnes qui ne se soumettront pas aux prescriptions énoncées dans les paragraphes 6, 7, 8 et 9 seront passibles d'après le paragraphe 150, n° 4, de l'ordonnance sur l'industrie de l'empire du 26 juillet 1900 (R. G. Bl. 371 ff.) d'une amende de 1 à 20 marks ou d'un emprisonnement de 1 à 3 jours, en tant que, d'après le paragraphe 148, n° 9, de la même ordonnance, une peine plus sévère n'aura pas été encourue.

§ 11. — Ce règlement sera mis en vigueur à partir du 1er avril 1905.

A Francfort-sur-le-Mein, l'obligation s'étend à la fois aux jeunes gens et aux jeunes filles. « Sont tenus, dit l'avis officiel concernant le fonctionnement des cours professionnels, de fréquenter ces cours, tous les jeunes gens employés dans l'industrie, résidant habituellement dans le district de Francfort-sur-le-Mein (par exemple les ouvriers de fabrique, les journaliers, les manœuvres, etc.) et, en outre, les ouvriers, aides et apprentis de toutes les industries, y compris les industries commerciales et enfin toutes les employées ou apprenties. » Ne sont dispensés de la fréquentation des cours municipaux que ceux ou celles qui suivent les cours d'une école technique ou de perfectionnement, entretenue par une corporation d'artisans ou par des particuliers, dont l'enseignement a été déclaré, par le président du district de Wiesbaden, l'équivalent de l'enseignement des écoles municipales.

Le nombre d'heures d'enseignement est de six pour tous les élèves, à raison de deux heures trois fois par semaine. Les parents et tuteurs doivent veiller à ce que leurs fils, filles ou pupilles, assujettis à la fréquentation des cours, se rendent à ces cours. Quant aux patrons, le règlement leur prescrit « de laisser sortir de l'atelier ou du magasin les personnes assujetties, assez tôt pour que celles-ci puissent arriver au cours à l'heure, et, autant que possible, après s'être lavées et avoir changé de vêtements ». Mêmes sanctions qu'à Berlin à l'égard des contrevenants : amende de 1 à 20 marks ou emprisonnement de 1 à 3 jours, conformément aux dispositions du code industriel.

De ces renseignements officiels, ce qui ressort avec évidence, c'est que : 1° l'obligation est la règle pour les garçons dans toutes les grandes villes et dans la plupart des petites ; 2° elle tend de plus en plus à être appliquée aux jeunes filles ; 3° loin de rester lettre morte, elle est généralement observée avec exactitude par les intéressés et, le cas échéant, exigée sous peine de sanctions rigoureuses ; 4° les patrons doivent donner à leurs apprentis, ouvriers ou employés, le temps nécessaire à la fréquentation des cours de perfectionnement, à quelque heure de la journée qu'ils aient lieu, ce qui est l'application de la méthode dite du demi-temps ; 5° cet enseignement complémentaire dure habituellement un semestre, avec une moyenne de six heures par semaine ; 6° il comporte toujours à la base l'allemand, le calcul et le dessin, s'adaptant ensuite dans ses autres parties aux besoins particuliers, industriels et commerciaux, de la ville ou de la région.

A quelle heure ont lieu les cours de perfectionnement ? Comment sont-ils organisés ? Comment est recruté le personnel enseignant ? L'examen de ces trois questions donnera une idée d'ensemble de l'institution postscolaire allemande.

Sous le régime de la faculté, les cours municipaux avaient ordinairement lieu le soir, de sept à neuf heures ou de huit heures à dix heures, et dans la matinée du dimanche. Avec le régime de l'obligation et à la demande des corporations qui, dans leurs propres écoles, avaient pu apprécier combien le travail intellectuel des apprentis valait mieux le jour que la nuit, les forces physiques de l'enfant étant le soir épuisées par une journée de fatigue et son esprit alourdi du même coup, les études de jour, déjà en vigueur dans plusieurs Etats, se substituent partout à celles de la veillée. Mais il y a dans les heures une extrême variété qui tient aux légitimes exigences des industriels et des commerçants. Municipalités et corporations se concertent pour concilier tous les intérêts.

A Munich, par exemple, 6 cours d'apprentis (mécaniciens, menuisiers, serruriers, sculpteurs, lithographes, ouvriers du bâtiment) fonctionnent, une fois par semaine, de 9 heures du matin à midi, avec le consentement des patrons ; à côté de ces cours spéciaux existent 41 cours de perfectionnement généraux, comportant aussi l'enseignement de matières techniques, qui ont lieu dans la journée, avant 5 heures du soir. A Leipzig, ils ont lieu, en général, de 6 heures à 8 heures du soir, sur la demande des patrons ; à Cologne, où l'obligation pour les garçons date du 1er avril 1903, de 6 h. 1/2 à 8 h. 1/2, deux soirs par semaine, et le dimanche matin de 9 h. 1/4 à 11 h. 1/4. Certaines professions, comme les ouvriers du bâtiment, par exemple, sont assujetties à un semestre d'hiver, parfois à un trimestre seulement, avec 10 ou 12 heures par semaine ; d'autres à 40 semaines. La règle la plus suivie, nous l'avons vu, est le semestre, avec 6 heures obligatoires par semaine. Il n'est pas rare, d'ailleurs, que des apprentis, désireux de s'instruire, fassent plus d'heures que n'en prescrivent les règlements et payent, pour ce supplément, une légère redevance.

Comment sont organisés ces cours ? Ils répondent, répétons-le, aux besoins de la ville ou de la région dans laquelle ils fonctionnent. Spécialement dans les écoles créées et dirigées par les corporations, et dont l'enseignement tient lieu de celui des écoles municipales, les apprentis constructeurs-mécaniciens, serruriers, ferblantiers, carrossiers, menuisiers, maçons, ébénistes, lithographes, graveurs, tailleurs, cordonniers, etc., reçoivent, dans les grands centres surtout, un enseignement spécial approprié à leur profession. Voici quelques-unes des écoles de corporation de la ville de Berlin, avec le chiffre de leurs élèves durant l'hiver 1903-1904 : école des peintres-décorateurs, 216 élèves ; des barbiers et coiffeurs, 539 ; des tapissiers, 323 ; des vitriers, 323 ; des fabricants et

(1) Sorte de préfet, premier magistrat dans chaque province.

(1) « Aujourd'hui, dit M. Georges Blondel, la fréquentation des écoles de perfectionnement est obligatoire dans la plus grande partie de l'Allemagne, pour les apprentis et les employés âgés de moins de dix-huit ans, absolument comme l'école primaire... L'idée de l'obligation est acceptée par les Allemands avec d'autant plus de facilité qu'ils sont convaincus que c'est grâce au développement de l'enseignement technique sous toutes ses formes que le nouvel empire est devenu une puissance de premier ordre. Les écoles de perfectionnement leur apparaissent comme indispensables pour former les soldats qui seront les artisans des victoires économiques qu'ils espèrent remporter dans l'avenir. Ils prétendent qu'elles sont le meilleur complément de l'apprentissage à l'atelier, qu'elles élargissent l'horizon intellectuel des ouvriers et employés et contribuent au relèvement moral et intellectuel d'une classe nombreuse de travailleurs. C'est pourquoi on cherche à les multiplier même dans de très petites localités. » (*L'éducation économique du peuple allemand*, ouvrage déjà cité.)

poseurs de roues, 64; des vanniers, 14; des relieurs, 188; des jardiniers, 120; des imprimeurs, 878; des pâtissiers-confiseurs, 195; des photographes, 130; des ferblantiers, 300; des tonneliers, 12 (1). Mais, dans toutes les écoles de perfectionnement indistinctement, le dessin industriel est surtout enseigné avec un soin particulier et comporte des cours séparés pour chaque groupe de métiers, avec des professeurs spéciaux. On le considère à bon droit comme indispensable dans l'exercice de la plupart des professions techniques.

Les cours se tiennent, assez rarement, dans des locaux appartenant aux corporations et aménagés à leurs fins, plus souvent dans les dépendances des écoles primaires ou professionnelles, quelquefois dans des immeubles municipaux ou loués. En dehors de cas exceptionnels, le matériel de démonstration est limité aux outils et aux instruments strictement nécessaires. Les frais de cet enseignement sont supportés en principe par les communes ou par les corporations, quelquefois par les deux réunies. Mais l'Etat vient en aide aux communes au moyen de subventions; de leur côté, tous les Etats allemands leur allouent sur leur budget particulier des subsides importants. Enfin, dans quelques écoles, on exige des jeunes gens une légère rétribution, qui devient plus élevée pour ceux qui, ayant dépassé l'âge de scolarité obligatoire, veulent pousser plus loin leurs études. D'une manière générale, ces dépenses sont acceptées sans difficulté par l'opinion publique, très sympathique à l'enseignement professionnel.

En 1901, les sommes dépensées en Prusse pour les cours de perfectionnement industriel se sont décomposées ainsi :

	Marks.	
Rétribution scolaire..	1.083.870,	soit 23 p. 100
Etat.....	1.329.264	soit 28 —
Communes et unions.	2.239.621	soit 49 —
Total.....	4.652.755	

soit près de 6 millions de francs.

Comment est recruté le personnel enseignant des cours de perfectionnement? Aucune règle n'a, jusqu'à présent, présidé à ce recrutement. Cela s'explique par la variété même des institutions techniques et leur différence d'origine, les unes relevant au début des Etats particuliers, d'autres des municipalités, d'autres des corporations, d'autres enfin de simples particuliers.

Parmi les maîtres, on trouve des ingénieurs de grandes maisons, des artisans habiles, des professeurs d'universités et collèges et des instituteurs. On cite d'anciens patrons, retirés des affaires après avoir acquis une grande réputation dans l'exercice de leur art ou de leur métier, qui consacrent leurs loisirs et leur expérience à l'instruction des apprentis. Mais certains Etats, justement préoccupés de la formation technique de ces éducateurs, ont créé des cours normaux, qui ont lieu pendant les vacances, à l'usage des instituteurs appelés, dans les petites villes principalement, en dehors de l'école primaire, à donner l'enseignement aux adultes. C'est ainsi que de 1886 à 1901, plus de 3,000 maîtres, selon le rapport de la délégation parisienne, ont reçu, spécialement en dessin industriel, les connaissances nécessaires à leurs nouvelles fonctions.

En définitive, la législation allemande comprend l'apprentissage mené de front par l'atelier et par les cours professionnels. Les deux enseignements se pénètrent et se fortifient l'un par l'autre.

La théorie explique la pratique, ou plutôt elles apparaissent à l'ouvrier telles qu'elles sont en réalité, étroitement liées, en rapports permanents, et de cette constatation, qui s'impose à son esprit de bonne heure, résulte tout naturellement chez lui le désir de connaître plus à fond son métier, de le posséder dans son ensemble et dans ses détails. Au surplus, ce qui est vrai de l'apprenti l'est aussi de l'aide du commis, de l'employé, du voyageur de commerce, car il n'y a pas de profession, si modeste soit-elle, dont l'exercice n'exige des notions particulières et ne soit rendu plus facile par une culture générale. C'est pourquoi l'Allemagne, le principe posé, n'a pas hésité à en déduire les conséquences, étendant l'obligation, non pas seulement aux apprentis, mais à tous les jeunes gens de moins de dix-huit ans, et même très souvent aux jeunes filles.

Voici, à peu près, comment se répartissaient en 1902 les élèves de ces différentes écoles et ce que coûtait leur entretien :

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS	NOMBRE d'élèves.	DÉPENSES totales.	PART de l'État.
		marks.	marks.
Etablissements du 1er degré.....	16.826	6.257.971 »	3.946.755 »
Etablissements du 2e degré.....	8.012	3.361.130 »	2.087.087 »
Etablissements du 3e degré.....	34.503	7.591.156 »	3.810.987 »
Etablissements du 4e degré.....	270.315	6.316.794 »	1.658.756 »
Totaux.....	329.656	23.527.051 »	11.503.585 »

Ou un peu plus de 30 millions de francs.

Le premier total appelle deux observations. Il ne comprend, pour les établissements du 3e degré, que 206 écoles sur 502 existant réellement en 1902. Il laisse aussi en dehors les élèves des écoles d'Innung qui, à Berlin seulement, comptaient cette année-là plus de 15,000 élèves.

Si on tient compte, d'autre part, qu'avec la généralisation du régime obligatoire, le nombre des élèves du 4e degré (cours de perfectionnement) ne fait que s'accroître de jour en jour, il n'est pas téméraire d'évaluer à 400,000 au minimum le chiffre total des jeunes gens qui fréquentent actuellement les écoles techniques industrielles.

b) Ecoles techniques commerciales.

L'enseignement commercial se divise en trois degrés : supérieur, moyen et inférieur, mais beaucoup moins séparés, surtout pour les deux derniers, que dans l'enseignement industriel.

La confusion s'explique par des raisons historiques. Bien que les écoles de commerce de toute catégorie se soient multipliées depuis une quinzaine d'années avec une rapidité telle que, de moins de 200 en 1892, elles aient passé à environ 540 en 1904, soit une augmentation de 170 p. 100 (1), l'enseignement commercial est très ancien en Allemagne. Les vieilles traditions de la Hanse n'y ont jamais été perdues et le commerce n'a jamais répugné, comme en France, à la noblesse ou à la bourgeoisie. De nos jours encore, la création de ces écoles est due surtout à des associations de négociants, aux corps municipaux ou aux simples particuliers. L'Etat en subventionne un petit nombre, mais assez maigrement.

Une telle liberté dans leurs fonctions fait qu'elles se prêtent mal à la classification traditionnelle et qu'elles emplètent souvent d'un degré sur l'autre. La régularité au sens où nous la concevons, est la qualité ou le défaut qu'elles connaissent le moins.

Une autre raison d'ordre social tend à augmenter cette confusion. En Allemagne, pays de gouvernement aristocratique, les hautes fonctions administratives, judiciaires, militaires, diplomatiques, sont presque toujours réservées aux familles de vieille noblesse. Il a donc fallu, par compensation, assurer aux enfants des classes moyennes et même inférieures les moyens de s'élever d'échelon en échelon dans les carrières industrielles et commerciales. De là, les facilités données pour passer d'un établissement à un autre de degré supérieur. De là, aussi, la création et le succès d'établissements mixtes à caractère intermédiaire, à cheval sur deux degrés, permettant le passage de l'un à l'autre.

Dans le domaine de l'enseignement commercial comme dans celui de l'enseignement industriel, on ne rencontre nulle part le concours. Seules, des conditions spéciales d'instruction sont exigées des élèves, suivant l'école dans laquelle ils désirent entrer.

En première ligne viennent les universités commerciales qui ont pour objet de perfectionner l'instruction commerciale de même façon que les universités classiques complètent l'instruction générale. Elles sont au nombre de six, situées à Leipzig, Aix-la-Chapelle, Cologne, Francfort, Berlin (1) et Mannheim. La première en date est celle de Leipzig, fondée en 1898; la dernière, celle de Mannheim, ouverte en 1909.

Pour être admis à suivre les cours de ces universités, il faut, soit avoir fréquenté les classes d'un gymnase, soit être pourvu d'un des diplômes qui donnent droit au service militaire d'un an. Les cours généraux, obligatoires pour tous, et qui durent deux années, sont la comptabilité, le droit, l'économie politique, l'anglais ou le français, au choix de l'étudiant, plus une autre langue étrangère. En dehors de ces cours généraux, les élèves doivent choisir l'une des trois branches suivantes : la section de géographie et de marchandises, ou la section des assurances et sociétés, ou enfin la section de technologie comprenant la mécanique, la chimie et la physique.

Au degré moyen se placent les écoles supérieures de commerce, les écoles spéciales de commerce et les écoles réales (*Realschulen*), avec cours commerciaux. Les conditions d'admission sont très variables. Les unes exigent le diplôme du service militaire d'un an, d'autres se contentent de l'instruction acquise dans les sept classes de l'école primaire. Les écoles réales reçoivent les enfants à partir de 10 ans. On en comptait en 1900 une centaine environ, tant publiques que privées.

Les écoles ou cours de perfectionnement (*Fortbildungsschulen*), constituent enfin dans l'enseignement commercial, comme dans l'enseignement industriel, le degré inférieur. Depuis l'extension du principe de l'obligation postscolaire, elles suivent une progression extrêmement rapide. De 353 qu'elles étaient en 1893, elles sont montées en 1900 à 522, dont 237 à fréquentation obligatoire, 146 indirectement obligatoires et seulement 139 facultatives. Dans ce nombre, les écoles consacrées à l'enseignement des jeunes filles entrent, semble-t-il, pour 100 à 120.

Pour les garçons, les cours comprennent principalement l'allemand, le calcul, le dessin, la comptabilité, la correspondance commerciale, la sténographie, la machine à écrire, la calligraphie, les langues étrangères, notamment le français et l'anglais.

Pour les jeunes filles, voici quelles étaient, à Berlin, antérieurement au régime de l'obligation, les matières enseignées dans un cours d'importance moyenne, et entre lesquelles, par conséquent, elles pouvaient choisir : allemand, calcul, dessin, comptabilité, français, anglais, sténographie, machine à écrire, comptabilité et correspondance, travail manuel, machine à coudre, confection, coupe pour lingerie, blanchissage, mode, chant et gymnastique. En Saxe (2), le programme officiel de l'enseignement des femmes comprend, avec le commerce, la science et la pratique du ménage, la cuisine, les travaux manuels, la confection et la préparation à la carrière de professeur de travail manuel, réservée, bien entendu, à celles qui, ayant fait preuve de qualités exceptionnelles, complètent ensuite leurs études dans des écoles spéciales. A Leipzig (3), sont annexés à l'école Carola, institution privée

(1) Chiffres empruntés au rapport de la délégation du conseil municipal de Paris, page 90.

(1) Chiffres empruntés à *Commercial instruction in Germany* de Rose, consul anglais, publié en septembre 1901.

(1) L'école commerciale de Berlin, inaugurée le 27 octobre 1906, a été créée par la corporation des marchands, qui en supporta tous les frais. En 1907, la différence, entre les recettes et les dépenses, soit 158,386 marks, a été intégralement payée par elle, sans subvention de l'Etat ou de la ville.

(2) Rapport de la délégation du conseil municipal de Paris.

(3) Même rapport.

subventionnée par la municipalité et les riches familles, des cours ménagers qui enseignent aux jeunes filles tout ce qui concerne l'entretien d'une maison, nettoyage, cuisine, blanchissage, etc., et des cours à l'usage des femmes de chambre et des bonnes à tout faire.

L'enseignement est, en définitive, aussi bien pour les garçons que pour les filles, très varié et subordonné aux besoins de la clientèle à laquelle il s'adresse.

Quelle est la population scolaire totale des écoles commerciales, tant supérieures que moyennes et élémentaires? Rose, consul anglais, que nous avons déjà cité, l'évalue pour 1904, à 48,000 élèves. Mais il est à remarquer, de l'avis des gens renseignés, qu'elle doit s'accroître d'année en année, l'opinion publique se montrant particulièrement favorable au cours de perfectionnement commercial, comme aux cours de perfectionnement industriel.

Quoi qu'il en soit, le chiffre des étudiants commerciaux et le chiffre des dépenses affectées à l'enseignement commercial (de 3 à 4 millions apparemment), comparés à ceux de l'enseignement industriel, démontrent que le commerce, dans un pays organisé comme l'Allemagne pour les travaux de production, n'a pas et ne peut pas avoir l'importance de l'industrie.

Ces quelques renseignements, puisés aux meilleures sources, suffisent, pensons-nous, à donner une idée du soin apporté par l'Allemagne dans la préparation de son personnel technique. Si les établissements supérieurs et moyens sont autant d'écoles d'application où se forment les états-majors et les cadres de l'armée industrielle et commerciale, les cours de perfectionnement sont les vastes casernes où s'instruisent les soldats, artisans nécessaires, au même titre que les chefs, des conquêtes économiques. L'État tend de plus en plus à prendre la direction générale de cet enseignement; sans se substituer tout à fait aux initiatives des communes, des corporations ou des particuliers, il intervient, grâce aux subventions qu'il alloue, dans les programmes et dans le choix des professeurs; il a racheté dans ces dernières années un grand nombre d'écoles privées du degré moyen, soit pour leur donner un regain de vie, soit pour les rendre plus accessibles à toutes les bourses, en abaissant les prix de pension; il a la haute main sur les universités techniques et sur la plupart des établissements secondaires.

Il préside à toutes les commissions régionales qui donnent leur avis sur l'organisation de l'enseignement professionnel et, en fait, subordonne l'importance de ses subsides à l'adoption du plan d'ensemble qu'il s'est tracé. C'est le ministère du commerce et de l'industrie qui est chargé, dans le Gouvernement, de ces attributons. On a cependant essayé, de 1879 à 1885, de placer l'instruction technique sous l'autorité du ministère de l'instruction publique et des cultes, mais on n'a pas tardé à se rendre compte que les intérêts du commerce et de l'industrie, si étroitement liés à la question des écoles professionnelles, ne pourraient être utilement surveillés et défendus par un département sans contact avec la vie économique du pays et on est revenu au système antérieur. Il ne semble pas que la compétence et les droits du ministère du commerce, en matière d'éducation technique, soient aujourd'hui contestés par personne.

Autriche-Hongrie.

Nous plaçons l'Autriche-Hongrie (1) immédiatement après l'Allemagne, parce que la plupart des dispositions de la législation autrichienne relative à l'enseignement technique des apprentis ou ouvriers ressemblent à celles de la législation allemande.

Comme en Allemagne, la période d'obligation scolaire s'étend en Autriche jusqu'à quatorze ans. L'apprentissage ne peut donc commencer qu'à cet âge. Aux termes du code industriel du 20 décembre 1859, modifié par la loi du 23 février 1897, les industriels sont tenus (art. 75 *a*) « d'accorder aux ouvriers qui n'ont pas accompli leur dix-huitième année le temps nécessaire pour fréquenter l'école industrielle du soir et du dimanche (cours de préparation, de perfectionnement, d'apprentissage, cours spéciaux) ». Les mêmes dispositions s'appliquent (art. 92) « aux aides, apprentis et commis des commerçants, en tant que le code de commerce n'en a pas autrement disposé ».

Les apprentis sont tenus, s'ils n'ont pas achevé avec succès leur instruction professionnelle dans une école de perfectionnement ou dans une autre institution au moins d'égale valeur, de fréquenter régulièrement les écoles industrielles, générales, ainsi que les écoles professionnelles, de la manière prescrite par le programme de l'apprentissage. Quand ils négligent par leur propre faute les cours à diverses reprises l'autorité industrielle peut, en s'appuyant sur les rapports faits par la commision de surveillance de l'école, prolonger la durée réglementaire ou conventionnelle de l'apprentissage. La prolongation de l'apprentissage peut aussi être prononcée par l'autorité industrie le sur le rapport de la corporation, quand l'apprenti ne satisfait pas à l'examen prescrit par le règlement de la corporation intéressée. Mais la durée totale de la prolongation imposée ne peut, dans les deux cas réunis, dépasser un an (art. 99).

Le maître, lui, doit s'occuper de l'enseignement industriel des apprentis et ne peut les priver du temps et des occasions nécessaires à cet effet en les employant à d'autres services. Il est obligé (art. 100) de fournir à ceux qui n'ont pas encore suivi avec succès les cours d'une école industrielle, ou d'une institution d'égale valeur au moins, le temps nécessaire pour fréquenter les cours préparatoires, et de veiller à ce qu'ils s'y rendent régulièrement, sous peine de se voir retirer le droit, la première fois, pour un certain temps, et, en cas de récidive, d'une manière permanente, de tenir des apprentis.

En Hongrie, l'enseignement obligatoire pour apprentis est très ancien. Il date de la fin du dix-huitième siècle. La loi actuelle sur l'industrie (21 mai 1808), comporte les prescriptions suivantes : « Les communes qui comptent au moins 50 apprentis, et pour lesquelles il n'existe pas d'école spéciale, sont obligées d'instituer pour l'enseignement des apprentis un cours spécial. Les taxes et les amendes perçues au titre de la présente loi ssront affectées à l'entretien de ces écoles ». En cas d'insuffisance, les communes peuvent établir une contribution spéciale jusqu'à concurrence de 2 p. 100 du montant des impôts directs.

Si, à raison de leur mauvaise situation financière, elles sont hors d'état de suffire aux frais de l'école, elles peuvent aussi demander un secours au ministre des cultes et de l'instruction publique (art. 87). L'apprenti est tenu de suivre les cours pendant toute la durée de son apprentissage. La période scolaire s'étendant de six à douze ans, il en résulte que pratiquement la fréquentation obligatoire des cours professionnels va de douze à quinze ans. Un décret ministériel a créé, en 1900, des cours commerciaux à l'usage des jeunes filles. Ils comprennent comme matières obligatoires l'arithmétique commerciale, la tenue des livres, le change, la correspondoance et le travail de bureau, la géographiecmmerciale et la sténographie; la dactylographie est facultative. Ils durent dix mois à raison de vingt heures par semaine et ont été fréquentés pendant 1903-1904 par 991 élèves dont 948 ont passé avec succès l'examen de sortie.

Les écoles techniques du degré supérieur et du degré moyen sont très nombreuses en Autriche et en Hongrie. Créées par l'Etat ou subventionnées par lui, elles jouissent de la faveur des corporations, des chambres de commerce et du public.

A Vienne, elles gravitent autour du musée technologique, comparable à notre conservatoire des arts et métiers, avec la richesse de collections en moins. Une des salles du musée sert à des expositions incessamment renouvelées des machines-outils les plus récentes. Les industriels sont ainsi tenus au courant des inventions ou des perfectionnements réalisés au ehors. Annexées au musée, fonctionnent deux écoles de petite et de grosse mécanique qui reçoivent des élèves payants, la première 360, la seconde 300. Elles font l'apprentissage complet de leurs élèves et sont, en conséquence, pourvues de superbes ateliers. L'enseignement dure trois ans. On a mis à profit cette belle installation pratique pour instituer des cours du soir et du dimanche qui, très prospères, ne comptaient pas moins de 1,000 auditeurs en 1904.

Le musée technologique est encore le point d'attache de cours extrêmement intéressants, créés en 1904 par le ministère du commerce, destinés aux ouvriers qui aspirent à devenir chefs de petites industries. Ils s'adressent aux spécialités suivantes : cordonniers, tailleurs pour hommes, menuisiers, charpentiers, galvanotechniciens, serruriers et fabricants d'outils. Réservés à des ouvriers déjà formés, ils sont de courte durée : six semaines pour les cordonniers, ce qui permet six séries par an; six semaines pour les tailleurs, avec six séries; huit semaines pour les menuisiers, pour les galvanotechniciens, pour les serruriers et fabricants d'outils, avec quatre séries par an; douze semaines pour les charpentiers, avec trois séries par an. Cette institution obtient à Vienne beaucoup de succès.

A Budapest, l'enseignement supérieur comprend une école d'arts et métiers, appartenant à l'Etat, et une école municipale d'art industriel. Le programme de la première est visiblement inspiré de celui de nos écoles françaises, à cette différence près qu'on y enseigne la chimie. Le jour, elle reçoit 260 élèves, et le soir, à des cours spéciaux, plus de 1,200 jeunes gens. Son installation est des plus convenables; depuis quelque temps, elle possède un musée qui tend à devenir un conservatoire des arts et métiers. La seconde, dans l'aménagement de laquelle rien n'a été négligé, comporte des cours du jour et des cours du soir, très fréfréquentés les uns et les autres; ceux du soir s'adressent surtout à des apprentis ou ouvriers de métiers d'art. On y enseigne cependant le dessin aux mécaniciens, électriciens et ferblantiers.

Quant aux cours de perfectionnement, obligatoires en Autriche pour les apprentis, ouvriers ou commis au-dessous de dix-huit ans, il nous suffira de montrer comment ils sont organisés à Vienne pour donner une idée de leur importance.

Placés sous le contrôle d'une commission spéciale, dite *Gewerbeschule-Kommission*, qui comprend des représentants du conseil municipal de Vienne, de la chambre de commerce et d'industrie, du comité de la Basse-Autriche, du conseil scolaire, du ministère de l'instruction publique et des cultes et en majorité des industriels, ils étaient, en 1903, au nombre de 168, se décomposant comme suit:

82 cours de perfectionnement préparatoires destinés surtout aux Tchèques et Slaves dont les connaissances primaires sont rudimentaires;

38 cours de perfectionnement généraux dans lesquels on s'efforce de plus en plus de spécialiser l'enseignement pour répondre aux besoins des élèves;

11 cours de perfectionnement pour jeunes filles;

37 cours techniques spéciaux créés et dirigés par des corporations.

La population scolaire atteignait presque le chiffre de 40,000 auditeurs, ce qui correspondrait pour Paris, dont le nombre d'habitants dépasse d'un tiers celui de Vienne, à 60,000 présences dans les cours d'adultes, officiels et privés, — réalité désirable à coup sûr, mais dont nous sommes encore, on le verra, sensiblement éloignés.

La commission de l'enseignement professionnel disposait en 1903, pour les cours des apprentis et des ouvriers, d'un budget de 800,000 francs environ, auquel il importe de joindre les frais d'éclairage et de chauffage supportés par la ville, et, en outre, les fonds directement dépensés par les corporations.

Les cours de perfectionnement spéciaux créés par les corporations constituent la caractéristique de l'organisation viennoise. Leur prospérité s'accroît d'année en année. Le gouvernement autrichien, qui avait, au dix-neuvième siècle, fait la guerre aux corporations, les favorise aujourd'hui de tout son pouvoir et paraît disposé à remettre en leurs mains la formation du personnel ouvrier et commerçant. Voici l'énumération, intéressante malrgé sa sécheresse, des 37 cours de corporations :

(1) La plupart des renseignements qui suivent, sur le fonctionnement de l'enseignement postscolaire en Autriche-Hongrie, sont empruntés au rapport de la délégation parisienne.

NUMÉROS d'ordre.	NOMS DES COURS DE CORPORATIONS	NOMBRE d'auditeurs.	NUMÉROS d'ordre.	NOMS DES COURS DE CORPORATIONS	NOMBRE d'auditeurs.
1	Cours de tisserands, passementiers et rubanniers	346	20	Cours des tapissiers	198
2	Ecole commerciale de la corporation des marchands de Vienne : 12 centres répartis dans la ville	3.419	21	Cours de la corporation des hôteliers	201
3	Cours commerciaux pour employés de certaines circonscriptions judiciaires	234	22	Cours de la corporation des serruriers	317
4	Cours commerciaux du syndicat du commerce.	291	23	Cours pour peintres décorateurs	238
5	Cours pour horlogers	174	24	Cours pour tailleurs	459
6 et 7	Cours pour tourneurs	331	25	Cours pour les corporations réunies des aubergistes et cafetiers	758
8	Cours pour imprimeurs et fondeurs en caractères : 4 centres répartis dans la ville	655	26	Cours pour constructeurs d'orgues, pianos et harmoniums	75
9	Cours des bijoutiers, orfèvres, argentiers et graveurs	246	27	Cours de la corporation des bouchers	575
10	Cours des peintres et vernisseurs de voitures	126	28	Cours pour vanniers	39
11	Cours des dinandiers, travailleurs du bronze et ciseleurs	115	29	Cours pour lithographes et graveurs sur cuivre.	117
12	Cours des ferblantiers	357	30 et 31	Cours pour apprenties blanchisseuses : 2 centres distincts	489
13	Cours des menuisiers	208	32	Cours pour ouvriers, fabricants et marchands de vitraux artistiques	88
14 à 17	Cours des boulangers : 4 centres répartis dans la ville	798	33	Cours pour opticiens	67
18	Cours des confiseurs et pâtissiers	221	34	Cours pour perruquiers, friseurs et raseurs	717
19	Cours des relieurs, maroquiniers, gainiers et cartonniers	62	35	Cours pour cordonniers	251
			36	Cours pour chaudronniers	68
			37	Cours pour apprentis et ouvriers en peignes et éventails	52
				Total	(1) 12.283

(1) Ces élèves ont fréquenté régulièrement dans la proportion de 85.22 p. 100.

A Budapest, au rebours de Vienne, les corporations de la ville participent peu à l'enseignement des apprentis et presque tous les cours professionnels ont un caractère municipal. Ils se tiennent dans les écoles publiques, le soir et le dimanche.

Encore que le système autrichien s'inspire des mêmes principes que le système allemand, on relève cependant quelques différences dans l'organisation des cours de perfectionnement. Ainsi, à Vienne, ils ne comptent jamais plus de 300 ou 400 auditeurs, tandis qu'à Berlin ils en réunissent fréquemment un millier. Les cours techniques spéciaux des corporations ont toutes les préférences de la commission viennoise, qui pousse à leur développement au détriment des cours purement municipaux, alors qu'à Berlin l'application récente de l'obligation a mis entre les mains de la municipalité la direction de la majorité des cours professionnels. Enfin, en Allemagne, ces cours ont souvent une administration et des locaux indépendants en raison du grand nombre d'élèves dans une même école, et ils sont placés sous l'autorité du ministère du commerce ; en Autriche et en Hongrie, au contraire, ils sont professés dans les écoles publiques, généralement sous la direction du chef de l'établissement, et ils dépendent du ministère de l'instruction publique.

Suisse.

La Suisse est encore un des pays où le principe de l'obligation scolaire pour les apprentis, après avoir progressivement pénétré dans les mœurs, tend de plus en plus, sous la poussée de l'opinion publique et du conseil fédéral, à prendre place dans la législation des cantons.

Depuis longtemps, d'ailleurs, le peuple suisse considère l'école comme la pierre angulaire de l'édifice social Il a fait pour elle les sacrifices les plus considérables.

Dans beaucoup de cantons, la loi, jusqu'à vingt ans, fait au jeune homme une obligation de ne pas désapprendre le chemin de l'école. De six à quatorze ans d'abord, selon la règle générale qui ne souffre pas d'exception, il fréquente les classes primaires. Après, à moins qu'il n'entre dans une école technique ou qu'il ne se dirige du côté de l'enseignement secondaire, il doit suivre obligatoirement encore, aux termes de certaines législations cantonales, pendant toute la durée de son apprentissage, des cours professionels complémentaires. Enfin de dix-sept à dix-neuf ou vingt ans, il suit, toujours obligatoirement, des cours d'enseignement général préparatoire à l'examen des recrues. Et, dans les cantons où les cours de perfectionnement ne sont pas également obligatoires, la force de l'habitude ou de l'exemple est aujourd'hui telle que la majorité des adultes, à la sortie de l'école primaire, recherchent d'eux-mêmes ce complément d'instruction.

De là vient sans doute, chez les citoyens de cette petite République, cette claire compréhension des mœurs de la liberté, où l'exercice des droits se concilie naturellement avec le respect de la loi et l'observation des devoirs sociaux. De là aussi cette rare aptitude à tirer parti de toutes les ressources d'une nature qui, de prime abord, paraît ingrate et rebelle à l'effort de l'homme. Privée de houille et de métaux, avec une vaste surface inculte de rochers et de glaciers, la Suisse, grâce à la formation d'un corps éminent d'ingénieurs, est arrivée quand même à acclimater chez elle la grande et la moyenne industrie ; elle a percé, à travers ses plus hautes chaînes de montagnes, des voies d'accès aux lignes ferrées de l'Europe occidentale, bénéficiant ainsi à la fois d'un transit considérable et de communications nombreuses avec les autres pays ; elle a fait de tous ses sommets, par la création de funiculaires audacieux, autant de stations d'été ou de cures d'air, fréquentées par des milliers de touristes qui déboursent chaque année, disent les statistiques, plus de 300 millions de francs pour prix de l'hospitalité qu'ils reçoivent. Ici la science de l'ingénieur s'est complétée de l'art de l'hôtelier, car on sait qu'en Suisse, comme en Allemagne et en Autriche, cette profession est l'objet d'un enseignement particulier auquel elle doit sa supériorité auprès de la clientèle étrangère. Et lorsque, par les progrès de l'industrie électrique, l'utilisation des chutes d'eau a été rendue possible, la Suisse n'a pas eu de peine, au moyen des capacités techniques qu'elle avait su créer, à mettre de suite à profit ces richesses naturelles dont elle est si abondamment pourvue. Si bien que la force motrice et la lumière entrent depuis plusieurs années pour une large part dans sa prospérité économique.

L'établissement, sa partie universitaire mise à part, qui tient la tête de l'enseignement technique, a son siège à Zurich ; il s'appelle le *Polytechnicum* (1) et jouit d'une réputation universelle. Il en sort tous les ans une légion d'ingénieurs et de directeurs d'usine très appréciés et très recherchés. Des écoles supérieures des beaux-arts forment aussi à Genève et ailleurs des architectes de premier ordre. Viennent ensuite les six *Technicums* de Genève, Fribourg, Bienne, Berthou, Winterthur et le Locle, les deux premiers de langue française, les trois derniers de langue allemande, et celui de Bienne de l'une et l'autre langues. Ils sont destinés, aux termes du règlement du Technicum de Genève, fondé en 1901, « à former pour les industries du bâtiment et du génie civil, ainsi que pour l'industrie mécanique et électrotechnique, des entrepreneurs, des chefs de chantiers, des conducteurs et inspecteurs de travaux et de routes, des dessinateurs-constructeurs, des chefs de service, etc. » Ils tiennent donc le milieu entre les écoles d'apprentissage, destinées à former des ouvriers instruits et possédant à fond leur métier, et les écoles supérieures qui préparent des architectes et des ingénieurs munis d'une instruction scientifique complète.

Les six Technicums ont des sections communes : mécanique, électricité, architecture. Winterthur possède, en outre, une section de chimie et une de commerce ; Berthou, une section de chimie ; Bienne, une section préparatoire aux chemins de fer, aux postes, télégraphes et douanes. La fortune de ces établissements a été des plus rapides. Ils ont contribué à maintenir et à développer la petite et la moyenne industrie en face de la grande.

Il y aurait lieu, pour présenter un tableau sommaire de l'enseignement technique au degré supérieur et au degré moyen de passer en revue les écoles de commerce, très florissantes, comme celles de Neufchâtel et de Saint-Gall ; les écoles d'horlogerie, fort nombreuses en Suisse ; les écoles professionnelles de dessin ou d'art appliqué ; les écoles spéciales de sculpture sur bois ; les écoles de mécanique et d'électrité, etc ; mais leur nombre est tel qu'un simple coup d'œil sur le programme de cha-

(1) Le Polytechnicum est le seul établissement d'instruction relevant de la Confédération helvétique. Il comprend les divisions suivantes : 1) une école d'architecture ; 2) une école d'ingénieurs ; 3) une école technique de mécanique ; 4) une école technique de chimie ; 5) une division pour l'agriculture et les forêts ; 6) une division normale pour la formation des maîtres ; 7) une division de philosophie générale et d'économie politique ; 8) une division pour les sciences militaires.

La durée des études va 19, suivant les divisions, de deux à quatre ans.

En 1905-1905, l'effectif scolaire était le suivant :

Etudiants admis en 1905-1906	378
Etudiants en cours d'études	947
	1.325

En y ajoutant 879 auditeurs libres, le total des jeunes gens suivant les cours de l'école s'élevait à 2,204. En 1904, ce total atteignait 2,028 seulement.

Des 1,325 étudiants réguliers, 803 étaient de nationalité suisse et 522 de nationalité étrangère.

Le corps enseignant comprend 65 professeurs, 5 maîtres auxiliaires, 40 privat-docents ou professeurs auxiliaires et 76 assistants.

Les dépenses du polytechnicum (personnel et matériel compris), se sont élevées pour l'année 1906 à 1,428,907 fr.

(Extrait de l'*Annuaire de l'Enseignement public en Suisse pour 1906.*)

cune d'elles risquerait de nous entraîner loin.

Quant aux cours professionnels ou complémentaires, nous croyons préférable, étant donné que la législation varie de canton à canton, de voir comment ils fonctionnent dans deux cantons, celui de Genève et celui de Vaud, dont nous avons plus particulièrement étudié sur place les institutions d'enseignement.

1. — Les cours professionnels dans le canton de Genève.

La loi sur l'instruction publique du canton de Genève, en date du 5 juin 1886, ordonne, dans son article 8 : « Dès l'âge de six ans jusqu'à l'âge de quinze ans révolus, tous les enfants habitant le canton de Genève doivent recevoir dans les écoles publiques ou privées, ou à domicile, une instruction suffisante ». L'enseignement primaire est donc obligatoire jusqu'à quinze ans révolus. Il se donne gratuitement : dans les écoles enfantines, dans les écoles primaires, dans les écoles complémentaires.

L'école enfantine comprend deux divisions : la division inférieure, facultative pour les enfants de trois à six ans, la division supérieure, obligatoire pour les enfants de six à sept ans. Dans les deux divisions, l'enseignement consiste surtout en leçons de choses, en occupations manuelles, en jeux et chants, en causeries morales (art. 27).

A sa sortie de l'école enfantine, l'enfant entre à l'école primaire qui lui fait suite. Il y passe six années correspondant à six degrés d'études. Le programme de l'enseignement comprend : la lecture et l'écriture ; le français et les éléments de la langue allemande ; l'arithmétique, le calcul mental et les notions élémentaires de la géométrie ; la géographie et l'histoire nationale ; des leçons de choses et des notions élémentaires d'histoire naturelle ; le dessin, la gymnastique, le chant ; les travaux manuels et, pour les filles, les ouvrages à l'aiguille (art. 33). L'année scolaire est de 42 à 46 semaines d'études avec 25 à 35 heures par semaine. Dans chaque degré, les élèves sont appelés à subir des examens au moins deux fois par an, et la promotion annuelle d'un degré dans un autre dépend pour chacun d'eux du résultat combiné des examens et du travail de l'année.

Enfin, l'école complémentaire, dont la durée est de deux ans, fait suite au 6e degré de l'enseignement primaire. Elle est obligatoire pour tous les enfants de treize à quinze ans qui ne reçoivent pas d'une autre manière une instruction reconnue équivalente par le département de l'instruction publique, c'est-à-dire qui ne poursuivent pas leurs études dans une école spéciale, collège, technicum, école commerciale, etc., etc. Quel est l'objet de l'enseignement complémentaire ? « Il complète et développe, dit l'article 40, l'enseignement primaire à un point de vue pratique et professionnel, conforme aux exigences des diverses localités. Son programme comporte, en outre, la comptabilité simple, les éléments des sciences physiques et naturelles, et, pour les garçons, des entretiens sur les institutions du pays ; pour les jeunes filles, l'économie domestique. Dans les écoles de la campagne, le programme comprend, de plus, des notions d'économie rurale ».

L'année scolaire n'est plus alors que de vingt-cinq à quarante semaines avec dix à dix-huit heures de leçons par semaine. Ces leçons ont ordinairement lieu à raison d'une heure et demie par jour et de deux heures le jeudi. Elles ne prennent donc qu'une partie de la journée, permettant ainsi à l'enfant de se placer, s'il le désire, comme apprenti, à l'âge de treize ans révolus, conformément à la loi genevoise sur le travail des mineurs, du 25 novembre 1899 (1). Mais, aux termes de cette même loi « le patron doit laisser à son apprenti le temps nécessaire à son instruction théorique et religieuse » et « ce temps doit être compris dans la durée de la journée du travail » (art. 13 et 32), normalement fixée à dix heures.

Le département genevois du commerce et de l'industrie, la commission centrale des prud'hommes et les commissions d'apprentissage veillent à l'exécution de ces prescriptions.

Ainsi, l'école complémentaire a légalement un caractère pratique et professionnel, conforme aux exigences locales. Jeunes gens et jeunes filles reçoivent obligatoirement, de treize à quinze ans, une instruction qui s'inspire des besoins des principales professions, agricoles, commerciales ou industrielles. A Genève, à Carouge, à Plainpalais, aux Eaux-Vives, l'enseignement est orienté vers l'électricité, la chimie industrielle, le dessin industriel, la correspondance commerciale, etc., etc. ; dans les communes rurales, au contraire, à Versoix, au Grand-Saconnex, à Meyrin, à Satigny, à Jussy, à Asnières, etc., il est essentiellement agricole et comprend en plus, pour les jeunes filles, les ouvrages à l'aiguille et l'économie domestique ; les écoles où se donne cet enseignement complémentaire agricole portent le nom d'écoles secondaires rurales.

L'obligation scolaire dans le canton de Genève, ne va pas au delà de quinze ans. Mais la loi sur l'instruction publique a prévu, dans son article 83, que « des cours destinés aux jeunes gens et aux jeunes filles ayant achevé leur école complémentaire seraient donnés, chaque année, en hiver, dans la ville de Genève ». Le programme de l'enseignement se répartit sur deux années d'études et comprend pour chaque année de dix à douze heures de leçon par semaine. Des certificats constatant les résultats obtenus sont délivrés à la fin des cours aux élèves qui ont subi les examens.

Quelles sont les matières enseignées dans ces cours postscolaires ? Les cours organisés par le département de l'instruction publique ont un caractère à la fois général et pratique : on y enseigne, en première année, aux jeunes gens, l'arithmétique commerciale, l'algèbre, la géométrie, les éléments de physique et de chimie, le dessin technique, le français, l'allemand ; aux jeunes filles, le français, l'allemand, l'arithmétique commerciale, la calligraphie, le dessin — en deuxième année, aux jeunes gens, la tenue des livres, la physique et la chimie, la mécanique avec application de dessin industriel, le dessin, le français, l'allemand ; aux jeunes filles, les mêmes matières qu'en première année, plus la tenue des livres. On utilise pour ces cours les écoles professionnelles de la ville et le collège, où les laboratoires et les collections sont mis à la disposition des professeurs et de leurs élèves.

Parallèlement aux cours officiels fonctionnent ceux de l'Académie professionnelle (fondation Bouchet), subsidiés par l'Etat de Genève. Ils sont nettement professionnels. Voici ceux qui étaient inscrits au programme de l'année scolaire 1907-1908 : hommes, cours à l'usage des divers corps de métiers de l'industrie du bâtiment, cours à l'usage des ferblantiers, zingueurs, etc., cours à l'usage des ébénistes, cours à l'usage des tapissiers, cours de bijouterie et joaillerie, cours à l'usage des chaînistes, cours pratiques à l'usage des cordonniers, des tailleurs, cours professionnels organisés d'accord avec le syndicat des ouvriers coiffeurs ; dames, cours de coupe et confection de vêtements de dames, cours de coupe et confection de vêtements d'enfants, cours de coupe et confection de lingerie, cours de raccommodage, cours de dessin de broderie, cours de comptabilité et calligraphie, cours de mode, cours de repassage et dégraissage.

Les cours pour hommes ont lieu le soir, en général de sept heures à dix heures, avec des leçons d'une durée d'une heure environ. Pour les dames, la plupart ont également lieu le soir ; quelques-uns cependant, ceux qui s'adressent plus spécialement aux personnes sans profession et sont donnés en vue des besoins de la famille, ont lieu dans la journée.

Bien que ces cours ne soient pas obligatoires dans le canton de Genève, il y a une tendance marquée, parmi les patrons et parmi les syndicats ouvriers, à les encourager, à les conseiller aux apprentis ; on sent même que l'obligation, qui a cause gagnée dans d'autres cantons, compte à Genève de nombreux partisans. Les progrès réalisés par ces jeunes gens et jeunes filles, âgés de plus de quinze ans, sont, en effe, si unanimement reconnus que les contrats d'apprentissage prévoient tous maintenant les cours professionnels qui devront être suivis. Les offices d'apprentissage de la Suisse romande ont adopté, à cet égard, pour chaque profession, des règlements spéciaux, approuvés par les départements cantonaux de l'instruction publique ou du commerce et de l'industrie, qui comportent des dispositions très heureuses. Voici le programme d'apprentissage et d'examen des confiseurs-pâtissiers : « L'apprenti, est-il dit, suivra les cours professionnels qui tendent à élever son instruction (arithmétique commerciale, langues étrangères dessin, etc.) ; s'il est donné dans la localité ou dans une localité voisine des cours de décor, il est dans l'obligation de les suivre. Le dessin est de toute importance ; il développe le goût et permettra, dans la suite, de confectionner avec plus de sécurité des pièces montées, d'exécuter de jolis sujets dans la décoration des tourtes, gâteaux d'anniversaires, biscuits, biscômes, etc., etc. »

Voici celui des mécaniciens-électriciens : « Il est nécessaire que les cours professionnels destinés aux apprentis mécaniciens soient suivis pendant toute la durée de l'apprentissage (quatre ans). Première année : algèbre, géométrie, physique, chimie, dessin ; deuxième année : algèbre, géométrie, dessin technique, physique et chimie ; troisième et quatrième année : chimie, mécanique avec application du dessin industriel, électricité, spécialement tout ce qui concerne les machines à courant continu et alternatif ».

Suit la liste des ouvrages à consulter.

Voici le programme des fabricants d'appareils de prothèse dentaire : « Dans les localités où il existe un enseignement pratique à l'usage des bijoutiers, l'apprenti devra le suivre pendant toute la durée de l'apprentissage (trois ans). En outre, il doit suivre les cours ci-après : chimie-physique et dessin ». Celui des chaînistes : « Les cours théoriques et pratiques que doit suivre l'apprenti sont : 1° cours de dessin ; 2° cours de chimie ; 3° cours pratique destiné à compléter l'enseignement donné à l'atelier et obligatoire pendant toute la durée de l'apprentissage (quatre ans). Les apprenties chaînistes et polisseuses suivent un cours de chimie spécialement institué pour elles ». Celui des selliers de ville et de campagne : « Les cours professionnels théoriques devant être suivis par l'apprenti sont les suivants : le dessin, la géométrie, l'arithmétique, la comptabilité et dans les localités où cela est possible, un cours sur la conformation du cheval, du bœuf, de l'âne et du mulet ». Celui des jardiniers, fleuristes, arboriculteurs et maraîchers : « Pendant tout l'apprentissage (2 ou 3 ans), l'apprenti doit étudier le plus possible des ouvrages traitant de son métier. Il doit suivre assidûment les cours professionnels institués pour le métier ou pour l'instruction générale des jeunes gens. »

Les examens de fin d'apprentissage, aujourd'hui considérés comme une règle en Suisse, portent à la fois sur les connaissances acquises à l'atelier et à l'école, d'ailleurs inséparables en fait.

Pour les apprentis de commerce, la situation est la même. Mêmes recommandations et même examen. La société suisse des commerçants, dont le siège est à Zurich et dont l'action s'étend à tous les cantons, a institué des examens qui ont pour but, aux termes de son progamme « de fournir l'occasion aux jeunes commerçants qui ont terminé leur apprentissage ou qui ont fait un stage pratique de deux ans au moins dans une maison de commerce de faire constater officiellement le degré de culture générale et les connaissances professionnelles qu'ils ont acquises ». L'examen comprend des branches obligatoires dans lesquelles tous les candidats sont examinés et des branches facultatives. Parmi les premières prennent place la correspondance commerciale dans la langue maternelle et dans une langue étrangère, l'arithmétique commerciale, le calcul mental, la comptabilité en partie double, les principes élémentaires de droit commercial, la géographie commerciale et économique, la calligraphie, les connaissances pratiques ; parmi les secondes, la correspondance en langues étrangères, la sténographie, la machine à écrire, les connaissances spéciales dans une branche de commerce.

Ces examens de fin d'apprentissage, industriel ou commercial, ont lieu, dans le canton de Genève, sous le contrôle du département du commerce et de l'industrie, ce qui donne aux diplômes délivrés une garantie officielle ; la loi sur le travail des mineurs, du 25 novembre 1899, qui les a prévus, s'exprime ainsi : « Il sera organisé chaque année, par les soins du département du commerce et de l'industrie et de la

(1) La loi fédérale, en ce qui concerne le travail dans les fabriques, interdit d'employer des mineurs au-dessous de quatorze ans révolus. D'autre part, les offices cantonaux d'apprentissage stipulent que l'entrée en apprentissage ne peut pas avoir lieu, pour la plupart des professions, avant l'âge de quatorze ans révolus, et, pour quelques-unes, avant l'âge de quinze ans révolus.

commission centrale des prud'hommes, des examens de fin d'apprentissage destinés à constater si les apprentis possèdent les connaissances techniques et les aptitudes professionnelles nécessaires pour exercer la profession à laquelle ils se vouent (art. 23). Le département du commerce et de l'industrie délivrera un diplôme aux apprentis ayant subi avec succès l'examen de fin d'apprentissage (art. 24). »

Par là, il est facile de se rendre compte que si l'obligation postscolaire n'existe pas légalement dans le canton de Genève, la majorité des apprentis des deux sexes, de quinze à dix-huit ans et au delà même de cet âge — à l'instigation des associations syndicales et de la société suisse des commerçants — n'en fréquente pas moins assidûment les cours professionnels en vue d'obtenir le diplôme de fin d'apprentissage, de plus en plus recherché, non seulement dans la grande industrie et dans le haut négoce, mais encore par les petits artisans.

2° Les cours professionnels dans le canton de Vaud.

La législation scolaire du canton de Vaud comporte des obligations de plus longue durée que celle du canton de Genève.

Aux termes de l'article 77 de la loi cantonale du 15 mai 1906 sur l'instruction publique primaire « tout enfant est astreint à la fréquentation de l'école dès le commencement de l'année scolaire, soit dès le 15 avril de l'année dans laquelle il atteint l'âge de sept ans, jusqu'au 15 avril de l'année où il a seize ans révolus. Néanmoins, la municipalité et la commission scolaire réunies ont le droit de limiter la fréquentation obligatoire de l'école au 15 avril de l'année où l'enfant a quinze ans révolus.

Ainsi, la fréquentation de l'école primaire est obligatoire jusqu'à quinze ou seize ans. Mais elle ne s'arrête pas là. Elle est prolongée, en effet, bien au delà par l'institution des cours complémentaires. Comment fonctionnent ces cours? « Dans toutes les communes, dit l'article 119 de la loi de 1903, où il existe une école primaire tenue par un instituteur, il est ouvert chaque année, durant le semestre d'hiver, des cours complémentaires d'instruction primaire de six heures par semaine, jusqu'à concurrence de soixante heures au moins. Ces cours ont lieu deux fois par semaine. Leur programme est une revision et un complément du plan d'études primaires; ils sont organisés suivant les besoins locaux : professionnels, industriels ou agricoles. Il est, en outre, organisé chaque année, pour les jeunes gens appelés au recrutement, qui ne peuvent justifier d'une instruction suffisante, un cours préparatoire d'une durée de vingt à vingt-quatre heures. »

Jusqu'à quel âge doit-on suivre les cours complémentaires ?

Les jeunes gens de quinze à dix-neuf ans (art. 122), de nationalité suisse, qui ne fréquentent pas l'école primaire, sont tenus de suivre les cours complémentaires. En sont toutefois dispensés :

« *a*) Ceux qui, à la suite d'un examen, ont fait preuve d'une instruction suffisante;

« *b*) Ceux qui suivent les cours d'un établissement d'instruction publique, secondaire ou supérieure, ou des cours jugés équivalents par le département de l'instruction publique;

« *c*) Ceux qui sont atteints de maladies ou d'infirmités, qui les rendraient incapables d'en profiter. »

L'enseignement complémentaire, dans le canton de Vaud, se présente donc, suivant les cas, sous trois caractères différents : général, technique et préparatoire au service militaire. On s'assure par des examens très sérieux qu'il remplit son but.

Mais, pour les apprentis des deux sexes, les dispositions de la loi du 21 novembre sur l'apprentissage complétant celles de la loi scolaire édictent une réglementation spéciale encore plus sévère. A propos des devoirs du patron, l'article 9 prescrit : « Il doit astreindre l'apprenti à fréquenter les cours professionnels en rapport direct avec sa profession et lui accorder sur la journée de travail le temps nécessaire pour les suivre ». Et à propos des devoirs de l'apprenti, l'article 18 ajoute : « il doit suivre les cours professionnels qui sont donnés dans la localité ou à proximité et qui sont en rapport direct avec sa profession. La commission d'apprentissage détermine l'étendue de cette obligation ». Il est organisé, à l'exemple de Genève, sous le contrôle du département de l'agriculture et du commerce, des examens destinés à constater si les apprentis acquièrent ou possèdent les connaissances théoriques et pratiques suffisantes. Le département de l'agriculture et du commerce délivre un diplôme aux apprentis qui subissent l'examen de fin d'apprentissage (art. 25 et 27). Comme ces textes avaient donné lieu à des interprétations différentes, surtout en ce qui concerne les jeunes filles, une décision du conseil d'Etat de Lausanne intervint le 31 août 1911. « Les apprentis et apprenties, disait-elle, qui résident dans les localités où sont donnés des cours professionnels, sont obligés de suivre ces cours, conformément à l'article 18 de la loi sur l'apprentissage. Les commissions d'apprentissage sont spécialement chargées de veiller à ce qu'il soit satisfait aux obligations ci-dessus; elles sont autorisées à punir de l'amende ou des arrêts les cas d'indiscipline, les arrivées tardives et les absences. »

C'est la Société industrielle et commerciale de Lausanne qui, sous le patronage du département du commerce et de l'agriculture et avec le concours financier de la commune, du canton et de la Confédération, a organisé la plupart des cours professionnels, grâce auquel les apprentis peuvent se mettre d'accord avec la loi. Il en est d'autres qui sont dirigés par des sociétés ouvrières. Pour les jeunes filles, cependant, le département de l'industrie et du commerce tend à se substituer à la société commerciale et industrielle; il a créé des cours professionnels temporaires qui, sous l'active direction de Mlle Mathilde Giroud, professeur de coupe et inspectrice cantonale, ont pris dans ces dernières années une extension considérable.

Successivement ont été ouverts des cours de couturières pour dames, de tailleuses pour garçons, de lingerie, de repassage, de raccommodages, de modes, de cuisine, etc., dont le programme porte généralement sur deux années, quelquefois sur une seule. Ils sont obligatoires pour les apprenties des professions auxquelles ils se rapportent et peuvent être suivis facultativement par les élèves amateurs, ménagères ou jeunes filles aisées désireuses de se perfectionner dans les travaux manuels de la femme. La vogue de cet enseignement, à Lausanne et dans les principales communes du canton, a dépassé les espérances de ses fondateurs. En 1898-1899, il n'y avait des cours féminins, subsidiés par l'Etat de Vaud, qu'à Lausanne; ils comptaient 134 élèves. Aujourd'hui plus de vingt localités ont des cours, et le nombre des élèves dépasse 2,000.

Par suite d'une surveillance plus étroite exercée par les commissions d'apprentissage, le nombre des garçons astreints à fréquenter les cours professionnels s'est aussi notablement accru. De 300 qu'il était en 1899 pour Lausanne et les bourgades avoisinantes, il a passé, en 1903, à 2,500 pour l'ensemble du canton de Vaud. Quand des apprentis se montrent habituellement paresseux et indisciplinés, ils sont renvoyés des cours professionnels, mais ils doivent alors suivre les cours complémentaires placés dans les attributions du département de l'instruction publique.

Les cours destinés aux jeunes filles ont strictement lieu dans la journée, par prélèvement du temps nécessaire sur les heures de travail. Les autorités ont tenu la main à l'application de la loi, en faisant valoir avec raison auprès des patrons les dangers courus par leurs apprenties quand elles rentrent tardivement à leur domicile, plusieurs d'entre elles résidant en dehors de Lausanne et se trouvant obligées, par suite, de prendre le train ou le tramway. Pour les garçons, un certain nombre de cours professionnels ont encore lieu le soir, après la journée de travail, mais le nombre en diminue d'année en année. Le chef du service de l'industrie et du commerce, M. Deriaz, à l'obligeance duquel nous devons ces renseignements, nous disait que le jour n'était pas éloigné où tous les patrons du canton de Vaud, comprenant mieux leur propre intérêt et l'intérêt de leurs apprentis, accepteraient d'eux-mêmes que l'instruction technique fût donnée le matin ou l'après-midi; à Lausanne, comme ailleurs, on a, en effet, constaté que l'attention de l'élève est beaucoup plus soutenue dans la journée que le soir, et, partant, ses progrès plus rapides.

La durée des cours est d'environ six mois, d'octobre à mars-avril, avec quatre heures d'études par semaine, en une ou deux leçons, soit une moyenne de cent heures par an. Les diplômes officiels couronnent les études des élèves qui subissent avec succès l'examen de fin d'apprentissage.

Quatre cantons jusqu'à présent, ceux de Fribourg, Obwal, Glaris et Valais, ont adopté le système de l'obligation. Plusieurs autres, notamment Bâle, Zurich, Berne et Genève, paraissent à la veille de s'y rallier. La ville de Berne est arrivée à rendre pratiquement obligatoire la fréquentation des cours de perfectionnement, grâce à la mesure suivante : un arrêté du 15 septembre 1914 a fait une obligation aux jeunes gens ayant accompli leur 17e année de suivre les cours préparatoires à l'examen des recrues, mais l'article 2 du même arrêté en a dispensé ceux qui fréquentent des cours de perfectionnement déterminés. Si bien que la plupart des ouvriers ou apprentis préfèrent cette dernière solution qui offre l'avantage de les doter de connaissances appropriées à leur métier.

L'action du pouvoir confédéral contribue d'ailleurs beaucoup à l'extension de l'enseignement technique. Un arrêté fédéral du 27 juin 1884 édictait que « en vue d'améliorer cet enseignement, la Confédération subventionnerait les établissements déjà installés ou qui seraient créés à cet effet. » Limité d'abord aux écoles du sexe masculin, le bénéfice des subventions fut étendu en 1895 à celles qui enseignent à la femme l'économie domestique ou un métier manuel. De 250,000 fr. qu'il était en 1884, le crédit nécessaire aux allocations fédérales s'est élevé, en 1903, à plus de 1 million 300,000 fr., portant, jusqu'à concurrence de 1 million 80,000 fr., sur 300 établissements de garçons (39 dans le canton de Zurich, 36 dans celui de Berne, 26 dans celui de Saint-Gall, 25 dans celui de Vaud, etc.), et pour le surplus, sur 240 établissements de jeunes filles. Le nombre même de ces établissements subventionnés indique assez que, dans nombre de cantons, les cours et écoles de perfectionnement se sont multipliés au point que la plupart des communes, même rurales, en sont pourvues.

L'ensemble des sacrifices consentis par la Suisse — Confédération, cantons et communes — pour les écoles professionnelles du degré moyen et élémentaire, s'est élevé, en 1906, au chiffre respectable de 7 millions. Les charges, parfois assez lourdes, que s'imposent les corporations, figurent en partie dans cette somme. Si l'on songe que la population de la République helvétique atteint à peine 3 millions et demi d'habitants, la dépense, comparativement à celle des autres pays pour le même objet, apparaît comme considérable. Il est vrai que, d'après l'*Annuaire de l'enseignement public en Suisse*, les crédits affectés en 1905 aux écoles de tout ordre accusaient un chiffre global de 69 millions. Preuve indiscutable du soin que prennent nos voisins à préparer une jeunesse studieuse, instruite, consciente de ses droits et de ses devoirs.

Le Danemark. — La Norvège.

Le Danemark et la Norvège appartiennent, comme les précédentes, à la catégorie des nations qui ont sévèrement réglementé l'apprentissage.

La loi danoise du 30 mars 1889 contient, dans son article 10, les dispositions suivantes : « Le temps d'apprentissage doit être employé de manière que l'apprenti apprenne peu à peu et aussi complètement que possible le métier dans lequel il est instruit, et cette instruction doit être poussée au point de permettre à l'apprenti, à la fin de son apprentissage, de passer l'examen de compagnon, dans le cas où cet examen est requis. Dans les métiers où cet examen comporte une épreuve théorique de dessin, calcul, etc., le patron doit donner à l'apprenti le temps nécessaire pour recevoir, dans une des écoles commerciales et techniques du lieu, l'enseignement nécessaire pour subir cette épreuve, et veiller à ce que l'apprenti profite convenablement de cet enseignement. Si l'apprenti, à la fin de son apprentissage, ne passe pas l'examen, le patron lui délivrera un certificat d'apprentissage, attestant le temps qu'il a passé en apprentissage et le degré d'habileté qu'il a atteint dans son métier. Si le patron n'a pas pris assez de soin de l'ins-

truction de l'apprenti et si cette négligence est cause que l'apprenti ne soit pas en état, à la fin de son apprentissage, de passer l'examen ou d'obtenir un certificat d'apprentissage avec attestation de capacité, le patron est obligé d'indemniser l'apprenti à dire d'arbitre »

Quant aux sanctions, elles sont des plus rigoureuses : outre la résiliation du contrat d'apprentissage, les dommages-intérêts et une amende de 5 à 200 kroners (7 à 280 fr.), la loi danoise, dans son article 2, prononce l'interdiction d'avoir des apprentis contre « le patron qui s'est rendu coupable, trois fois en cinq ans, d'infractions au contrat d'apprentissage, assez graves pour entraîner la rupture ».

« L'enseignement industriel en Danemark, nous dit M. Bernard de Jandin, attaché à la légation de France à Copenhague (1), est donné dans les écoles techniques, établissements professionnels où les élèves reçoivent, après leur première communion, une instruction comprenant d'abord une revision des matières enseignées à l'école primaire et s'étendant, en outre, aux connaissances professionnelles théoriques et pratiques, au dessin particulièrement, depuis les notions les plus élémentaires jusqu'au degré le plus élevé, suivant les exigences et les besoins de chaque métier. »

La plupart des écoles, où la classification en degré primaire ou secondaire est d'ailleurs inconnue, sont dues à l'initiative privée : simples particuliers, syndicats professionnels ou associations spécialement fondées dans ce but. Parmi ces dernières, la société technique de Copenhague est de beaucoup la plus importante; c'est celle qui a la haute main, matériellement et moralement, sur les écoles industrielles de la capitale ; son action s'étend même en province, où elle subventionne nombre d'établissements, de sorte qu'elle constitue, pour ainsi dire, le fondement sur lequel repose l'enseignement industriel danois. L'Etat intervient aussi pour une large part dans le fonctionnement des écoles techniques; la somme inscrite dans ce but au budget de l'exercice 1906-1907 s'élevait à 335,500 couronnes (469,700 francs). Chaque institution reçoit, suivant son importance, une somme variable qui lui permet non seulement de se contenter de cotisations très modiques versées par les élèves, mais encore de vivre et de prospérer. Cette aide pécuniaire prêtée par l'Etat, sans changer le caractère strictement privé des écoles, donne néanmoins au gouvernement un droit de contrôle général sur l'ensemble de l'enseignement industriel. Un inspecteur général visite chaque année les établissements subventionnés et, suivant les résultats acquis, propose des augmentations ou des réductions de subsides.

L'institution la plus importante est l'école technique de Copenhague, fondée en 1876 et dirigée par la société technique de Copenhague. L'enseignement y a été donné pendant l'année 1903-04 à 3,697 élèves, répartis en classes du jour et du soir. Les cours du soir, ouverts du 3 octobre au 1er juillet de quatre à dix heures, ont pour but de fournir aux artisans les connaissances scientifiques, techniques et artistiques qui leur sont nécessaires pour se perfectionner dans l'exercice de leur métier et qu'on ne peut acquérir dans l'atelier. Les élèves doivent, à l'admission, avoir atteint l'âge de treize ans. Chaque matière, tenue de livres, mathématiques, dessin industriel, modelage, chimie, physique, etc., comporte de deux à six heures de cours par semaine. L'école du jour, ouverte du 1er novembre au 1er avril, de huit heures du matin à deux heures du soir, reçoit les ouvriers du bâtiment et les mécaniciens, les premiers, pendant quatre ans, les seconds pendant trois ans. Mais, en dehors de cet enseignement très complet, fonctionnent des classes plus élémentaires réservées aux ouvriers qui ne veulent ou ne peuvent entreprendre le cycle entier des études. Des cours spéciaux s'adressent aussi aux peintres et aux ouvriers en métaux. L'école dispose d'un budget annuel de plus de 300,000 francs.

Il existe encore à Copenhague une école professionnelle des cordonniers, une école d'horlogerie, une école du livre, une école des vitriers, une école du musée des arts décoratifs, qui instruisent un grand nombre d'apprentis.

Les villes de province comptaient, en 1904, 113 écoles techniques, avec une population de 14,000 élèves (13,100 jeunes gens et 900 jeunes filles). Dans la plupart de ces écoles provinciales, les professeurs sont payés à l'heure et touchent une indemnité de 50 centimes à 2 fr. 80 l'heure, la moyenne par professeur et par heure étant de 1 fr. 50.

L'enseignement commercial danois est organisé sur les mêmes bases que l'enseignement industriel. Mêmes subsides de l'Etat et même contrôle, mêmes encouragements de la part de la société technique de Copenhague. Sans être aussi prospères et nombreuses que les écoles industrielles, les écoles commerciales commencent à retenir l'attention publique. Les écoles Brock, de Copenhague, ont eu en 1905 une centaine d'élèves, et l'école des négociants, qui possède plusieurs succursales, a donné la même année l'enseignement commercial à plus de 1,500 élèves. En province, l'école commerciale du Jutland et les écoles de navigation et de pêche sont dans la période des débuts et des tâtonnements.

Il n'en faut pas moins constater que le Danemark, avec une population totale de 2,450,000 habitants, reçoit dans ses écoles ou cours professionnels plus de 20,000 jeunes gens et jeunes filles, dont quelques-uns, il est vrai (3,000 environ), ont dépassé vingt ans, ce qui représente néanmoins une moyenne à peu près égale à celle des pays où l'enseignement technique est le plus en faveur.

La législation industrielle de la Norvège diffère peu de celle du Danemark. « Le patron est tenu, aux termes de l'article 2 de la loi du 15 juin 1881 : 1° de pourvoir à l'instruction professionnelle de l'apprenti, de manière que ce dernier, à la fin de l'apprentissage, puisse subir l'épreuve de compagnon; 2° de faire en sorte que l'apprenti, dans la mesure fixée par l'administration compétente, fréquente une école publique de dessin et une école technique du soir, autant que des établissements existent dans la localité, ainsi que de payer toutes les dépenses scolaires se rapportant à son apprenti. »

Voici les sanctions de ces obligations : l'apprenti a le droit (art. 7) de quitter son maître avant l'expiration de la période fixée pour la durée de l'apprentissage, lorsque le maître néglige grossièrement l'enseignement qu'il doit donner: s'il appert (art. 12) que l'apprenti manque de connaissances et d'adresse au point de ne pouvoir subir l'épreuve de compagnon et si le maître ne peut prouver d'une manière satisfaisante qu'il s'est occupé convenablement de l'instruction de l'apprenti, dans ce cas, le maître est tenu de verser une indemnité à l'apprenti, et il est en outre passible (art. 31) d'une amende de 2 à 100 couronnes. Enfin l'apprenti doit produire (art. 11) le certificat de la direction de l'école de dessin et celui de la direction de l'école du soir, dont le jury tient compte pour la délivrance du certificat de compagnon.

Comme en Danemark, l'enseignement technique est organisé de manière à satisfaire aux prescriptions de la loi.

La Belgique.

Avec la Belgique, nous abordons les pays qui, comme la France, n'ont inscrit jusqu'à présent dans leur législation aucune disposition spéciale, relative à l'instruction professionnelle des apprentis, ou s'en sont remis légalement de ce soin au patron, mais sans exiger des garanties suffisantes.

Dans les dernières années du dix-neuvième siècle, la Belgique, impressionnée par la concurrence que lui faisaient jusque sur son marché intérieur les nations voisines, jugea indispensable de fortifier son enseignement technique. Il était, certes, organisé depuis longtemps ; il fallait faire mieux. Un homme de grande valeur, M. Oscar Pyfferoen, professeur à l'université de Gand, fut chargé d'étudier successivement le fonctionnement de l'instruction professionnelle en Angleterre, en Allemagne ensuite.

Sa mission de l'autre côté du Rhin, en 1896, a fait l'objet d'un rapport très documenté, où l'on sent chez l'auteur le désir de voir sa patrie s'inspirer des dispositions allemandes. Mais il n'ose heurter de front les objections traditionnelles. Ainsi, à propos des cours destinés aux ouvriers, il souhaiterait qu'ils eussent lieu, « comme dans certains états allemands, durant un ou deux demi-jours par semaine ». Seulement, ajoute-t-il, « cela suppose le régime de l'instruction professionnelle obligatoire, et il ne faut guère espérer l'établir chez nous, puisque nous n'avons même pas encore l'instruction primaire obligatoire. Il est vrai que la loi pourrait décréter l'obligation pour les industriels de donner à leurs apprentis et à leurs ouvriers le temps d'aller à l'école pendant quelques heures, s'ils le demandent ; mais pareille disposition est sans sanction efficace, la loi ne pouvant en réalité forcer le patron à garder à son service les ouvriers qui désirent s'absenter malgré lui.

On ne peut nier cependant que l'idéal serait de voir tout l'enseignement professionnel donné quelques heures par jour : ce serait plus commode pour les professeurs, et les élèves, moins fatigués, en pourraient mieux profiter. Dans bien des cas: il pourrait en résulter une notable économie de frais.

Les élèves seraient divisés en plusieurs équipes : en faisait venir, par exemple, vingt élèves à la fois pendant deux demi-journées par semaine on pourrait, dans la même école, avec le même personnel et le même matériel, donner, sans augmentation sensible de frais, l'enseignement à cent vingt élèves. Mais cet idéal est encore loin de pouvoir se réaliser.

Si le vœu — car c'en est bien un — exprimé par le rapporteur n'a pas encore reçu de réalisation, il peut du moins se rendre cette justice que ses travaux ont été, pour la Belgique, le point de départ de progrès incessants dans le domaine de l'enseignement technique.

Il avait d'ailleurs, disons-le, admirablement posé le problème et ses paroles valent d'être citées, tant elles en précisent les données principales. « Il est, disait-il, de la plus haute importance, pour une nation, de posséder dans toutes les branches industrielles, en nombre suffisant, de bons directeurs, des chefs de travaux habiles, des techniciens expérimentés, en un mot un personnel de premier ordre... capable de tenir l'industrie au courant des dernières inventions et de prendre lui-même l'avant-garde dans la voie du progrès. Il faut aussi former de bons ouvriers. C'est le cri de détresse poussé par tous les chefs d'industrie, sur tous les points du pays. C'est aussi le vœu des ouvriers. Ils s'aperçoivent de jour en jour davantage qu'aux ouvriers insuffisamment formés l'ouvrage devient rare, tandis que les bons ouvriers n'ont guère à souffrir du chômage. L'augmentation constante des salaires décide les patrons à ne plus accepter que de bons ouvriers et à refuser plutôt des commandes que de recourir à un travail coûteux et défectueux.

La concurrence des pays étrangers empêche d'ailleurs les industriels d'admettre, au tarif actuel des salaires, d'autres ouvriers que ceux qui sont capables de produire vite et bien... Dans bien des cas, ce qu'on aura dépensé pour l'instruction des métiers fructifiera au centuple : on ouvrira au travail national des voies nouvelles et plus productives ; on donnera aux forces des habitants une plus grande utilité et aux matières premières nationales une plus grande valeur. »

Ces conseils ont été entendus. Il suffit, en effet, de consulter les rapports sur la situation de l'enseignement technique en Belgique présentés aux Chambres législatives, en 1913, par le ministre de l'industrie et du travail, pour se rendre compte du chemin parcouru de 1897 à 1901, c'est-à-dire à la suite de l'enquête de M. Pyfferoen.

Au 31 décembre 1896, le nombre d'écoles industrielles, commerciales et ménagères, subsidiées par le gouvernement belge, était de 376; il s'élevait à 579 au 31 décembre 1901, soit une augmentation de plus de 200 institutions en quatre ans.

Depuis, il a passé à 672 au 3 décembre 1909 et à 692 au 31 décembre 1910 (1).

Ces chiffres se décomposent de la manière suivante :

(1) *Bulletin de l'enseignement technique*, n° 12, 23 juin 1906. *L'enseignement industriel et commercial en Danemark.*

(1) Voir *Revue du travail* du 30 juin 1914, page 691.

DÉSIGNATION DES ÉCOLES	1896	1901	1909	1910
A. — Ecoles professionnelles pour jeunes filles.				
1° Ecoles et classes ménagères	225	292	268	274
2° Ateliers d'apprentissage	2	4	8	10
3° Cours professionnels	3	3	6	9
4° Ecoles professionnelles	23	40	37	37
5° Ecoles professionnelles ménagères	»	»	20	20
6° Ecoles ménagères professionnelles	»	»	8	7
B. — Ecoles professionnelles pour garçons.				
1° Ateliers d'apprentissage et cours professionnels de tissage des Flandres	42	38	32	53
2° Ecoles et cours de dessin industriel et professionnel	»	»	41	47
3° Ateliers d'apprentissage pour la taille des pierres	11	19	26	26
4° Cours professionnels	3	22	16	13
5° Ecoles professionnelles	12	36	63	67
6° Ecoles Saint Luc (écoles de métiers d'art)	4	5	7	12
7° Ecoles et cours industriels	40	79	99	93
8° Ecoles supérieures	6	13	15	16
9° Cours commerciaux et scientifiques	5	19	21	22
10° Ateliers d'apprentissage divers	»	»	9	7
Totaux	376	579	672	692

L'examen de ce tableau permet de constater que, sauf en ce qui touche les ateliers d'apprentissage et cours professionnels de tissage des Flandres, le nombre des établissements d'enseignement technique de toutes les catégories a augmenté dans de fortes proportions.

L'intervention de l'Etat dans les dépenses est fixée d'après les principes suivants :

Pour les écoles où l'enseignement est purement théorique, le subside s'élève au tiers des dépenses admises ;

Pour les écoles professionnelles on d'enseignement manuel, le subside atteint les deux cinquièmes des dépenses admises ;

L'Etat intervient encore par moitié dans les frais d'achat et d'installation d'outillage et d'acquisition de collections.

Toutes les écoles subventionnées par le ministère de l'industrie et du travail sont visitées au moins une fois chaque année par un fonctionnaire du service d'inspection de l'enseignement technique, qui adresse un rapport au ministre après chaque visite.

Le tableau suivant résume, à la date du 31 décembre 1910, l'effectif total des professeurs et des élèves :

DÉSIGNATION DES INSTITUTIONS	NOMBRE	PROFESSEURS	ÉLÈVES	
			Filles.	Garçons.
I. — Enseignement pour jeunes filles.				
Ecoles professionnelles	37	483	4.549	»
Ecoles professionnelles ménagères	20	193	1.100	»
Ecoles ménagères professionnelles	7	34	369	»
Cours professionnels	9	45	617	»
Ateliers d'apprentissage	10	49	778	»
Ecoles et classes ménagères	274	637	9.733	»
II. — Enseignement pour jeunes gens.				
Ecoles supérieures spéciales	16	231	7	1.760
Ecoles et cours industriels	93	1.209	1.196	26.296
Ecoles et cours de dessin industriel et professionnel	47	161	11	2.645
Ecoles de métiers d'art	12	124	32	3.202
Cours de commerce et de banque	22	244	1.344	4.204
Ecoles professionnelles	67	575	85	6.809
Cours professionnels	13	63	149	740
Atelier d'apprentissage pour la taille des pierres	26	24	»	288
Ateliers d'apprentissage divers	7	27	»	219
Cours professionnels et d'apprentissage de tissage	32	76	»	606
	692	4.186	19.970	46.678
Total	66.648 élèves.			

Extrait de la *Revue du Travail*, 30 juin 1911.

La participation de l'Etat dans les dépenses de ces écoles s'est élevée en chiffres ronds à 1,200,000 fr.

Le nombre total des élèves, qui était en 1901 de 46,500, est passé en 1910 à 66,648. En tenant compte de la population respective de la Belgique (6,500,000 habitants environ) et de la France (38 millions d'habitants environ), l'enseignement technique devrait donc compter chez nous six fois plus d'élèves qu'en Belgique, c'est-à-dire près de 400,000. Il n'est pas démontré, comme on pourra s'en rendre compte au cours de cette étude, que nous en ayons au total beaucoup plus que nos voisins du Nord.

Malgré ces progrès considérables, la Belgique songe à introduire des modifications profondes dans l'organisation de l'enseignement primaire. A l'exemple de l'Allemagne, de la Suisse et de la France, elle veut mettre à la base de cette organisation l'obligation de la fréquentation scolaire. Elle veut par surcroît prolonger jusqu'à quatorze ans l'âge de scolarité obligatoire et consacrer les deux dernières années à un enseignement professionnel, qui serait un trait d'union véritable entre l'enseignement primaire et l'enseignement technique.

Un premier projet de loi avait été déposé à la Chambre des représentants le 14 mars 1911 par M. Schollaert, ministre des sciences et des arts. Devenu caduc par la dissolution des Chambres, il a été repris le 20 juin 1913 par M. Poullet, le ministre actuel des sciences et des arts, et déposé sous le titre de projet de loi décrétant l'instruction obligatoire et apportant des modifications à la loi organique de l'enseignement primaire.

Il comporte quatre titres, correspondant aux quatre réformes fondamentales qu'il réalise : l'obligation scolaire ; l'institution d'un quatrième degré ; l'amélioration de la situation des instituteurs ; la généralisation de la gratuité.

Le principe de l'obligation pour les chefs de famille de procurer l'instruction à leurs enfants est proclamé en tête du projet de loi. L'obliga-

tion s'étend sur une période de huit années. Cette période commence après les vacances d'été de l'année pendant laquelle l'enfant accomplit sa sixième année et se termine après que l'enfant a consacré huit années aux études. Le début des études peut être en retard d'une année, au gré des chefs de famille.

En ce qui concerne l'enseignement du quatrième degré, la partie la plus originale du projet de loi, il y a lieu de citer l'exposé des motifs : « Dans son organisation actuelle, est-il écrit, l'instruction élémentaire se compose de trois degrés, formant six années d'études, de sorte qu'au bout de sa douzième année l'élève a normalement parcouru le cycle complet de l'école primaire. Arrivé à cet âge, si l'enfant continue à fréquenter les classes primaires, il n'y trouve plus qu'un enseignement de répétition; s'il passe dans un cours industriel ou professionnel, il est aussitôt absorbé par la spécialisation, sans aucune préparation adéquate; enfin, s'il est, dès cet âge précoce, dirigé vers l'apprentissage et le travail, il n'acquiert, le plus souvent, de son métier que la connaissance ébauchée par une routine étroite, pour devenir en fin de compte un ouvrier médiocre ou un artisan incomplet. Il y a donc, dans l'ensemble de l'éducation scolaire, une lacune.

« Le remède à cette situation paraît tout indiqué. Il résultera d'une double mesure combinée : interdiction du travail des enfants de moins de quatorze ans et institution d'un quatrième degré d'études primaires à tendances professionnelles générales.

« Le quatrième degré ou cours primaire supérieur n'empiète en aucune façon sur le domaine de l'enseignement technique ou professionnel proprement dit, qui est une spécialisation. Il ne s'agit pas d'y former des menuisiers plutôt que des forgerons, des cordonniers plutôt que des tailleurs, des commis plutôt que des comptables. L'enseignement d'une profession ou d'un métier déterminés est l'objet propre de l'école professionnelle, tandis que le quatrième degré primaire vise seulement à donner aux jeunes gens une éducation manuelle et pratique préparatoire à tous les métiers et à toutes les professions.

« Son but est donc de retenir pendant deux années de plus, dans la saine atmosphère de l'école, les enfants de la classe ouvrière et rurale; d'associer davantage l'éducation technique préparatoire et le travail manuel à l'instruction générale et scientifique; de donner aux aptitudes naturelles et aux vocations l'occasion de se dévoiler et de s'affirmer, de ménager ainsi la transition entre l'école et l'atelier ou entre l'école primaire et l'école professionnelle ; enfin de tourner la prolongation de la scolarité au profit d'une formation plus intégrale de l'homme et de l'artisan. »

Quant aux modalités de réalisation de ce quatrième degré, l'exposé des motifs les envisage, pour les écoles de garçons, sous trois aspects différents : le type industriel technique, le type commercial et le type rural ou agricole.

« Le type industriel technique s'adresse surtout au futur ouvrier manuel : le type commercial à ceux qui se destinent aux petits emplois de l'administration, du commerce et de l'industrie.

« Même dans le type commercial, une place est faite aux travaux manuels, car ils constituent un excellent moyen d'éducation générale. Ces travaux contribuent, en effet, à développer l'habileté générale, l'agilité, la dextérité des deux mains, la promptitude et la sûreté des mouvements, qualités dont l'importance ne saurait être contestée et qui trouvent leur application dans les diverses circonstances de la vie et dans toutes les professions. Ils donnent aux enfants des habitudes d'ordre et de correction; ils développent les qualités d'attention et de perception.

« Les occupations manuelles tendent même à rendre plus fécond l'enseignement général reçu dans les cours généraux; elles constituent le prolongement naturel des cours de dessin, et elles fournissent l'intuition plus complète et plus profonde des notions de formes géométriques, de calcul et de système métrique, par l'application à la réalité des choses.

« Dans le type rural, les occupations manuelles se rapporteront avant tout aux nécessités de la vie rurale. Si l'on voulait donner au quatrième degré dans les écoles rurales des tendances industrielles ou commerciales trop accentuées, l'institution nouvelle contribuerait à promouvoir l'exode rural vers les villes.

« En détournant la jeunesse des campagnes de la profession agricole, le quatrième degré travaillerait contre son but même, qui est de donner aux enfants l'éducation générale qui est la plus appropriée à leur vocation. Dans les écoles rurales, le programme du quatrième degré s'attachera avant tout aux sciences naturelles, aux notions pratiques d'agriculture, à la comptabilité agricole et au jardinage. »

Pour les écoles de filles, le quatrième degré visera avant tout les travaux de la femme. « Il apprendra l'économie domestique, les travaux de coupe et de couture, les soins de l'hygiène. Dans les villes, il se complètera par des leçons de floriculture ; dans les campagnes, par des notions d'horticulture et des travaux de jardinage, etc. En d'autres mots, l'établissement du quatrième degré généralisera dans nos écoles de filles l'enseignement ménager, qui est si apprécié là où il est organisé. »

Adopté pour la majorité de la section centrale, ce projet de loi a fait, à la date du 20 août 1913, l'objet d'un rapport favorable de l'honorable M. Woeste.

Il a donc des chances d'être voté prr la législature belge dans un délai rapproché.

Il n'est pas douteux qu'il aurait pour résultat de fortifier considérablement l'enseignement professionnel.

L'Angleterre.

L'origine de l'enseignement technique en Angleterre est la fondation du docteur Birkbek en 1900.

Jusqu'alors, il n'y avait guère que des « écoles du dimanche »(*Sunday Schools*() et des » écoles paroissiales » (*Parish Schools*), médiocres, assez peu nombreuses. L'instruction était très peu répandue, peut-être moins qu'en France, à la veille de la Révolution. Les journaux, frappés d'une taxe de 4 d., étaient ignorés des ouvriers; le papier, grevé depuis 1771 d'un lourd impôt, rendait le prix des livres très élevé, et leur vulgarisation impossible,

« Vers 1800, sous l'influence des idées françaises, le docteur Birkbeck, professeur d'histoire naturelle à Glascow, conçut l'idée de la « mechanic's class ». Son dessein n'était pas de faire de l'artisan un savant au petit pied qui se dégoûterait de son humble travail, mais de le faire se raisonner, de le rendre capable de savoir exactement ce qu'il faisait à l'atelier, de l'arracher à l'état de machine ignorante (1). » D'abord critiqué, combattu par la gentry, la haute Eglise et les lords, Birkbeck connut les plus violentes attaques. Il ne se découragea pas. A Glascow, il ouvrit une « mechanic's class », qui eut soixante-quinze ouvriers pour élèves.

Au bout d'un mois, il avait 500 auditeurs. Les ouvriers vinrent en foule à une œuvre dont ils saisirent dès le début la haute valeur émancipatrice et sociale. Ils réclamèrent, créèrent parfois de leurs deniers des « mechanic's institutes » à Glascow (1823), Londres (1824), Manchester (1824), Liverpool (1825), Bradford (1838), Birmingham (1834), triomphant partout du mauvais vouloir des classes dirigeantes de la société et des pouvoirs publics. Ce fut la période héroïque de la fondation d'un enseignement technique national. Le mouvement prit une telle extension que le gouvernement s'y intéressa et fonda « l'éducation Bourd » (sorte de ministère de l'instruction publique). Après la mort de Birkbeck, les « colléges d'ouvriers » ne cessèrent de se multiplier, organisant des cours, des conférences, des leçons dans les villes et même dans les campagnes, En 1883, ils comptaient plus de 500,000 auditeurs.

Mais c'est surtout dans ces dernières années que l'opinion publique s'est nettement prononcée en faveur de l'orientation professionnelle à donner aux cours d'adultes du soir, lesquels sont à ce point en honneur qu'ils comptaient au total, en 1905 (Angleterre et Pays de Galles entendus), 718,000 auditeurs. Dans l'ouvrage qu'il a publié, en 1907 (1), M. le professeur Sadler revient à plusieurs reprises sur cette tendance. « Il a été fait beaucoup, remarque-t-il, depuis deux ou trois ans, spécialement à Londres et dans les districts manufacturiers du Centre et du Nord, pour que le travail des écoles du soir s'applique plus directement aux industries des environs...

Beaucoup de patrons attachent un intérêt de plus en plus marqué à l'éducation technique de leurs apprentis, si bien qu'ils ne se bornent pas à encourager les cours techniques du soir, mais que fréquemment ils organisent les conditions du métier de manière à permettre à leurs apprentis de suivre chaque semaine les classes du jour à l'institut technique à des heures convenables. C'est ce changement dans l'attitude des patrons à l'égard de l'éducation de leurs apprentis qui a valu aux classes du soir de recevoir un caractère professionnel fortement marqué. » Il n'en faut pas moins noter, d'après le même auteur, que les ouvriers réclament « en faveur de classes du soir d'un caractère non utilitaire, avec la pensée que, dans le cours de leur existence de citoyens, la culture générale leur sera aussi nécessaire que l'éducation technique ». Et, en fait, les associations ouvrières ont créé des cours de littérature, d'histoire, d'art et de sciences naturelles qui sont très suivis.

Voici un tableau emprunté à l'ouvrage de M. Sadler, qui contient des renseignements instructifs sur le nombre et la fréquentation des cours du soir, et sur la participation financière de l'Etat, pour la période 1902-1905 :

(1) Henry Bérenger, *l'Education du peuple en France et en Angleterre* (Revue Paris, septembre 1897).

(1) *Continuation Schools in England and Elsewhere*, edited by M. E. Sadler, Professor of the History and Administration of Education. — Manchester, at the University Press, 1907.

Statistique des écoles du soir placées sous l'inspection du Gouvernement en Angleterre et dans le pays de Galles pendant la période 1902-1905 (1).

DÉSIGNATION	1902-1903	1903-1904	1904-1905
1° Nombre d'écoles du soir reconnues par l'Etat...	5.624	5.579	5.706
2° Nombre d'étudiants qui ont suivi tous les cours pendant l'année..... (Un étudiant qui appartient à plusieurs écoles est compté une fois par chaque école.)	657.594	696.882	718.562
3° Les mêmes groupés par âge :			
Age à l'entrée : Entre douze et quinze ans....	149.191	155.623	155.938
Age à l'entrée : Entre quinze et vingt et un ans.	348.353	359.503	359.917
Age à l'entrée : Au dessus de vingt et un ans..	162.050	181.756	202.797
4° Les mêmes répartis par sexe :			
Hommes.....	403.629	422.478	441.432
Femmes.....	253.965	274.404	277.130
5° Rétribution scolaire :			
Nombre d'élèves payants.....	505.455	545.624	549.086
Nombre d'élèves non payants.....	152.139	151.258	169.476
6° Montant des subventions de l'Etat..... Liv. st.	285.126	304.962	320.762
En francs.....	7.170.919	7.669.794	8.067.164

(1) Ces chiffres ont été extraits des statistiques publiées en Angleterre par le ministère de l'Education.

M. Sadler fait encore remarquer « qu'en aucun autre pays il n'a été montré un plus grand zèle pour l'enseignement du soir, organisé cependant en Angleterre sur des bases purement volontaires, et que les facilités d'éducation sont appréciées plus que jamais par les jeunes générations intelligentes et vigoureuses, spécialement dans les grands centres d'industrie et de commerce ».

Chiffres et commentaires sont à retenir. Ils témoignent des efforts actuellement accomplis par nos voisins pour fortifier, au sortir de l'école primaire, l'instruction des adultes, hommes et femmes. Bien que les statistiques officielles ci-dessus concernent à la fois les cours d'enseignement général et d'enseignement professionnel, il est acquis que les classes du soir, dans les villes industrielles ou commerciales — et combien de villes, en Angleterre, n'ont pas l'un ou l'autre caractère, ou les deux réunis? — sont de plus en plus orientées vers les connaissances pratiques, directement en rapport avec les exigences du milieu, avec l'exercice des professions régionales.

Un courant d'ailleurs se manifeste chez nos voisins d'outre-Manche, surtout depuis 1904, en faveur d'une organisation plus systématique de l'enseignement technique, basée sur l'obligation.

Chargé en 1908 par le ministre du commerce de juger des progrès de l'Angleterre dans cette voie, M. Maurice Roger, docteur ès lettres, a publié, le 6 juin 1909, un premier rapport, et en juin 1910 un article de revue où sont consignés les résultats de sa mission (1). Au début même de son rapport, il a posé très heureusement les termes du problème.

« Les causes, écrit-il, qui, en Angleterre, rendent indispensable une organisation rationnelle de l'enseignement technique sont, avec des différences de proportions, les mêmes que dans les autres pays. Comme partout, l'âpreté de la concurrence, y impose l'utilisation de toutes les forces de production, et, en premier lieu, la préparation de la main-d'œuvre. Ce qui, dans ces derniers temps, a contribué à rendre plus nécessaire encore, aux yeux de beaucoup, l'éducation professionnelle des adultes, c'est que cette éducation leur est donnée en d'autres pays. Dans le cas présent, le peuple qui a su le mieux organiser l'enseignement technique postscolaire se trouve être celui dont la concurrence inspire à l'Angleterre les plus vives inquiétudes: c'est l'Allemagne. La crise économique actuelle n'a fait qu'aviver les inquiétudes des industriels éclairés et des hommes publics. Ils ont étudié les progrès et les méthodes de leurs concurrents. Ils ont constaté chez eux une avance considérable, au point de vue de l'enseignement technique.

Certes, ils ont aperçu que son organisation complète et parfois admirable, en Allemagne, n'expliquait pas, à elle seule, le malaise de l'industrie anglaise. Mais ils ont compris que, dans une lutte difficile, les Allemands avaient su se donner un avantage; ils ont compris que la période de malaise universel une fois close, l'existence d'un personnel conscient des exigences du métier, prêt à s'adapter au goût du public, de tous les publics, formé d'ouvriers complets et d'employés méthodiquement entraînés, assurerait au pays qui le possédait une réelle supériorité. L'obsession de l'Allemagne, qui domine la politique anglaise, a singulièrement servi la cause de l'enseignement technique. Donc il s'agit de ne pas abandonner au hasard la préparation de la main-d'œuvre, de rénover l'apprentissage là où il est mal organisé, d'y suppléer là où il a disparu, de fournir à l'industrie, au commerce, à l'agriculture, des hommes conscients, intelligents, ménagers de leurs mouvements, capables d'initiative : à l'atelier, dominant les machines; au bureau, connaissant toutes les exigences du métier et prêts à y satisfaire; dans les campagnes, capables de comprendre et d'appliquer les résultats de la science. L'intérêt qui impose à l'Angleterre l'organisation de l'enseignement technique est donc, avant tout, d'ordre économique.

La question a été, plusieurs fois, portée à la Chambre des lords et aux communes, dans ces dernières années : en 1904, par le lord évêque d'Hereford, qui a présenté à la Chambre des lords un projet imposant aux patrons l'obligation, sous peine d'amende, de laisser aux enfants, jusqu'à seize ans, le temps nécessaire pour suivre, sans fatigue excessive, des cours appropriés à leur âge et à leurs besoins, et subventionnés par le Board of Education; en 1905, par M. Lambert; en 1909, par sir John Brunner, qui déposèrent à la Chambre des communes des projets analogues.

Mais si ces bills ne réunirent pas de majorité, il en fut autrement du projet de loi spécial à l'Ecosse, qui, déposé en 1907, fut voté, après amendement, à la fin de 1908. Il a consacré officiellement le principe de l'obligation pour l'enseignement des adultes. Le fait que l'obligation est devenue légale, dans une partie du Royaume-Uni, revêt une importance capitale.

Voici l'analyse que fait M. Maurice Roger de cette législation récente :

« L'Education (Scotland) Act 1908, entré en vigueur le 1er 1909, autorise les Schools Boards à n'accorder l'exemption de l'obligation scolaire que sous l'obligation de fréquenter soit une école de jour, soit une classe de continuation, soit en partie l'une, en partie l'autre. Cette prescription s'applique aux adultes jusqu'à seize ans. L'article 9 autorise même les Schools Boards à prolonger l'obligation jusqu'à dix-sept ans. Contre ceux qui s'y soustrairaient, les mesures suivantes sont édictées :

« Si quelqu'un emploie sciemment un adulte ayant plus de 14 ans, à un moment où il doit être à l'école ou au cours complémentaire, ou pendant un nombre d'heures qui, ajouté au temps devant être passé au cours complémentaire, porte le nombre des heures de travail et du temps d'étude, en un jour ou en une semaine, au delà des heures légales de travail, il sera passible d'une amende ne dépassant pas 30 sh., et, en cas de récidive, ne dépassant pas 5 livres. » (Art. 8, § 3).

« Cette peine est appliquée également au parent ou au répondant de l'adulte, qui, volontairement ou par une négligence habituelle, contribuerait à ce manquement au règlement établi par le School Borad.

« Mais encore faut-il que l'enseignement soit profitable. La loi y pourvoit par l'article 9, qui range parmi les devoirs des Schools Boards le soin d'établir des cours pour adultes dépassant quatorze ans, en s'inspirant des métiers, industries et besoins agricoles du canton. Avec l'autorisation du département de l'éducation (équivalant au ministère de l'instruction publique, mais spécial pour l'Ecosse), un School Board peut organiser l'enseignement d'autres métiers; il peut encore organiser des cours de langue et littérature anglaises. Il doit, en outre, faire donner l'enseignement de l'hygiène et faciliter les exercices physiques.

« Mais si les Schools Boards demeurent insensibles à cet appel? Dans ce cas, les contribuables doivent se plaindre. Que dix d'entre eux adressent une pétition au département de l'éducation. Une enquête sera faite. Le School Board sera invité à établir les classes reconnues utiles par le département; celui-ci pourra réduire ou supprimer les subventions qui lui sont accordées. »

Telles sont les principales dispositions du bill qui a rendu obligatoire en Ecosse l'enseignement des adultes jusqu'à seize ans, et, si les autorités le veulent, jusqu'à dix-sept.

En même temps qu'était déposé ce projet de loi, c'est-à-dire en avril 1907, le comité consultatif du board of education était officiellement chargé de rechercher s'il ne serait pas opportun d'étendre à l'Angleterre et au pays de Galles le système d'éducation spécial à l'Ecosse. Le comité se livra à une vaste enquête: il examina la situation des continuation schools, entendit les chefs d'industrie, les ouvriers, les inspecteurs, les autorités locales, les publicistes, les théoriciens, visita les régions industrielles et, en 1909, présenta au Parlement un volumineux rapport où se trouve exposée l'œuvre accomplie, en Angleterre, dans le domaine de l'enseignement des adultes et celle qui reste à accomplir.

Il serait trop long de résumer, même à grands traits, les résultats de cette enquête. Mais que pense-t-on actuellement, en Angleterre, un régime de l'obligation? Voici la réponse de M. Maurice Roger :

« Beaucoup plus de bien qu'on ne pourrait supposer. En dehors des résultats fournis par une enquête trop étroite pour être probante, le comité cite des faits significatifs. Trois causes ont fait progresser l'idée de l'obligation: la coordination établie dans l'enseignement par la loi de 1902 et qui a mis en lumière les lacunes et les besoins; l'influence des exemples étrangers; les projets de loi soumis au Parlement, surtout le vote de la loi d'enseignement postscolaire obligatoire pour l'Ecosse. Dans la classe ouvrière, il existe deux points de vue: « Comme citoyens, les ouvriers sont disposés à considérer cette réforme comme importante à la prospérité publique et ils pensent que le coût en doit être payé par le Trésor plutôt que par les taxes locales. D'autre part, quand ils songent à leur intérêt immédiat, en tant que parents et salariés, ils sont opposés à une réforme qui, dans leur pensée, réduirait le salaire du jeune travailleur. »

Mais, malgré des hésitations, grâce à l'effort de leurs leaders, les associations ouvrières sont, en majeure partie, favorables à l'instruction obligatoire jusqu'à seize ou dix-sept ans, en général, sous la condition que le nombre d'heures de travail soit réduit pour les jeunes gens. Les Trades-Unions étaient d'abord défavorables. Elles considéraient le progrès de l'enseignement technique comme un moyen détourné employé par les patrons pour se procurer, aux frais de l'Etat, de jeunes ouvriers plus habiles et pour diminuer le salaire. Depuis, cette opinion s'est modifiée. Les patrons et les ouvriers se sont rencontrés dans les comités d'éducation et ils ont pu se rendre compte que l'enseignement postscolaire était favorable au capital comme au travail. Le comité estime, et cela est à noter, que la présence d'ouvriers dans ces commissions aura un autre résultat : elle empêchera l'enseignement technique d'occuper dans l'école d'adultes une trop large place. Ils exigeront qu'on satisfasse leur goût pour l'enseignement social. Et ce sera un bienfait, car « les aspects sociaux du problème des Continuation Schools sont d'un intérêt supérieur à celui des aspects purement éducatifs ».

M. Roger conclut :

« Donc l'enseignement postscolaire, général et technique, doit être obligatoire; telle est la conclusion du comité. »

L'obligation appliquée aux Continuation Schools y amènerait, théoriquement, un surcroît de 1,500,000 élèves, garçons et filles, et coûterait à l'Etat, comme aux communes, 65,625,000 fr. Evaluation purement conjecturale, bien entendu, mais dont le montant assez élevé ne semble nullement inquiéter le comité tant il considère la dépense à la fois comme nécessaire et comme rémunératrice pour l'avenir.

Le gouvernement anglais ne semble pas avoir déposé encore de projet de loi s'inspirant des résultats de cette enquête. Mais l'initiative parlementaire n'a pas manqué de les utiliser. En dehors de deux bills déposés à la Chambre des communes par M. Walter Rea, le 2 mars 1911, et par M. le colonel Bathurst, le 14 mars 1911, tendant à rendre la fréquentation scolaire obligatoire pour les enfants âgés de moins de 13 ans et de 14 ans, M. Chiozza-Money a présenté le 15 février 1911 à la même Chambre une proposition de loi relative à l'instruction complémentaire obligatoire (Continuation Schools Bill). Aux termes de l'article 2 de cette proposition, aucun enfant ne pourra plus être dispensé de l'instruction obligatoire avant d'avoir atteint l'âge de 14 ans, et, aux termes de l'article 3, tout enfant âgé de plus de 14 ans et de moins de 17 ans sera tenu de suivre des cours complémentaires (to be continuation scholar).

Les autorités scolaires devront instituer des cours gratuits pour l'enseignement complémentaire et l'enseignement professionnel de tous les écoliers de plus de quatorze ans de leur district qui ne fréquentent pas les externats secondaires ou professionnels (art. 4). Ces cours complémentaires auront lieu de manière à être terminés à sept heures du soir au plus tard; ils seront obligatoires pendant huit heures au moins par semaine, et pendant 44 semaines au moins par an (art. 5). On enseignera aux jeunes gens soit l'industrie, soit l'agriculture, soit l'économie domestique, la langue et la littérature anglaises, les principes de l'hygiène, les droits et les devoirs des citoyens (art. 6).

Les employeurs devront accorder à tous les jeunes gens visés par l'article 3, qu'ils occupent le temps nécessaire pour fréquenter ces cours, sous peine d'une amende de 50 fr., au maximum, par jour où l'infraction se sera poursuivie (art. 8). Il sera du devoir de l'autorité scolaire de poursuivre l'employeur de tout écolier (continuation scholar) qui manque l'école complémentaire ou toute autre école approuvée, en raison d'une contravention à l'article 6

(1) Le rapport adressé au ministre a paru dans le *Bulletin de l'enseignement technique* (n° 17, 6 novembre 1909) et l'article dans la *Revue pédagogique* (n° 6, 15 juin 1910).

de cette loi (art. 9). Les jeunes gens ne seront pas tenus de fréquenter les cours complémentaires qui seront faits dans une école située à plus de deux milles de leur résidence. Enfin l'article 11 met les dépenses de cet snseignement à la charge de l'Etat.

Ainsi, on le voit, l'enseignement technique et général des adultes préoccupe vivement les esprits de l'autre côté du détroit, et l'Angleterre est sans doute à la veille d'introduire le principe de l'obligation dans l'instruction populaire, aussi bien pour les enfants de l'école primaire que pour les adultes des écoles de continuation.

Les Etats-Unis (1).

Nous ne dirons rien de l'enseignement technique supérieur et secondaire qui, aux Etats-Unis, comme en Angleterre, est professé dans les universités et les collèges et ne constitue qu'une des parties du programme général.

Nous nous contenterons de jeter un coup d'œil sur la façon dont les cours professionnels fonctionnent dans la puissante république de l'Amérique du Nord.

Les conditions économiques et sociales de ce pays se sont profondément modifiées dans ces dernières années. Le grand nombre de familles étrangères qui viennent se fixer sur son sol ont posé un des problèmes d'éducation les plus difficiles à résoudre, Comment se faire comprendre de ces arrivants, de nationalités diverses, entrer en contact avec eux et utiliser leurs services? De cet état de choses devait fatalement résulter, comme conséquence première, l'étude et la pratique des langues vivantes, et, en fait, le nombre de citoyens polyglottes augmente sans cesse aux Etats-Unis. D'autre part, le prodigieux développement du commerce et de l'industrie allait exiger, chez le patron, chez le contremaitre et chez l'ouvrier, un autre genre d'instruction ou plutôt une instruction plus étendue. Il suffit, en effet, de considérer les chiffres du commerce extérieur sur une période de dix-sept ans pour se rendre compte des changements qui s'opèrent dans la vie économique de la nation. En 1895, ses importations s'élevaient à 4 milliards 8 millions, elles passaient en 1912 à 8 milliards 498 millions; au même exercice 1895, ses exportations étaient de 4 milliards 36 millions, elles atteignaient en 1912 le chiffre de 11 milliards 243 millions — ce qui revient à dire que son commerce extérieur a augmenté de près de 150 p. 100 au cours des dix-sept années écoulées.

» Qu'a-t-on fait pour répondre aux appels d'un corps industriel et d'un corps commercial qui réclamment pour leurs collaborateurs, ouvriers et employés, des connaissances plus solides que celles qu'ils peuvent acquérir dans la pratique courante de leur profession — et pour tirer parti de la masse des immigrants?

Les écoles du soir à l'usage des adultes — les seules dont nous voulions nous occuper — sont réparties en trois sections: 1° l'école du soir élémentaire; 2° l'école du soir secondaire; 3° l'école technique et commerciale du soir.

Les écoles du soir élémentaires, généralement petites et modestes, sont surtout préparatoires aux études plus complètes des cours supérieurs. Elles sont habituellement subdivisées en trois groupes: *a*) classes complémentaires des cours du jour en vue de la préparation au certificat de « gradué », sorte de certificat d'études primaires, qui couronne les études de l'école élémentaire de jour; *b*) classes pour les étrangers désireux d'apprendre à parler et à écrire l'anglais; *c*) classes pour les élèves qui ne peuvent être admis à l'école secondaire ou à l'école technique du soir et qui désirent étudier une ou deux parties spéciales, ordinairement de caractère commercial.

Les écoles secondaires du soir reçoivent les jeunes gens ou jeunes filles déjà pourvus d'un bagage de connaissances suffisant. Il n'est pas rare, à New-York et dans d'autres grandes villes, qu'elles comptent 2,200, 2,500 et jusqu'à 2,800 étudiants. Astreints à étudier deux matières, les étudiants font habituellement choix de cours répondant à leur spécialité, de façon à se ménager une situation meilleure. La présence de 15 élèves assure un maître permanent, tandis qu'à l'école élémentaire du soir il en faut 20. A l'école de Springfield (Massachusets) un groupe de 10 élèves, avec une présence moyenne de 7, est considéré comme suffisant pour justifier la formation d'une classe à part avec un maître spécial. Les bâtiments sont dotés de tous les perfectionnements modernes désirables. Des laboratoires et des ateliers sont ouverts non seulement aux chimistes, aux électriciens et aux apprentis, mais encore à nombre d'ouvriers qui suivent les classes pour se fortifier dans la pratique de leur métier et acquérir des notions scientifiques que ne peut leur donner l'atelier où ils travaillent.

Voici, dans l'ordre de leur préférence, les matières les plus recherchées par les jeunes gens : *a*) questions commerciales; *b*) anglais; *c*) mathématiques; *d*) dessin.

Pour les jeunes filles, la priorité appartient aussi aux connaissances commerciales. Mais la présence aux cours de nombreuses femmes mariées et de jeunes filles de la classe aisée font entrevoir que la couture, la mode, les travaux du ménage, la cuisine et les arts d'agrément prendront une place importante dans l'enseignement féminin.

Les écoles techniques et commerciales du soir forment le degré le plus élevé de l'enseignement du soir et le plus intéressant. Le travail y est purement technique et spécialisé. Tout y est ordonné en vue d'une préparation pratique. Au nombre de ces écoles se distinguent celles qu'on appelle communément « trade schools » (écoles d'affaires), fort nombreuses aux Etats-Unis. Elles sont la plupart du temps entretenues sur les fonds publics, mais on en trouve plusieurs qui ont été fondées par des citoyens dévoués pour instruire le peuple dans des spécialités déterminées.

Parmi les immigrants qui arrivent journellement aux Etats-Unis, il est toujours un certain nombre d'artisans intelligents, parfaitement avertis sur leur profession telle qu'on l'exerce dans leur propre pays, mais ignorants des conditions dans lesquelles on la pratique dans leur patrie d'adoption. D'autant plus résolus à réussir qu'ils ont généralement éprouvé des déboires dans leur ancien foyer, ils demandent aux écoles techniques du soir un complément d'éducation professionnelle, adapté à leur nouveau milieu. En dehors de cette clientèle, l'école technique reçoit les ouvriers américains qui veulent se perfectionner dans leur métier. C'est de nos jours, écrit avec raison M. Sadler, une nécessité que d'avoir des mécaniciens qui non seulement connaissent le travail d'une machine, mais encore comprennent la machine elle-même. L'enseignement de cette institution a précisément pour but d'augmenter la somme de connaissances de l'ouvrier et de le mettre ainsi à même d'améliorer sa situation. Les exemples abondent de travailleurs qui ont dû une carrière honorable, parfois brillante, à l'école technique et commerciale du soir. Aussi les associations patronales et ouvrières sont-elles, en général, favorables à cet enseignement. A Springfield, l'association des maitres plombiers emploie de préférence les ouvriers qui sont munis du certificat d'études délivré par les écoles techniques.

Si l'assiduité régulière aux cours laisse beaucoup à désirer dans les écoles élémentaires et secondaires, où la moyenne des présences, par rapport aux inscriptions, descend fréquemment au-dessous de 50 p. 100, elle est au contraire satisfaisante dans les écoles techniques et commerciales. A Springfield, sur 300 élèves, la moyenne des présences atteint 84 p. 100; à Buffalo, 63 p. 100; à Boston, 78 p. 100; à New-York, elle varie entre 50 et 50 p. 100. Les professeurs sont des hommes du métier. Les cours les plus suivis sont ceux qui ont trait à la mécanique et à la fabrication des outils. Les cours de dessin industriel et architectural, les cours de plomberie, les cours d'électricité pratique viennent ensuite dans l'ordre de préférence. On enseigne aussi les mathématiques commerciales, la chimie industrielle, la physique appliquée, la menuiserie, l'imprimerie, etc.

A la fin de chaque session, des certificats, qui jouissent de la faveur des organisations ouvrières, sont délivrés aux élèves qui justifient d'une habileté professionnelle suffisante.

Tel est, dans son ensemble, le système des cours du soir qui se généralise de plus en plus aux Etats-Unis et dont l'application n'a pas peu contribué à former un personnel industriel et commercial apte à seconder l'expansion économique si admirable de la grande nation américaine.

Voici comment, dans un ouvrage (1) paru tout récemment, M. Omers Buyse, directeur de l'école industrielle provinciale supérieure de Charleroi (Belgique), apprécie la méthode américaine d'éducation technique et ses résultats: « L'éducation ouvrière par l'école industrielle et professionnelle use à l'extrême de l'expérimentation pratique. L'ouvrier américain est le prototype de l'ouvrier européen de l'avenir. Dans toutes les professions qualifiées, il est un homme instruit; le règne de l'ouvrier du passé, dont le savoir se bornait à des recettes, des procédés, des tours de mains et des secrets, est depuis longtemps terminé dans les usines modernes du Nouveau Monde. Toutes réalisent « le labor saving », l'économie de main-d'œuvre, par l'emploi de machines-outils perfectionnées; la conduite intelligente de ces outils nécessite plus de cerveau et de nerfs que de muscles, plus d'attention, de décision rapide et d'habileté manipulatoire que de force physique.

Les perfectionnements et les transformations rapides que l'industrie a subis dans son outillage et dans ses méthodes de travail ont fait naître, chez les ouvriers, conducteurs et chefs d'ateliers, des qualités nouvelles, intellectuelles plutôt que physiques; les écoles industrielles, sous toutes leurs formes, s'efforcent de développer ces qualités et de les fixer dans la race... A en juger par la puissance créatrice du travail américain, servi par un outillage perfectionné, cette éducation technique semble être particulièrement efficace. Suivant Paul Adam, dans un même temps, l'ouvrier américain produit 9,440 francs de marchandises, tandis que l'ouvrier anglais n'en fournit que pour 3,950 fr., le Français et l'Allemand pour 2,050 fr. L'Américain semble donc le premier ouvrier du monde. Bien que le mieux payé, son salaire ne prélève que 18 p. 100 sur le total du rendement à cause de ce maximum d'effort; le salaire français prélève 32 p. 100 sur le rendement; le salaire allemand, 28 p. 100; le salaire anglais, 26 p. 100. Tout le labeur européen reste inférieur, comparé au labeur américain.

Cette seule qualité, si elle se maintient, assure à ce dernier la suprématie entière et incontestable dans l'avenir. Apprendre en agissant est la substance même des méthodes scolaires aux Etats-Unis. Ces méthodes s'accordent avec la mentalité américaine, qui ne sépare pas la pensée de l'action, le fait de l'idée, et qui apprécie hautement les métiers manuels. Au delà de l'Atlantique, on ne trouve nulle trace du préjugé, indéracinable chez nous, contre le travail manuel. Personne ne le considère comme humiliant ni déshonorant. Un professeur, un magistrat n'y semblent pas considérés comme intellectuellement supérieurs aux ouvriers et contremaitres intelligents. Les employés de bureau sont depuis longtemps fixés sur la valeur sociale de leur situation, qui représente, au maximum, 50 à 75 fr. de salaire par semaine, alors que le maçon, le plafonneur, le menuisier reçoivent 120 fr. pour la même durée de travail. Derrière tout Américain se retrouve l'ouvrier; il juge l'homme par ses capacités de produire et de réaliser; il n'admet pas la croyance que le diplôme confère une certaine noblesse américaine.

L'instruction publique relève, aux Etats-Unis, du *Bureau d'éducation* (Bureau of education), annexé au ministère de l'intérieur. Mais le rôle de cet organisme consiste surtout à stimuler les initiatives locales et à vulgariser les meilleures méthodes d'enseignement. Les écoles industrielles et professionnelles sont sous le contrôle moral des bureaux de travail, qui se bornent, de leur côté, à encourager les œuvres d'instruction technique, en laissant aux nécessités locales et régionales ou au génie des promoteurs et protecteurs le soin de fixer les programmes et les méthodes.

La variété et la souplesse sont, en effet, les caractères essentiels de l'enseignement américain à tous ses degrés. L'étendue du territoire, l'importance de la population, l'apport incessant d'éléments étrangers, la diversité des besoins et la culture intensive, si l'on peut dire, de l'individu suffisent à expliquer cette absence voulue de réglementation étroite.

Voici, emprunté à M. Sadler, un tableau qui donne une idée, incomplète, il est vrai, puisqu'on ne tient pas compte des villes inférieures à 8,000 habitants, du nombre des cours du soir et du chiffre de leurs auditeurs :

(1) La plupart des renseignements qui suivent sont empruntés à l'ouvrage anglais, déjà cité, de M. Sadler.

(1) *Méthodes américaines d'éducation générale et technique*, 1908. Paris, Dunod et Pinat, édit.

Sommaire des statistiques des écoles du soir dans les villes de 8,000 habitants et au-dessus.

(Année 1904-1905) (1).

DÉSIGNATION	DIVISION de l'Atlantique Nord (2).	DIVISION de l'Atlantique Sud (2).	DIVISION centrale du Sud (2).	DIVISION centrale du Nord (2).	DIVISION centrale de l'Ouest (2).	TOTAL pour les Etats-Unis.	TOTAL pour l'Etat de New-York seul.
Nombre de villes ayant des écoles du soir	125	8	8	23	11	180	9
Nombre d'écoles	702	31	13	153	23	922	118
Professeurs : hommes	2.049	85	19	363	67	2.593	1.001
Professeurs : femmes	3.243	84	34	544	64	3.979	851
Total des professeurs	5.292	179	53	907	141	6.572	1.852
Elèves : hommes et garçons	128.616	1.874	1.828	27.213	7.943	177.474	79.884
Elèves : femmes et filles	65.428	1.003	401	8.870	1.839	77.541	38.475
Sans renseignements sur le sexe	40.486	6.645	»	65	108	37.304	140
Total des élèves	234.530	9.522	2.229	36.148	9.890	292.319	118.449
Nombre des élèves ci-dessus ne suivant pas les écoles de jour	229.599	9.522	2.192	35.282	9.076	285.671	118.422
Moyenne des présences quotidiennes	82.641	3.223	734	17.760	3.188	107.375	33.015

(1) Extrait du « Rapport du commissaire d'éducation (E. U.) » pour l'année finissant le 30 juin 1905. (Statistiques des écoles des villes.)

(2) Les Etats compris dans chacune des cinq divisions sont les suivants :

Division de l'Atlantique Nord :
Maine, New-Hampshire, Vermont, Massachusetts, Rhode-Island, Connecticut, New-York, New-Jersey, Pensylvanie.

Division de l'Atlantique Sud :
Delaware, Maryland, district de Colombie, Virginie, Nouvelle-Caroline, Géorgie.

Division centrale du Sud :
Kentucky, Tennessee, Louisiane, Texas, Arkansas.

Division centrale du Nord :
Ohio, Indiana, Michigan, Wisconsin, Iowa, Missouri, Nebraska.

Division de l'Ouest :
Colorado, Utah, Washington, Oregon, Californie.

L'enseignement technique en France.

A ces différentes organisations étrangères qu'oppose la France ? Disons-le tout de suite : nous ne sommes pas restés inactifs : et, en ce qui concerne l'enseignement technique du degré supérieur ou du degré moyen, n'était le nombre insuffisant de nos établissements, nous aurions peu de chose à envier à nos concurrents.

Notre école centrale des arts et manufactures, notre conservatoire des arts et métiers, nos écoles nationales d'arts et métiers, notre école des hautes études commerciales, nos écoles supérieures de commerce sont de valeur au moins égale aux grandes écoles industrielles et commerciales d'Allemagne, et les ingénieurs les contremaîtres, les chefs de maison de commerce ou d'industrie qu'elles forment peuvent rivaliser d'instruction et de savoir technique avec les ingénieurs et les chefs de maison qui sortent des écoles allemandes.

Au degré primaire, les quatre écoles nationales professionnelles d'Armentières, de Nantes, de Vierzon et de Voiron et les écoles d'horlogerie de Cluses et de Besançon, les quinze écoles professionnelles de garçons et de filles de la ville de Paris, les soixante-sept écoles pratiques de commerce et d'industrie constituent également un ensemble qui supporte aisément la comparaison avec les institutions similaires des pays étrangers.

Mais quelques services que rendent toutes ces écoles, si nombreux que soient les cours municipaux et les établissements privés qui donnent de leur côté l'enseignement professionnel, c'est tout au plus 60 ou 70,000 élèves, jeunes gens ou jeunes filles, qui reçoivent en France une instruction technique méthodique et sérieuse.

Sans contester les progrès réalisés dans cette voie, surtout au cours de ces dernières années, on est obligé de convenir — les constatations faites dans le chapitre précédent le démontrent malheureusement avec trop d'évidence — que la plupart de nos rivaux, et notamment l'Allemagne, la Suisse, l'Autriche et la Belgique, ont sur nous une grande avance et que, particulièrement au degré primaire, nous avons beaucoup à faire pour les rattraper.

Passons rapidement en revue les institutions d'Etat qui, en France, distribuent l'enseignement professionnel industriel et commercial, aux degrés supérieur, secondaire et élémentaire, puis les écoles et cours créés par l'initiative des municipalités, des chambres syndicales ou des particuliers, subventionnés ou non par l'Etat.

Ecoles dépendant du ministère du commerce.

Le ministre du commerce et de l'industrie groupe aujourd'hui, sous son autorité, tous les établissements d'enseignement professionnel, industriel et commercial dépendant de l'Etat. Ces services sont rattachés à une direction spéciale du ministère : la direction de l'enseignement technique.

Antérieurement à 1892, le ministère du commerce n'administrait effectivement que les établissements d'enseignement technique secondaire et supérieur. C'étaient les écoles supérieures de commerce, l'école centrale des arts et manufactures et les écoles nationales d'arts et métiers. Ces divers établissements formaient des ingénieurs, des contremaîtres, des chefs d'atelier et des directeurs ou des employés supérieurs de maisons de commerce et répondaient de la manière la plus utile à leur objet; mais aucun établissement public n'assumait la charge de former des ouvriers pour l'industrie et des employés pour le commerce. L'enseignement technique primaire restait à organiser.

La nécessité s'en faisait cependant nettement sentir. L'instruction professionnelle des ouvriers devenait notoirement insuffisante, parce que leur préparation technique n'était plus possible à l'atelier que dans un nombre très restreint d'industries. L'apprentissage familial n'existait plus, et, dans les grandes industries, les conditions nouvelles de la production, qui exigeaient l'emploi de plus en plus fréquent des machines et la spécialisation de la main-d'œuvre par la division du travail, ne permettaient plus de s'occuper du jeune ouvrier, désormais condamné à une besogne ingrate et monotone et voué par suite à la plus complète ignorance professionnelle.

Dans le commerce, tout le monde s'accordait également à constater l'infériorité de nos jeunes employés sur leurs concurrents étrangers. Formés à la seule école de la routine, qui pouvait à la rigueur suffire à une école où le marché de la plupart des produits était encore peu étendu, ils se trouvaient lancés dans le champ des relations commerciales modernes, devenu singulièrement plus vaste, sans aucune de ces armes précieuses que possédaient déjà les jeunes étrangers : connaissance des langues étrangères, des principes de la comptabilité, de l'économie politique, des lois générales des échanges de la production et de la législation commerciale.

Aussi, poussés par une nécessité chaque jour plus pressante, les associations syndicales, patronales et ouvrières, les municipalités, les chambres de commerce et quelques particuliers généreux s'efforçaient-ils de remédier à cette situation en créant des cours professionnels et quelques écoles d'apprentissage destinés à venir en aide à nos futurs commerçants et à nos jeunes ouvriers.

La première intervention des pouvoirs publics se manifesta seulement par la loi du 11 décembre 1880, qui organisait le régime des écoles manuelles d'apprentissage créées par les communes.

Mais cette organisation, qui partageait l'administration des écoles entre le ministère de l'instruction publique et le ministère du commerce, ne fut pas favorable au développement de l'enseignement professionnel, et il parut bientôt nécessaire de doter les écoles d'apprentissage d'un régime plus normal et plus simple. C'est dans cette vue que fut votée la loi de 1893, qui créa les écoles pratiques de commerce et d'industrie et les plaça sous la seule autorité du ministre du commerce.

En 1900, les écoles nationales professionnelles, qui avaient été créées pour servir de modèle aux écoles d'apprentissage à organiser par les municipalités, furent à leur tour rattachées au ministère du commerce, ainsi que les écoles professionnelles de la ville de Paris.

L'enseignement technique primaire était dès lors constitué.

Voici quel est aujourd'hui le domaine du ministère du commerce en la matière.

Au sommet de cette organisation se place le conservatoire des arts et métiers, fondé en 1794, qui est à l'enseignement technique ce que la Sorbonne est à l'enseignement général, comme on l'a dit quelquefois. Des collections de machines et de métiers, présentant l'histoire du développement de l'industrie, sont à la disposition des chercheurs et des artisans. Des ingénieurs et des hommes de science professent des cours publics et gratuits, où tous les travailleurs peuvent puiser des connaissances utiles à l'exercice de leurs professions. Depuis

1900, deux nouveaux organes importants ont été créés : le laboratoire d'essais mécaniques, physiques, chimiques et de machines, et l'office national des brevets d'invention et des marques de fabrique qui porte aujourd'hui le nom d'office national de la propriété industrielle.

Au degré supérieur, dans l'ordre industriel, l'école centrale des arts et manufactures, d'abord établissement privé de 1829 à 1857, aujourd'hui école d'Etat, quoique jouissant de son autonomie financière, d'où sortent chaque année près de 250 ingénieurs de haute valeur très recherchés de la grande industrie et des grandes administrations ; dans l'ordre commercial, l'école des hautes études commerciales et les quinze écoles supérieures de commerce, fondées en général par des chambres de commerce, quelquefois par des municipalités, reconnues par l'Etat qui agrée le personnel enseignant et approuve les programmes, lesquelles écoles comptent plus de 2,000 élèves, méthodiquement entraînés aux opérations du commerce général, de la banque, de la commission, de l'exportation, etc., et à la connaissance des langues vivantes.

Au degré moyen, viennent les écoles d'arts et métiers, aujourd'hui au nombre de six qui ont pour objet, aux termes du décret du 4 avril 1885 « de former des ouvriers capables de devenir des chefs d'atelier et des industriels versés dans la pratique des arts mécaniques ». La première remonte à 1788 ; elle fut créée par le duc de la Rochefoucault-Liancourt, dans sa ferme de la Montaigne (Oise), en faveur des fils des sous-officiers de son régiment, auxquels il voulait faire poursuivre, en même temps que leur instruction générale, l'apprentissage de certains métiers. En 1799, le Gouvernement de la première République la déclara nationale et la transféra à Compiègne d'où elle devait émigrer à Châlons-sur-Marne en 1806, par suite du nombre croissant des élèves.

En 1803, s'ouvrait à Beaupréau (Maine-et-Loire), sur le modèle de la précédente, une nouvelle école qui fut transportée à Angers en 1815. La troisième fut ouverte en 1843, à Aix-en-Provence ; la quatrième, à Lille, en 1900. Enfin, un décret du 5 juillet 1901, en transformant l'école pratique d'ouvriers et de contremaîtres de Cluny en école nationale d'arts et métiers, porta à cinq le nombre de ces institutions.

La sixième date d'hier. Elle a ouvert ses portes au mois d'octobre 1912, à Paris, boulevard de l'Hôpital. Elle diffère des autres à deux points de vue : elle ne reçoit que des externes, domiciliés dans le département de la Seine, qui sont cependant tenus de prendre à l'école le repas de midi, alors que jusqu'à ce jour l'internat a été le régime normal des écoles d'arts et métiers ; elle comportera une quatrième année facultative d'études, dans laquelle ne seront admis que les élèves diplômés, aussi bien des écoles de province que de l'école de Paris, ce qui permettra à ces jeunes gens de se perfectionner dans certaines spécialités industrielles.

Les directeurs des compagnies de chemins de fer et les grands manufacturiers sont unanimes à faire l'éloge des jeunes ingénieurs sortis de ces écoles, qui jouissent depuis longtemps de la confiance des industriels.

Le degré primaire est constitué par une série d'écoles qui ont donné les meilleurs résultats :

1° Les écoles nationales professionnelles de Vierzon, d'Armentières, de Voiron et de Nantes, autrefois placées sous la double autorité du ministre du commerce et du ministre de l'instruction publique, exclusivement rattachées en 1900 au ministère du commerce, qui, aux termes du décret du 13 février 1903, ont pour but « de former des ouvriers instruits, aptes à devenir contremaîtres et chefs d'ateliers : elles préparent également au concours d'admission dans les écoles d'arts et métiers et aux autres écoles techniques du même degré ». Le nombre total des élèves de ces quatre établissements s'élevait, en 1910, à 1,592 ;

2° Les deux écoles nationales d'horlogerie de Cluses et de Besançon (la première avec 140 élèves, la seconde avec 55), dont le concours a été particulièrement précieux à l'industrie horlogère ;

3° Les écoles professionnelles de la ville de Paris, au nombre de 7 pour les garçons et de 8 pour les filles, avec une population scolaire totale de près de 3,500 élèves, rattachées en 1900 au seul ministère du commerce, la surveillance continuant cependant d'appartenir au directeur de l'enseignement primaire de la Seine, qui relève à la fois du ministère de l'instruction publique et du préfet de la Seine ;

4° Les écoles pratiques de commerce et d'industrie qui « sont destinées à former des employés de commerce et des ouvriers aptes à être immédiatement utilisés au comptoir et à l'atelier ». Elles étaient en 1910 au nombre de 69 (56 pour les garçons et 13 pour les filles), avec une population scolaire totale de 12,979 élèves. L'enseignement de ces écoles se caractérise par la variété et la souplesse. A côté, par exemple, des professions dont la préparation est commune aux écoles pratiques de garçons (ajustage, mécanique, tournage, forge, serrurerie, menuiserie et modelage), on trouve, dans ces écoles, suivant l'industrie dominante de la localité ou de la région, des sections spéciales d'ébénisterie, d'électricité, de filature et de tissage, d'horlogerie, d'armurerie, d'imprimerie, de teinturerie, de stéréotomie, etc. Il est hors de doute — les témoignages des maisons qui les emploient en font foi — que les jeunes gens formés par ces écoles deviennent rapidement des ouvriers accomplis et font par la suite d'excellents contremaîtres.

A ces établissements, directement placés sous l'autorité du ministre du commerce, il y aurait lieu d'ajouter un nombre assez important d'écoles privées et de cours professionnels (près de 500), subventionnés ou encouragés par le ministère du commerce et sur lesquels il exerce en retour un certain droit de contrôle ou d'inspection. Telles de ces écoles, la Martinière de Lyon, par exemple, ou l'Institut industriel du Nord, ou encore l'école d'horlogerie de la rue Manin à Paris, mériteraient mieux, en raison de leur passé et de l'éclat de leurs services, qu'une simple mention. Mais leur énumération seule dépasserait le cadre de cet exposé.

Bornons-nous à dire que, suivant les évaluations de M. Cohendy, professeur à la faculté de droit de Lyon, rapporteur de l'avant-projet de loi sur l'enseignement technique, le nombre des élèves des écoles privées s'élèverait à 5,000 environ. Quant au chiffre des jeunes gens qui suivent assidûment des cours véritablement professionnels et profitent sérieusement de l'enseignement qui y est donné, le même rapport l'évaluait à 50,000 au maximum. Mais il est juste d'observer que dans ces dernières années, depuis surtout que l'attention publique a été sollicitée par les projets à l'étude, il s'est créé de nouveaux cours, institués soit par les municipalités, soit par les syndicats patronaux ou ouvriers, soit par les associations d'enseignement populaires, qui ont dû augmenter assez sensiblement le chiffre de ces étudiants volontaires.

L'enseignement technique, ainsi groupé tout entier sous la direction du ministère du commerce, occupe donc aujourd'hui, tant par les cours professionnels que par les écoles où il est distribué, une place de plus en plus importante à côté de l'enseignement général, et cependant, comparativement aux progrès réalisés à l'étranger, comparativement surtout aux besoins de notre société moderne et des carrières actives, il est insuffisant.

Quelques chiffres suffiront à le démontrer.

Statistiques comparées en France et en Allemagne

Rien ne vaut, pensons-nous, les chiffres d'une statistique pour apprécier avec certitude les éléments d'un problème économique et social.

Si les statistiques renfermaient tous les détails désirables, la plupart des grandes questions qui préoccupent l'opinion publique et le Parlement se trouveraient singulièrement simplifiées.

En matière d'enseignement, leur examen a une importance de premier ordre, car, grâce à elles, il n'est que trop facile de démontrer l'infériorité de notre enseignement technique par rapport aux besoins réels d'une démocratie comme la nôtre et de mesurer cette infériorité en la comparant avec le développement pris par cet enseignement chez les peuples voisins, en Allemagne notamment.

Les défauts de notre système d'éducation apparaissent d'une façon très nette quand on compare la population scolaire de la France, sa composition, son degré de scolarité et le genre d'enseignement qu'elle reçoit avec les besoins de l'ensemble de la démocratie.

En 1906, lors du dernier recensement dont les résultats aient été entièrement publiés, la population totale de la France s'élevait à 38 millions 844,653 habitants. Sur ce nombre, 18 millions 123,774 étaient sans profession ; 20,720,877 exerçaient une profession et représentaient ce qu'on appelle la population active.

Cette population active se répartissait entre les diverses catégories professionnelles de la manière suivante :

Pêche	78.000
Agriculture et forêts	8.777.053
Industrie	6.337.536
Transports	887.337
Commerce, banques	2.068.620
Professions libérales	483.179
Services publics	548.960
Armée	593.901
Domestiques	946.293

En chiffres ronds cela représente :

8.770.000 agriculteurs ;

9,300,000 personnes employées dans le commerce et l'industrie ;

500,000 avocats, médecins, pharmaciens, littérateurs etc. ;

550,000 fonctionnaires.

La même année, en 1906, la population scolaire de la France comprenait :

	Élèves.
Dans les écoles primaires	5.574.171
Dans les écoles primaires supérieures	45.000
Dans les établissements d'enseignement secondaire	97.128
Dans les établissements d'enseignement supérieur	40.767
Dans les établissements relevant du ministère du commerce	32.781
Dans les établissements relevant du ministère de l'agriculture	3.225
Dans les établissements relevant du ministère des travaux publics	560
Dans les établissements relevant du ministère de la guerre	2.130
Dans les établissements relevant du ministère de la marine	2.200

etc., au total : 5,800,000 élèves en nombre rond.

Il faut tout d'abord remarquer que cette population de 5,800,000 élèves se divise en deux grands groupes :

1° Le premier comprend les élèves qui reçoivent une instruction élémentaire générale. C'est la clientèle des écoles primaires. Dans ces écoles, les enfants reçoivent une instruction qui ne les prédestine à aucune profession en particulier ;

2° Le deuxième groupe comprend les élèves qui reçoivent une instruction plus développée ou spécialisée. Il comprend environ 225,000 élèves.

Si l'on compare les deux séries de statistiques qui précèdent, celle de la population active et celle de la population scolaire, on est amené à faire diverses constatations.

Il y a, avons-nous vu, en France, 8,777,000 agriculteurs. Combien y a-t-il d'élèves dans les écoles spéciales d'agriculture ? 3,225. Le contraste entre ces deux chiffres est trop formidable pour qu'il soit nécessaire d'insister sur l'insuffisance de l'un au regard de l'autre.

De même, il y a en France 9,300,000 personnes employées dans le commerce et l'industrie ; or, le nombre des élèves fréquentant les établissements d'enseignement industriel et commercial s'élève à 33,000. Ici encore la disproportion est manifeste.

Sans doute convient-il de tenir compte des 45,000 élèves (aujourd'hui, près de 55,000) qui fréquentent les écoles primaires supérieures et dont quelques-uns appartiennent aux sections industrielles, commerciales ou agricoles de ces écoles. Mais quelques services que rendent les écoles primaires supérieures, placées, on le sait, sous l'autorité du ministère de l'instruction publique, elles sont loin d'avoir répondu à la pensée de leur créateur, Jules Ferry.

En fait, elles préparent aujourd'hui beaucoup plus de candidats aux carrières administratives que de recrues aux professions industrielles, commerciales ou agricoles. La preuve en est que sur 31,000 garçons inscrits à ces écoles :

2.650 seulement figurent aux sections industrielles.

1.977 seulement figurent aux sections commerciales.

747 seulement figurent aux sections agricoles.

Ces chiffres sont d'autant plus significatifs que le 13 février 1906, la Chambre des députés, sur la proposition de M. Thierry-Cazes, votait le projet de résolution suivant : « La Chambre invite le Gouvernement à organiser l'enseignement professionnel dans toutes les écoles primaires supérieures, et à créer, notamment, des sections agricoles bien outillées et pourvues d'un personnel compétent. »

Pour les filles, sur un total de 21,566 élèves :

1,356 figurent aux sections commerciales.

620 figurent aux sections ménagères.

Tout en reconnaissant que, depuis trois ou quatre ans, le ministère fait de sérieux efforts pour imprimer un caractère plus professionnel aux écoles primaires supérieures, on est obligé de constater qu'elles ne sont encore que d'un faible secours au regard des carrières actives.

Restent encore les 500,000 élèves qui fréquentent on sont censés fréquenter des cours complémentaires d'adultes comportant quelquefois une préparation plus ou moins directe au commerce et à l'industrie ; mais on ne doit pas se faire de grandes illusions sur la valeur et l'utilité de ces cours non plus que sur les chiffres enregistrés par les statistiques complaisantes des professeurs.

Sans doute l'œuvre est appréciable, mais ce n'est pas celle que poursuivent la majorité des cours d'adultes à l'étranger, de plus en plus orientés vers les nécessités pratiques et techniques; chez nous, à de rares exceptions près, ces cours ne sont pas, à proprement parler, des cours professionnel. En Allemagne, en Autriche, en Suisse, les cours commerciaux et industriels se distinguent nettement des cours généraux et se substituent à ceux-ci un peu partout. En obligeant les enfants à fréquenter l'école élémentaire jusqu'à quatorze ou quinze ans, ces nations leur ont donné le temps d'acquérir les connaissances premières indispensables sans qu'ils aient besoin de les rechercher par la suite. Chez nous, au contraire « l'action de l'école, remarque M. Ed. Petit, le fervent apôtre de l'enseignement postcolaire, s'arrête trop tôt. Trop tôt le certificat d'études primaires est conquis,. Trop tôt l'enfant entre au bureau, à l'atelier, à la ferme, oublie le peu qu'il a appris, a besoin, pour ne pas retomber dans l'ignorance première, de s'asseoir, pendant quelques soirées d'hiver, dans la classe des étudiants populaires ». De telle sorte que tandis que l'apprenti, l'ouvrier ou le commis étranger, muni de notions générales suffisantes, se rend au cours en vue de se perfectionner dans son métier ou dans son emploi, l'adolescent français va y chercher la plupart du temps un complément d'instruction primaire.

D'ailleurs les 48,565 cours d'adultes ne méritent pas tous ce titre. Si l'on s'en rapporte à M. Ed. Petit, des réserves sont à faire. « Ce sont, dit-il, les chiffres bruts. Si l'on pouvait établir exactement les chiffres nets, défalcation faite des tentatives mal venues, des ouvertures non maintenues, des séances écourtées, des classes entrebâillées seulement pour donner droit à un supplément de vacances, le déchet ne laisserait pas d'être sensible. » Et encore : « Sans doute, il ne faut se fier à la statistique telle qu'elle est fournie par les documents officiels qu'avec quelque prudence, car sous chaque total, qui est certes numériquement exact, sous chaque chiffre, qui est soigneusement contrôlé, ne réside pas même effort, ne se manifeste pas même élan d'action, même patience persévérante dans le labeur. » Et enfin cette constitution suggestive : tout est encore livré au hasard de l'improvisation. Nulle règle, nulle méthode. Nulle entente par département, sauf pour les groupes d'œuvres. Nulle pénétration des institutions qui coexistent, souvent en s'ignorant, plus souvent encore en se méconnaissant. »

En face d'affirmations aussi nettes, émanant d'une autorité comme celle de M. Edouard Petit, on ne peut donc guère faire état de l'appoint, au premier abord considérable, fourni par les cours complémentaires à l'enseignement technique industriel et commercial.

Il est cependant équitable de mettre à part certains cours spéciaux, nettement professionnels, qui fonctionnent à Paris et dans la plupart des grandes villes, et dont la population s'élève à une cinquantaine de mille de jeunes gens. Il s'en est créé, nous l'avons dit, ces derniers temps un nombre assez considérable qui fait honneur à l'initiative privée. En dépit de ces progrès, la réalité subsiste brutale : 9 millions 330,000 industriels et commerçants d'une part ; d'autre part, 33,000 élèves dans les établissements spéciaux de l'Etat et 55,000 jeunes gens dans les écoles privées ou dans les cours de perfectionnement industriel ou commercial.

Si l'on admet cette classification, on est fatalement conduit à reconnaître que les 140,000 élèves fréquentant les établissements d'enseignement supérieur et secondaire alimentent surtout les derniers groupes de professions envisagées ci-dessus : les professions libérales qui comptaient, en 1905, 483,000 individus et les fonctionnaires qui comptaient la même année 549,000 individus.

Le rapprochement de ces trois chiffres démontre un fait bien connu. Notre enseignement prépare surtout des candidats aux professions libérales et aux fonctions publiques, et, comme il en produit sans arrêt, ces carrières sont encombrées dans des proportions qui ont été maintes fois signalées.

On aboutit à des constatations plus saisissantes encore peut-être, si on compare le nombre des élèves fréquentant les établissements d'enseignement commercial et industriel et qui est, nous l'avons vu, de 33,000 environ au nombre non plus des personnes employées dans le commerce et l'industrie, mais au nombre des jeunes gens et jeunes filles de moins de dix-huit ans employés dans le commerce et l'industrie.

Voici, d'après le recensement officiel de 1906, le nombre et la classificatiou des travailleurs de moins de dix-huit ans :

	Jeunes gens.	Jeunes filles.	Totaux.
Chefs d'établissement	8.767	36.789	»
Employés	115.733	27.085.	142.818
Ouvriers	969.577	645.827	1.615.404
Chômeurs	15.575	9.126	24.701
Travailleurs isolés	40.671	106.287	146.958
Totaux	1.141.556	788.325	1.929.881

Suivant la nature de leur profession, ces travailleurs de moins de dix-huit ans se répartissent ainsi :

EMPLOYÉS

	Jeunes gens.	Jeunes filles.
Pêche	37	8
Forêts-agriculture	325	44
Industries extractives	476	10
Industries de transformation	15.205	5.175
Manutention et transports.	2.108	116
Commerce-banque	72.475	18.113
Professions libérales	11.362	1.557
Soins personnels, domestiques	7.338	378
Armée	2.499	»
Services publics	3.908	1.644
	115.743	27.385

OUVRIERS

Pêche	7.640	594
Forêts-agriculture	533.304	237.856
Industries extractives	26.451	2.092
Industries de transformation	351.731	283.232
Manutention et transports..	8.761	969
Commerce et banques	17.273	26.210
Professions libérales	3.043	2.207
Soins personnels, domestiques	16.573	91.973
Armée	»	»
Services publics	4.801	694
	969.577	645.827

Au total, en dehors des domestiques des deux sexes et des jeunes gens attachés à un titre quelconque aux services publics, on peut classer cette jeunesse de la manière suivante :

	Jeunes gens.	Jeunes filles.	Totaux.
Engagés dans l'industrie..	393.863	290.509	= 684.372
Engagés dans le commerce	114.022	49.172	= 163.194
Engagés dans l'agriculture	541.306	238.492	= 779.798

Nous avons donc en France, d'après les résultats du recensement de 1906 :

847,550 jeunes gens de moins de dix-huit ans engagés dans l'industrie et le commerce.

780,000 jeunes gens de moins de dix-huit ans engagés dans l'agriculture.

Laissant pour l'instant de côté la jeunesse agricole, nous sommes en droit de dire que la jeunesse industrielle et commerciale, dont l'effectif atteint le chiffre énorme de 847,000 unités, est loin d'être préparée à son rôle, puisque 35,000 à peine (85,000 en comptant les élèves des cours spéciaux) ont reçu une instruction en rapport avec leur profession. D'où la pénurie d'ouvriers instruits et la diminution du nombre de ces artisans qui ont contribué pour une si large part au bon renom des produits français.

On arriverait à des constatations non moins symptomatiques si on faisait les mêmes rapprochements avec les statistiques allemandes.

La population de l'Allemagne s'élevait, en 1907, à 61,720,529 habitants, comprenant :

33,521,606 individus sans profession, et 28,198,923 individus exerçant une profession.

En 1907, la population active de l'Allemagne se répartissait en catégories professionnelles de la manière suivante :

Pêche, agriculture	9.883.257
Industrie	10.877.467
Transports	986.768
Commerce	2.727.032
Professions libérales, Services publics	1.385.645
Armée	651.194
Domestiques	1.580.754
Professions diverses	106.806

En chiffres ronds, cette statistique comporte :

9,900,000 agriculteurs,

10,900,000 industriels,

3,700,000 commerçants,

1,385,000 personnes exerçant une profession libérale ou fonctionnaires.

Alors qu'en France 33,000 jeunes gens environ reçoivent une éducation professionnelle dans les écoles spéciales; en Allemagne la proportion est bien autrement considérable, puisqu'on y compte :

1° Pour l'enseignement industriel supérieur : 11 universités techniques, fréquentées par 16,826 étudiants.

2° Pour l'enseignement industriel moyen :

36 écoles (analogues à nos écoles d'arts et métiers) fréquentées par 8,012 étudiants.

3° Pour l'enseignement industriel élémentaire :

502 écoles fréquentées par 34,503 élèves.

2,313 cours de perfectionnement fréquentés par 270,315 élèves.

4° Pour l'enseignement commercial supérieur ;

6 universités commerciales avec 2,614 élèves.

5° Pour l'enseignement commercial du degré moyen :

35 écoles de commerce avec 4,495 élèves.

6° Pour l'enseignement commercial du degré élémentaire :

371 cours de perfectionnement avec 37,261 élèves.

Encore convient-il de remarquer qu'il s'agit là de statistiques remontant à 1902 et que la plupart de ces institutions, notamment les cours de perfectionnement industriel et commercial, se sont beaucoup multipliées dans ces dernières années.

En présence d'un nombre aussi considérable d'établissements où est distribué l'enseignement technique industriel et commercial, on s'explique sans peine le prodigieux essor économique de l'Allemagne pendant la période contemporaine.

Dans sa proposition de loi sur l'organisation de l'enseignement professionnel (30 mars 1911), M. Jules Siegfried le dit avec raison : « Au contraire de nous, les Allemands font en foule des commerçants et des industriels. Si, plus que les nôtres, leurs navires marchands sont nombreux et sillonnent les mers; si, sur tous les points du globe, s'élèvent leurs comptoirs partout prospères; si leurs nationaux s'expatrient aisément et presque toujours parviennent à créer des succursales de leurs maisons, c'est parce que l'Allemagne a activement poussé chez elle l'enseignement professionnel et préparé des générations de jeunes gens armés de toute pièce pour la lutte économique. Tandis que, chez nous, nous trouvons peu de jeunes expériences disposées à s'expatrier. Lorsque nos jeunes gens, à titre exceptionnel, se décident à partir pour l'étranger et les colonies, ils ne s'en vont pas sans les pires appréhensions, car ils ont le sentiment très vif d'être mal outillés pour affronter les rudes concurrences auxquelles ils auront affaire. Ils sont handicapés. Et cette crainte initiale qu'ils ont de ne pas réussir ne constitue-t-elle pas

en elle-même déjà la moitié d'un échec ? Ils ne sont d'ailleurs que l'image de leurs camarades aux prises en France avec les difficultés de la vie commerciale, industrielle ou agricole. »

Puisque nous en sommes aux statistiques, citons encore quelques chiffres particulièrement suggestifs.

Voici la comparaison des importations et des exportations françaises et allemandes de 1890 à 1910 :

ANNÉES	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
	françaises.	allemandes.	françaises.	allemandes.
	millions de francs.	millions de francs.	millions de francs.	millions de francs.
1890	4.437	5.182	3.753	4.158
1892	4.188	4.963	3.461	3.648
1895	3.720	5.151	3.374	4.147
1898	4.472	6.350	3.511	4.696
1899	4.518	6.854	4.053	5.259
1900	4.693	7.657	4.109	5.764
1901	4.369	7.138	4.113	5.641
1902	4.394	6.934	4.252	5.777
1903	5.801	7.413	4.452	6.193
1904	4.502	7.847	4.451	6.450
1905	4.779	8.804	4.867	7.078
1906	5.627	9.907	5.268	7.853
1907	6.223	10.798	5.596	8.453
1908	5.641	9.465	5.051	7.902
1909	6.246	10.522	5.718	8.141
1910	7.173	11.033	6.233	9.231
1911	8.065	11.787	6.077	10.005

Ainsi, en 1890, le commerce extérieur de la France (importations et exportations réunies) était de 8 milliards 190 millions, celui de l'Allemagne de 9 milliards 340 millions. En 1911, les chiffres sont respectivement de 14 milliards 142 millions et de 21 milliards 792 millions. L'écart entre les deux nations, qui n'était en 1890 que de 1 milliard 150 millions, atteint aujourd'hui près de 8 milliards.

Si l'on pénétrait dans le détail des chiffres, les conclusions auxquelles on aboutirait ne seraient pas moins instructives. On y verrait apparaître d'une manière saisissante la disproportion extraordinaire des résultats obtenus par l'industrie allemande pour des produits où l'industrie française aurait cependant des raisons d'occuper la première place. C'est le cas par exemple pour les industries chimiques.

En 1910, les importations allemandes de produits chimiques ont atteints 304,401,000 marks et les exportations 596,855,000 marks.

La même année, en France, les importations se sont élevées à 161,757,386 fr. et les exportations à 132,548,000 fr. seulement.

Le rapprochement de ces deux séries de chiffres se passe de tout commentaire. La cause initiale de cette situation remarquable de l'industrie chimique allemande réside, on ne peut en douter, dans le merveilleux développement de l'enseignement de la chimie en Allemagne, enseignement qui, depuis cinquante ans, est méthodiquement orienté vers l'industrie et la science appliquée. L'essor de l'industrie des produits chimiques mérite d'autant plus d'être signalé dans cet ordre d'idées qu'il s'agit là d'une industrie qui a pris naissance en France au milieu du dix-neuvième siècle, à la suite, on le sait, de découvertes effectuées la plupart du tempu par des savants français.

Ce n'est pas d'ailleurs le commerce et l'industrie seulement qui auraient besoin, dans notre démocratie contemporaine, d'un enseignement approprié et convenablement adapté à ses besoins. L'agriculture est dans le même cas. La population rurale au-dessous de dix-huit ans s'élève dans notre pays, nous venons de le voir, à 789,000 jeunes gens des deux sexes. Que fait l'Etat en vue de leur assurer les connaissances agricoles dont ils ont besoin pour devenir plus tard des agriculteurs intelligents, avisés et capables de tirer le meilleur profit de notre sol national ?

En réalité, on doit l'avouer, on n'a jusqu'ici à peu près rien fait pour atteindre ce but.

Sans doute, il existe en France des écoles d'agriculture ; mais le total des élèves qui les fréquentent s'élève à 3,250 environ. C'est notoirement insuffisant et d'autant plus fâcheux que dans d'autres pays, en Danemark, en Hongrie, en Hollande, par exemple, l'enseignement agricole est distribué d'une manière beaucoup plus large puisqu'il s'adresse à tous les fils d'agriculteurs.

Au point de vue élémentaire, notamment, nous avons tout à faire ou à peu près.

Urgence et raisons d'une législation d'ensemble.

L'exposé qui précède justifie toutes les propositions de loi déposées tant sur le bureau du Sénat que sur le bureau de la Chambre des députés. A persister dans l'inertie présente, à s'en remettre à l'initiative individuelle seule du soin de conjurer la crise de l'apprentissage et la décadence du savoir professionnel, nous risquons, si intéressantes d'ailleurs qu'aient été certaines créations récentes dues à des municipalités ou à des syndicats, de voir notre industrie et notre commerce de plus en plus menacés par la concurrence étrangère. L'intervention de l'Etat est indispensable soit pour régulariser, coordonner et seconder l'action des organes d'enseignement existants, soit pour provoquer et favoriser l'éclosion de ces organes dans les régions où ils sont inexistants ou insuffisants.

Mais nous avons dit que, à notre avis, il importait au plus haut degré, si on ne voulait pas faire œuvre vaine, de légiférer sur toute la matière, d'organiser véritablement la charte de l'enseignement.

Expliquons-nous.

La proposition que nous rapportons, reproduction, on le sait, à quelques détails près de l'ancien projet du Gouvernement, comprend cinq titres relatifs : le premier, aux dispositions générales de la loi, le second, aux autorités préposées à l'enseignement technique, le troisième, aux écoles publiques d'enseignement technique, le quatrième, aux écoles primaires, le cinquième, aux cours professionnels.

Les quatre premiers titres, que la commission de la Chambre propose de disjoindre, sous prétexte d'alléger la loi, ont donc surtout pour objet de codifier des dispositions en vigueur, en y apportant des améliorations importantes : ils établissent aussi le statut des écoles publiques et privées et unissent les trois degrés de l'instruction en un faisceau souple et harmonique.

On prétend, il est vrai, qu'en limitant la loi au titre V, qui a trait à l'organisation des cours professionnels, on abrégera la discussion et on ira au plus pressé.

Nous ne nions pas qu'il soit extrêmement urgent, pour remédier à la crise de l'apprentissage et à ses désastreuses conséquences, d'instituer les cours prévus par le titre V. Avant même le projet de loi de M. Dubief, nous demandions dès 1902, comme rapporteur du budget du ministère du commerce, la création de ces cours. Mais est-il démontré que les quatre premiers titres ralentiront les débats et qu'ils offrent une importance immédiate moindre que le titre V ?

D'abord, s'agissant d'un projet de loi qui est à l'étude depuis près de huit ans, on nous concèdera bien que deux, trois ou même quatre séances de plus consacrées à la discussion ne représenteront pas un retard très préjudiciable. Ensuite, nous y insistons, la plupart des textes reproduits dans les premiers titres figurent dans des décrets ou règlements et ont force de loi. Il y a intérêt à les grouper, à les coordonner. L'idée n'est pas neuve, puisque en 1890, le ministère du commerce avait déjà songé à donner à l'enseignement technique, comme aux autres ordres d'enseignement, une charte organique. Si le défaut de textes épars se faisait sentir à cette époque, combien la difficulté a grandi par suite de l'extension qu'a prise depuis vingt ans le domaine dévolu à ce ministère en matière d'enseignement. Nous avons fait plus haut le dénombrement des écoles placées sous sa direction ou son autorité. Il est donc à présumer que ces dispositions, en vigueur depuis longtemps, et que nous nous bornons à faire entrer dans une législation d'ensemble, ne soulèveront pas de longs débats.

Reste la question des écoles techniques privées, qui seule est un peu nouvelle dans le projet et susceptible, par conséquent, de donner lieu à des échanges d'observations. Mais, à notre avis, la création et le fonctionnement de ces écoles présente une importance au moins égale à celle des cours professionnels. On a dit et répété avec raison que, dans un domaine aussi vaste que celui de l'instruction technique, l'Etat ne pouvait tout faire et que le concours de l'initiative privée était indispensable. Rien de plus vrai. Nombreuses sont les industries où les chambres syndicales, les grandes sociétés, les particuliers eux-mêmes, associés ou non, pourraient ouvrir des écoles en vue de la formation ou du perfectionnement du personnel. Encore faut-il à ces initiatives l'encouragement, l'appui de l'Etat, comme il faut aux résultats obtenus la consécration officielle de l'Etat.

Autrefois, sous l'ancien régime, les corporations délivraient des maîtrises. Mais, depuis la Révolution, l'Etat seul confère des diplômes qui donnent le droit d'exercer certaines professions. Si bien que l'habitude s'est répandue de rechercher la garantie de l'Etat, quand il s'agit de consacrer le mérite d'une œuvre ou d'un individu. Aujourd'hui, un diplôme, quel qu'il soit, délivré par une école technique, augmente de valeur aux yeux des industriels s'il est contresigné par l'Etat, c'est-à-dire par le ministre du commerce ou son représentant.

On connaît l'histoire de l'école centrale d'électricité d'Issy les-Moulineaux, portée à la tribune de la Chambre par M. Claussat le 20 décembre dernier. Cette école se disait subventionnée par l'Etat et ses diplômes d'ingénieurs devaient, prétendait-elle, être délivrés après concours sous le contrôle de l'Etat. Affiches et brochures étaient pleines du « contrôle de l'Etat », qui revenait à chaque ligne. Or, ce contrôle n'exista jamais que sur le papier. Il permit seulement à l'école de faire illusion à quelques familles, sans l'empêcher toutefois de se déclarer en faillite au bout de vingt mois seulement d'existence.

La morale de cette histoire, c'est que les écoles privées, pour vivre, sont à peu près obligées de s'appuyer sur l'Etat, non pas fictivement, mais réellement.

Jusqu'à présent, cependant, aucune loi ne prévoit le régime des écoles techniques privées et leur reconnaissance par l'Etat. Seules les écoles supérieures de commerce ont fait l'objet de décrets spéciaux consacrant leur existence officielle. Pour les autres, on chercherait en vain un texte qui réglemente ou autorise la reconnaissance par l'Etat. Et l'absence de législation à cet égard est de nature à entraîner les plus fâcheuses conséquences et à paralyser les efforts de l'initiative privée. Il n'est même pas possible, dans l'état actuel des choses, de solliciter ou même d'accepter le concours de certaines organisations, telles que les chambres de commerce ou les chambres syndicales professionnelles, pour la création d'écoles techniques.

Dans son rapport présenté en 1904, au nom de la commission chargée de l'étude d'un avant-projet de loi sur l'enseignement technique, M. Cohendy citait l'exemple de la chambre syndicale des industries électriques, qui avait saisi l'administration d'un projet de création d'une école destinée à former des contremaîtres et des chefs monteurs, et qui demandait le concours de l'Etat, en offrant de lui laisser, en retour, la direction du personnel. « L'administration, ajoutait-il, fut obligée de répondre qu'aucun texte ne lui permettait d'intervenir ainsi dans le fonctionnement des écoles privées, qu'elle ne pouvait prendre la direction du personnel que dans les écoles pratiques de

commerce et d'industrie, mais que les écoles pratiques ne pouvaient être créées qu'avec le concours d'une municipalité ou d'un département. Dans ces conditions, la combinaison proposée par la chambre syndicale des industries électriques devait échouer, et l'école projetée ne fut pas fondée ».

Nous avons parlé de la déconfiture de l'école d'électricité d'Issy-les-Moulineaux. Qui sait si, surveillée et subventionnée par le ministre du commerce dans des conditions précisées par la loi, avec un personnel enseignant agréé par lui, elle n'aurait pas préparé aux industries électriques de précieuses recrues ?

C'est en vue de combler de telles lacunes, de donner à l'enseignement technique une législation générale et homogène lui permettant de se développer largement à ses divers degrés, que notre proposition comporte, comme l'ancien projet de loi, en dehors du titre V, quatre autres titres relatifs : le premier, aux dispositions générales ; le deuxième, aux autorités préposées à l'enseignement technique ; le troisième, aux écoles publiques et le quatrième, aux écoles privées.

Et puis, qu'on ne s'y trompe pas, les cours professionnels eux-mêmes ne seront vraiment efficaces qu'à la condition d'être professés par un personnel spécialement préparé et de faire partie d'un plan d'ensemble. De même que la vie de l'enseignement général réside dans la pénétration des différents degrés qui le composent, de même l'enseignement technique devra, pour remplir son rôle, puiser ses forces et les renouveler à tous les cadres de son organisation. Il le faut souple, varié, en mesure de s'adapter aux besoins de toutes les industries, de toutes les régions, de toutes les professions! c'est entendu ; mais de tels programmes et de telles méthodes, d'un établissement difficile en raison même de leur complexité, gagneront à être formulés, revisés ou inspirés, par des compétences indiscutées ; on ira de la sorte à la simplification et à l'utilité.

Le conservatoire des arts et métiers, qu'on a appelé la Sorbonne de l'industrie, où professent des savants, des ingénieurs, des chefs d'établissement, n'est-il pas comme une source qui vivifiera les cours élémentaires industriels? Et les écoles supérieures de commerce, fondées par les chambres de commerce, incessamment soumises à leur autorité morale, n'exerceront-elles pas une heureuse influence, dans leur sphère d'action sur l'organisation des cours commerciaux? Les meilleurs maîtres de ces cours, ouvriers et contremaîtres, ne seront-ils pas ceux qui auront fait de bonnes études et appris, par l'exemple, les méthodes de démonstration dans des écoles pratiques de commerce et d'industrie ou dans les écoles nationales professionnelles? Pour peu qu'ils aient complété leur expérience à l'usine, à l'atelier ou au magasin, vécu de la vie des travailleurs, ils pourront enseigner avec fruit aux apprentis toutes les connaissances nécessaires à l'exercice de leur profession. Ainsi s'enchaînent et se pénètrent les divers ordres d'enseignement technique ; ils forment un tout dont chaque fraction concourt au but à atteindre.

Ce qui a fait en Allemagne et en Suisse le succès et la valeur des cours de perfectionnement, c'est le grand nombre des écoles du degré moyen et du degré supérieur qui ont pu prêter le secours de leurs locaux, de leur matériel et de leur personnel à ces cours élémentaires. La démonstration en a été faite aussi en France : les tentatives de cours professionnels ont surtout réussi dans les villes pourvues d'écoles nationales professionnelles, d'écoles pratiques de commerce et d'industrie, d'écoles supérieures de commerce ou d'écoles techniques privées, parce que ces écoles offraient par elles-mêmes, en outillage et en professeurs, des ressources difficiles à réunir ailleurs.

C'est le cas des cours municipaux professionnels de Vierzon et d'Armentières qui ont été organisés aux écoles nationales professionnelles de ces deux villes, avec le concours des professeurs de ces établissements; des cours commerciaux pour adultes organisés à Paris à l'école supérieure de commerce, avenue de la République, et à l'école commerciale de l'avenue Trudaine; des cours professés à l'école supérieure de commerce de Marseille par la société pour la défense du commerce, à celle de Bordeaux par la société philomatique, à celle de Nancy par une association d'enseignement populaire; des cours professionnels de Reims, de Denain, de Maubeuge, de Roubaix, de Tourcoing, de Valenciennes, de Mazamet, etc., qui tous utilisent les locaux et le personnel des écoles pratiques de ces villes; des cours de la société d'enseignement professionnel du Rhône, dont plusieurs ont lieu à l'école « la Martinière », de Lyon, de ceux de la société de Saint-Quentin et de l'Aisne, qui ont pour point d'appui l'école d'apprentissage de cette société, de ceux de la société industrielle d'Amiens qui ont lieu à l'école professionnelle créée par cette société.

Aussi M. Jean Dupuy avait-il raison, lors de son dernier passage au ministère du commerce, de recommander, par une circulaire du 2 février 1911, aux directeurs d'écoles professionnelles « d'ouvrir dans l'après-midi, le soir après la journée, le dimanche matin, les portes de l'école aux apprentis d'usines et aux employés qui désirent venir y chercher un enseignement théorique et pratique, qu'ils ne peuvent trouver à l'atelier ou dans la maison de commerce. Ainsi les écoles professionnelles verront se prolonger et se propager leur utile enseignement, qu'elles pourront compléter encore en joignant aux cours des conférences sur les procédés de travail utilisés à l'étranger, sur les derniers progrès de la science, provoquant ainsi l'intérêt de leurs auditeurs et éveillant chez eux l'esprit d'initiative »

La question de recrutement des professeurs des cours professionnels préoccupe d'ailleurs fort justement le ministre du commerce. Voici à cet égard ce que nous lisons dans l'ouvrage *Pour l'ouvrier moderne*, de M. Caillard, le distingué inspecteur général de l'enseignement technique :

« En vue de la discussion au Parlement du projet de loi sur l'enseignement technique, le ministre du commerce et de l'industrie a procédé à une enquête auprès des chambres de commerce. Il leur a posé un certain nombre de questions qui ont fait l'objet de rapports intéressants ; parmi ces questions se trouvait celle-ci : « Par quels maîtres doivent être faits les cours professionnels? » Voici, très exactement résumées les réponses qui ont été formulées sur ce point : 59 compagnies demandent que les cours soient faits par des professionnels, patrons, ingénieurs, spécialistes, contre-maîtres, ouvriers ; 2? par des professeurs de l'enseignement technique, écoles professionnelles, écoles pratique de commerce et d'industrie (cette réponse est caractéristique, parce qu'elle émane des centres dans lesquels ces institutions existent et qu'elle correspond à une appréciation presque unanime des services rendus par ces établissements) ; quelques-unes proposent le double concours des professeurs de l'enseignement technique et des professionnels ; 6 indiquent que, dans certains cas, les professeurs de l'Université, surtout les professeurs d'ordre scientifique, pourraient apporter leur collaboration aux professionnels; 3 proposent de confier les cours à d'anciens élèves des écoles techniques; 3 prévoient l'intervention des instituteurs. L'opinion générale ou plutôt le désir qui ressort de l'ensemble de la consultation se trouve précisé dans la formule de la chambre de commerce d'Alger : « Les cours professionnels devraient être faits par des gens de métier qui seraient en même temps du métier de l'enseignement. « Ce n'est qu'un vœu.

Au cours des séances qu'elle a consacrées à l'audition des représentants de l'industrie et du commerce, votre commission a pu se rendre compte que les patrons n'étaient pas sans inquiétude sur cette question primordiale, à leurs yeux, du recrutement des professeurs. « La question, a dit M. Wauquier, dans sa déposition au nom de l'union des industries métallurgiques et minières et des industries qui s'y rattachent, la question revêt un caractère particulièrement embarrassant par le fait que les cours devront tous avoir lieu aux mêmes heures et que le nombre des professeurs devra être considérable, chacun ne pouvant enseigner à plus de 25 élèves à la fois. Les villes qui renfermeront des écoles pratiques de commerce et d'industrie auront un noyau de professeurs excellents, bien qu'en nombre insuffisant, mais il n'y a qu'une soixantaine de ces écoles et même en faisant appel à quelques professeurs choisis dans les écoles primaires supérieures, on n'arrive qu'à un nombre infime par rapport à ceux qu'exigeront les cours professionnels. » M. Grangé, secrétaire de l'« Union des industries nationales » a tenu à peu près le même langage et exprimé les mêmes craintes.

Il est donc généralement admis que les meilleurs professeurs des cours seront les professeurs eux-mêmes des écoles professionnelles ou les anciens élèves de ces écoles, devenus par la suite des ouvriers qualifiés, contremaîtres, ingénieurs ou patrons. Plus nous posséderons d'écoles techniques supérieures ou secondaires, publiques ou privées, plus le nombre de ces maîtres aptes à enseigner sera considérable et plus les cours professionnels, prévus au titre V, seront faciles à organiser. On aura sous la main les éléments de succès. Sans compter que pour développer chez nous cette mentalité pratique qui oriente les activités vers le commerce et l'industrie et les détourne du fonctionnarisme et des carrières libérales, trop encombrées, nous ne fortifierons jamais assez l'enseignement technique.

L'intérêt bien entendu de la nation commande, lui aussi, de constituer fortement tous les cadres de l'armée économique.

L'enseignement technique supérieur — le plus important, puisque sans lui les découvertes de la science risquent de rester sans application — formera les officiers supérieurs, ingénieurs, chimistes, physiciens, chefs de maison, exportateurs, banquiers, etc., qui créent les industries, les développent et en répandent les produits sur la surface du globe. L'enseignement secondaire formera les sous-officiers, contremaîtres, petits patrons, artisans, représentants de commerce, commis voyageurs, etc., intermédiaires indispensables entre le chef d'établissement et les ouvriers ou la clientèle, collaborateurs précieux qui assurent l'harmonie entre la production et la consommation, entre le capital et le travail. L'enseignement élémentaire formera la foule innombrable des soldats plus de 800,000 en France, ouvriers de toutes professions, employés de toutes catégories, travailleurs de tous métiers, dont l'activité naturellement intelligente pourrait, servie par des connaissances appropriées, donner de merveilleux résultats et recevoir aussi une meilleure rémunération.

La liaison, la pénétration de tous les ordres d'enseignement ne fait donc aucun doute et nous persistons à penser que, si l'on veut faire œuvre durable, il est indispensable de légiférer une fois pour toutes sur la question entière, sous peine de voir la réforme avorter partiellement, faute de maîtres préparés à leur tâche.

Conséquences économiques et sociales de la loi.

Quelles seraient les conséquences des mesures que nous proposons? Résumons-les en quelques mots :

Au point de vue économique, la préparation méthodique de l'armée du travail procurerait aux patrons les collaborateurs qui leur font souvent défaut ; si, dans les industries d'art, il est déjà devenu malaisé de trouver de jeunes ouvriers aptes à remplacer les anciens, il est à craindre, au train dont vont les choses, que dans un délai prochain les mêmes difficultés ne se fassent sentir dans les industries de tout ordre : bâtiment, mécanique, métallurgie, tissage, etc. En associant l'école à l'atelier, en les complétant l'un par l'autre, en faisant la part la plus large, suivant les cas, à l'un ou à l'autre, on transformerait les conditions de l'apprentissage, on doterait l'industrie et le commerce d'un personnel à l'esprit plus ouvert, à la technique plus étendue, à la conscience plus éclairée.

Au milieu des perfectionnements incessants de l'outillage moderne, l'ouvrier se reconnaîtrait plus vite, perdrait moins de temps, produirait davantage. Au magasin, à la banque, l'employé se mettrait rapidement au courant des opérations les plus dissemblables, par le fait seul qu'il serait pourvu des notions théoriques commerciales en rapport avec sa profession. La qualité du travail y gagnerait. On a calculé que, dans un même temps, l'ouvrier français fournissait un effort inutile moindre que la plupart des ouvriers étrangers ; son salaire quoique souvent inférieur à celui de ses camarades du dehors, prélève 32 p. 100 sur le rendement, alors que la proportion s'abaisse en Allemagne à 28 p. 100, en Angleterre à 26 p. 100, en Amérique à 18 p. 100. Il y aurait donc intérêt pour le patron à ce que l'enseignement accrût la valeur du travailleur et du même coup le rendement moyen de sa journée de travail.

Mais l'intérêt n'est pas moindre pour l'ouvrier. Lui apprendre complètement son métier, le mettre en état de l'exercer intelligemment dans son ensemble et dans ses parties, « c'est lui fournir, selon l'expression de Jules Ferry, le

moyen d'échapper à cette spécialisation à outrance qui l'abaisse et l'asservit » ; c'est le soustraire à ces chômages périodiques à ces mortes-saisons qui frappent les spécialités de toutes les professions en condamnant les spécialistes au repos forcé, quelquefois à la misère; c'est lui permettre, dans certains cas, de s'élever jusqu'au patronat ; c'est, en un mot, lui préparer une condition meilleure.

Dira-t-on qu'à trop instruire les ouvriers et les employés, un pays court le risque de manquer de bras pour remplir ces besognes modestes et infimes, dont personne ne voudra, et qui constituent cependant des rouages indispensables dans beaucoup de professions ? On avait déjà prétendu, lors du vote des lois scolaires, que l'obligation primaire amènerait la disparition des hommes de peine et des domestiques; nous ne sachions pas qu'ils aient jamais manqué. Il n'en sera pas autrement dans les industries : malgré le principe de l'obligation de l'enseignement professionnel, il restera toujours assez — et trop — de manœuvres, parce que tous les jeunes gens ne profiteront pas également des cours, et que ces cours ne pourront être institués dans toutes les communes. L'exemple de l'Allemagne, celui de la Suisse, où la culture de l'ouvrier tient une si grande place, prouvent d'ailleurs qu'un tel danger n'est pas à redouter; les ouvriers instruits, habiles, y sont de plus en plus recherchés et rétribués. Chez nous, les apprentis connaissant bien la théorie et la pratique de leur métier commenceront par remplacer les éléments étrangers qui, dans certaines de nos régions, ont envahi l'industrie et le commerce ; puis, entraînés à leur tour dans la lutte, ils iront offrir leurs services au dehors ou dans nos colonies, avec des chances de succès d'autant plus sérieuses que, à savoir égal, le jeune Français sera généralement préféré à ses compétiteurs, en raison de ses dons naturels et de sa faculté d'assimilation.

Au point de vue social, que d'avantages aussi. On se plaint avec raison de l'aggravation de la criminalité dans les grandes villes; elle est due surtout, d'après les statistiques, aux jeunes gens de moins de 20 ans.

L'ancien directeur général des services pénitentiaires, M. Grimanelli, en faisait la constatation officielle : « La progression accusée par la criminalité juvénile est un fait aussi certain que douloureux... Les mineurs commettent plus d'infractions et ils commencent plus tôt. Parallèlement chez les filles s'abaisse l'âge de la prostitution commençante ». Jusqu'à ce que l'âge de la scolarité primaire ait été reculé à quatorze ou quinze ans, la fréquentation des cours professionnels pendant trois années comblera, en partie, le vide qui sépare l'école du régiment, elle entretiendra le goût du travail chez les adolescents, fortifiera le sentiment de leur dignité, rien n'étant plus moralisateur que l'étude.

Qu'il s'agisse des garçons ou des filles, les suggestions de la rue seront moins dangereuses quand elles auront pour contrepoids la certitude d'une vie normalement assurée par l'effort quotidien. Il y a plus : on a souvent reproché aux ouvriers des mouvements irréfléchis, des docilités fâcheuses aux appels de la violence, sans se demander si la société les avait suffisamment mis en garde contre leurs propres entraînements.

Quand l'Etat aura pris la responsabilité de leur éducation technique, développant en eux à la fois l'homme et le citoyen, c'est toute une nouvelle mentalité qui se succédera à l'ancienne. Le travailleur obéira moins à ses nerfs qu'à son jugement; il ne fera usage des armes que la loi lui confère qu'à bon escient, sans s'exposer à se blesser lui-même; les meneurs auront moins de part dans ses décisions que son intérêt bien compris. Et par là, il sera vraiment l'artisan de sa propre destinée.

Prospérité industrielle et commerciale, intérêts du patron et de l'ouvrier, prévoyance sociale, ainsi tout s'accorde pour nous presser d'aborder la discussion de ce grave problème.

A supposer que, au début, l'obligation légale postscolaire ne touchât que la moitié ou même le tiers des 900,000 jeunes gens de moins de dix-huit ans engagés dans le commerce et l'industrie, c'est 300,000 ou 400,000 recrues précieuses qu'on préparerait à l'armée économique dont nous avons de plus en plus besoin pour lutter contre la concurrence étrangère.

Un grand pays comme le nôtre doit sans doute s'enorgueillir d'être un foyer littéraire et artistique dont le rayonnement puissant s'étend sous les formes les plus diverses à travers le monde, mais nous ne devons pas perdre de vue que cette suprématie intellectuelle ne peut être assurée et sauvegardée sans une prospérité matérielle incontestée.

L'une est la conséquence naturelle de l'autre et notre prospérité économique diminuera fatalement au profit de nos concurrents, si nous laissons ceux-ci nous devancer dans la voie des grandes entreprises commerciales et industrielles.

L'heure est grave.

Longtemps les produits et les échanges de la France lui ont permis d'occuper l'une des premières places dans le classement du commerce extérieur des grandes nations, mais, pendant la période contemporaine, des peuples rivaux, faisant assaut d'initiative et d'esprit de méthode, se sont attaqués à notre prééminence. Aujourd'hui nous n'occupons plus que le quatrième rang, après l'Angleterre, les Etats-Unis et l'Allemagne. Si nous ne réagissons pas vigoureusement, non seulement nous ne regagnerons pas le terrain perdu, mais nous serons à nouveau dépassés par d'autres nations plus jeunes, plus actives, plus entreprenantes, qui deviendront de jour en jour plus riches, parce que mieux instruites, parce que mieux préparées pour la lutte économique, dans laquelle, qu'ils le veuillent ou non, tous les pays sont engagés.

EXAMEN DES ARTICLES

TITRE Ier

Dispositions générales.

Article 1er.

I. — *Définition de l'enseignement technique industriel et commercial.*

C'est pour éviter qu'on ne se fasse de l'enseignement technique industriel et commercial une idée inexacte qu'à l'exemple du projet de loi sur l'enseignement technique, la proposition qui vous est soumise commence par une définition.

Aux termes de l'article 1er, l'enseignement technique industriel et commercial a principalement pour objet, sans préjudice d'un complément d'enseignement général, l'étude théorique et pratique des sciences et des arts ou métiers en vue de l'industrie ou du commerce.

Cette définition est l'œuvre du conseil supérieur de l'enseignement technique. Cette assemblée a tenu à préciser que l'enseignement technique n'est pas la préparation exclusivement pratique à l'exercice d'une profession industrielle ou commerciale. Il fait sans doute une très large place à l'enseignement pratique, mais il n'est pas que cela. Une part légitime revient, comme dans toute œuvre d'enseignement, à la culture générale, sans laquelle il serait impossible que l'homme s'élève au-dessus de son métier.

Nous pensons qu'il est nécessaire de maintenir cette définition; et ses termes, attentivement pesés par le conseil le plus qualifié pour bien connaître l'enseignement technique et en caractériser la nature, ne soulèvent aucune objection de notre part.

Cette définition est assez large pour s'appliquer à la fois aux écoles et aux cours d'enseignement technique.

Les écoles comprendront des travaux pratiques d'atelier en même temps que des cours de sciences et quelques leçons de français, d'histoire, de littérature.

Quant aux cours professionnels, organisés par le chef d'entreprise ou en dehors de lui, comme ils sont le complément des travaux effectués à l'atelier ils pourront être principalement théoriques.

Malgré cette complexité apparente, l'enseignement technique industriel et commercial garde toujours son caractère propre, à savoir qu'il est toujours dirigé vers un même but : la connaissance méthodique et approfondie d'un métier ou d'une profession industrielle ou commerciale.

II. — *L'enseignement technique industriel et commercial est placé sous l'autorité du ministre du commerce.*

Pour éviter tout malentendu, il a paru nécessaire d'affirmer, dès le début, ce principe. Le Parlement l'a plusieurs fois déjà consacré par ses votes, en 1892, notamment à l'occasion des écoles nationales professionnelles et des écoles professionnelles de la ville de Paris, et plus récemment encore dans la loi de finances de l'année dernière lorsqu'il a approuvé la création de l'école normale de l'enseignement technique.

Le ministre du commerce est, en effet, le plus qualifié pour assurer à l'enseignement industriel et commercial le développement et l'orientation qui lui conviennent.

Déchargé aujourd'hui, par suite de la création du ministère du travail, de la partie sociale de sa mission, il peut et doit se consacrer entièrement à l'étude et à l'application des moyens d'accroître notre prospérité économique. Nul n'est mieux placé que lui pour réussir dans cette tâche, puisqu'il y est aidé, d'un côté, par les vœux et les avis qu'il reçoit constamment des chambres de commerce, des chambres syndicales, et d'un autre côté, par les rapports relatifs à notre commerce au dehors, qui lui sont adressés par nos consuls et nos agents commerciaux.

D'autre part, voilà de nombreuses années déjà que ce département est chargé d'administrer un grand nombre d'écoles techniques : l'école centrale des arts et manufactures, les écoles normales d'arts et métiers, pour ne citer que les plus importantes. Les écoles pratiques, les écoles nationales professionnelles, les écoles professionnelles de la ville de Paris ont été plus récemment placées sous son autorité. Mais les résultats obtenus sont assez satisfaisants pour qu'on puisse affirmer dès maintenant, sans crainte de se tromper, que le ministre du commerce n'a qu'à puiser dans sa propre expérience pour trouver les moyens d'assurer à l'instruction commerciale et industrielle tout le développement nécessaire.

Les commerçants et les industriels ont appris depuis plusieurs années le chemin du ministère du commerce et c'est à ce département qu'il faut laisser l'enseignement industriel et commercial si l'on veut toujours compter sur le concours excessivement précieux de ceux qui sont les premiers intéressés à son développement.

III. — *Publication d'un rapport annuel du ministre du commerce.*

Enfin, l'article 1er obligerait le ministre du commerce à adresser chaque année un rapport au Président de la République sur la situation générale de l'enseignement technique, rapport qui serait publié au *Journal officiel*.

Plusieurs lois récentes ont fait une obligation au Gouvernement de publier chaque année un rapport général sur les résultats de leur application. C'est le cas notamment de la loi sur l'hygiène et la sécurité des ateliers et de la loi sur la responsabilité des accidents du travail, de la loi sur les retraites ouvrières et paysannes.

Le rapport annuel que nous demandons au ministre du commerce de rédiger et de publier sera une mine précieuse de renseignements pour tous ceux qui s'intéressent à cet enseignement. Ils y trouveront l'indication des résultats obtenus dans les écoles et cours publics, des méthodes employées avec succès, des vœux exprimés par les chambres de commerce ou les syndicats professionnels.

Il sera également une excellente mesure de publicité pour l'enseignement technique lui-même dont il importe de faire connaître de plus en plus les heureux résultats aux populations intéressées.

Article 2.

Caractères distinctifs des écoles techniques industrielles et commerciales.

L'article 2 de la proposition qui pose, pour la première fois, un critérium pour distinguer les établissements d'enseignement technique, est un de ceux qui ont soulevé le plus de difficultés. Il nous paraît cependant indispensable de le maintenir parce qu'il est nécessaire de bien préciser la définition qui vient d'être donnée et indiquer d'une façon précise quel sera le champ d'application de la loi.

C'est d'après le nombre d'heures consacrées par semaine à l'enseignement général ou à l'enseignement technique que les écoles seront rangées dans la catégorie des écoles d'enseignement général ou dans celle des écoles techniques.

« Sont établissements d'enseignement tech-

nique comme cial ceux dans lesquels le temps consacré à l'étude des langues étrangères, de la comptabilité et de la tenue des livres, des mathématiques financières, des marchandises, de la législation commerciale, de l'économie politique, de la géographie commerciale, de la sténographie, de la datylographie et aux travaux pratiques dépasse la moitié de l'horaire total ». Pour l'enseignement industriel, la proposition n'énumère pas les matières se rattachant à cet enseignement ; elle emploie une formule un peu différente : « Sont établissements d'enseignement technique industriel, les écoles dans lesquelles l'enseignement théorique est orienté vers les applications et où le temps consacré aux travaux pratiques d'atelier ou de laboratoire et au dessin dépasse quinze heures par semaine ».

En somme l'emploi du temps adopté par une école est le signe extérieur d'après lequel elle sera rangée dans la catégorie des écoles d'enseignement général ou dans celle des établissements d'enseignement technique industriel et commercial.

Nous ne croyons pas que l'on puisse trouver de critérium qui laisse moins de place à l'arbitraire, et nous nous rallions à cette formule, qui n'est pas improvisée, mais qui est le résultat de la discussion approfondie qui a eu lieu en 1905 au conseil supérieur de l'enseignement technique.

Au sein de ce conseil, cette formule avait été acceptée par les représentants du ministère de l'instruction publique, mais depuis lors une campagne très ardente a été menée contre ce texte. On a craint qu'à la faveur des dispositions de cet article, le ministre du commerce ne fût autorisé à mettre la main sur un certain nombre d'écoles primaires supérieures et ne les transformât en écoles pratiques de commerce et d'industrie.

Nous n'avons jamais pensé que cet article soit aussi menaçant pour les écoles primaires supérieures. Pour dissiper cependant les malentendus auxquels il a pu donner lieu, nous avons tenu à préciser, à l'exemple de ce qui avait été admis par la commission du commerce de la Chambre des députés, d'accord avec les ministres de l'instruction publique et du commerce, qu'en ce qui concerne les écoles publiques élémentaires, la question demeure tranchée par l'article 69 de la loi de finances de 1892, qui a défini, ainsi qu'il suit, les écoles pratiques : les écoles primaires supérieures professionnelles dont l'enseignement est principalement industriel ou commercial relèveront, à l'avenir, du ministère du commerce et de l'industrie auquel elles seront transférées par décret et prendront le nom d'écoles pratiques de commerce et d'industrie.

Il nous paraît utile de reprendre cette formule. C'est à la faveur de cette loi de 1892 que s'est créé et qu'a prospéré tout le groupe des écoles pratiques de commerce et d'industrie. On connaît le succès mérité qu'elles ont obtenu auprès des populations laborieuses. De 1,700 en 1893, le chiffre de leurs élèves s'est élevé à plus de 14,000 en 1913 et la grande majorité d'entre eux trouvent très facilement à se placer dès leur sortie de l'école, dans l'industrie et dans le commerce.

Nous ne voyons pas, au point de vue du ministère du commerce, l'intérêt qu'il y aurait à modifier un régime qui ne lui a pas été défavorable, loin de là.

Quant au ministère de l'instruction publique la loi de 1892 ne l'a pas empêché de donner à ses écoles primaires supérieures un développement considérable. Elles comptent aujourd'hui plus de 50,000 élèves.

D'autre part, le ministère de l'instruction publique s'efforce de réorganiser les sections industrielles, commerciales et agricoles de ses écoles primaires supérieures. Sous l'active impulsion du distingué directeur de l'enseignement primaire, ces écoles paraissent vouloir faire à l'enseignement professionnel la place qui lui revient et réaliser ainsi plus exactement la conception de Jules Ferry, leur fondateur.

Il nous semblerait tout à fait regrettable de contrarier, par un texte de loi qui pourrait être mal interprété, l'orientation nouvelle qu'on paraît vouloir leur imprimer.

Telles sont les considérations qui nous ont déterminé à maintenir sur ce point le *statu quo*.

Le texte de l'article 2 n'en conserve pas moins une réelle importance au regard des écoles privées qui font ou prétendent faire de l'enseignement technique, industriel ou commercial. Ces écoles ne sont actuellement inspectées et surveillées par aucune autorité. Le ministère de l'instruction publique s'en désintéresse à cause de leur caractère technique et le ministère du commerce ne s'en préoccupe en aucune façon, tant qu'elles ne sollicitent de lui aucun encouragement. Elles échappent ainsi à tout contrôle.

En définissant le caractère technique des écoles privées, la loi permettra au ministère du commerce d'exercer sur elles un droit d'inspection. Le titre IV complète, d'ailleurs, sur ce point les dispositions de l'article 2.

Articles 3 et 4.

L'article 3 indique la division des établissements d'enseignement technique : ils sont publics ou privés et certains, parmi ces derniers, peuvent être placés dans une situation en quelque sorte intermédiaire, celle des établissements privés reconnus par l'Etat.

L'article 4 énumère, comme le fait la loi de 1886 sur l'organisation de l'enseignement primaire, les circonstances qui rendent une personne incapable d'occuper une fonction quelconque d'enseignement ou de direction dans une école technique, publique ou privée.

Il semble nécessaire d'ajouter que les mêmes interdictions s'étendent, pour les mêmes raisons, aux cours d'enseignement technique.

Cet article, qui fait application aux écoles et aux cours qui nous occupent, de principes d'ordre public, ne paraît soulever aucune objection.

TITRE II

Autorités préposées à l'enseignement technique.

Ces autorités sont : le conseil supérieur, les fonctionnaires de l'inspection, les comités départementaux et cantonaux.

Articles 5 et 6.

I. — *Conseil supérieur de l'enseignement technique.*

Ce conseil, dont l'origine remonte au 4 février 1874, a été réorganisé par le décret du 5 janvier 1901, et plus récemment par celui du 16 mars 1912.

Il est composé, actuellement, de 78 membres dont 11 membres de droit, savoir :

Le directeur de l'enseignement technique au ministère du commerce ;
Le sous-directeur ;
Les inspecteurs généraux et inspectrices générales de l'enseignement technique ;
Le directeur du conservatoire national des arts et métiers ;
Le directeur de l'école centrale des arts et manufactures ;
Le directeur de l'école normale de l'enseignement technique ;
Le directeur de l'enseignement primaire à la préfecture de la Seine ;
Les membres, autres que les membres de droit, se répartissent comme suit :
1° Membres nommés par le ministre :
7 sénateurs ;
11 députés ;
1 conseiller d'Etat ;
4 représentants des chambres de commerce ayant fondé et administrant des établissements d'enseignement technique ;
10 représentants des municipalités, des bourses du travail, des syndicats ouvriers ou patronaux, ayant organisé des écoles ou cours professionnels, et des associations et établissements privés d'enseignement technique ;
12 membres choisis parmi les commerçants, industriels, ingénieurs, publicistes, etc., s'occupant d'enseignement professionnel ;
2 inspecteurs régionaux de l'enseignement technique ;
3 inspecteurs départementaux de l'enseignement technique ;
2 représentants du ministre du travail ;
3 représentants ouvriers du conseil supérieur du travail ;

A ces membres de droit ou nommés par le ministre, il faut ajouter 12 membres, représentant le personnel des diverses écoles publiques.

D'après notre proposition, la composition du conseil serait assez profondément modifiée :

Il comprendrait bien, comme aujourd'hui, des membres de droit, d'autres nommés par le ministre, d'autres enfin tenant leur pouvoir de l'élection. Mais le nombre de ces derniers serait beaucoup plus considérable. A côté des représentants élus des écoles publiques, une place serait faite aux représentants du personnel des écoles privées reconnues par l'Etat. Et surtout, les industriels, les commerçants, les employés ou les ouvriers, membres du conseil, au lieu d'être nommés par le ministre du commerce, seraient élus les premiers par les chambres de commerce, les seconds par les conseillers prud'hommes employés et ouvriers.

Nous voudrions réaliser ainsi une réforme analogue à celle qui a été opérée, il y a quelques années, dans la composition du conseil supérieur du travail. Elle aurait pour effet, à notre sens, d'assurer aux représentants du commerce et de l'industrie une indépendance encore plus entière à l'égard du pouvoir central et surtout de consolider l'autorité des membres du conseil supérieur en établissant des liens plus étroits, des rapports plus directs entre eux et les corps consultatifs de l'industrie, tels que les chambres de commerce et les conseils de prud'hommes.

L'article 6 précise les attributions du conseil supérieur.

Aucun texte ne s'occupe aujourd'hui de cette question.

L'article 6 de notre proposition a pour but de combler cette lacune. Il énumère, tout d'abord, une série d'affaires importantes, au sujet desquelles l'avis du conseil devrait être obligatoirement demandé : les projets de loi, de règlement et de décrets généraux relatifs à l'enseignement technique, les programmes-types et les méthodes d'enseignement, l'organisation de l'inspection et les règles relatives au recrutement du personnel des écoles.

Il confère ensuite à ce conseil un droit d'initiative, celui d'émettre des vœux sur toutes les questions se rattachant à l'enseignement industriel et commercial.

Nous avons la conviction que ces modifications de détail à la composition et aux attributions du conseil supérieur de l'enseignement technique contribueraient puissamment à perfectionner et à compléter l'œuvre déjà très intéressante entreprise par cette assemblée et lui assureraient le rôle qui lui revient légitimement dans l'orientation et la direction générale de cette partie de notre enseignement.

CHAPITRE II

De l'inspection de l'enseignement technique.

Aux termes de l'article 7 de la proposition étudiée, la surveillance des écoles et cours d'enseignement technique est assurée par des inspecteurs nommés par le ministre du commerce.

L'organisation et le fonctionnement de l'inspection, les conditions exigées des candidats à ces fonctions sont déterminés par décret rendu après avis du conseil supérieur de l'enseignement technique.

Nous estimons, avec les auteurs du projet de loi déposé à la Chambre des députés en 1905, qu'il est préférable de ne pas entrer ici dans le détail des règles relatives au recrutement des inspecteurs de l'enseignement technique. Ce n'est pas que nous méconnaissions la très grande importance de ces fonctionnaires. Loin de nous cette pensée. C'est plutôt parce que nous nous faisons une idée très haute de la mission délicate dévolue aux inspecteurs de l'enseignement technique que nous ne voulons pas trop limiter le choix du ministre du commerce par des règles inscrites dans la loi et par suite difficilement modifiables. Nous préférerons que ces conditions de recrutement soient fixées par un décret, sous cette seule réserve, qui nous paraît suffisante, que ce décret sera soumis, au préalable, à l'examen du conseil supérieur.

Il est à souhaiter que le conseil supérieur et le ministre du commerce consacrent leurs soins les plus vigilants à la parfaite organisation de l'inspection de l'enseignement technique ; c'est à ce service qu'il appartient d'adapter notre enseignement aux réalités industrielles et commerciales auxquelles il doit pourvoir : c'est donc de lui que dépend, en grande partie, l'orientation et la bonne marche de nos études et de nos cours.

III. — *Des comités départementaux et cantonaux de l'enseignement technique.*

Article 8.

Il est institué, dans chaque département, un comité départemental et, dans chaque canton, un comité cantonal de l'enseignement technique, dont la composition est déterminée par décret.

Il nous a paru nécessaire de marquer la place qui revient dans l'organisation d'ensemble de l'enseignement technique aux comités créés, d'après le principe posé d'ailleurs par le projet de loi de 1905, par le décret du 24 octobre 1911, rendu sur la proposition de notre honorable collègue, M. Couyba, alors ministre du commerce.

Les comités départementaux n'ont qu'une analogie lointaine avec les conseils de l'Université, lesquels sont investis principalement d'attributions contentieuses et disciplinaires. Ce que le décret de 1911 a voulu organiser, ce sont des assemblées principalement consultatives, groupant les représentants les plus intéressés du commerce, de l'industrie et de l'enseignement technique, et à qui il sera possible, cependant, de confier quelques rares attributions contentieuses pour ce qui a trait aux écoles techniques privées.

Quant aux comités cantonaux, leur rôle sera sans doute beaucoup plus modeste et nous aurions hésité à proposer leur création si ces comités n'avaient déjà reçu une existence légale par le décret spécial du 24 octobre 1911.

Ils se borneront à instruire les affaires qui leur seront envoyées par le comité départemental et à présenter des rapports à ce dernier.

Article 9.

L'article 9 énumère les attributions de ce comité.

L'avis du comité départemental de l'enseignement technique doit être demandé :

1° Sur les créations projetées d'écoles publiques d'enseignement technique dans le département, conformément aux dispositions du chapitre 1er du titre II de la présente loi ;

2° Sur les demandes de reconnaissance par l'Etat formées par des écoles privées d'enseignement technique du département ;

3° Sur les demandes de subventions de l'Etat formées par les écoles et les cours privés existant dans le département.

Le comité départemental étudie les questions qui lui sont soumises par l'administration et les mesures propres à favoriser les progrès de l'enseignement technique dans le département; il exerce, concurremment avec l'inspecteur de l'enseignement technique et les commissions locales professionnelles, la surveillance des cours professionnels et de perfectionnement publics ou subventionnés par l'Etat.

Il adresse, chaque année, au ministre du commerce, un rapport sur le fonctionnement et le développement de l'enseignement industriel ou commercial dans sa circonscription.

Le comité départemental statue, en première instance, sur les oppositions à l'ouverture d'une école technique privée formées dans les conditions prévues par l'article 32 ci-après, ainsi que sur les poursuites disciplinaires intentées contre les directeurs des écoles privées par application de l'article 36 ci-après.

Les comités cantonaux donnent leur avis sur les questions qui leur sont soumises par le comité départemental, auquel ils adressent leur rapport.

Les comités départementaux de deux ou plusieurs départements voisins peuvent se concerter sur les questions relatives à l'enseignement technique et intéressant à la fois leurs départements respectifs.

Sauf en ce qui concerne, ainsi que nous le verrons plus loin, les oppositions à l'ouverture des écoles privées et les poursuites disciplinaires contre les directeurs desdites écoles, le comité départemental n'a aucun pouvoir de décision. Mais aucune mesure importante intéressant l'enseignement professionnel ne sera prise dans le département sans qu'il ait été consulté.

Cette institution paraît des plus propices à favoriser le développement de l'enseignement technique et à lui maintenir le caractère essentiellement pratique qu'il doit avoir. Le ministère du commerce pourra peut-être difficilement constituer dans chaque département des comités de cette nature, au moins des comités actifs. Il y réussira souvent et se ménagera ainsi une collaboration des plus précieuses.

TITRE III

Des écoles publiques d'enseignement technique.

Article 10.

Sont écoles publiques d'enseignement technique, industriel ou commercial les établissements dans lesquels l'enseignement est donné par les soins de l'Etat.

Puis l'article distingue, au point de vue administratif, les écoles publiques nationales, départementales et communales. Nationales, lorsqu'elles sont entretenues et administrées exclusivement par l'Etat, départementales ou communales, lorsque, à l'exemple des écoles pratiques de commerce et d'industrie, elles sont entretenues et administrées concurremment par l'Etat et par un ou plusieurs départements, une ou plusieurs communes.

Cette distinction administrative est la consécration légale de la classification établie parmi les écoles relevant actuellement du ministère du commerce; les conditions de création et d'administration de ces diverses sortes d'écoles ne peuvent pas être identiques, et il est normal que, sur un certain nombre de points, des règles différentes soient établies.

Les écoles nationales bénéficieraient, aux termes de la proposition, d'un avantage particulier. Seules, elles jouiraient désormais de la personnalité civile et constitueraient des établissements publics. Elles auraient donc non seulement un budget propre — privilège qui peut être accordé et qui l'a été aux écoles techniques nationales, sans qu'elles aient pour cela la personnalité civile — elles acquerraient surtout capacité de recevoir des dons et des legs. Certaines d'entre elles se constitueraient ainsi une fortune personnelle qu'elles pourraient employer pour le plus grand bien de leurs ateliers, de leurs laboratoires ou de leurs collections.

L'avantage de la personnalité n'a pas été contesté; on a seulement demandé l'extension de cette faveur aux écoles départementales et communales. Le conseil supérieur de l'enseignement technique, saisi de la question, l'a tranchée par la négative. Il a pensé, sans doute, que lorsque des bienfaiteurs voudraient faire des legs ou des dons à ces institutions, il leur serait facile d'emprunter l'intermédiaire du propriétaire de l'école, département ou commune, qui jouissent l'un et l'autre de la personnalité civile. C'est du reste grâce à cette procédure que certaines de nos écoles pratiques ont été gracieusement dotées d'appareils ou de machines de grand prix.

Article 11.

L'article 11 établit une autre classification des écoles publiques.

Suivant la nature de l'enseignement qui y est donné, les écoles publiques d'enseignement technique sont du degré élémentaire, du degré moyen ou du degré supérieur.

Un décret, rendu après avis du conseil supérieur de l'enseignement technique, détermine la classe à laquelle appartiennent les écoles publiques d'enseignement technique existant au moment de la promulgation de la présente loi.

Le classement des écoles ultérieurement créées qui ne rentreraient pas dans une des catégories déjà existantes sera déterminé en la même forme.

A titre d'indication, on peut dire qu'appartiendraient au degré supérieur le Conservatoire national des arts et métiers et l'école centrale des arts et manufactures; au degré moyen, les écoles nationales d'arts et métiers, au degré élémentaire, les écoles pratiques de commerce et d'industrie, ainsi que les écoles nationales professionnelles, dont le programme est cependant légèrement plus élevé que celui des précédentes.

Cette classification à trois degrés a été parfois critiquée. On a craint que le ministre du commerce ne veuille trop servilement imiter ce qui existe à l'instruction publique en posant les bases d'une nouvelle Université. On s'est demandé, en outre, si l'application de cette distinction était possible en matière d'enseignement professionnel, où l'étude des connaissances nécessaires à la pratique d'une profession semble se prêter difficilement à une classification rigoureuse.

L'utilité de cette distinction s'explique par des considérations d'ordre pratique qui, à notre sens, en légitiment le maintien.

Le ministère du commerce administre actuellement un certain nombre d'écoles, dont les règlements diffèrent sur plusieurs points importants. On reconnaîtra sans peine qu'il ne peut pas en être autrement et qu'il n'y a rien d'irrationnel à ce que la nomination d'un professeur soit entourée de garanties différentes, suivant qu'il doit occuper une chaire au conservatoire des arts et métiers, ou enseigner dans une école pratique. La proposition a voulu maintenir ces différences tout en posant en cette matière quelques règles d'une portée générale, applicables non seulement aux écoles actuellement existantes, mais à celles d'un type nouveau, qui pourront être créées dans l'avenir.

Cette distinction présente de l'intérêt à un certain nombre de points de vue. Qu'il nous suffise de citer les suivants :

1° La création ou l'autorisation des écoles du degré supérieur a lieu par une loi ; celle du degré moyen ou élémentaire, par un décret (art. 12);

2° A lieu également par décret la nomination du directeur et des professeurs titulaires des écoles supérieures. Un arrêté du ministre du commerce suffit pour les autres (art. 20);

3° Dans les écoles du degré élémentaire seulement, le personnel a droit, en outre de son traitement, à des indemnités de résidence et de logement (art. 14) ;

4° Seul aussi le personnel des écoles élémentaires aura droit à bénéficier des dispositions de la loi du 17 août 1876, qui détermine le droit à pension du personnel de l'enseignement primaire (art. 27);

5° L'enseignement n'est gratuit en principe que dans les écoles de degré élémentaire (art. 29).

Si l'on veut donner à la loi la portée générale qu'elle doit avoir, si l'on entend que ces dispositions s'appliquent aux écoles qui se créeront dans l'avenir aussi bien qu'à celles actuellement existantes, il nous paraît indispensable de maintenir la classification.

CHAPITRE Ier

Création des écoles publiques d'enseignement technique.

Article 11.

Les écoles nationales d'enseignement technique sont créées par une loi si elles sont du degré supérieur, par un décret si elles sont des degrés moyen ou élémentaire.

Les écoles départementales et communales sont autorisées dans la même forme.

Article 13.

Nulle commune ne peut obtenir la création d'une école nationale d'enseignement technique si elle ne prend l'engagement de contribuer pour un quart au moins aux dépenses de construction et d'installation de ladite école, et si elle ne fonde à cette école, pour dix ans au moins, un nombre de bourses fixé de gré à gré avec le ministre du commerce.

Le département peut prendre, soit au lieu et place de la commune, soit conjointement avec celle-ci, les engagements dont il s'agit.

Ces articles sont la consécration des règles actuellement suivies en matière de création d'écoles nationales.

Quant à l'article 14 ci-après, qui vise la création des écoles départementales et communales, il reproduit et étend à toutes les écoles créées par la commune ou le département les règles posées par le décret de 1833 pour la création des écoles pratiques de commerce et d'industrie.

Article 14.

Toute commune ou tout département qui veut fonder une école publique d'enseignement technique, communale ou départementale, doit se soumettre aux obligations résultant de l'article 69 de la loi du 26 janvier 1892, relatif aux écoles pratiques de commerce et d'industrie, dont les dispositions restent en vigueur.

En conséquence, la commune ou le départe-

ment intéressé doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° Fournir un local approprié à cet usage ou prendre à sa charge les frais de construction et d'installation de ce local;

2° Y placer et y entretenir l'outillage des ateliers et des laboratoires, ainsi que le mobilier nécessaire à la tenue des cours et à celle du pensionnat si le conseil général ou le conseil municipal, suivant les cas, a décidé que l'école doit recevoir des élèves internes ;

3° S'engager à payer au personnel de direction et au personnel enseignant, s'il s'agit d'une école du degré élémentaire, des indemnités de résidence et de logement sur les bases et dans les conditions fixées pour le personnel des écoles primaires supérieures.

Les engagements et obligations ci-dessus mentionnés peuvent être remplis soit par un département ou une commune, soit conjointement et solidairement par plusieurs communes ou par plusieurs départements, par un ou plusieurs départements et une ou plusieurs communes.

Les dispositions des articles 15 et 16 ne donnent lieu également à aucune observation; elles sont la reproduction des règles actuellement suivies pour les écoles pratiques de commerce et d'industrie; ces règles ne seraient plus d'ailleurs spéciales aux écoles de ce type, elles s'appliqueraient à toutes les écoles départementales ou communales, quelle qu'en soit la nature.

Article 15.

Des subventions destinées à concourir aux frais de construction et d'installation des écoles publiques départementales ou communales, ainsi qu'à l'acquisition du matériel scolaire et de l'outillage des ateliers et laboratoires de ces écoles, peuvent être accordées par l'Etat dans les conditions fixées par la loi du 28 décembre 1912, relative aux subventions, à titre de participation de l'Etat, dans les dépenses de construction et d'aménagement des écoles pratiques.

Ces subventions sont accordées par le ministre du commerce, après avis du comité départemental et de la commission permanente du conseil supérieur de l'enseignement technique.

Article 16.

Les projets de construction, d'acquisition, de location ou d'appropriation de l'immeuble destiné à l'école doivent être, après adoption par le conseil général ou le conseil municipal, suivant les cas, soumis à l'approbation du ministre du commerce et de l'industrie, accompagnés de l'avis du comité départemental.

Ces dispositions ne paraissent donner lieu à aucune difficulté.

CHAPITRE II

Administration.

Article 17.

Les écoles nationales d'enseignement technique jouissent de la personnalité civile et constituent des établissements publics.

Elles sont représentées dans tous les actes de la vie civile, par un directeur ou une directrice et administrées par un conseil d'administration, sous l'autorité du ministre du commerce et la surveillance du préfet du département.

La composition et les attributions de ce conseil sont fixées par décret, après avis du conseil supérieur de l'enseignement technique. La présidence appartient de droit au préfet du département.

Article 18.

Un décret rendu sur la proposition du ministre du commerce et du ministre des finances détermine les règles de comptabilité applicables aux écoles nationales d'enseignement technique.

L'article 17 de la proposition consacre une innovation intéressante, en accordant le bénéfice de la personnalité civile aux écoles nationales d'enseignement technique.

Les conséquences de ce principe seraient les suivantes. Ces écoles, devenues des établissements publics, auraient un budget propre, alimenté en partie par une contribution de l'Etat versée sous forme de subvention; elles pourraient se constituer avec les excédents annuels des recettes sur les dépenses une réserve qui pourrait être employée à des travaux ou à des acquisitions utiles à l'enseignement : tels qu'installations de laboratoires, d'ateliers, etc.

Elle pourraient aussi recevoir des dons et des legs.

Nous ne voyons que des avantages à ce que nos écoles techniques nationales puissent ainsi se constituer une fortune personnelle dont elles pourraient consacrer les revenus à leurs ateliers ou à leurs collections.

Ces écoles seraient administrées, comme l'est par exemple aujourd'hui le conservatoire des arts et métiers ou l'école centrale des arts et manufactures, par un directeur, assisté d'un conseil d'administration. Un règlement de comptabilité serait établi, ainsi que l'indique l'article 18, par un décret rendu sur la proposition du ministre du commerce et du ministre des finances.

Du conseil de perfectionnement.

Article 19.

L'article 19 est relatif au conseil de perfectionnement.

Dans toutes les écoles publiques d'enseignement technique, il est institué un conseil de perfectionnement dont la composition et les attributions seront fixées par décret, après avis du conseil supérieur de l'enseignement technique, mais qui doit comprendre en majorité des représentants autorisés de l'industrie ou du commerce.

Dans les écoles nationales, la présidence appartient de droit au préfet du département.

Dans les écoles départementales ou communales, la présidence appartient de droit au préfet ou au maire, suivant les cas. En outre, un au moins des membres doit être pris parmi les conseillers généraux ou les conseillers municipaux intéressés.

L'institution de ces conseils a pour but d'associer étroitement les commerçants et les industriels de la région à la marche de chaque établissement, parfaitement au courant des besoins de l'industrie et du commerce, d'exercer sur la direction de l'école une influence sérieuse et qui, à tous les points de vue, ne peut être que bienfaisante.

La proposition s'occupe ensuite, dans un chapitre 3, du personnel des écoles publiques.

L'article 20 ci-après est relatif aux conditions de capacité exigées des candidats aux fonctions de directeur, de professeur ou de surveillant dans une école technique publique.

Article 20.

Nul ne peut être directeur, professeur ou employé à des fonctions d'enseignement, de surveillance ou d'administration dans une école publique d'enseignement technique industriel ou commercial, s'il n'est Français et s'il ne remplit les conditions d'âge et de capacité qui seront déterminées par décret après avis du conseil supérieur de l'enseignement technique.

Les étrangers peuvent enseigner les langues vivantes étrangères dans les écoles techniques publiques, moyennant une autorisation donnée par le ministre du commerce, après avis de la commission permanente du conseil supérieur de l'enseignement technique. Ils peuvent aussi, et dans les mêmes conditions, être autorisés à enseigner, dans ces écoles, un art ou une industrie que l'on projette d'introduire en France ou d'y développer par des procédés nouveaux.

Dans toutes les écoles publiques d'enseignement technique, le personnel de direction, le personnel enseignant et le personnel de surveillance, s'il y a lieu, sauf le personnel visé à l'article 22 ci-après, sont nommés par arrêté du ministre du commerce et de l'industrie. Toutefois, les directeurs et professeurs titulaires des écoles du degré supérieur sont nommés par décret.

Cet article n'entre pas dans le détail des conditions d'âge et de capacité. Nous pensons qu'il ne peut pas en être différemment : les écoles techniques sont de degré et de nature très divers et il y a certainement plus de dangers que d'avantages à poser en cette matière des règles trop inflexibles. C'est pourquoi il nous a paru tout à fait opportun de renvoyer pour le détail de ces règles à des décrets rendus après avis du conseil supérieur de l'enseignement technique.

Une seule condition est fixée par la loi et elle se justifie d'elle-même. Tous les maîtres de nos écoles publiques techniques doivent posséder la qualité de Français. Des autorisations spéciales d'enseigner peuvent toutefois être accordées à des étrangers lorsqu'il s'agit des langues vivantes ou d'une spécialité qu'on se propose d'introduire en France ou d'y développer par des procédés nouveaux.

C'est ainsi que des étrangers ont été admis exceptionnellement dans certaines écoles d'arts et métiers pour donner aux élèves quelques heures de conversation anglaise et que l'école nationale d'horticulture et de vannerie de Fayl-Billot (Haute-Marne) a eu, pendant quelque temps, un maître vannier, de nationalité hongroise, pour enseigner la pratique de certaines spécialités peu connues en France.

Enfin l'article indique que le personnel des écoles publiques est nommé par arrêtés du ministre du commerce, à l'exception des professeurs et directeurs des écoles du degré supérieur, qui sont nommés par décret.

Article 21.

Dans toutes les écoles publiques d'enseignement technique, les traitements du personnel de direction, du personnel enseignant et, dans les écoles nationales, ceux du personnel de surveillance, sont à la charge de l'Etat.

Ces traitements sont fixés par décret pour chaque catégorie d'établissements et pour chaque classe de fonctionnaires, après avis du conseil supérieur de l'enseignement technique.

Dans les écoles départementales ou communales du degré élémentaire, ce personnel a droit, en outre, à des indemnités de résidence et de logement qui sont à la charge du département ou de la commune, suivant la nature de l'école, et qui sont calculées sur les bases fixées par l'article 14 de la présente loi.

Il n'est rien changé aux règles établies pour le payement du corps enseignant dans les villes de 150,000 habitants et au-dessus.

Cet article est relatif à la rémunération du personnel; il n'apporte aucune innovation aux règles actuellement admises et ne paraît, par suite, devoir soulever aucune difficulté particulière.

La formule générale du début de l'article aurait laissé croire que l'Etat assure les traitements du personnel des écoles techniques élémentaires dans toutes les villes, même dans celles qui ont une population de plus de 150,000 âmes. Il nous a paru nécessaire d'ajouter que rien n'était modifié, à ce point de vue, à la répartition des dépenses des écoles primaires telle qu'elle résulte des lois en vigueur.

L'article 22 reconnaît au directeur, dans les écoles nationales, et au préfet ou au maire, dans les écoles départementales ou communales, le droit de nommer et de licencier le personnel secondaire des écoles, les préposés à l'apprentissage, les ouvriers occupés aux ateliers, les garçons de laboratoire et les gens de service.

Puis, la proposition de loi s'occupe de ce qu'on pourrait appeler le statut du personnel de nos écoles : recrutement, classement, avancement, régime disciplinaire, régime des retraites.

Aux termes de l'article 23, les règles relatives au recrutement, au classement et à l'avancement du personnel des écoles publiques d'enseignement technique sont déterminées par décret, après avis du conseil supérieur de l'enseignement technique.

Il n'était possible, en effet, ni de reproduire ici les règles spéciales aux diverses catégories d'établissements relevant actuellement du ministère du commerce, ni d'essayer d'établir une règle identique pour un personnel d'origine et de valeur très variées.

La proposition est plus explicite, en ce qui concerne le régime disciplinaire. Elle y consacre les trois articles suivants :

Article 24.

Les peines disciplinaires applicables au personnel enseignant, administratif et de surveillance des écoles publiques d'enseignement technique sont les suivantes :

La réprimande ;

La censure avec ou sans privation totale ou partielle de traitement pour une période qui ne peut excéder un mois;

La révocation.

En cas de révocation, la décision est communiquée au ministre de l'instruction publique.

Article 25.

Toutes les peines autres que la réprimande ne peuvent être appliquées qu'après avis d'un conseil de discipline siégeant au ministère du commerce.

L'organisation et le fonctionnement de ce conseil de discipline, ainsi que les règles de procédure applicables devant lui, sont déterminées par décret après avis du conseil supérieur de l'enseignement technique.

Article 26.

Dans le cas d'extrême urgence, le ministre a le droit de prononcer la suspension sans attendre l'avis du conseil de discipline, mais seulement à titre provisoire.

Cette mesure est immédiatement applicable, en attendant une nouvelle décision du ministre en ce qui concerne la peine disciplinaire encourue.

Il résulte de ces textes:

1° Qu'une série de pénalités dont la sévérité est graduée est applicable pour les faits qui ne paraîtraient pas mériter la révocation;

2° Que toutes les peines, autres que la réprimande, ne peuvent être prononcées qu'après avis d'un conseil de discipline.

La proposition laisse à des décrets le soin de préciser la composition de ce conseil de discipline, qui comprendra, à côté d'un certain nombre de hauts fonctionnaires, des représentants de la catégorie du personnel à laquelle appartient l'intéressé. C'est aussi un décret qui reglera la procédure suivie devant ce conseil; il est aujourd'hui admis, sans contestation, que le fonctionnaire déféré au conseil de discipline reçoit communication des faits qui lui sont reprochés en même temps que de son dossier et qu'il a toute liberté pour présenter sa défense oralement ou par écrit, personnellement ou avec le concours d'un avocat.

Ce sont des garanties précieuses que la loi pourrait peut-être reproduire expressément, si l'on estime que le texte actuel n'est pas suffisamment explicite.

Par contre, il n'est pas admissible que ces garanties très légitimes empêchent le renvoi immédiat de l'école de fonctionnaires qui se sont montrés indignes d'y demeurer. C'est pour cette raison que le ministre peut prononcer et faire appliquer sans délai la peine de la suspension. Il ne s'agit ici que d'une mesure provisoire et urgente, premier acte des poursuites qui doivent être engagées devant le conseil de discipline suivant la procédure normale.

Enfin, l'article 27 déclare applicable au personnel des écoles techniques publiques élémentaires les dispositions de la loi du 17 août 1876 et celles de l'article 38 de la loi du 25 juillet 1893, qui rangent le personnel de l'enseignemeut primaire dans la catégorie des fonctionnaires du service actif pour le calcul de la retraite.

Or, ce principe vient d'être admis expressément par la loi du 31 décembre 1913, sur les pensions. Il paraît donc inutile de revenir sur ce point et cette première partie de l'article 27 peut être supprimée. Cet article ne s'occuperait donc que des retraites du personnel secondaire et se trouverait donc ainsi libellé :

Article 27.

Un décret, fixant le régime des retraites du personnel des préposés à l'apprentissage, garçons de laboratoires et gens de service, sera rendu, sur la proposition du ministre des finances, du ministre du travail et du ministre du commerce, conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi sur les retraites ouvrières et paysannes.

CHAPITRE IV

De l'enseignement.

Article 28.

Les programmes détaillés de l'enseignement sont préparés par le conseil de perfectionnement de chaque école publique d'enseignement technique et approuvés par le ministre du commerce et de l'industrie.

Il pourra être organisé, notamment au cours des vacances, dans la journée ou le soir, dans les écoles techniques, des sections temporaires destinées aux adultes en possession d'un métier, désireux de se perfectionner dans les connaissances théoriques et pratiques enseignées dans ces écoles.

Au début de cette partie de la proposition relative à l'enseignement, il a paru nécessaire de rappeler que les programmes détaillés étaient préparés, pour chaque école, par le conseil de perfectionnement.

Il ne s'agit donc pas d'un enseignement uniforme, mais d'un enseignement excessivement varié, souple, apte à se prêter aux exigences particulières des industries et du commerce de la région, exigences que le conseil de perfectionnement, composé en grande partie d'industriels, est admirablement qualifié pour connaître.

Nous en aurions terminé avec cet article, s'il ne nous restait à en expliquer le dernier paragraphe.

Les écoles techniques publiques (écoles d'arts et métiers, écoles nationales professionnelles, écoles pratiques de commerce et d'industrie, écoles professionnelles de la ville de Paris) comportent une période de vacances, en général assez longue, et au cours de laquelle l'absence des élèves réguliers laisse les locaux absolument sans emploi; nous voudrions que pendant ces deux ou trois mois où l'école est déserte, on utilisât les ateliers et les salles de cours pour donner à une autre catégorie d'élèves les connaissances techniques dont ils peuvent avoir besoin. Il s'agit, dans notre pensée, des adultes qui désireraient se perfectionner dans telle ou telle partie de leur métier.

Les cours professionnels institués pour les adultes, on l'a dit et répété, sont insuffisants. Si l'on veut faire œuvre réellement utile, il faut aller résolument plus loin et organiser en faveur des ouvriers de la grande industrie, des employés de commerce, comme en faveur des artisans, des petits commerçants, des petits patrons, de véritables écoles professionnelles d'adultes : nous entendons par là des établissements donnant un enseignement suivi, se poursuivant pendant toute la journée et comportant l'étude théorique et pratique d'une ou de plusieurs spécialités.

Les écoles professionnelles d'adultes, qui ont été organisées en Autriche et en Prusse, et dont nous verrions avec plaisir l'essai en France, n'ont pas pour but de transformer, en quelques jours ou en quelques semaines, en ouvriers expérimentés des ouvriers qui ne connaîtraient pas déjà le métier et même qui ne le connaîtraient pas d'une façon satisfaisante.

Elles ont pour unique objectif de fournir aux artisans et ouvriers laborieux l'occasion de compléter leurs connaissances, de se familiariser avec les nouveautés et les inventions, d'apprendre la conduite et l'emploi de telle ou telle machine nouvelle, etc.

Précisons-en quelques exemples : ce seront des menuisiers-ébénistes qui viendront apprendre telle ou telle méthode de placage ou de vernissage des bois; des tailleurs qui s'initieront à la coupe de vêtements nouveaux; des cordonniers, à la confection de chaussures spéciales; des serruriers, des ferblantiers, aux travaux d'installation d'eau, de gaz, ou même d'acétylène et d'électricité, etc.

On aperçoit facilement le profit qu'un artisan intelligent peut retirer d'un séjour d'une semaine ou deux dans un atelier outillé d'une façon moderne et des conseils d'un bon instructeur.

Ajoutez à ce travail d'atelier quelques leçons théoriques permettant à l'ouvrier de se rendre un compte exact de la spécialité qu'il est venu étudier, et il n'en faudra souvent pas davantage pour relever des industries qui végètent péniblement.

Au surplus, ce que nous proposons n'est pas chose entièrement nouvelle. Le ministre du commerce administre, de concert avec celui de l'agriculture, une école nationale d'horticulture et de vannerie, dont le siège est à Fayl-Billot (Haute-Marne).

Dans le décret du 23 octobre 1907 portant règlement de cette école, il est prévu qu'elle sera ouverte non seulement à de jeunes élèves, mais encore à des ouvriers adultes de la région, désireux de se perfectionner dans leur métier ou d'apprendre une spécialité qui leur serait utile. Et si nous passions de l'autre côté de la frontière, en Allemagne ou en Suisse, nous verrions combien ces cours temporaires, de six ou sept semaines, sont en faveur.

Il nous paraît y avoir un intérêt national à prévoir des créations de ce genre. Ainsi apparaîtrait que l'école technique n'est pas fermée à l'artisan et à l'ouvrier, mais qu'au contraire elle constitue pour tous un centre de culture intensive, largement ouvert.

Les articles 29 et 30 qui s'occupent des frais d'études et de la gratuité de l'enseignement technique, et des certificats et diplômes délivrés, ne paraissent donner lieu à aucune observation.

En voici le texte :

Article 29.

Dans les écoles techniques du degré élémentaire, l'enseignement est gratuit.

Dans les écoles techniques des degrés supérieur et moyen, les frais d'études sont fixés par le ministre du commerce si l'école est nationale, par le conseil général ou le conseil municipal si l'école est départementale ou communale, sous réserve de l'approbation du ministre du commerce.

Article 30.

Les certificats et diplômes qui peuvent être délivrés par les écoles techniques publiques sont déterminés par décret.

Enfin, par une disposition spéciale, insérée à l'article 31, la proposition de loi indique qu'il n'est apporté aucune modification au régime des écoles professionnelles de la ville de Paris, tel qu'il a été établi par la loi du 26 décembre 1900.

Sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, la proposition de loi reproduit les dispositions du projet élaboré en 1905 par le conseil supérieur de l'enseignement technique. Nous pensons que nous ne pouvons mieux faire que de nous ranger à l'avis de cette assemblée qui a estimé que la loi du 26 décembre 1900 avait établi pour les écoles professionnelles de la ville de Paris un régime satisfaisant et auquel il serait dangereux de toucher indirectement.

TITRE IV

Des écoles techniques privées.

L'enseignement industriel et commercial doit beaucoup à l'initiative privée. L'histoire de son développement au cours du dix-neuvième siècle en est la preuve. Quels que soient les progrès qu'il réalise dans l'avenir, l'enseignement public ne pourra jamais pourvoir, d'une façon complète, aux besoins si divers de l'infinie variété des professions et des métiers. Cela tient à la nature même de cet enseignement qui doit toujours garder la plus grande souplesse et une aptitude parfaite à se plier aux exigences particulières d'une région ou d'une industrie.

Il nous paraît donc essentiel que l'Etat ne décourage aucune initiative, qu'il n'écarte aucun concours sérieux, aucun de ceux notamment que pourraient lui offrir soit les chambres de commerce, les sociétés industrielles, les syndicats patronaux ou ouvriers, soit les bourses du travail, soit les associations d'enseignement populaire ou de simples particuliers.

C'est l'idée à laquelle répond la première partie de ce titre, en même temps qu'elle précise le régime légal des écoles techniques privées. Il importe, en effet, de combler la lacune légale ou administrative que nous avons signalée à l'occasion de l'article 2 et dont les inconvénients ont été maintes fois révélés, notamment au mois de décembre 1912, à la tribune de la Chambre des députés, à l'occasion de la déconfiture d'une école d'électricité.

La seconde partie de ce titre IV va plus loin encore dans cette voie : elle organise une véritable collaboration de l'Etat et de l'initiative privée et crée, à cet effet, sur le modèle des écoles supérieures de commerce, un type nouveau d'écoles : les écoles privées reconnues par l'Etat.

I. — *Des écoles privées ordinaires.*

Le système de la proposition diffère sensiblement de celui qui avait été adopté, en 1905, par le conseil supérieur de l'enseignement technique et qui se trouvait inscrit dans le projet du Gouvernement.

Ce projet rappelait les règles en vigueur pour l'ouverture et le fonctionnement des écoles privées s'occupant d'enseignement général, mais il laissait au ministère de l'instruction publique le soin exclusif de veiller à leur application aux écoles techniques comme aux autres établissements scolaires. Le ministre du commerce refusait de se charger de la police des écoles techniques privées, parce qu'il

n'avait pas, disait-il, le personnel nécessaire pour assurer ce service. Il espérait d'ailleurs que le ministère de l'instruction publique voudrait bien s'occuper, en son lieu et place, de ces écoles.

Il n'est pas du tout certain que ce département ait consenti à se charger de ce soin; et il est à craindre qu'au lendemain de la loi sur l'enseignement industriel et commercial il continue à faire ce qu'il fait aujourd'hui, c'est-à-dire à ignorer tout établissement privé qui fait ou prétend faire de l'enseignement technique.

D'autre part, les raisons données en 1905 par le conseil supérieur de l'enseignement technique pour justifier l'abstention du ministre du commerce en cette matière ont perdu beaucoup de leur valeur. Depuis cette date, en effet, l'inspection générale de l'enseignement technique a été réorganisée, et le nombre des inspecteurs généraux, qui était de trois en 1905, est passé aujourd'hui à plus de dix, y compris les inspecteurs généraux adjoints. Dans la plupart des départements, des comités départementaux ont été constitués depuis le décret d'octobre 1911. De telle sorte que la surveillance des écoles techniques privées, qui pouvait paraître difficile au ministère du commerce en 1905, est devenue pour lui tout à fait possible.

C'est pourquoi, reprenant le système proposé au conseil supérieur de l'enseignement technique par un inspecteur général de l'instruction publique, M. Martel, nous demandons que le ministère du commerce assume lui-même la police de l'enseignement technique privé.

Nous approuvons donc pleinement les dispositions des articles ci-après qui déterminent le statut des écoles technique privées, en adaptant à ces écoles les règles depuis longtemps admises pour l'enseignement primaire privé.

1° OUVERTURE D'UNE ÉCOLE TECHNIQUE PRIVÉE

Toute personne qui veut ouvrir une école de ce genre doit en faire la déclaration à la mairie. La même déclaration est adressée au préfet, au procureur de la République et au ministre du commerce (service de l'inspection générale).

Opposition peut être faite, soit par le maire, pour raisons tirées des bonnes mœurs ou de l'hygiène, soit par le préfet, le procureur de la république et l'inspecteur général de l'enseignement technique désigné par le ministre mais seulement pour l'une des raisons suivantes: dans l'intérêt de l'ordre public, des bonnes mœurs, de l'hygiène ou lorsqu'il résulte des programmes et de l'horaire de l'enseignement que l'établissement n'a pas le caractère d'une école technique tel qu'il a été défini à l'article 2.

A défaut d'opposition l'école est ouverte à l'expiration du délai d'un mois, sans autre formalité.

Si une opposition a été formée, elle est jugée contradictoirement, en première instance, par le comité départemental de l'enseignement technique; en appel, par la commission permanente du conseil supérieur de l'enseignement technique.

Telles sont les dispositions des articles 32 et 33 de la proposition de loi.

Elles sont l'adaption aux écoles techniques des articles 37, 38 et 39 de la loi du 30 octobre 1886 sur l'organisation de l'enseignement primaire.

2° CONDITIONS EXIGÉES DU PERSONNEL DE CES ÉCOLES

L'article 34 est consacré aux conditions d'âge et de capacité auxquelles les directeurs des écoles privées doivent satisfaire.

Ces conditions sont indiquées dans l'esprit le plus large. Elles ne sauraient être considérées comme une entrave à l'ouverture d'une école. C'est, à notre sens, une garantie que l'Etat a le devoir d'imposer, mais dont l'école sera la première à retirer un bénéfice par suite de l'autorité plus grande qui en rejaillira sur elle. Au surplus, bien que déjà longue, la liste des titres ou diplômes n'est nullement limitative. S'il arrive qu'une personne, qualifiée par sa compétence spéciale pour diriger une école, ne soit pourvue d'aucun de ces titres, le ministre pourra, après avis de la commission permanente du conseil supérieur, décider que la situation que ce candidat occupe ou a occupée dans l'industrie ou le commerce, que l'expérience qu'il y a acquise, constituent pour lui un titre équivalent à ceux qui sont énumérés par la loi. Nous estimons que ces équivalences devront être facilement accordées, notamment lorsqu'il s'agira d'une école technique très spécialisée.

Pour les conditions à exiger des professeurs, nous renvoyons à un décret, rendu après avis du conseil supérieur. Elles devront être également très libérales, et nous ne doutons pas qu'il en soit ainsi. Il y a lieu, en effet, de laisser aux écoles les plus grandes facilités pour se constituer. L'intervention de la loi ne paraît nécessaire que pour écarter les entreprises, indignes du nom d'écoles, qui, sous prétexte d'enseigner tel ou tel métier, pourraient réussir à tromper les familles et à se livrer à une véritable exploitation des enfants qui leur seraient confiés.

L'article 35 ci-après indique les sanctions des dispositions qui précèdent. Il est la reproduction de l'article 40 de la loi du 30 octobre 1886 sur l'organisation de l'enseignement primaire.

Article 35.

Quiconque aura ouvert ou dirigé une école d'enseignement technique sans remplir les conditions prescrites par les articles 4 et 34 ci-dessus ou sans avoir fait les déclarations exigées, ou avant l'expiration du délai spécifié par l'article 32, sera poursuivi devant le tribunal correctionnel du lieu du délit et condamné à une amende de 100 à 1,000 fr.

L'école sera fermée.

En cas de récidive, le délinquant sera condamné à un emprisonnement de six jours à un mois et à une amende de 500 à 2,000 fr.

Les même peines seront prononcées contre celui qui, dans le cas d'opposition formée à l'ouverture de son école, l'aura ouverte avant qu'il ait été statué sur cette opposition, ou malgré la décision du comité départemental qui aura accueilli l'opposition, ou avant la décision d'appel.

L'article 463 du code pénal pourra être appliqué.

3° RÉGIME DISCIPLINAIRE DES DIRECTEURS DES ÉCOLES TECHNIQUES PRIVÉES

En vue d'assurer la bonne gestion des écoles techniques privées, la proposition fait application à ces écoles de la règle posée par l'article 41 de la loi de 1886 en ce qui concerne les écoles privées d'enseignement général. Sur la plainte des inspecteurs généraux de l'enseignement technique et dans le cas de faute grave dans l'exercice de ses fonctions, inconduite ou immoralité, le directeur d'une école technique privée peut être traduit devant le comité départemental de l'enseignement technique et être censuré ou interdit de l'exercice de sa profession.

Appel de la décision du comité peut être porté devant le conseil supérieur de l'enseignement technique.

4° INSPECTION DES ÉCOLES TECHNIQUES PRIVÉES

C'est aux inspecteurs de l'enseignement technique seuls que la proposition de loi confie cette inspection. Elle porterait sur la moralité, l'hygiène, la salubrité et sur l'exécution des obligations légales imposées à ces écoles.

Elle pourrait s'appliquer à l'enseignement mais seulement pour vérifier s'il n'est pas contraire à la morale, à la Constitution ou aux lois et s'il est conforme aux programmes présentés par le directeur, lors de l'ouverture de l'école, pour justifier de son caractère d'établissement d'enseignement technique.

L'article 37 est la reproduction des articles 9, 9e paragraphe, et 42 de la loi du 30 octobre 1886.

Il ne paraît devoir donner lieu à aucune difficulté particulière.

II. — *Des écoles privées reconnues par l'Etat.*

Jusqu'ici les écoles supérieures de commerce pouvaient seules être reconnues par l'Etat, en vertu de l'article 23 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée et du décret du 31 mai 1890, rendu en exécution de cette loi. A la suite de la nouvelle loi militaire, ce régime a d'ailleurs été modifié assez profondément par le décret du 30 avril 1906. C'est le statut des écoles supérieures de commerce qu'il est question ici d'étendre à toutes les écoles techniques. Une expérience de plus de vingt années a mis, en effet, en évidence les avantages de ce régime. Il laisse aux écoles une grande liberté dans leurs programmes, leur emploi du temps, leur administration et, d'autre part, il assure le niveau de l'enseignement et la valeur du diplôme par suite du contrôle exercé par l'Etat. Aussi très nombreuses seraient les écoles qui, au lendemain du vote de la loi, solliciteraient sans doute le bénéfice de ses dispositions.

Article 38.

Les écoles privées d'enseignement technique, légalement ouvertes, peuvent être reconnues par l'Etat.

La reconnaissance par l'Etat est accordée, après avis du comité départemental et du conseil supérieur de l'enseignement technique, par arrêté du ministre du commerce et de l'industrie. Toutefois, les écoles supérieures de commerce sont reconnues par décret.

Le bénéfice de la reconnaissance peut toujours être retiré. Le retrait a lieu dans les mêmes formes.

Les écoles techniques privées qui désirent la reconnaissance par l'Etat doivent en faire la demande au ministre du commerce et de l'industrie et soumettre à son approbation leurs plans d'études et leurs programmes.

Cet article fixe les conditions à remplir par les écoles techniques privées pour obtenir la reconnaissance par l'Etat. Ces conditions sont réduites au minimum. Il suffit que l'école soit légalement ouverte et qu'elle soumette à l'approbation du ministre du commerce ses plans d'études et ses programmes.

Après avis du comité départemental de l'enseignement technique dans le ressort duquel l'école est située et du conseil supérieur, la reconnaissance par l'Etat est accordée par un arrêté du ministre du commerce.

L'Etat ne devant pas rester désarmé en face d'une école qui viendrait à abuser de la faveur qu'elle a obtenue ou à s'en montrer indigne, le bénéfice de la reconnaissance pourra être retiré. Il en sera ainsi notamment, pensons-nous, si les programmes approuvés par le ministre ne sont plus suivis ou si l'enseignement a été reconnu insuffisant par le service de l'inspecteur. Le retrait de la reconnaissance est une mesure grave; il sera prononcé dans les mêmes formes que la reconnaissance elle-même, c'est-à-dire par arrêté et après avis du comité départemental et du conseil supérieur.

Article 39.

La nomination du directeur et du personnel enseignant des écoles techniques reconnues par l'Etat est soumise à l'agrément du ministre du commerce et de l'industrie.

Le ministre peut retirer son agrément après avoir provoqué les explications de l'administration de l'école et celles des intéressés.

Les maîtres de l'enseignement public peuvent, tout en conservant leur droit à une pension de retraite, exercer leurs fonctions, soit comme professeurs, soit comme directeur ou sous-directeur dans une école technique reconnue par l'Etat.

Cet article s'occupe du personnel des écoles techniques reconnues par l'Etat, en s'inspirant des règles admises actuellement pour les écoles supérieures de commerce.

D'une part — et c'est une des principales obligations auxquelles sont astreintes ces écoles — le directeur et le personnel enseignant restent nommés par l'administration de chaque école, mais ces nominations ne deviennent définitives qu'après avoir été agréées par le ministre du commerce. Cet agrément peut être retiré pour des faits précis, après explications de l'administration de l'école et du professeur ou directeur intéressé.

Par contre, les maîtres de l'enseignement public peuvent, tout en conservant leur droit à une pension de retraite, exercer leurs fonctions soit comme professeur, soit comme directeur ou sous-directeur dans une de ces écoles.

C'est pour elles une facilité importante pour le recrutement de leur personnel.

Article 40.

Les écoles reconnues par l'Etat sont soumises à l'inspection de l'enseignement technique dans les mêmes conditions que les écoles publiques.

Toutefois, l'inspection porte exclusivement sur les études et sur l'application des dispo-

sitions de l'arrêté ou du décret de reconnaissance.

La surveillance de l'enseignement comprend d'abord, ainsi que nous l'avons vu à l'article 38, l'approbation des plans d'études et des programmes. Elle s'exerce ensuite pour le service de l'inspecteur, lequel s'occupe exclusivement des études et de l'application des dispositions de l'arrêté de reconnaissance.

La portée de l'inspection est ainsi très nettement marquée. Il nous paraît très utile, en effet, de bien montrer que si l'inspection doit s'occuper de la valeur de l'enseignement et se traduire par des conseils pédagogiques donnés aux professeurs, elle ne s'applique pas à tout ce qui intéresse la marche de l'école et n'a pas, notamment, à connaître de ce qui touche à son administration et à son budget.

Article 41.

Des certificats d'études et des diplômes peuvent être délivrés par les écoles reconnues par l'Etat, dans des conditions déterminées par arrêté ministériel après avis du conseil supérieur de l'enseignement technique. Dans ce cas, le jury d'examen est nommé par le ministre du commerce et de l'industrie ou par le préfet du département délégué à cet effet.

En intervenant, ainsi que l'indique cet article, dans la délivrance des diplômes et certificats de sortie, le ministre du commerce accorde une attestation solennelle de la valeur de l'enseignement donné par ces écoles.

C'est une faveur, souvent sollicitée déjà par nos meilleures écoles techniques privées, et qui sera certainement très appréciée par ces établissements.

Elle a pour conséquence nécessaire une intervention de l'Etat dans la composition du jury chargé de présider aux examens à la suite desquels sont attribués ces diplômes ou certificats.

Enfin, aux termes de l'article 42 de la proposition, l'Etat peut participer, soit sous forme de bourses, soit sous forme de subventions, aux dépenses de fonctionnement des écoles reconnues.

Pour permettre au ministre du commerce de résister plus facilement aux sollicitations dont il serait l'objet, l'article limite le chiffre maximum de cette participation et établit une procédure spéciale pour la répartition de ces subventions.

Cette participation ne peut, en aucun cas, dépasser le quart des dépenses totales de fonctionnement.

Elle ne peut être accordée qu'après avis favorable de la commission permanente du conseil supérieur de l'enseignement technique.

L'intervention obligatoire de la commission permanente du conseil supérieur de l'enseignement technique est la meilleure garantie que les crédits de l'Etat ne seront accordés qu'aux écoles réellement méritantes et en raison à la fois de leurs besoins et des services qu'elles rendent.

TITRE V

Des cours professionnels ou de perfectionnement.

Cette partie de la proposition de loi apparaît à beaucoup comme la plus urgente, et même peut-être, si l'on s'en rapporte à nos honorables collègues et amis MM. Henri Michel et Mascuraud, comme la seule qui mérite de retenir en ce moment l'attention du Sénat.

A l'exemple de M. Verlot, rapporteur du projet de loi sur l'enseignement technique à la Chambre des députés, on a soutenu qu'il faut limiter la question de l'enseignement technique à l'examen du titre V, sans contester d'ailleurs la nécessité de doter plus tard notre enseignement technique national d'une législation d'ensemble, de façon à harmoniser des textes quelquefois contradictoires, à faire cesser des rivalités qui ont trop duré.

Nous nous sommes assez expliqués sur ce point pour ne pas avoir besoin d'y revenir.

Nous reconnaissons toute l'importance des cours professionnels, et l'on nous permettra de rappeler que nous en avons, le premier au Parlement, réclamé la création, avec un caractère obligatoire, il y a plus de treize ans, dans le rapport que nous avons présenté à la Chambre des députés sur le budget du ministère du commerce pour l'exercice 1902.

Nous n'ignorons pas que l'école professionnelle, aussi bien organisée et dirigée qu'on la suppose, ne peut être qu'une solution partielle à la crise de l'instruction professionnelle, dénoncée par M. Briat, dans le rapport qu'il a présenté au conseil supérieur du travail, en 1901. En effet, il n'existe pas d'école pour toutes les professions et il ne pourra pas davantage en être créé. En supposant même que l'Etat et la commune puissent s'imposer cet énorme sacrifice, en supposant encore que ces écoles soient assez vastes pour recevoir tous les jeunes gens qui se destinent à l'industrie et au commerce, il restera toujours un obstacle insurmontable à la réalisation de ce plan gigantesque d'éducation professionnelle : les enfants auxquels ces écoles seraient destinées ne voudraient pas et ne pourraient pas s'y rendre. La raison en est que la très grande majorité des familles n'ont pas les moyens de laisser leurs enfants à l'école jusqu'à seize ou dix-sept ans, et que pour procurer à leur budget un supplément presque toujours indispensable, elles doivent les placer à l'usine ou au magasin dès qu'ils ont l'âge requis pour y être admis.

C'est le sort de plus de 850,000 enfants sur 900,000 qui sont employés dans l'industrie ou le commerce. Le législateur a le devoir de s'intéresser à cette masse énorme d'enfants.

On peut les ranger en deux catégories d'inégale importance : les apprentis à proprement parler et les jeunes ouvriers ou petites mains.

Peuvent être considérés comme apprentis ceux qui entrent à l'atelier dans le but d'y apprendre les divers éléments d'un métier. Lorsque l'enfant est placé chez un artisan de nos petites villes ou de nos campagnes, qui, assisté de quelques compagnons, fait travailler un petit nombre d'apprentis, ce but est bien souvent atteint.

Encore conviendrait-il que l'apprenti complétât son instruction pratique par des études théoriques appropriées qui, seules, lui permettraient de s'élever à la maîtrise de son métier.

Mais ces enfants, placés dans de petits ateliers, sous la direction d'un artisan qui peut leur enseigner sa profession, constituent à notre époque de véritables exceptions. Le sort de la majorité de leurs camarades qui entrent à l'usine ou dans d'importantes entreprises est tout différent. Là ce n'est pas le patron qui peut s'occuper de leur instruction professionnelle; il a bien d'autres soucis. Ce ne sont pas davantage les contremaîtres, ni même les ouvriers qui ne songent qu'à produire vite, surtout lorsqu'ils travaillent aux pièces. Sauf d'honorables exceptions, on y traite les apprentis comme s'ils devaient se tirer d'affaire par eux mêmes, sans aucun souci de les aider à se débrouiller et à s'instruire.

Aussi, sous l'influence du développement du machinisme et de la division de plus en plus grande du travail, les apprentis ont presque disparu des usines et des grands ateliers. Ils ont fait place à de jeunes ouvriers, occupés dès le début à des besognes peu fatigantes, simples et faciles, et qui peuvent être immédiatement rémunérés par un petit salaire. Ces enfants ont bien sous les yeux le travail de l'usine; ils sont placés auprès des machines, par exemple, et les voient fonctionner. Mais personne ne leur enseignant de quoi est composée cette machine ni comment elle est mise en mouvement, ils peuvent rester des années enchaînés à la besogne infime qui leur est dévolue, sans être à même de devenir le mécanicien, l'ouvrier instruit qui peut et doit trouver dans l'exercice de son métier un salaire suffisant à l'entretien d'une famille.

On a signalé, bien des fois et de tous les côtés, les très réels dangers de cette situation, au point de vue social, ainsi que les obstacles de plus en plus difficiles à surmonter qu'elle apporte au recrutement des ouvriers qualifiés dont notre industrie a un besoin pressant.

C'est pour y porter remède que nos honorables collègues MM. Henri Michel et Mascuraud ont saisi le Sénat d'une proposition de loi relative à l'apprentissage et tendant à exiger que le contrat d'apprentissage soit toujours constaté par écrit, qu'il comporte des obligations précises dont l'exécution serait surveillée par les conseils de prud'hommes ou des commissions mixtes de patrons ou d'ouvriers.

Nous sommes entièrement d'accord avec nos honorables collègues pour souhaiter, avec eux, que les contrats écrits d'apprentissage se multiplient et se précisent. Mais le meilleur moyen d'obtenir ce résultat nous paraît être de s'occuper en premier lieu de l'instruction professionnelle de tous les jeunes gens, qu'ils aient ou non un contrat d'apprentissage. C'est lorsque l'obligation de suivre, pendant la journée de travail, des cours professionnels existera pour tous les jeunes ouvriers que les patrons songeront à s'attacher certains d'entre eux par un contrat écrit d'apprentissage. Ils le feront alors d'autant plus facilement que ce sera leur propre intérêt. Les obligations qui pèseront sur eux ne seront pas sensiblement aggravées parce qu'ils auront de véritables apprentis au lieu d'avoir de jeunes ouvriers, et, par contre, ils pourront s'assurer, par des contrats écrits d'apprentissage, un meilleur recrutement pour leurs ateliers.

Mais tant qu'il n'en est pas ainsi, nous pensons que ce serait faire œuvre vaine et même mauvaise que de s'occuper de réglementer le contrat d'apprentissage. Il nous semble que le résultat le plus clair de cette réglementation serait de détourner les patrons, qui ont encore quelques apprentis, de passer avec eux des contrats écrits qui leur lieraient les mains et placeraient leur entreprise sous la surveillance des conseils de prud'hommes.

On peut du moins le craindre, mais quelle que soit l'attitude des patrons, il y a lieu de tenir pour certain que la loi proposée par nos honorables collègues, MM. Henri Michel et Mascuraud, n'aurait pas pour effet de faire réaliser un contrat d'apprentissage de plus qu'aujourd'hui.

Dans bien des métiers, ce sont les conditions mêmes du travail, la nécessité de l'industrie moderne, qui sont défavorables à ce mode d'éducation professionnelle. Aucune loi n'y pourra rien changer.

Dans d'autres métiers, ceux où le contrat d'apprentissage garde sa valeur éducative, ces contrats ne se réaliseront de nouveau que lorsque les patrons auront un intérêt personnel à le faire. Il en sera ainsi, à notre sens, le jour où les mêmes obligations postscolaires s'adresseront indifféremment à tous les jeunes gens de moins de dix-huit ans employés dans l'industrie.

L'organisation des cours professionnels dont nous allons exposer les détails nous apparaît donc ainsi :

1° Comme le seul moyen de donner à la masse des petits ouvriers les connaissances techniques nécessaires à leur instruction professionnelle ;

Et 2°, indirectement, comme le moyen le plus efficace de contribuer à un relèvement de l'apprentissage dans les métiers où l'apprentissage peut utilement revivre.

Article 43.

Des cours professionnels ou de perfectionnement sont organisés pour les apprentis, les ouvriers et les employés du commerce et de l'industrie.

Tous les cours visés par la présente loi doivent faire l'objet d'une déclaration à la mairie de la localité dans laquelle ils sont institués.

Aux termes de cet article, les cours, dont la fréquentation va être rendue obligatoire par les dispositions qui suivent, sont destinés à la fois aux apprentis et aux ouvriers; il n'y a pas lieu de faire la distinction qu'on a quelquefois cherché à établir entre les cours professionnels principalement destinés aux apprentis et les cours de perfectionnement qui s'adresseraient plutôt à des ouvriers déjà au courant de leur métier.

Tous ces cours doivent faire l'objet d'une déclaration à la mairie de la commune par application de l'article 8 *in fine* de la loi du 30 octobre 1886 sur l'organisation de l'enseignement primaire.

L'article 44 pose, dans les termes suivants, le principe de l'obligation des cours professionnels pour les jeunes gens et les jeunes filles de moins de dix-huit ans.

Article 44.

Les cours professionnels seront obligatoires dès qu'ils auront été organisés conformément à la présente loi, et sous les réserves déterminées par l'article 54 ci-après, pour les jeunes gens et les jeunes filles âgés de moins de dix-huit ans, qui sont employés dans le commerce et l'industrie, soit en vertu d'un contrat écrit d'apprentissage, soit sans contrat.

Ces cours sont gratuits ; toutefois, la fréquentation d'un cours payant, remplissant les conditions prévues par la présente loi, pourra

être considérée comme équivalant à la fréquentation des cours obligatoires.

Ils peuvent être organisés par les chefs d'établissements industriels ou commerciaux, même à l'intérieur de leurs établissements.

Quelques explications sont ici nécessaires. Il nous paraît indispensable de rappeler :

1° La nécessité des cours professionnels pour un très grand nombre de professions industrielles ou commerciales ;

2° L'impossibilité de compter sur le bon vouloir des enfants pour fréquenter ces cours ou sur l'initiative des patrons pour les y envoyer, en d'autres termes la nécessité, si l'on veut aboutir, de recourir au principe de l'obligation.

1° Nécessité des cours professionnels.

Tout le monde reconnaît la nécessité de ces cours, et l'insuffisance de l'atelier pour l'éducation professionnelle de l'apprenti ou du jeune ouvrier.

« Aujourd'hui, écrit, dans son rapport à la fédération des industriels et des commerçants français, M. de Ribes-Christolle, puisque l'apprentissage à l'atelier ne peut plus comporter que les instructions brèves indispensables et ne laisse plus place aux conversations instructives, il devient de toute nécessité que les connaissances supplémentaires viennent du dehors. » Et il ajoute, quelques lignes plus loin : « Pour achever l'œuvre de l'instruction à l'atelier, il est éminemment utile, pour ne pas dire indispensable, que l'enfant puisse dans un cours professionnel les principes théoriques et les idées nouvelles relatives à sa profession. »

Cette manière de voir, partagée par la société de patronage des apprentis, se trouve confirmée par les résultats de l'enquête du conseil supérieur du travail. Sur 221 professions qui ont, en effet, répondu au questionnaire, 121 ont émis un avis favorable à l'organisation des cours professionnels. Ces professions sont les suivantes :

Fabricants de glaces.
Industries alimentaires.
Chimistes.
Gaziers.
Fabricants de crayons.
Graveurs, acheveurs, polisseurs, ciseleurs.
Lampistes.
Bitumiers.
Colleurs de papiers peints.
Industries chimiques.
Cartonniers.
Photographes.
Dessinateurs.
Imprimeurs lithographes.
Ouvriers du livre.
Metteurs au point et gareurs.
Passementiers.
Fabricants de lacets.
Rubaniers.
Coupeurs-tailleurs.
Couturières.
Blanchisseuses.
Industries textiles.
Vanniers.
Teinturiers en peaux.
Naturalistes.
Carrossiers.
Layetiers emballeurs.
Modeleurs-mécaniciens.
Sculpteurs sur bois.
Tourneurs sur bois.
Boisseliers.
Industrie du bois.
Treillageurs.
Tôliers.
Armuriers.
Apprêteurs.
Teinturiers.
Dentelliers.
Brodeurs-tullistes.
Tapissiers.
Tailleurs.
Lingères.
Chapeliers.
Modistes.
Apprêteurs en pelleterie.
Mégissiers.
Tanneurs.
Hongroyeurs.
Corroyeurs.
Selliers.
Bourreliers.
Fabricants d'articles de chasse.
Coupeurs en chaussures,
Cordonniers.
Chaufourniers.
Mosaïstes.
Briquetiers.
Peintres sur porcelaine.
Verriers, cristalliers.
Ouvriers d'art.
Cochers.
Comptables.
Sténo-dactylographes.
Dessinateurs.
Cuisiniers.
Coiffeurs.
Gens de maison.
Peigneurs de laine.
Carriers.
Boulangers.
Pâtissiers, glaciers.
Confiseurs.
Charcutiers.
Caoutchoutiers.
Papetiers.
Relieurs.
Imprimeurs typographes.
Graveurs.
Pileurs.
Tisseurs.
Tisseurs à bras.
Forgerons.
Maréchaux ferrants.
Gouteliers-taillandiers.
Cloutiers.
Serruriers.
Chaudronniers.
Constructeurs-mécaniciens.
Ajusteurs.
Mécaniciens en général.
Mécaniciens de précision.
Tourneurs.
Electriciens.
Estampeurs, sertisseurs.
Ferblantiers-zingueurs.
Doreurs-nickeleurs.
Horlogers, bijoutiers.
Métallurgistes en général.
Marbriers.
Tailleurs de pierre.
Cuirs et peaux en général.
Charpentiers.
Charpentiers de navire.
Menuisiers.
Charrons.
Tonneliers.
Sabotiers.
Chaisiers.
Ebénistes.
Mouleurs en fonderie.
Fondeurs.
Paveurs, piqueurs de grès.
Sculpteurs.
Modeleurs-plâtriers.
Plombiers-couvreurs.
Maçons.
Plâtriers-plafonneurs.
Fumistes.
Peintres vitriers.
Ouvriers du bâtiment en général.
Potiers-céramistes.
Bouchers.

D'autre part, les conseils du travail de Paris, qui avaient été constitués temporairement en 1902, consultés sur le même point, ont approuvé en grande majorité le principe de ces cours.

Enfin, à la lecture des discussions auxquelles ont donné lieu au conseil supérieur du travail les dispositions de ce titre, on constate que l'utilité des cours professionnels est proclamée par tous les membres de cette assemblée, quelles que soient les associations — patronales ou ouvrières — qu'ils représentent.

Il serait donc inutile d'insister si une double objection n'avait été formulée.

La première est celle-ci : il y aurait, dans l'industrie, des ouvriers qui n'ont pas besoin d'apprendre un métier pour entrer à l'atelier, ni à plus forte raison, d'aller au cours professionnel pour s'y perfectionner. On peut le regretter, ajoutait M. Borderel au conseil supérieur du travail, mais il est « nécessaire qu'il y ait des hommes de peine, des garçons maçons, des garçons couvreurs, des aides pour les machinistes, etc., qui nous rendent des services de tous les instants ».

A cette objection il est facile de répondre que la généralisation de l'instruction professionnelle n'aura pas pour résultat la disparition de cette catégorie de travailleurs. Tous les auditeurs des cours n'en profiteront pas également et les moins instruits devront se contenter de ces situations de second ordre. Mais au lieu d'être des situations définitives, elles auront pris un caractère en quelque sorte transitoire et provisoire. Après un stage plus ou moins long, le manœuvre, familiarisé avec le travail du chantier et ayant acquis au cours professionnel la théorie du métier auquel il collabore, pourra s'élever dans la hiérarchie industrielle et devenir à son tour ouvrier qualifié. Il faut s'intéresser à l'instruction professionnelle des manœuvres, moins en vue de leur mieux faire connaître leur besogne présente, que pour leur donner les moyens de s'élever au-dessus de leur condition et doter ainsi l'industrie de recrues précieuses autant que nécessaires.

La seconde objection a été formulée au conseil supérieur du travail par MM. Isaac, président de la chambre de commerce de Lyon, et Honoré, directeur des Grands Magasins du Louvre. « Je considère, a dit M. Isaac, que l'enseignement professionnel est beaucoup moins nécessaire pour le commerce que pour l'industrie et je demande qu'on fasse disparaître du projet de M. Briat tout ce qui concerne le commerce proprement dit. »

Dans le même sens M. Honoré s'exprimait ainsi, dans une séance de la commission permanente du conseil supérieur du travail : « Les écoles et les cours sont d'ailleurs inutiles, car on naît commerçant et les écoles ne donneront jamais l'aptitude commerciale à celui qui ne la possède pas naturellement. »

Sous la forme que lui a donnée M. Honoré, l'objection dépasse les cours professionnels, elle atteint l'enseignement commercial tout entier.

Est-il besoin cependant de rappeler les articles publiés par un autre commerçant, le regretté M. Jacques Siegfried, dans la *Revue des Deux Mondes*? L'employé de commerce instruit, le technicien du commerce — celui qu'on a appelé avec raison l'ingénieur commercial — joue dans le développement de la prospérité économique du pays un rôle qui devient tous les jours plus considérable. L'utilité des écoles où se forment ces spécialistes n'est plus mise en doute (M. Honoré lui-même s'est expliqué à ce sujet au cours d'une séance du conseil supérieur), mais les cours professionnels d'enseignement commercial peuvent rendre, eux aussi, de grands services.

Au conseil supérieur du travail, les objections de MM. Isaac et Honoré ne sont pas restées sans réponse. Un employé de commerce M. Besse, n'a pas eu de peine à démontrer à ses collègues combien un enseignement des langues vivantes, de la géographie commerciale, des marchandises, pouvait favoriser le recrutement des voyageurs et des représentants, capables d'aller à l'étranger ouvrir à nos produits des débouchés nouveaux. Ce serait un avantage inappréciable pour notre industrie d'avoir à sa disposition un personnel de commis voyageurs comparable à celui des Allemands.

Mais n'est-il pas une autre catégorie d'employés de commerce dont l'instruction professionnelle doit être complétée par des études théoriques? Les employés des maisons de gros des maisons d'exportation, des banques, n'ont-ils pas tout à gagner à connaître plusieurs langues, à posséder des idées précises sur le change, les systèmes monétaires, la comptabilité, etc., etc. Tout cela, sans doute, s'apprend par la pratique, mais tout cela aussi s'acquiert plus vite et plus complètement lorsque les expériences de la vie journalière peuvent s'appuyer sur des notions théoriques clairement enseignées.

Enfin, il n'est pas jusqu'à l'employé de commerce de détail, jusqu'au vendeur des magasins de nouveautés, qui n'ait intérêt à compléter son apprentissage par des cours spéciaux. Il peut avoir besoin, notamment dans les villes de parler une langue étrangère pour augmenter le chiffre ses ventes ; qu'il aspire à s'installer à son compte ou qu'il soit appelé à rester employé toute sa vie, ne doit-il pas aussi connaître parfaitement l'article qu'il est chargé de vendre? La réponse faite au questionnaire du ministère par le conseil du travail du commerce des fils et tissus et nouveautés de Paris contient, à cet égard, de précieux renseignements.

« C'est pour toutes les industries et professions de notre section, y lisons-nous, qu'il y aurait utilité de former les apprentis dans les écoles professionnelles.

« Quand il y avait des spécialités, on plaçait un jeune homme, par exemple, dans la soierie ou dans le drap. Aujourd'hui ces habitudes ont disparu. On voit un jeune homme vendre un jour de la soie, le lendemain des articles de

toilette. Il serait donc très utile de créer des écoles professionnelles où ces jeunes gens apprendraient toutes les parties de leur métier. Le côté théorique enseigné dans ces écoles serait complété par des cours pratiques où les jeunes gens apprendaient comment se font les tissus, le poids de ceux-ci, etc.

« On voit même beaucoup de patrons de maisons de nouveautés ou de tissus qui n'ont aucune compétence dans leur métier. Ils n'appartiennent pas à la partie et ne connaissent rien à ce qu'ils vendent.

« Si les employés de commerce connaissaient mieux leur métier, les magasins prospéreraient davantage. Actuellement, les grands magasins doivent leur prospérité à la concentration des énormes capitaux dont ils disposent. Si leurs employés avaient fait un apprentissage et étaient parfaitement au courant de leur profession, le chiffre des affaires de ces grands établissements augmenterait certainement. »

Ces considérations nous paraissent très judicieuses. Ajoutons que si les cours commerciaux étaient aussi inutiles qu'on le prétend, il n'en aurait pas été organisé de tous côtés, même aux magasins du Louvre, où, suivant une indication donnée par M. Besse, M. Honoré a institué, à l'usage de ses employés, des cours de langues étrangères. Ajoutons encore que, si le directeur des magasins du Louvre ne paraît pas très préoccupé d'assurer aux employés les premiers éléments de l'instruction professionnelle, c'est que le personnel de sa maison ne comprend jamais de débutants, mais uniquement des jeunes gens ayant fait, dans d'autres maisons similaires, un stage de deux ans au moins et généralement beaucoup plus long. On peut donc les considérer comme des employés déjà instruits, et l'on comprend que la question de leur éducation professionnelle présente, dans ces grands magasins, un intérêt moindre que dans les autres.

Pour toutes ces raisons, nous pensons que la situation exceptionnelle que l'on a proposé de faire aux employés de commerce ne se justifie pour aucune catégorie de ce personnel.

Pour eux comme pour les ouvriers de l'industrie, l'organisation des cours professionnels est éminemment désirable. Nécessaire au développement et à la défense de l'industrie nationale, elle n'est pas moins indispensable au point de vue social, pour assurer à l'ouvrier et à l'employé un salaire supérieur et les mieux protéger contre le chômage.

Mais, ainsi que l'a excellemment exposé au conseil supérieur du travail M. Jay, ce double intérêt n'apparaîtrait-il même pas, que le développement de l'instruction technique resterait un but à poursuivre de tous nos efforts. Pourquoi ? « Parce qu'en poursuivant la généralisation de l'instruction professionnelle, c'est, avant tout, à mes yeux du moins, dit M. Jay, l'élévation de la masse des travailleurs manuels, leur émancipation, au sens le plus haut et le plus légitime du mot, que nous poursuivons. Nous sommes convaincus... expliquait-il, que la valeur de l'homme peut se mesurer à la quantité d'intelligence et de cœur qu'il met aux diverses tâches qu'il a à accomplir, tâches familiales, tâches civiques et aussi tâches professionnelles. Nous croyons qu'en élevant quelque peu l'ouvrier au-dessus de sa tâche particulière, limitée, étroite par conséquent, en lui faisant apercevoir quelle place tient cette tâche particulière dans l'ensemble de solidarité et de coopération générale qui a pour but de rendre la vie de tous et de chacun meilleure, plus heureuse, nous lui ferons mieux comprendre et par suite mieux aimer cette tâche particulière, quelque parcellaire, quelque monotone qu'elle puisse être souvent. »

Les mêmes raisons militent, et avec la même force, en faveur de l'organisation de cours professionnels pour les jeunes employées de commerce et pour les jeunes filles en général. L'instruction professionnelle proprement dite devrait faire ici une place, et même une place très importante, à l'enseignement ménager.

Dans une conférence sur l'apprentissage qu'il a faite en 1908, M. Villemin, ancien président du groupe des chambres syndicales du bâtiment, a remarquablement mis en lumière l'importance capitale de cet enseignement. « Je répète une fois encore, disait-il, que la République ne fait que la moitié de son devoir en ne donnant aux enfants, surtout aux jeunes filles, qu'une instruction théorique, et que ce serait créer de la moralité pour la société future que de leur apprendre le plus tôt possible tout ce qu'elles ont besoin de savoir pour devenir de bonnes épouses, de bonnes mères, de bonnes ménagères. » Et il ajoutait : « En ce moment, on fait beaucoup pour la reconstitution des foyers trop souvent déserts. Les œuvres nombreuses qui cherchent à fournir aux ouvriers des logements sains et gais en sont une preuve ; mais à quoi servira une cage bien jolie si l'oiselle ne sait pas la maintenir telle, si elle ne sait pas, en ménagère prudente et avisée, y faire régner l'ordre et la propreté, si elle ne sait pas y retenir le mari et les enfants par une économie domestique bien entendue, par une préparation soignée du repas de chaque jour. »

Telles sont les considérations principales qui justifient, à notre sens, la création de cours appropriés aux diverses professions. On ne saurait dire à quels intérêts ils répondront le mieux, à ceux des ouvriers ou à ceux des patrons. En réalité, ils contribueront puissamment à la prospérité de l'industrie nationale, et par suite, au bien-être de ceux qui en vivent, ouvriers, employés et patrons, et à l'accroissement de la fortune publique.

II. — *Du principe de l'obligation de l'instruction professionnelle.*

Pour généraliser, d'une façon aussi complète et aussi rapide que possible l'organisation de ces cours, il serait imprudent de s'en remettre exclusivement à l'initiative et à la bonne volonté des intéressés. Nous demandons, avec le projet du Gouvernement de 1905, qu'on inscrive dans la loi l'obligation postscolaire pour les enfants occupés dans l'industrie et le commerce et qu'on fasse un devoir aux patrons de leur laisser les moyens d'y satisfaire.

Nous n'ignorons pas que ce principe de l'obligation a soulevé des objections ; elles ont été très vives au début, mais elles tendent à s'atténuer. Bien des patrons, suivant l'exemple de la chambre de commerce de Paris, en ont reconnu la nécessité impérieuse, après l'avoir assez vivement combattu.

On recule devant l'obligation. Mais d'abord, le régime du « laissez faire » dont on demande le maintien a eu le temps de faire ses preuves. Et, s'il est juste de rendre hommage aux efforts individuels qui ont largement contribué aux progrès de l'enseignement technique, on est bien forcé de constater l'insuffisance manifeste des cours professionnels librement organisés et facultativement suivis.

Sans doute, dira-t-on, mais si l'Etat intervenait davantage sous forme d'encouragements et de récompenses, l'initiative privée ferait le reste. — Il est facile de répondre que l'Etat n'a nullement failli à sa tâche. Des sommes de plus en plus importantes ont été inscrites au budget du ministère du commerce et distribuées aux cours existants.

Mais ces subventions, quelque généreuses qu'elles aient été, n'ont pas réussi à susciter chez nous les créations que nous pouvons rencontrer à l'étranger ; surtout elles n'ont pas suffi à conduire et à retenir aux cours la clientèle à laquelle ils s'adressent.

Il semble donc, ainsi que le faisait observer au conseil supérieur du travail en 1906 le très distingué ancien directeur de l'enseignement technique, M. Bouquet, qu'à l'heure actuelle « on a fait à peu près tout ce qu'il est possible de faire sans une impulsion nouvelle, résultant non seulement d'encouragements, de conseils, mais de l'obligation. »

Une autre raison commande de mettre fin au *statu quo*, c'est qu'il n'est pas admissible de livrer l'instruction professionnelle de l'enfant au bon vouloir de celui qui l'emploie. Sans doute il y a des patrons qui ont le souci d'enseigner le métier théoriquement et pratiquement aux apprentis occupés dans leurs ateliers. Nous ne pouvons résister au plaisir de citer, à ce sujet, la déclaration faite au conseil supérieur du travail par M. de Montgolfier, l'ancien directeur des Forges et aciéries de la marine et d'Homécourt à Saint-Chamond : « Parmi tous les devoirs du patron, disait-il, celui que je classe presque en première ligne, c'est d'essayer de faire des apprentis connaissant leur métier, ayant en même temps une instruction technique suffisante et à même de gagner leur vie en continuant la profession de leur père... Je considère ce devoir comme tellement important, qu'à mon avis, rien ne doit être négligé pour l'instruction des apprentis, qui doit être aussi complète que possible ». Le jour où tous les chefs d'entreprise tiendraient ce langage et se feraient une idée aussi nette de leur responsabilité, l'obligation légale n'aurait évidemment aucune raison d'être. Mais nous n'en sommes pas encore là, et il existe même des patrons qui n'embauchent des enfants que pour tirer profit de leur travail, sans avoir le souci de les garder plus tard comme ouvriers. C'est à la fois une exploitation de l'enfance et une concurrence déloyale à l'égard des maisons consciencieuses. A ce double péril quelle force opposer, si ce n'est la loi ?

Enfin l'obligation aurait cet autre intérêt, signalé par M. Gide, « d'apprendre à l'opinion publique qu'il est indispensable aux fils d'ouvriers de ne pas terminer leur instruction à douze ou treize ans, et qu'ils ont besoin de la poursuivre plus longtemps ». Elle ferait comprendre aux familles qu'elles n'ont pas accompli tout leur devoirs envers leurs enfants lorsqu'elles les ont envoyés à l'école primaire et placés ensuite dans un atelier. Il reste à les mettre en mesure de gagner leur vie par la pratique intelligente d'une profession. Par là, seulement, se créera peu à peu cette mentalité nouvelle d'où dépend l'avenir économique de notre pays.

Le projet innove-t-il, au surplus, autant qu'on paraît le croire et s'inspire-t-il uniquement des législations germaniques ? Ne reprend-il pas plutôt des idées émises en France sous la seconde République et dont d'autres nations ont su, mieux que nous, profiter ?

C'est, en effet, dans une proposition de loi relative à l'apprentissage, présentée à l'Assemblée nationale constituante, le 9 août 1848, par le citoyen Peupin, que se trouve formulé pour la première fois à notre connaissance, le principe même du projet de loi actuel. L'article 9 était ainsi conçu :

« Le maître est tenu de surveiller la conduite du mineur apprenti, de lui laisser fréquenter les écoles primaires et les cours d'études industrielles ».

Cette proposition, il est vrai, n'aboutit point, mais deux ans plus tard, lorsque fut discuté le projet du gouvernement, qui est devenu la loi du 22 février 1851 sur le contrat d'apprentissage, M. Madier de Montjau s'éleva avec éloquence contre la faculté dérisoire laissée à l'apprenti de compléter son éducation en suivant les cours du soir ; il préconisa en termes pressants les cours des demi-temps. D'accord avec ses collègues, MM. Doutre et Benoit, il résuma sa pensée dans l'amendement suivant, dont le texte se confond, pour ainsi dire, avec celui qui nous occupe : « Le maître est tenu de laisser prendre à l'apprenti sur la journée de travail le temps et la liberté nécessaires pour compléter son instruction et suivre les cours publics. Néanmoins ce temps ne pourra excéder deux heures par jour. »

Chargé de développer l'amendement, M. Doutre exposa que les connaissances acquises par l'apprenti serviraient les intérêts du maître lui-même. Rien n'y fit ; l'initiative de M. Madier de Montjau partagea le sort de la proposition Peupin. Il était bon cependant de rappeler ces souvenirs, tout à l'honneur des républicains de 1848, qui se préoccupaient déjà de donner à la question de l'enseignement des apprentis une solution analogue à celle dont nous voudrions voir consacrer le principe.

Si, de son côté, la loi de 1851 sur le contrat d'apprentissage n'établit aucune règle spéciale aux cours professionnels, elle contient cependant, dans son article 10, les dispositions suivantes : « Si l'apprenti, âgé de moins de seize ans, ne sait pas lire, écrire et compter, et s'il n'a pas encore terminé sa première éducation religieuse, le maître est tenu de lui laisser prendre sur la journée de travail le temps et la liberté nécessaires pour son instruction. Néanmoins ce temps ne pourra excéder deux heures par jour. »

Lorsque nous demandons aux patrons de laisser aux jeunes ouvriers et employés la liberté de suivre des cours professionnels dans la journée, nous ne faisons qu'étendre à l'instruction professionnelle la règle, toujours en vigueur, de la loi de 1851 sur le contrat d'apprentissage.

Les membres patrons du conseil supérieur du travail ont fait porter tout leur effort contre cette proposition. Mais leur opinion n'engage pas le monde patronal tout entier et il importe de noter également les réponses faites par les intéressés au questionnaire du ministère, dans l'enquête sur la crise de l'apprentissage.

Seules, les chambres de commerce se sont en majorité prononcées contre l'obligation. En revanche, sa nécessité a été nettement affirmée par la moitié des syndicats patronaux, les deux tiers des conseils du travail de Paris et des conseils de prud'hommes et par la presque unani-

mité des syndicats ouvriers. Au total, les trois quarts des avis exprimés par les institutions consultées ont été favorables à l'obligation.

Bien des chambres de commerce qui s'étaient d'abord déclarées hostiles à ce principe de l'obligation en ont reconnu la nécessité. C'est le cas notamment de la chambre de commerce de Paris.

Elle ne répugne donc ni à nos habitudes, ni à nos traditions, ni à nos aspirations.

L'article 44 se termine par l'indication que ces cours obligatoires seront gratuits. Toutefois, la fréquentation d'un cours payant remplissant les conditions prévues par la loi pourra être considérée comme équivalant à la fréquentation des cours obligatoires.

Enfin, pour que cette obligation n'entraîne pour les patrons que le minimum de gêne, l'article se termine par une disposition qui a été proposée par le conseil supérieur du travail en 1903. Ces cours peuvent être organisés par les chefs d'établissements eux-mêmes, même à l'intérieur de leurs établissements.

Il est à souhaiter que les grands industriels usent le plus largement possible de cette faculté et apportent ainsi à l'application de la loi un concours des plus précieux.

Pour ne pas décourager de telles initiatives, l'article 54 ci-après prévoit que, seuls, les inspecteurs de l'enseignement technique ont droit d'entrée dans ces cours. S'ils ont besoin de s'adjoindre une personne d'une compétence particulière, un patron, un contremaître ou un bon ouvrier de la spécialité, voici la procédure, acceptée par le conseil supérieur du travail après de longs débats, qui sera suivie : « Les inspecteurs pourront être assistés, le cas échéant, et sur la demande de la commission locale, de spécialistes choisis d'un commun accord par les syndicats patronaux et ouvriers de la profession, et à la condition qu'ils soient acceptés par les industriels inspectés. » Nous nous rallions à cette proposition.

Article 45.

Les communes dans lesquelles l'organisation de cours professionnels est reconnue nécessaire sont désignées par arrêté du ministre du commerce et de l'industrie après avis du comité départemental et du conseil supérieur de l'enseignement technique.

Il est institué dans ces communes, par arrêtés ministériels, une commission locale professionnelle, chargée de déterminer et d'organiser les cours obligatoires pour les besoins des professions commerciales et industrielles de la localité.

Cette commission est composée :

1° Du maire, président de droit ;

2° D'un inspecteur départemental de l'enseignement technique ;

3° De délégués désignés par le conseil municipal ;

4° De délégués désignés par la chambre de commerce ;

5° De délégués élus par les ouvriers, ouvrières et employés d'usines ou d'ateliers, conformément au mode électoral de la loi du 17 juillet 1908 sur les conseils consultatifs du travail ;

6° De délégués élus par les employés de commerce, suivant le mode électoral adopté par l'élection des prud'hommes ;

7° De l'inspecteur ou de l'inspectrice du travail dans la commune où ils résident ;

8° Du directeur des cours et d'un délégué désigné par les professeurs.

Le nombre des délégués pour chacune des 3e, 4e, 5e et 6e catégories sera déterminé par le préfet après avis du comité départemental de l'enseignement technique.

L'article 45 est emprunté, dans ses grandes lignes, au projet déposé par le Gouvernement en 1905 et élaboré, comme on sait, par le conseil supérieur de l'enseignement technique et le conseil supérieur du travail. C'est de cette organisation que s'inspirent, presque sans aucune modification importante, les propositions de nos honorables collègues MM. Henri Michel et Mascuraud, ainsi d'ailleurs que le projet adopté par la commission du commerce de la Chambre des députés, sur le rapport de M. Verlot.

L'obligation de suivre les cours professionnels ne s'appliquera pas dans toutes les communes, mais seulement dans celles où l'organisation de cet enseignement aura été reconnue nécessaire. Ainsi se trouvent exceptées, de prime abord, un très grand nombre de localités, celles où les jeunes gens occupés dans l'industrie et le commerce seront en nombre insuffisant pour justifier une organisation spéciale de l'enseignement professionnel complémentaire.

C'est le ministre du commerce qui devra désigner les communes où cet enseignement s'impose. Il le fera après avoir consulté le comité départemental et le conseil supérieur de l'enseignement technique.

On a parfois reproché à cette disposition de laisser au ministre du commerce un pouvoir discrétionnaire beaucoup trop large. Et l'on a proposé de rendre la loi applicable automatiquement dans toutes les communes, après un délai variable en raison inverse du chiffre de la population ; la loi étant applicable, par exemple, immédiatement dans les villes de plus de 50,000 âmes, dans le délai d'un an ; dans les villes de 25,000 à 50,000 habitants ; de deux ans, dans celles de 10,000 à 25,000, etc.

Cette règle présente l'inconvénient d'apprécier la nécessité de l'enseignement technique complémentaire et la possibilité de l'organiser en tenant compte uniquement du chiffre de la population. C'est sans doute une indication importante mais il y a d'autres éléments, tels que le plus ou moins grand développement des industries locales, dont il importe de tenir compte.

C'est pour ce motif qu'à l'exemple du projet de loi, nous laissons au ministre du commerce un certain pouvoir d'appréciation.

On a fait encore aux dispositions qui nous occupent une autre objection, c'est qu'elles consacrent une inégalité manifeste entre les grandes villes et les petites communes. Sans doute il serait désirable que ces cours pussent être organisés partout et nous approuverons le groupement des communes dans ce but, parce que, à notre sens, il contribuera à la multiplication des cours ; mais n'est-il pas nécessaire de tenir compte des ressources des communes ? Et à quelles réclamations le projet ne se heurterait-il pas, si, dans un esprit égalitaire mal compris, il agissait autrement ?

Il est intéressant, d'ailleurs, de remarquer que les ateliers des petites villes sont encore ceux où les apprentis apprennent le mieux et le plus facilement leur métier. Ainsi, par une coïncidence heureuse, les communes qui seront les dernières à organiser des cours professionnels sont en même temps celles où l'apprentissage reste le plus florissant et où, par conséquent, le besoin de l'instruction professionnelle se fait le moins impérieusement sentir.

Enfin, l'organisation de l'enseignement technique dans les grandes agglomérations ne sera pas sans exercer sur les petites villes des environs une influence des plus salutaires. Nous proposons, en effet, que l'examen de capacité professionnelle soit ouvert à tous, même à ceux qui n'ont pu suivre aucun cours spécial. Il en résultera, pensons-nous, que jusque dans les plus petites communes, on apportera une plus grande attention et un plus grand soin à la préparation théorique et pratique de l'apprenti ou du jeune ouvrier, soit que celui-ci veuille subir cet examen, soit que son patron ou ses parents attachent du prix à ce qu'il s'y présente.

A l'exemple du projet du Gouvernement et des diverses propositions qui s'en sont inspirées, l'article 45 confie dans chaque commune, à une commission locale professionnelle, la mission de s'occuper des cours professionnels ou de perfectionnement. Cette commission pourra, d'ailleurs, s'il en est besoin, se subdiviser en plusieurs sections, l'une pour l'enseignement industriel, l'autre pour l'enseignement commercial, une autre pour les jeunes gens, une autre encore pour les jeunes filles.

Mais les auteurs de la proposition se séparent du projet du Gouvernement en ce qui concerne la composition de ces commissions locales, et nous sommes disposés à emprunter à la proposition de loi de M. Dron une formule qui nous paraît plus satisfaisante.

Au lieu de faire nommer directement par le préfet du département la majorité des membres des commissions locales, nous estimons préférable de les faire désigner par les intéressés eux-mêmes. Les membres de ces commissions gagneront ainsi en indépendance et en autorité.

L'article 46 s'occupe des cours professionnels existants au moment de l'organisation de l'enseignement complémentaire dans la commune. Ces cours seront examinés par la commission locale professionnelle dans les conditions ci-après :

Article 46.

La commission locale professionnelle examinera l'organisation, les programmes et le fonctionnement des cours professionnels existants et adressera son rapport au ministre du commerce et de l'industrie.

Ceux de ces cours qui, d'après le rapport de la commission, répondront aux besoins des professions commerciales ou industrielles de la localité pourront, sur leur demande, être subventionnés par l'Etat suivant leur importance, après avis favorable de la commission permanente du conseil supérieur de l'enseignement technique, sans que cependant cette subvention puisse dépasser la moitié des dépenses de leur fonctionnement.

D'autre part, la commission permanente du conseil supérieur de l'enseignement technique pourra, sur la proposition de la commission locale professionnelle et sur le rapport de l'inspecteur de l'enseignement technique, les intéressés entendus, déclarer qu'un cours est insuffisamment organisé pour répondre aux obligations de la présente loi.

Néanmoins les administrateurs de ce cours auront le droit d'en appeler au conseil supérieur de l'enseignement technique.

Ce texte nous paraît avoir le très grand mérite de montrer que le premier devoir de la commission locale professionnelle sera d'utiliser les cours privés existants. C'est là que produiront tous leurs résultats les œuvres si nombreuses et si intéressantes d'enseignement populaire, les créations des chambres de commerce, des bourses du travail, des grands syndicats patronaux et ouvriers. Loin d'avoir à souffrir du statut projeté, ainsi qu'on en a parfois exprimé la crainte, toutes ces œuvres y puiseront au contraire une force nouvelle ; la loi leur procurera des auditeurs d'abord, puis une meilleure organisation sous le contrôle des autorités de l'enseignement technique, enfin des subventions de l'Etat, dont le montant pourra atteindre la moitié des frais de fonctionnement, et, sans doute, aussi de la ville, intéressée à posséder des cours professionnels privés nombreux et bien dirigés.

Dans les communes où ces initiatives ne se seraient pas encore manifestées au moment de l'application de la loi, la municipalité pourrait, bien entendu, les provoquer par l'appât de subventions allouées aux cours libres reconnus.

Article 47.

S'il n'existe pas de cours professionnels dans la localité ou si les cours existants sont jugés insuffisants par la commission locale, les communes seront tenues de créer les cours professionnels jugés nécessaires par ladite commission et de pourvoir aux dépenses de leur fonctionnement.

Ces cours pourront être subventionnés par l'Etat, dans les conditions et les limites fixées par l'article précédent.

Dans les centres industriels occupant des ouvriers de plusieurs communes, l'arrêté pourra prévoir le groupement de ces communes pour la création et l'entretien des cours professionnels.

Les frais d'entretien et de création de ces cours seront compris permi les dépenses obligatoires de la commune.

L'article 47 précise l'obligation que la loi nouvelle imposerait aux communes, ou du moins à celles pour lesquelles, comme nous l'avons indiqué précédemment, l'organisation de l'enseignement technique complémentaire serait reconnue nécessaire.

S'il n'existe pas de cours professionnels privés dans la localité, ou si ceux qui existent sont insuffisants, la commune est tenue d'organiser elle-même les cours reconnus nécessaires et de pourvoir aux dépenses de leur fonctionnement.

Mais la commune ne sera pas seule à supporter la dépense. L'Etat pourra y contribuer jusqu'à concurrence de moitié. Ce maximum légal permettra à l'Etat de limiter à une proportion déterminée sa participation financière. En fait, s'il n'en était pas ainsi, presque dans toutes les communes, les cours se trouveraient vite à la charge exclusive, ou presque exclusive de l'Etat. Or, il y aurait une véritable injustice à faire supporter par l'Etat, c'est-à-dire par l'ensemble des contribuables, les frais de cours qui profiteraient principalement aux habitants de telle ou telle ville, sans compter

qu'il serait d'une mauvaise administration de laisser aux municipalités le soin d'organiser des cours, à l'entretien desquels elles pourraient se soustraire complètement.

Ajoutons que « dans les centres industriels occupant des ouvriers de plusieurs communes, l'arrêté ministériel pourra prévoir le groupement de ces communes pour la création des cours professionnels ».

Pour que ces obligations des communes ne restent pas dépourvues de sanction, les frais de création et d'entretien des cours professionnels seront compris parmi les dépenses obligatoires et pourront ainsi, en cas d'omission, être inscrits d'office au budget communal.

C'est la cammission locale professionnelle, qui sous l'autorité du comité départemental de l'enseignement technique, déterminera, pour chaque ville, la série des cours à instituer. Beaucoup, remarquons-le, seront communs à plusieurs groupes de professions. C'est ainsi qu'indépendamment de cours plus spéciaux, des cours de dessin ou de sciences appliquées pourront réunir la plupart des jeunes gens occupés dans l'industrie, tandis que la section du commerce comprendra des cours généraux d'arithmétique commerciale, de langues vivantes et de comptabilité.

Notons encore que ces cours s'adressent à des jeunes gens dont l'iustruction pratique se poursuit à l'atelier ou au magasin. Il suffira donc, la plupart du temps, qu'ils soient théoriques ; dans tous les cas, les applications pratiques n'exigeront pas, le cas échéant, la création d'ateliers analogues à ceux des écoles professionnelles. Un matériel d'enseignement très simple, c'est-à-dire un tableau noir, des tables à dessin, des appareils de démonstration, il n'en faudra généralement pas davantage. Quant aux locaux, les écoles publiques les fourniront aisément.

Reste la question du personnel enseignant. On pourra le recruter, ainsi qu'en a exprimé le désir le Conseil supérieur du travail, soit parmi les ingénieurs, les contremaîtres, les artisans, pour l'enseignement industriel, et pour l'enseignement commercial parmi les commerçants ou les anciens commerçants, soit encore, pour certains cours, parmi les maîtres de la localité : professeurs des collèges ou lycées, des écoles d'arts et métiers ou des écoles professionnelles, instituteurs, professeurs des écoles primaires supérieures ou des écoles pratiques. Autant de concours, semble-t-il, précieux que la ville pourra s'assurer, moyennant l'allocation d'indemnités modiques, si elle possède déjà une école technique publique ou privée bien organisée.

Quoi qu'il en soit, on se rend compte, après ces quelques explications, combien sont exagérées les évaluations de M. Borderel qui, au conseil supérieur du travail, estimait à 50 millions la dépense annuelle qu'entraînerait l'organisation de ces cours. D'après les calculs de M. Bouquet et de M. Briat, il suffirait d'un crédit de 4 millions : deux à la charge des communes et deux à la charge de l'Etat sous forme de subventions.

Mais en supposant cette dernière évaluation légèrement inférieure à la réalité, il ne paraît pas possible de mettre en avant les conséquences budgétaires d'une telle organisation pour s'élever contre son adoption. Ce serait avoir une idée bien mesquine des finances d'un pays comme la France que de considérer une dépense de 7 ou 8 millions comme trop élevée, quand il s'agit de travailler à la prospérité de l'industrie nationale et d'assurer à des milliers d'enfants l'instruction qui les rendra maîtres de leur métier.

Article 48.

Les programmes des cours professionnels communaux prévus au précédent article sont arrêtés par la commission locale professionnelle, et approuvés par le comité départemental de l'enseignement technique.

Les membres du personnel enseignant sont nommés par le maire, après avis de la commission locale.

Ils peuvent être remplacés par le maire, après avis de ladite commission.

Cet article ne donne lieu à aucune difficulté. Il confie à la commission locale professionnelle la mission d'arrêter le programme des cours communaux ; il reconnaît à cette même commission un droit de présentation pour les emplois de professeurs de ces cours ; de même que le maire doit prendre son avis avant de procéder au remplacement desdits professeurs.

C'est seulement, en ce qui concerne les programmes, que des objections ont été faites à cette règle établie par le projet de loi de 1905. On a fait remarquer, à bon droit, qu'il sera très difficile de dresser de bons programmes, en raison de la diversité des professions et de la multiplicité des spécialités. Si les commissions locales sont bien placées pour le faire, il n'a pas cependant paru prudent de leur confier ce soin sans réserve et sans aucun contrôle. D'autre part il était excessif de centraliser au ministère l'approbation des programmes. C'est pourquoi il nous a semblé utile de confier cette mission au comité départemental de l'enseignement technique.

Article 49.

Le chef d'établissement est tenu de laisser à ses jeunes ouvriers et employés de l'un et de l'autre sexe le temps et la liberté nécessaires pour suivre les cours obligatoires communaux ou privés.

Les cours professionnels obligatoires devront avoir lieu pendant la journée légale de travail, sans que, cependant, le temps de travail qui y sera consacré puisse excéder huit heures par semaine, ni deux cents heures par an.

Toutefois, cette prescription ne s'applique pas aux établissements, ateliers, magasins ou bureaux dans lesquels la durée normale du travail du personnel n'excède pas huit heures par jour ou quarante-huit heures par semaine.

En outre, des dérogations pourront être apportées à la règle posée par le paragraphe 2 du présent article par le ministre du commerce et de l'industrie, à la demande de la commission locale professionnelle et du comité départemental de l'enseignement technique, après avis favorable du conseil supérieur de l'enseignement technique.

Il sera statué sur toute demande de dérogation dans le délai de deux mois.

Les heures consacrées à l'enseignement professionnel pendant la journée légale du travail seront prises, de préférence, au commencement ou à la fin de la journée.

Les cours pourront être groupés, dans les industries saisonnières, pendant les périodes de morte saison.

L'article 49 contient deux règles de la plus haute importance.

Il formule, d'abord, la première obligation à la charge du patron, celle de laisser à leurs jeunes ouvriers et employés le temps et la liberté nécessaires pour suivre les cours obligatoires communaux ou privés. Puis il ajoute que ces cours devront avoir lieu pendant la journée légale de travail.

Cette double règle n'a pas été sans soulever des objections qu'il est utile de rappeler.

Jusqu'ici les cours ont lieu la plupart du temps le soir ou le dimanche matin. Ce système a été défendu, au conseil supérieur du travail, par M. Isaac. L'ancien président de la chambre de commerce de Lyon s'y est élevé contre le prétendu surmenage qu'on imposerait aux enfants en leur demandant de suivre des cours en dehors de la journée de travail. Puis il ajoutait : « En particulier, en ce qui concerne les employés de commerce, il me paraît difficile de croire qu'après avoir fourni huit heures ou huit heures et demie de travail, ils ne puissent pas aller passer une heure ou deux dans un cours le soir ou le dimanche matin, grâce au repos hebdomadaire qui se généralise... » Et il citait l'exemple du petit gamin qui travaille huit heures et demie par jour, arrive à huit heures du matin, sort à midi rentre à une heure et demie et s'en va, les mains dans les poches, à six heures. « Croyez-vous, disait-il, qu'il lui soit impossible, s'il veut se perfectionner réellement et améliorer sa situation, d'aller dans les cours du soir. »

L'argumeniation de M. Isaac serait convaincante si l'exemple cité par lui constituait la règle. Mais si ses observations s'appliquent bien aux employés des maisons de soieries lyonnaises ou des banques, la situation est loin d'être la même pour les employés de détail. Pour eux, ainsi que l'a montré M. Besse, la moyenne de travail est de onze heures; « si vous y ajoutez une heure et demie pour chaque repas, cela représente quatorze heures dans la journée ». Comment admettre, ainsi que le voudrait M. Isaac, qu'un jeune homme, quelque peu éloigné du centre où se fait le cours qui l'intéresse, soit vraiment en mesure de s'y rendre après un travail aussi prolongé?

Dans l'industrie, bien que les heures de travail soient, comme on sait, limitées pour les apprentis à dix heures, le surmenage n'y est pas moins à craindre, pour ceux qui veulent suivre les cours du soir. Nous en avons pour preuve le témoignage d'un membre ouvrier du conseil supérieur du travail, M. Coupat, qui exposait, en ces termes, le résultat des expériences faites par le syndicat des mécaniciens : « Nous avons institué, disait-il, des cours professionnels, qui ont eu lieu trois fois par semaine. Or, nous constatons avec peine que la plupart des élèves qui viennent après avoir fait dix heures de travail dans les ateliers, qui ont fait souvent une heure de chemin avant et après leur travail et qui ont pris une heure pour leur repas, s'endorment ou sommeillent pendant que le professeur est au tableau. En somme cet enseignement ne peut profiter qu'à ceux qui ont assez de force physique pour résister à la fatigue. Ceux qui sont intelligents, mais malingres, arrivent souvent, au contraire, à se surmener et contractent parfois des maladies, quand ils ne ruinent pas définitivement leur santé. »

M. Briat a fait les mêmes constatations aux cours du syndicat des instruments de précision. Et, de son côté, M. de Ribes-Christofle expose, dans le rapport qu'il a fait adopter par la fédération des industriels et commerçants français « que l'ouvrier de la campagne est, en somme, très heureux de fréquenter les cours du soir, tandis qu'à la ville et après le travail de la journée, prolongé dans une atmosphère déprimante, le soir venu, l'ouvrier n'aspire qu'à un repos bien gagné et n'a pas la force bien souvent de s'imposer un travail supplémentaire qui le rendrait impropre à celui du lendemain ».

Il nous paraît donc établi que, dans les professions où l'enfant travaille dix heures à l'atelier ou au magasin, le « cours du soir » est une formule insuffisante. L'enfant n'a pas alors les heures de repos qui sont plus nécessaires encore à cet âge qu'à l'homme adulte. On ne se trouve plus d'ailleurs, ainsi que le fait remarquer M. Alfassa, dans l'esprit du législateur, qui a voulu, de l'assentiment général et même de celui des économistes les plus orthodoxes, limiter à dix heures l'effort que l'on peut légitimement exiger d'un enfant.

Les cours du soir donnent, en outre, aux jeunes gens et aux jeunes filles, l'habitude des sorties tardives, qui ne sont pas sans présenter, au point de vue moral, de sérieux dangers.

Il importe, pour toutes ces raisons, de prélever les heures des cours sur la journée du travail, au moins lorsque la durée effective de cette journée atteint dix heures.

Le principe, certes, n'a pas été sans soulever des objections de la part des patrons. Et d'abord, disent-ils, si vous prenez une heure ou deux par jour pour l'instruction professionnelle, c'est un second dimanche que vous nous imposez. Nous devons réduire en conséquence le petit salaire que nous donnons à l'enfant et la disposition proposée en sa faveur va, par la force des choses, se tourner contre lui.

L'objection aurait de la valeur si l'instruction pratique devait bénéficier exclusivement à l'ouvrier. Mais il est plus juste de dire qu'elle s'impose dans l'intérêt général de la profession et que l'avenir de nos industries en dépend. Beaucoup de patrons l'ont déjà compris et admettent que le résultat à atteindre est assez important pour qu'on cherche à s'accommoder d'une disposition, gênante, sans doute, mais imposée par les circonstances. C'est la thèse que soutenait, en termes particulièrement heureux, au conseil du travail de Paris (section de la chapellerie, lingerie, modes, fleurs et plumes), M. Grillet. « Je crois, moi patron, disait-il, que ces cours devraient avoir lieu pendant la durée légale du travail, car je suis convaincu que ce ne sont pas quelques heures de moins par semaine qui pourront empêcher une apprentie de bien apprendre le métier et, d'autre part, j'estime que si l'industrie française se maintient à son rang, c'est grâce à l'habileté des ouvrières : nous devons donc faire des sacrifices pour en former. »

Et un autre patron, le président de l'assemblée, concluait : « Je suis complètement de votre avis ; nous ne devons rien négliger pour élever le niveau intellectuel et professionnel de nos ouvrières. »

Mais l'objection devient plus grave pour les industries où les patrons déclarent : nous consentirions bien à donner aux enfants une ou

deux heures de liberté, mais si nous les laissons partir, il faut fermer l'atelier, leur présence étant nécessaire pour permettre aux ouvriers de continuer leur travail. De nombreux exemples ont été donnés. « Dans la bonneterie, notamment, l'ouvrier a besoin, de façon absolue, pour accomplir son travail, de l'aide d'un enfant qu'en termes d'atelier on nomme le rebrousseur. L'absence de ce dernier rend le travail impossible. » Dans certaines spécialités de l'imprimerie, les travaux exigent à la fois la collaboration de l'ouvrier, du margeur et du receveur, qui sont tous les trois nécessaires au fonctionnement d'une machine. « Il est évident, disait au conseil supérieur du travail, M. Keufer, que, si dans la journée le margeur et le receveur sont absents, le conducteur ne pourra pas continuer sa besogne. » Et le distingué ancien vice-président du conseil supérieur du travail de conclure : « Il faut donc, dans un certain nombre d'industries où la collaboration des enfants est nécessaire pour l'exécution complète du travail, ne pas empêcher ce travail ».

C'est également notre avis. La règle du cours dans la journée s'impose, mais elle ne peut être absolue. Dans certaines professions, des situations spéciales exigeront, longtemps encore, le maintien des cours du soir ou du dimanche. Il en sera de même, toutes les fois qu'en raison de la durée effective du travail à l'atelier ou au magasin, les enfants pourront les suivre sans qu'aucun surmenage soit à craindre. A quel point commencera le danger? C'est une question de fait que nous retrouverons plus loin. Ce qu'il y a lieu de spécifier ici, c'est que le sacrifice de temps demandé au patron n'est plus indispensable, et par suite ne doit plus être exigé lorsque l'enfant dispose de la liberté nécessaire pour compléter son instruction professionnelle et qu'il lui suffit, pour y parvenir, d'un effort de volonté.

Interprétée dans l'esprit le plus large, cette formule est-elle de nature à inquiéter les chefs d'entreprise? Nous ne le pensons pas. Le cours du jour fonctionne d'ailleurs dans plusieurs grands établissements industriels, tels que l'imprimerie Chaix et les usines du Creusot; il a été adopté, sur le rapport de M. de Ribes-Cristolle, par la fédération des industriels et des commerçants français; enfin, il a reçu, depuis plusieurs années, un très intéressant commencement de réalisation à Paris, dans un certain nombre de cours parisiens, notamment dans ceux de l'école primaire de la rue Blomet.

Les cours devant avoir lieu normalement dans la journée, il est nécessaire de prescrire aux chefs d'établissement de laisser à leurs jeunes ouvriers le temps et la liberté de les suivre.

Telle est la justification de l'obligation la plus importante imposée aux patrons par la proposition de loi.

Ce temps sera prélevé sur la durée légale de la journée de travail, sans pouvoir excéder huit heures par semaine ni deux cents heures par an.

Il y a lieu de remarquer :

1° Que le chiffre de huit heures par semaine représente un maximum qui sera, sans doute, rarement atteint, six heures de cours pouvant suffire dans beaucoup de professions;

2° Que cet enseignement durera généralement six mois de l'année environ, comme il est de règle à l'étranger et comme on l'indique en parlant d'un maximum de deux cents heures par an;

3° Que ces leçons auront lieu de préférence au commencement ou à la fin de la journée de travail, de manière à ne pas interrompre celle-ci.

Enfin, dans le but d'empêcher que cette règle ne soit une gêne pour certaines industries, nous prévoyons une exception et des dérogations.

L'exception s'appliquant, de plein droit, aux « établissements, ateliers, magasins ou bureaux dans lesquels la durée normale du travail du personnel n'excède pas huit heures par jour ou quarante-huit heures par semaine ».

C'est la reconnaissance du principe auquel nous avons donné déjà notre approbation : dès que le surmenage des enfants n'est plus à craindre, il n'y a aucune raison d'exiger des chefs d'entreprise un sacrifice de temps. Pourraient bénéficier de cette exception quelques établissements industriels et un grand nombre de maisons de commerce, les banques notamment.

Quant aux dérogations, l'article 49 prévoit, dans son troisième alinéa, qu'il pourra en être accordé par le ministre du commerce, à la demande de la commission locale professionnelle et du comité départemental de l'enseignement technique et après avis favorable du conseil supérieur de l'enseignement technique.

Le ministre statuera sur toutes les demandes de dérogation dans le délai de deux mois.

Elles devront être examinées dans un large esprit d'équité. Cela résulte des déclarations faites à maintes reprises au conseil supérieur du travail, soit par le directeur de l'enseignement technique et le rapporteur du projet, soit par des membres ouvriers influents, tels que MM. Coupat et Keufer. Il en sera ainsi notamment pour les industries où le travail des enfants étant absolument solidaire de celui des autres ouvriers, leur absence pendant la journée arrêterait la vie de l'usine. De même pour les industries saisonnières, comme la couture et les modes, ou encore les industries du bâtiment. Là, les cours pourront être bloqués, suivant l'expression de M. Douquet, pendant les quelques mois où ils seront les moins gênants pour le travail des ateliers ou des chantiers.

Ce ne sont là que des exemples. Le ministre du commerce adoptera des solutions suivant les espèces qui lui seront soumises, faisant preuve à la fois de bienveillance et de fermeté pour appliquer la loi sans entraver le fonctionnement des industries.

Il semble donc bien que les craintes manifestées par les chambres de commerce, soit dans leurs délibérations, soit par l'organe de leurs représentants au conseil supérieur du travail, doivent se dissiper. Peut-être se sont-elles produites à un moment où n'apparaissait pas nettement la portée de l'obligation incombant au patron, à un moment aussi où n'avaient pas encore été formulés les amendements tendant à la préciser.

Article 50.

Le chef d'établissement est tenu également de s'assurer de l'assiduité aux cours de ses jeunes ouvriers et employés. A cet effet, chaque élève sera muni d'un livret qui devra être visé par les professeurs des cours à chaque leçon et par le chef d'établissement ou son délégué au moins une fois par semaine.

Dans le cas d'absences réitérées, le professeur devra en aviser immédiatement les parents ou tuteurs de l'enfant, le chef d'établissement et la commission locale professionnelle.

Pour faciliter l'application de la présente loi, le chef d'établissement est tenu, en outre, de déclarer à la mairie, et dans les huit jours de leur embauchage, les noms, prénoms, âge et adresses des jeunes gens et jeunes filles de moins de dix-huit ans qu'il emploie.

Aux termes de cet article, deux nouvelles obligations — moins importantes d'ailleurs que celle qui a été examinée à l'article précédent — pèsent sur le patron.

En premier lieu, il doit se faire le collaborateur de la commission locale professionnelle au point de vue de l'assiduité scolaire des jeunes gens qu'il occupe et sur lesquels il exerce par conséquent une influence morale. Nous ne lui demandons pas de remplir la tâche ingrate de « pion », ainsi qu'en a exprimé la crainte un des membres du conseil supérieur du travail. Les patrons auront seulement à se faire présenter — à eux ou leur délégué, employé de l'usine ou du magasin — une fois par semaine, le livret du jeune ouvrier et à le revêtir d'un visa. C'est là tout ce qu'ils sont tenus de faire. Le projet du Gouvernement les obligeait, en outre, dans le cas d'absences réitérées, à aviser immédiatement les parents ou tuteurs de l'enfant. Le conseil supérieur du travail a estimé, et nous partageons entièrement sa manière de voir, que ce rôle appartient non au patron, mais au professeur du cours.

Enfin, pour faciliter l'application des dispositions de la loi, le chef d'établissement est tenu d'une troisième obligation : celle de déclarer à la mairie, et dans les huit jours de leur embauchage, les noms, prénoms, âge et adresses des jeunes gens et jeunes filles de moins de dix-huit ans qu'il emploie.

Nous avons emprunté cette disposition à la proposition présentée à la Chambre des députés par M. Dron.

Il nous a paru qu'elle n'imposerait pas une charge bien lourde aux patrons, et qu'elle rendrait plus facile l'application de la loi.

Article 51.

Toutefois, le chef d'établissement est dispensé de la triple obligation prévue par les articles 49 et 50 en ce qui concerne :

1° Les jeunes gens et jeunes filles qui justifient d'un diplôme ou certificat délivré par une école publique ou par une école privée d'enseignement technique reconnue par l'Etat ou agréée par le comité départemental de l'enseignement technique;

2° Les jeunes gens et jeunes filles qui ont obtenu leur certificat d'études professionnelles dans les conditions déterminées par l'article 52 ci-après;

3° Ceux qui suivent les cours d'une école régionale des beaux-arts.

L'article 51 apporte aux règles qui viennent d'être posées un certain nombre d'exceptions :

1° Sont exemptés, d'abord, les jeunes gens et jeunes filles qui justifient d'un diplôme ou certificat délivré par une école publique ou par une école privée d'enseignement technique reconnue par l'Etat.

Le conseil supérieur du travail a demandé que la même dispense fût étendue aux diplômes délivrés par des écoles agréées par le comité départemental de l'enseignement technique. Il a paru qu'indépendamment des écoles techniques reconnues par l'Etat, qui ont besoin de présenter une certaine surface pour obtenir cette faveur, il pouvait y avoir des écoles de moindre importance, dont le diplôme, cependant, offrit une valeur équivalente. On a cité, notamment, comme susceptibles de rentrer dans cette catégorie, certaines écoles dentellières.

Nous ne voyons aucun danger à cette addition, le pouvoir de décision laissé au comité départemental de l'enseignement technique présentant une garantie suffisante contre les abus;

2° Sont encore exemptés, aux termes du paragraphe 2 de l'article 51, les jeunes gens et jeunes filles qui ont obtenu leur certificat d'études professionnelles dans les conditions déterminées par l'article 52;

3° Une troisième exception résulte de l'article suivant au profit des jeunes gens qui auront fréquenté régulièrement le cours pendant trois ans. A défaut de certificat de capacité, ils recevront aux termes de l'article 52, 2e alinéa, un certificat d'années d'études, les dispensant à l'avenir de l'obligation de suivre les cours.

4° Une quatrième exception est établie par le troisième alinéa du même article. Elle se justifie par cette considération que certains élèves peuvent être inaptes à recevoir l'instruction professionnelle, et qu'il est inutile d'encombrer les cours de non-valeurs. Les jeunes gens qui, au bout d'au moins un an d'assiduité au cours, seront reconnus par leurs professeurs comme n'ayant pas les aptitudes nécessaires pour en profiter, pourront obtenir, sur la demande de leurs parents ou tuteurs, une dispense pour les deux années suivantes;

5° La commission locale, enfin, a le droit de dispenser *de plano* des cours, les enfants jugés incapable de les suivre. Il paraît inutile de les y retenir, même une année seulement, si leur incapacité est manifeste.

De toutes ces explications, il résulte qu'un enfant, entré à l'usine ou au magasin, à l'âge minimum (treize ans ou même douze ans, s'il est pourvu du certificat d'études primaires et d'une attestation médicale) ne restera pas sous le coup de l'obligation dont il s'agit jusqu'à dix-huit ans. Normalement, il en sera libéré vers quinze ou seize ans, et s'il veut pousser plus loin son instruction professionnelle, ce qui est éminemment souhaitable, ce ne sera plus dans les cours de demi-temps, mais dans des cours libres, le soir ou le dimanche, qu'il pourra le faire.

Dans ces conditions, qu'il était bon de bien préciser, on se demande si la plupart des préventions des patrons contre ces cours de demi-temps ne tombent pas d'elles-mêmes. On a d'autant plus de raison de le croire que deux adversaires de ce principe au conseil supérieur du travail, MM. Blanchet et Honoré paraissent s'être déclarés partisans de ces cours pour les jeunes gens de moins de seize ans. « Je demande, disait M. Honoré, qu'après l'école primaire, entre treize et seize ans, nos jeunes gens reçoivent ces connaissances générales qui sont justement celles que l'on donne aux jeunes Allemands et aux jeunes Suisses, et qui

leur permettent de se limiter non seulement à leur métier, mais de former des ouvriers capables de s'élever à un niveau supérieur dans plusieurs directions. Si c'est ainsi que vous comprenez l'éducation professionnelle, il n'y a aucun inconvénient, il y a au contraire tout avantage à fixer cette limite de seize ans ».

M. Honoré aura donc satisfaction dans la grande majorité des cas. Nous maintenons cependant la limite de dix-huit ans, en vue d'assurer l'éducation professionnelle de deux catégories de jeunes gens : ceux qui entrent un peu plus tardivement dans l'industrie et le commerce et ceux qui, après avoir débuté dans un métier, se voient obligés d'en changer, pour raison de santé, de convenances personnelles ou pour toute autre cause.

Article 52.

Les jeunes gens et les jeunes filles qui ont suivi, pendant trois ans au moins, les cours professionnels, sont admis à concourir pour le certificat d'études professionnelles.

Ce certificat est délivré à ceux qui subissent l'examen avec succès. Les autres reçoivent un certificat d'années d'études les dispensant à l'avenir de l'obligation de suivre les cours.

Enfin, les élèves qui, au bout d'au moins un an d'assiduité aux cours, seront reconnus inaptes à en profiter pourront obtenir, sur la demande de leurs parents ou tuteurs, une dispense pour les deux années suivantes. La commission locale pourra aussi dispenser des cours les enfants jugés incapables de les suivre.

Les épreuves théoriques et pratiques de l'examen sont déterminées par arrêté du ministre du commerce et de l'industrie, après avis de la commission locale professionnelle.

L'examen est subi devant un jury composé de l'inspecteur départemental de l'enseignement technique, ou, à son défaut, d'un délégué du préfet, président, des professeurs des cours et d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers ou employés de la profession, nommés par le préfet, et choisis, autant que possible, parmi les membres de la commission locale professionnelle.

Article 53.

Peuvent également se présenter audit examen et obtenir leur certificat d'études professionnelles :

1° Les jeunes gens et jeunes filles qui ont terminé leurs études dans une école publique ou dans une école privée reconnue par l'Etat sans obtenir le diplôme de sortie de ladite école ;

2° Les jeunes gens et jeunes filles occupés dans le commerce ou l'industrie, âgés de seize ans accomplis et résidant dans les communes où les cours obligatoires ne sont pas organisés.

Il nous a paru indispensable d'instituer un examen de capacité professionnelle qui présentât le double avantage :

1° D'être le couronnement des études poursuivies aux cours professionnels ;

2° D'être accessible à tous les jeunes gens occupés dans l'industrie et le commerce, qu'ils aient pu ou non suivre des cours professionnels (art. 53).

Le projet du Gouvernement est plus restrictif ; en dehors des jeunes gens et des jeunes filles qui ont suivi les cours professionnels, il n'admet à se présenter à l'examen que les élèves qui ont terminé leurs études dans une école publique ou dans une école privée d'enseignement technique reconnue par l'Etat. Disposition beaucoup trop étroite ! Les élèves dont il s'agit n'auront que rarement besoin de certificats ; c'est de plein droit que, considérés comme possédant une solide instruction pratique, ils sont dispensés de l'assiduité au cours. Quant aux autres, à ceux qui sont apprentis, petits ouvriers dans des communes où n'est pas organisé l'enseignement professionnel obligatoire, il faut leur laisser le droit de se présenter à l'examen de capacité.

Les avantages d'un pareil système nous paraissent devoir être considérables. Voici une petite localité qui ne compte que quelques apprentis de divers métiers ; impossible d'ouvrir des cours : ils n'auraient pas assez d'élèves et coûteraient trop cher. Mais dans le nombre des artisans locaux, il s'en rencontre un, deux, qui, connaissant leur profession, ont la légitime ambition de faire de bons apprentis. Peut-être ne sont-ils pas à même de leur enseigner la théorie du métier. Ils s'entendent avec l'instituteur pour suppléer sur ce point à leur insuffisance. Les apprentis vont leur chemin, ils valent leurs camarades de la grande ville. Pourquoi, comme eux, n'affronteraient-ils pas les épreuves de l'examen de capacité ? Oui, c'est une faculté qu'il faut leur donner, parce qu'elle peut être la source d'une émulation féconde au sein de nos communes rurales, où les ateliers de famille forment encore des ouvriers appréciés.

Quant à l'examen de capacité, il pourra être passé normalement par tout enfant qui justifiera de trois années d'assiduité au cours de sa profession.

Ce stage de trois ans au moins, correspondant à la durée habituelle de l'apprentissage, nous paraît absolument indispensable pour que l'on puisse organiser un enseignement sérieux et qui contribue puissamment à l'œuvre de relèvement de l'instruction professionnelle que nous voulons tenter.

Une autre raison, d'ordre matériel, nous détermine à proposer cette règle. Alors qu'à l'étranger l'âge de scolarité primaire est, la plupart du temps, fixé à quatorze et même à quinze ans, chez nous, au contraire, il ne va pas au delà de douze ans pour les enfants pourvus du certificat d'études et de treize ans pour les autres. D'où cette conséquence que les apprentis français arriveront souvent au cours de perfectionnement avec une instruction générale inférieure à celle des apprentis allemands ou suisses, par exemple, et n'auront pas trop de trois ans pour acquérir les notions théoriques et pratiques indispensables à l'exercice de leurs professions.

A ceux qui se présenteront à l'examen sans avoir pu suivre les cours, parce qu'il n'en existe pas dans leur commune, nous imposerons une condition analogue, sinon un stage de trois ans dans l'industrie, du moins l'âge de seize ans accomplis, qui suppose, chez un travailleur désireux de réussir, une suffisante maturité d'esprit.

Ainsi l'examen de capacité professionnelle constituera réellement le couronnement normal des cours.

En quoi consistera cet examen ?

C'est un arrêté du ministre du commerce (art. 52) qui en déterminera, après avis de la commission locale professionnelle, les épreuves théoriques et pratiques.

L'article 52 dispose que l'examen est subi devant un jury composé de l'inspecteur départemental de l'enseignement technique ou, à son défaut, d'un délégué du préfet, président, des professeurs des cours et d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers ou employés de la profession nommés par le préfet, et choisis, autant que possible, parmi les membres de la commission local professionnelle.

En Suisse, l'examen de fin d'apprentissage est organisé par les soins du département cantonal du commerce et de l'industrie et (dans quelques cantons) de la commission centrale des prud'hommes. Figurent dans le jury, en dehors des autorités représentées par des personnes compétentes, des négociants, commerçants, industriels, choisis dans le groupe des professions auxquelles appartiennent les candidats. Il n'y a qu'un seul examen pour les apprentis du commerce, avec matières obligatoires et matières facultatives ; pour les apprentis de l'industrie, l'examen diffère suivant les grandes catégories de professions, et non suivant les spécialités.

Les deux systèmes, celui de la Suisse et celui que nous proposons, abstraction faite des différences administratives, sont sensiblement les mêmes. L'examen passé avec succès, on fera figurer sur le diplôme comme cela se pratique à Lausanne, la mention du résultat général des épreuves, sans descendre dans une spécialisation trop grande qui pourrait avoir l'inconvénient de nuire au placement des intéressés qui chercheraient du travail dans une spécialité un peu différente de celle qu'ils ont apprise.

Article 54.

Les cours professionnels sont soumis exclusivement à l'inspection de l'enseignement technique.

Les cours professionnels obligatoires sont en outre placés sous la surveillance de la commission locale professionnelle.

Toutefois, lorsque ces cours ont lieu à l'atelier ou dans l'usine, les inspecteurs de l'enseignement technique y ont seuls droit d'entrée.

Les inspecteurs pourront être assistés, le cas échéant, et sur la demande de la commission locale, de spécialistes choisis d'un commun accord par les syndicats patronaux et ouvriers de la profession et agréés par les industriels inspectés.

Les cours professionnels, subventionnés ou non, obligatoires ou non, sont tous soumis à l'inspection spéciale de l'enseignement technique.

Seuls, les cours obligatoires sont placés, en outre, ainsi qu'il a été dit, sous la surveillance de la commission locale professionnelle.

Un régime spécial d'inspection est prévu pour les cours obligatoires installés dans les établissements industriels. Ils sont soustraits à l'inspection de la commission locale professionnelle et soumis à la seule surveillance des inspecteurs de l'enseignement technique.

On a indiqué plus haut que cette disposition a été adoptée en vue d'engager les patrons à organiser eux-mêmes dans leurs établissements des cours à l'usage de leur personnel et dans la crainte que le contrôle de la commission locale professionnelle — où siègent peut-être certains de leurs concurrents — ne les détournât de ce projet.

Les inspecteurs de l'enseignement technique peuvent, dans certaines conditions, être assistés de spécialistes.

Les articles 55 et 56 ci-après contiennent les sanctions des obligations qui précèdent.

Article 55.

Les chefs d'établissement qui auront contrevenu aux prescriptions des articles 49 et 50 de la présente loi seront mis en demeure de s'y conformer par un avertissement de la commission locale professionnelle.

En cas de récidive dans les douze mois qui suivront l'avertissement, le contrevenant sera poursuivi, sur la plainte de la commission locale professionnelle, devant le tribunal de simple police, et passible d'une amende de 5 à 15 fr.

L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes, jeunes gens ou jeunes filles, employés en contravention desdits articles 49 et 50.

Toutefois, la peine ne sera pas applicable si la contravention à la loi a été le résultat d'une erreur provenant de la production d'un acte de naissance ou d'autres pièces contenant de fausses énonciations ou délivrées pour une autre personne.

Les chefs d'établissement seront civilement responsables des condamnations prononcées contre les directeurs ou gérants.

L'article 463 du code pénal relatif aux circonstances atténuantes pourra être appliqué.

Article 56.

Les dispositions de l'article 55 de la présente loi sont également applicables aux parents et tuteurs qui empêcheraient leurs enfants ou pupilles de fréquenter les cours professionnels obligatoires ou qui négligeraient de veiller à leur assiduité, après avoir été avertis de leurs absences par le directeur des cours.

Au cas où le défaut d'assiduité aux cours professionnels résultera de la mauvaise volonté évidente de l'enfant, la commission locale professionnelle pourra faire comparaître devant elle le contrevenant et lui donner un avertissement.

Si cet avertissement reste sans effet, la commission locale professionnelle fera poursuivre l'enfant devant le tribunal de simple police en vue de l'application des amendes dont sont passibles les contraventions.

L'article 463 relatif aux circonstances atténuantes sera applicable dans les cas visés par le présent article.

Ces sanctions visent les chefs d'entreprises, les jeunes gens, leurs parents ou tuteurs.

1° Sanction à l'égard des chefs d'entreprises. — La triple obligation du patron est sanctionnée de la façon suivante : d'abord une mise en demeure, avertissement donné par la commission locale professionnelle, et en cas de récidive dans les douze mois qui suivent l'avertissement, les amendes de simple police.

Nous avons tenu à atténuer ces sanctions, autant qu'il est possible de le faire, persuadés que la réforme de l'enseignement technique que nous appelons de tous nos vœux ne s'imposera pas par des pénalités et que ce n'est pas à coups d'amende, mais grâce à la bonne volonté de tous, qu'on organisera l'enseignement professionnel en France.

2° Santion à l'égard des jeunes ouvriers et employés. — Le projet du Gouvernement laissait l'obligation de l'enfant dépourvue de

toute sanction. On a dit, pour expliquer cette lacune, que les assujettis sont des mineurs et qu'ils ne peuvent être poursuivis pénalement. Tel n'est pas notre avis. Il faut, de toute nécessité, agir sur l'enfant, insouciant et distrait de sa nature, pour l'amener à faire un effort personnel de volonté et de travail. Il importe aussi, au plus haut point, que des mesures soient prises, en cas de besoin, en vue de faire régner dans les cours le bon ordre et la discipline. Sans doute, tout cela est surtout affaire de persuasion et le succès du cours dépendra, en grande partie de l'ascendant que les professeurs sauront prendre sur leurs élèves.

Il convient cependant d'armer la commission locale professionnelle de quelques sanctions, beaucoup plus paternelles et tutélaires que pénales. Pour ces motifs nous avons ajouté à l'article 56 une disposition portant qu'au cas où le défaut d'assiduité résulterait de la mauvaise volonté évidente de l'enfant, la commission locale professionnelle pourrait faire comparaître devant elle le contrevenant et lui donner un avertissement.

Si cet avertissement restait sans effet, ou ne pouvait être donné faute de comparution de l'enfant, la commission locale ferait poursuivre l'enfant devant le tribunal de simple police en vue de l'application des amendes dont sont passibles les contraventions.

3° Sanction à l'égard des parents et tuteurs. — Il résulte de l'article 56 du projet que les parents et tuteurs sont tenus à une double obligation : obligation négative d'abord — celle de ne pas empêcher leurs enfants ou pupilles de fréquenter les cours professionnels obligatoires ; — obligation positive ensuite — celle de veiller à leur assiduité, lorsqu'ils ont été avertis de leur absence.

L'exécution de l'une et de l'autre est assurée par l'ensemble des pénalités établir par le projet de loi : avertissements, et, en cas de récidive, peines de simple police.

Il nous a paru indispensable de bien marquer quel est le devoir des parents en cette matière. Mais ce point établi, nous n'oublions pas que, s'exerçant sur des jeunes gens de quinze ou seize ans, l'autorité paternelle est souvent bien incertaine. Et si l'on est en droit de se montrer sévère à l'égard du père ou du tuteur qui empêchera l'enfant de se rendre au cours, on se trouvera presque toujours hors d'état d'appliquer une peine quelconque à celui qui manquera à ses devoirs, uniquement par faiblesse.

PROPOSITION DE LOI

TITRE Ier

Dispositions générales.

Art. 1er. — L'enseignement technique industriel ou commercial a principalement pour objet, sans préjudice d'un complément d'enseignement général, l'étude théorique et pratique des sciences et des arts ou métiers en vue de l'industrie ou du commerce.

Cet enseignement est donné dans des écoles et dans les cours professionnels ou de perfectionnement.

Il est placé sous l'autorité du ministre du commerce qui adresse, chaque année, au Président de la République, un rapport sur la situation générale de cet enseignement.

Art. 2. — Sont établissements d'enseignement technique industriel, au sens de la présente loi, les écoles dans lesquelles l'enseignement théorique est orienté vers les applications et où le temps consacré aux travaux pratiques d'atelier ou de laboratoire et au dessin dépasse quinze heures par semaine.

Sont établissements d'enseignement technique commercial, les écoles dans lesquelles le temps consacré à l'étude des langues étrangères, de la comptabilité et de la tenue des livres, des mathématiques financières, des marchandises, de la législation commerciale, de l'économie politique, de la géographie commerciale, de la sténographie et de la dactylographie, et aux exercices pratiques, dépasse la moitié de l'horaire total de l'enseignement.

Toutefois, les écoles pratiques de commerce et d'industrie restent caractérisées par l'article 69 de la loi du 26 janvier 1892, les dispositions de cet article demeurant en vigueur.

Art. 3. — Les écoles et cours d'enseignement technique ou commercial sont publics ou privés.

Les écoles privées peuvent être reconnues par l'Etat dans les conditions déterminées par la présente loi.

Art. 4. — Sont incapables de diriger une école publique ou privée d'enseignement technique ou d'y être employés à quelque titre que ce soit :

1° Ceux qui ont subi une condamnation judiciaire pour crime de droit commun ou pour délit contraire à la probité ou aux mœurs;

2° Ceux qui ont été privés par jugement de tout ou partie des droits mentionnés à l'article 42 du code pénal ou qui ont été déchus de la puissance paternelle.

3° Ceux qui ont été frappés d'interdiction absolue d'enseigner.

TITRE II

Autorités proposées à l'enseignement technique.

CHAPITRE Ier

Du conseil supérieur de l'enseignement technique.

Art. 5. — Le conseil supérieur de l'enseignement technique, présidé par le ministre du commerce et de l'industrie, comprend des membres élus, appelés à représenter le personnel des écoles d'enseignement technique soit publiques, soit reconnues privées par l'Etat, des membres élus par les chambres de commerce, les conseillers prud'hommes ouvriers et employés, destinés à représenter les patrons et les ouvriers et employés, des membres désignés par le ministre du commerce et de l'industrie et des membres de droit. Sa composition est déterminée par décret.

Art. 6. — Le conseil supérieur de l'enseignement technique doit être consulté sur les projets de lois, de règlements et de décrets généraux relatifs à l'enseignement technique, sur les programmes généraux ou programmes-types et les méthodes d'enseignement, l'organisation de l'inspection et les règles relatives au recrutement du personnel des écoles.

Il donne son avis sur toutes les questions qui lui sont soumises par le ministre ; il peut, sur l'initiative de ses membres, émettre des vœux sur toutes les questions se rattachant à l'enseignement industriel et commercial.

Dans l'intervalle des sessions, le conseil supérieur est représenté par une commission permanente prise dans son sein et dont la composition et les attributions seront déterminées par décret.

CHAPITRE II

De l'inspection de l'enseignement technique.

Art. 7. — La surveillance des écoles et cours d'enseignement technique est assurée par des inspecteurs nommés par le ministre du commerce.

L'organisation et le fonctionnement de l'inspection, les conditions exigées des candidats à ces fonctions sont déterminés par décret, rendu après avis du conseil supérieur de l'enseignement technique.

CHAPITRE III

Des comités départementaux et cantonaux de l'enseignement technique.

Art. 8. — Il est institué, dans chaque département, un comité départemental et, dans chaque canton, un comité cantonal de l'enseignement technique, dont la composition est déterminée par décret.

Art. 9. — L'avis du comité départemental de l'enseignement technique doit être demandé :

1° Sur les créations projetées d'écoles publiques d'enseignement techniques dans le département, conformément aux dispositions du chapitre premier du titre III de la présente loi ;

2° Sur les demandes de reconnaissance par l'Etat formées par les écoles privées d'enseignement technique du département ;

3° Sur les demandes de subventions de l'Etat formées par les écoles et les cours privés existant dans le département.

Le comité départemental étudie les questions qui lui sont soumises par l'administration et les mesures propres à favoriser les progrès de l'enseignement technique dans le département; il exerce, concurremment avec l'inspecteur de l'enseignement technique et les commissions locales professionnelles, la surveillance des cours professionnels et de perfectionnement publics ou subventionnés par l'Etat.

Il adresse, chaque année, au ministre du commerce, un rapport sur le fonctionnement et le développement de l'enseignement industriel ou commercial dans sa circonscription.

Le comité départemental statue, en première instance, sur les oppositions à l'ouverture d'une école technique privée formées dans les conditions prévues par l'article 32 ci-après, ainsi que sur les poursuites disciplinaires intentées contre les directeurs des écoles privées par application de l'article 36 ci-après.

Les comités cantonaux donnent leur avis sur les questions qui leur sont soumises par le comité départemental, auquel ils adressent leur rapport.

Les comités départementaux de deux ou plusieurs départements voisins peuvent se concerter sur les questions relatives à l'enseignement technique et intéressant à la fois leurs départements respectifs.

TITRE III

Des écoles publiques d'enseignement technique.

Art. 10. — Sont écoles publiques d'enseignement technique industriel ou commercial les établissements dans lesquels l'enseignement est donné par les soins de l'Etat.

Ces écoles sont, soit nationales, c'est-à-dire entretenues et administrées par l'Etat, soit départementales ou communales, c'est-à-dire entretenues et administrées concurremment par l'Etat et par un ou plusieurs départements, une ou plusieurs communes.

Art. 11. — Suivant la nature de l'enseignement qui y est donné, les écoles publiques d'enseignement technique sont du degré élémentaire, du degré moyen ou du degré supérieur.

Un décret, rendu après avis du conseil supérieur de l'enseignement technique, détermine la classe à laquelle appartiennent les écoles publiques d'enseignement technique existant au moment de la promulgation de la présente loi.

Le classement des écoles ultérieurement créées qui ne rentreraient pas dans une des catégories déjà existantes sera déterminé en la même forme.

CHAPITRE Ier

Création des écoles publiques d'enseignement technique.

Art. 12. — Les écoles nationales d'enseignement technique sont créées par une loi si elles sont du degré supérieur, par un décret si elles sont des degrés moyen ou élémentaire.

Les écoles départementales et communales sont autorisées dans la même forme.

Art. 13. — Nulle commune ne peut obtenir la création d'une école nationale d'enseignement technique si elle ne prend l'engagement de contribuer pour un quart au moins aux dépenses de construction et d'installation de ladite école, et si elle ne fonde à cette école, pour dix ans au moins, un nombre de bourses fixé de gré à gré avec le ministre du commerce.

Le département peut prendre, soit au lieu et place de la commune, soit conjointement avec celle-ci, les engagements dont il s'agit.

Art. 14. — Toute commune ou tout département qui veut fonder une école publique d'enseignement technique, communale ou départementale, doit se soumettre aux obligations résultant de l'article 69 de la loi du 26 janvier 1892, relatif aux écoles pratiques de commerce et d'industrie, dont les dispositions restent en vigueur.

En conséquence, la commune ou le département intéressé doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° Fournir un local approprié à cet usage ou prendre à sa charge les frais de construction et d'installation de ce local ;

2° Y placer et y entretenir l'outillage des ateliers et des laboratoires, ainsi que le mobilier nécessaire à la tenue des cours et à celle du pensionnat si le conseil général ou le conseil municipal, suivant les cas, a décidé que l'école doit recevoir des élèves internes ;

3° S'engager à payer au personnel de direction et au personnel enseignant, s'il s'agit d'une école du degré élémentaire, des indemnités de

résidence et de logement sur les bases et dans les conditions fixées pour le personnel des écoles primaires supérieures.

Les engagements et obligations, ci-dessus mentionnés, peuvent être remplis soit par un département ou une commune, soit conjointement et solidairement par plusieurs communes ou par plusieurs départements, par un ou plusieurs départements et une ou plusieurs communes.

Art. 15. — Des subventions destinées à concourir aux frais de construction et d'installation des écoles publiques départementales ou communales, ainsi qu'à l'acquisition du matériel scolaire et de l'outillage des ateliers et laboratoires de ces écoles, peuvent être accordées par l'Etat dans les conditions fixées par la loi du 28 décembre 1912, relative aux subventions, à titre de participation de l'Etat, dans les dépenses de construction et d'aménagement des écoles pratiques.

Ces subventions sont accordées par le ministre du commerce, après avis du comité départemental et de la commission permanente du conseil supérieur de l'enseignement technique.

Art. 16. — Les projets de construction, d'acquisition, de location ou d'appropriation de l'immeuble destiné à l'école doivent être, après adoption par le conseil général ou conseil municipal, suivant les cas, soumis à l'approbation du ministre du commerce et de l'industrie, accompagnés de l'avis du comité départemental.

CHAPITRE II

Administration.

Art. 17. — Les écoles nationales d'enseignement technique jouissent de la personnalité civile et constituent des établissements publics.

Elles sont représentées, dans tous les actes de la vie civile, par un directeur ou une directrice et administrées par un conseil d'administration, sous l'autorité du ministre du commerce et la surveillance du préfet du département.

La composition et les attributions de ce conseil sont fixées par décret, après avis du conseil supérieur de l'enseignement technique. La présidence appartient de droit au préfet du département.

Art. 18. — Un décret rendu sur la proposition du ministre du commerce et du ministre des finances détermine les règles de comptabilité applicables aux écoles nationales d'enseignement technique.

Art. 19. — Dans toutes les écoles publiques d'enseignement technique, il est institué un conseil de perfectionnement dont la composition et les attributions seront fixées par décret, après avis du conseil supérieur de l'enseignement technique, mais qui doit comprendre en majorité des représentants autorisés de l'industrie ou du commerce.

Dès les écoles nationales la présidence appartient de droit au préfet du département.

Dans les écoles départementales ou communales, la présidence appartient de droit au préfet ou au maire, suivant les cas. En outre, un tiers au moins des membres doit être pris parmi les conseillers généraux ou les conseillers municipaux intéressés.

CHAPITRE III

Du personnel.

Art. 20. — Nul ne peut être directeur, professeur ou employé à des fonctions d'enseignement, de surveillance ou d'administration dans une école publique d'enseignement technique industriel ou commercial, s'il n'est Français et s'il ne remplit les conditions d'âge et de capacité qui seront déterminées par décret, après avis du conseil supérieur de l'enseignement technique.

Les étrangers peuvent enseigner les langues vivantes étrangères dans les écoles techniques publiques, moyennant une autorisation donnée par le ministre du commerce après avis de la commission permanente du conseil supérieur de l'enseignement technique. Ils peuvent aussi, et dans les mêmes conditions, être autorisés à enseigner, dans ces écoles, un art ou une industrie que l'on projette d'introduire en France ou d'y développer par des procédés nouveaux.

Dans toutes les écoles publiques d'enseignement technique, le personnel de direction, le personnel enseignant et le personnel de surveillance, s'il y a lieu, sauf le personnel visé à l'article 22 ci-après, sont nommés par arrêté du ministre du commerce et de l'industrie. Toutefois, les directeurs et professeurs titulaires des écoles du degré supérieur sont nommés par décret.

Art 21. — Dans toutes les écoles publiques d'enseignement technique, les traitements du personnel de direction, du personnel enseignant, et, dans les écoles nationales, ceux du personnel de surveillance, sont à la charge de l'Etat.

Ces traitements sont fixés par décret pour chaque catégorie d'établissement et pour chaque classe de fonctionnaires, après avis du conseil supérieur de l'enseignement technique.

Dans les écoles départementales ou communales du degré élémentaire, ce personnel a droit, en outre, à des indemnités de résidence et de logement qui sont à la charge du département ou de la commune, suivant la nature de l'école, et qui sont calculées sur les bases fixées par l'article 14 de la présente loi.

Il n'est rien changé aux règles établies pour le payement du corps enseignant dans les villes de 150,000 habitants et au-dessus.

Art. 22. — Dans les écoles nationales, le directeur, et, dans les écoles départementales ou communales, le préfet ou le maire, sur la proposition du directeur, pourvoient à la nomination des préposés à l'apprentissage, des ouvriers occupés aux ateliers, des garçons de laboratoire et de gens de service. Le licenciement de ces agents a lieu dans les mêmes conditions.

Art. 23. — Les règles relatives au recrutement, au classement et à l'avancement du personnel des écoles publiques d'enseignement technique sont déterminées par décret, après avis du conseil supérieur de l'enseignement technique.

Art. 24. — Les peines disciplinaires applicables au personnel enseignant, administratif et de surveillance des écoles publiques d'enseignement technique sont les suivantes :

La réprimande ;

La censure avec ou sans privation totale ou partielle de traitement pour une période qui ne peut excéder un mois ;

La révocation.

En cas de révocation, la décision est communiquée au ministre de l'instruction publique.

Art. 25. — Toutes les peines autres que la réprimande ne peuvent être appliquées qu'après avis d'un conseil de discipline siégeant au ministère du commerce.

L'organisation et le fonctionnement de ce conseil de discipline, ainsi que les règles de procédure applicables devant lui sont déterminés par décret après avis du conseil supérieur de l'enseignement technique.

Art. 26. — Dans le cas d'extrême urgence, le ministre a le droit de prononcer la suspension sans attendre l'avis du conseil de discipline, mais seulement à titre provisoire.

Cette mesure est immédiatement applicable en attendant une nouvelle décision du ministre en ce qui concerne la peine disciplinaire encourue.

Art. 27. — Un décret, fixant le régime des retraites du personnel des préposés à l'apprentissage, garçons de laboratoire et gens de service, sera rendu, sur la proposition du ministre des finances, du ministre du travail et du ministre du commerce, conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi sur les retraites ouvrières et paysannes.

CHAPITRE IV

De l'enseignement.

Art. 28. — Les programmes détaillés de l'enseignement sont préparés par le conseil de perfectionnement de chaque école publique d'enseignement technique et approuvés par le ministre du commerce et de l'industrie.

Il pourra être organisé, notamment au cours des vacances, dans la journée ou le soir, dans les écoles techniques, des sections temporaires, destinées aux adultes en possession d'un métier, désireux de se perfectionner dans les connaissances théoriques et pratiques enseignées dans ces écoles.

Art. 29. — Dans les écoles techniques du degré élémentaire, l'enseignement est gratuit.

Dans les écoles techniques des degrés supérieur et moyen, les frais d'études sont fixés par le ministre du commerce, si l'école est nationale, par le conseil général ou le conseil municipal si l'école est départementale ou communale, sous réserve de l'approbation du ministre du commerce.

Art. 30. — Les certificats et diplômes qui peuvent être délivrés par les écoles techniques publiques sont déterminés par décret.

Disposition spéciale.

Art. 31. — Il n'est apporté aucune modification au régime des écoles professionnelles de la ville de Paris, tel qu'il a été établi par la loi du 26 décembre 1900.

TITRE IV

Des écoles d'enseignement technique privées.

Art. 32. — Toute personne qui veut ouvrir une école technique privée doit préalablement déclarer son intention au maire de la commune où elle veut s'établir et lui désigner le local.

Le maire remet immédiatement au postulant un récépissé de sa déclaration et fait afficher celle-ci à la porte de la mairie pendant un mois.

Si le maire juge que le local n'est pas convenable pour raisons tirées des bonnes mœurs ou de l'hygiène, il forme, dans les huit jours, opposition à l'ouverture de l'école et en informe le postulant. Les mêmes déclarations doivent être faites en cas de changement du local de l'école ou en cas d'admission d'élèves internes.

Le postulant adresse les mêmes déclarations au préfet, au procureur de la République et au ministre du commerce (service de l'inspection générale de l'enseignement technique). Il y joint, en outre, pour le préfet, son acte de naissance, ses diplômes, l'extrait de son casier judiciaire, l'indication des lieux où il a résidé et des professions qu'il a exercées pendant les dix années précédentes, les programmes et l'horaire de l'enseignement qu'il se propose de donner, le plan des locaux affectés à l'établissement, et, s'il appartient à une association, une copie des statuts de cette association.

Le préfet, le procureur de la République et l'inspecteur général de l'enseignement technique, désigné par le ministre, peuvent former opposition à l'ouverture d'une école privée dans l'intérêt de l'ordre public, des bonnes mœurs ou de l'hygiène, ou, lorsqu'il résulte des programmes et de l'horaire de l'enseignement que l'établissement projeté n'a pas le caractère d'une école technique, tel qu'il a été défini à l'article 2 ci-dessus.

A défaut d'opposition, l'école est ouverte à l'expiration du mois, sans autre formalité.

Art. 33. — Les oppositions à l'ouverture d'une école privée sont jugées contradictoirement par le comité départemental de l'enseignement technique dans le délai d'un mois.

Appel peut être interjeté de la décision du comité départemental dans les dix jours à partir de la notification de cette décision. L'appel est reçu par le préfet. Il est soumis à la commission permanente du conseil supérieur de l'enseignement technique dans sa prochaine session et jugé contradictoirement dans le plus bref délai possible.

L'appelant peut se faire assister ou représenter par un conseil devant le comité départemental et devant la commission permanente du conseil supérieur.

En aucun cas, l'ouverture ne pourra avoir lieu avant la décision d'appel.

Art. 34. — Nul ne peut être directeur d'une école privée d'enseignement technique industriel ou commercial s'il n'est Français, âgé de vingt-cinq ans accomplis au moins et s'il ne justifie d'un des titres suivants :

Pour les écoles de garçons, soit du titre d'ancien élève de l'école polytechnique ayant satisfait aux examens de sortie, d'ingénieur des arts et manufacture, d'élève breveté de l'école supérieure des mines de Paris, de licencié ès lettres ou ès sciences, soit de la possession du brevet de l'école normale secondaire de Cluny ou d'un certificat reconnu équivalent à la licence par le ministre de l'instruction publique, du certificat d'aptitude au professorat dans les écoles pratiques de commerce et d'industrie, du certificat d'aptitude au professorat dans les écoles normales et les écoles pri-

maires supérieures, du diplôme supérieur de sortie d'une école nationale d'arts et métiers, d'un diplôme ou de titres reconnus équivalents par le ministre du commerce, après avis de la commission permanente du conseil supérieur de l'enseignement technique.

Pour les écoles de filles, de la possession du certificat d'aptitude à l'enseignement secondaire, au professorat dans les écoles pratiques de commerce et d'industrie, ou du certificat d'aptitude au professorat dans les écoles normales et écoles primaires supérieures, d'un diplôme ou de titres reconnus équivalents par le ministre du commerce, après avis de la commission permanente du conseil supérieur de l'enseignement technique.

Nul ne peut être professeur dans une école privée d'enseignement technique industriel ou commercial, s'il n'est Français et s'il ne remplit les conditions d'âge et de capacité qui seront déterminées par décret, après avis du conseil supérieur de l'enseignement technique.

Toutefois, les étrangers remplissant les conditions d'âge et de capacités requises, peuvent être autorisés à enseigner dans une école technique privée par décision spéciale et individuelle du ministre du commerce.

Art. 35. — Quiconque aura ouvert ou dirigé une école d'enseignement technique sans remplir les conditions prescrites par les articles 4 et 34 ci-dessus ou sans avoir fait les déclarations exigées, ou avant l'expiration du délai spécifié par l'article 32, sera poursuivi devant le tribunal correctionnel du lieu du délit et condamné à une amende 100 à 1,000 fr.

L'école sera fermée.

En cas de récidive, le délinquant sera condamné à un emprisonnement de six jours à un mois et à une amende de 500 à 2,000 fr.

Les mêmes peines seront prononcées contre celui qui, dans le cas d'opposition formée à l'ouverture de son école, l'aura ouverte avant qu'il ait été statué sur cette opposition, ou malgré la décision du comité départemental qui aura accueilli l'opposition, ou avant la décision d'appel.

L'article 463 du code pénal pourra être appliqué.

Art. 36. — Tout directeur d'école privée d'enseignement technique pourra, sur la plainte des inspecteurs généraux de l'enseignement technique, être traduit, pour cause de faute grave dans l'exercice de ses fonctions, d'inconduite ou d'immoralité, devant le comité départemental de l'enseignement technique et être censuré ou interdit de l'exercice de sa profession, soit dans la commune où il exerce, soit dans le département, selon la gravité de la faute commise.

Il peut même être frappé d'interdiction à temps ou d'interdiction absolue par le comité départemental.

Le directeur d'une école privée, frappé d'interdiction, peut faire appel devant le conseil supérieur de l'enseignement technique.

Cet appel ne sera pas suspensif.

Art. 37. — L'inspection des établissements privés d'enseignement technique est exercée par les inspecteurs dont il est fait mention à l'article 7 ci-dessus.

Des missions spéciales d'inspection dans ces établissements peuvent être confiées par le ministre du commerce aux fonctionnaires visés par les paragraphes 1, 2, 3 et 5 de l'article 9 de la loi du 30 octobre 1886 sur l'organisation de l'enseignement primaire.

L'inspection des écoles privées porte sur la moralité, l'hygiène, la salubrité et sur l'exécution des obligations légales imposées à ces écoles. Elle peut porter sur l'enseignement pour vérifier s'il n'est pas contraire à la morale, à la constitution et aux lois, et s'il est conforme aux programmes présentés par le directeur lors de la déclaration d'ouverture de l'établissement.

Tout directeur d'école privée d'enseignement technique qui refusera de se soumettre à la surveillance et à l'inspection des autorités dans les conditions établies par la présente loi, sera traduit devant le tribunal correctionnel et condamné à une amende de 50 à 500 fr. En cas de récidive, l'amende sera de 100 à 1,000 fr.

L'article 463 du code pénal pourra être appliqué.

Si le refus a donné lieu à deux condamnations dans l'année, la fermeture de l'établissement sera ordonnée par le jugement qui prononcera la seconde condamnation.

Art. 38. — Les écoles privées d'enseignement technique, légalement ouvertes, peuvent être reconnues par l'Etat.

La reconnaissance par l'Etat est accordée, après avis du comité départemental et du conseil supérieur de l'enseignement technique, par arrêté du ministre du commerce et de l'industrie. Toutefois, les écoles supérieures de commerce sont reconnues par décret.

Le bénéfice de la reconnaissance peut toujours être retiré. Le retrait a lieu dans les mêmes formes.

Les écoles techniques privées qui désirent obtenir la reconnaissance par l'Etat doivent en faire la demande au ministre du commerce et de l'industrie et soumettre à son approbation leurs plans d'études et leurs programmes.

Art. 39. — La nomination du directeur et du personnel enseignant des écoles techniques reconnues par l'Etat est soumise à l'agrément du ministre du commerce et de l'industrie.

Le ministre peut retirer son agrément après avoir provoqué les explications de l'administration de l'école et celles des intéressés.

Les maîtres de l'enseignement public peuvent, tout en conservant leur droit à une pension de retraite, exercer leurs fonctions, soit comme professeur, soit comme directeur ou sous-directeur dans une école technique reconnue par l'Etat.

Art. 40. — Les écoles reconnues par l'Etat sont soumises à l'inspection de l'enseignement technique dans les mêmes conditions que les écoles publiques.

Toutefois, l'inspection porte exclusivement sur les études et sur l'application des dispositions de l'arrêté ou du décret de reconnaissance.

Art. 41. — Des certificats et des diplômes peuvent être délivrés par les écoles reconnues par l'Etat, dans des conditions déterminées par arrêté ministériel après avis du conseil supérieur de l'enseignement technique. Dans ce cas, le jury d'examen est nommé par le ministre du commerce et de l'industrie ou par le préfet du département délégué à cet effet.

Art. 42. — L'Etat peut participer, soit sous forme de bourses, soit sous forme de subventions, aux dépenses de fonctionnement des écoles reconnues.

Cette participation ne peut en aucun cas dépasser le quart des dépenses totales de fonctionnement.

Elle ne peut être accordée qu'après avis favorable de la commission permanente du conseil supérieur de l'enseignement technique.

TITRE V

Des cours professionnels ou de perfectionnement.

Art. 43. — Des cours professionnels ou de perfectionnement sont organisés pour les apprentis, les ouvriers et les employés du commerce et de l'industrie.

Tous les cours visés par la présente loi doivent faire l'objet d'une déclaration à la mairie de la localité dans laquelle ils sont institués.

Art. 44. — Les cours professionnels sont obligatoires, dès qu'ils auront été organisés conformément à la présente loi, et sous les réserves déterminées par l'article 54 ci-après, pour les jeunes gens et jeunes filles âgés de moins de dix-huit ans, qui sont employés dans le commerce et l'industrie, soit en vertu d'un contrat écrit d'apprentissage, soit sans contrat.

Ces cours sont gratuits ; toutefois la fréquentation d'un cours payant, remplissant les conditions prévues par la présente loi, pourra être considérée comme équivalant à la fréquentation des cours obligatoires.

Ils peuvent être organisés par les chefs d'établissements industriels ou commerciaux, même à l'intérieur de leurs établissements.

Art. 45. — Les communes dans lesquelles l'organisation de cours professionnels est reconnue nécessaire sont désignées par arrêté du ministre du commerce et de l'industrie, après avis du comité départemental et du conseil supérieur de l'enseignement technique.

Il est institué dans ces communes, par arrêtés ministériels, une commission locale professionnelle, chargée de déterminer et d'organiser les cours obligatoires pour les besoins des professions commerciales et industrielles de la localité.

Cette commission est composée :

1° Du maire, président de droit ;

2° D'un inspecteur départemental de l'enseignement technique ;

3° De délégués désignés par le conseil municipal ;

4° De délégués désignés par la chambre de commerce ;

5° De délégués élus par les ouvriers, ouvrières et employés d'usines ou d'ateliers, conformément au mode électoral de la loi du 17 juillet 1908 sur les conseils consultatifs du travail ;

6° De délégués élus par les employés de commerce, suivant le mode électoral adopté pour l'élection des prud'hommes ;

7° De l'inspecteur ou de l'inspectrice du travail dans la commune où ils résident ;

8° Du directeur des cours et d'un délégué désigné par les professeurs.

Le nombre des délégués pour chacune des 3e, 4e, 5e et 6e catégories sera désigné par le préfet, après avis du comité départemental de l'enseignement technique.

Art. 46. — La commission locale professionnelle examinera l'organisation, les programmes et le fonctionnement des cours professionnels existants et adressera son rapport au ministre du commerce et de l'industrie.

Ceux de ces cours qui, d'après le rapport de la commission, répondront aux besoins des professions commerciales ou industrielles de la localité pourront, sur leur demande, être subventionnées par l'Etat suivant leur importance, après avis favorable de la commission permanente du conseil supérieur de l'enseignement technique, sans que cependant cette subvention puisse dépasser la moitié des dépenses de leur fonctionnement.

D'autre part, la commission permanente du conseil supérieur de l'enseignement technique pourra, sur la proposition de la commission locale professionnelle et sur le rapport de l'inspecteur de l'enseignement technique, les intéressés entendus, déclarer qu'un cours est insuffisamment organisé pour répondre aux obligations de la présente loi.

Néanmoins, les administrateurs de ce cours auront le droit d'en appeler au conseil supérieur de l'enseignement technique.

Art. 47. — S'il n'existe pas de cours professionnels dans la localité ou si les cours existants sont jugés insuffisants par la commission locale, les communes seront tenues de créer les cours professionnels jugés nécessaires par ladite commission et de pourvoir aux dépenses de leur fonctionnement.

Ces cours pourront être subventionnés par l'Etat, dans les conditions et les limites fixées par l'article précédent.

Dans les centres industriels occupant des ouvriers de plusieurs communes, l'arrêté pourra prévoir le groupement de ces communes pour la création et l'entretien des cours professionnels.

Les frais d'entretien et de création de ces cours seront compris parmi les dépenses obligatoires de la commune.

Art. 48. — Les programmes des cours professionnels communaux prévus au précédent article sont arrêtés par la commission locale professionnelle, et approuvés par le comité départemental de l'enseignement technique.

Les membres du personnel enseignant sont nommés par le maire, après avis de la commission locale.

Ils peuvent être remplacés par le maire, après avis de ladite commission.

Art. 49. — Le chef d'établissement est tenu de laisser à ses jeunes ouvriers et employés de l'un et l'autre sexe le temps et la liberté nécessaires pour suivre les cours obligatoires communaux ou privés.

Les cours professionnels obligatoires devront avoir lieu pendant la journée légale de travail, sans que, cependant, le temps de travail qui y sera consacré puisse excéder huit heures par semaine, ni deux cents heures par an.

Toutefois, cette prescription ne s'applique pas aux établissements, ateliers, magasins ou bureaux dans lesquels la durée normale du travail du personnel n'excède pas huit heures par jour ou quarante-huit heures par semaine.

En outre, des dérogations pourront être apportées à la règle posée par le paragraphe 2 du présent article par le ministre du commerce et de l'industrie, à la demande de la commission locale professionnelle et du comité départemental de l'enseignement technique et après avis favorable du conseil supérieur de l'enseignement technique.

Il sera statué sur toute demande de dérogation dans le délai de deux mois.

Les heures consacrées à l'enseignement professionnel pendant la journée légale du travail

seront prises, de préférence, au commencement ou à la fin de la journée.

Les cours pourront être groupés, dans les industries saisonnières, pendant les périodes de morte-saison.

Art. 50. — Le chef d'établissement est tenu également de s'assurer de l'assiduité au cours de ses jeunes ouvriers et employés. A cet effet, chaque élève sera muni d'un livret qui devra être visé par les professeurs des cours à chaque leçon et par le chef d'établissement ou son délégué au moins une fois par semaine.

Dans le cas d'absences réitérées, le professeur devra en aviser immédiatement les parents ou tuteurs de l'enfant, le chef d'établissement et la commission locale professionnelle.

Pour faciliter l'application de la présente loi, le chef d'établissement est tenu, en outre, de déclarer à la mairie, et dans les huit jours de leur embauchage les noms, prénoms, âge et adresse des jeunes gens et jeunes filles de moins de dix-huit ans qu'il emploie.

Art 51. — Toutefois, le chef d'établissement est dispensé de la triple obligation prévue par les articles 49 et 50 en ce qui concerne:

1° Les jeunes gens et jeunes filles qui justifient d'un diplôme ou certificat délivré par une école publique ou par une école privée d'enseignement technique reconnue par l'Etat ou agréée par le comité départemental de l'enseignement technique ;

2° Les jeunes gens et jeunes filles qui ont obtenu leur certificat d'études professionnelles dans les conditions déterminées par l'article 52 ci-après ;

3° Ceux qui suivent les cours d'une école régionale des beaux-arts.

Art. 52. — Les jeunes gens et jeunes filles qui ont suivi, pendant trois ans au moins, les cours professionnels, sont admis à concourir pour le certificat d'études professionnelles.

Ce certificat est délivré à ceux qui subissent l'examen avec succès. Les autres reçoivent un certificat d'années d'études les dispensant à l'avenir de l'obligation de suivre les cours.

Enfin, les élèves qui, au bout d'au moins un an d'assiduité aux cours, seront reconnus inaptes à en profiter pourront obtenir, sur la demande de leurs parents ou tuteurs, une dispense pour les deux années suivantes. La commission locale pourra aussi dispenser des cours les enfants jugés incapables de les suivre.

Les épreuves théoriques et pratiques de l'examen sont déterminées par arrêté du ministre du commerce et de l'industrie, après avis de la commission locale professionnelle.

L'examen est subi devant un jury composé de l'inspecteur départemental de l'enseignement technique, ou, à son défaut, d'un délégué du préfet, président, des professeurs des cours et d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers ou employés de la profession, nommés par le préfet, et choisis, autant que possible, parmi les membres de la commission locale professionnelle.

Art. 53. — Peuvent également se présenter audit examen et obtenir leur certificat d'études professionnelles :

1° Les jeunes gens et jeunes filles qui ont terminé leurs études dans une école publique ou dans une école privée reconnue par l'Etat sans obtenir le diplôme de sortie de ladite école;

2° Les jeunes gens et jeunes filles occupés dans le commerce ou l'industrie, âgés de seize ans accomplis et résidant dans les communes où les cours obligatoires ne sont pas organisés.

Art. 54. — Les cours professionnels sont soumis exclusivement à l'inspection de l'enseignement technique.

Les cours professionnels obligatoires sont en outre placés sous la surveillance de la commission locale professionnelle.

Toutefois, lorsque ces cours ont lieu à l'atelier ou dans l'usine, les inspecteurs de l'enseignement technique y ont seuls droit d'entrée.

Les inspecteurs pourront être assistés, le cas échéant, et sur la demande de la commission locale, de spécialistes choisis d'un commun accord par les syndicats patronaux et ouvriers de la profession et agréés par les industriels inspectés.

Art. 55. — Les chefs d'établissements qui auront contrevenu aux prescriptions des articles 49 et 50 de la présente loi seront mis en demeure de s'y conformer par un avertissement de la commission locale professionnelle.

En cas de récidive dans les douze mois qui suivront l'avertissement, le contrevenant sera poursuivi, sur la plainte de la commission locale professionnelle, devant le tribunal de simple police, et passible d'une amende de 5 à 15 francs.

L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes, jeunes gens ou jeunes filles, employés en contradiction desdits articles 49 et 50.

Toutefois, la peine ne sera pas applicable si la contravention à la loi a été le résultat d'une erreur provenant de la production d'un acte de naissance ou d'autres pièces contenant de fausses énonciations ou délivrées pour une autre personne.

Les chefs d'établissement seront civilement responsables des condamnations prononcées contre les directeurs ou gérants.

L'article 463 du code pénal relatif aux circonstances atténuantes pourra être appliqué.

Art. 56. — Les dispositions de l'article 55 de la présente loi sont également applicables aux parents et tuteurs qui empêcheraient leurs enfants ou pupilles de fréquenter les cours professionnels obligatoires ou qui négligeraient de veiller à leur assiduité, après avoir été avertis de leurs absences par le directeur des cours.

Au cas où le défaut d'assiduité aux cours professionnels résultera de la mauvaise volonté évidente de l'enfant, la commission locale professionnelle pourra faire comparaître devant elle le contrevenant et lui donner un avertissement.

Si cet avertissement reste sans effet, la commission locale professionnelle fera poursuivre l'enfant devant le tribunal de simple police en vue de l'application des amendes dont sont passibles les contraventions.

L'article 463 relatif aux circonstances atténuantes sera applicable dans les cas visés par le présent article.

ANNEXE N° 353

(Session ord. — Séance du 3 juillet 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux **altérations ou suppositions de noms sur les produits naturels et fabriqués** et à la protection des **appellations d'origine**, par M. Jénouvrier, sénateur (1).

Messieurs, la question soumise actuellement aux délibérations du Sénat semble très grave et très délicate à résoudre, si on en juge par la durée des travaux, les patientes recherches et les longues hésitations de ceux qui l'ont étudiée avant vous.

C'est en effet le 30 juin 1911, après des débats dont le Sénat est mémoratif et de multiples résolutions dans lesquelles le Parlement avait affirmé vouloir l'anéantissement de ce qu'on a appelé « les délimitations administratives », que le projet de loi que vous êtes appelés à examiner fut déposé sur le bureau de la Chambre des députés ; et il n'a été voté par celle-ci que le 27 novembre 1913.

Si les débats oraux ne furent pas très longs, puisqu'ils n'occupèrent que les séances du matin des 13, 14, 20, 21 et 27 novembre, il ne fallut pas moins de six rapports successifs pour les préparer. Enfin le texte même voté par la Chambre a provoqué des protestations nombreuses et énergiques dont votre commission a recueilli l'expression avec une patience que rien n'a pu lasser.

Peut-être faut-il chercher et trouver la cause de ces longues hésitations et de ces mécontentements en dehors et en outre de la difficulté inhérente au sujet lui-même, dans le désir très honorable sans doute, mais qui paraît irréalisable, de donner la solution souveraine d'une loi générale à des questions locales et particulières, peut-être aussi dans l'oubli de certains principes directeurs, dont le respect et l'application doivent assurer sinon la satisfaction de tous les intérêts, du moins le respect de tous les droits.

Et à ce point de vue on peut regretter que les services du ministère de la justice n'aient pas collaboré avec ceux du ministère de l'agriculture à la préparation d'une loi qui intéresse les premiers autant que les seconds, sinon plus. Vous permettrez même à votre rapporteur d'exprimer le regret, qu'il voudrait ne pas rester platonique, que les sections compétentes du conseil d'Etat ne soient plus consultées comme autrefois sur le mérite, le texte et les conséquences de toute nature des projets de loi déposés par le Gouvernement.

En tout cas ce sont ces principes directeurs que votre commission s'est efforcée d'avoir toujours présents à l'esprit, apportant à leur application toute sa bonne volonté, son indépendance, son impartialité, en même temps que son désir de conciliation entre des intérêts qui semblaient opposés. Et c'est pour cela qu'elle a obtenu ce résultat, que beaucoup jugeaient impossible, d'obtenir : l'adhésion unanime de ses membres au texte qu'elle vous demande d'adopter.

Pour justifier les conclusions qu'ils proposent à votre agrément, vos commissaires ont pensé qu'il convenait :

1° De vous faire un exposé aussi complet que possible de la question que vous avez à étudier avec l'indication des textes législatifs et de certains monuments de jurisprudence qui se sont déjà appliqués à la résoudre ;

2° De vous indiquer sommairement les critiques de natures diverses que les dispositions votées par la Chambre leur ont suggérées ;

3° Enfin de vous expliquer et de vous préciser le sens, le mécanisme et aussi la portée de celles auxquelles il se sont arrêtés.

I

Historique.

Depuis un temps qu'on peut dire immémorial, et sans qu'il soit nécessaire de remonter au miel de l'Hymette et au vin de Falerne, cités devant la Chambre des députés, l'indication de leur origine donne à certains produits une valeur toute spéciale et un mérite particulier.

La renommée qui s'attachait ainsi à ces produits était le résultat et la récompense des efforts prolongés des générations successives. Elles avaient lutté et travaillé toujours pour mieux faire, dans la paroisse, dans la commune, parfois dans toute une région, apportant chaque jour à l'œuvre de la veille une amélioration et un progrès.

Et quand un produit, soit naturel, soit industriel ou fabriqué fut ainsi connu et apprécié, non pas seulement par un travail individuel, mais grâce à un effort collectif et prolongé, il se trouva qu'un véritable droit de propriété avait été créé et constitué au profit d'une commune ou d'une région ; le droit à une « appellation d'origine » droit aussi respectable et méritant d'être autant défendu et protégé que celui qui porte sur une maison ou sur un champ.

A la vérité celui-ci est individuel, tandis que celui-là sera collectif, tous les habitants d'une commune ou même d'une région pourront l'invoquer ; mais il n'en sera pas moins un droit de propriété puisque cette appellation d'origine, créée dans le passé par le travail volontaire d'une collectivité, facile à déterminer, sera soumise dans le présent et l'avenir à la volonté et à l'action de chacun des habitants ou propriétaires de la commune ou de la région qui l'a constituée.

D'où cette conséquence nécessaire, que les auteurs du projet de loi qui vous est soumis n'ont peut-être pas dégagé de façon suffisante : l'usage, l'emploi injustifiés d'une appellation d'origine constitueront toujours et d'abord une atteinte à un droit de propriété.

Sans doute ils pourront devenir les éléments d'un délit, s'ils ont été commis de mauvaise foi en connaissance de cause, s'ils s'entourent de moyens frauduleux, de menées que la droiture et l'honnêteté réprouvent, et le législateur serait sans excuse de ne pas prévoir et réprimer ces éléments mauvais.

Mais en dehors d'eux, l'emploi d'une appellation d'origine fait de bonne foi, quoique sans droit, soulève une question civile de propriété qui doit être soumise aux magistrats compétents ; c'est-à-dire aux tribunaux civils.

Des intérêts de premier ordre commandent de protéger cette propriété de façon efficace. Son respect est nécessaire à tous ; il garantit non seulement à la région qui l'a créé ou conquise par son travail, mais au pays tout entier, sur les marchés de l'intérieur comme vis-à-vis de l'étranger, la place, le plus souvent éminente, que méritent nos produits.

La sincérité et l'exactitude d'une appellation d'origine sont une garantie pour le producteur

---

(1) Voir les nos 446, Sénat, année 1913, et 930-1099-1136-2132-2561 et annexe 3187 et annexe et in-8° 628. — 10e législ. — de la Chambre des députés.

ou le fabricant comme pour l'acheteur. Aux premiers, elles donnent le moyen de distinguer leurs produits ; aux seconds, elles fournissent l'assurance qu'on lui livre bien ce qu'il veut acheter. A tous ces titres, elles méritent d'être protégées par le législateur et défendues par lui contre l'usurpation.

Il ne faut pas croire du reste que ce droit de propriété soit resté jusqu'à nos jours sans protection et livré sans défense à toutes les entreprises de la fraude et de la concurrence déloyale.

Pour le démontrer il paraît tout à fait inutile de remonter à une époque trop lointaine. Du reste elle ne soupçonna pas le mouvement économique dont nous sommes les témoins et n'eut pas, en conséquence, à le réglementer.

Le premier texte législatif sur lequel il convient de s'arrêter est la loi du 28 juillet-4 août 1824 « relative aux altérations ou suppositions de noms dans les produits fabriqués ».

Elle est ainsi conçue dans l'article 1er, le seul intéressant : « Quiconque aura soit apposé, soit fait apparaître par addition, retranchement ou par une altération quelconque sur des objets fabriqués, le nom d'un fabricant autre que celui qui en est l'auteur, ou la raison commerciale d'une fabrique autre que celle où lesdits objets ont été fabriqués, ou enfin le nom d'un lieu autre que celui de la fabrication, sera puni des peines portées en l'article 423 du code pénal, sans préjudice des dommages-intérêts, s'il y a lieu.

« Tout marchand, commissionnaire ou débitant quelconque sera passible des effets de la poursuite, lorsqu'il aura sciemment exposé en vente ou mis en circulation les objets marqués de noms supposés ou altérés. »

Des travaux préparatoires il convient de retenir quelques idées qui justifient celles qui ont dirigé votre commission.

Dans l'exposé des motifs présenté à la Chambre des députés, on lit :

« Il est des villes de fabrique dont les produits ont une réputation qu'on peut appeler collective et c'est encore une propriété. Les draps de Louviers et de Sedan sont distingués dans le commerce comme des espèces particulières, et il importe aux fabricants de ces villes d'empêcher que d'autres tissus plus ou moins semblables ne se confondent avec les leurs à « la faveur d'une déclaration mensongère ».

Le rapport présenté à la Chambre par le député Lemoine des Mares, reproduisit textuellement les passages ci-dessus :

Dans le rapport présenté à la Chambre des pairs, par le comte Chaptal, on lit aussi :

« Ces dispositions sont justes, elles sont nécessaires. Elles sont justes en ce qu'elles donnent une garantie à la propriété industrielle.

« Je dis : propriété et en est-il de plus sacrée que le nom d'un fabricant... ce que je dis ici des individus je le dirai des villes où des fabricants sont parvenus à créer des genres d'industrie.

« Le nom d'un fabricant devenu célèbre, de même que celui d'une ville qui a créé un genre d'industrie connu et réputé dans toutes les parties du monde sont donc plus qu'une propriété privée, ils forment une propriété publique et nationale. »

Il ne faudrait pas s'étonner que le législateur de 1824, après avoir déclaré que ces noms de villes, c'est-à-dire ces appellations d'origine, constituaient une propriété, ait décidé que celui qui lui porterait atteinte par les moyens qu'il désigne commettrait un délit. Tous ces moyens en effet sont frauduleux, ils sont exclusifs tous et par eux-mêmes de la bonne foi chez leur auteur.

Voilà pourquoi celui-ci est toujours justiciable des tribunaux de répression ; et c'est si vrai que « le marchand, commissionnaire ou débitant » n'est poursuivi que si, ayant connu ces actes frauduleux, il s'y est associé.

Depuis près d'un siècle, la loi de 1824 a protégé de façon très efficace les appellations d'origine et puni toutes les tentatives de fraude qui les ont menacées s'appliquant à des produits fabriqués.

L'un des honorables rapporteurs de la Chambre a fait allusion à la jurisprudence qui s'est ainsi établie dès longtemps ; que le Sénat permette au rapporteur de sa commission de s'y arrêter à son tour et d'en résumer quelques décisions, s'appliquant plus particulièrement à des produits dont la défense a provoqué surtout les travaux législatifs actuels :

1° Dès 1845, le 12 juillet, la chambre criminelle de la cour de cassation décidait que les vins de Champagne rentrent dans la classe des produits fabriqués ou manufacturés, dont la contrefaçon est réprimée par la loi du 28 juillet 1824 ;

2° Le 8 juin 1847, la chambre des requêtes jugeait « que les vins doivent être placés dans la classe des produits fabriqués et que les propriétaires et vignerons doivent jouir pour les vins provenant de leur récolte de la protection que la loi du 28 juillet 1824 accorde aux fabricants d'objets manufacturés, qu'il suit de là que les propriétaires d'un cru ont seuls mais aussi qu'ils ont tous le droit de marquer les vaisseaux contenant leur vin par une estampille qui rappelle ce cru ».

La cour suprême tranchait ainsi une question controversée : les vins sont-ils des produits naturels ou des produits fabriqués? Déjà des praticiens avaient déclaré que « c'est un préjugé de croire que le vin est un produit naturel. Le vin est au contraire incontestablement le résultat d'une fabrication plus ou moins intelligente et donnant des produits d'une valeur qui ne dépend pas seulement d'éléments naturels tels que le cépage, le terroir et le climat, mais encore de l'habileté du vinificateur et de la connaissance des méthodes qui servent à transformer le moût sucré en un vin plus ou moins bon » ;

3° Le 4 mars 1870, la cour d'Angers faisant l'application de ces principes, a jugé que les propriétaires des vignobles d'un cru en réputation et les négociants qui justifient être les acquéreurs habituels des produits de ces vignobles sont recevables à réclamer contre l'emploi abusif qu'un négociant d'une autre contrée fait du nom de ce vin pour faciliter le placement de produits imités et d'une provenance différente ;

4° Le 11 avril 1889 la même cour d'Angers décidait « qu'on ne peut entendre par champagne ou vin de Champagne qu'un vin tout à la fois récolté et fabriqué en Champagne, ancienne province de France, géographiquement déterminée et dont les limites ne sauraient être étendues ou restreintes ».

Et la cour de cassation, saisie du pourvoi contre cet arrêt, proclamait, le 23 juillet 1889, que « le mot champagne n'est pas tombé dans le domaine public et ne s'applique qu'au vin récolté dans la province de France qui porte ce nom ».

De nouveaux et nombreux arrêts ont été rendus dans le même sens, notamment par la cour d'Angers, le 15 décembre 1891, et par la cour de Paris, le 18 novembre 1892, confirmant un jugement du tribunal de commerce de Reims du 17 juillet 1891 ; et le Sénat pensera sans doute que le considérant suivant du jugement de Reims, rendu par les magistrats les plus qualifiés en fait, n'est pas sans intérêt :

« Attendu dès lors que la désignation champagne ou vin de champagne n'étant pas tombée dans le domaine public ne peut s'appliquer à des vins mousseux non champenois ; qu'il importe peu que des fabricants, même de la Marne, aient fait entrer dans leurs cuvées des vins achetés par eux ailleurs que dans l'ancienne province de Champagne, ni que des vins mousseux fabriqués à l'étranger soient vendus sous le nom de champagne ; qu'en effet un abus ne saurait en justifier un autre. »

Le Sénat ne trouvera peut-être pas inutile le résumé qui vient d'être fait de cette jurisprudence. Elle établit de façon très nette : 1° que les appellations d'origine, notamment en ce qui concerne les vins, sont une propriété ; 2° que cette propriété est efficacement défendue par la loi de 1824 contre la fraude et les manœuvres frauduleuses.

Cependant deux reproches ont été adressés à la loi de 1824 :

I. — Elle ne protège que les objets fabriqués ; or il existe un très grand nombre de produits naturels, c'est-à-dire que l'homme obtient directement de la nature par son industrie, qui ne sont pas fabriqués, ou pour parler plus exactement qui ne sont pas manufacturés. Certains d'entre eux ont obtenu, grâce à une culture plus scientifique, à des procédés plus perfectionnés, une renommée plus particulière et une valeur très grande ; pour n'en citer que quelques-uns, les asperges d'Argenteuil, le chasselas de Fontainebleau, les fraises de Plougastel, les marrons de Lyon, d'Auvergne, de Redon : les prunes d'Agen, les truffes et cèpes du Périgord, etc... Et à côté de ces produits inanimés les produits animés : les huîtres d'Arcachon, de Cancale, de Marennes, etc...

La loi de 1824 ne réprime pas le fait de donner le nom de ces produits inanimés ou animés à d'autres produits similaires, mais d'origine différente. Plusieurs ont pensé que cette lacune devait être comblée.

II. — La loi de 1824 ne prévoit que la juridiction correctionnelle. Cela se comprenait à la rigueur à l'époque où elle fut votée. Les lieux de fabrication étaient très précis et très déterminés par leurs limites. Mais, sous la poussée du progrès économique et industriel, ils ont souvent franchi ces anciennes limites ; des fabriques se sont installées dans les communes voisines limitrophes ; auront-elles, n'auront-elles pas le droit d'appliquer à leurs produits l'appellation d'origine de la ville dont elles sont pour ainsi dire les filiales ? Des usages locaux constants, loyaux, semblent le permettre. Faudra-t-il donc soumettre la connaissance des litiges que ces questions peuvent faire naître nécessairement à la juridiction correctionnelle, douloureuse toujours, même pour celui qu'elle acquitte ? Et les tribunaux civils ne devraient-ils pas être exclusivement saisis de ces conflits quand aucune manœuvre frauduleuse n'est relevée ?

Sans doute le droit commun subsiste qui, aux termes de l'article 1382 du code civil, permet à la victime d'une faute de demander la réparation du préjudice qui lui a été causé ; mais d'une part il faut prouver la faute, c'est-à-dire le quasi-délit, et le préjudice direct causé ; d'autre part les actions basées sur l'article 1382 sont d'une procédure longue et les effets des jugements qui les terminent sont très limités.

On s'est efforcé de répondre au premier de ces deux reproches par la loi du 23 juin 1857 sur les marques de fabrique et de commerce.

Par ce texte législatif les marques, c'est-à-dire « les noms sous une forme distinctive, les dénominations, emblèmes, empreintes, timbres, cachets, vignettes, etc..., servant à distinguer les produits d'une fabrique ou les objets d'un commerce » sont énergiquement protégés : et l'article 21 déclare que « toutes les dispositions de la présente loi sont applicables aux vins, eaux de-vie et autres boissons, aux bestiaux, grains, farines et généralement à tous les produits de l'agriculture ».

Mais si utile que soit la marque, son emploi est relativement compliqué : elle doit être spéciale, c'est-à-dire de nature à ne pas être confondue avec une autre et se reconnaître facilement ; elle doit, en conséquence, être nouvelle ; enfin elle doit être déposée au greffe du tribunal de commerce et ce dépôt n'a d'effet que pendant quinze années ; il doit alors être renouvelé.

Ce n'est donc pas à la loi de 1857 qu'on peut demander de protéger mieux que la loi de 1824 les appellations d'origine qui précisément ne peuvent être ni spéciales ni nouvelles.

Et cependant le législateur sembla, durant plusieurs années, vouloir s'en tenir là. Pendant plus de trente années, jusqu'en 1889, il ne songe pas à défendre de façon particulière les produits agricoles, notamment les vins. Mais à partir de 1889 il prend sa revanche. Dans l'ordre d'idées qui est étudié, on trouve notamment :

1° La loi du 14 avril 1889 qui indique au consommateur ce que doit être le produit qu'on lui livre sous le nom de vin ;

2° Les lois des 11 juillet 1891 et 24 juillet 1894 tendant à réprimer la fraude dans la vente des vins ;

3° La loi du 6 avril 1897, concernant la fabrication, la circulation et la vente des vins artificiels ;

4° Les lois du 6 août 1905, article 25 ; du 15 juillet 1907 sur les eaux-de-vie ;

5° La loi de finances du 31 mars 1903 qui, dans son article 23, indique le procédé de délivrance des acquits d'origine (acquit blanc) aux eaux-de-vie.

Mais après avoir cité cette législation copieuse, il paraît inutile de s'y arrêter, pour arriver rapidement à la loi du 1er août 1905 qui est le point de départ réel du projet de loi que votre commission a étudié. C'est en effet cette loi et les mesures prises pour son exécution qui ont rendu nécessaire celui-ci.

Cette loi de 1905 était du reste réclamée depuis longtemps par l'opinion publique émue de la facilité de la fraude et de la multiplication des falsifications dans la vente des marchandises, des denrées alimentaires et des denrées agricoles.

Très sagement, le texte nouveau poursuit et condamne :

« Quiconque aura tenté de tromper le contractant :

« Soit sur la nature, les qualités substan-

tielles, la composition et la teneur en principes utiles de toutes marchandises;

« Soit sur leur espèce ou leur origine, lorsque, d'après la convention ou les usages, la désignation de l'espèce ou de l'origine faussement attribuées devra être considérée comme la cause principale de la vente. »

C'était efficacement protéger l'acheteur contre la fraude du vendeur, c'était, en présence de lois spéciales très nombreuses qui réprimaient chacun un genre de fraude, vouloir, comme l'a dit le rapporteur au Sénat, M. Thévenet, « condenser dans un texte plus complet tous les principes et toutes les règles générales de la matière ».

Mais ce n'était pas protéger les appellations d'origine au regard des producteurs divers et entre eux : la loi de 1905 ne pouvait s'appliquer que si l'acheteur était trompé, mais elle demeurait inapplicable, quand l'acheteur bien renseigné avait su que la marchandise achetée par lui ne méritait pas l'application d'origine, parfois glorieuse, qu'elle avait cependant reçue.

En outre, le législateur de 1905 se demanda qui, quelle autorité, quel pouvoir diraient l'origine exacte de telle ou telle marchandise mise en vente. Il ne chercha pas la réponse dans les principes ci-dessus rappelés, où elle se trouvait. Il fut donc quelque peu embarrassé et crut se tirer d'embarras en rédigeant l'article 11 qui disait :

« Il sera statué par des règlements d'administration publique sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la présente loi, notamment en ce qui concerne : 1° .....; 2° les inscriptions et marques indiquant soit la composition, soit l'origine des marchandises, soit les appellations régionales et de crus particuliers que les acheteurs pourront exiger sur leur facture... ainsi que les indications extérieures ou apparentes nécessaires pour assurer la loyauté de la vente et de la mise en vente. »

Ainsi, d'une part, le législateur s'en remettait au pouvoir exécutif du soin d'indiquer, par des règlements d'administration publique l'origine des marchandises, les appellations régionales et les crus, mais il le chargeait en outre de préciser les indications extérieures qui devaient assurer la loyauté de la vente, de sorte que non seulement le vendeur ne devait pas tromper l'acheteur par des mentions inexactes et mensongères, mais il pouvait encore être contraint à l'apposition d'indications extérieures et apparentes, et exactes.

C'est sans doute à cet ensemble de mesures que M. Thevenet pensait, quand il disait dans son rapport : « La réforme pour être féconde, devrait comprendre aussi des mesures préventives et d'exécution. »

Mais de tout cela allaient naître les complications regrettables auxquelles le projet actuel doit mettre fin.

Cependant, au lendemain de la loi du 1er août 1905, se produisit un incident qui démontre que souvent le législateur s'en remet avec trop de facilité à des règlements d'administration publique du soin d'achever son œuvre.

Le ministre de l'agriculture voulut faire réglementer « les inscriptions et marques indiquant l'origine des vins, les appellations d'origine et les crus particuliers ». Il s'adressa en conséquence nécessairement au conseil d'Etat et lui exposa :

« Que ce règlement était confié au conseil d'Etat par la loi du 1er août 1905 (art. 11); qu'il ne pouvait être établi qu'au moyen d'une délimitation préalable de chacune des régions intéressées. »

Et comme conclusion il demanda au conseil d'Etat de faire précéder son œuvre de règlement d'une délimitation nécessaire.

Or, le conseil d'Etat se refusa nettement et catégoriquement de se prêter à une telle entreprise; il estima, et nul ne peut le lui reprocher, que délimiter des régions, c'est-à-dire accorder aux uns et refuser aux autres le droit de donner à leurs produits une appellation d'origine, c'était statuer sur des questions de propriété qui échappaient à ses attributions organiques.

C'était le droit véritable, presque élémentaire.

L'honorable premier rapporteur du projet actuel à la Chambre des députés fait sans doute allusion à cette résistance si honorable du conseil d'Etat quand il dit dans son premier rapport :

« L'exécution des mesures prescrites par l'article 11 de la loi de 1905 s'étant fait attendre, des protestations nombreuses furent apportées soit à la Chambre des députés, soit au Sénat. »

En effet, pour ne parler que de ce qui s'est passé dans votre assemblée, à la suite d'une intervention de notre honorable collègue M. Vallé, demandant que le décret de la délimitation de la Champagne fût publié le plus tôt possible et que l'Aube n'y fût pas introduite, le Sénat vota le 11 juillet 1907 la résolution suivante : « Prenant acte des déclarations du Gouvernement, s'associant aux votes de la Chambre dans ses séances des 23 février 1905 et 14 juin 1907, estime que les règlements d'administration publique consécutifs à la loi du 1er août 1905 devront comporter la délimitation des régions pouvant prétendre exclusivement aux appellations de provenances de produits et passe à l'ordre du jour.

M. le député Cazeaux-Cazalet soutint une thèse identique dans le rapport qu'il publia en 1907 au nom de la commission viticole de la Chambre.

Mais le conseil d'Etat estima que des résolutions du Sénat et de la Chambre, si respectables qu'elles fussent, ne pouvaient lui donner la compétence qui lui manquait. Il persista très honorablement dans sa résistance.

Pour la vaincre, il fallait recourir à la loi. On le fit. Notre honorable collègue, M. Cazeneuve, alors député, usant de son droit d'initiative parlementaire, déposa un projet de loi qui devait, en complétant l'article 11 de la loi de 1905, lever les scrupules du conseil d'Etat.

On se souvient que cet article 11 disait : « Il sera statué par des règlements d'administration publique sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la présente loi, notamment en ce qui concerne : 1° La vente...; 2° Les inscriptions et marques... »

A l'énumération de ce paragraphe 2, M. Cazeneuve ajoutait : « La délimitation des régions pouvant prétendre aux appellations d'origine... »

Mais au cours des discussions qui s'étaient déroulées en 1907 devant la Chambre, on avait soutenu qu'en délimitant des régions ayant droit à la marque régionale ou appellation d'origine, on touchait à de véritables questions de propriété qui échappaient à la réglementation comme à la compétence administrative et ne relevaient que des lois et des tribunaux civils.

M. Cazeneuve crut répondre victorieusement à cette objection en mettant des limites au pouvoir de délimitation qu'il donnait au conseil d'Etat; il s'efforçait de respecter les principes qui garantissent le droit de propriété et crut sans doute y avoir réussi en ajoutant : « Cette délimitation sera faite en prenant pour base les usages locaux constants ».

C'est dans ces conditions que fut votée la loi du 5 août 1908 qui est ainsi conçue :

« *Art. 1er.* — Le troisième paragraphe de l'article 11 de la loi du 1er août 1905 commençant ainsi : « 2° Les inscriptions et marques... » est complété ainsi qu'il suit :

« La définition et la dénomination des boissons, denrées et produits conformément aux usages commerciaux; les traitements licites dont ils pourront être l'objet en vue de leur bonne fabrication ou de leur conservation; les caractères qui les rendent impropres à la consommation; la délimitation des régions pouvant prétendre exclusivement aux appellations de provenance des produits. Cette délimitation sera faite en prenant pour base les usages locaux constants. »

Art. 2. — Tous syndicats, formés conformément à la loi du 21 mars 1884 pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture ou de la viticulture ou du commerce et trafic des boissons, eaux-de-vie naturelles, alcools de fruit, denrées alimentaires, produits agricoles, engrais, produits médicamenteux, marchandises quelconques, pourront exercer sur tout le territoire de la France et des colonies les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 66, 67 et 69 du code d'instruction criminelle, relativement aux faits de fraudes et falsifications prévus par les lois en vigueur, ou recourir, s'ils le préfèrent, à l'action ordinaire devant le tribunal civil, en vertu des articles 1392 et suivants du code civil.

Devant un texte aussi précis, le conseil d'Etat ne pouvait maintenir son refus; il s'inclina.

Par application et en exécution de la loi nouvelle, des décrets de délimitation furent donc rendus par le Gouvernement. Ce sont notamment ceux :

1° Du 17 décembre 1908 délimitant les territoires auxquels est exclusivement réservée l'appellation régionale « Champagne »;

2° Du 1er mai 1909 délimitant la région ayant pour ses eaux-de-vie un droit exclusif à la dénomination « Cognac »;

3° Du 25 mai 1909 fixant la délimitation de la région d'Armagnac, Bas-Armagnac, Tenarèze, Haut-Armagnac;

4° Du 18 septembre 1909 délimitant les territoires dont les vins ont droit exclusif à la dénomination « Banyuls »;

5° Du 21 avril 1910 pour la dénomination « Clairette de Die »;

6° Du 18 février 1911 délimitant la région ayant pour ses vins un droit conclusif à l'appellation d'origine « Bordeaux »;

7° Enfin ce fut la loi du 10 février 1911 « fixant les mesures à prendre dans la région délimitative pour garantir l'origine des vins de Champagne ».

Le Sénat s'étonnera sans doute que certaines régions réputées pour leurs produits n'aient pas été délimitées dans cette période qui va de décembre 1908 à février 1911, c'est-à-dire plus de deux années. Certes le « Banyuls » et même la « Clairette de Die » sont des plus honorables, mais nul ne niera que les vins généreux de notre ancienne Bourgogne méritaient au moins autant de sollicitude; et cependant la région ayant le droit exclusif de donner à ses vins le nom glorieux et fameux de Bourgogne ne fut pas délimitée.

Le Sénat est mémoratif de l'accueil qui fut fait à ces décrets de délimitation. Des troubles graves éclatèrent sur différents points du territoire délimité, il paraît bien inutile d'en renouveler ici le douloureux et affligeant récit. Une seule région ne fut pas émue : celle qui fut délimitée pour la production du « Cognac ». Il est permis de trouver la cause de cet apaisement dans le libéralisme exemplaire avec lequel la délimitation du pays « de Cognac » fut opérée. Tous les vignobles, même très éloignés de la ville de Cognac, qui justifièrent que, par des usages loyaux et constants, leurs produits avaient servi dès longtemps à la fabrication de l'incomparable eau-de-vie furent très justement autorisés à leur donner le nom de « Cognac ».

L'émotion grandissait dans le pays. Il semblait que celui-ci, si déférent pour les décisions des tribunaux de droit commun, ne pût tolérer que le pouvoir exécutif, toujours et facilement soupçonné, à tort ou à raison, de se laisser influencer par des considérations étrangères à la justice, statuât sur des questions qui avec son clair bon sens il jugeait être des questions de propriété, à ce titre exclusivement justiciables des tribunaux de droit commun.

D'autres raisons rendaient suspectes les décisions administratives. C'est ainsi que l'honorable M. Fernand David écrit dans son premier rapport.

« Il convient de noter que, parmi ces quatre grandes délimitations régionales, deux, celles de Cognac et de l'Armagnac ont été très larges et ont comporté parfois la reconnaissance de sous-régions, tandis que les deux dernières, Bordelais et Champagne, ont été très étroites puisqu'on a exclu du Bordelais une portion notable du rayon normal d'approvisionnement des maisons de Bordeaux et puisqu'on a réduit la Champagne à une superficie inférieure aux limites du seul département de la Marne. Il apparaît ainsi qu'on a manqué de principe directeur pour assurer l'application de la loi du 5 août 1908. »

Et plus loin encore, l'honorable rapporteur écrit : « Votre commission a entendu, au cours de sa dernière séance, M. le Président du conseil. Celui-ci, qui venait de recueillir l'impression de M. le ministre de l'agriculture, a commencé par faire connaître son sentiment sur le décret de délimitation : pour lui l'erreur commise est due à un défaut de méthode. Alors que l'article 11 de la loi du 1er août 1905 donnait pour la délimitation une base dont on ne pouvait se départir; les usages locaux constants, les inspecteurs de l'agriculture, au contraire, ont pris une tout autre base...

« En remettant son dossier, M. Pams, ministre de l'agriculture, a fait remarquer à votre commission cette particularité : une carte géologique montre que le terrain du Soissonnais est de même nature que celui des communes viticoles de la Marne, tandis que, si l'on descend vers la plaine, le terrain se modifie de plus en plus. D'autre part, on est parti de ce principe qu'on ne devait faire qu'un bloc de la délimitation; en sorte que, pour éviter d'avoir des îlots viticoles séparés, on a été amené à rejoindre les deux bouts du trait de délimitation

et à incorporer dans la région ainsi bornée des communes qui n'étaient nullement viticoles. »

C'est dans ces conditions, que le pays avait trouvé singulières, que le Gouvernement avait statué et rendu ses décrets de délimitation ; sans doute il avait été conseillé et éclairé par le conseil d'Etat, mais seul il avait décrété et seul il avait la responsabilité.

Par moments cette responsabilité lui parut si lourde qu'il voulut la faire partager et même s'en dégager en la reportant sur le conseil d'Etat. A la date du 11 avril 1911, le président du conseil d'alors, l'honorable M. Monis, répondant à notre honorable collègue M. Rambourgt, à plusieurs reprises, qualifia le conseil d'Etat de tribunal.

« J'ai immédiatement pensé, disait-il, à ouvrir aux deux parties en litige l'accès d'un grand tribunal..... la juridiction chargée de trancher cette question présente de telles garanties d'impartialité.... Le Gouvernement s'interdit toute espèce de discussion ou de direction dans cette affaire; les juges seront laissés maîtres souverains de leur décision..... C'est donc un tribunal souverain qui se prononce. »

L'assimilation qu'on tentait ainsi était neuve et hardie en doctrine ; si elle avait pu être accueillie, elle eût eu les conséquences les plus graves en droit et en fait.

Dans une brève interruption, l'un de nos collègues, M. Raymond Poincaré, rectifia l'erreur et en arrêta les conséquences : « Le conseil d'Etat n'est pas un tribunal dans l'espèce, dit-il. » Du reste, et dans la même séance, sur l'intervention de notre collègue, l'honorable M. Mougeot disant : « Le conseil d'Etat ne statuera pas comme un tribunal, il n'a qu'un avis à vous donner », le président du conseil reconnut son erreur : « Nous sommes d'accord... Le conseil d'Etat sera libre d'instruire l'affaire comme il l'entendra ; il sera libre de donner l'avis qu'il voudra. Quand cet avis sera donné, j'assumerai toute la responsabilité des décisions que j'aurai à prendre. »

Que le Sénat veuille bien se persuader que la remarque qui vient d'être faite n'est pas inutile et qu'elle sera de nature à justifier certaines des dispositions que sa commission lui propose.

L'interpellation déposée par notre honorable collègue M. Rambourgt, et au cours de la discussion de laquelle furent faites les observations qui viennent d'être rappelées, se termina par le vote, à la majorité de 213 voix contre 62, de l'ordre du jour suivant déposé par notre honorable collègue, M. Denoix : « Le Sénat, confiant dans le Gouvernement pour soumettre le plus tôt possible au Parlement un projet de loi qui assure la répression de la fraude sans maintenir la délimitation territoriale qui pourrait provoquer des divisions entre Français, passe à l'ordre du jour ».

Le Gouvernement, se rendant compte de l'impossibilité de maintenir dans leur intégralité certains des décrets qu'il avait rendus, avait décidé de procéder à une nouvelle enquête; elle eut lieu, et le 7 juin 1911 un nouveau décret faisait entrer le département de l'Aube dans la Champagne délimitée, mais dans une Champagne 2e zone.

Une nouvelle interpellation eut lieu au Sénat le 13 juin 1911, et après les déclarations de l'honorable M. Pams, ministre de l'agriculture, disant notamment : « Il faut revenir, messieurs, aux tribunaux de droit commun ; il faut revenir aux décisions régulatrices de la cour de cassation. C'est le but du projet que le Gouvernement vous présentera dans un très bref délai : le Gouvernement prend l'engagement de déposer ce projet avant la fin du mois », le Sénat adopta à la majorité de 265 voix contre 14, l'ordre du jour suivant de MM. Ratier et Couyba : « Le Sénat prenant acte des déclarations du Gouvernement et comptant sur lui pour déposer d'urgence et soutenir devant les deux Chambres, avant leur séparation, un projet de loi qui substitue au régime des délimitations administratives des dispositions destinées à réprimer toutes les fraudes sur l'appellation d'origine, passe à l'ordre du jour ».

Fidèle à sa promesse, le Gouvernement déposa, le 30 juin 1911, sur le bureau de la Chambre des députés un projet de loi dont votre commission vous recommande le titre même, car elle vous proposera de l'adopter : « Projet de loi ayant pour objet la protection des appellations d'origine. (Le Sénat en trouvera le texte à la suite de ce rapport comme première annexe.

De l'exposé assez bref des motifs, il paraît utile de retenir seulement les quelques lignes suivantes. Elles contiennent l'expression d'une double pensée qui a été celle de votre commission et que nous espérons faire accepter par le Sénat.

« Le but à atteindre est d'assurer aussi rigoureusement que possible la protection des appellations d'origine, c'est-à-dire de défendre les producteurs de toute région intéressée contre des usurpations de nom qui les ruinent et, en même temps de protéger l'acheteur contre les tromperies concernant l'origine des produits, lorsque l'origine de ceux-ci est la cause principale de la vente. »

Le projet de loi fut renvoyé à la commission de l'agriculture de la Chambre qui avait déjà déposé un rapport concluant au remaniement de la délimitation de la Champagne.

Dans un premier travail, l'honorable M. Fernand David concluait au vote du projet de loi sans presque rien changer au texte du Gouvernement.

Mais dans sa séance du 24 mai 1912, la Chambre avant de statuer chargea sa commission de procéder à une enquête dans les départements qu'intéressait plus spécialement le projet de loi. Certes, la Chambre en agissant ainsi n'avait que la pensée de se mieux renseigner ; mais peut-être est-il permis de penser qu'elle ouvrait la porte à des prétentions sans fin et presque sans conciliation possible.

Le nouveau rapporteur, l'honorable M. Dariac, nommé en remplacement de M. Fernand David, entré dans le gouvernement, se rendit dans l'Aube, la Marne, l'Aisne et la Gironde. A la suite de cette visite et du rapport qui lui fut fait, la commission de la Chambre modifia le projet originaire afin « de tenir compte de certaines objections intéressantes présentées par la viticulture ou par le commerce, d'atténuer ce que certaines dispositions pouvaient avoir de trop rigoureux, de donner satisfaction à des préoccupations légitimes ».

Mais à peine ce rapport et ce nouveau projet étaient-ils déposés, que l'honorable M. Dariac nous exposa dans un nouveau rapport « que les représentants des syndicats intéressés ont soumis à l'examen de la commission des *desiderata* nouveaux et sollicité d'être convoqués par elle, afin de lui exposer séparément ou contradictoirement les objections que leur suggérait le texte adopté, les inconvénients que présenterait au point de vue général telle ou telle des modalités innovées », et qu'à la suite de ces entrevues « la commission a modifié sensiblement certaines de ses dispositions, que le ministre de l'agriculture, le directeur des contributions indirectes et le directeur du service des fraudes, pressentis par le rapporteur, les ont approuvées sans réserve ».

Il semblait donc que la Chambre allait discuter sur le projet présenté en fin de ce quatrième rapport quand un événement se produisit qui modifia de nouveau les résolutions de la commission.

Aux dates des 17 et 18 septembre 1913, les représentants, au nombre de treize, de divers groupements de négociants et de viticulteurs du département de la Gironde se réunirent dans le local de la société d'agriculture de la Gironde et conclurent ce qu'on a appelé « l'accord de Bordeaux », et auquel acquiesça ensuite le syndicat national du commerce en gros des vins, cidres, spiritueux et liqueurs de France.

Cet accord modifiait le texte déjà proposé à la Chambre; il fut envoyé à la commission de l'agriculture, qui crut devoir en tenir compte dans un cinquième rapport.

La discussion commença enfin à la séance du matin de la Chambre des députés du 13 novembre ; elle se poursuivit aux premières séances des 14, 20, 21 et 27 novembre.

Au cours des débats, l'honorable M. Maurice Maunoury présenta un amendement qui consistait à ajouter à l'article 7 de la commission les dispositions suivantes :

« Sont abrogés tous règlements d'administration publique rendus en exécution de la loi du 1er août 1905, complétée par la loi du 5 août 1908 pour la délimitation des diverses régions productrices des vins ou eaux-de-vie.

« Toutefois le droit d'employer, pour la désignation des produits définis par chacun de ces règlements, les dénominations d'origine visées par ces derniers, reste acquis pour l'avenir à ceux qui ont bénéficié des dispositions abrogées, sans préjudice des droits qui pourront être également reconnus à tous intéressés par l'application de la présente loi.

Dans un sixième et dernier rapport, la commission adopta le texte de l'amendement de M. Maurice Maunoury. On peut peut-être regretter qu'elle n'ait pas cru donner un seul motif de cette adoption. Enfin le 27 novembre 1913 fut voté le texte qui a été soumis à l'examen de votre commission et dont le Sénat trouvera le texte à l'annexe II de ce rapport.

Que le Sénat excuse la longueur de cet exposé, il éclairera en effet le travail du rapporteur et en rendra la discussion plus claire, plus précise et plus facile.

Examen critique des dispositions votées par la Chambre des députés.

Avant d'entrer dans leur détail et leur discussion, il convient peut-être d'indiquer au Sénat la méthode de travail employée par sa commission.

Afin de se renseigner sur tous les points d'une loi générale, qui n'est pas faite pour une région déterminée, mais doit s'appliquer au territoire entier et gouverner des intérêts divers et parfois opposés, elle n'a pas envoyé de commissaires enquêteurs dans les diverses régions, notamment dans les régions viticoles, mais elle résolut :

1° D'entendre les représentants de tous les groupements qui désireraient lui présenter leurs observations ;

2° De prendre connaissance de tous les documents écrits qui lui seraient adressés.

C'est ainsi qu'elle a consacré ses séances des 20, 23, 30 janvier, 4, 11, 12 et 18 février à entendre :

M. le ministre de l'agriculture accompagné de M. Roux, directeur du service des fraudes, et de M. Martin, directeur général des contributions indirectes.

Les représentants de la fédération des industriels et commerçants français.

Le syndicat national du commerce en gros des vins, cidres, spiritueux et liqueurs de France.

Messieurs les sénateurs du département de la Gironde.

Le syndicat central des distillateurs de France.

L'association française pour la protection de la propriété industrielle.

Les délégués des vignerons de l'Aube.

Le syndicat de défense du commerce des eaux-de-vie de Cognac et le syndicat des négociants du rayon de Cognac.

Les maires des communes de Nanteuil et de Citry (Seine-et-Marne).

L'association syndicale des négociations en vins de la Champagne.

Le syndicat du commerce des vins de Champagne et les délégués de la chambre de commerce de Reims.

La fédération des syndicats de la Champagne viticole.

Le syndicat de défense viticole de la Gironde.

Les représentants des producteurs et commerçants de la Gironde.

La fédération du commerce des vins de la Gironde. Les viticulteurs et négociants de la Dordogne; ceux du Lot-et-Garonne.

Enfin elle avait convoqué, pour le jeudi 26 mars, M. le ministre de l'agriculture ; celui-ci, empêché pour raison de santé, se fit remplacer par M. Roux, directeur du service des fraudes à son ministère, accompagné de M. le directeur général des contributions indirectes.

Sur la demande qui leur en fut adressée, le président de votre commission et son rapporteur eurent, le 24 juin, une entrevue avec l'ancien ministre de l'agriculture, aujourd'hui ministre des colonies, accompagnés de M. le directeur général des contributions indirectes ; ils reçurent d'eux un nouveau texte que le Sénat trouvera aux pièces annexes.

Le mercredi suivant 1er juillet, votre commission entendait de nouveau M. le ministre de l'agriculture, accompagné des mêmes directeurs, qui lui annonçait un dernier texte. Ce texte fut en effet envoyé le lendemain 2 juillet à chacun de vos commissaires ; le Sénat le trouvera aussi aux pièces annexes.

Après cela votre commission a reçu, lu et étudié des notes et mémoires émanant des viticulteurs charentais, de l'association « la Vigne française », de la chambre de commerce espagnole de Paris, des chambres de commerce de Troyes, Rochefort-sur-Mer, Tours, Rouen, Beaune, Cette, etc., du conseil général de Lot-et-Garonne, du syndicat des négociants en eaux-de-vie du rayon de Saint-Jean-d'Angely, du syndicat du commerce d'importation des

vins de liqueur, des négociants en vins de liqueurs et importateurs français, du syndicat du commerce en gros de Cette, du syndicat agricole de Marmande, du groupement viticole de l'arrondissement de Bergerac, de la fédération des associations viticoles de France, d'un ordre du jour du syndicat viticole de Châtillon-sur-Seine, accompagné des délibérations de nombreux conseils municipaux.

De cette longue audition et de cette patiente étude il est résulté, pour votre commission, l'impression que chacun attendait de la loi la protection de prétentions et d'intérêts contradictoires et inconciliables, de même que les renseignements qui lui ont été fournis par les représentants du Gouvernement l'ont amené à cette conviction qu'entre le producteur et le consommateur il existerait toujours pour certains produits, la généralité des vins, une période pendant laquelle l'appellation d'origine, qu'il ne faut pas confondre avec la sincérité, justiciable du service des fraudes, ne serait plus protégée de façon absolue par les dispositions de la loi nouvelle.

Ce double sentiment n'a cependant pas découragé vos commissaires, qui pensent avoir accompli une œuvre utile, sinon parfaite.

Après ce travail préliminaire, ils ont examiné le texte voté par la Chambre, et à une très grande majorité, qui dans les dernières réunions est devenue l'unanimité, ils ont pensé qu'ils ne pouvaient vous proposer de l'adopter, cela pour des raisons diverses, de forme et de fond, celles-ci naturellement plus graves que celles-là, et que le rapporteur a le devoir de vous exposer.

Raisons de forme.

Il semble bien que la loi nouvelle devrait se suffire à elle-même, ayant pour but principal, on peut même dire unique, de protéger les appellations d'origine entre producteurs et à l'égard de l'acheteur, il conviendrait qu'elle se renfermât dans cette mission. C'est bien ce que le Gouvernement avait compris au début, quand il donnait comme titre au projet de loi déposé par lui : « Projet de loi ayant pour objet la protection des appellations d'origine ».

De la sorte, on aurait eu, au point de vue qui nous intéresse, une législation complète, comprenant : quatre grandes lois se suffisant et renvoyant, en dehors des exceptions qu'elles devaient prévoir expressément, aux règles générales du droit pour la procédure :

1° La loi du 28 juillet 1824 relative aux altérations ou suppositions de noms dans les produits fabriqués ;

2° La loi du 23 juin 1857 sur les marques de fabrique et de commerce ;

3° La loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes dans les ventes de marchandises et les fabrications des denrées alimentaires et des produits agricoles ;

4° La loi nouvelle sur les appellations d'origine.

Ni les intéressés, ni les magistrats n'auraient ainsi à se reporter d'une loi à une autre.

Au lieu de cela, l'article 1er du projet de loi s'en réfère à la loi du 28 juillet 1824 ; il déclare qu'il en complète le texte, alors qu'il le modifie profondément, et il oublie d'en compléter le titre. Mais l'article 1er du projet ne se contente pas de modifier l'article 1er de la loi de 1824 qui aura ainsi une rédaction toute nouvelle ; dans son dernier paragraphe il déclare applicables aux infractions prévues par ce nouvel article de la loi de 1824, les articles 2, 5, 6, 7, 8, 10 et 12 de la loi très postérieure du 1er août 1905. C'est déjà singulier.

Mais ce n'est pas tout. Après avoir ainsi remanié à nouveau la loi de 1824, après y avoir incorporé de nombreuses dispositions de la loi de 1905, le projet de loi organise une procédure spéciale qui, sur certains points graves, est exceptionnelle du droit commun, il emploie des expressions antijuridiques, modifie d'autres lois, on abroge quelques-unes dans certaines de leurs parties, abroge des décrets rendus en exécution des lois qu'il n'abroge pas, si bien que ceux qui auront à respecter et à appliquer la loi nouvelle, si elle devait être conforme au projet voté, éprouveraient de graves ennuis et de grands embarras.

Raisons de fonds.

1° Le projet de loi semble bien croire que l'emploi ou l'usage injustifié d'une appellation d'origine constitue toujours et nécessairement un délit, exactement comme les faits prévus par l'article 1er de la loi de 1814.

Mais les longues hésitations, les enquêtes multiples, les protestations énergiques, les changements de législation rappelés au cours de ce rapport indiquent combien il est parfois délicat et difficile de dire si un produit a droit ou non à une appellation d'origine déterminée ; et si on comprend, comme l'a décidé la loi de 1824, qu'on ne peut être de bonne foi en accomplissant l'un des actes qu'elle a prévus et justement punis de peines correctionnelles, il n'en va pas nécessairement de même quand un producteur ou un agriculteur donne à son produit un nom de production, une appellation d'origine qui pourront n'être pas véritables, mais qu'il aura cru de très bonne foi lui appartenir.

Comme il a été dit au début de ce rapport : les appellations d'origine constituent une propriété ; ainsi que toute propriété elles peuvent être l'objet d'atteintes injustifiées ; mais quand celles-ci se produisent sans mauvaise foi, sans manœuvre frauduleuse, elles sont justiciables des tribunaux chargés de défendre la propriété : les tribunaux civils.

C'est si vrai que le projet se rectifie lui-même dans le paragraphe 2 de l'article 1er, quand il déclare que l'infraction qu'il relève ne peut être imputée qu'à celui qui aura employé sciemment une dénomination, etc...

A la vérité le paragraphe 1er de l'article 2 parle d'une action devant le tribunal civil ; mais il lui donne comme fondement exclusif l'article 1382 du code civil, c'est-à-dire un quasi-délit. « Or un fait, même nuisible à autrui et imputable à son auteur, ne constitue un quasi-délit, qu'autant qu'il y a eu de la part de ce dernier, soit faute positive, soit tout au moins négligence ou imprudence » (Aubry et Rau, 74, page 755).

Or il est permis de concevoir des conflits nombreux à propos d'appellations d'origine dans lesquels il serait difficile de relever une faute, une imprudence ou une négligence. Dans un arrêt très récent, puisqu'il porte la date du 18 juin 1914, la 4e chambre de la cour de Paris a fait une application très intéressante de ces principes. Elle a confirmé un jugement du tribunal civil de Fontainebleau rendu au profit d'un syndicat de viticulteurs et qui relevait à la charge de M. X... des fautes véritablement lourdes.

En outre et surtout, l'action de l'article 1382 est essentiellement une action personnelle. La solution ne peut jamais intéresser que l'auteur du quasi-délit et celui ou ceux qui en ont souffert préjudice, tandis que votre commission pense à vous demander de décider que l'action ayant pour objet une appellation d'origine est une action réelle et dont la solution peut être opposée à des personnes n'ayant pas été parties au procès, sous la condition qu'elles aient été mises à même d'y intervenir ;

2° De même il faut relever, pour la repousser, la prétention contenue au paragraphe 3 du même article d'obliger le prévenu à justifier de sa bonne foi ; c'est le renversement de tous les principes en matière correctionnelle. En dehors de quelques délits dits contraventionnels, qui existent en l'absence de toute intention mauvaise chez leur auteur, aucune prévention ne peut être maintenue que si le ministère public a fait la preuve de : 1° l'existence d'un fait matériel prévu par une loi pénale ; 2° l'intention coupable chez son auteur qui lui n'a jamais d'abord à justifier de sa bonne foi.

3° C'est sans doute avec raison que le projet de loi voté par la Chambre ouvre largement les portes des tribunaux à tout syndicat intéressé, c'est-à-dire ayant au procès un intérêt direct ou indirect, matériel ou simplement moral, et leur donne le droit qu'a toute personne de se porter partie civile soit devant le juge d'instruction, soit devant le tribunal correctionnel, conformément aux articles 63 et suivants du code d'instruction criminelle ; mais en adoptant un amendement déposé par M. Larquier, c'est tout à fait à tort que le projet a donné à ces parties civiles des droits spéciaux, exorbitants de ceux accordés par le code d'instruction criminelle.

Il n'existe pas de raison pour faire aux parties civiles intervenant dans un procès correctionnel relatif aux faits visés par la loi nouvelle une situation différente de celle faite par le droit commun à tous les autres citoyens. C'est du reste ce qu'exprimait avec énergie le président de la commission de la Chambre quand il disait dans la séance du 21 novembre 1913 :

« Pour ce qui est de la partie civile, nous ne voulons pas cependant bouleverser le fonctionnement de notre jurisprudence, de tout notre droit général. Nous laissons aux actions civiles le droit de se dérouler comme auparavant ».

C'est ce que fait cependant l'article 3 du projet : 1° en autorisant la partie civile à demander en tout état de cause communication des pièces de la procédure ; 2° en lui permettant de faire opposition aux ordonnances du juge d'instruction hors les cas prévus à l'article 135 du code d'instruction criminelle ; 3° en l'autorisant à demander toutes mesures d'instruction et l'audition de tous témoins qu'elle jugera utile à la manifestation de la vérité. Si par impossibilité de telles dispositions devenaient la loi, on verrait des parties civiles privilégiées dans certains procès, avoir plus de droits que le prévenu lui-même et imposer leur volonté au juge d'instruction.

4° Le Sénat a exprimé très énergiquement sa volonté de voir supprimer, de façon complète, absolue, ce qu'on a appelé les délimitations administratives ; la Chambre s'était associée à cette volonté, d'où le dépôt du projet par M. Pams, ministre de l'agriculture.

Ce projet de loi organisait un régime nouveau, mais il ne disait rien ni de l'article 1er de la loi du 5 août 1908, ni des décrets de délimitation qui avaient été rendus pour son exécution ; ils continuaient donc à pouvoir produire effet.

Il était cependant nécessaire de les abroger tous. C'est sans doute ce que voulut le projet de loi présenté dans le troisième rapport supplémentaire de M. le député Dariac, quand, aux termes de son article 7, il supprimait de l'article 1er de la loi du 5 août 1908, complétant le troisième paragraphe de l'article 11 de la loi du 1er août 1905, les lignes suivantes : « ...la délimitation des régions pouvant prétendre exclusivement aux appellations de provenance des produits. Cette délimitation sera faite en prenant pour bases les usages locaux constants ».

Mais dans la discussion générale on fit remarquer avec beaucoup de raison (séance du 14 novembre) que des textes législatifs ne s'abrogent pas par voie d'omission et qu'en admettant que le changement apporté de nouveau à la loi de 1905 par la modification de celle de 1908 ne permît plus au Gouvernement de rendre des décrets de délimitation dans l'avenir, ceux rendus dans le passé garderaient toute leur force s'ils n'étaient pas expressément abrogés en même temps que le texte de loi dont ils n'étaient que l'exécution.

C'est alors que M. le député Maunoury déposa au cours de la discussion cet amendement que, comme il a été dit antérieurement, dans une annexe au troisième rapport supplémentaire, la commission adopta, sans du reste donner aucun motif de cette adoption, et qui est devenu les paragraphes 3 et 4 de l'article 7 du projet de loi actuellement en discussion. De ce texte il résulte que tous les règlements d'administration publique rendus en exécution de la loi du 1er août 1905 et de la loi du 5 août 1908 sont abrogés, et peut-être eût-il été convenable de faire ce que proposait le texte rédigé par la commission dans son troisième rapport supplémentaire, d'abroger les textes de loi eux-mêmes et non pas seulement les décrets qui n'en sont que l'exécution.

Quoiqu'il en soit, voilà donc les décrets abrogés, c'est-à-dire anéantis, ne pouvant plus produire aucun effet. Sans doute tous les actes qui auront été accomplis sous leur empire seront toujours licites et ne pourront jamais être recherchés. Mais ils devront être impossibles dans l'avenir puisque le texte de loi qui les a autorisés est anéanti.

Et cependant aux termes des derniers paragraphes de l'article 7, ces règlements que l'avant-dernier paragraphe a anéantis produisent encore dans l'avenir tous leurs effets ! Ils restent acquis pour l'avenir à ceux qui ont bénéficié des dispositions abrogées.

C'est évidemment cette pensée et celle qui termine le dernier paragraphe que, dans la séance du 14 novembre, M. le ministre de l'agriculture Clémentel exprimait avec un certain relief en disant : « Nous baisserons le pont-levis, nous le baisserons aussi bas que possible, mais n'y passeront que ceux auxquels une décision judiciaire en aura donné le droit. »

Ceux-là que visait ainsi M. le ministre sont ceux qu'à sa dernière ligne l'article 7 appelle tous intéressés « sans préjudice des droits qui pourront être également reconnus à tous intéressés sur ces dénominations. »

Mais le projet de loi oublie de dire comment

contre qui, dans quelles conditions, à la suite de quelles procédures, devant qui ces « intéressés » feront reconnaître leurs droits aux « dénominations » et quelle sera jusqu'à cette reconnaissance définitive et opposable à tous leur situation générale et fiscale.

Ce sont là pourtant des questions graves que le texte d'une loi doit résoudre sous peine de mettre dans le plus douloureux embarras les citoyens, les administrations et les magistrats placés en présence de termes législatifs obscurs ou ambigus.

Pour préciser et prendre un exemple : Comment un viticulteur de l'Aube ou de Seine-et-Marne, dont le vignoble n'a pas été compris dans les régions naguère administrativement délimitées, pourrait-il faire juger qu'il a bien le droit de donner à son vin le nom de « Champagne » ou le droit de vendre son vin pour qu'avec lui on fabrique du champagne?

L'article 8 du projet de loi dispose que la loi du 10 février 1911 demeure en vigueur. Or, d'après cette loi, la dénomination ne peut être employée que si la régie fait figurer sur l'expédition qu'elle délivre à la sortie du pressoir la mention d'origine, et cette mention d'origine ne peut être donnée qu'aux vins provenant de la région délimitée « Champagne ».

De sorte que le producteur de l'Aube ou de Seine-et-Marne ou de la Haute-Marne qui aura donné à son vin l'appellation d'origine « Champagne » commettra le délit prévu et gravement réprimé par l'article 5 de la loi de 1911 : confiscation, amende de 500 à 5,000 fr., et on pourrait même se demander si l'acquittement qu'il obtiendrait en police correctionnelle où il ferait reconnaître ses droits dont parle l'article 7 *in fine* — son droit de propriété en police correctionnelle! — ferait disparaître la contravention fiscale dont on dirait peut-être qu'elle existe dès que le titre de mouvement originaire ne contenait pas l'appellation d'origine employée.

Ceci est si inacceptable que dans la première séance de la Chambre des députés du 27 novembre, M. le ministre de l'agriculture, Clémentel, a imaginé un mécanisme qu'il expose de la manière suivante :

« Aussitôt que la loi sera votée, la régie, pour faciliter l'ouverture de l'action judiciaire, mettra à la disposition des receveurs-buralistes des communes de Seine-et-Marne comme de l'Aube des acquits n° 1. Le receveur-buraliste, qui, lui, n'est pas compétent, vous délivrera l'acquit n° 1 quand vous le lui demanderez. C'est sur cet acquit que le constat de la régie se fera par procès-verbal. La régie vous dira : vous n'avez pas droit à cet acquit et les procès naîtront dans vos arrondissements.

« M. Paul Meunier. — C'est la régie qui les fera ?

« M. le ministre. — Non. La régie fera un constat, parce que vous n'avez pas encore le titre de justice. Les syndicats opposés interviendront ou n'interviendront pas. S'ils n'interviennent pas, le tribunal de Bar-sur-Aube, par exemple, rendra une décision qui aura force de chose jugée sans appel, car la régie, spectatrice impartiale, ne fera pas appel. Mais s'ils sont intervenus à l'instance, les syndicats de Champagne pourront faire appel. »

Est-il nécessaire de mettre en relief ce qu'a de singulier une telle théorie :

1° La délivrance générale de l'acquit n° 1 par ce receveur-buraliste « qui, lui, n'est pas compétent » est la violation formelle par la régie elle-même de la loi de 1911 ; et du reste il résulte des renseignements recueillis par le rapporteur que malgré l'affirmation du ministre « un acquit d'origine ne pourrait jamais être obtenu par un producteur de Seine-et-Marne qui en ferait la demande pour l'enlèvement de vins non récoltés dans la région délimitée ».

Dans le même discours, du reste, M. le ministre prenait la peine de se réfuter lui-même quand il disait : « Cette loi de 1911 place la protection du nom d'origine de « champagne » non seulement sous l'égide — retenez bien ceci, messieurs, car c'est là le point culminant du débat — cette loi place la protection de l'appellation d'origine non seulement sous l'égide, mais sous la garantie effective et matérielle de la régie.

« La régie s'est formellement réservé, pour pouvoir donner cette garantie, qui est absolue, le droit de suivre le vin, en quelque sorte, depuis le cep de vigne jusqu'au panier d'expédition. Elle le prend en charge à la cueillette, par la déclaration de récolte des propriétaires inclus dans la Champagne délimitée, elle le suit chez le viticulteur, chez le fabricant et chez le commerçant.

« La régie ancre sa garantie, si je puis m'exprimer ainsi sur le sol. Elle détache son acquit spécial « champagne » non pas des souches de son carnet, mais, si je puis dire, des souches mêmes de la vigne. Elle s'attache au sol, et ce sol, elle le connaît, parce qu'il est borné par des décrets de délimitation formels. »

Que vient donc faire ce receveur « qui n'est pas compétent » délivrant illégalement des acquits d'origine?

2° La régie ne fait pas de simples constats, elle dresse des procès-verbaux de contraventions prétendues, et ces contraventions sont poursuivies comme en matière de contributions indirectes conformément à l'article 5 de la loi du 10 février 1911.

3° Le tribunal correctionnel devra être nécessairement saisi par quelqu'un qui assignera le délinquant prétendu à fin de condamnation; ce sera le parquet auquel copie des procès-verbaux est toujours adressée. Les interventions des syndicats, prévues par le ministre, supposent nécessairement un procès engagé.

Le mécanisme imaginé par M. le ministre de l'agriculture et qui est nécessaire pour faire jouer le dernier paragraphe de l'article 7 est donc inacceptable.

Pour le démontrer de plus fort, il suffit de citer ces quelques paroles prononcées à la séance du 14 novembre alors que dans la discussion générale on examinait l'article 7. Voici le colloque qui s'engagea :

« M. Paul Meunier. — La commission me permettra de lui dire très amicalement que ce texte n'est pas juridique et qu'il n'est pas défendable.

« M. Adrien Dariac, rapporteur. — Evidemment ce texte n'est pas parfait.

« M. Paul Meunier. — M. Dariac dit que ce texte n'est pas parfait. Nous sommes donc d'accord. Il n'est pas possible, en effet, d'écrire dans un texte législatif — on ne l'a jamais écrit et ce n'est pas soutenable — que, pour bénéficier des dispositions d'une loi, des citoyens seront obligés de faire rendre d'abord des décisions de justice, qu'ils seront contraints d'engager des instances et de gagner des procès. Contre qui? Contre des inconnus?

« M. le rapporteur. — Il n'y pas d'autre moyen.

« M. Paul Meunier. — Comment !

« M. le rapporteur. — Mais non.

« M. Paul Meunier. — Ceci est alors le renversement le plus extraordinaire de tous les principes juridiques.

« M. Péchadre. — C'est le contraire qui serait le renversement de tous les principes juridiques. »

Votre commission espère que vous ne vous étonnerez pas que dans de telles conditions, elle ait refusé après avoir examiné et étudié avec soin le texte voté par la Chambre, de vous proposer de le sanctionner, malgré les instances pressantes de M. le ministre Raynaud.

Sur ce dernier point il s'est même produit entre votre commission et le Gouvernement un désaccord qui, malgré de louables tentatives de conciliation, demeura irréductible jusqu'à la date du 2 juillet.

Le 25 mars, la commission avait entendu de nouveau M. le directeur général des contributions indirectes et M. le directeur du service des fraudes au ministère de l'agriculture, M. le ministre déjà entendu le 20 janvier 1914 s'étant excusé pour raison de santé. De l'entretien qui eut lieu et des déclarations de M. le directeur des fraudes, il résultait que le Gouvernement se désintéressait des travaux de la commission, si celle-ci, revenant sur sa décision antérieure, ne prenait pas pour point de départ le texte même voté par la Chambre, que le Sénat trouvera à l'annexe III de ce rapport.

Cependant à la suite de cette réunion, le président de votre commission, l'honorable M. Combes écrivit aux deux ministres de l'agriculture et des finances pour leur attester le désir de conciliation de la commission et leur demander un texte sur lequel l'accord pourrait se faire. Ce texte demandé le 26 mars fut remis seulement le 24 juin au président de la commission et à son rapporteur, dont le travail était prêt depuis longtemps, sous la réserve des modifications que la commission aurait pu ordonner. Celle-ci a étudié ce texte proposé et inséré aux annexes et elle l'a repoussé pour des raisons diverses : 1° il contenait presque toutes les imperfections relevées dans le texte voté par la Chambre ; 2° il ne tenait aucun compte des votes émis par vos commissaires ; 3° il maintenait dans toute sa rigueur et son absolutisme le texte voté par la Chambre dans l'article 7. C'était toujours le système du pont-levis, préconisé par M. le ministre Clémentel, abaissé aussi bas que possible mais sur lequel ne « passeront que ceux auxquels une décision judiciaire en aura donné le droit ». Or, ce système, votre commission l'a repoussé avec énergie.

Dans la campagne de presse, par les journaux et même par le livre, à laquelle a donné lieu la divulgation regrettable de textes préparatoires n'ayant d'autre but que de permettre à votre commission de discuter, on a beaucoup parlé de droits acquis grâce aux décrets de délimitations administratives. C'est là une erreur, contre laquelle on ne saurait trop protester. Les droits à l'appellation d'origine « champagne », « bordeaux », « cognac », « armagnac », etc..., sont très antérieurs et très supérieurs aux décrets de délimitation. Ils existaient bien avant ceux-ci, dès que, comme on l'a dit, les efforts prolongés des générations successives ont donné à ces produits une juste renommée. La preuve : le « bourgogne » n'a jamais été délimité et, cependant, qui niera qu'il existe des droits acquis à l'appellation « bourgogne ».

Et il est bien d'évidence qu'en supposant tous les décrets de délimitation inexistants ou abrogés de façon absolue, nul ne contestera jamais aux producteurs de la Marne le droit de donner à leurs vins mousseux l'appellation d'origine « champagne », aux vins de la Gironde l'appellation « bordeaux », aux eaux-de-vie de la région de Cognac l'appellation d'origine « cognac », aux vins de la Côte-d'Or l'appellation d'origine « bourgogne », etc. Dans un but difficile à prévoir on a répandu le bruit que tel serait cependant le résultat des résolutions de votre commission.

Sans doute la logique et même les principes juridiques commanderaient de décider que les textes abrogés ne pouvant produire aucun effet dans l'avenir, les récoltants producteurs et négociants des régions en ce moment délimitées seront à l'avenir et en droit placés sur le même rang que ceux des régions non délimitées. C'était du reste la conséquence du projet de loi déposé par l'honorable M. Pams, et des premiers projets rédigés par la commission de la Chambre. Mais vos commissaires ont trop l'expérience de la vie, ils savent trop qu'on ne peut s'abstraire de certaines contingences, pour se cantonner rigoureusement dans des principes abstraits, et ne pas tenir compte de situations de fait. Ils vous proposent donc dans l'avant-dernier article du projet de loi — et sur ce point capital l'accord s'est fait enfin avec le Gouvernement le 2 juillet — que malgré l'abrogation des lois et décrets prescrivant les délimitations « les producteurs, fabricants et négociants des régions délimitées puissent invoquer à titre de présomption légale les dispositions de ces décrets en tant qu'elles leur donnent le droit d'appliquer une appellation d'origine à leurs produits ». C'est sur ce point le maintien de la thèse du projet voté par la Chambre.

Mais ce que ne pouvaient, ce que n'ont pu admettre vos commissaires, c'est qu'on mit les producteurs, les fabricants et négociants des régions non comprises dans une délimitation, ou comprises dans une délimitation deuxième zone, dans cette situation, aussi extraordinaire en fait qu'antijuridique, de ne pouvoir donner à leurs produits une appellation d'origine même exacte et justifiée, sans avoir eu au préalable les ennuis d'un procès en police correctionnelle.

Ils vous proposent en conséquence de décider que ces producteurs, fabricants et négociants pourront donner à leurs produits telle appellation d'origine qu'ils jugeront devoir s'y appliquer ; mais à leurs risques et périls. Cette appellation donnée pourra être contestée par « toute personne, tout syndicat et association régulièrement constitués » suivant qu'il est dit aux articles 3 et suivants et 12 du projet de loi.

La contestation sera jugée par les tribunaux compétents : les tribunaux civils, si aucune intention coupable, aucune manœuvre frauduleuse ne sont relevées ; par les tribunaux correctionnels dans le cas contraire. C'est le droit commun et la justice.

Si aucune contestation ne se produit dans le délai fixé par le projet, il résultera de ce silence un acquiescement à l'appellation donnée.

Le système de votre commission ne ferait du reste que réaliser la pensée et la volonté de la commission de la Chambre et de celle-ci, à en

croire l'affirmation donnée par M. le député Dariac, rapporteur de la commission de la Chambre, dans une lettre qu'il a fait au rapporteur de votre commission l'honneur de lui adresser et que le Sénat trouvera aux pièces annexes.

Par tout ce qui vient d'être dit, vos commissaires espèrent, messieurs, que vous apercevrez et que vous approuverez les raisons qui ne leur ont pas permis de se rendre au désir si énergiquement formulé devant eux et répété par l'honorable M. Raynaud, à ce moment ministre de l'agriculture.

Ils ajoutent qu'ils ont hâté leurs travaux par tous les moyens et qu'il n'a dépendu ni d'eux ni de leur rapporteur que le rapport et le texte qu'ils proposent à votre approbation n'aient été déposés sur le bureau du Sénat bien avant le 3 juillet.

III

Sens et portée du texte proposé par la commission.

A. — *Titre du projet de loi.*

Votre commission vous propose de rendre au projet le titre que lui avait donné à l'origine M. le ministre de l'agriculture Pams :

« Projet de loi ayant pour objet la protection des appellations d'origine. »

Ainsi que le disait très nettement l'exposé des motifs dont une partie intéressante a été introduite dans ce rapport, ce titre indique de façon très claire le but que le législateur va chercher à atteindre : Protéger les appellations d'origine; et cela sans porter atteinte aux législations antérieures étrangères à cet objet, sans les modifier en quelque mesure que ce soit, telles que les législations de 1824-1857, celles de 1824, 1857, 1905, but unique, exclusif, qui fera que le projet de loi doit laisser de côté tout ce qui n'est pas efficace pour l'atteindre, mais doit contenir tout ce qui doit servir à une protection réelle de l'appellation d'origine.

B. — *Articles du projet.*

Il a paru convenable à votre commission de diviser le projet qu'elle vous soumet en trois parties s'appliquant aux objets divers dont il doit défendre l'appellation d'origine.

Les premiers articles, de 1 à 13, s'appliquent à l'appellation d'origine de tous produits quelconques.

Les articles de 14 à 19 s'appliquent spécialement aux appellations d'origine des vins et eaux-de-vie.

Enfin les articles 20 à 25 contiennent des dispositions concernant les vins fabriqués dans la Bourgogne.

Les derniers articles indiquent la répression des contraventions et l'abrogation de certaines lois antérieures,

Paragraphe 1er.

L'article 1er affirme un principe sur lequel il n'y a pas eu de désaccord dans votre commission, qui a été proclamé à maintes reprises au Sénat et à la Chambre, et même par le conseil d'Etat, mais qui, au début, avait rencontré d'ardents contradicteurs. C'est ainsi que M. le ministre de l'agriculture Ruau avait soutenu que la délimitation des régions viticoles ne tranchait pas une question de propriété, mais assurait simplement la protection du nom d'origine des produits.

De même M. le député Dauzon, rapporteur à la Chambre de la proposition qui est devenue la loi du 5 août 1908, disait : « Ce n'est pas l'attribution au conseil d'Etat du pouvoir de légiférer sur le droit de propriété qui est ainsi reconnue par notre texte; il s'agit, non pas d'opérer des modifications dans les titres des propriétaires, viticulteurs ou paysans, mais simplement d'assurer à ceux qui possèdent certaines terres ou qui exercent certains commerces le privilège exclusif de la marque d'origine de leurs produits. C'est la sanction d'un droit de propriété, une sorte de réglementation du nom commercial appliqué aux produits du sol ou du commerce qui est ainsi confiée au conseil d'Etat et non pas la faculté de procéder à une réforme, même partielle, du statut foncier. La délégation du pouvoir réglementaire au conseil d'Etat dans les limites où nous la proposons est non seulement légitime, elle est traditionnelle et de droit commun législatif. »

Il est inutile de relever tout ce qu'on pourrait dire à l'encontre d'une telle théorie. En tout cas, et pour mettre fin dans l'avenir à toute contestation comme à toute ambiguïté, votre commission a pensé qu'il convenait de vous proposer d'affirmer de façon énergique ce principe, dont l'oubli a peut-être été la cause initiale des complications auxquelles nous voulons remédier : « Les appellations d'origine constituent un droit de propriété ».

L'affirmation de ce principe d'ordre civil a amené votre commission à vous proposer d'établir les règles d'une procédure spéciale devant les tribunaux civils pour la défense des appellations d'origine. En même temps qu'elle sera plus expéditive, moins coûteuse et plus efficace au point de vue de la découverte de la vérité que la procédure ordinaire, elle aura ce résultat excellent de diminuer le nombre des procès, et de donner aux décisions de justice une autorité plus étendue qu'elles ne l'ont d'ordinaire.

L'article 2 indique que les contestations qui auront pour objet les appellations d'origine pourront être portées, suivant les distinctions que le projet établit, soit devant les tribunaux civils, soit devant les tribunaux correctionnels.

L'article 3 indique quels sont ceux qui pourront intenter une action civile et pour quels motifs.

Toute personne, tout syndicat, toute association qui prétendra qu'une appellation d'origine est inexactement employée pourra se porter demandeur.

Il faudra nécessairement que l'emploi injustifié de l'appellation d'origine cause un préjudice à ce demandeur, préjudice direct ou indirect, immédiat ou éventuel, simplement moral, préjudice individuel ou collectif, et s'il s'agit d'un syndicat ou d'une association, préjudice aux droits qu'ils ont pour objet de défendre,

Les tribunaux devront se montrer très faciles et ils ne manqueront pas de l'être, pour reconnaître au demandeur un intérêt; mais enfin un intérêt est nécessaire. Il est en effet de principe élémentaire que l'intérêt est la mesure des actions, que là où il n'y a pas d'intérêt il n'y a pas d'action.

Du reste le texte adopté par la Chambre le reconnaissait quand il disait au paragraphe 1er de l'article 2 : « Tout syndicat agricole, viticole, ou commercial intéressé... » et la question ne se pose même plus guère depuis l'arrêt rendu par la cour de cassation toutes chambres réunies, le 5 août 1913.

Certains se sont effrayés du droit ainsi donné aux syndicats, soit d'intenter une action civile, soit de se porter partie civile devant les tribunaux de répression. Frappés de l'irresponsabilité de fait de ces syndicats et de l'impossibilité de recouvrer contre eux les dommages-intérêts auxquels ils pourraient être condamnés pour procès téméraires et même les dépens, ils demandaient qu'on exigeât d'eux un cautionnement; l'honorable M. Cassadou avait même déposé un amendement dans ce sens, il était ainsi conçu : « Le syndicat devra fournir caution suffisante pour garantir sa responsabilité civile ».

Il le retira et il eut raison. Cette prétention ne pourrait en effet être admise. Ce serait établir contre nos nationaux la caution *judicatum solvi* exigée des étrangers par les articles 16 du code civil et 166 du code de procédure, et qui du reste n'est presque plus jamais réclamée grâce aux traités internationaux assurant à tous le libre accès aux tribunaux.

Cependant de bons esprits ont pensé qu'en raison de l'irresponsabilité ci-dessus rappelée on pouvait exiger des syndicats et associations intentant une action civile ou se portant partie civile une existence de quelque durée, démontrant qu'ils n'avaient pas été constitués uniquement en vue du procès.

Une existence de six mois avant l'introduction de l'instance a paru à votre commission suffisante mais nécessaire. C'est le texte même d'un amendement proposé par M. le député Lafferre.

Le même article 3 indique quels sont les motifs que pourra invoquer le demandeur et les justifications qu'il devra apporter. Pour triompher, il devra établir, par tous moyens de preuve bien entendu, que le produit naturel ou fabriqué auquel on a donné une appellation d'origine n'y a pas droit, soit parce qu'il n'est pas né ou n'a pas été fabriqué dans la commune ou la région dont on lui donne le nom, soit parce que des usages locaux, loyaux et constants ne l'ont pas assimilé aux produits nés ou fabriqués dans la commune ou la région même dont le nom lui est appliqué.

En quoi consisteront ces usages? Les savants auteurs MM. Lyon-Caen et Renault le disent au tome 1er, n° 77, de leur *Précis de droit commercial* (2e édition). « C'est surtout par des actes répétés, extérieurs comme ceux du commerce, qu'il se forme des usages d'une constatation facile, connus ou pouvant être connus de tous, de telle façon qu'il en soit tenu compte dans les transactions, sans qu'on ait besoin de s'expliquer. »

Qui donc décidera de ces usages s'ils sont niés d'une part, affirmés d'autre part? Les tribunaux de droit commun. Pour le faire ils auront, comme toujours, à leur disposition tous les moyens d'investigation, au premier rang desquels il convient de placer les parères des chambres de commerce, des négociants considérables, les factures anciennes.

Ce ne sera pas la première fois, du reste, que le mot « usage » sera employé dans notre législation.

Les articles 663, 671, 1135, 1159, 1160, 1873 du code civil, notamment, l'emploient expressément.

Enfin, pour simplifier la procédure, l'article 3 décide que la demande est dispensée du préliminaire de conciliation et qu'elle sera instruite et jugée en matière sommaire conformément aux dispositions des articles 411 et suivants du code de procédure.

Ce n'est pas seulement par le désir de hâter la solution de ces instances que votre commission vous propose de leur donner le caractère sommaire. C'est pour une raison spéciale. Toutes ces instances, on peut le dire, nécessiteront des enquêtes; or, en matière ordinaire les dépositions sont reçues par un juge commis qui en dresse procès-verbal et ne fait pas nécessairement partie ensuite du tribunal qui statue au fond; dans les affaires sommaires, au contraire, les enquêtes ont lieu à l'audience même du tribunal qui doit statuer.

L'article 4 veut que le tribunal compétent soit celui dans le ressort duquel se trouve la commune d'origine du produit dont l'appellation est contestée.

Ce n'est là que l'application du droit commun. L'article 52 du code de procédure civile, dit en effet que « le défendeur sera assigné en matière réelle devant le tribunal de la situation de l'objet litigieux.

Or il ne faut pas perdre de vue que l'objet du litige sera une question de propriété. L'action intentée, le droit contesté ne prendra naissance ni dans une obligation imposée par la loi, ni dans un contrat ou un quasi-contrat, ni dans un délit ou quasi-délit, comme dans les actions basées sur l'article 1382 du code civil; on ne peut donc dire qu'elle est personnelle. Ce sera au contraire une action réelle; chaque partie invoquant ou niant un droit à une appellation d'origine met en mouvement une question de propriété. Et c'est si vrai qu'il est hors de doute que le plaideur qui aurait fait triompher son droit de donner une appellation d'origine à un produit, le perdrait s'il venait à quitter la commune ou la région dont il a justement employé le nom. Il ne pourrait pas l'appliquer à un produit né ou fabriqué ailleurs. Ce n'est donc pas un droit personnel qui suit partout celui qui en est le bénéficiaire. Le tribunal compétent doit donc être celui de « l'objet litigieux », et l'objet litigieux est précisément l'appellation d'origine donnée à un produit déterminé.

Est-il nécessaire de faire remarquer que la logique est ici d'accord avec les principes de la procédure? Le juge le plus qualifié pour dire si un produit est originaire d'un lieu déterminé, commune ou région, ou s'y rattache par des usages loyaux et constants n'est-il pas celui qui vit là où le produit est né, là où il a été fabriqué et qui mieux que personne connaît et peut apprécier les usages, aussi bien que la valeur morale de ceux qui les attesteront. Craindrait-on une partialité d'un nationalisme local, étroit et bien invraisemblable? Le juge d'appel serait toujours là pour redresser ces erreurs et la cour, étrangère à ces prétendus soucis locaux, saurait en tout cas dégager souverainement le fait pour lui appliquer le droit.

On a beaucoup parlé, au cours des débats qui se sont déroulés dans une autre enceinte, de l'intervention qu'on disait nécessaire de la cour de cassation, justement appelée la cour régulatrice. Or il convient de dire au Sénat, et sans autrement y insister, que la cour de cassation

n'aura jamais à trancher les questions actuellement envisagées, parce que ce ne sont que des questions de fait, appréciées souverainement par le tribunal et après lui par la cour d'appel, appelés pour cela « juges du fait ». Sans doute un arrêt rendu dans une question d'appellation d'origine pourra être cassé par la cour suprême pour un vice quelconque de forme, mais celle-ci ne dira jamais, la loi organique de sa constitution s'y oppose, si un produit a droit ou non à une appellation d'origine déterminée.

Les articles 5, 6, 9 et 10 organisent une procédure quelque peu spéciale.

Votre commission a été incitée à l'organiser par la volonté de limiter les procès et, on l'a dit, surtout de donner aux jugements et arrêts qui interviendront, l'autorité de la chose jugée même au regard de ceux qui n'auront pas été partie au procès à la condition qu'ils l'aient connu et que toutes facilités d'y intervenir leur aient été données.

C'est dans ce but que l'article 5 impose au demandeur et l'article 9 à l'appelant ou aux appelants l'obligation de donner de la publicité à l'exploit introductif d'instance et à l'acte d'appel; que l'article 6 permet à toute personne, tout syndicat ou association réunissant les conditions de durée et d'intérêt de l'article 3 d'intervenir devant le tribunal et que l'article 10, apportant une dérogation au principe qui interdit l'intervention en cause d'appel à ceux qui n'auraient pas le droit de former tierce opposition à l'arrêt à intervenir, la permet à toute personne, tout syndicat et association, sous les conditions déjà indiquées.

Ces dispositions, de nature à simplifier des procédures que beaucoup de bons esprits déclarent surannées, ne sont pas du reste absolument nouvelles dans notre législation.

C'est ainsi que les articles 1445 et suivants du code civil décident que la publicité donnée à un jugement de séparation de bien le rend opposable à tous; — que les procédures spéciales de la distribution et de l'ordre réglées par les articles 655 et suivants, 749 et suivants du code de procédure sont opposables aux intéressés qui n'y ont pas figuré, dès qu'ils ont été mis à même d'y venir; — que l'article 442 du code de commerce ordonne la publicité des jugements déclaratifs de faillite.

Mais c'est surtout de « la loi des 6-15 décembre 1850 sur la procédure relative au partage des terres vaines et vagues dans les cinq départements composant l'ancienne province de Bretagne » que votre commission s'est inspirée, loi dont l'application a produit les meilleurs effets.

Du reste vos commissaires avaient été précédés dans cette voie par les représentants au Sénat du département de la Gironde qui ont déposé naguère un projet de loi ayant pour but de compléter l'article 11, paragraphe 2, de la loi du 1er août 1905 et de décider que « les exploits d'ajournement, notifications, significations, actes d'appel seront faits par simples lettres missives ».

Votre commission n'est pas allée si loin, mais elle a pensé qu'aucun principe de droit ou d'équité ne s'opposait à l'effet que les articles 7 et 11 donnent au jugement et à l'arrêt. Il fallait seulement que d'abord pour éviter toute collusion entre un demandeur et un défendeur, ensuite pour permettre à tous les intéressés de se défendre, la demande fût portée réellement et efficacement à leur connaissance.

Les articles 12 et 13 ont trait aux actions correctionnelles. Leur procédure comme la compétence des tribunaux chargés de les juger sont celles précisées au code d'instruction criminelle.

Ils décident : 1° que le fait de donner par un moyen quelconque à des produits naturels ou fabriqués une appellation d'origine que son auteur savait inexacte; — que le fait d'exposer en vente ou de mettre en circulation des produits naturels ou fabriqués avec une appellation d'origine qu'on savait inexacte, constitue un délit punissable des peines portées à l'article 12.

Ici, en effet, il ne s'agit plus d'une discussion portant sur une question de propriété, mais d'une fraude réelle. Ou bien la question de propriété a été définivement tranchée par la juridiction civile, ou elle n'a jamais pu se poser sérieusement, ce que le tribunal décidera; comme si un récoltant de l'Hérault donnait à son vin le nom de « Champagne », ou un récoltant de raisins d'une région quelconque à ses raisins l'appellation « Fontainebleau » ou « Thomery », etc. Et alors, c'est la fraude, c'est le délit justiciable des tribuneux répressifs;

2° Que toute personne, tout syndicat et association réunissant les conditions énumérées à l'article 3 pourra se constituer partie civile et que cette partie civile aura tous les droits, mais n'aura que les droits accordés par le code d'instruction criminelle aux parties civiles.

Paragraphe 2.

Sans doute le projet que vous allez examiner a une portée générale: s'il devient la loi, il s'appliquera à tout le territoire et à tous les objets naturels ou fabriqués auxquels on voudra donner une appellation d'origine.

Cependant il faut reconnaître qu'il vise plus particulièrement les régions vinicoles; ce sont les événements dont elles furent le théâtre qui firent apparaître sa nécessité; d'un autre côté, l'appellation d'origine est plus intéressante pour les vins et eaux-de-vie que pour tous autres produits, et c'est pour eux qu'elle doit être le mieux protégée parce qu'elle est le plus aisément atteinte par la fraude.

Cette fraude a de multiples moyens.

Tantôt elle vendra sous une appellation d'origine déterminée des vins et des eaux-de-vie venus d'une région tout à fait étrangère à l'appellation donnée.

Tantôt elle se déguisera plus habilement, elle prendra une forme, un habillage, emploiera des indications qui, prises isolément, sont exactes et irréprochables, mais elle les rapprochera, les combinera de façon à établir la confusion et l'erreur. Tout cela, c'est la fraude.

Les tribunaux correctionnels la découvriront sous tous ses masques, comme les tribunaux atteignent et répriment la concurrence déloyale, malgré toutes ses ruses.

Le but des articles qui suivent est de les y aider sans imposer au commerce des obligations impossibles à réaliser.

L'article 14 proclame un principe sanctionné à maintes reprises par la jurisprudence. Les appellations d'origine des produits vinicoles ne pourront jamais être considérées comme tombées dans le domaine public et comme présentant un caractère générique. Ces dernières expressions sont celles mêmes du congrès de Madrid.

Et maintenant quels moyens fallait-il employer pour protéger efficacement les appellations d'origine des vins et eaux-de-vie? Question grave, complexe qui a retenu longtemps l'attention de votre commission. Voici ce qu'elle vous propose :

D'abord tout récoltant devra, aux termes des articles 15 et 18, indiquer l'appellation d'origine qu'il entend donner à son produit, et ces déclarations et indications seront communiquées à tout requérant.

C'est le moyen le plus efficace de faire connaître la prétention au droit de propriété que constitue l'appellation d'origine et de permettre à la contradiction de se produire. C'est aussi par ce moyen que la régie pourra procéder au contrôle organisé à l'article 16.

Vos commissaires ont même eu la pensée de vous proposer un moyen dont l'efficacité n'aurait pas été douteuse et qui eût consisté à imposer à tout producteur ou négociant voulant donner ou maintenir à des vins ou eaux-de-vie une appellation d'origine, l'obligation rigoureuse de placer ceux-ci dans des magasins séparés n'ayant de communication avec d'autres locaux que par la voie publique.

Ils y étaient encouragés par la loi de 1911 « ayant pour objet les mesures à prendre pour garantir l'origine des vins de Champagne ».

Ils savaient en outre que rien n'est plus facile que de suivre les vins et les eaux-de-vie auxquels les producteurs et négociants entendent donner ou maintenir une appellation d'origine.

En effet, la loi du 29 juin 1907 impose à tout propriétaire, fermier, métayer récoltant du vin, l'obligation de déclarer à la mairie de la commune où il fait son vin :

1° La superficie des vignes en production qu'il possède ou exploite :

2° La quantité totale du vin produit et celle des stocks antérieurs restant dans ses caves;

3° S'il y a lieu, le volume ou le poids des vendanges fraîches qu'il aura expédiées, ou le volume et le poids de celles qu'il aura reçues;

4° S'il y a lieu, la quantité des moûts qu'il aura expédiés ou reçus.

Elle ajoute que « ces déclarations sont inscrites sous le nom du déclarant sur un registre restant à la mairie et qui devra être communiqué à tout requérant ».

Copie en sera transmise par les soins de la mairie au receveur buraliste de la localité « qui ne pourra délivrer au nom du déclarant des titres de mouvement pour une quantité de de vin supérieure à la quantité déclarée ».

Quant aux eaux-de-vie, la loi du 31 mars 1903 indique que deux titres de mouvement sont délivrés par la régie pour le transport des alcools :

1° *Rose* pour la généralité des spiritueux quelle que soit leur provenance;

2e *Blanc* pour les eaux-de-vie et alcools naturels provenant uniquement de la distillation de vins, cidres, poirés, marcs, cerises et prunes. Ces titres de mouvement indiquent la substance avec laquelle les spiritueux auront été fabriqués; les acquits-à-caution comportent un bulletin qui constitue un certificat d'origine.

Grâce à ce système la régie suit partout les vins et les eaux-de-vie, ou plutôt presque partout. Il avait donc semblé d'abord à votre commission que rien n'était plus facile que d'assurer le respect des appellations d'origine. Que si on n'entend donner aux vins et aux eaux-de-vie aucune appellation d'origine, le producteur, le fabricant ou le négociant pourront en faire ce que bon leur semblera, sous la réserve de ne violer ni les lois fiscales ni les lois sur les fraudes. Si, au contraire, on veut les faire bénéficier d'une appellation d'origine, il sera indispensable et nécessaire de les séparer de façon absolue de toutes boissons qu'on pourrait appeler anonymes, dans des caves, magasins, chais, locaux divers.

Votre commission avait pensé que, sans doute, dans ces caves et magasins des coupages et des mélanges pourraient être faits, mais à la condition rigoureuse que ces mélanges et coupages ne fussent faits qu'avec des vins et eaux-de-vie ayant droit eux-mêmes à l'appellation régionale.

Mais après une longue étude elle a compris que s'il devait être efficace, ce moyen était en fait impraticable. Chaque vin a droit à une appellation d'origine, il aurait donc fallu imposer au commerce l'obligation d'avoir autant de magasins séparés qu'il aurait eu de vins ayant une appellation différente? C'était impossible.

Et comme d'un autre côté le directeur général des contributions indirectes a assuré vos commissaires que le mécanisme adopté par la Chambre des députés permettait à l'administration de surveiller, de contrôler et de défendre de façon suffisamment efficace les appellations d'origine, ils vous proposent d'adopter l'article 4 du projet voté par la Chambre des députés qui devient l'article 16 de celui présenté par votre commission. Toutefois elle a pensé qu'il convenait d'indiquer que ses dispositions ne s'appliquaient qu'aux produits achetés ou vendus avec appellation d'origine française et d'ajouter une précision en décidant qu'il n'était apporté aucune modification au régime des eaux-de-vie, notamment aux dispositions de la loi du 31 mars 1903 les concernant.

Pour permettre aux dispositions de l'article 16 d'être efficaces, il fallait que l'expédition de régie délivrée aux récoltants indiquât l'appellation d'origine que ceux-ci avaient donnée à leurs produits; c'est l'objet de l'article 17.

L'article 18 impose aux distillateurs qui veulent donner à leurs produits une appellation d'origine, en dehors de la présomption légale visée à l'article 28 ci-après, une déclaration de nature identique à celle imposée par l'article 15 et ayant le même but.

L'article 19 indique les précautions qui devront être prises pendant l'année qui suivra la distillation de ces eaux-de-vie, si l'appellation d'origine n'a pas été contestée pendant ce délai; et pendant toute la durée du conflit judiciaire si celui-ci a été soulevé.

Durant ces périodes, ces eaux-de-vie, dont l'acte de naissance, si on peut dire, n'est pas encore définitif, devront être enfermées et manipulées dans des locaux séparés, sans aucune communication autre que par la voie publique de tous autres locaux. Qu'arriverait-il, en effet, si ces eaux-de-vie pénétraient dans des magasins contenant des eaux-de-vie à appellation régionale certaine et qu'après cette introduction, l'appellation donnée fût reconnue inexacte? Tout ce qui serait renfermé dans le magasin serait donc atteint.

Mais aussi si, pendant le délai d'un an à partir de la distillation, l'appellation d'origine donnée dans la déclaration prévue à l'article 18

n'a été l'objet d'aucune contestation, elle sera définitivement acquise au produit.

Votre commission a pensé que le silence prolongé de ceux qui auraient intérêt à contester l'appellation donnée devait être considéré comme la reconnaissance que cette appellation avait été bien appliquée.

Paragraphe 3.

Les difficultés, même parfois les impossibilités de suivre de façon permanente les vins des chais du producteur jusque chez le consommateur ne se rencontrent pas pour les vins de Champagne. Suivant une parole qu'il faut retenir : « Le champagne est attaché à la bouteille. »

Il est donc permis et il est nécessaire que la loi prenne au regard des vins auxquels on voudra donner l'appellation régionale de « Champagne » des mesures de protection particulières, d'autant qu'à raison de l'usage de plus en plus répandu des vins blancs mousseux, la fraude s'est spécialement attachée.

Il va de soi que cette appellation régionale devra être justifiée par les principes généraux ci-dessus établis, de même qu'elle pourra être contestée ainsi qu'il est dit aux articles 2, 3 et suivants du présent projet et sauf l'exception prévue à l'article 28 ci-dessous. Mais, en outre, elle est soumise à la condition rigoureuse et expresse contenue à l'article 17 du magasin séparé pour toutes opérations.

L'origine du raisin qui servira à cette fabrication sera connue de façon certaine, s'il mérite de servir à la fabrication du champagne il ne devra être mis en contact avec aucun autre ; de même que le vin auquel on voudra donner l'appellation régionale de « Champagne » devra toujours être emmagasiné et complètement manutentionné dans des locaux séparés. C'est l'objet de l'article 20 du projet. Il ne fait du reste que reproduire les termes et les dispositions de l'article 2 de la loi du 10 février 1911, fixant les mesures à prendre dans la région délimitée pour garantir l'origine des vins de Champagne.

Mais ce texte vise la situation des vins qui auront le droit incontestable à l'appellation d'origine « Champagne » soit parce qu'ils bénéficieront de la présomption légale de l'article 28 ci-dessous, soit parce qu'une décision définitive de justice ou un acquiescement prolongé le leur aura définitivement donné.

Mais qu'adviendra-t-il des vins blancs nouveaux, fabriqués dans une région ou avec des raisins venant d'une région voisine de la région autrefois délimitée et auxquels les producteurs ou fabricants auront déclaré vouloir donner la qualification « Champagne ». C'est la même question qui s'est posée à propos des eaux-de-vie ; que si on les introduit immédiatement dans des chais ou magasins contenant des vins auxquels s'applique certainement l'appellation d'origine « Champagne » et si plus tard ils sont déclarés incapables ou indignes de mériter cette appellation, ils auront contaminé en quelque sorte et dégradé tous les vins authentiques « Champagne » enfermés dans le même chais. C'est pour obvier à de si redoutables conséquences que votre commission vous propose un article 21 dont le sens, la portée et presque le texte sont identiques à ceux de l'article 19 ci-dessus.

Les articles 22 et 23 accordent certaines facultés déjà accordées par la loi du 10 février 1911, soit pendant le temps qui suivra la promulgation de la loi, soit à raison de la situation de certains récoltants ou fabricants.

L'article 24 vous propose de maintenir l'obligation imposée par la législation antérieure aux fabricants de qualifier extérieurement par des étiquettes et des inscriptions leurs vins « Champagne » quand ils ont droit à cette appellation. Cette obligation est pour ainsi dire entrée dans les mœurs et les habitudes des producteurs et commerçants du vin de « Champagne » ; elle a produit les meilleurs résultats, il convient de la maintenir.

Une loi ayant pour objet de protéger les appellations d'origine et, dans ce moment, l'appellation d'origine Champagne, doit se préoccuper de déjouer une combinaison qui, sans peut-être constituer une fraude dans le sens de la loi pénale, n'en est pas moins une concurrence sans justification de l'appellation d'origine.

Des vins n'ayant aucun droit à cette appellation sont chaque jour « embouteillés » dans des bouteilles habillées comme celles qui, de temps presque immémorial, contiennent des vins ayant droit à l'appellation d'origine « Champagne » ; de plus, les étiquettes dont ces bouteilles sont revêtues portent, en outre du nom d'un négociant, nom réel ou imaginaire, le nom d'une ville, presque toujours du département de la Marne : Reims, Sillery, Ay, etc., de sorte que l'acheteur est souvent, pour ne pas dire toujours, convaincu que la bouteille ainsi habillée et étiquetée contient du « champagne » authentique. C'est pour faire cesser cette combinaison au moins équivoque et protéger efficacement l'appellation d'origine « Champagne » que l'article 25 exige que ces bouteilles ainsi habillées et étiquetées portent la mention « vins mousseux ».

L'article 26 édicte les peines qui seront prononcées contre les contrevenants aux dispositions du projet de loi, mais l'article 27 s'empresse d'ajouter que l'article 463 du Code pénal sera applicable.

Enfin l'article 28 contient deux dispositions sur lesquelles votre commission appelle l'attention du Sénat.

Il abroge un certain nombre de textes législatifs qui sont les uns condamnés par les résolutions du Parlement, le dépôt du projet de loi et le texte voté par la Chambre, les autres désormais inutiles.

Dans la première catégorie, il faut ranger :

1° L'article 11 de la loi du 1er août 1905, mais en tant seulement qu'il a décidé que des règlements d'administration publique statueraient sur les mesures à prendre en ce qui concerne les appellations régionales;

2° L'article 1er de la loi du 5 août 1908, complétant l'article 11 de la loi de 1905 en ce qu'il a décidé qu'il serait procédé par des règlements d'administration publique à la délimitation des régions pouvant prétendre aux appellations de provenances des produits;

3° Tous règlements d'administration publique rendus en exécution desdits textes abrogés.

Dans la seconde il faut placer la loi du 10 février 1911. Après le vote du projet de loi elle sera tout à fait inutile. Celui-ci contient en effet toutes les dispositions qu'elle avait prises pour garantir l'origine des vins de champagne. Il a paru en effet utile de grouper dans une loi unique tout ce qui avait pour but de protéger les appellations d'origine.

Une autre raison a engagé votre commission à faire sortir la loi de 1911 du recueil de nos lois par suite d'abrogation pure et simple. Elle contient en effet un article 4 qui, pour n'avoir été rédigé qu'en vue d'une période transitoire maintenant disparue, et s'être inspiré d'une loi de douanes presque centenaire et relative au régime des sucres, n'en pose pas moins un principe qui a paru fâcheux, il dit : « Le service des contributions indirectes pourra se faire fournir les justifications d'origine et rejeter tout ou partie de ces déclarations, sauf recours devant un tribunal arbitral formé par un expert choisi par la régie, un expert choisi par la partie, et en cas de désaccord un expert désigné par le président du tribunal civil.

Il a paru à votre commission que, puisque l'occasion s'en présentait, il convenait de faire disparaître un texte qui dépouille les tribunaux régulièrement institués de la connaissance de contestations s'élevant entre une administration et les citoyens pour la soumettre à un tribunal qu'il qualifie d'arbitral et qu'il compose d'experts et devant lequel il n'indique ni la procédure à suivre ni les moyens de recours.

Après avoir abrogé tous ces textes l'article 28 décide dans sa dernière partie que « toutefois les producteurs, fabricants et négociants des régions délimitées par les décrets abrogés pourront invoquer à titre de présomption légale les dispositions de ces décrets, en tant qu'elles leur donnent le droit d'appliquer une appellation d'origine à leurs produits ».

Aux dernières lignes de la partie qu'il a consacrée à l'examen critique des dispositions votées par la Chambre, ce rapport vous a fait connaître les raisons qui avaient amené votre commission à accepter ce texte de conciliation. Il ne fait du reste, ainsi qu'on l'a dit, que sanctionner une situation de fait. Mais il est bien entendu de nouveau que s'il est profitable à certains, il n'est nuisible à aucun.

Tel est, messieurs, le résultat des travaux de votre commission. Elle n'a pas la prétention de penser qu'il est parfait ; il a fallu respecter des nécessités pratiques. Mais elle atteste qu'il lui a été inspiré, en dehors de toute pensée d'intérêt local, par le seul désir de mettre fin à un état d'anarchie qui a trop duré, de protéger de façon efficace tous les droits respectables et de réaliser la volonté, plusieurs fois exprimée, du Parlement et de l'auteur du projet déposé il y a juste trois ans, le 30 juin 1911 : Défendre les producteurs d'une région contre « des usurpations de nom, protéger l'acheteur contre la tromperie concernant l'origine des produits. »

« Elle l'a atteint, son rapporteur tient à l'affirmer, par le concours de tous ses membres, puisque le texte qu'elle vous soumet a été admis à l'unanimité. Dès sa première réunion elle s'était fixé pour but d'arriver à mettre d'accord des intérêts qui semblaient opposés et irréconciliables et des régions qui, au même titre, méritent la sollicitude du législateur; elle y est arrivée grâce à l'esprit de conciliation de tous et parce qu'elle a pris soin d'affirmer, dès le début, des principes directeurs qui ne pouvaient et ne purent jamais être contestés.

Un dernier mot : Il a été beaucoup parlé, dans les débats qui se sont déroulés dans les deux Chambres et aussi dans la presse des conventions diplomatiques et notamment de la convention de Madrid ; et les partisans des décrets de délimitation assuraient que ceux-ci étaient nécessaires pour faire respecter à l'étranger nos appellations d'origine des pays vinicoles. Or, votre commission a pu s'assurer que jamais la fraude n'a été plus hardie, plus audacieuse contre nos « cognac » et nos « champagne » que depuis ces décrets, et cela bien entendu dans les pays signataires de la convention de Madrid. Elle pense que la meilleure manière de protéger ces appellations aussi bien au delà qu'en deçà de nos frontières est de leur donner ou de leur rendre ce caractère qui leur est essentiel, d'être un droit de propriété. Toutes les nations civilisées ont intérêt, et aucune ne se refuse, à faire respecter un droit de propriété quand il est bien établi.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Les appellations d'origine non tombées dans le domaine public constituent un droit de propriété pour les habitants et propriétaires des communes ou régions auxquelles elles s'appliquent.

Art. 2. — Les contestations que peut faire naître leur emploi sont portées devant les tribunaux civils ou correctionnels suivant les distinctions de la présente loi.

Actions civiles.

Art. 3. — Toute personne ou tout syndicat et association régulièrement constitués depuis six mois au moins, qui prétendra qu'une appellation d'origine est appliquée, à son préjudice direct ou indirect et contre son droit, et s'il s'agit d'un syndicat ou association contre les droits qu'ils ont pour objet de défendre, et en dehors de toute manœuvre frauduleuse, à un produit naturel ou fabriqué, contrairement à l'origine de ce produit ou à des usages locaux, loyaux et constants, pourra saisir le tribunal civil conformément aux règles du code de procédure civile, sauf les exceptions ci-après.

La demande sera dispensée du préliminaire de conciliation.

Elle sera instruite et jugée comme en matière sommaire.

Art. 4. — Le tribunal compétent est celui dans le ressort duquel se trouve la commune d'origine du produit dont l'appellation est contestée.

Art. 5. — Dans la huitaine de la délivrance de l'assignation le demandeur devra faire insérer dans un journal d'annonces légales de l'arrondissement où siège le tribunal devant lequel l'action est portée une note succincte indiquant ses nom, prénoms et domicile de son avoué, ceux du défendeur et de l'avoué de celui-ci, s'il a été constitué, et l'objet de la demande.

La même obligation est imposée aux demandeurs en garantie au regard des défendeurs cités par eux.

Les débats ne pourront commencer que quinze jours avant la publication de la dernière note prévue aux paragraphes précédents.

Art. 6. — Pendant les délais ci-dessus, toute personne, tout syndicat et association remplissant les conditions de durée et d'intérêt prévues au paragraphe 1er de l'article 3 pourra intervenir pour s'associer à la prétention de l'une des parties et la soutenir.

Les parties ayant le même intérêt ne pourront constituer qu'un seul avoué.

Art. 7. — Le jugement qui interviendra décidera à l'égard de tous les habitants et propriétaires de la même commune si le produit naturel ou fabriqué en litige peut ou non recevoir l'appellation d'origine contestée.

Art. 8. — Le jugement sera toujours rendu en premier ressort.

Art. 9. — Dans la huitaine de la notification de l'acte d'appel, l'appelant ou les appelants devront faire insérer dans un journal d'annonces légales de l'arrondissement de leur domicile et aussi dans un journal d'annonces légales du domicile de l'intimé ou des intimés une note succincte indiquant ses ou leurs noms, prénoms, domicile et profession, les nom, prénoms et domicile de l'avoué constitué, ceux de l'intimé ou des intimés et de leur avoué, s'il est constitué, et l'objet de l'appel.

Les débats ne pourront commencer devant la cour que quinze jours apres la publication de la note prévue au paragraphe précédent.

Art. 10. — Pendant le délai ci-dessus toute personne, tout syndicat et association réunissant les conditions d'intérêt et de durée prévues au paragraphe premier de l'article 3, pourront, quand même ils n'auront pas été partie au jugement de première instance, intervenir devant la cour pour demander la réformation ou la confirmation du jugement.

Les parties ayant le même intérêt ne pourront avoir qu'un seul avoué.

Art. 11. — L'arrêt aura l'effet indiqué à l'article 6 pour le jugement de première instance.

Actions correctionnelles.

Art. 12. — Quiconque aura soit apposé, soit fait apparaître, par addition, retranchement ou par une altération quelconque sur des produits naturels ou fabriqués, mis en vente ou destinés à être mis en vente, des appellations d'origine qu'il savait inexactes sera puni d'un emprisonnement de trois mois au moins, d'un an au plus et d'une amende de 100 à 2,000 fr., ou de l'une de ces deux peines seulement.

Le tribunal pourra en outre ordonner l'affichage du jugement dans les lieux qu'il désignera et son insertion intégrale ou par extrait dans les journaux qu'il indiquera, le tout aux frais du condamné.

Tout marchand, commissionnaire ou débitant quelconque, qui aura exposé en vente ou mis en circulation des objets naturels ou fabriqués portant une appellation d'origine qu'il savait inexacte, sera puni des mêmes peines.

Art. 13. — Toute personne qui se prétendra lésée par le délit prévu à l'article précédent, tout syndicat et association réunissant les conditions de durée et d'intérêt prévues au paragraphe 1er de l'article 3, pourra se constituer partie civile conformément aux dispositions du code d'instruction criminelle.

Dispositions spéciales aux appellations d'origine s'appliquant aux vins et aux eaux-de-vie.

Art. 14. — Les appellations d'origine des produits vinicoles ne pourront jamais être considérées comme présentant un caractère générique et tombées dans le domaine public.

Art. 15. — Tout récoltant devra indiquer dans sa déclaration de récolte l'appellation d'origine qu'il entend donner à son produit.

Art. 16. — Dans le délai de trois mois à partir de la promulgation de la présente loi, toute personne faisant le commerce en gros des vins, vins doux naturels, vins de liqueurs et eaux-de-vie, ou plus généralement toute personne ou association ayant un compte de gros avec la régie, sera soumise, pour les produits achetés ou vendus avec appellation d'origine française, à la tenue d'un compte spécial d'entrées et de sorties. Ce compte sera arrêté mensuellement par nature de produits et tenu sur place à la disposition des employés des contributions indirectes du grade de contrôleur et au-dessus et des inspecteurs régionaux et départementaux du service de la répression des fraudes.

Les inscriptions d'entrée et de sortie sur ce registre seront faites de suite et sans aucun blanc. Elles indiqueront les quantités de marchandises et l'origine sous l'appellation de laquelle elles auront été achetées.

A moins que ces marchandises ne soient revendues sans aucune appellation d'origine française, elles seront inscrites à la sortie avec le numéro de la pièce de régie, soit sous la même appellation qu'à l'entrée, soit sous l'une des appellations plus générales auxquelles elles ont droit d'après leur origine ou des usages locaux, loyaux et constants.

Les quantités, espèces et dénominations des produits susceptibles d'être vendus avec désignation d'origine existant en magasin seront déclarées par le négociant à l'expiration du délai fixé au paragraphe 1er du présent article et inscrites à cette date.

En cas de vente, les factures devront, pour les produits vendus avec désignation d'origine française, reproduire l'indication prévue au paragraphe 2 du présent article et, en ce qui concerne les eaux-de-vie, porter la mention du titre de mouvement et sa couleur.

Pour les marchandises destinées à l'exportation, les titres de transport devront porter les mêmes indications.

La soumission par laquelle tout expéditeur de vin doux naturel demandera une expédition de régie mentionnera le nom du cru.

Il n'est apporté aucune modification au régime des eaux-de-vie, notamment aux dispositions de la loi du 31 mars 1903 les concernant.

Art. 17. — L'expédition de régie délivrée à la sortie des pressoirs, celliers et cuves indiquera l'appellation d'origine qui aura été indiquée dans la déclaration de récolte.

Art. 18. — Tout distillateur récoltant ou non qui voudra donner une appellation d'origine à des eaux-de-vie ne bénéficiant pas de la présomption légale inscrite dans l'article 26 ci-dessous. devra, dans la huitaine qui précédera le commencement de la distillation, faire, à la mairie de son domicile et à celle du lieu de la distillation, la déclaration de sa prétention. Cette déclaration sera inscrite sur un registre spécial dont communication sera faite à tout requérant.

Art. 19. — Pendant le délai d'un an à partir de la distillation et à moins que pendant ce laps de temps une décision judiciaire définitive ne soit intervenue reconnaissant fondée l'appellation d'origine donnée, les eaux-de-vie provenant des régions non comprises dans les décrets de délimitation antérieurement rendus, devront être enfermées et manipulées dans des locaux séparés sans aucune communication autre que par la voie publique de tous autres locaux.

Si, pendant ce délai d'un an, l'appellation d'origine donnée est contestée, l'obligation des locaux séparés sera maintenue pour les eaux-de-vie dont l'appellation aura été ainsi contredite jusqu'à ce qu'une décision judiciaire définitive soit intervenue.

Si pendant le même délai d'un an l'appellation d'origine n'est pas contestée, elle sera définitivement acquise.

Dispositions spéciales aux vins mousseux de la Champagne.

Art. 20. — Les récoltants et fabricants qui voudront donner à leurs vins mousseux l'appellation d'origine « Champagne » devront, en outre des justifications exigées par l'article 3 de la présente loi, emmagasiner, manipuler et complètement manutentionner leurs vendanges et leurs vins dans des locaux séparés, sans aucune communication autre que par la voie publique de tous locaux contenant des vendanges ou vins auxquels ne s'appliquera pas l'appellation d'origine « Champagne ».

Art. 21. — Pendant le délai d'un an à partir de l'expédition et à moins que pendant ce laps de temps une décision judiciaire définitive ne soit intervenue pour reconnaître fondée l'appellation d'origine donnée, les vendanges et vins mousseux originaire de régions non comprises dans le décret de délimitation du 17 décembre 1908 et auxquels on aura appliqué l'appellation « Champagne » devront être emmagasinés, manipulés et complètement manutentionnés dans les locaux séparés, sans aucune communication autre que par la voie publique de tous autres locaux.

Si pendant ce délai d'un an l'appellation d'origine est contredite, l'obligation des locaux séparés sera maintonue pour les vins dont l'appellation sera ainsi contestée jusqu'à ce qu'une décision judiciaire définitive soit intervenue.

Si pendant le même délai d'un an l'appellation d'origine n'est pas contestée, elle sera définitivement acquise.

Art. 22. — Un délai de trois mois à dater de la promulgation de la présente loi est accordé pour se conformer aux prescriptions de l'article précédent aux commerçants qui, ne se trouvant pas dans la région délimitée par le décret du 17 décembre 1908 : 1° font ou ont fait depuis le 1er avril à la fois le commerce des vins devant recevoir l'appellation d'origine « Champagne » et celui de vins sans appellation: 2° n'ont qu'un seul magasin, ou s'ils en ont plusieurs ne peuvent avoir qu'un seul accès sur la voie publique.

Art. 23. — Par exception aux dispositions de l'article 18 ci-dessus, pourront être introduits dans les locaux visés par cet article les vins destinés à la consommation du récoltant ou fabricant et des personnes qu'il emploie, dans les limites et sous les conditions fixées annuellement par le directeur départemental des contributions indirectes.

Art. 24. — Les vins mousseux ayant droit à l'appellation d'origine « Champagne » ne pourront sortir des magasins séparés visés aux articles 20 et 21 ci-dessus sans que les bouteilles soient revêtues d'une étiquette portant le mot « Champagne » en caractères très apparents : les caisses ou emballages contenant ces bouteilles devront porter le même mot, aussi en caractères très apparents.

Les bouteilles contenant les vins devront être fermées d'un bouchon portant le même mot sur la partie contenue dans le col de la bouteille.

Art. 25. — Les vins mousseux fabriqués dans la Champagne ou contenus dans des bouteilles portant le nom d'une commune de cette région et auxquels ne pourra s'appliquer l'appellation d'origine « Champagne » ne pourront être mis en vente sans que les bouteilles soient revêtues, dans les trois mois de la promulgation de la présente loi, d'une étiquette portant les mots « Vin mousseux » en caractères très apparents.

Les caisses ou emballages contenant ces bouteilles devront porter les mêmes mots, aussi en caractères très apparents. Les bouteilles contenant ces vins qui subissent l'opération du dégorgeage, après un délai d'un mois à dater de la promulgation de la présente loi, devront être fermées d'un bouchon portant les mêmes mots sur la partie contenue dans le col de la bouteille.

Art. 26. — Les infractions aux dispositions des articles 15, 16, 18, 19, 20, 21, 22, 23 et 25 ci-dessus seront punies d'un emprisonnement d'un mois au moins et d'un an au plus et d'une amende de 100 fr. au moins et de 5,000 fr. au plus ou de l'une de ces deux peines seulement.

Pourront aussi les tribunaux ordonner la publication du jugement de condamnation intégralement ou par extraits dans tels journaux qu'ils désigneront et son affichage aux portes du domicile et des magasins du condamné, le tout aux frais de celui-ci.

Sera punie des peines portées au paragraphe précédent toute fausse déclaration ayant pour but d'obtenir une des expéditions prévues par les articles 23 et 24 de la loi du 31 mars 1903 et par l'article 25 de la loi du 6 août 1905 sans préjudice des sanctions prévues par les lois fiscales.

Art. 27. — L'article 463 du code pénal est applicable aux délits prévus par la présente loi.

Art. 28. — Sont et demeurent abrogés :

1° L'article 11 de la loi du 1er août 1905, mais en tant seulement qu'il a décidé que des règlements d'administration publique statueraient sur les mesures à prendre en ce qui concerne les appellations régionales ;

2° L'article 1er de la loi du 5 août 1908, complétant l'article 11 de la loi de 1905, en ce qu'il a décidé qu'il serait procédé par des règlements d'administration publique à la délimitation des régions pouvant prétendre aux appellations de provenance de produits ;

3° La loi du 10 février 1911 ;

4° Tous règlements d'administration publique rendus en exécution des textes abrogés.

Toutefois les producteurs, fabricants et négociants des régions délimitées par les décrets des 17 décembre 1908, 1er novembre 1909, 25 mars 1909, 14 septembre 1909, 21 avril 1910, 18 février 1911 pourront invoquer à titre de présomption légale les dispositions de ces décrets en tant qu'elles leur donnent le droit d'appliquer une appellation d'origine à leurs produits.

Art. 29. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

ANNEXE N° 394

(Session ord. — Séance du 10 juillet 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de proroger le délai fixé pour les expropriations nécessaires à l'établissement du réseau des tramways de la Haute-Vienne, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. René Renoult, ministre des travaux publics (1). — Renvoyé à la commission des chemins de fer.)

ANNEXE N° 395

(Session ord. — Séance du 10 juillet 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, relatif à la nomination, par anticipation au grade de sous-lieutenant, des aspirants élèves à l'école spéciale militaire entrés à cette école en 1913, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. A. Messimy, ministre de la guerre (2). — (Renvoyé à la commission de l'armée.)

ANNEXE N° 398

(Session ord. — Séance du 10 juillet 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des chemins de fer, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de proroger le délai fixé pour les expropriations nécessaires à l'établissement du réseau des tramways de la Haute-Vienne, par M. Defumade, sénateur (3).

ANNEXE N° 399

(Session ord. — Séance du 10 juillet 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'armée chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la nomination, par anticipation, au grade de sous-lieutenant, des aspirants élèves à l'école spéciale militaire entrés à cette école en 1913, par M. le comte d'Alsace, prince d'Hénin, sénateur (4).

Messieurs, le projet de loi qui vous est soumis a pour but d'atténuer le déficit en lieutenants et sous-lieutenants existant dans l'infanterie et auquel diverses lois, votées au cours de l'année 1913, ont apporté des remèdes partiels.

Malgré les mesures prises par le département de la guerre, l'infanterie métropolitaine aussi bien que l'infanterie coloniale souffrent encore profondément de la pénurie des officiers chefs de sections.

Cet état de choses vous a été déjà signalé au moment du vote de la loi du 4 juillet 1913 et son amélioration est lente à réaliser :

1° Parce que la plupart des mesures susceptibles de mettre un terme à la crise sont d'échéance lointaine ;

2° Parce que la mise en application des lois des cadres du 23 décembre 1912 et du 15 avril 1914, en ce qui concerne l'infanterie métropolitaine, et l'obligation de fournir des bataillons au Maroc, en ce qui concerne l'infanterie coloniale, ont absorbé les bénéfices réalisés à l'aide des mesures prises jusqu'à ce jour.

C'est une situation dont la gravité ne doit pas vous échapper.

Plus que jamais il importe donc de mettre à profit toutes les occasions qui se présentent de combler le déficit en lieutenants et sous-lieutenants.

La loi du 7 août 1913 offre, par voie de conséquence, le moyen d'apporter un nouveau et sérieux palliatif à la crise.

En vertu de l'article 13 de la loi précitée, les jeunes gens admis à Saint-Cyr, entrent, à partir d'octobre 1913, directement à l'école spéciale militaire. Il en résulte qu'il y a actuellement présentes à Saint-Cyr :

1° La dernière promotion d'élèves ayant accompli une année de service régimentaire sous le régime de l'ancienne loi (aspirants) ;

2° La première promotion entrée directement à l'école.

Ces deux promotions y sont entrées toutes deux en octobre 1913. Si donc aucune mesure spéciale n'est prise, les élèves des deux promotions seront nommés simultanément au grade de sous-lieutenant en octobre 1915, les aspirants après trois années de service, les élèves après deux années.

En outre, dès octobre 1914, une troisième promotion, issue du concours de 1914, viendra à l'école se joindre aux deux précédentes.

L'examen de cette question a amené le département de la guerre à envisager la possibilité de nommer sous-lieutenants à la date du 1er octobre 1914, et de verser à cette date dans les régiments, la première des trois promotions, celle des aspirants actuellement à Saint-Cyr.

Cette mesure réaliserait des avantages d'ordre divers.

Tout d'abord, l'infanterie métropolitaine recevrait, dès octobre 1914, 280 sous-lieutenants, l'infanterie coloniale 80, la cavalerie 90.

Cette considération a une importance capitale étant donnée la pénurie des cadres subalternes dans nos régiments.

A elle seule elle milite impérieusement en faveur de l'adoption du projet et c'est elle surtout qui a amené le département de la guerre à le proposer.

Par ailleurs, cette mesure permettrait de répartir sur deux années la sortie des deux promotions entrées à l'école en octobre 1913, au lieu de verser dans l'armée, en une seule fois, en octobre 1915, 625 sous-lieutenants d'infanterie métropolitaine, 205 d'infanterie coloniale, 160 de cavalerie.

Son adoption assurerait, en outre, dès octobre 1914, le fonctionnement normal et régulier de l'école spéciale militaire, fonctionnement qui a été, en effet, quelque peu compliqué en 1913, et le serait encore bien davantage durant l'année scolaire 1914-1915, si une troisième promotion venait, en octobre prochain, s'ajouter aux deux promotions, numériquement élevées, qui se trouvent déjà à l'école.

Enfin le projet ne portera aucune atteinte aux droits respectifs des sous-lieutenants sortant de Saint-Maixent et de ceux sortant de Saint-Cyr.

En vertu de la loi du 17 juillet 1908, les élèves saint-cyriens ayant accompli leur année de service régimentaire prennent en effet rang, dans le grade de sous-lieutenant, à une date antérieure d'un an à celle de leur nomination.

Votre commission à l'honneur de vous prier de vouloir bien approuver le projet de loi suivant :

PROJET DE LOI

Article unique. — A titre exceptionnel, et par dérogation aux lois du 14 avril 1832 et 17 juillet 1908, pourront être nommés sous-lieutenants à la date du 1er octobre 1914 et prendront rang à cette date les aspirants élèves de l'école spéciale militaire entrés à l'école en octobre 1913 après avoir accompli une année de service régimentaire.

Ces aspirants devront, pour être promus sous-lieutenants, avoir satisfait aux examens de sortie de ladite école.

(1) Voir les nos 158-282 et in-8° n° 23 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 149-301 et in-8° n° 28 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(3) Voir les nos 391, Sénat, année 1914, et 158-282 et in-8° 23 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(4) Voir le n° 395, Sénat, année 1914, et 149-301, et in-8° 28 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

ANNEXE N° 400

(Session ord. — Séance du 10 juillet 1914.)

AVIS présenté au nom de la commission des finances sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier les articles 2 et 11 de la loi du 14 juillet 1908 concernant les pensions sur la caisse des invalides de la marine, par M. Jénouvrier sénateur. (1).

Messieurs, aux termes de l'article 11 de la loi du 14 juillet 1908 les veuves et orphelins des marins décédés titulaires d'une pension proportionnelle ont droit à la moitié de cette pension telle qu'elle est calculée et accordée par les articles 8, 9 et 10 de cette loi.

Mais il est arrivé que des marins sont décédés après avoir acquis des droits à cette pension proportionnelle et avant que celle-ci n'ait été liquidée. Ils n'en étaient donc pas titulaires et la conséquence excessive mais légale de cette situation est de priver leurs veuves et leurs orphelins de la pension que la loi promettait et que le mari ou le père avait bien gagnée.

L'article 1er du projet de loi voté par la Chambre et dont votre commission de la marine vous propose l'adoption remédie à un tel état de choses. Il décide que les veuves et orphelins de marins auront droit à la moitié de la pension proportionnelle gagnée par leurs maris ou leurs pères dès que les droits de ceux-ci auront été constatés par la commission spéciale instituée par l'article 1er de la loi de 1908 et sans qu'il soit besoin que ces droits aient été liquidés avant le décès.

Des renseignements fournis par les services de la marine marchande il résulte que le nombre des bénéficiaires des dispositions votées par la Chambre ne serait pas supérieur à deux par année. Le taux moyen de chaque pension étant de 250 fr., c'est donc une somme annuelle de 500 fr. qui serait mise à la charge de la caisse des invalides de la marine.

L'article 2 du texte voté par la Chambre décide que la commission instituée par l'article 1er de la loi du 14 juillet 1908 se réunira tous les deux mois.

Actuellement il arrive parfois que des pensions attendent plusieurs mois et même plus d'un an leur liquidation.

L'administration n'a fait aucune objection à l'adoption de ce texte. En effet, une commission se réunit tous les deux mois pour examiner les demandes des marins sur la caisse de prévoyance ; il serait facile de charger cette commission de donner son avis sur les retraites des marins ou de leurs veuves et orphelins.

La disposition de l'article 3 demande une explication.

Dans la période antérieure au décret du 10 août 1884 la navigation à la petite pêche ne comptait que pour une partie de sa durée effective à fin d'obtenir la pension proportionnelle. Depuis cette époque elle compte pour sa durée effective. Mais il existe encore un certain nombre d'inscrits qui ont navigué sous le régime antérieur à 1884. On en comptait environ 300 en 1909; ce nombre a singulièrement diminué depuis cette date.

L'article 3 du projet a pour but de faire bénéficier toute leur navigation des dispositions du décret de 1884.

L'administration des invalides de la marine est formellement favorable à ce qu'elle considère comme une œuvre de justice qui ne grèvera pas sensiblement son budget et seulement pendant une période transitoire de courte durée.

Dans ces conditions, votre commission des finances émet un avis conforme à celui de votre commission de la marine et vous propose d'adopter le texte voté par la Chambre.

(1) Voir les nos Sénat 234, année 1910 ; 344, année 1914, et 2721-2921-3291 et in-8° 733, — 9e législ. — de la Chambre des députés.)

(2) Voir les nos 130-284 et in-8° n° 30. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

ANNEXE N° 402

(Session ord. — Séance du 12 juillet 1914.)

PROPOSITION DE LOI, adoptée par la Chambre des députés, tendant à ajouter un paragraphe à l'article 248 du code civil (nécessité de signifier les arrêts de rejet de la chambre des requêtes, en matière de divorce et de séparation de corps), transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (2). — (Renvoyée à la commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier l'article 310 du code civil (divorce).

ANNEXE N° 403

(Session ord. — Séance du 12 juillet 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (exercice 1915), présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Malvy, ministre de l'intérieur (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 404

(Session ord. — Séance du 12 juillet 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, concernant : 1° l'ouverture et l'annulation, sur l'exercice 1914, de crédits provisoires, au titre du budget général et du budget annexe des monnaies et médailles ; 2° l'ouverture, sur l'exercice 1914, de crédits gagés par des ressources spéciales, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. J. Noulens, ministre des finances (2). — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 405

(Session ord. — Séance du 12 juillet 1914.)

RAPPORT, fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture, au ministre des affaires étrangères, d'un crédit additionnel aux crédits provisoires pour les dépenses de la commission financière des affaires balkaniques, par M. Paul Doumer, sénateur (3). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, la commission financière des affaires balkaniques, dont la constitution est due à l'initiative de la France, a tenu une première session à Paris, dans les mois de juin et juillet 1913. Vous avez voté, à cette époque, pour couvrir les dépenses afférentes à ses travaux, un crédit de 43,500 fr.

Une nouvelle session de la commission se tiendra, également à Paris, au mois d'octobre prochain. Le Gouvernement vous demande de lui ouvrir un crédit de 40,000 fr., dans les mêmes conditions que l'année dernière. Nous vous proposons de l'accorder, pour permettre à l'administration des affaires étrangères de remplir les devoirs d'hospitalité de la France envers la commission internationale qu'elle a convoquée.

Vous voudrez bien, en conséquence, adopter le projet de loi tel qu'il a été voté par la Chambre des députés.

PROJET DE LOI

Article unique. — Il est ouvert au ministre des affaires étrangères, sur l'exercice 1914, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois des 29 décembre 1913, 26 février, 30 mars, 4 avril et 29 juin 1914, un crédit additionnel de 40,000 fr. applicable au chapitre 29 : « Frais de réception de personnages étrangers — Missions extraordinaires à l'étranger et conférences internationales. »

ANNEXE N° 406

(Session ord. — Séance du 12 juillet 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture, au ministre des affaires étrangères, d'un crédit additionnel aux crédits provisoires pour achat d'un hôtel diplomatique à Athènes, par M. Paul Doumer, sénateur (1) (Urgence déclarée.)

Messieurs, la légation de France à Athènes est installée, depuis 1896, dans un immeuble pris en location, qui est bien situé et suffisamment vaste. Le prix du loyer est fixé, en monnaie d'or, à 12,500 fr.

Ce prix, simplement modéré lorsque le bail a été consenti, est devenu exceptionnellement bas. Depuis dix-huit ans, le cours de la monnaie grecque s'est régularisé; le pays s'est développé économiquement, et les récentes victoires des Hellènes, avec les agrandissements territoriaux qui en ont été la conséquence, ont modifié les conditions de la vie dans la capitale. La valeur des propriétés et le prix des loyers se sont considérablement accrus à Athènes.

Le propriétaire de l'hôtel de la légation française a trouvé onéreuses les conditions de son bail, et il a fait connaître son intention de vendre l'immeuble. Aux termes de la législation grecque, la vente entraînerait la rupture du bail, et il faudrait chercher un autre immeuble pour y installer notre représentation diplomatique. Celle-ci, de l'avis de l'administration des affaires étrangères, trouverait difficilement dans Athènes l'équivalent de ce qu'elle a aujourd'hui, et, pour une installation inférieure, il lui faudrait accepter un prix annuel de location d'une vingtaine de mille francs.

L'acquisition, par la France, de la maison qu'occupe actuellement sa légation est donc tout indiquée. Notre ministre à Athènes a engagé, à ce sujet, des pourparlers avec le propriétaire, qui ont abouti à une promesse de vente de l'immeuble pour un prix de 450,000 fr. En y ajoutant les frais incombant à l'acheteur, la dépense monterait à 458,000 fr.

Le prix n'est pas excessif. D'une expertise faite par l'architecte de l'école française d'Athènes, les 1,760 mètres du terrain sur lequel sont bâtis l'hôtel de la légation et ses dépendances ont une valeur supérieure à la somme demandée.

Matériellement, l'opération n'est donc pas critiquable. Elle est bonne moralement : on sait quelle est la position de la France en Grèce. Depuis tantôt un siècle, elle a été l'amie fidèle sur laquelle on a toujours pu compter ; elle fut la protectrice aux heures de péril. Son autorité et son prestige sont donc exceptionnels. Peut-être n'est-il pas bon que le représentant de la République soit installé dans les conditions précaires d'une location dont la durée est incertaine. Le mieux est que la « maison de France » soit une propriété française.

Nous vous proposons donc d'accepter la proposition qui vous est faite par le Gouvernement et d'ouvrir au ministre des affaires étrangères le crédit de 458,000 fr. qui permettra l'achat immédiat de l'hôtel actuel de notre légation. Il y a urgence, car la durée de l'engagement pris dans la promesse de vente doit expirer dans quelques jours.

Votre commission vous demande, en conséquence, d'adopter le projet de loi tel qu'il a été voté par la Chambre des député et dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

Article unique. — Il est ouvert au ministre des affaires étrangères, sur l'exercice 1914, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois des 29 décembre 1913, 26 février, 30 mars, 4 avril et 27 juin 1914, un crédit de 458,000 fr., qui sera inscrit au budget du ministère des affaires étrangères à un chapitre spécial portant le n° 20 *ter* et intitulé : « Achat d'un hôtel diplomatique à Athènes. »

ANNEXE N° 407

(Session ord. — Séance du 12 juillet 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés portant ouverture au ministre des affaires étrangères d'un crédit spécial pour la délégation française à la commission internationale de délimitation de l'Albanie septentrionale, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. René Viviani, président du conseil, ministre des affaires étrangères, et par M. J. Noulens, ministre des finances (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 408

(Session ord. — Séance du 12 juillet 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, portant approbation de la convention signée à Bruxelles, le 29 décembre 1913, concernant l'établissement d'une statistique commerciale internationale, ainsi que du règlement d'organisation du bureau international de statistique commerciale et du protocole annexé à ces instruments, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. René Viviani, président du conseil, ministre des affaires étrangères, et par M. J. Noulens, ministre des finances (2). — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 409

(Session ord. — Séance du 12 juillet 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, tendant à admettre au droit à pension les juges suppléants de carrière recrutés antérieurement au décret du 13 février 1908, par M. Alexandre Bérard sénateur (3). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, dans sa séance du 10 juillet dernier la Chambre des députés a modifié le projet de loi relatif à l'admission au droit à pension des juges suppléants.

La Chambre a adopté le texte voté par le Sénat en excluant de la proposition les juges suppléants qui, chargés de l'instruction, ont fait des versements à la caisse des retraites.

La disposition est de toute justice. Il n'y a, en effet, aucune raison d'obliger ces fonctionnaires à verser rétroactivement à la caisse des retraites une seconde fois, puisqu'ils ont déjà versé.

Nous vous proposons donc d'adopter tel quel le projet adopté par la Chambre des députés.

PROJET DE LOI

Article unique. — Les services rendus près les tribunaux de première instance par les juges suppléants recrutés antérieurement au décret du 13 février 1908 sont admissibles pour la constitution du droit à pension et pour la liquidation de la pension lorsqu'ils prennent fin par la nomination à un poste de magistrat titulaire dans les cours et tribunaux. Ces services donnent lieu, pour leur durée intégrale, au versement de retenues rétroactives, qui sont calculées sur la base du traitement afférent au premier poste titulaire occupé et doivent être effectuées en autant de fois douze termes qu'il y a d'années entières de suppléance, la fraction d'année en excédent étant toujours négligée.

Toutefois, les juges suppléants qui auront été chargés de l'instruction, et dont l'émolument à ce titre a déjà été soumis à retenue comme conduisant à pension en vertu de la loi de 1853, n'effectueront pas de nouveaux versements pour les années durant lesquelles ils ont occupé ces fonctions.

(1) Voir les nos 232, 327 et in-8° n° 35 — 11e législature — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 249-325 et in-8° n° 37 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(3) Voir les nos 368, Sénat, année 1914, et 171-220 et in-8° n° 13 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(1) Voir les nos 333, Sénat, année 1914, et 170-223 et in-8° 19 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(1) Voir les nos 340-344, et in-8° n° 3, — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 3863 (10e législ.) et 214-283-288 et in-8° n° 24 (11e législ.) — de la Chambre des députés.)

(3) Voir les nos 244 (voir annexes *Journal officiel* 30 avril-6 juin 1913), 272 (voir annexes *Journal officiel* 6, 7, 9, 10, 11, 12, 13, 14 juin 1914) et annexe, 346-392, Sénat, année 1914, et 3123-3487 et in-8° n° 819 (10e lég sl.), et 236-292 et in-8° n° 32 (11e législ. — de la Chambre des députés.

Pourront bénéficier des dispositions de l'alinéa précédent les magistrats titulaires, actuellement en exercice, qui, après s'être pourvus à cet effet auprès du garde des sceaux, auront effectué le versement des retenues rétroactives dans le délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi.

Lors de leur admission à la retraite, les magistrats doivent produire à l'appui de leur demande, à fin de liquidation de leur pension, la justification qu'ils ont effectué le versement intégral desdites retenues rétroactives.

Pour être admis à se prévaloir des dispositions qui précèdent, les magistrats nommés avant la mise en vigueur du décret du 13 février 1908 devront justifier, par un certificat du ministre de la justice, qu'ils ont exercé les fonctions de juge suppléant à l'exclusion de toute autre profession. L'inscription à un barreau en qualité d'avocat stagiaire n'est pas considérée, pour l'application de la présente loi, comme constituant l'exercice d'une profession.

Le présent article n'est point applicable aux services rétribués rendus en qualité de juge suppléant au tribunal de la Seine en vertu de l'article 35 de la loi du 27 février 1912, ces services demeurant assimilés à ceux des magistrats titulaires pour l'application de la loi du 9 juin 1853.

ANNEXE N° 410

(Session ord. — Séance du 12 juillet 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture, sur l'exercice 1914, de crédits additionnels aux crédits provisoires, par M. Emile Chautemps, sénateur (1).

Messieurs, la demande de crédits additionnels présentée par le département de la marine, et qui fait l'objet du présent projet de loi, adopté par la Chambre des députés, est motivée par l'accroissement des effectifs de notre flotte de guerre.

L'entrée en service des navires construits en exécution de la loi de programme naval du 29 mars 1912 nécessitera, en 1915, une augmentation de personnel importante qui ne pourra être obtenue en totalité ni par les ressources provenant de l'inscription maritime, ni par celles de l'engagement volontaire.

Il sera donc nécessaire de demander au contingent de 1914, lors de son incorporation en octobre prochain, le complément d'hommes qui seront pris parmi les jeunes conscrits ayant manifesté le désir, au moment des opérations des conseils de revision, de servir dans l'armée de mer. Il en résultera, pendant le dernier trimestre de la présente année, un excédent de 2,800 hommes environ par rapport aux effectifs qui ont servi de base aux prévisions du budget de 1914, et c'est tout d'abord à l'entretien de cet excédent que sont destinés les crédits demandés par le département de la marine.

Le Gouvernement avait compris, dans le projet de loi déposé à la Chambre des députés un simple crédit indicatif de 1,000 fr. pour la solde de ces 2,800 hommes (chap. 10). Il désirait, de la sorte, obtenir seulement l'assentiment du Parlement à l'engagement de la dépense qui ne pouvait être évaluée actuellement d'une façon précise.

La commission du budget de la Chambre des députés a estimé préférable de mettre, dès maintenant, à la disposition du ministre la somme de 90,000 fr. qui représente approximativement la solde de 2,800 marins durant trois mois. C'est ce chiffre qui a été voté par la Chambre des députés au titre du chapitre 10 (équipages de la flotte).

L'entretien de ces 2,800 hommes pendant trois mois nécessitera d'autre part des suppléments de crédits de 248,000 fr. pour le chapitre 16 (vivres) et de 530,000 fr. pour le chapitre 17 (habillement).

Mais les crédits des chapitres 16 et 17 sont déjà insuffisants par suite d'un excédent moyen de 2,000 hommes sur les prévisions budgétaires établies avant le vote de la nouvelle loi militaire. En effet, ces prévisions, d'après l'expérience du passé, faisaient état d'un incomplet de 1,650 hommes, incomplet qui ne s'est pas réalisé ; par suite de l'appel simultané des deux classes 1912 et 1913, les effectifs budgétaires, soit 66,000 hommes, seront au complet pendant la presque totalité de l'année. De son côté, l'inscription maritime a fourni, en janvier dernier, 350 hommes de plus qu'il n'était prévu.

De ce chef, les charges du chapitre « Subsistances » se trouvent accrues d'une somme de 768,000 fr. qui, ajoutée à celle indiquée ci-dessus de 248,000 fr., porte à 1,016,000 fr. le montant du crédit supplémentaire demandé au titre du chapitre 16 et voté par la Chambre.

A l'égard du chapitre 17 (habillement), le département de la marine ne demande pas la totalité des crédits que nécessiterait l'excédent d'effectifs indiqué ci-dessus; il serait, en effet, hors d'état de l'employer avant la fin de l'année. Les hommes en excédent seront équipés aux dépens des approvisionnements et c'est donc le déficit des approvisionnements qu'il y a lieu de combler. A cet effet, la marine demande, sur 1914, une somme de 270,000 fr. qui, ajoutée à celle de 530,000 fr. citée plus haut, porte à 800,000 fr. le crédit supplémentaire qu'elle sollicite et qui a été voté par la Chambre des députés. Le reste des ressources nécessaires pour reporter les approvisionnements au niveau réglementaire sera inscrit au projet de budget de 1915.

Votre commission des finances vous propose, messieurs, d'approuver le projet de loi voté par la Chambre des députés et dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

Article unique. — Il est ouvert au ministre de la marine, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois des 29 décembre 1913, 26 février, 30 mars, 4 avril et 29 juin 1914, des crédits s'élevant à la somme de 1,906,000 fr. et applicables aux chapitres ci-après :

Chap. 10. — Equipages de la flotte.	90.000
Chap. 16. — Service des subsistances. — Matières et indemnités représentatives.....	1.016.000
Chap. 17. — Service de l'habillement et du casernement. — Matières.....	800.000
Total.....	1.906.000

ANNEXE N° 411

(Session ord. — Séance du 13 juillet 1914.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet la création d'un avant-port et d'un arrière-port à Bougie et la concession à la chambre de commerce de cette ville d'une partie des terre-pleins dudit port, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. René Renoult, ministre des travaux publics; par M. Gaston Thomson, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes; par M. Malvy, ministre de l'intérieur, et par M. Noulens, ministre des finances (1). — (Renvoyé à la commission de l'outillage national.)

ANNEXE N° 413

(Session ord. — Séance du 13 juillet 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation de la convention, signée à Bruxelles le 29 décembre 1913, concernant l'établissement d'une statistique commerciale internationale, ainsi que du règlement d'organisation du bureau international de statistique commerciale et du protocole annexé à ces instruments, par M. Paul Doumer, sénateur (1). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, le Gouvernement demande au Sénat de donner son approbation à la convention signée, le 29 décembre 1913, à Bruxelles, pour l'établissement d'une statistique commerciale internationale et l'institution d'un bureau permanent chargé de réunir et de publier les renseignements statistiques des diverses nations.

Les Etats qui ont signé la convention, parmi lesquels toutes les puissances de l'Europe, sont au nombre de trente et un. Les autres Etats sont appelés à y adhérer ultérieurement.

La convention aura une durée de sept années et sera renouvelable par tacite reconduction.

Le bureau international chargé de réunir et de publier les statistiques commerciales aura son siège à Bruxelles et sera placé sous la haute direction du gouvernement belge. Ses publications se feront en langue française et les poids et mesures seront ramenés à la base du système métrique.

Les frais de fonctionnement du bureau international seront couverts à l'aide des contributions consenties par les puissances en proportion de l'importance de leur commerce extérieur.

La France, comme les autres grandes puissances, aura à verser une part contributive annuelle de 1,200 fr.

Nous vous demandons, messieurs, d'approuver la convention qui vous est soumise et de donner au Gouvernement l'autorisation de la ratifier en votant le projet de loi adopté par la Chambre des députés et dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

Article unique. — Le Président de la République est autorisé à ratifier et, s'il y a lieu, à faire exécuter la convention concernant l'établissement d'une statistique commerciale internationale, signée à Bruxelles le 31 décembre 1913, ainsi que le règlement d'organisation d'un bureau international de statistique et le protocole qui ont été signés à la même date (1).

ANNEXE N° 414

(Session ord. — Séance du 13 juillet 1914.)

RAPPORT, fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture au ministre des affaires étrangères d'un crédit spécial pour la délégation française à la commission internationale de délimitation de l'Albanie septentrionale, par M. Paul Doumer, sénateur (2). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, le Gouvernement a demandé par un projet de loi présenté le 10 juillet, l'ouverture d'un crédit de 33,100 fr., destiné à couvrir les dépenses, en 1914, de la délégation française à la commission internationale de délimitation de l'Albanie septentrionale. Les délégués français sont : le lieutenant-colonel Fournier et le capitaine Perrier, du service géographique de l'armée française, qui remplit les fonctions de secrétaire de la commission internationale. Il leur est adjoint trois soldats et un interprète ou drogman.

Les travaux de la commission ont commencé au mois de septembre 1913 et se sont poursuivis jusqu'au milieu de décembre. Les dépenses, pour cette première période, ont été couvertes par un crédit de 15,000 fr., qui a fait l'objet de la loi du 20 décembre 1913.

Les travaux de la commission de délimitation ont repris dans les derniers jours du mois d'avril 1914 et se sont poursuivis depuis lors. On compte qu'ils pourront être achevés avant l'hiver. Les dépenses qu'ils entraîneront sont évaluées à la somme de 33,100 fr., dont voici le détail :

Allocations journalières aux officiers délégués.....	21.600
Frais de représentation au chef de mission.....	1.000
Entretien d'un drogman et de son cheval.....	2.700
Entretien des soldats et dépenses diverses.....	4.300
Voyages de Paris à Scutari.....	3.500
Total égal.....	33.100

(1) Voir les nos 393, Sénat, année 1914, et 285-290 et in-8°, n° 31 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(1) Voir les nos 298-352 et in-8° n° 38 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 408, Sénat, année 1914, et 3683 (10e législ.) et 214-283-288 et in-8° n° 24 (11e législ.) de la Chambre des députés.

(1) La convention a été annexée au projet de loi n° 408, année 1914.

(2) Voir les nos 407, Sénat, année 1914, et 340-344 et in-8° 36 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

Il y a lieu de faire face à ces dépenses par un crédit supplémentaire qu'il est urgent de voter, si l'on veut que les délégués français de la commission de délimitation n'attendent pas plus longtemps les allocations auxquelles ils ont droit et qui leur sont indispensables.

Nous vous proposons, en conséquence, de voter le projet de loi adopté par la Chambre des députés et dont le texte suit :

PROJET DE LOI

Article unique. — Il est ouvert au ministre des affaires étrangères, sur l'exercice 1914, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois des 29 décembre 1913, 26 février, 30 mars, 4 avril et 29 juin 1914, un crédit additionnel de 33,100 fr. applicable au chapitre 29 : » Frais de réception de personnages étrangers, missions extraordinaires à l'étranger et conférences internationales. »

ANNEXE N° 415

(Session ord. — Séance du 13 juillet 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet la création d'un avant-port et d'un arrière-port à Bougie et la concession à la chambre de commerce de cette ville d'une partie des terre-pleins dudit port, par M. Audiffred, sénateur (1). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, la Chambre des députés a voté un projet de loi ayant pour objet la création d'un avant-port et d'un arrière-port à Bougie et la concession à la chambre de commerce de cette ville d'une partie des terre-pleins dudit port.

Votre commission de l'outillage national à laquelle il a été renvoyé vous propose de l'adopter, car il permettra de réaliser une amélioration sérieuse.

Il comporte la suppression de la passe actuelle qui rend l'entrée du port difficile et son remplacement par une nouvelle passe du côté de Sidi-Vaya. La passe actuelle subit tous les ans des ensablements qui s'élèvent en moyenne à un mètre tous les vingt ans. Elle n'a plus en ce moment qu'une profondeur de 7 m. 30, tout à fait insuffisante pour les navires qui fréquentent le port, à plus forte raison insuffisante pour les navires de commerce modernes dont la capacité augmente sans cesse. Les terre-pleins sont actuellement trop restreints, il y a lieu de les agrandir et de construire de nouveaux quais.

Ces travaux sont justifiés par le développement constant du port de Bougie.

En 1897, le tonnage en jauge des navires qui fréquentaient le port était de 428,000 tonnes.

En 1911, il atteignait 1,134,000 tonnes.

En 1897, le trafic des marchandises était de 89,000 tonnes.

Il n'a cessé de s'élever depuis chaque année et en 1911 il atteignait 315,000 tonnes.

Lorsque les nouveaux travaux auront facilité l'accès du port aux navires qui le fréquentent actuellement et à des navires de plus grande dimension, la progression sera plus sensible encore.

L'exécution n'entraînera aucune charge pour le Trésor. Sur une dépense de 8 millions de francs, la chambre de commerce de Bougie s'engage à supporter 6,500,000 fr.

Le gouvernement général de l'Algérie acquittera le surplus, soit 1,500,000 fr.

Des crédits annuels seront à cet effet inscrits au budget de l'Algérie.

Pour se procurer le capital nécessaire qu'elle versera à l'Etat sous la forme de fonds de concours, la chambre de commerce de Bougie obtient la concession pendant soixante-quinze ans d'une partie des terre-pleins actuels du port de Bougie et des terre-pleins à établir le long des quais de l'arrière-port sur lesquels elle est autorisée à percevoir des droits divers.

Elle est autorisée à emprunter à un taux d'intérêt qui n'excédera pas 4 fr. 50 une somme de 7,900,000 fr., destinée à lui permettre de verser à l'Etat un subside de 6,500,000 fr., et de satisfaire aux obligations de la convention qu'elle a passée avec le préfet de Constantine.

(1) Voir les nos 411, Sénat, année 1914, et 298-352 et in-8° 38 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

Votre commission de l'outillage national vous demande de voter le projet adopté par la Chambre.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Est déclarée d'utilité publique la création d'un avant-port et d'un arrière-port à Bougie, conformément aux dispositions générales de l'avant-projet dressé par les ingénieurs, sous les dates des 5, 11 et 13 avril 1912.

La dépense des travaux, évaluée à 8 millions de francs, sera couverte au moyen :

1° De fonds de concours montant à 6,500,000 francs à fournir par la Chambre de commerce de Bougie, en conformité de la convention ci-après approuvée;

2° De crédits inscrits annuellement au budget de l'Algérie jusqu'à concurrence du surplus de la dépense.

Art. 2. — Est approuvée la convention passée le 12 février 1913, entre le préfet du département de Constantine et le président de la chambre de commerce de Bougie, contenant:

1° Engagement de cette chambre de verser à l'Etat le subside prévu à l'article 1er ci-dessus pour l'exécution des travaux déclarés d'utilité publique;

2° Concession pour soixante-quinze ans, à ladite chambre, d'une partie des terre-pleins actuels du port de Bougie et des terre-pleins à établir le long des quais de l'arrière port.

Cette convention, ainsi que le cahier des charges et le plan qui y sont joints, resteront annexés à la présente loi (1).

Art. 3. — La chambre de commerce de Bougie est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas 4 fr. 50 p. 100 une somme de 7,900,000 fr. destinée à lui permettre de verser à l'Etat un subside de 6,500,000 fr. et de satisfaire aux obligations résultant pour elle de la convention susvisée.

Cet emprunt toujours remboursable par anticipation, pourra être conclu et réalisé, en totalité ou par fraction, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera en soixante-quinze ans au plus.

Art. 4. — Au cas où l'emprunt précité de 7,900,000 fr. serait insuffisant pour permettre à la chambre de commerce de Bougie de subvenir à ses obligations, des décrets rendus en conseil d'Etat, sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, après enquête et avis du ministre des travaux publics et du ministre des finances, pourront autoriser cette compagnie à contracter les emprunts complémentaires dont la nécessité serait reconnue.

Art. 5. — Les péages perçus actuellement, en conformité du décret du 30 janvier 1897, prorogé par décret du 30 mars 1904 et modifié dans ses conditions d'application par arrêté du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 31 octobre 1905, sont supprimés à partir de la promulgation de la présente loi et remplacés par les péages maxima suivants qui pourront être modifiés dans les conditions prévues par l'article 16 de la loi du 7 avril 1902 sur la marine marchande.

Leur produit pourra être appliqué, par des décrets rendus dans la forme des règlements d'administration publique, à des charges résultant de nouveaux travaux d'amélioration du port de Bougie, régulièrement autorisés.

TAXE N° 1

Péage ayant pour base le poids des marchandises embarquées, débarquées ou transbordées.

Par tonne métrique de 1,000 kilogr. de marchandises, débarquées ou transbordées, 50 centimes.

Pour l'application de cette taxe, le poids des animaux sera compté :

A raison d'une tonne par tête, pour les espèces chevaline, bovine, asine et porcine ;

A raison d'une tonne par cinq têtes, pour les espèces ovine et caprine.

(1) La convention, le cahier des charges et le plan ont été annexés au projet de loi n° 411, année 1914.

Toute fraction de tonne sera comptée pour une tonne.

TAXE N° 2

Péage sur les passagers.

Par voyageur embarqué ou débarqué (ou transbordé) en provenance ou à destination de la France ou de l'étranger, 1 fr.

Par voyageur embarqué ou débarqué (ou transbordé), en provenance ou à destination d'un port algérien, 50 centimes.

TAXE N° 3

Péage ayant pour base la tonne de jauge nette.

Pour chaque opération d'embarquement, de débarquement ou de transbordement et suivant la valeur du rapport $\frac{P}{J}$ entre le nombre de tonnes métriques de marchandises (embarquées, débarquées ou transbordées) et le nombre de tonneaux de jauge nette du navire, par tonneau de jauge nette :

Lorsque $\frac{P}{J}$ sera $\geqslant 1/2$..... 30 centimes.

Lorsque $1/2 > \frac{P}{J} \geqslant 1/4$..... 20 —

Lorsque $1/4 > \frac{P}{J} \geqslant 1/10$..... 10 —

Lorsque $1/10 > \frac{P}{J}$ ..... 5 —

Ces péages seront perçus sur les navires de tous pavillons, entrant ou sortant, chargés en totalité ou en partie et faisant des opérations dans les limites du bassin maritime de Bougie déterminées d'un côté par la pointe Bouak e. de l'autre par l'embouchure de la Soummam.

Seront exempts de toute taxe :

Les militaires, fonctionnaires ou toutes autres personnes voyageant aux frais ou pour le service de l'Etat;

Les navires appartenant à l'Etat ou affrétés spécialement pour son compte, les objets, marchandises et animaux appartenant à l'Etat ou destinés à son service en vertu de contrats réguliers ;

Les navires affectés à la pêche côtière, au remorquage et au pilotage, les embarcations de servitude attachées au port et les bâtiments de toute nature faisant les transports dans les limites des jetées du port;

Les navires entrés dans le bassin maritime de Bougie, chargés ou sur lest, qui repartiront sans avoir fait d'opérations commerciales ou qui seront entrés en relâche pour prendre de l'eau, du charbon ou des vivres;

Les sables transportés sous le régime du cabotage;

Les matériaux employés au lestage ou provenant du délestage des navires.

En outre, la taxe n° 3 ne sera perçue qu'autant que les produits annuels de la concession des terre-pleins, réunis aux produits de la taxe n° 1, de la taxe n° 2 et de la taxe sur les voies ferrées dont il est question plus loin, seraient insuffisants pour couvrir :

Les dépenses de l'administration de la concession et de l'entretien des ouvrages qui en dépendent;

Les charges d'intérêt et d'amortissement de l'emprunt;

Le versement au fonds de réserve de la concession des terre-pleins (fixé à 300,000 fr. au maximum) d'une somme pouvant atteindre annuellement 30,000 fr.

Art. 6. — Le droit de péage de 15 centimes par tonne de marchandises circulant sur les voies ferrées du port de Bougie, institué par décret du 28 février 1904, est porté à 20 centimes à partir de la promulgation de la présente loi.

Art. 7. — Les péages perçus en vertu des deux articles précédents sont concédés à la chambre de commerce de Bougie pour le produit en être appliqué aux obligations résultant pour elle, de la convention passée avec le préfet de Constantine et approuvée par l'article 2 de la présente loi.

La perception de ces péages, dont la durée ne pourra, en aucun cas, dépasser soixante-quinze ans, cessera aussitôt après l'accomplissement desdites obligations, sauf application éventuelle du dernier alinéa de l'article 6.

Art. 8. — La convention approuvée par l'article 2 de la présente loi sera enregistrée au droit fixe de 3 fr.

ANNEXE N° 416

(Session ord. — Séance du 13 juillet 1914.)

RAPPORT, fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant : 1° l'ouverture et l'annulation, sur l'exercice 1914, de crédits provisoires, au titre du budget général annexe des monnaies et médailles; 2° l'ouverture sur l'exercice 1944. de crédits gagés par des ressources spéciales, par M. Emile Aimond, sénateur (1). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, le Gouvernement a déposé le 7 juillet courant sur le bureau de la Chambre un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1914, au titre du budget général, et ouverture de crédits sur le même exercice, au titre du budget annexe des monnaies et médailles.

Ainsi que l'a expliqué le Gouvernement dans l'exposé des motifs dudit projet de loi, les demandes qu'il a présentées ont été rendues indispensables, pour la plupart, par des décisions législatives ou des circonstances particulières, dont il n'a pas été possible de faire état lors de l'adoption définitive des budgets des différents ministères intéressés.

Les demandes d'ouverture de crédits, au titre du budget général, comprises dans le projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre s'élevaient à 21,671,391 fr. 81, dont 3,958,933 fr. 95 concernant des crédits gagés sur des ressources spéciales.

La Chambre a, d'une part, rejeté un crédit de 200,000 fr. demandé au titre d'un chapitre 5 *bis* nouveau du ministère du travail, pour le transfert de la direction des retraites ouvrières, installée provisoirement dans un immeuble dépendant de la liquidation de la compagnie de Jésus et qui doit être vendu, dans les bâtiments domaniaux situés à l'angle de l'avenue Rapp et du quai d'Orsay.

La commission du budget, estimant qu'elle n'avait pas le temps de se livrer à une étude sérieuse de la question, a proposé à la Chambre de rejeter le crédit dont il s'agit et la Chambre a ratifié la proposition de sa commission.

Elle a par contre, sur la proposition d'ailleurs, de sa commission et d'accord avec le Gouvernement, accordé un crédit de 50,458 fr. pour porter de 3,500 fr. à 3,800 fr. le minimum de la 4e classe des receveurs de l'enregistrement dans des conditions analogues à celles dans lesquelles sont réalisées les améliorations de situations accordées aux divers personnels des postes, des contributions indirectes, etc., et enfin elle a incorporé le crédit de 208,106 fr. 68, sollicité dans un projet de loi spécial au titre du chapitre 38, inscrit pour mémoire au projet de budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1914 et intitulé « Participation de l'Etat aux dépenses faites par les départements pour l'établissement d'écoles de pupilles difficiles ou vicieux » (loi du 28 juin 1904).

Des dépenses s'élevant ensemble à 416,213 fr. 36 ont été faites par les départements du Nord et de la Seine-Inférieure pour création d'écoles professionnelles de pupilles difficiles de l'assistance publique, à Esquermes près Lille, et à Mont-Saint-Aignan près Rouen, et comme la contribution de l'Etat est de la moitié de la dépense payée par les départements, il convient d'accorder un crédit de la moitié de la somme précitée pour rembourser les avances faites par les départements du Nord et de la Seine-Inférieure.

Dans ces conditions, les ouvertures de crédits comprises dans le projet de loi déposé sur votre bureau dans votre séance de dimanche s'élèvent à 21.729.956 49
dont..... 3.958.933 95
concernant des crédits gagés par des ressources spéciales.

Différence..... 17.771.022 54
Des annulations atteignant.... 336.217 »
étant en même temps proposées, la charge incombant au Trésor

du fait de ce projet ressort à.... 17.434.805 54

Cette charge se trouve d'ailleurs, dans la réalité, légèrement atténuée par suite d'évaluations supplémentaires de recettes s'élevant à 244,159 fr.

Les demandes qui vous sont présentées ont paru à votre commission des finances entièrement justifiées.

Tout d'abord des crédits s'élevant ensemble à 363,947 fr., non compris le crédit de 50,458 fr. voté en séance par la Chambre pour les receveurs de 4e classe de l'enregistrement sont sollicités pour étendre aux agents des contributions directes, des contributions indirectes, de l'enregistrement, des douanes, des eaux et forêts et de la navigation, le bénéfice de la décision, prise en faveur du personnel des postes, de diminuer le nombre des annuités prévues pour l'amélioration des traitements. Vous vous souvenez n'avoir pas voulu opérer de réductions indicatives sur certains chapitres du budget des finances, pour permettre à la Chambre d'incorporer au budget les crédits nécessaires pour réaliser cette mesure, et il a été entendu que le Gouvernement solliciterait pour l'objet des crédits supplémentaires.

Ensuite des demandes assez importantes sont la contrepartie d'annulations sollicitées sur le précédent exercice par le Gouvernement, sauf réouverture des crédits sur l'exercice 1914.

C'est ainsi que 20,000 fr. sont demandés pour la restauration de l'hôtel consulaire de Canton, 40,000 fr. pour l'ameublement de certaines pièces du palais Farnèse et des fournitures à l'ambassade de Constantinople, 1,367,050 fr. pour la constitution des effets de harnachement nécessaires aux chevaux de renforcement des unités de l'artillerie, 429,000 fr. pour la confection et la distribution des médailles coloniales avec agrafe « Maroc », 67,939 fr. 15 pour permettre à l'administration de la guerre d'apurer sa situation en ce qui concerne les travaux de construction militaire rendus nécessaires par le dérasement de la ville de Bayonne, 1,050,426 fr. 22 pour continuer la réorganisation des établissements militaires en Algérie, 40,518 fr. 58 pour poursuivre les travaux de construction nécessités pour le dérasement partiel des fortifications d'Alger, 200,000 fr. pour la réorganisation des établissements militaires d'Orléans, 44,100 francs pour la reconstruction de la manutention de Lille, 1,015 fr. 10 pour l'exposition internationale de l'industrie du livre et des arts graphiques de Leipzig, 44,168 fr. 76 pour l'exposition universelle et internationale de Gand, 2,800,000 francs pour les chemins de fer exécutés par l'Etat sur les fonds avancés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883.

D'autre part, des crédits s'élevant à 12 millions 618,912 fr. 68 sont demandés, pour faire face à des dépenses rendues nécessaires par des arrêts de justice, soit pour l'application de lois votées postérieurement à l'adoption des budgets des divers ministères. C'est ainsi que le Gouvernement sollicite 4,994 fr. pour verser à l'entrepreneur des travaux de reconstruction du magasin des tabacs de Cahors une indemnité qui lui a été accordée par un arrêt du conseil de préfecture du Lot; 208,106 fr. 68, ainsi que nous l'avons vu plus haut, pour la participation de l'Etat dans les dépenses faites par les départements du Nord et de la Seine-Inférieure pour la création d'écoles professionnelles de pupilles difficiles de l'assistance publique; 26,708 fr. pour l'application de la loi du 21 avril 1914 sur la réorganisation du corps des ingénieurs du génie maritime; 258,217 fr. pour l'application de la loi du 30 décembre 1913 sur les soldes aux officiers dépendant du ministère de la marine en service à Paris — ce crédit doit d'ailleurs être compensé par des annulations d'égale somme sur les chapitres des corps auxquels appartiennent lesdits officiers; 4,262 fr. pour l'application de la loi du 21 avril 1914 qui a modifié la loi du 5 novembre 1909 portant création du corps des ingénieurs de l'artillerie navale; 1,614,000 fr. pour acquitter la subvention due à la compagnie des messageries maritimes en exécution de l'article 6 de la convention du 11 juillet 1911 conclue entre l'Etat et cette compagnie; 500,000 fr. pour subventionner la caisse autonome des ouvriers mineurs par application de la loi du 25 février 1914 qui a créé cette caisse; 2,625 fr. pour permettre l'application au personnel secondaire des bureaux et aux agents du service intérieur de l'administration centrale des travaux publics, des conclusions de la commission extraparlementaire chargée d'étudier la péréquation des traitements des administrations centrales; enfin et surtout 10 millions de francs pour acquitter les garanties dues aux compagnie d'Orléans (9,400,000 fr.) et du Midi (600,000 fr.), les prévisions de ces compagnies relativement à leur exploitation ne s'étant pas réalisées.

Enfin les autres demandes de crédit s'élèvent à 2,583,871 fr. On sollicite 1,400,000 fr., pour permettre à l'administration des contributions directes de poursuivre sans arrêt en 1914 les opérations de la refonte des matrices cadastrales des propriétés non bâties, les crédits afférents à l'ensemble des opérations ne devant d'ailleurs même pas atteindre le chiffre de 22 millions jugé nécessaire à l'origine et indiqué au Parlement; 15,000 fr. pour couvrir les indemnités à allouer aux deux commissaires français qui seront envoyés à Constantinople, pour régler par la voie arbitrale, par application du compromis signé entre notre ambassadeur à Constantinople et la Sublime-Porte et approuvé le 25 avril dernier par le sultan, les réclamations françaises concernant des faits antérieurs au 24 juillet 1908; 7,500 fr. pour couvrir l'indemnité à accorder à l'arbitre français désigné pour faire par la commission arbitrale organisée par un dahir du 19 janvier pour la solution des litiges miniers qui ont une cause antérieure à la promulgation au Maroc un règlement minier du 30 janvier 1914; 210,000 fr. pour permettre au département de la marine de rembourser à celui de la guerre les frais occasionnés par l'apprentissage des ouvriers envoyés en stage pour obtenir le brevet de pilote aviateur; 954,371 fr. pour attribuer, conformément d'ailleurs aux précédents en la matière, des indemnités aux employés des postes qui ont assumé, pendant la période électorale, une tâche très lourde et faire face à la dépense entraînée par la nécessité où s'est trouvée l'administration d'utiliser des auxiliaires pendant la même période,

La seule annulation, en dehors de celles proposées en compensation des ouvertures de crédits sollicitées pour l'application du relèvement des soldes, prévu par la loi du 30 décembre 1913, aux officiers des services de la marine détachés à Paris, concerne le crédit accordé en février par le Parlement pour l'achat d'un terrain à Durazzo et le montage sur place d'une maison en bois. Les circonstances ayant rendu impossible l'achat d'un terrain dans des conditions normales, l'administration s'est ralliée à l'idée de louer une maison par un bail comportant une clause de résiliation pour le cas où le siège du Gouvernement serait déplacé; d'où la demande d'annulation du crédit susvisé de 78,000 fr.

Quant au crédit sollicité au titre du budget annexe des monnaies et médailles, il est destiné à payer le prix de 20,000 fr. à l'artiste choisi par le jury dans le concours ouvert en vue du choix du type de la nouvelle monnaie de nickel et les primes de 2,000 et de 1,000 fr. aux concurrents classés second et troisième. Il s'agit d'ailleurs d'un simple report à l'exercice 1914, d'un crédit d'égale somme annulée sur l'exercice 1913 par la loi du 30 juin dernier.

Enfin, l'évaluation supplémentaire de 244,159 francs applicable à la ligne de recettes « Produits du domaine autre que le domaine forestier : aliénation d'immeubles », provient d'un second acompte de 200,000 fr., versé par la ville d'Orléans, à valoir sur la somme due à l'Etat en échange de la cession qu'il a faite de ses droits de jouissance et d'usufruit sur l'ancien quartier Duportail, et du versement par la ville de Lille de la valeur des droits abandonnés par l'Etat sur le bâtiment occupé actuellement par la manutention militaire de Lille.

Ces recettes d'ailleurs ne servent qu'à gager des dépenses, pour lesquelles des crédits sont demandés dans le présent projet de loi, savoir, la réorganisation des établissements militaires d'Orléans et la reconstruction sur un autre emplacement de la manutention militaire de Lille.

Nous signalons que la Chambre a cru avec raison devoir modifier le dispositif du projet de loi déposé sur son bureau par le Gouvernement. Celui-ci avait sollicité l'ouverture de crédits supplémentaires et etraordinaires sur l'exercice 1914 en addition à la loi de finances.

Le budget n'étant pas encore voté quand la Chambre s'est prononcée sur le projet de loi, elle a ouvert les crédits en addition aux douzièmes provisoires, et opéré les annulations sur les crédits provisoires. En outre en vue de l'incorporation au budget de l'exercice 1914 des crédits ouverts en addition aux douzièmes provisoires, elle a distingué dans le titre du projet de loi les crédits gagés sur les ressources géné-

(1) Voir les nos 484, Sénat, année 1914, et 249-325 et in-8° n° 37. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

rales et ceux gagés par des ressources spéciales, les premiers seuls devant être incorporés immédiatement dans le budget, les seconds au contraire n'y devant paraître qu'en règlement.

Votre commission des finances n'a pas d'objection à soulever contre ces diverses modifications qui lui paraissent justifiées.

En conséquence des explications qui précèdent, nous avons l'honneur de vous proposer d'adopter le présent projet de loi tel qu'il a été voté par la Chambre des députés.

ANNEXE N° 417

(Session ord. — Séance du 13 juillet 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture, au ministre des affaires étrangères, d'un crédit additionnel aux crédits provisoires pour dépenses afférentes aux **œuvres scolaires françaises à Tanger**, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. René Viviani, président du conseil, ministre des affaires étrangères, et par M. J. Noulens, ministre des finances (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 418

(Session ord. — Séance du 13 juillet 1914.)

AVIS présenté au nom de la commission de la marine sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, autorisant les ministres de la guerre et de la marine à engager des dépenses **non renouvelables en vue de pourvoir aux besoins de la défense nationale** et déterminant les règles financières applicables auxdites dépenses, par M. Emile Chautemps, sénateur (2). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, j'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un avis présenté au nom de la commission de la marine sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, autorisant les ministres de la guerre et de la marine à engager des dépenses non renouvelables en vue de pourvoir aux besoins de la défense nationale et déterminant les règles financières applicables auxdites dépenses.

Messieurs, votre commission de la marine m'a chargé de vous exprimer son regret de n'avoir pas été appelée plus tôt à donner son avis sur le projet de loi concernant les dépenses non renouvelables de la défense nationale. Ce projet de loi comporte, en effet, d'importantes additions au programme naval de 1912, dont l'examen n'a été fait par le Sénat, lors de sa 1re délibération, qu'au seul point de vue financier.

L'article 7 du projet de loi qui autorise le ministre de la marine, par addition au programme naval, à mettre en chantier en 1914 trois conducteurs d'escadrilles, méritait à lui seul un sérieux examen au point de vue technique. Cet article est ainsi conçu :

« Par addition aux dispositions de l'article 9 de la loi du 30 mars 1912, trois éclaireurs d'escadrille pourront être mis en chantier en 1914. »

On remarquera que le libellé de cet article n'indique pas le tonnage ni aucune des caractéristiques des unités en cause.

Votre commission de la marine ne s'oppose pas au vote de cette disposition du projet de loi, mais elle demande à M. le ministre de la marine de vouloir bien prendre l'engagement de ne pas mettre ces unités en chantier avant de lui faire connaître leurs caractéristiques, cette communication pouvant lui être faite dès les premiers jours de la rentrée d'automne.

(1) Voir les nos 266-376, et in-8° n° 40 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 191-213-391-396-397, Sénat, année 1914, et 3396-3491-3588-3625 et in-8° 786 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

ANNEXE N° 419

(Session ord. — Séance du 13 juillet 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés le 1er avril 1914, adopté avec modifications par le Sénat le 7 juillet 1914, modifié par la Chambre des députés le 13 juillet 1914, portant fixation du **budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1914**, présenté, au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. J. Noulens, ministre des finances. — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 420

(Session ord. — Séance du 13 juillet 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, portant fixation du **budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1914**, par M. Emile Aimond, sénateur (1). — (Urgence déclarée.)

ANNEXE N° 421

(Session ord. — Séance du 14 juillet 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture, au ministre des affaires étrangères, d'un crédit additionnel aux crédits provisoires pour dépenses afférentes aux **œuvres scolaires françaises à Tanger**, par M. Paul Doumer, sénateur (2). — (Urgence déclarée.)

ANNEXE N° 422

(Session ord. — Séance du 14 juillet 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés le 1er avril 1914, adopté avec modifications par le Sénat le 7 juillet 1914, modifié par la Chambre des députés le 13 juillet 1914, modifié de nouveau par le Sénat le 14 juillet 1914, modifié de nouveau par la Chambre des députés le 14 juillet 1914, portant fixation du **budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1914**, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République, par M. J. Noulens, ministre des finances. — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 423

(Session ord. — Séance du 15 juillet 1914.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, modifiant la **composition des cours d'appel et des tribunaux de première instance**, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Bienvenu Martin, garde des sceaux, ministre de la justice, et par M. J. Noulens, ministre des finances (3). — (Renvoyé à la commission des finances).

(1) Voir les nos 244-272 et annexes, 313-314-328-329, Sénat, année 1914, et 3123-3487-3509-3516, et in-8° n° 819 (10e législ.) et 276-277, et annexe 320 et in-8° 42, — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 417, Sénat, année 1914, et 266-376 et in-8° 40 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(3) Voir les nos 224-272 et annexes, 343. Sénat (année 1914) et 215-251-265-384 et in-8° 44, — 11e législ. — de la Chambre des députés.

ANNEXE N° 426

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif **aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1915**, par M. Emile Aimond, sénateur (1). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, le projet de loi relatif aux contributions directes et taxes y assimilées de l'exercice 1915 que le Gouvernement a déposé sur le bureau de la Chambre dans sa séance du 9 juillet courant et que cette Assemblée vient de voter, sans modification, présente, cette année, des différences assez importantes par rapport aux textes habituels.

Tout d'abord, certaines dispositions figurant dans les lois de contributions directes précédentes et notamment celle du 1er août 1913 ont disparu du projet actuel.

C'est ainsi qu'on ne trouve plus trace de l'article fixant pour le prochain exercice le taux de la contribution foncière des propriétés bâties. La loi du 29 mars 1914, ayant stipulé, en effet, que le taux de cette contribution, comme celui de la contribution foncière des propriétés non bâties, serait fixé à 4 p. 100 du revenu imposable à partir du 1er janvier 1915, a rendu inutile, à l'avenir, l'insertion de la disposition précitée dans les lois budgétaires, tant qu'un changement de taux ne sera pas envisagé.

L'article fixant le nombre des centimes additionnels à la redevance des mines a également disparu.

Ces centimes, dont la perception était autorisée par l'article 87 de la loi du 31 mars 1903, en représentation de la part contributive des exploitants aux allocations prévues par l'article 84 de la même loi au profit de certaines catégories d'anciens ouvriers des industries extractives, doivent, en effet, cesser d'être établis, à partir de l'année 1915, par application de la loi du 25 février 1914, qui, en créant une caisse autonome des retraites des ouvriers mineurs, à laquelle seront directement versées toutes les contributions patronales, a, en même temps, abrogé les dispositions antérieures touchant la constitution des pensions accordées aux ouvriers dont il s'agit.

Enfin, le Gouvernement a supprimé l'article habituel stipulant chaque année qu'il ne serait pas dérogé à l'exécution de diverses dispositions législatives, en faisant remarquer que les textes visés par cet article, la plupart sans influence sur l'assiette de l'impôt, ont le caractère de dispositions organiques et, par conséquent, doivent demeurer en vigueur tant qu'ils n'auront pas été abrogés ou modifiés par des lois postérieures.

D'autre part, quatre articles du texte qui nous a été transmis ne sont pas la reproduction exacte des dispositions correspondantes des lois précédentes.

Depuis 1893, l'article 1er des lois de contributions directes prévoyait l'établissement de ces impôts conformément aux dispositions existantes et par dérogation à l'article 1er de la loi du 18 juillet 1892, qui a supprimé l'impôt des portes et fenêtres. Cette année, à la mention de l'article 1er de la loi du 18 juillet 1892 s'ajoute celle de l'article 3 de la loi du 30 juillet 1913, qui a décidé la suppression des contributions personnelle-mobilière et des portes et fenêtres à partir du 1er janvier 1915 et leur remplacement par un impôt général sur le revenu.

Cette réforme étant en effet subordonnée au vote des textes législatifs destinés à régler l'assiette du nouvel impôt et qui ne sont pas encore intervenus, il y a lieu de décider que les contributions au remplacement desquelles l'impôt projeté devait pourvoir continueront à être perçues pour l'année 1915 par dérogation à la loi susvisée.

L'article 2, qui porte fixation des contingents ne mentionne plus que les contributions personnelle-mobilière et des portes et fenêtres, la contribution foncière des propriétés non bâties ayant été transformée par la loi du 19 mars 1914 d'impôt de répartition en impôt de quotité.

(1) Voir les nos 424, Sénat, année 1914, et 319-394 et in-8° 45, — 11e législ. — de la Chambre des députés).

L'article 4 remanie le taux de la taxe des biens de mainmorte, en raisons des modifications apportées à l'assiette de la contribution foncière par la loi du 29 mars 1914, de façon à maintenir le rapport qui doit exister entre le montant de ladite taxe et le revenu des immeubles pour constituer à l'égard des biens possédés par les collectivités une charge équivalente à celle que représentent les droits de mutation pour les propriétés appartenant à des particuliers.

La taxe est actuellement calculée, en général, à raison de 170 centimes par franc du principal de l'impôt foncier afférent aux biens cotisés pour les propriétés bâties et de 105 centimes par franc pour les propriétés non bâties. Elle supporte, de plus, les décimes auxquels sont assujettis d'une manière générale les droits d'enregistrement, soit deux décimes et demi en sus; elle s'élève donc, au total, dans le premier cas, à 212 cent. 5 et, dans le second, à 131 cent. 25, par franc du principal de l'impôt foncier.

Pour les biens des départements, communes établissements publics de bienfaisance et d'assistance, les taux sont respectivement de 112 cent. 5 et de 70 centimes seulement, soit 140 cent. 625 et 87 cent. 5 avec les décimes.

L'impôt ainsi fixé par la loi du 30 juillet 1913 correspond à 6,80 p. 100 du revenu imposable pour toutes les collectivités, sauf les départements, les communes et les établissements publics d'assistance et de bienfaisance, pour lesquels le rapport est de 4,50 p. 100.

Le nouveau principal de l'impôt foncier étant de 4 p. 100 du revenu imposable tant des propriétés bâties que des propriétés non bâties, on propose de calculer uniformément la taxe à raison de 170 centimes par franc du principal de l'impôt foncier ($4 \times 1,70 = 6,80$) pour les collectivités en général, et de 112 cent. 5 ($4 \times 1,125 = 4,50$) pour celles en faveur desquelles le taux de la taxe par rapport au revenu est réduit à 4,50, sans décomposer le montant global de la taxe en principal et décimes, puisque les droits de transmission par décès et les droits de donation d'immeubles, en représentation desquels elle est perçue, sont réglés, en vertu de la loi du 25 février 1901, d'après des tarifs qui ne comportent plus l'application de décimes.

L'article 8 enfin fixe à 20 centimes le maximum des centimes additionnels aux quatre contributions directes que les conseils généraux seront autorisés à voter, pour l'année 1915, sans autorisation spéciale, en cas d'insuffisance des recettes ordinaires des départements pour faire face à leurs dépenses annuelles et permanentes. Ce maximum, depuis la mise en vigueur de la loi du 30 juin 1907, qui a déterminé en dernier lieu les règles applicables à ces centimes, a été arrêté à 12. Mais l'application des lois d'assistance et notamment des lois récentes concernant les familles nombreuses et les femmes en couches a déterminé un accroissement considérable des charges départementales, à tel point que, dans la plupart des départements, l'équilibre ne peut être assuré sans recourir à des impositions spécialement autorisées par le conseil d'Etat en sus des 12 centimes prévus jusqu'ici par la loi. Le relèvement du maximum des centimes mis à la disposition des conseils généraux apparaît ainsi comme une mesure indispensable et pleinement justifiée par la progression de dépenses obligatoires.

On s'est arrêté au chiffre de 20 centimes, en se basant sur la quotité moyenne des centimes pour insuffisance de revenus ordinaires effectivement compris dans les rôles de 1914, soit 17 cent. 665.

Les autres articles du projet ne sont que la reproduction de dispositions qui figurent dans les lois annuelles de contributions directes et n'appellent pas d'observations spéciales.

Evaluation du produit des contributions directes et des taxes y assimilées.

La part de l'Etat dans le produit des contributions directes de l'exercice 1915 a été évaluée, d'après les chiffres votés par la Chambre, à 548,929,156 fr.

Cette somme se répartit de la façon suivante entre les divers impôts :

Contribution foncière (propriétés bâties)	117.858.119
Contribution foncière (propriétés non bâties)	57.174.063
Contribution personnelle-mobilière	116.459.623
Contribution des portes et fenêtres	73.433.882
Contributions des patentes	182.863.469
Frais d'avertissement	1.141.000
Total des contributions directes	548.929.156
Par rapport aux évaluations adoptées pour 1914	574.429.449
il ressort une diminution de	25.500.293

Cette diminution est la conséquence du dégrèvement de 50 millions environ auquel aboutit l'application de la récente évaluation générale des propriétés non bâties, dans les conditions déterminées par la loi du 29 mars 1914, et qui n'est compensé qu'en partie par la plus-value résultant du rehaussement, prescrit par la même loi, du taux de la contribution foncière des propriétés bâties, ainsi que par l'accroissement de recettes provenant, pour l'ensemble des contributions, du développement régulier de la matière imposable.

La plus-value totale pour les diverses contributions, sauf la contribution foncière des propriétés non bâties, est de 24,734,832 fr. et se décompte ainsi :

Contribution foncière des propriétés bâties	13.405.406
Contribution personnelle-mobilière	2.246.629
Contribution des portes et fenêtres	892.610
Contribution des patentes	8.182.737
Frais d'avertissement	7.000
Total	24.734.382

Pour les taxes assimilées, les évaluations pour 1915 s'élèvent à 64,877,570 fr., en augmentation de 3,375,583 fr. sur celles de 1914. Cette plus-value est due à la progression du nombre et de l'importance des éléments d'imposition. Elle porte surtout sur la taxe des biens de mainmorte (2,050,050 fr.) et sur la contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets (1 million 300,000 fr.). Nous signalons une diminution de près de 300,000 fr. sur la redevance des mines, par suite de la suppression des centimes généraux additionnels dont nous avons dit quelques mots au début de ce rapport, et la disparition de toute prévision pour la taxe militaire, supprimée par la loi du 21 mars 1905, mais remise en vigueur par la loi du 29 décembre 1906 à l'égard des jeunes gens placés encore sous le régime de la loi du 15 juillet 1889.

En résumé, votre commission des finances n'a pas d'objection à soulever contre le projet qui nous est venu de la Chambre et elle vous propose, en conséquence, de vouloir bien l'adopter.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Les contributions directes applicables aux dépenses générales de l'Etat seront établies, pour 1915, en principal et centimes additionnels, conformément à l'état A annexé à la présente loi, aux dispositions des lois existantes et par dérogation à l'article premier de la loi du 18 juillet 1892, ainsi qu'à l'article 3 de la loi du 30 juillet 1913.

Ces contributions sont évaluées à la somme de 548,929,156 fr., déduction faite des dégrèvements accordés aux propriétaires exploitants sur la contribution foncière des propriétés non bâties, en vertu de l'article 30 de la loi du 29 mars 1914.

Art. 2. — Le contingent de chaque département, pour les contributions personnelle-mobilière et des portes et fenêtres, est fixé, en principal, pour 1915, aux sommes portées dans l'état B annexé à la présente loi.

Art. 3. — Les diverses taxes assimilées aux contributions directes applicables aux dépenses générales de l'Etat seront établies, pour 1915, conformément à l'état C annexé à la présente loi et aux dispositions des lois existantes. Ces taxes sont évaluées à la somme de 64,877,570 fr.

Art. 4. — A partir du 1er janvier 1915, la taxe annuelle représentative des droits de transmission entre vifs et par décès, établie en vertu des lois du 20 février 1849 (art. 1er) et du 21 mars 1903 (art. 2), sera calculée à raison de 170 centimes par franc du principal de la contribution foncière des propriétés bâties et des propriétés non bâties. Toutefois, ce taux sera réduit à 112 c. 5 par franc, en ce qui concerne les biens appartenant aux départements, communss et établissements publics d'assistance et de bienfaisance, visés par l'article 2 de la loi du 30 juillet 1913.

La taxe ne sera plus soumise aux décimes auxquels sont assujettis les droits d'enregistrement.

Art. 5. — Les droits, produits et revenus énoncés à l'état D annexé à la présente loi seront établis, pour 1915, conformément aux lois existantes, au profit de l'Etat, des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées.

Art. 6. — Le maximum des centimes ordinaires sans affectation spéciale que les conseils généraux peuvent voter, en vertu des articles 40 et 58 de la loi du 10 août 1871, modifiés par la loi du 30 juin 1907, est fixé, pour l'année 1915 : 1° à 25 centimes sur les contributions foncière (propriétés bâties et propriétés non bâties) et personnelle-mobilière; 2° à 8 centimes sur les quatre contributions directes.

Art. 7. — Le maximum des centimes ordinaires spéciaux que les conseils généraux sont autorisés à voter, pour l'année 1915, pour concourir par des subventions aux dépenses des chemins vicinaux, est fixé à 10 centimes additionnels aux quatre contributions directes.

Art. 8. — En cas d'insuffisance des recettes ordinaires des départements pour faire face à leurs dépenses annuelles et permanentes, les conseils généraux sont autorisés à voter, pour l'année 1915, 20 centimes ordinaires additionnels aux quatre contributions directes.

Art. 9. — Le maximum des centimes extraordinaires que les conseils généraux peuvent voter, pour les dépenses accidentelles ou temporaires, en vertu des articles 40 et 59 de la loi du 10 août 1871, modifiés par la loi du 30 juin 1907, est fixé, pour l'année 1915, à 12 centimes additionnels aux quatre contributions directes.

Art. 10. — Le maximum de l'imposition spéciale à établir sur les quatre contributions directes, en cas d'omission ou de refus d'inscription dans le budget départemental d'un crédit suffisant pour le payement des dépenses obligatoires ordinaires ou extraordinaires ou pour l'acquittement des dettes exigibles, est fixé, pour l'année 1915, à 2 centimes.

Art. 11. — Les conseils généraux ne pourront recourir aux centimes de toute nature portant sur les quatre contributions directes qu'autant qu'ils auront fait emploi des 25 centimes portant sur les contributions foncière (propriétés bâties et propriétés non bâties) et personnelle-mobilière.

Art. 12. — Ils n'auront de même la faculté de voter les impositions autorisées par des lois ou des décrets spéciaux pour des dépenses annuelles et permanentes qu'autant qu'ils auront fait emploi des centimes ordinaires mis à leur disposition par la présente loi.

Art. 13. — Les conseils généraux ne pourront voter les impositions extraordinaires autorisées par des lois ou des décrets spéciaux en vue de dépenses accidentelles ou temporaires qu'autant qu'ils auront fait emploi des centimes extraordinaires mis à leur disposition par la présente loi.

Art. 14. — Le maximum des centimes que les conseils municipaux peuvent voter, en vertu de l'article 133 de la loi du 5 avril 1884, est fixé, pour l'année 1915, à 5 centimes sur les contributions foncière (propriétés bâties et propriétés non bâties) et personnelle-mobilière.

Art. 15. — Le maximum des centimes extraordinaires et des centimes pour insuffisance de revenus que les conseils municipaux sont autorisés à voter et qui doit être arrêté annuellement par les conseils généraux, en vertu de l'article 42 de la loi du 10 août 1871 et de la loi du 7 avril 1902, ne pourra dépasser, en 1915, 30 centimes.

Art. 16. — Lorsque, en exécution du paragraphe 5 de l'article 149 de la loi du 5 avril 1884, il y aura lieu, par le gouvernement, d'imposer d'office, sur les communes, des centimes additionnels pour le payement de dépenses obligatoires, le nombre de ces centimes ne pourra excéder le maximum de 10 centimes, à moins qu'il ne s'agisse de l'acquit de dettes résultant de condamnations judiciaires, auquel cas il pourra être élevé jusqu'à 20 centimes.

Art. 17. — Les rôles confectionnés en exécution de la présente loi ne seront rendus exécutoires par les préfets et ne pourront être mis en recouvrement qu'après que la loi portant fixation du budget général de l'exercice 1915 en aura autorisé la perception.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux rôles de prestation pour les chemins vicinaux et ruraux, ni aux rôles spéciaux qui pourraient être établis pour la taxe vicinale.

État A. — *Tableau des contributions directes à imposer pour l'exercice 1915.*

NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS.	CONTRIBUTIONS										TOTAUX	
	foncière. (Propriétés bâties.)		foncière. (Propriétés non bâties.)		personnelle-mobilière.		des portes et fenêtres.		des patentes.		par nature d'impositions.	par affectation d'impositions.
1	2		3		4		5		6		7	8
	Centimes additionnels	francs.	Centimes additionnels	francs.	Centimes additionnels	francs.	Centimes additionnels	francs.	Centimes additionnels	francs.	francs.	francs.
Principal.												
Principal des contributions	»	111.500.000	»	65.370.000	»	84.583.621	»	54.789.100	»	124.500.000	440.742.721	
A ajouter : pour cotisations en principal des propriétés nouvellement bâties, imposables à partir du 1er janvier 1915, déduction faite des dégrèvements afférents aux propriétés détruites ou démolies. (Art. 2 des lois des 17 août 1835 et 4 août 1844.)	»	»	»	»	»	1.316.379	»	510.900	»	»	1.827.279	432.610.000
Total du principal	»	111.500.000	»	65.370.000	»	85.900.000	»	55.300.000	»	124.500.000	442.570.000	
A retrancher : pour attribution aux communes sur la contribution des patentes. (Art. 36 de la loi du 15 juillet 1880.)	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9.960.000	9.960.000	
Reste	»	111.500.000	»	65.370.000	»	85.900.000	»	55.300.000	»	114.540.000	432.610.000	
Centimes généraux.												
Centimes additionnels généraux : sans affectation spéciale (calculés sur le total du principal)	»	»	»	»	17	14.603.000	15.80	8.737.400	14.60	18.177.000	41.517.400	
Centimes additionnels généraux : extraordinaires, avec maintien des exceptions déterminées par l'article 1er de la loi du 24 juillet 1873	»	»	»	»	»	»	»	»	20	24.692.420	24.692.420	
Centimes additionnels généraux : pour dépenses de l'instruction primaire. (Art. 27 de la loi du 19 juillet 1889 et art. 25 de la loi du 29 mars 1914.)	»	»	»	»	8	6.872.000	8	4.424.000	8	9.960.000	21.256.000	87.784.660
Imposition représentant les frais de perception des 4 centimes antérieurement perçus au profit des communes pour dépenses de l'instruction primaire. (Art. 27 de la loi du 19 juillet 1889 et art. 25 de la loi du 29 mars 1914.)	»	»	»	»	0.12	103.080	0.12	66.360	0.12	149.400	318.840	
Centimes de diverses natures et réimpositions.												
Centime pour secours en cas de grêle, incendies, inondations et autres cas fortuits	»	»	»	»	1	859.000	»	»	»	»	859.000	859.000
Centimes pour non-valeurs sur le montant : du principal des contributions	»	»	»	»	1	859.000	3	1.659.000	5	6.225.000	8.743.000	
Centimes pour non-valeurs sur le montant : des centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire, y compris les frais de perception. (Art. 27 de la loi du 19 juillet 1889 et art. 25 de la loi du 29 mars 1914.)	»	»	»	»	1	69.751	3	134.711	5	505.470	709.932	26.872.093
Centimes pour non-valeurs sur le montant : des impositions départementales. (Art. 14 de la loi du 8 juillet 1852.)	3	2.091.522	2.5	2.113.455	1	632.313	3	819.453	5	2.916.125	8.572.868	
Centimes pour non-valeurs sur le montant : des impositions communales. (Art. 14 de la loi du 8 juillet 1852.)	3	2.101.635	2.5	1.654.538	1	599.280	3	1.080.690	5	3.410.150	8.846.293	
Centimes pour frais de perception des impositions communales et des impositions pour frais de bourses et chambres de commerce. (Art. 5 de la loi du 20 juillet 1887, art. 4 de la loi du 14 juillet 1838 et art. 57 de la loi du 13 avril 1898.)	3	2.164.692	3	2.035.110	3	1.815.829	3	1.113.118	3	2.287.604	9.416.353	9.416.353
Réimpositions	»	»	»	»	»	4.146.000	»	97.900	»	»	4.243.900	4.243.900
Centimes pour frais de confection des rôles spéciaux d'impositions extraordinaires. (Art. 9 de la loi du 4 août 1849.)	»	270	»	960	»	370	»	250	»	300	2.150	2.150
TOTAUX	»	117.858.119	»	71.174.063	»	116.459.623	»	73.432.882	»	182.863.469	561.788.156	561.788.156
A retrancher : pour dégrèvement de la contribution foncière des propriétés non bâties. (Art. 30 de la loi du 29 mars 1914.)	»	»	»	14.000.000	»	»	»	»	»	»	14.000.000	14.000.000
Reste	.....	117.858.119	.....	57.174.063	.....	116.459.623	.....	73.432.882	.....	182.863.469	547.788.156	547.788.156
Frais d'avertissement. (Art. 50 et 51 de la loi du 15 mai 1818.)	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1.141.000	1.141.000
TOTAL GÉNÉRAL	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	548.929.156	548.929.156

État B. — *Tableau de fixation des contingents, en principal, de chaque département pour l'exercice 1915.*

Contributions personnelle-mobilière et des portes et fenêtres.

NUMÉROS d'ordre.	DÉPARTEMENTS	CONTINGENTS EN PRINCIPAL des contributions		NUMÉROS d'ordre.	DÉPARTEMENTS	CONTINGENTS EN PRINCIPAL des contributions	
		personnelle-mobilière.	des portes et fenêtres.			personnelle-mobilière.	des portes et fenêtres.
1	2	3	4	1	2	3	4
		francs.	francs.			francs.	francs.
1	Ain	487.991	297.465	45	Loiret	858.620	509.103
2	Aisne	1.086.963	874.063	46	Lot	190.382	178.129
3	Allier	677.072	467.326	47	Lot-et-Garonne	412.879	264.586
4	Alpes (Basses-)	119.708	96.463	48	Lozère	68.354	82.710
5	Alpes (Hautes-)	86.538	83.466	49	Maine-et-Loire	904.848	663.004
6	Alpes-Maritimes	1.232.373	489.842	50	Manche	665.038	540.705
7	Ardèche	256.277	228.486	51	Marne	1.189.065	839.959
8	Ardennes	657.987	372.541	52	Marne (Haute-)	396.079	227.878
9	Ariège	157.003	145.820	53	Mayenne	393.229	270.219
10	Aube	567.324	413.556	54	Meurthe-et-Moselle	1.317.972	723.656
11	Aude	494.712	305.581	55	Meuse	463.448	252.941
12	Aveyron	328.417	301.247	56	Morbihan	484.810	323.403
13	Bouches-du-Rhône	2.229.818	1.395.055	57	Nièvre	516.702	291.242
14	Calvados	891.487	752.595	58	Nord	3.756.383	3.625.357
15	Cantal	211.014	154.418	59	Oise	1.030.608	699.643
16	Charente	514.229	368.869	60	Orne	509.242	405.302
17	Charente-Inférieure	799.553	504.543	61	Pas-de-Calais	1.406.110	1.608.205
18	Cher	554.209	287.270	62	Puy-de-Dôme	619.559	529.427
19	Corrèze	211.214	184.624	63	Pyrénées (Basses-)	599.095	534.058
20	Corse	230.262	77.487	64	Pyrénées (Hautes-)	242.836	189.396
21	Côte-d'Or	810.506	496.968	65	Pyrénées-Orientales	284.325	176.177
22	Côtes-du-Nord	471.832	321.537	66	Territoire de Belfort	189.372	142.541
23	Creuse	206.286	178.325	67	Rhône	2.579.758	1.497.545
24	Dordogne	496.148	344.988	68	Saône (Haute-)	381.404	255.028
25	Doubs	584.762	338.344	69	Saône-et-Loire	939.473	590.893
26	Drôme	353.110	309.632	70	Sarthe	729.084	481.674
27	Eure	705.639	624.252	71	Savoie	232.842	143.164
28	Eure-et-Loir	593.810	334.247	72	Savoie (Haute-)	247.721	126.378
29	Finistère	716.884	580.204	73	Seine	22.003.267	10.764.844
30	Gard	678.441	518.792	74	Seine-Inférieure	2.231.887	1.366.993
31	Garonne (Haute-)	796.017	822.491	75	Seine-et-Marne	1.165.886	597.903
32	Gers	254.973	217.689	76	Seine-et-Oise	3.746.433	1.509.487
33	Gironde	2.411.849	1.404.057	77	Sèvres (Deux-)	403.850	251.463
34	Hérault	1.021.589	652.527	78	Somme	920.539	982.908
35	Ille-et-Vilaine	732.601	537.369	79	Tarn	354.964	329.472
36	Indre	414.200	213.365	80	Tarn-et-Garonne	209.333	205.347
37	Indre-et-Loire	802.214	484.918	81	Var	694.585	466.355
38	Isère	944.543	605.022	82	Vaucluse	364.803	318.940
39	Jura	365.281	232.972	83	Vendée	524.336	304.585
40	Landes	285.486	253.706	84	Vienne	514.686	336.487
41	Loir-et-Cher	490.094	250.925	85	Vienne (Haute-)	405.507	342.096
42	Loire	872.838	919.843	86	Vosges	649.338	398.533
43	Loire (Haute-)	253.580	234.888	87	Yonne	667 840	392.013
44	Loire-Inférieure	1.059.165	771.573		Totaux	84.583.621	54.789.100

État C. — *Tableau des taxes assimilées aux contributions directes à imposer pour l'exercice 1913.*

DÉSIGNATION DES TAXES ASSIMILÉES aux contributions directes.	NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS — PRINCIPAL	CENTIMES pour non-valeurs.	CENTIMES pour frais de perception.	FRAIS d'avertissement.	TOTAUX
1	2	3	4	5	6
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
Taxe des biens de mainmorte (Lois des 20 février 1849, 30 mars 1872, 29 décembre 1884, 31 mars 1903, 30 juillet 1913 et la présente loi).....	22.300.000	»	»	8.000	22.308.000
Redevance des mines. (Loi du 21 avril 1810 et décret du 6 mai 1811; loi du 8 avril 1910; décrets des 24 décembre 1910 et 3 août 1911.)..... Principal..... 7.549.000 — A retrancher pour attribution aux communes (un sixième du principal de la redevance proportionnelle qui est évaluée à 7 millions de francs.)..... 1.166.667 — Reste..... 6.382.333	6.382.333	754.900	248.997	54	7.386.284
Contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets. (Lois des 2 juillet 1862, 16 septembre 1871, 23 juillet 1872, 22 décembre 1879, 29 décembre 1884, 17 juillet 1895, 13 avril 1898, 11 juillet 1899, 31 décembre 1907 et 8 avril 1910.)..... Principal..... 24.000.000 — A retrancher pour attribution aux communes (un vingtième du principal..... 1.200.000 — Reste..... 22.800.000	22.800.000	1.200.000	»	»	24.000.000
Taxe sur les billards publics et privés. (Lois des 16 septembre 1871 et 18 décembre 1871.).....	1.090.000	»	»	»	1.090.000
Frais d'avertissement relatifs aux rôles de la contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets, et de la taxe sur les billards publics et privés.....	»	»	»	85.000	85.000
Taxe sur les cercles, sociétés et lieux de réunion. (Lois des 16 septembre 1871, 18 décembre 1871, 5 août 1874, 30 mars 1888, 8 août 1890 et décret du 30 décembre 1890.).....	1.200.000	»	»	230	1.200.230
Taxe sur les gardes-chasse. (Loi du 30 juillet 1913).....	900.000	»	»	1.500	901.500
Droits de vérification des poids et mesures (Décret du 26 février 1873; lois des 5 août 1874 et 21 juillet 1894; décret du 17 décembre 1894; lois des 17 juillet 1907 et 31 décembre 1907.).....	6.005.000	»	»	»	6.005.000
Droits de vérification des alcoomètres et des densimètres. (Lois des 7 juillet 1881, 7 juillet 1882, 28 juillet 1883, 6 juin 1889, 3 août 1894 et 29 mars 1907; décrets des 27 décembre 1884, 2 août 1889 et 15 janvier 1901).	31.000	»	»	»	31.000
Droits d'épreuve et de vérification des appareils à vapeur et des récipients à gaz comprimés ou liquéfiés. (Lois des 18 juillet 1892 et 13 avril 1898.).....	274.000	13.700	8.631	650	296.981
Taxe pour frais de surveillance en vue de la répression des fraudes. (Loi du 30 juillet 1913.).....	650.000	»	»	32.500	682.500
Droits de visite des pharmacies. (Loi du 21 germinal an XI; arrêté du Gouvernement du 25 thermidor de la même année; décret du 23 mars 1859; lois des 31 juillet 1867 et 25 juin 1908.).....	66.000	»	»	»	66.000
Droits d'inspection des fabriques et dépôts d'eaux minérales. (Lois des 21 avril 1832, 19 juillet 1886 et 25 juin 1908; décret du 9 mai 1887.)...	120.000	»	»	»	120.000
Redevances pour la rétribution des délégués mineurs. (Lois des 8 juillet 1890, 8 août 1890, 26 décembre 1890 et 2 avril 1906.).....	550.000	27.500	17.325	250	595.075
Redevances pour frais de surveillance des fabriques de margarine et d'oléo-margarine. (Loi du 16 avril 1897; décret du 9 novembre 1897 et loi du 13 avril 1898.).....	110.000	»	»	»	110.000
Totaux.....	62.478.333	1.996.100	274.953	128.184	64.877.570

État D. — *Tableau des droits, produits et revenus, dont les rôles peuvent être établis, pour l'exercice 1915, conformément aux lois existantes, au profit de l'Etat, des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées.*

Taxes imposées, avec l'autorisation du Gouvernement, pour la surveillance, la conservation et la réparation des digues et autres ouvrages d'art intéressant les communautés de propriétaires ou d'habitants.

Taxes pour les travaux de desséchement autorisés par la loi du 16 septembre 1807.

Taxes d'affouage, de pâturage et autres taxes particulières dues par les habitants ou propriétaires en vertu des lois et usages locaux. (Loi du 5 avril 1884, art. 140.)

Taxes perçues pour l'entretien, la réparation et la reconstruction des canaux et rivières non navigables et des ouvrages d'art qui y correspondent. (Loi du 8 avril 1898, art. 18 à 20.)

Taxes perçues pour le recouvrement des dépenses faites d'office au compte des riverains et usagers des cours d'eau non navigables et de leurs dérivations, dans l'intérêt de la police et de la répartition générale des eaux. (Loi du 8 avril 1898, art. 8 à 17.)

Taxes syndicales pour l'asséchement des mines. (Loi du 27 avril 1838.)

Taxes pour l'exécution des travaux destinés à mettre les villes à l'abri des inondations. (Loi du 23 mai 1858.)

Taxes au profit des associations syndicales autorisées par les lois des 21 juin 1865 et 22 décembre 1888.

Taxe des frais de pavage des rues dans les villes où l'usage met ces frais à la charge des propriétaires riverains. (Dispositions combinées de la loi du 11 frimaire an VII [1er décembre 1798] et du décret de principe du 25 mars 1807; loi du 25 juin 1841, art. 28.)

Taxes d'établissement de trottoirs dans les rues et places dont les plans d'alignement ont été arrêtés conformément aux dispositions de la loi du 7 juin 1845.

Taxe municipale de balayage imposée aux propriétaires riverains des voies de communication de Paris. (Loi du 26 mars 1873.)

Frais de travaux intéressant la salubrité publique. (Loi du 16 septembre 1807.)

Taxes d'arrosage autorisées par le Gouvernement. (Loi du 23 juin 1857, art. 25.)

Honoraires et frais de déplacement dus aux ingénieurs et agents des ponts et chaussées et des mines pour leur intervention dans les affaires d'intérêt communal ou privé. (Décrets des 13 octobre 1851, 10 et 27 mai 1854.)

Recouvrement des frais de déplacement dus aux agents chargés de la visite ou de la surveillance des dépôts de dynamite à durée limitée. (Décret du 26 mai 1910.)

Remboursement des dépenses en travaux effectués d'office dans les mines, minières et carrières. (Lois des 21 avril 1810, 27 avril 1838 et 27 juillet 1880; décrets des 3 janvier 1813 et 27 mai 1854 et décrets rendus en exécution des lois précitées.)

Dépenses de destruction des insectes, cryptogames et autres végétaux nuisibles à l'agriculture. (Lois des 24 décembre 1888, art. 4 et 21 juin 1898, art. 79.)

Centimes additionnels aux contributions directes pour dépenses départementales et communales. (Lois des 10 août 1871, 5 avril 1884, 7 avril 1902, 30 juin 1907 et 29 mars 1914.)

Contributions spéciales destinées à subvenir aux dépenses des Bourses et chambres de commerce (y compris le fonds de non-valeurs) et revenus spéciaux accordés auxdits établissements. (Lois des 23 juillet 1820, art. 11 et 13 à 16, 14 juillet 1838, art. 4, 9 avril 1898, art. 21 et 22, 13 avril 1893, art. 57, et 19 février 1903, art. 6.)

Taxe des prestations en nature pour les chemins vicinaux. (Lois des 21 mai 1836, 24 février 1900, art. 9 et 10 juillet 1901, art. 7.)

Taxe des prestations en nature pour les chemins ruraux. (Lois des 20 août 1881, 24 février 1900, art. 9, et 10 juillet 1901, art. 7.)

Taxe vicinale. (Loi du 31 mars 1903, art. 5.)

Taxes syndicales pour les chemins ruraux. (Loi du 20 août 1881.)

Taxe municipale sur les chiens. (Loi du 2 mai 1855; décrets des 4 août 1855, 3 août 1861 et 22 décembre 1886.)

Taxes communales à établir en remplacement des droits d'octroi sur les boissons hygiéniques. (Lois des 29 décembre 1897, 14 décembre 1900, 29 décembre 1900, art. 1er, 10 juillet 1901, art. 18, 8 avril 1910, art. 6, et décret du 16 juin 1898.)

Centimes spéciaux destinés à assurer le payement des indemnités relatives aux accidents du travail. (Lois des 9 avril 1898, art. 25, 11 juillet 1899, art. 7, 12 avril 1906, 29 mai 1909 et 22 août 1913.)

ANNEXE N° 425

(Session ord. — Séance du 15 juillet 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des députés, **portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1914**, par M. Emile Aimond, sénateur (1). — (Urgence déclarée.)

ANNEXE N° 427

(Session ord. — Séance du 15 juillet 1914.)

RAPPORT, fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, modifiant la **composition des cours d'appel et des tribunaux de première instance**, par M. Guillaume Chastenet, sénateur (1). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, la Chambre des députés avait été saisie des modifications incorporées à la loi de finances par le Sénat, concernant: 1° la création d'une chambre à la cour d'appel de Douai et d'une autre à la cour d'appel de Toulouse; 2° la création d'une chambre et d'un cabinet d'instruction au tribunal de première instance de Lyon et de deux cabinets d'instruction à celui de Marseille; 3° la suppression d'un poste au tribunal de Bayeux.

La Chambre a adopté toutes ces modifications, sauf la création d'une chambre à la cour d'appel de Toulouse.

Bien que nous restions absolument convaincus de la nécessité urgente de la création de la chambre de Toulouse et que nous demandions au Gouvernement de reprendre la question à bref délai, nous demandons, messieurs, pour éviter un retard qui serait préjudiciable à la bonne administration de la justice dans les autres cours et tribunaux intéressés, d'adopter le projet de loi tel qu'il a été voté par la Chambre des députés.

PROJET DE LOI

Article unique. — Les tableaux A et B annexés à la loi du 30 août 1883 et fixant la composition des cours d'appel et des tribunaux de première instance sont modifiés ainsi qu'il suit:

(1) Voir les nos 244-272 et annexes, 313-314-328-329-419-420-422, Sénat, année 1914, et 3123-3487-3509-3516 et in-8°, n° 819 (10e législ.), et 276-277 et annexes, 320-326 et in-8°, n° 43 (11e législ. — de la Chambre des députés.

(1) Voir les nos 224-472 *et annexe*, 343-423 Sénat, année 1914, et 215-251-265-384 et in-8° 44 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

TABLEAU A

DÉSIGNATION	COURS D'APPEL	CHAMBRES	PREMIERS présidents.	PRÉSIDENTS de chambre.	CONSEILLERS	PROCUREURS généraux.	AVOCATS généraux.	SUBSTITUTS	GREFFIERS en chef.	COMMIS greffiers.
Création d'une chambre.....	Douai.....	4	1	4	2	1	3	3	1	5
Création d'une chambre.....	Toulouse.....	3	1	3	16	1	2	3	1	4

TABLEAU B

DÉSIGNATION	TRIBUNAUX	CHAMBRES	PRÉSIDENTS	VICE-PRÉSIDENTS	JUGES d'instruction.	JUGES	JUGES suppléants.	PROCUREURS de la République.	SUBSTITUTS	GREFFIERS	COMMIS greffiers.
Tribunaux de première instance siégeant dans les villes de 80,000 habitants et au-dessus.											
Création d'une chambre et d'un cabinet d'instruction.....	Lyon.....	3	1	4	4	10	6	1	7	1	5
Création de deux cabinets d'instruction.	Marseille.....	4	1	3	5	8	8	1	6	1	6
Tribunaux de première instance siégeant dans les villes de moins de 20,000 habitants.											
Suppression d'un poste de juge.....	Bayeux.....	1	1	»	»	1	»	1	1	1	1

ANNEXE N° 352

(Session ord. — Séance du 3 juillet 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi portant création d'un **livret d'assurances sociales** et modification de la législation de la Caisse nationale d'assurance en cas de décès, par M. Ferdinand-Dreyfus, sénateur (1).

I

Messieurs, la politique sociale de la troisième République consiste, d'une part, à créer les organismes d'assistance destinés à remédier aux maux les plus urgents, d'autre part, à développer les mécanismes de nature à parer aux risques qui menacent le travailleur ou sa famille pendant la vie et après la mort.

Les plus importants de ces risques peuvent être garantis par les assurances sur la vie : assurances de rentes ou de capitaux.

L'économie du projet de loi est clairement définie dans l'exposé des motifs rédigé au nom du Gouvernement par l'honorable M. Chéron, alors ministre du travail,

« C'est surtout l'assurance de rente, sous la forme de retraite de vieillesse, qui s'est développée dans notre pays. Des deux institutions d'Etat, la caisse nationale des retraites pour la vieillesse et la caisse nationale d'assurance en cas de décès, pratiquant l'assurance sociale sur la vie, la première prenait rapidement une importance considérable, alors que la seconde croissait très lentement. On ne saurait méconnaître cependant l'utilité des assurances de capitaux, notamment pour donner à la veuve les moyens de continuer à vivre et à faire vivre ses enfants ou pour procurer à l'homme jeune la somme d'argent qui lui permettra de s'établir. Dans ces deux cas, où l'assurance de capitaux apparaît comme une forme supérieure de prévoyance, la retraite de vieillesse ne pourrait être d'aucun secours puisqu'elle ne saurait éviter à la famille la misère qui la guette, si le chef meurt prématurément, ni permettre à ce dernier, dans la force de l'âge, de se fonder un foyer.

C'est donc par la combinaison des deux sortes d'assurances, rentes et capitaux, que doit être recherchée la solution du problème des assurances sociales sur la vie.

Le législateur n'a pas manqué d'ailleurs, surtout dans ces dernières années, de s'intéresser aux assurances de capitaux. Plusieurs lois sont venues améliorer et étendre les opérations de la caisse nationale d'assurance en cas de décès. Créée par la loi du 11 juillet 1868, en vue de consentir des assurances en cas de décès, cet établissement était autorisé, par la loi du 17 juillet 1897, à passer des contrats d'assurance mixte ; puis la loi du 19 juillet 1907 lui permettait d'accorder des facilités nouvelles en ce qui concerne la souscription des assurances pour la vie entière et mixtes ; enfin, la loi du 9 mars 1910 l'autorisait à consentir des assurances de capital différé, assurances qui ont pour but de garantir un capital en cas de vie à un âge déterminé et, en particulier, de constituer une dotation.

Les personnes qui veulent avoir recours aux organismes jouissant de la garantie de l'Etat peuvent donc y trouver les moyens d'obtenir les avantages qu'elles recherchent. Mais pour obtenir à la fois une rente et une assurance en cas de décès, par exemple, il faut s'adresser aux deux établissements distincts qui sont la caisse nationale des retraites et la caisse nationale d'assurance en cas de décès, souscrire deux contrats suivant des modalités très différentes en ce qui touche notamment les formalités accompagnant la réception des versements.

Il a semblé utile de prévoir un mécanisme plus simple, capable d'attirer vers la prévoyance ceux qui ne s'y sont pas encore portés.

Pour atteindre ce but, le projet qui vous est soumis porte création d'un livret spécial dit « livret d'assurances sociales » qui servira à constater les versements faits globalement pour l'assurance de rente et l'assurance de capitaux ; il stipule que l'ouverture de ce livret pourra être demandée à la Caisse des dépôts et consignations, appelée tout naturellement à servir d'intermédiaire entre les assurés et les deux Caisses nationales, puisqu'elle est chargée de la gestion de ces dernières. C'est la Caisse des dépôts et consignations qui souscrira, pour le compte de l'assuré, déclarations et propositions, suivant les modalités diverses employées par la Caisse nationale des retraites et la Caisse nationale d'assurance ; c'est elle qui répartira les versements entre ces deux établissements suivant la combinaison adoptée par l'assuré.

Ces combinaisons sont très nombreuses puisque l'assuré peut allier la rente à capital aliéné ou réservé avec l'assurance, soit en cas de décès, soit mixte, soit en cas de vie (capital différé) ; on peut donner cependant une idée des résultats qui pourront être obtenus en citant les chiffres correspondant à une formule qui procure les principales garanties nécessaires à l'individu et à la famille.

« Pour obtenir à vingt-cinq ans un capital de dotation de 1,336 fr. — représentant le cinquième d'une maison de plus de 6,500 fr. que que l'assuré pourra acquérir sans délai en s'adressant à un organisme de crédit immobilier — et, ensuite, une assurance en cas de décès, pendant le reste de la vie, d'une somme de 1,158 fr. avec une retraite de 416 fr. à soixante ans, qui, jointe à la retraite ouvrière, formera une pension totale supérieure à 720 francs, il suffira qu'il soit versé par année, depuis trois ans jusqu'à soixante ans, une somme de 48 fr., soit moins de trois sous par jour (1) (15 centimes par jour donneraient 54 fr. en un an). Ainsi, en économisant cette somme modique qui représente à peine le prix d'un petit verre de liqueur alcoolique, en se privant de cette consommation pour le plus grand profit de leur santé physique et morale, le père de l'assuré et l'assuré ensuite auront obtenu ce résultat :

L'assuré devient, à vingt-cinq ans, propriétaire de sa maison, sauf à payer les quatre cinquièmes restant dus sur le prix de celle-ci, au moyen d'annuités inférieures au montant d'un simple loyer ;

S'il meurt entre vingt-cinq et soixante ans, ses héritiers seront définitivement propriétaires de la maison, sans aucune annuité à servir ; c'est le mécanisme de la loi du 10 avril 1908. En outre, la veuve et les enfants toucheront une somme de près de 1,200 fr. sans préjudice de l'allocation au décès à laquelle ils pourraient avoir droit en vertu de la loi des retraites ouvrières ;

Enfin, lorsque l'assuré atteindra soixante ans, sa retraite ouvrière, s'il a fait des versements depuis l'école, se trouvera portée à 720 fr. par an, soit environ 2 fr. par jour.

Il est au surplus à remarquer que l'assurance en cas de décès de la caisse nationale, jouant pendant la vie entière, même si l'assuré meurt après avoir commencé à toucher les arrérages de sa pension de retraite, la somme de 1,158 fr. restera acquise à sa veuve s'il lui en a donné le bénéfice, et celle-ci pourra la transformer en une rente viagère venant augmenter sensiblement sa retraite ouvrière. »

Voilà les résultats qu'à l'aide du livret d'assurances sociales on pourra obtenir par un versement qui, ajouté à la cotisation de la loi des retraites ouvrières, formera un total inférieur à 15 centimes par jour, jusqu'à dix-huit ans, et à 16 centimes de dix-huit à soixante ans. (Calcul effectué sur trois cent soixante-cinq jours.)

II

Il nous reste à passer en revue les divers articles du projet.

L'article 1er porte création du livret d'assurances sociales. Les articles suivants coordonnent sur des points de détail les modalités des combinaisons nouvelles et modifient en les simplifiant les diverses lois concernant la caisse d'assurance en cas de décès.

Pour se rendre compte de ces modifications, nous avons cru utile de publier en annexe deux notes sur le fonctionnement de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse et sur celui de la caisse nationale d'assurance en cas de décès.

Article 1er.

Il est créé un livret spécial dit « livret d'assurances sociales », en faveur de toute personne qui en fait la demande à la caisse des dépôts et consignations en vue de contracter à la fois une assurance de rente à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse et une assurance de capitaux à la caisse nationale d'assurance en cas de décès, suivant une ou plusieurs des modalités admises par cette caisse.

La caisse des dépôts et consignations remplit les formalités de souscription auprès des deux institutions visées au paragraphe précédent et reçoit les versements effectués sur le livret d'assurances sociales.

Ce livret est remis à chaque déposant par la caisse des dépôts et consignations qui y inscrit les versements. Il contient, en outre, les conditions de chacun des contrats souscrits aux caisses nationales des retraites pour la vieillesse et d'assurance en cas de décès.

Par dérogation aux dispositions en vigueur, les rentes constituées au profit des titulaires d'un livret d'assurances sociales et les assurances de capitaux souscrites à leur nom, ne donnent pas lieu pour la caisse nationale des retraites pour la vieillesse et pour la caisse nationale d'assurance en cas de décès à l'émission de livrets.

Les versements effectués sur les livrets d'assurances sociales sont d'une quotité annuelle constante égale à 12 fr. ou à un multiple de cette somme pour chacune des assurances entrant dans la combinaison employée. Un décret désignera les agents de l'Etat par l'intermédiaire desquels seront reçus les versements.

Les dispositions du paragraphe 5 de l'article 11 de la loi du 24 décembre 1896 sont applicables à tous les versements effectués à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, pour le compte des titulaires d'un livret d'assurances sociales.

La caisse des dépôts était tout naturellement désignée pour servir d'intermédiaire entre les assurés d'une part et d'autre part la caisse nationale des retraites pour la vieillesse et la caisse nationale d'assurance en cas de décès puisqu'elle gère ces deux caisses (art. 2 de la loi du 20 juillet 1886 et 17 de la loi du 11 juillet 1868). C'est donc elle qui remplira les formalités de souscription et recevra les versements qu'elle répartira entre la caisse nationale des retraites et la caisse nationale d'assurance.

Quant au livret de la caisse nationale des retraites et au livret-police de la caisse nationale d'assurance, il n'y aura pas lieu, bien entendu, de les établir, puisque les versements seront inscrits sur le livret d'assurances sociales. Cette dérogation aux dispositions des articles 11 du décret du 28 décembre 1886, 3 du décret du 10 août 1868 et 7 du décret du 27 août 1900 se justifie du fait que ces livrets particuliers feraient double emploi avec le livret d'assurances sociales et que, d'ailleurs, ils seraient conservés par la caisse des dépôts servant d'intermédiaire.

La quotité annuelle à verser pour chacune des assurances entrant dans la combinaison employée par l'assuré, est fixé à 12 fr. ou à un multiple de 12 fr. Cette mesure est indispensable si l'on veut éviter à la caisse des dépôts la tenue d'un compte spécial à chaque assuré en vue de recevoir les fractions de franc rejetées par la caisse nationale d'assurance pour les capitaux différés et par la caisse nationale des retraites, ce qui entraînerait une grande complication.

(1) Voir le n° 407, Sénat, année 1913.

(1) La somme annuelle de 48 francs se diviserait ainsi :

1° De trois à vingt-cinq ans ;

a) 12 francs pour la retraite à soixante ans ;

b) 36 francs pour l'assurance de capital différé donnant, en cas de vie à vingt-cinq ans, un capital de 1,336 francs ;

2° De vingt-cinq à soixante ans :

a) 24 francs pour la retraite. Ces 24 francs, avec les 12 francs versés antérieurement de trois à vingt-cinq ans, donneraient, à soixante ans, une rente de 416 francs (sans division des versements entre conjoints d'après la disposition déjà votée par la Chambre des députés).

A ce chiffre s'ajouterait celui de la retraite ouvrière qui peut atteindre 307 fr. 44 si le premier échange de carte a lieu à treize ans. Le total de rente à soixante ans s'élève à 416 + 307.44 = 723 fr. 44.

b) 24 fr. pour l'assurance en cas de décès donnant un capital de 1,158 fr. Si le mari meurt à un âge avancé, par exemple soixante-dix ans, la femme ayant à ce moment soixante-cinq ans, elle obtiendra, par le transfert en une seule fois à la caisse nationale des retraites de ce capital, une rente de 129 fr. à laquelle doit être ajoutée, le cas échéant, la retraite ouvrière qui peut s'élever à 261 fr. 31, soit au total 390 fr. 31.

Les versements devront pouvoir être effectués chez les receveurs des finances, percepteurs et receveurs des postes, mais il appartient à un décret de le spécifier; la loi projetée, comme l'a fait celle du 11 juillet 1868 dans son article 19, se borne à prévoir l'intervention de ce décret.

Le dernier paragraphe de l'article 1er place les versements nouveaux sous le régime de la loi du 24 décembre 1896, alors que ceux de la caisse nationale des retraites doivent être visés à la préfecture ou à la sous-préfecture suivant l'ancienne méthode abolie par la loi de 1896 précitée, sauf en ce qui concerne les opérations de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Article 2.

Les primes annuelles prévues par l'article 2 de la loi du 11 juillet 1868 pour les assurances en cas de décès peuvent être payées par fractions semestrielles, trimestrielles ou mensuelles.

Lorsque la prime annuelle d'une assurance sur la vie entière ou d'une assurance mixte est payable par fractions, le délai d'une année prévu à l'article 6 de la loi du 11 juillet 1868 est compté à partir de l'échéance de la dernière fraction impayée. Ce délai est réduit de moitié s'il n'a pas été payé au moins une prime semestrielle, ou deux primes trimestrielles ou six primes mensuelles.

Afin que les titulaires des livrets d'assurances sociales puissent fractionner leurs versements annuels par semestres, trimestres ou mois, il est nécessaire de permettre à la caisse nationale d'assurance en cas de décès de recevoir, suivant ce même fractionnement, les primes annuelles des assurances pour la vie entière. La caisse nationale est déjà habilité par l'article 8 du décret du 27 avril 1900 à le faire pour les assurances mixtes.

Quant au délai d'une année prévu par l'article 6 de la loi du 11 juillet 1868 pour le payement de la prime annuelle, il convient de le réduire s'il a été payé moins de la moitié de la première prime annuelle; sinon la caisse nationale d'assurance aurait à garantir pendant un délai relativement long un risque dont elle ne serait couverte que pour une très faible part. Pour bien spécifier le but à atteindre, il convient de modifier la dernière phrase du paragraphe 2 de l'article 2 de la manière suivante : « Ce délai est réduit de moitié s'il n'a pas été payé au moins une prime semestrielle ou deux primes trimestrielles, ou six primes mensuelles. »

Le texte est applicable à la fois aux assurances en cas de décès pour la vie entière et aux assurances mixtes et, pour ces dernières, il améliore le système institué par l'article 9 du décret du 27 avril 1900, système qui d'ailleurs ne s'accordait guère avec l'article 6 de la loi du 11 juillet 1868, puisqu'il conduisait à la résolution d'un contrat seulement vingt-trois mois après le dernier payement de prime mensuelle, même s'il n'en avait été acquitté qu'une. La caisse nationale se trouvait dans ce cas garantir des risques hors de proportion avec ceux que couvraient les primes acquittées.

Article 3.

L'article 3 de la loi du 11 juillet 1868 est modifié ainsi qu'il suit :

« Toute assurance faite moins de deux ans avant le décès de l'assuré demeure sans effet, sauf le cas de mort violente résultant d'un accident corporel.

« L'assurance demeure également sans effet quand le décès de l'assuré, quelle qu'en soit l'époque, résulte de causes exceptionnelles qui seront définies dans les polices d'assurance.

« Lorsque l'assurance demeure sans effet, les versements effectués sont restitués sans intérêts aux ayants droit.

« En aucun cas, le montant du remboursement ne pourra excéder la somme garantie au décès.

« Le délai de deux ans prévu au premier paragraphe du présent article est réduit de moitié lorsque le total des sommes assurées en cas de décès est inférieur à 500 fr.

Tel qu'il est institué par l'article 3 de la loi du 11 juillet 1868, le stage imposé au début de l'assurance pour la vie entière, à défaut de visite médicale, est défavorable à la majorité des souscripteurs.

Tout d'abord, il est trop long lorsqu'il s'agit d'une petite somme. Ensuite, il rend inopérant le contrat souscrit lorsque le décès, au cours du stage, est la conséquence d'un accident corporel bien qu'il n'y ait là aucun danger de sélection pour l'assureur.

En modifiant la législation à ce dernier point de vue, il semble nécessaire de préciser que le contrat n'aura d'effet qu'en cas de « mort violente résultant d'un accident corporel ».

Si cette précision n'était pas apportée dans le texte, la caisse nationale pourrait être amenée à payer le capital garanti, soit lorsqu'il s'agirait d'un accident corporel, insignifiant en lui-même, mais entraînant la mort parce qu'il serait survenu à un individu taré dont l'état de santé eût été révélé par un examen médical, soit lorsque l'accident, ayant des conséquences dangereuses pendant une certaine période, aurait précédé la souscription du contrat.

Quant au système de stage tel que l'a institué la loi de 1868, il n'est pas douteux qu'il fait courir à la caisse nationale des risques qui pourraient devenir importants. Si la suspension pendant deux années des effets de l'assurance peut arrêter les souscripteurs de santé ordinaire qui ne recherchent pas surtout l'effet immédiat de la police, il n'écarte pas les personnes très malades; en effet, au cas où elles viennent à décéder pendant le stage les primes versées sont remboursées avec intérêts de sorte qu'il n'est rien perdu dans cette éventualité et, en outre, si leur vie se prolonge, si peu que ce soit au delà des deux années de stage elles font gagner beaucoup à leurs ayants droit. Le payement d'intérêts n'est d'ailleurs fait par aucune compagnie privée; il est même opéré parfois une retenue sur les primes.

Enfin, par analogie avec les dispositions insérées aux articles 35 du décret du 10 janvier 1907 et 17 du décret du 31 mars 1910, il convient, semble-t-il, de compléter le paragraphe 3 de l'article 3 de la présente loi; ce paragraphe devient : « Lorsque l'assurance demeure sans effet, les versements effectués sont restitués sans intérêts aux ayants droit; en aucun cas, le montant du remboursement ne pourra excéder la somme garantie au décès ».

Le payement d'un capital supérieur à celui qui est assuré ne saurait d'ailleurs être effectué, puisque, dans certains cas, il pourrait constituer une incitation au suicide, et la caisse nationale avait été amenée à insérer dans les polices cette clause complémentaire. La rédaction de l'article 3 étant complètement remaniée, il semble qu'il y ait lieu d'y faire figurer la disposition dont il s'agit.

Article 4.

L'article 4 de la loi du 11 juillet 1868 est complété comme suit :

« Toutefois, les sommes assurées peuvent être affectées en totalité au remboursement des sommes dues à une société d'habitations à bon marché ou de crédit immobilier, à une caisse d'épargne, à une caisse de crédit agricole, à une des caisses d'assurance prévues par la loi du 5 avril 1910 ou à tout établissement autorisé à fonctionner comme organisme de crédit populaire. »

Lorsque le titulaire d'un livret d'assurance pour la vie entière ou mixte demande un prêt à une société de crédit immobilier, par exemple, il est obligé de contracter, en outre, une assurance temporaire destinée à garantir le remboursement des annuités qui resteraient dues en cas de mort avant l'amortissement complet de son emprunt. Il a semblé nécessaire, pour ne pas accroître d'une manière excessive les charges de prévoyance de cet emprunteur, de lui permettre la cession à la société prêteuse, en garantie de tout ou partie de l'emprunt, du bénéfice de l'assurance en cas de décès jusqu'à concurrence des annuités restant dues chaque année. Il suffira donc à l'emprunteur de couvrir par une assurance temporaire les excédents des premières années jusqu'au moment où le solde de son emprunt atteindra, en décroissant, le capital garanti par son livret-police d'assurance.

Cette faculté a été prévue pour les prêts effectués par tous les organismes autorisés à favoriser le crédit populaire, que ce soit en vue de l'habitation à bon marché, de la propriété agricole ou de tout autre objet (sociétés d'habitations à bon marché : loi du 12 avril 1906 modifiée par la loi du 23 décembre 1912 et décret du 10 janvier 1907. Sociétés de crédit immobilier : loi du 10 avril 1908 modifiée par celle du 26 février 1912 et décret du 24 août 1908 modifié par ceux des 17 août 1912 et 3 mai 1913. Caisses d'épargne : articles 16 de la loi du 12 avril 1906 et 11 de la loi du 10 avril 1908. Caisses de crédit agricole : loi du 19 mars 1910 et décret du 31 mars 1910 modifié par celui du 17 octobre 1912. Associations reconnues d'utilité publique : article 30 de la loi du 23 décembre 1912. Sociétés et unions de sociétés de secours mutuels : loi du 21 mars 1913. Caisses de crédit maritime mutuel : loi du 4 décembre 1913).

Article 5.

L'article 5 de la loi du 11 juillet 1868 est modifié ainsi qu'il suit :

« Nul ne peut s'assurer s'il n'est âgé de douze ans au moins et de soixante ans au plus. »

Les titulaires de livrets d'assurances sociales pour qui l'on voudrait, dès le jeune âge, combiner l'assurance en cas de décès pour la vie entière ou l'assurance mixte avec la rente, devraient être âgés d'au moins seize ans, d'après l'article 5 de la loi du 11 juillet 1868.

Or il est intéressant, notamment dans la combinaison comprenant l'assurance mixte qui peut servir à constituer une dotation, de commencer les versements le plus tôt possible. Une loi du 8 décembre 1904 a fixé à douze ans l'âge minimum des assurances en cas de décès. L'article 5 du projet substitue ce minimum à celui qu'avait édicté la loi du 11 juillet 1868. Il ne s'agit donc, sur ce point, que d'une mise à jour de la législation de la caisse nationale dont pourront profiter, en particulier, les souscripteurs des livrets d'assurances sociales.

Il est à remarquer d'ailleurs que la caisse nationale oblige actuellement les sociétés de secours mutuels à faire figurer parmi les membres pour lesquels elles contractent des assurances collectives tous leurs adhérents âgés de douze ans au moins (art. 7 de la loi du 11 juillet 1868 admettant tous les membres des sociétés de secours mutuels avec la restriction apportée par la disposition d'ordre public de la loi précitée du 8 décembre 1904).

Article 6.

Les souscripteurs d'assurances mixtes ont la faculté de demander l'application de l'article 3 de la loi du 11 juillet 1868 modifié par la présente loi.

Alors que les souscripteurs d'assurances pour la vie entière peuvent actuellement opter entre le stage et la visite médicale, l'article 2 de la loi du 17 juillet 1897 oblige les auteurs de propositions d'assurances mixtes à se soumettre à un examen.

Cette différence de régime s'explique d'autant moins que, les assurances mixtes comprenant une part d'assurance en cas de vie, l'obligation d'une visite médicale est moins nécessaire que lorsqu'il s'agit d'une assurance au décès pure et simple.

L'article 6 donne, par suite, une facilité nouvelle à tous les souscripteurs d'assurance mixte et en particulier aux titulaires des livrets d'assurances sociales qui combineront la retraite avec cette assurance.

L'obligation de subir un examen disparaîtra, s'ils adoptent le régime du stage, amélioré d'ailleurs par la présente loi dans son article 3.

Article 7.

Les dispositions de l'article 3 de la loi du 9 mars 1910, relative aux assurances de capital différé, sont applicables aux assurances souscrites par les administrations publiques de l'Etat, des départements et des communes, au profit de leurs agents non admis au bénéfice de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles, ainsi que de leurs conjoints, même si, contrairement aux prescriptions dudit article, ces assurances ne sont pas souscrites en vue de l'exécution d'une loi ou d'un décret comportant la fixation de conditions de retraites ou d'allocations au décès.

Il en est de même en ce qui concerne les établissements publics et en ce qui concerne les établissements d'utilité publique qui, par analogie, seront admis audit bénéfice par la commission supérieure des caisses nationales d'assurance en cas de décès et en cas d'accidents.

La loi du 27 mars 1911 portant modification à l'article 7 de la loi du 20 juillet 1886, relative à la caisse nationale des retraites, modifié par l'article 61 de la loi du 26 juillet 1893, stipule que :

« *Article unique.*— Par dérogation à l'article 6 de la loi du 20 juillet 1886, les retraites constituées à la caisse nationale des retraites par les administrations publiques au profit de leurs agents non admis au bénéfice de la loi du

9 juin 1853, sur les pensions civiles, ainsi que de leurs conjoints, ne sont pas soumises à la limite de 1,200 fr. par tête, fixée dans cet article. »

Le bénéfice de cette disposition a été limité aux agents des services publics de l'Etat.

Un projet de loi destiné à étendre aux agents des services publics des départements, des communes et des colonies, le bénéfice de la loi précitée du 27 mars 1911, est actuellement en préparation. Le texte en est ainsi conçu :

« *Article unique.* — Le bénéfice des dispositions de la loi du 27 mars 1911, portant dérogation à l'article 6 de la loi du 20 juillet 1886, est étendu aux agents des administrations publiques départementales, communales et coloniales, ainsi qu'aux conjoints de ces agents. »

Enfin, sur la demande de la commission supérieure de la caisse nationale des retraites, le ministre du travail a rédigé une disposition qui aurait pour objet de comprendre aussi les agents des établissements d'utilité publique qui, par analogie, seraient admis par la commission supérieure au bénéfice de la dispense.

Au moment où il est créé un moyen de simplifier les formalités de souscription et de versement à accomplir, lorsqu'on s'adresse à la fois à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse et à la caisse nationale d'assurance en cas de décès, il a semblé qu'il convenait de donner, en ce qui concerne cette dernière caisse, des facilités analogues à celles qui sont ou doivent être accordées pour la caisse nationale des retraites.

Déjà l'article 3 de la loi du 9 mars 1910 spécifiait notamment, que la limitation des sommes garanties par la caisse nationale d'assurance en cas de décès ne s'appliquerait pas aux assurances souscrites en vue de l'exécution d'une loi ou d'un décret comportant, pour un personnel déterminé, la fixation de conditions de retraites ou d'allocations au décès.

L'article 7 du présent projet rend l'article 3 de la loi de 1910 applicable aux agents des administrations publiques, établissements publics, etc., même si les assurances n'ont pas été souscrites en vue de l'exécution d'une loi ou d'un décret fixant des conditions de retraites ou d'allocations au décès.

Le texte proposé reproduit, dans son paragraphe 1er, les expressions employées par les auteurs de la loi du 27 mars 1911 et du projet destiné à étendre le bénéfice de cette loi aux agents départementaux, communaux et coloniaux, bien qu'il eût été peut-être préférable de dire « services publics » au lieu de « administrations publiques ».

La mesure proposée pour la caisse nationale d'assurance en cas de décès n'a pas été étendue aux agents coloniaux, la législation de cette caisse n'étant pas applicable dans les colonies.

Le paragraphe 2 de l'article 7 s'inspire d'un texte qui avait été préparé pour la caisse nationale des retraites, mais, qui, depuis, a été modifié, en vue de remédier à deux inconvénients. Le terme « similaires » a paru trop vague, et la procédure d'assimilation un peu compliquée, puisqu'il ne s'agissait que d'un avis de la commission supérieure, avis qui aurait dû être suivi d'une double décision des ministres du travail et des finances. Un nouveau texte, établi par le ministère du travail, restreint l'assimilation aux établissements d'utilité publique et remet directement à la commission supérieure elle-même le pouvoir de statuer.

Dans cet esprit, le texte du second paragraphe pourrait être rédigé de la façon suivante :

Au lieu de :

« Il en est de même pour les assurances souscrites par les établissements publics et, sur l'avis de la commission supérieure des caisses nationales d'assurance, pour celles souscrites par des établissements similaires. »

Mettre :

« Il en est de même en ce qui concerne les établissements publics et en ce qui concerne les établissements d'utilité publique qui, par analogie, seront admis audit bénéfice, par la commission supérieure des caisses nationales d'assurance en cas de décès et en cas d'accidents. »

III

Telles sont, messieurs, les explications nécessaires pour comprendre le sens des modifications techniques apportées par le projet aux diverses lois sur lss caisses d'assurances.

Votre commission exprime le désir que, dans un but de diffusion démocratique, les textes si nombreux et parfois si compliqués qui régissent l'institution de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse et celle de la caisse nationale d'assurance en cas de décès soient codifiés dans une publication unique et que cette publication soit répandue dans toutes les communes de France.

Cette mission peut être confiée sans crainte à M. le directeur général de la caisse des dépôts et consignations, dont le Sénat apprécie la compétence et l'autorité.

Ainsi se fera peu à peu, l'éducation de la prévoyance pour le plus grand bien de la paix sociale.

Le présent projet dû à l'initiative ingénieuse de notre dévoué collègue, M. Chéron, pendant son passage au ministère du travail, fournira aux travailleurs prévoyants, au moyen du livret d'assurances sociales, une ressource précieuse à l'effet de se garantir contre les risques de l'existence et de compléter leur retraite de vieillesse.

Ce projet a, de plus, le rare avantage de n'engendrer aucune dépense à la charge de l'Etat.

Nous avons l'honneur de vous en proposer l'adoption.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Il est créé un livret spécial, dit « livret d'assurances sociales », en faveur de toute personne qui en fait la demande à la caisse des dépôts et consignations, en vue de contracter à la fois une assurance de rente à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse et une assurance de capitaux à la caisse nationale d'assurance en cas de décès, suivant une ou plusieurs des modalités admises par cette caisse.

La caisse des dépôts et consignations remplit les formalités de souscription auprès des deux institutions visées au paragraphe précédent et reçoit les versements effectués sur le livret d'assurances sociales.

Ce livret est remis à chaque déposant par la caisse des dépôts et consignations qui y inscrit les versements. Il contient, en outre, les conditions de chacun des contrats souscrits aux caisses nationales des retraites pour la vieillesse et d'assurance en cas de décès.

Par dérogation aux dispositions en vigueur, les rentes constituées au profit des titulaires d'un livret d'assurances sociales et les assurances de capitaux souscrites à leur nom, ne donnent pas lieu pour la caisse nationale des retraites pour la vieillesse et pour la caisse nationale d'assurance en cas de décès à l'émission de livrets.

Les versements effectués sur les livrets d'assurances sociales sont d'une quotité annuelle constante égale à 12 fr. ou à un multiple de cette somme pour chacune des assurances entrant dans la combinaison employée. Un décret désignera les agents de l'Etat par l'intermédiaire desquels seront reçus les versements.

Les dispositions du paragraphe 5 de l'article 11 de la loi du 24 décembre 1896 sont applicables à tous les versements effectués à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, pour le compte des titulaires d'un livret d'assurances sociales.

Art. 2. — Les primes annuelles prévues par l'article 2 de la loi du 11 juillet 1868 pour les assurances en cas de décès peuvent être payées par fractions semestrielles, trimestrielles ou mensuelles.

Lorsque la prime annuelle d'une assurance sur la vie entière ou d'une assurance mixte est payable par fractions, le délai d'une année prévu à l'article 6 de la loi du 11 juillet 1868 est compté à partir de l'échéance de la dernière fraction impayée. Ce délai est réduit de moitié s'il n'a pas été payé au moins une prime semestrielle, ou deux primes trimestrielles, ou six primes mensuelles.

Art. 3. — L'article 3 de la loi du 11 juillet 1868 est modifié ainsi qu'il suit :

« Toute assurance faite moins de deux ans avant le décès de l'assuré demeure sans effet, sauf dans le cas de mort violente résultant d'un accident corporel.

« L'assurance demeure également sans effet quand le décès de l'assuré, quelle qu'en soit l'époque, résulte de causes exceptionnelles qui seront définies dans les polices d'assurance.

« Lorsque l'assurance demeure sans effet, les versements effectués sont restitués sans intérêts aux ayants droit.

« En aucun cas, le montant du remboursement ne pourra excéder la somme garantie au décès.

« Le délai de deux ans prévu au premier paragraphe du présent article est réduit de moitié lorsque le total des sommes assurées en cas de décès est inférieur à 500 fr. »

Art. 4. — L'article 4 de la loi du 11 juillet 1868 est complété comme suit :

« Toutefois, les sommes assurées peuvent être affectées en totalité au remboursement des sommes dues à une société d'habitations à bon marché ou de crédit immobilier, à une caisse d'épargne, à une caisse de crédit agricole, à une des caisses d'assurance prévues par la loi du 5 avril 1910 ou à tout établissement autorisé à fonctionner comme organisme de crédit populaire. »

Art. 5. — L'article 5 de la loi du 11 juillet 1868 est modifié ainsi qu'il suit :

« Nul ne peut s'assurer s'il n'est âgé de douze ans au moins et de soixante ans au plus. »

Art. 6. — Les souscripteurs d'assurances mixtes ont la faculté de demander l'application de l'article 3 de la loi du 11 juillet 1868 modifié par la présente loi.

Art. 7. — Les dispositions de l'article 3 de la loi du 9 mars 1910 relative aux assurances de capital différé, sont applicables aux assurances souscrites par les administrations publiques de l'Etat, des départements et des communes, au profit de leurs agents non admis au bénéfice de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles, ainsi que de leurs conjoints, même si, contrairement aux prescriptions dudit article, ces assurances ne sont pas souscrites en vue de l'exécution d'une loi ou d'un décret comportant la fixation de conditions de retraites ou d'allocations au décès.

Il en est de même en ce qui concerne les établissements publics et en ce qui concerne les établissements d'utilité publique qui, par analogie, seront admis audit bénéfice par la commission supérieure des caisses nationales d'assurances en cas de décès ou en cas d'accidents.

ANNEXE N° 388

(Session ord. — Séance du 10 juillet 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'outillage national, chargée d'examiner la proposition de loi de M. Audiffred, relative à l'achèvement des ports et des voies navigables, par M. Audiffred, sénateur (1).

Messieurs, le rapport, relatif à l'achèvement des ports et voies navigables de France, adopté le 10 juillet 1914 par la commission de l'outillage national, déposé le même jour sur le bureau du Sénat, a été écrit avant la terrible guerre que le monde civilisé subit, dans laquelle notre pays est engagé plus qu'aucun autre, et qui a déjà détruit tant d'existences humaines précieuses, causé tant de deuils, et accumulé des ruines matérielles si considérables.

Les morts laisseront d'éternels regrets, même après la victoire finale, dont personne ne doute. La disparition de ces milliers d'hommes jeunes, généreux, laborieux, souvent pleins d'intelligence et de savoir, sera longtemps pour les familles et le pays une source de douleurs et une cause d'affaiblissement.

Malheureusement ces calamités resteront irréparables.

Il n'en sera pas de même pour les ruines purement matérielles dont le chiffre sera énorme. Celles-là pourront être en partie réparées, par un effort considérable d'intelligence, de savoir et de travail. Mais il sera nécessaire que chaque Français, à tous les degrés de l'échelle sociale, s'astreigne à une discipline intelligente, et s'applique d'une manière réfléchie et méthodique, à créer davantage, à produire plus, avec la même dépense de force et d'activité.

De combien la fortune totale de la France sortira-t-elle diminuée, de cette crise sans précédent ? Sera-ce d'un sixième, c'est-à-dire de quarante milliards, comme le soutiennent des économistes autorisés ? Il est difficile de formuler, à cet égard, des appréciations précises. Mais, ce qui est bien certain, c'est que ce ne sera pas avec cette fortune nationale considérablement réduite que l'on pourra réparer de si grandes pertes, et pourvoir à tant de charges nouvelles d'assistance de toute nature.

(1) Voir le n° 107, Sénat, année 1909.

C'est à un travail plus intelligemment ordonné, plus productif, qu'il conviendra de demander les ressources indispensables.

Nos savants, ceux de nos alliés s'ingénieront, avec plus d'ardeur encore que par le passé, à agrandir le domaine de nos connaissances, à s'avancer plus avant dans la découverte des lois de la nature, sachant bien qu'en dehors des avantages moraux qu'elle procure, toute découverte scientifique exerce une répercussion favorable sur le bien-être matériel. Les techniciens et les professionnels s'attacheront, eux aussi, à perfectionner l'outillage agricole, industriel et commercial. Sous l'influence de grands malheurs injustement subis, sous le coup de nécessités impérieuses, le public acceptera plus facilement les innovations justifiées.

Tout le monde comprendra que pour suppléer aux intelligences et aux bras disparus, pour suffire à tant de charges, il sera nécessaire d'accroître le pouvoir producteur de tous et de chacun.

De là, la nécessité de perfectionner l'outillage privé et public.

Dans cette œuvre d'intérêt national, l'Etat aura un grand rôle à jouer. Il lui incombera de porter au plus haut degré de développement l'outillage public de routes, de chemins de fer, de ports et de voies navigables.

Les conclusions de la commission de l'outillage national du Sénat tendant à l'achèvement des ports et voies navigables qui s'imposaient avant la guerre, s'imposeront donc avec plus de force après la guerre.

Le Parlement appréciera l'heure à laquelle elles devront entrer dans le domaine de la pratique.

12 janvier 1915.

La question des grands travaux publics ne saurait laisser le Parlement français indifférent à une époque où, sur tous les points du globe, on s'attache à mettre en valeur des régions à peine explorées, et à compléter et perfectionner l'outillage des Etats déjà dotés de nombreux moyens de transport.

Notre pays a pris part à ce grand mouvement de transformation, mais, paraissant obéir à une loi de sa nature, il a procédé par à-coups, se lançant énergiquement, à certaines époques, dans de grandes entreprises, puis les ralentissant brusquement ensuite, au lieu de suivre une marche méthodique et ininterrompue.

De semblables errements sont fâcheux. Il conviendrait de les abandonner une fois pour toutes. Car il n'y a jamais de progrès définiti, et les améliorations réalisées en appellent toujours d'autres. Les programmes les plus vastes que l'on peut concevoir semblent bien insuffisants lorsqu'ils sont réalisés.

Un grand Etat comme la France doit donc posséder une organisation qui lui permette de faire face à toutes les nécessités d'un développement économique continu, sans que jamais l'exécution projetée subisse aucune interruption, par le fait de circonstances imprévues. En procédant ainsi on assurera, d'une manière certaine, l'essor régulier de l'agriculture, de l'industrie et du commerce.

Il n'est pas une grande entreprise privée, agricole ou industrielle, qui puisse procurer une rémunération suffisante au travail, au capital, amortir les frais généraux, et mettre à la disposition du public des produits toujours plus abondants et meilleurs, si elle ne perfectionne pas constamment son outillage. Et l'Etat, qui a la mission de fournir l'outillage général, à toutes les entreprises privées où se déploie l'activité de tous les habitants du pays, pourrait, à de longs intervalles, interrompre la tâche qui lui incombe, au risque d'entraver et souvent de compromettre tout ce labeur, tous ces efforts intelligents, accomplis sur tous les points du territoire, mettant ainsi la France en état d'infériorité vis-à-vis des autres nations.

Cela est évidemment inadmissible. L'organisation rationnelle d'un système de travaux publics capable de produire des résultats permanents, s'impose donc impérieusement, et, sous aucun prétexte, on ne saurait éluder l'étude des moyens de créer définitivement un organisme financier à l'abri de toutes les crises, de toutes les perturbations qu'entraîne forcément, à de certaines époques, ou le fléchissement des recettes du Trésor, ou l'augmentation de dépenses jugées indispensables, comme en ce moment l'accroissement des charges résultant du renforcement de la défense nationale et du développement des institutions sociales.

L'équilibre du budget doit encore moins être assuré, comme cela a eu lieu déjà, par des réductions opérées sur ces crédits, d'où dépend la réalisation d'entreprises aussi intimement liées à la vie industrielle du pays.

Pour faire ressortir l'utilité des grands travaux, il suffirait de rappeler qu'avant l'exécution du programme qui porte si justement le nom de M. de Freycinet, en 1880, les chemins de fer transportaient annuellement douze milliards de tonnes de marchandises sur une distance ramenée à un kilomètre; les canaux transportaient annuellement un milliard cinq cents millions de tonnes.

En l'année 1913, les chemins de fer ont transporté vingt-quatre milliards huit cent soixante-dix-huit millions de tonnes, sur une distance de un kilomètre; les canaux et rivières ont transporté cinq milliards huit cent cinquante millions de tonnes sur un parcours de un kilomètre.

Par le fait de l'accroissement du réseau ferré et du réseau des voies navigables, les consommateurs français bénéficient donc d'une quantité de marchandises plus que double de celle dont ils avaient le profit trente ans auparavant.

Il ressort des chiffres précédents que, dans cette période, le tonnage a quadruplé sur les voies navigables, tandis qu'il doublait seulement sur les chemins de fer. Et cependant les dépenses de création et d'amélioration ont été proportionnellement moindres, sur les voies navigables, que sur les chemins de fer.

L'outillage national comprend :

1° Les routes nationales et départementales et les chemins vicinaux qui ont une longueur totale de 600,000 kilomètres;

2° Les chemins de fer d'intérêt général dont la longueur est de 40,786 kilomètres.

Les chemins de fer d'intérêt local dont la longueur est de 13,050 kilomètres;

3° Un grand nombre de ports dont les plus importants sont : Marseille, Bordeaux, Nantes, le Havre, Rouen, Dunkerque, Bayonne, la Rochelle-Pallice, Cette, Caen, Boulogne, Calais, Dieppe, Brest, Cherbourg;

4° Les rivières canalisées d'une longueur de 6,930 kilomètres dont 2,196 kilomètres au gabarit normal (longueur des écluses, 38 m. 50; mouillage, 2 mètres).

Les canaux d'une longueur de 4,969 kilomètres dont 2,727 au gabarit normal;

5° Les voies de raccordement des chemins de fer sur voies navigables.

Ces travaux, exécutés en l'espace d'un siècle, qui ont tant contribué au développement de la richesse publique, ont coûté plus de 30 milliards.

Par ce qui a été fait en un temps relativement court, on peut juger de ce que le pays est capable d'entreprendre.

Nous n'avons pas à nous occuper ici des routes et chemins. Nous nous bornerons, en ce qui les concerne, à constater que, depuis quelques années, par suite de l'accroissement de la circulation, surtout de la circulation des automobiles, leur entretien sur bien des points est devenu insuffisant. Il faudra se résoudre à les doter de crédits plus importants, tout en étudiant les moyens de les entretenir avec des matériaux plus résistants, à l'aide d'un outillage mécanique approprié, qui permettra d'augmenter le rendement de la main-d'œuvre, et suivant des méthodes de travail plus perfectionnées.

Ainsi, pour l'outillage, l'emploi relativement récent du rouleau compresseur constitue un grand progrès, mais, à côté de celui-là, combien d'autres seraient possibles et promptement réalisés si l'on faisait appel aux techniciens pour créer cet outillage nécessaire.

Le développement des chemins de fer d'intérêt général et d'intérêt local est normal. Chaque année, on apporte des perfectionnements nouveaux aux lignes des grands réseaux; on agrandit les gares, les installations diverses, on prolonge les lignes existantes, et les départements, aidés par les subventions de l'Etat, construisent de nouvelles voies. Cette œuvre se poursuit régulièrement, grâce à un système financier qui permet d'acquitter les dépenses considérables faites chaque année, avec des annuités remboursables ou à l'aide de recettes assurées par la garantie d'intérêt. C'est ainsi que l'on consacre annuellement plus de 300 millions à l'extension des voies ferrées, en inscrivant seulement aux divers budgets les sommes nécessaires au payement des intérêts des sommes dépensées, et à leur amortissement en un très grand nombre d'années.

Grâce au système de l'annuité de remboursement ou à celui de la garantie d'intérêt, pratiqués l'un et l'autre suivant les circonstances, la génération présente qui engage les dépenses, et exécute ces travaux qui seront indéfiniment profitables aux générations futures, ne paye qu'une partie des sommes considérables ainsi consacrées aux voies ferrées. Et cette part minime est encore réduite par les profits, directs comme le partage des bénéfices, les impôts perçus, ou indirects comme l'accroissement de la richesse publique, qu'amène, nécessairement avec elle, la création de moyens de transports plus puissants, plus rapides, plus économiques.

Un système financier tout différent est suivi pour les ports et la navigation intérieure, c'est-à-dire les canaux et rivières canalisées.

Pour cette partie si importante de l'outillage national, la génération qui effectue la dépense, la paye en totalité. Aussi ajourne-t-on les travaux les plus nécessaires, et exécute-t-on avec une lenteur absolument préjudiciable ceux que l'on entreprend. Et cependant, personne ne conteste plus les grands services que rendent les voies navigables, qu'atteste, d'une manière irréfutable, le développement de leur tonnage. On a pu, immédiatement après l'invention des chemins de fer, sous l'influence de la prodigieuse transformation qu'ils avaient opérée, croire qu'ils suffiraient à effectuer tous les transports. Cette erreur n'est plus accréditée nulle part. Et les pays comme l'Angleterre et les Etats-Unis, qui s'étaient montrés les plus exclusifs à cet égard, sont ceux qui, aujourd'hui, proclament avec le plus d'énergie l'utilité des voies navigables. Partout on se rend bien compte que le transport des matières pondéreuses que l'agriculture et l'industrie transforment, et dont elles réclament des quantités de plus en plus considérables, ne peut être effectué à bon marché que par la voie d'eau, surtout lorsqu'elle sera mieux aménagée, et lorsque l'on aura substitué au mode de traction actuel, si rudimentaire, un mode de traction mécanique perfectionné, bien ordonné, avec une réglementation intelligente de la circulation.

La construction des voies navigables s'imposerait, alors même qu'il s'agirait seulement de favoriser le transport des marchandises pondéreuses, circulant dans l'intérieur du pays, pour les besoins de nos industries. Mais, nous ne saurions oublier que la France, par sa position privilégiée sur trois mers, avec ses grandes vallées, est appelée à opérer le transport des marchandises venant de l'Extrême-Orient et des Amériques, à destination de l'Europe centrale ou en partant, aux meilleures conditions de célérité et de bon marché. Ce trafic international lui est naturellement dévolu par sa situation géographique. En établissant des routes d'eau plus courtes, elle aura cette bonne fortune de servir aussi bien les intérêts des nations voisines que les siens.

Cette œuvre de l'agrandissement des ports et de la construction des voies navigables doit, en outre, contribuer puissamment au relèvement de notre marine marchande qui est tombée au cinquième rang, après avoir occupé le second.

Les voies de raccordement des chemins de fer aux voies navigables, dont l'importance est si grande, sont à peine ébauchées, et leur longueur totale n'atteint certainement pas dix kilomètres.

La négligence des pouvoirs publics à cet égard est inexplicable. Ce n'est pas que la question n'ait pas été discutée, mais on n'a pas agi, malgré qu'il y ait un intérêt considérable à permettre aux marchandises d'emprunter tantôt la voie d'eau, tantôt la voie ferrée, et de passer de l'une à l'autre avec une extrême facilité.

On a dépensé, jusqu'ici, pour les chemins de fer 20 milliards et pour les voies navigables 4 milliards. La puissance de ces deux modes de transport serait accrue dans des proportions considérables si on exécutait entre ces diverses voies une centaine de jonctions qui coûteraient à peine 100 millions, à raison de 1 million en moyenne par chaque raccordement. Le maximum d'utilisation des voies ferrées et des voies navigables qui doivent concourir ensemble au même but serait alors obtenu. C'est l'évidence même, mais on ne réalise pas ces améliorations capitales. Cependant une loi, qui a déjà quatre

années d'existence, permet de les exécuter partout où la nécessité s'en fait sentir lorsque l'accord des intéressés n'a pu s'établir. L'adoption du système financier du payement avec les annuités de remboursement ou du système financier de la garantie d'intérêt combinée avec des tarifs spéciaux permettrait, sans grever le Trésor, d'exécuter immédiatement la plupart de ces raccordements.

C'est pour arriver à constituer, pour les ports et les voies navigables intérieures, un régime financier analogue à celui qui a permis d'effectuer, pour la construction des chemins de fer, une dépense de 20 milliards, sans écraser le contribuable français, que M. Audiffred a déposé successivement deux propositions : l'une le 8 février 1906, l'autre le 2 avril 1909 qui ont été renvoyées à l'examen de votre commission de l'outillage national, présidée par M. de Freycinet. Depuis huit ans votre commission n'a cessé de s'en occuper.

Nous devons dire que, dans l'intervalle, une interpellation ayant eu lieu au Sénat, à la demande de MM. César Duval, Audiffred et Gourju, dans laquelle ces idées sur la nécessité d'un nouveau système financier, pour la construction des ports et des voies navigables, furent exposées, la Haute Assemblée adopta, dans sa séance du 14 février 1908, l'ordre du jour suivant :

« Le Sénat, approuvant les déclarations du ministre des travaux publics, comptant sur sa fermeté pour assurer et développer le service des transports par voies ferrées et fluviales, passe à l'ordre du jour. »

A l'appui de sa proposition de loi de 1906, M. Audiffred invoquait notamment les considérations suivantes :

Le chemin de fer ne remplace pas le canal, parce qu'il ne peut transporter les marchandises aux mêmes conditions de bon marché. Il a un matériel coûteux à entretenir et à amortir; ses frais de personnel et de traction sont considérables.

Actuellement, sur tous nos canaux, transformés suivant le programme de 1879, un bateau de 300 tonnes, qui représente un train de 50 wagons chargés d'un poids uniforme de 6.000 kilogrammes, circule avec deux hommes et trois bêtes de trait de force moyenne. La traction, grâce à de nouvelles inventions, peut être organisée, de la façon la plus économique, au moyen de toueurs électriques, actionnés par la force produite par les chutes d'eau des écluses.

Tous les moyens de transport ont, du reste, leur rôle bien déterminé, et l'expérience assigne à chacun d'eux sa place dans le développement de la richesse publique.

La route de grande communication et le chemin vicinal ordinaire rendent d'incontestables services, mais seuls, ils ne sauraient permettre ni la construction de nombreuses usines, ni la culture intensive du sol. Il leur faut l'aide de la voie ferrée, qui met en communication rapide les personnes, et qui transporte, à de grandes distances, et à prix réduit, des charges considérables. Mais lorsque le tonnage atteint des proportions plus grandes, la voie ferrée, à son tour, se montre impuissante à suffire au trafic auquel elle a donné naissance, et, si le canal ne lui vient pas en aide, non seulement l'industrie périclite, sous le poids de la concurrence ruineuse que lui font subir les régions plus favorisées, mais des richesses naturelles, qui pourraient être utilisées, et qui fourniraient à l'industrie et à l'agriculture un aliment puissant, restent enfouies dans le sol, complètement inutilisées.

La route de terre crée un certain trafic ; la voie ferrée fait naître un trafic beaucoup plus élevé et augmente la circulation des voies vicinales, et maintenant l'automobile, pour le transport des voyageurs et des lourds fardeaux, entre en ligne, en donnant à toutes les voies de terre une utilité nouvelle.

La voie navigable, à son tour, crée un trafic presque aussi important que la voie ferrée, et développe, dans de très grandes proportions, le trafic des deux premières.

Il n'y a pas antagonisme entre ces divers moyens de transport; ils ne sont pas destinés à se faire concurrence et à se nuire : ils constituent les organes différents, mais également utiles, d'un être unique, d'autant plus puissant qu'il est pourvu de moyens d'action moins rudimentaires et plus nombreux.

Il est temps de rétablir l'équilibre, si nous ne voulons pas être écrasés par des concurrents mieux outillés.

M. Krantz, qui a traité d'une manière magistrale toutes les questions relatives aux transports par chemins de fer et voies navigables, a, dans la séance de l'Assemblée nationale du 13 juin 1874, posé d'une manière irréfutable les principes qui régissent cette matière.

« Tout d'abord, a-t-il dit, il faut reconnaître que les réclamations dont on est assailli s'appliquent presque uniquement au transport en petite vitesse ; de la grande vitesse, voyageurs, marchandises ou accessoires, il n'est rien ou presque rien dit.

« Tout porte à croire que, comme prix, comme puissance et comme facilité de transport, la petite vitesse est réellement le côté faible des chemins de fer, celui auquel il faut, dans l'intérêt général, venir en aide.

« C'est ici que la concurrence peut intervenir utilement, mais à la condition qu'elle soit principalement faite par les voies navigables. En effet, les canaux et rivières canalisées ont une puissance de transport presque indéfinie, peuvent, dans un moment donné, faire face aux plus sérieux encombrements, les dissiper, et enfin transportent à des prix très bas quand ils sont bien établis. Non seulement ils peuvent faire office de modérateur par le bon marché, mais encore de régulateur par la fixité de leurs prix. Arrêtons-nous un instant sur ce point.

« Avec un canal laissé entre les mains du public, le relèvement subit des prix n'est pas à craindre. Alors même que tous les mariniers d'une ligne se mettraient en grève, ils ne pourraient pas opprimer leur clientèle ; la voie, en effet, est libre, le matériel flottant peu coûteux à acheter ou à construire, et a l'éducation technique d'un marinier de canal facile à faire. Personnel et matériel seraient donc aisément remplacés et la coalition rompue.

« Il n'en va pas de même avec les chemins de fer, la compagnie qui exploite un réseau est, par le fait, maîtresse absolue des prix dans la zone qu'elle occupe. Elle abaisse ses tarifs, s'il lui plaît de le faire, mais aussi les relève si elle le juge convenable. Personne ne peut l'en empêcher, et tant qu'elle ne sort pas des limites très larges du tarif légal, et qu'elle observe les délais réglementaires, l'administration est sans droit pour s'y opposer. »

Mais quand bien même l'Etat serait maître absolu des tarifs, il aurait encore intérêt à créer la voie navigable, parce qu'il est, en effet, nous ne saurions trop le répéter, des limites au-dessous desquelles les tarifs des chemins de fer ne peuvent descendre, sans qu'il devienne nécessaire de faire appel à la garantie d'intérêt qui grève le budget. Ces limites peuvent, au contraire, être très facilement franchies par la voie navigable.

Dans son exposé des motifs de la loi du 4 novembre 1878 sur le classement et l'amélioration des voies navigables. M. de Freycinet disait également : « L'opinion publique, après s'être prononcée presque exclusivement en faveur des chemins de fer, se tourne maintenant vers les voies navigable et demande avec raison, selon nous, une distribution plus équitable des rôles entre les deux puissants moyens de transports. »

Dans tous les pays où l'importance du trafic justifie la création d'un canal, celui-ci, loin d'amener une diminution dans les transports par chemins de fer, favorise leur développement.

Ces faits sont d'observation courante dans la région du Nord de la France, si abondamment pourvue de voies ferrées et de canaux, et on les constate également sur tout le parcours de la voie navigable de Paris-Moret à Roanne, qui longe le chemin de fer du Bourbonnais, et sur tout le parcours des canaux de Bourgogne. Depuis le rachat du canal du Midi, qui a été rendu à la circulation, les recettes de la compagnie du Midi, loin de diminuer, ont augmenté.

Il convient donc d'outiller notre pays au point de vue de la navigation intérieure, et d'achever progressivement la construction des canaux, qui sont le complément nécessaire des routes et des chemins de fer, et leur donneront leur entière puissance de production. En cas de guerre, les canaux contribueront à la défense, et ils permettront les transports industriels et agricoles, pendant que les chemins de fer seront absorbés par les services militaires. De cette façon, la vie nationale ne sera pas interrompue.

La proposition de loi de M. Audiffred de 1909 qui reprenait, en la complétant, celle de 1906, et dont nous reproduisons aux annexes l'exposé des motifs, comprenait deux parties : la première contenait une énumération des travaux à entreprendre pour mettre nos grands ports : Marseille, Bordeaux, Saint-Nazaire-Nantes, le Havre-Rouen, Dunkerque, en état de recevoir les plus grands navires, et de leur assurer les plus grandes facilités de chargement et de déchargement, de stationnement et de réparation. La dépense prévue était évaluée sommairement à 800 millions.

La deuxième partie prévoyait un certain nombre de voies navigables, constituant de grandes artères, auxquelles devaient se rattacher plus tard des canaux ou rivières canalisées d'importance secondaire.

Ces grandes artères étaient :

1° Le canal latéral au Rhône avec son prolongement jusqu'à Bâle, où il entrait en communication avec le Rhin, soit par la Suisse, soit par l'Allemagne. Il est à remarquer que cette grande voie, dans sa partie orientale, devait assurer également la communication entre la Seine et le Rhin, la Loire et le Rhin : elle aurait, en outre, cet avantage d'établir le trajet le plus direct entre le Havre et Marseille ;

2° Le canal de jonction devant relier, suivant un tracé à déterminer, entre plusieurs vallées concurrentes, Bordeaux à Montluçon, point où commence le réseau des voies navigables du centre, de l'Est et du Nord, en faisant cesser l'isolement du port de Bordeaux, qui, à l'heure actuelle, se trouve, en réalité, ainsi que toute la région qu'il dessert, complètement séparé de l'ensemble de notre réseau navigable ;

3° Le canal latéral à la Loire de Nantes à Briare et de Briare à Bâle ;

4° Le canal du Nord-Est destiné à relier le bassin minier de Longwy et Briey au port de Dunkerque, en amenant à notre grand port du Nord les marchandises actuellement détournées par les ports étrangers ;

5° Diverses voies de raccordement comme le canal de jonction du Rhône à la Loire, la création d'une section de Moulins à Sancoins, d'une autre de Noyers à Tours, enfin l'approfondissement et l'élargissement des canaux du Berry.

Ces dépenses étaient évaluées sommairement à 1,800 millions, soit au total, pour les ports et les voies navigables une dépense de 2,600 millions, ou même, en chiffres ronds, pour parer à tous les imprévus, 3 milliards.

Ce programme, destiné à doter la France de moyens de transport d'une incontestable puissance, qui ne prévoit que les grandes voies d'intérêt général, ne saurait être exécuté si l'on continue à employer, pour le payement des travaux, le système usité jusqu'à ce jour, qui consiste à acquitter les dépenses faites annuellement au moyen des crédits inscrits, chaque année, au budget de l'Etat, et des fonds de concours fournis par les intéressés, presque toujours inférieurs aux charges assumées par l'Etat. Ces crédits annuels, qui ont été relevés, en ces derniers temps, à la suite d'incessantes réclamations, atteignent 21 millions pour les canaux et 18 millions pour les ports, après avoir été souvent beaucoup moindres (1).

Ce chiffre de 3 milliards ne représente pas la totalité des dépenses à faire, car, à côté de nos cinq grands ports et de ces grandes artères navigables qui intéressent le pays tout entier, il est un certain nombre de ports de moindre importance et de voies navigables secondaires que l'on ne saurait négliger, et pour lesquels le Parlement, avec raison, ne cesse de voter

(1) Les crédits annuels pour les ports maritimes ont été :

En 1905 de	12.603.000
1906	12.093.000
1907	12.381.000
1908	10.581.000
1909	10.664.000
1910	10.664.000
1911	10.690.000
1912	19.485.000
1913	16.50 .000
1914 (projet de budget)	18.000.000

Les crédits annuels pour les canaux et rivières ont été :

En 1905 de	13.012.000
1906	13.437.800
1907	13.657.500
1908	12.517.500
1909	13.867.500
1910	15.130.000
1911	15.900.000
1912	18.400.000
1913	19.800.000
1914	21.000.000

des lois, sans, du reste, assurer autrement leur exécution.

Dès à présent le Parlement a décidé la construction d'un assez grand nombre d'ouvrages, en cours d'exécution.

Pour les achever l'Etat aura encore à dépenser :

Pour les ports.....	257.672.400
Pour les voies navigables.....	247.020.501
Total.....	504.692.961

La plupart de ces travaux font partie du programme voté en 1902, sur la proposition de M. Baudin, ministre des travaux publics.

L'achèvement de ces travaux partiels en cours d'exécution, comportant encore une dépense d'environ 500 millions, qui ne donneront satisfaction qu'à un certain nombre de régions, réclamera donc un grand nombre d'années, quatorze au moins.

Si le système financier adopté pour leur exécution était maintenu, il faudrait non seulement attendre un très long temps pour les terminer, mais il faudrait, ce qui serait plus grave, s'interdire la possibilité d'entreprendre la construction d'un outillage plus important, répondant aux besoins urgents du développement économique moderne.

Toute idée d'exécution de grands travaux publics concernant les ports et les voies navigables, sur la nécessité desquels M. Audiffred a insisté dans ses deux propositions de loi, devrait être abandonnée.

Un tel aveu d'impuissance est évidemment inacceptable.

Comment sortir de cette situation?

Comment donner à notre pays, dans des délais satisfaisants, les ports et les voies navigables qui lui sont indispensables?

Deux moyens financiers ont été proposés, et ces deux moyens ont subi l'épreuve de l'expérience, puisqu'ils sont appliqués en France pour l'exécution des chemins de fer, dans nos nos colonies pour les grands travaux, et à l'étranger pour l'exécution de certains ports de très grande importance.

Ces moyens sont : 1° avec ou sans concession, le payement à l'aide d'annuités de remboursement; 2° la concession de la construction et de l'exploitation des ouvrages, soit avec des subventions fournies à l'aide des annuités de remboursement, soit avec une garantie d'intérêt, soit par ces deux moyens à la fois.

Avec le payement à l'aide d'annuités de remboursement, l'Etat emprunte la somme nécessaire à l'exécution des travaux, qu'il achève en un très petit nombre d'années, et il acquitte le capital dépensé, au moyen d'annuités échelonnées sur un long espace de temps, qui représentent l'intérêt et l'amortissement du capital.

Il peut concéder à des tiers, compagnies concessionnaires ou chambres de commerce, l'exécution et l'exploitation des entreprises. Dans ce dernier cas, ce sont ces compagnies qui empruntent elles-mêmes le capital nécessaire, et elles le remboursent, à l'aide des péages qu'elles perçoivent, des annuités de remboursement qui leur sont servies, ou de la garantie d'intérêt qui leur est accordée.

Les avantages de ces deux systèmes sur celui du payement immédiat des travaux au fur et à mesure de leur exécution, qui est exclusivement en usage aujourd'hui, sont indiscutables.

Nous devons présenter ici une observation importante d'ordre technique, au point de vue de l'exécution des travaux, qui fortifiera notre argumentation en faveur du nouveau système préconisé.

Avec le système actuel les travaux s'effectuent dans les plus mauvaises conditions. Souvent les chantiers sont momentanément délaissés faute de crédits; quand on les reprend, il faut les remettre en état, réparer les dégradations inévitables. Enfin, les ouvrages ne profitent au public qu'après de longues années.

Prenons comme exemple une des grandes entreprises inscrites, tout récemment, au programme des travaux à exécuter (loi du 26 août 1913).

Une dépense de 95 millions a été votée pour l'agrandissement du part de Rouen et la canalisation de la basse Seine sur 120 kilomètres, à laquelle il faudra ajouter pour la partie la plus rapprochée du Havre, en aval de Risle, 24 millions, lorsque les études définitives auront été terminées, ce qui ne saurait tarder. Les travaux et la dépense totale forment un ensemble s'élevant à 119 millions dont aucune partie ne doit être disjointe.

Le port de Rouen se développe avec une extrême rapidité, au grand profit de la prospérité nationale. Il est aujourd'hui le second port de France, avec un tonnage de 4,441,542 tonnes en 1912, venant immédiatement après Marseille et dépassant le Havre avec ses 4,115,666 tonnes.

Il faut créer des bassins nouveaux, à côté de ceux existants, qui sont devenus tout à fait insuffisants. Il faut construire des murs de quais sur une très grande longueur. Pour la basse Seine il faut enlever des îlots, des seuils dangereux pour la navigation. Il est indispensable de construire des digues, pour compléter celles qui ont été établies sur le parcours de la Seine, entre le Havre et Rouen, de manière à créer un chenal qui ne s'envase jamais, où, avec la marée montante et la marée descendante, des chasses d'eau puissantes se produiront automatiquement. Des navires ayant 8 mètres de tirant d'eau au lieu de 6 accéderont alors, sans difficulté, au port de Rouen. C'est une des plus belles entreprises de travaux publics qui se puissent concevoir. Lamartine, avec la prescience du génie, l'avait clairement entrevue, lorsque, à la Chambre des députés, en 1846, il défendit éloquemment le vote d'un crédit de 3 millions, première tentative de l'amélioration de la Seine, considérée du reste comme une expérience à faire.

Le programme arrêté aujourd'hui par le Parlement a été parfaitemdnt étudié par nos savants ingénieurs, et discuté à fond par tous les corps compétents : chambre de commerce, commission nautique, conseil général et conseil municipal de Rouen.

La loi qui l'a sanctionné est définitive. Reste à l'exécuter.

Il conviendrait de réaliser très rapidement cette grande entreprise, pour lui faire produire tous ses effets utiles, et ces effets utiles, en ce qui concerne la Seine surtout, pour laquelle la dépense prévue est de 66 millions, seront obtenus seulement lorsque l'ensemble des travaux aura été achevé.

Avec le système financier, aujourd'hui en vigueur cela est absolument impossible.

En effet, pour établir le chenal de 125 kilomètres, d'une largeur de 1,000 mètres aux abords du Havres, à son point de départ près de la mer, se rétrécissant progressivement jusqu'à Rouen, où il n'aura plus que 170 mètres, il faut, sur tout son parcours, parachever les digues existantes, et faire disparaître les seuils et îlots qui encombrent le lit du fleuve.

Les digues complémentaires auront une longueur complémentaire de 68 kilomètres. D'après le projet on mettra vingt-cinq ans à les construire.

Chaque année, on les établira sur une longueur de 2 à 4 kilomètres. On payera cette dépense par fractions, et on ne retirera qu'après vingt-cinq ans le profit de ce travail. Mais il ne faut pas perdre de vue un point important : c'est seulement lorsque tous ces fragments de digues soudées entre elles et soudées aux anciennes auront été achevés, lorsqu'on aura définitivement débarrassé le lit du fleuve, à l'aide de dragages, de tous les seuils qui s'opposent à la navigation ou lui apportent une gêne sérieuse, lorsqu'on aura fait disparaître les îles et îlots qui l'encombrent, que le chenal de 125 kilomètres sera véritablement constitué, que le tirant d'eau de 8 mètres aura été atteint, et que le désensablement du chenal par la marée montante et descendante se réalisera.

Dans le rapport que j'ai eu l'honneur de présenter au Sénat le 31 juillet 1913 sur cette question spéciale de l'amélioration et l'extension du port de Rouen et de ses accès, j'ai donné sur l'exécution des travaux des explications qu'il me paraît nécessaire de reproduire ici.

Je disais :

« Pour réaliser le programme de l'amélioration définitive de la navigation dans la basse Seine, et obtenir un tirant d'eau de 8 mètres, il faut compléter sur tout le parcours, sur les deux rives, les digues qui ont été établies seulement dans les parties les plus défectueuses, et débarrasser définitivement le fleuve, à l'aide de dragages et de la suppression d'îles, d'îlots, de tous les obstacles qui s'opposent actuellement à la navigation ou lui apportent une gêne sérieuse.

« Quand le fleuve aura ainsi été endigué et débarrassé de tous les impedimenta, la marée montera, portant facilement tous les navires et au retour, vers la mer, chassera avec force toutes les matières tenues en suspension par le flot. Ces matières, énergiquement entraînées, ne pourront se déposer nulle part, et on n'aura pas à craindre des atterrissements, des dépôts, des créations de seuils qu'il faudrait draguer sans cesse, et à grands frais.

« L'expérience des travaux antérieurs fournit à cet égard, des données rassurantes,

« M. Babin, ingénieur en chef des travaux, qui depuis sept ans a préparé et exécuté, avec ses dévoués collaborateurs, un certain nombre des améliorations réalisées dans la basse Seine, déclare, de la façon la plus nette, que si l'on exécute les travaux prévus, assurément d'un prix élevé, on sera à peu près complètement déchargé des travaux onéreux d'entretien. La dépense initiale de premier établissement, quoique très élevée, sera moins coûteuse que les travaux de dragage répétés qu'il faudrait de toute nécessité exécuter, chaque année, si l'on avait, dans le but de réaliser une économie fâcheuse sur la construction première, négligé de faire ce que l'expérience du passé conseille impérieusement.

« Ce programme est celui que le Sénat a approuvé pour le port de Nantes, sur le rapport de M. de Pontbriand, présenté au nom de votre commission de l'outillage national. »

Ainsi, on voit bien nettement le programme d'ensemble qui a été préparé par nos ingénieurs et voté par le Parlement. Dans ce programme tout se tient; chacune des parties est dépendante de l'autre; on peut même dire que chacune des parties commande l'autre.

La dépense prévue est de 66 millions pour l'amélioration de la basse Seine et l'établissement d'un tirant d'eau de 8 mètres.

Cette dépense ne saurait être fractionnée sans les plus grands inconvénients car, encore une fois, le résultat recherché ne pourra être obtenu que si les travaux prévus sont tous exécutés d'ensemble, très rapidement. A cette condition seulement, on obtiendra le résultat que l'ingénieur en chef, M. Babin, a indiqué.

De même, il tombe sous le sens qu'avec le système financier actuel, qui oblige le ministre des travaux publics à éparpiller, entre toutes les rivières canalisées et tous les canaux de France, le maigre crédit annuel de 18 millions dont il dispose, crédit qui avait même été réduit à 14 et à 10 millions dans les années précédentes, l'exécution des améliorations de la basse Seine exigera un trop grand laps de temps, et que l'opération aura lieu dans les conditions les plus défectueuses, partant les plus coûteuses, et que le résultat poursuivi ne pourra pas être atteint de très longtemps.

On n'aura pas le tirant d'eau de 8 mètres que l'on veut obtenir; les seuils, les îlots ne pourront être enlevés. S'ils le sont, ils se reformeront. Leur enlèvement sera d'ailleurs plus dispendieux, si on le répartit sur plusieurs années, que si on l'exécute d'un seul coup et d'ensemble, car les opérations d'ensemble peuvent être réalisées avec des engins d'une puissance exceptionnelle, difficiles à employer pour des travaux de peu d'importance. Tous les hommes compétents savent que, dans la Seine spécialement, on doit surtout combattre des atterrissements. Pour opérer avec succès, il est indispensable de faire de grands cubes de dragage d'un seul coup, en même temps que les travaux de défense nécessaires au maintien des fonds gagnés, sous peine de voir combler plusieurs fois des profondeurs trop lentement obtenues.

Il résultera donc un supplément de dépense considérable si l'on continue à suivre le système actuellement usité, et le pays qui payera, dans le cas d'exécution lente, échelonnée sur un grand nombre d'années, la même somme de 66 millions, et très probablement une somme supérieure, attendra vingt-cinq ans les profits de cette opération, dont il pourrait bénéficier après quatre ou cinq ans au plus.

Il nous serait facile de démontrer que pour les travaux du port de Rouen qui comprennent la construction de deux bassins, de murs de quais, d'un bassin de radoub, etc., l'avantage de la construction rapide, sur la construction lente, échelonnée sur un grand nombre d'années, est aussi incontestable que pour les travaux de canalisation de la Basse-Seine.

Cette démonstration sera facile à faire pour tous les autres grands travaux, qu'il s'agisse des grands ports comme Marseille, Bordeaux,

Saint-Nazaire, le Havre, Dunkerque, ou qu'il s'agisse des voies navigables de grande longueur, comme les canaux latéraux de nos grands fleuves, les canaux de raccordement de ces fleuves entre eux et les voies de raccordement des voies ferrées aux voies navigables.

Mais le système financier du payement immédiat des travaux, avec les crédits budgétaires annuels, n'a pas seulement le grand inconvénient de créer des conditions onéreuses et défectueuses pour l'exécution des travaux, d'entraîner forcément un certain gaspillage des ressources, il a, ce qui est bien plus grave, le grand désavantage de rendre impossibles les grands travaux publics, qui fécondent le pays.

Que faire de sérieux, en effet, avec des crédits annuels de 18 millions pour les ports et de 21 millions pour les canaux?

Si, au contraire, on affectait les 2/3 de ces crédits annuels, soit à gager des annuités de remboursement, soit à servir des garanties d'intérêt, on pourrait consacrer aux grands travaux publics une somme d'environ 600 millions, qui permettrait de constituer immédiatement une fraction importante de l'outillage national. Le développement de l'activité industrielle et agricole qui s'ensuivrait entraînerait un accroissement sensible de la richesse nationale. En face des résultats obtenus, le Parlement n'hésiterait pas à ajouter chaque année quelques millions de plus, pour payer des opérations réalisées dans des conditions aussi productives.

La conclusion qui se dégage des observations qui précèdent, est qu'il y a lieu de procéder pour les voies navigables et les ports, pour les voies de raccordement, de la même façon que pour les chemins de fer d'intérêt général et d'intérêt local. On doit se procurer le capital, par un procédé financier analogue à celui en usage dans les grandes entreprises étrangères similaires, et dans nos compagnies de chemins de fer. Il faut exécuter les travaux très rapidement, afin d'en faire bénéficier le public dans le plus bref délai, et, pour cela, assurer le service des intérêts et l'amortissement des sommes dépensées, soit à l'aide de péages, soit à l'aide d'annuités de remboursement ou de garanties d'intérêt prélevées en partie sur les crédits annuels consacrés à ces travaux. Avec l'augmentation de tonnage qui suivrait nécessairement l'achèvement rapide des travaux, les charges de l'Etat et des pouvoirs locaux iraient certainement en diminuant chaque année, sans parler des revenus indirects que le Trésor et les budgets locaux retireraient d'une opération ainsi réalisée rapidement, et du développement de la prospérité générale qui s'ensuivrait. On ne saurait oublier que, d'après les déclarations de l'administration des travaux publics, l'Etat a retiré en 1906 des chemins de fer un produit net, direct, de 275,544,523 fr., et en 1912 de 322,785,121 fr., sans parler des profits indirects, procurés à la nation, qui sont aujourd'hui bien plus élevés.

Votre commission de l'outillage national a pensé qu'elle ne pouvait, elle-même, vous proposer sur ces graves problèmes des solutions qui lui paraissent cependant si justifiées. Elle a estimé qu'en pareille matière une collaboration avec le Gouvernement s'imposait, et elle a demandé aux divers ministres qui se sont succédé au département des travaux publics, en ces dernières années, de lui exposer leurs vues, et de rechercher avec elle les moyens de mettre un terme à une inaction qui ne pourrait durer, sans affaiblir notre pays et causer le plus grand préjudice à l'agriculture, à l'industrie et au commerce.

Elle a successivement entendu MM. Barthou, Millerand, Puech et Jean Dupuy.

M. Barthou a consulté le conseil général des ponts et chaussées. M. Puech a manifesté le désir de consulter une commission composée de hauts fonctionnaires du ministère des finances et du ministère des travaux publics.

Enfin, M. Jean Dupuy a constitué une grande commission composée de parlementaires et de personnalités importantes, d'une haute compétence en matière de finances et de travaux publics.

Tous ces ministres se sont montrés favorables à l'exécution des grands travaux, par des procédés autres que ceux actuellement employés. Ils ont reconnu la nécessité de faire porter la charge des dépenses sur plusieurs générations. Leurs déclarations, toutes concordantes, présentent un très grand intérêt; nous les donnons telles qu'elles ont été recueillies, après nous être assurés auprès de leurs auteurs qu'elles reproduisent exactement leur pensée.

Voici ces déclarations :

Séance du 18 mars 1908.

AUDITION DE M. BARTHOU, MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

M. le ministre. — Je déclare tout de suite que je suis d'accord sur les principes avec la commission. Il y a un ensemble de problèmes économiques à envisager avec l'intention loyale de les résoudre.

Vous avez parlé successivement, monsieur le président, du plan technique et des moyens financiers.

Parmi les travaux à exécuter, vous avez distingué entre les ports et les canaux. Je vous remercie d'avoir proclamé l'activité avec laquelle nous occupons des ports, et, à cette occasion, je suis heureux de rendre hommage à la collaboration de M. Charguéraud, directeur de la navigation. J'ai visité avec lui les ports du Havre, de Rouen, de Marseille. Des projets ont pu être déposés rapidement; nous les avons liés, pensant que c'était le meilleur moyen d'aboutir devant le Parlement. Je crois que la Chambre, favorablement disposée, voudra les discuter à très bref délai, et j'espère que je ne rencontrerai pas devant le Sénat les difficultés qui se sont élevées en 1894 pour le port du Havre; si le projet alors en discussion avait été voté, les travaux que nous proposons aujourd'hui seraient exécutés, tandis que tout est à reprendre.

Je ne me suis pas seulement préoccupé des ports du Havre et de Marseille; j'ai saisi M. le ministre des finances d'un projet visant beaucoup d'autres ports et qui entraînera une dépense de 500 millions avec le concours des intéressés.

Mais quand on établit un programme, chacun en veut sa part, et les satisfactions données aux intérêts locaux nuisent souvent à l'intérêt général. C'est pour cela que je n'ai pas déposé devant le Parlement ce vaste programme, mais je l'ai soumis au ministre des finances et je recherche avec lui les moyens d'en assurer l'exécution.

En ce qui concerne les canaux, j'ai peu de choses à ajouter à ce qu'a dit M. le président. Pour le canal du Berri, nous n'avons pas obtenu des intéressés le concours de 50 p. 100; il me paraît, d'ailleurs, qu'il ne s'agit pas là d'un travail à mettre au premier plan.

Vous avez dit que le canal du Nord-Est était moins réclamé que d'autres par les populations. Les renseignements que j'ai recueillis me permettent d'affirmer qu'il est très demandé; il y a, dans cette région, un développement colossal de l'industrie. Chaque jour, nous sommes saisis de demandes de concession; dans quelques années, nous verrons de grandes villes là où il n'y a actuellement que des villages. Le canal du Nord-Est doit donc retenir notre attention.

Je me suis expliqué sur le canal latéral au Rhône devant le Sénat. Des études qui ont été poursuivies par mon administration, il résulte que la dépense sera d'environ 500 millions. J'ai communiqué le dossier à la chambre de commerce de Lyon; le président de cette chambre, M. Isaac, va provoquer une réunion de toutes les chambres de commerce intéressées; il y aura des divergences de vue; mais cette consultation est un élément indispensable de l'instruction; elle nous permettra de savoir quelle suite il faut donner au projet. Je ne perds pas la question de vue et je serai heureux de pouvoir l'apporter rapidement devant les Chambres.

J'arrive à la voie navigable dans la vallée de la Loire. C'est là une question très délicate. Des essais ont été ordonnés par le Parlement, je n'avais pas le droit de les arrêter. Pour en connaître le résultat, il faudra un temps assez long. Mais j'estime que ces essais ne doivent pas entraîner un ajournement indéfini. L'heure est venue de savoir ce qu'on veut faire et ce qu'on ne veut pas faire. Les essais poursuivis ne règleront qu'une partie du problème. La question de l'utilisation de la Loire reste ouverte. Fera-t-on un canal latéral à la Loire servant de grand central, ou adoptera-t-on un système mixte? Le canal latéral à la Loire est-il bien celui qui doit nous relier à l'Europe centrale? Sera-ce au contraire la Seine qui donnera la solution du problème?

Je vous demande la permission de ne pas me prononcer aujourd'hui, mais je vous donne l'assurance que mon administration se préoccupe beaucoup de la question et j'ai demandé à M. Charguéraud de me mettre à même de prendre une décision. Je l'ai prié de saisir le conseil général des ponts et chaussées : il faut rechercher quel sera le trafic et s'il sera suffisant pour rémunérer les capitaux engagés. Je déclare bien haut que c'est là une question sur laquelle mon administration doit prendre parti et lorsque, d'accord avec mon collègue du commerce, j'aurai pu adopter une solution, je viendrai m'expliquer devant vous sur la proposition de M. Audiffred.

Reste la question des voies et moyens. Les intéressés disent que la contribution de 50 p. 100 ne doit pas être un dogme; c'est entendu. Mais, d'autre part, les finances publiques exigent des ménagements et ceux qui disent qu'un travail est intéressant doivent contribuer à la dépense.

Il est incontestable que des travaux peuvent présenter une utilité générale incontestable sans que les intéressés puissent fournir une contribution de 50 p. 100. C'est une question d'espèce. Les sommes mises à la disposition du ministre des travaux publics sont assez minimes; j'ai le devoir de les défendre. Dans le projet de budget de 1908, j'ai voulu tenir compte des sollicitations légitimes dont j'étais l'objet pour les postes et les canaux. M. le ministre des finances m'a demandé des réductions; il y en a que je ne peux pas consentir. Mes dépenses sont justifiées et productives; c'est perdre de l'argent que de ne pas les faire.

La question se pose de savoir s'il n'y a pas lieu d'appliquer aux voies navigables le procédé qui a été adopté pour les chemins de fer. Cette question regarde à la fois le ministre des travaux publics et le ministre des finances. S'il est vrai que je suis le moteur, il me faut de l'essence et le ministre des finances se montre très économe. Je lui ai soumis la proposition de M. Audiffred; il l'a fait examiner par ses services. Mais dès le premier moment, il a fait les plus expresses réserves. Je me réclamerai de l'autorité de votre président et de celle de la commission tout entière pour essayer de vaincre les résistances de mon collègue.

Séance du 16 mars 1910.

AUDITION DE M. MILLERAND, MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

M. le ministre. — Aux questions précises qui me sont posées, je m'efforcerai de répondre d'une façon précise.

Je parlerai tout d'abord des procédés financiers auxquels on peut recourir pour l'exécution des grands travaux. S'il ne s'agissait que d'améliorer les voies actuelles ou d'entreprendre certains travaux qui, tout en dépassant un peu le caractère de travaux d'entretien, ne sont pas à proprement parler des travaux neufs (canal du Berri), j'estime que le procédé préconisé dans la loi Baudin sera t suffisant et qu'on pourrait se borner à se servir des crédits annuels du budget et de la contribution des intéressés. Mais si, comme on y sera conduit fatalement, on envisage la nécessité de grands travaux, il faudra trouver d'autres procédés.

Je n'ai pas besoin de dire à la commission que je suis tenu à beaucoup de prudence en cette matière. L'établissement ou même l'esquisse d'un programme de travaux publics, même restreint aux voies navigables, est d'ordre gouvernemental, et ce n'est pas à la fin d'une législature qu'on peut l'envisager.

Mais je puis dire que le moment est proche où le Gouvernement devra envisager l'établissement d'un programme de voies navigables analogue à celui qui a été établi par vous, monsieur de Freycinet, pour les voies ferrées, et les moyens de le réaliser. A ce dernier point de vue, je ne puis donner que mon sentiment tout à fait personnel, mais je suis convaincu qu'on ne pourra exécuter des travaux tels que le canal latéral au Rhône qu'au moyen de l'emprunt, les intérêts et l'amortissement figurant seuls au budget.

Sans entrer davantage dans l'examen de cette grosse question qui me paraît la question de demain, je crois que la commission pourrait dès maintenant voter des dispositions très utiles contenues dans la proposition de M. Audiffred, ou dans le projet Baudin, dont vous êtes encore saisis. Il s'agit d'une meilleure utilisation des voies existantes et de leur liaison avec les voies

errées. Que la voie navigable soit lente, cela est naturel, mais ce qui n'est pas forcé, c'est que le transport par voie navigable soit irrégulier. Le rendement serait sûrement augmenté si on donnait au commerce et à l'industrie l'assurance que les transports se feront dans des délais connus déterminés. Or, rien de pareil n'existe actuellement. Cela tient surtout à ce que la traction n'est pas organisée sur la plupart des voies navigables; il n'y a aucune règle applicable aux transporteurs, et par suite pas de sécurité pour les expéditeurs.

Pour remédier à ce vice, il faut qu'il y ait au canal un cerveau, une tête ; de même que dans un port, la chambre de commerce, le conseil d'administration du port règlent le fonctionnement de l'organisme, de même il faut que dans un grand réseau de voies navigables, il existe un établissement public ayant pouvoir et responsabilité pour gérer ce réseau. J'attache un intérêt de premier ordre à ce que la commission veuille bien reprendre l'examen des articles du projet de M. Baudin relatifs à cette question.

L'organisation de ce service implique la faculté d'établir des péages, dans des conditions limitées. Mais c'est là une clause tout à fait admissible et les intéressés acquitteront sans regret ces taxes s'ils ont comme contre-partie les avantages de sécurité et de régularité qui leur manquent aujourd'hui.

Quant à la partie du projet de M. Audiffred relative aux travaux à exécuter, je demande à m'en tenir pour le moment à l'avis du conseil général des ponts et chaussées. J'ai déjà donné la preuve de mes bonnes intentions en faisant commencer l'étude des travaux du canal du Berri.

. . . . . .

Pour fixer le programme, il sera nécessaire de faire un travail à la fois d'ensemble et régional, qui permette de se rendre compte de la dépense et des difficultés techniques — c'est l'affaire des ingénieurs — et de l'utilité du travail; sur ce dernier point, on devra consulter les représentants du commerce et de l'industrie. Mais le Gouvernement qui entreprendra cette œuvre devra se placer en face de la nécessité de faire appel à des moyens financiers autres que les crédits budgétaires.

M. de Freycinet, président de la commission. — Pour résumer cette discussion, je demande à M. le ministre s'il est disposé à examiner la grosse question des voies et moyens pour compléter notre outillage, à reprendre, en les rajeunissant, les idées de M. Baudin, pour les rapprocher de la proposition de M. Audiffred, de façon à créer les ressources nécessaires et à organiser les établissements publics d'exploitation.

M. le ministre. — En ce qui touche les moyens financiers applicables à un programme de travaux neufs, je ne pourrai soumettre la question au Gouvernement que pour la législature prochaine; sous cette réserve, je déclare que c'est le devoir du ministre des travaux publics de faire l'étude qui est demandée.

Séance du 21 décembre 1910.

AUDITION DE M. PUECH, MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

. . . . . .

M. le ministre. — Lors de la récente discussion du budget des travaux publics à la Chambre, tout le monde a reconnu que malgré l'augmentation des crédits destinés aux grands travaux, ces crédits sont encore très insuffisants, attendu que l'exécution de nouveaux ouvrages s'impose de la manière la plus impérieuse. Il semble donc que la Chambre serait disposée soit à relever les crédits inscrits au budget, soit à admettre le recours à un nouveau système financier pour la réalisation des travaux nécessaires.

D'autre part, nous savons qu'au Sénat on est convaincu de la nécessité de faire de larges sacrifices pour notre navigation intérieure qui est dans une situation de réelle infériorité par rapport à celle de l'étranger.

J'ai saisi le conseil des ministres de la question. Tous ses membres, y compris le ministre des finances, se sont montrés disposés à entrer dans une voie nouvelle, ce qui est indispensable pour assuser l'exécution de grands travaux. Dans ces conditions, j'estime qu'il y aurait lieu de constituer une commission interministérielle et purement technique, chargée d'étudier, et les travaux à entreprendre pour l'amélioration et l'extension de nos ports maritimes et de notre réseau de navigation intérieure, et les combinaisons financières les plus propres à assurer l'exécution rapide de ces travaux; cette commission comprendrait des représentants des ministères des travaux publics, du commerce, de l'agriculture, et des finances.

Actuellement, outre les travaux d'amélioration et de rectification qui se font un peu partout, nous n'avons, comme travaux neufs en cours d'exécution, que le canal du Nord, celui de Marseille au Rhône et une section du canal de Montbéliard à la Saône. C'est peu, mais nous ne disposons au budget que d'un crédit de 11 millions.

. . . . . .

Le conseil des ministres m'a paru disposé à encourager le mouvement qui s'est produit au Parlement et dans le pays en faveur des voies navigables. Il m'a semblé que mon collègue des finances ne s'opposerait pas à une augmentation sérieuse des crédits. L'impression que j'ai recueillie est donc très favorable à l'exécution de grands travaux.

Quant à la question des moyens financiers, elle n'a pas encore été examinée. Mais il appartiendra à la commission interministérielle que je vais constituer de formuler des propositions et, dans très peu de temps je serai en mesure d'apporter au Parlement une solution ferme au nom du Gouvernement,

Nous sommes résolus à faire quelque chose, nous estimons qu'on ne peut réaliser des réformes sociales qu'à condition de développer l'activité économique du pays en augmentant son outillage.

. . . . . .

Nous avons le sentiment que la France est dans des conditions d'infériorité au point de vue de son outillage économique vis-à-vis des autres nations et que, par suite, elle est insuffisamment armée pour lutter contre la concurrence étrangère. Mon collègue des finances m'a semblé partager ces vues; j'en conclus qu'il se prononcera pour des solutions très larges en ce qui concerne spécialement notre navigation intérieure.

Séance du 23 mai 1912.

AUDITION DE M. JEAN DUPUY, MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

. . . . . .

M. le ministre. — J'ai fait une étude d'ensemble de la question si importante de l'exécution des grands travaux publics. Mes prédécesseurs vous ont déjà apporté des adhésions de principe.

M. Puech, en décembre 1910, a déclaré qu'il allait mettre à l'étude la proposition de M. Audiffred; M. Charles Dumont, en avril 1911, vous a remis une note précisant les conditions dans lesquelles l'examen de la question pourrait être utilement poursuivi.

Voici, à mon avis, comment la question se pose : il y a, au budget général, un crédit de 17 millions représentant la part annelle de l'Etat dans les travaux des ports et une somme à peu près égale pour l'entretien des rivières, l'amélioration et l'établissement des canaux,

Les travaux des ports en cours d'exécution et ceux qui sont déclarés d'utilité publique ou sur le point de l'être comportent une dépense totale de 574 millions. Des fonds de concours sont prévus, représentant au minimum 5 p. 100 de la dépense et les travaux ont été aménagés pour être exécutés dans un délai de quinze ans. Pour les voies de navigation intérieure, la dépense prévue pour les travaux en cours d'exécution, déclarés d'utilité publique ou urgents s'élève à 441 millions. Avec les crédits annuels relevés à 22,500,000 fr. et la prrticipation des intéressés, l'exécution est possible en quinze ans. Mais, cela fait, le problème ne sera pas complètement résolu; il reste à exécuter tout un ensemble de grands travaux et notamment à creuser de nouveaux canaux comportant de grandes dépenses auxquelles il est impossible de faire face avec les crédits budgétaires; il faut donc ou renoncer à entreprendre ces travaux ou rechercher un nouveau système financier. La note remise par M. Charles Dumont indique un ensemble de travaux pour lesquels la dépense s'élèverait à 1,666 millions, et dans l'énumération ne sont pas compris tous les travaux réclamés par M. Audiffred dans sa proposition de loi. On peut, sans exagération, prévoir une dépense de 2 milliards.

MM. Puech et Dumout ont donné, comme ministres des travaux publics, une adhésion de principe à l'établissement d'un grand programme. J'ai soumis la question au conseil des ministres qui a reconnu l'utilité, je dirai la nécessité, de créer de nouvelles voies de communication, mais aussi qu'on ne pouvait les exécuter avec le système financier actuel; il faut donc en chercher un autre. J'ai demandé au ministre des finances de s'entendre avec les autres ministres intéressés (travaux publics et commerce) pour procéder à une étude d'ensemble non pas pour établir un programme, mais pour recueillir les renseignements, informations, éléments d'appréciation, documents; cela peut être fait assez vite. Je constituerai ensuite une grande commisssion qui fera une étude complète et apportera ses conclusions; elle sera composée d'un certain nombre de membres du Parlement, de représentants des régions intéressés, des grands ports et de personnalités particulièrement compétentes; elle devra examiner la question importante qui lui sera sera soumise au triple point de vue économique, financier et technique. Je ne crois pas qu'on puisse établir dès maintenant un programme *ne varietur* : il serait à craindre qu'on se heurte aux difficultés parlementaires et que des adjonctions soient demandées dont l'utilité ne serait pas suffisamment reconnue.

Il ne me paraît pas non plus possible d'arrêter dès maintenant un système financier. M. Audiffred en a indiqué un : c'est la garantie d'intérêt. Il peut y en avoir d'autres; nous ne devons pas nous lier les mains.

C'est seulement quand on aura étudié toutes les demandes de voies nouvelles et d'améliorations qu'il conviendra d'envisager les méthodes financières qui pourront varier suivant l'importance des travaux et les concours à obtenir. Certains travaux auront un caractère tout à fait général et l'Etat devra assumer une plus grande part de la dépense; d'autres, au contraire, d'un caractère régional, nécessiteront un appel plus large à des fonds de concours.

Lorsqu'on aura établi le bilan des grands travaux à faire, on aura à examiner chacune de ces entreprises isolément et à rechercher les moyens de les exécuter dans les meilleures conditions possibles.

Nous avons déjà reçu, notamment pour le canal du Nord-Est et l'approfondissement de la Seine, des propositions dont les auteurs offrent toutes garanties au point de vue professionnel et financier.

J'apporte donc à la commission l'adhésion de principe du Gouvernement à l'exécution d'un ensemble de grands travaux publics, et je résume mes observations en disant que je vais faire entreprendre une étude rapide par les représentants qualifiés des ministères intéressés, et que les renseignements recueillis par eux seront communiqués à une commission que je vais constituer et qui sera chargée d'un travail à la fois d'ordre économique et financier; c'est seulement lorsque ce travail aura été fait qu'il y aura lieu de saisir le Parlement des projets qui pourront s'en dégager.

. . . . . .

La proposition de M. Audiffred ne peut pas être votée dans les conditions actuelles; il peut y avoir d'autres systèmes financiers que celui qu'elle préconise. La seule procédure pratique à suivre me paraît être celle que je viens d'indiquer. L'administration des finances a tout d'abord fait des réserves ; je lui ai fait observer que si le budget devait faire face aux travaux d'entretien, d'amélioration, d'extension, il était naturel et rationnel que pour les voies nouvelles on fasse supporter une partie des charges aux générations futures.

On a souvent dit que les crédits de travaux avaient été éparpillés et que nos ports étaient dans un état d'infériorité vis-à-vis de ceux des pays étrangers. Nous avons dépensé dans nos ports plus que l'Allemagne. Si on répartit cette dépense sur la capacité des différents ports, la dépense par tonneau de jauge est à peine supérieure à celle de l'Allemagne, alors que la main-d'œuvre est beaucoup plus chère en France ; pour les Allemands et les Belges, on arrive à 0,58 par tonneau de jauge et chez nous à 0,63 ; notre argent a donc été bien dépensé.

Si on étudie le mouvement des ports, on voit

que dans ces quatre dernières années l'accroissement a été plus important chez nous qu'en Belgique et en Allemagne.

Nous ne pouvons pas faire les grands travaux qui restent à exécuter par le système suivi jusqu'ici. La commission que je vais nommer recevra tous les éléments d'information, entendra les intéressés et nous apportera des conclusions.

. . . . . .

Il faut se préoccuper de réformer notre outillage et aviser aux moyens financiers de développer notre réseau de voies navigables.

Conformément à ses déclarations, M. Jean Dupuy a constitué la commission extraparlementaire dont il avait annoncé qu'il voulait prendre l'avis, avant de formuler des conclusions.

Il a demandé à M. de Freycinet de vouloir bien la présider. Cette commission a été instituée par un décret rendu le 12 septembre 1912 par M. Fallières, Président de la République, sur le rapport de M. Jean Dupuy. Elle a été composée de la manière suivante :

Sénat.

MM. de Freycinet, président de la commission des voies navigables et des ports, ancien ministre des travaux publics, auteur du projet sanctionné par les lois des 28 juillet et 5 août 1879 sur l'amélioration de l'outillage national.

Pierre Baudin, ancien ministre des travaux publics, auteur du projet sanctionné par la loi du 22 décembre 1903 sur l'amélioration de l'outillage national.

Bienvenu Martin, président de la commission des finances.

Aimond, rapporteur du budget des travaux publics.

Astier, rapporteur du budget des conventions et des chemins de fer de l'Etat.

Audiffred, auteur d'une proposition de loi sur l'achèvement des ports et des voies navigables.

Chambre des députés.

MM. Cochery, président de la commission du budget.

Chéron, rapporteur général de la commission du budget.

Rabier, président de la commission des travaux publics.

Monestier, ancien rapporteur, au Sénat, de de la loi de 1903 sur l'outillage national.

Péchadre, rapporteur du budget des travaux publics.

Albert Thomas, rapporteur du budget des conventions.

Perrissoud, rapporteur du budget des chemins de fer de l'Etat.

Sibille, vice-président de la commission des travaux publics et ancien rapporteur du budget des travaux publics et des conventions.

Lebouc, auteur d'une proposition de loi relative à la concession des entreprises de transport.

Conseil d'Etat.

MM. Alfred Picard, membre de l'Institut, vice-président du conseil d'Etat.

Blanc, conseiller d'Etat.

Imbart de la Tour, maître des requêtes.

Ministère des finances.

MM. Privat-Deschanel, conseiller d'Etat, directeur général de la comptabilité publique.

Luquet, conseiller d'Etat, directeur du mouvement général des fonds, membre de la commission interministérielle.

Célier, sous-directeur, membre de la commission interministérielle.

Ministère de la guerre.

M. Emmanuel Rousseau, conseiller d'Etat, secrétaire général du ministère de la guerre, membre de la commission interministérielle.

Ministère du commerce et de l'industrie.

MM. Chapsal, conseiller d'Etat, directeur des affaires commerciales et industrielles, membre de la commission interministérielle.

Tirman, maître des requêtes au conseil d'Etat, directeur du personnel de la marine marchande et des transports, membre de la commission interministérielle.

Ministère des travaux publics.

MM. Charguéraud, conseiller d'Etat, directeur des routes et de la navigation, président de la commission interministérielle.

Fontaneilles, conseiller d'Etat, directeur des chemins de fer.

Mahieu, directeur du personnel et de la comptabilité.

Weiss, directeur des mines, des distributions d'énergie électrique et de l'aéronautique.

Trahay de Franchimont, inspecteur général des ponts et chaussées, membre de la commission interministérielle.

Dusuzeau, inspecteur général des ponts et chaussées, membre de la commission interministérielle.

Louis Marlio, maître des requêtes au conseil d'Etat, chef de cabinet du ministre des travaux publics, membre de la commission interministérielle.

Jouanny, secrétaire général de l'association française pour le développement de la navigation intérieure.

Marius Richard, secrétaire général de l'association française pour le développement de l'outillage national.

Loir, secrétaire général de la ligue maritime française.

Hersent, secrétaire général de l'association française pour le développement des travaux publics.

M. de Freycinet est nommé président de la commission.

MM. Pierre Baudin, Alfred Picard et Rabier sont nommés vice-présidents.

Il est institué auprès de la commission un secrétariat composé de :

MM. Silvain Dreyfus, ingénieur en chef des ponts et chaussées, membre de la commission interministérielle.

Perrier et Caillaux, auditeurs de 1re classe au conseil d'Etat.

Le Trocquer, ingénieur des ponts et chaussées.

Hecker, ingénieur des ponts et chaussées, membre de la commission interministérielle.

Perpignant, sous-chef de bureau au ministère des travaux publics, membre de la commission interministérielle.

Cette commission a tenu plusieurs séances, et elle a finalement arrêté des résolutions, qui ont été résumées et précisées par son président, M. de Freycinet, dans une lettre adressée le 11 avril 1913 à M. le ministre des travaux publics.

Nous la publions en insistant sur les résolutions adoptées. Nous n'ajouterons aucune observation, car nos commentaires ne pourraient qu'en affaiblir la portée. Voici cette lettre :

COMMISSION EXTRAPARLEMENTAIRE DES GRANDS TRAVAUX DE NAVIGATION

Paris, le 11 avril 1913.

« Monsieur le ministre.

« La commission extraparlementaire, instituée auprès de votre département par le décret du 12 décembre 1912, a été chargée de rechercher les combinaisons financières « propres à assurer la rapide exécution des grands travaux de navigation intérieure ou maritime dont l'utilité aura été reconnue ».

« Il a été admis, d'ailleurs, qu'il ne fallait pas compter sur un accroisssment sensible des crédits accordés annuellement pour cet objet et que, d'autre part, l'Etat n'était pas disposé à recourir à des emprunts directs, ainsi qu'il l'avait fait pendant quelques années, pour la réalisation du programme de 1879.

« Après une étude approfondie de la question, la commission a constaté que les crédits portés au budget pour les travaux neufs des canaux, rivières et ports maritimes étaient engagés pour une quinzaine d'années par les entreprises déjà déclarées d'utilité publique, ou sur le point de l'être, et qu'il ne restait dès lors aucune marge pour des entreprises nouvelles.

« Les seuls moyens de créer des ressources ont paru être les suivants :

« 1° Une partie des subventions annuelles du budget, celle qui vise des opérations devant surtout profiter aux générations futures, serait transformée en annuités, réparties sur un assez long espace de temps, un demi-siècle par exemple, et destinées à rembourser les collectivités, chambres de commerce, départements, communes, etc., qui auraient consenti à avancer les fonds nécessaires à la prompte exécution des travaux qui les intéressent. Ces collectivités, assurées du remboursement par l'Etat, pourraient émettre des emprunts locaux à un taux peu différent de celui qu'aurait accepté l'Etat lui-même. De la sorte, une portion des crédits figurant actuellement au budget pour les travaux neufs de navigation, la moitié environ, peut-être davantage, serait rendue libre et pourrait servir à gager de nouvelles opérations ou à activer celles qui sont en cours;

« 2° Les grandes entreprises (telles que le canal du Nord-Est) pour lesquelles aucun crédit n'est actuellement prévu au budget et dont la dépense incombera plus ou moins à l'Etat, pourraient faire l'objet de concessions à des collectivités qui fourniraient elles-mêmes, à leurs risques et périls, une partie du capital et avanceraient le surplus à l'Etat. Celui-ci se libérerait soit par des annuités échelonnées, soit par une garantie d'intérêt. Le concessionnaire se rémunérerait de ses propres débours par des taxes ou péages et par les produits de l'exploitation.

« Avant que la commission pousse plus loin ses études et traite des questions d'espèce, il serait nécessaire qu'elle sût si le Gouvernement est disposé à entrer dans la voie que je viens d'indiquer. Les deux procédés auxquels j'ai fait allusion nécessitent le consentement des Chambres et, pour appliquer le premier, il faudra reviser les accords faits avec les collectivités qui ont fourni des fonds de concours.

« Je vous serais reconnaissant, monsieur le ministre, de me faire connaître les résolutions du Gouvernement à cet égard. Toute nouvelle réunion de la commission serait, à mon avis, actuellement sans objet.

« Agréez...,

« *Le président de la commission.*

« Signé : DE FREYCINET. »

Votre commission de l'outillage national aurait pu, comme nous l'avons déjà dit, à la suite de toutes ces études préparatoires, vous présenter des résolutions fermes :

1° Sur le programme des travaux à entreprendre ;

2° Sur les divers procédés financiers à employer pour les exécuter.

Mais elle a pensé que c'était au Gouvernement, qui est maintenant aussi bien éclairé qu'elle, sur ces graves problèmes, de prendre l'initiative du programme à soumettre au Parlement et des moyens financiers de réalisation.

Et, en espérant et en souhaitant que le Gouvernement comprenne l'importance du rôle qui lui incombe, elle demande au Sénat, tout en se réservant de présenter ultérieurement des conclusions sur la proposition de loi dont elle est saisie, de voter la résolution suivante :

« Le Sénat invite le Gouvernement à proposer aux Chambres, dans le plus bref délai possible, les combinaisons financières propres à hâter l'exécution des travaux en cours dans les ports maritimes et sur les voies navigables et permettant d'entreprendre les nouveaux travaux dont l'utilité a été reconnue. »

ANNEXE N° 391

(Session ord. — Séance du 10 juillet 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, autorisant les ministres de la guerre et de la marine à engager des dépenses non renouvelables en vue de pourvoir aux besoins de la défense nationale et déterminant les règles financières applicables auxdites dépenses, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Messimy, ministre de la guerre, par M. Gauthier, ministre de la marine, et par M. J. Noulens, ministre des finances (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

EXPOSE DES MOTIFS

Messieurs, dans sa séance du 31 mars dernier, le Sénat a voté avec d'importantes modifications un projet de loi, adopté le 26 mars précédent, par la Chambre des députés de la dernière législature et relatif aux dépenses non renouvelables de la guerre et de la marine.

Dans sa séance de ce jour, la Chambre a statué sur ce projet en reprenant, sur la proposition de sa commission du budget, le texte qui vous avait été soumis. Elle a toutefois, en ce qui concerne les dépenses de la guerre, modifié l'article 3 pour affecter au compte spécial les ressources prévues par la loi du 20 juin 1914 relative à l'emprunt.

D'autre part, sans toutefois rien changer au total de l'état B, elle a réparti différemment certains crédits en vue d'activer la construction de hangars et de magasins et d'autoriser la substitution aux draps actuels d'un drap de couleur neutre.

Nous avons, en conséquence, l'honneur de vous soumettre les dispositions ci-après :

PROJET DE LOI

TITRE Ier

Dépenses de la guerre.

Art. 1er. — Le ministre de la guerre est autorisé à engager, jusqu'à concurrence d'une somme de 389,053,044 fr., en sus des crédits normalement inscrits au budget de son département et en augmentation des dépenses déjà autorisées par la loi du 29 mai 1913, des dépenses ayant pour objet les constructions, acquisitions et fabrications rendues nécessaires pour l'application de la loi du 7 août 1913 et des lois portant organisation des cadres des diverses armes et services.

Ces dépenses, réalisables dans un délai maximum de quatre années, sont ainsi réparties:

Service de l'artillerie.....	19.280.000
Service du génie.....	264.400.000
Service de l'intendance.....	48.587.044
Service de santé.....	25.750.000
Harnachement de la cavalerie...	1.546.000
Service des remontes.....	24.410.000
Troupes coloniales.....	5.080.000

Art. 2. — Le ministre de la guerre est autorisé à engager jusqu'à concurrence d'une somme totale de 754,500,000 fr., en sus des crédits normalement inscrits à la troisième section du budget de son département, des dépenses ayant exclusivement pour objet des acquisitions, des fabrications et des constructions à réaliser dans un délai maximum de sept années et destinées à satisfaire aux besoins de la défense nationale.

Ces dépenses sont ainsi réparties :

Service des chemins de fer.....	28.200.000
Service de l'artillerie.....	404.300.000
Service du génie.....	231.300.000
Service de l'aéronautique.....	21.400.000
Service de l'intendance.....	48.000.000
Service de santé.....	6.840.000
Service géographique.....	460.000
Service des poudres et salpêtres	14.000.000

(1) Voir les nos 191-213, Sénat, année 1914, et 3396-3491-3588-3625 et in-8° n° 786 — 10e législ. — 191-242 et in-8° n° 26 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

Art. 3. — Le ministre des finances est autorisé à ouvrir, parmi les services spéciaux du Trésor, un compte intitulé : « Dépenses non renouvelables intéressant la défense nationale ».

Seront portés au crédit de ce compte les ressources qui lui ont été réservées par l'article 4 de la loi du 20 juin 1914 et les prélèvements qui seront effectués sur le produit d'emprunts ultérieurs en vue de la même destination.

Seront portés au débit du même compte, et à deux sections distinctes, les prélèvements qui seront effectués au titre de chacun des exercices 1913 et suivants en vue de pourvoir :

1° Aux dépenses non renouvelables, rendues nécessaires par l'application de la loi du 7 août 1913 portant prolongation de la durée du service dans l'armée active, et par l'application de diverses lois des cadres;

2° Aux dépenses relatives à l'accélération des travaux intéressant la défense nationale.

La loi fixera, pour chaque exercice et par chapitre, le montant des crédits qui pourront être être ouverts par décret en addition aux crédits inscrits aux chapitres correspondants du budget. A la fin de l'exercice, les crédits qui n'auront pas été consommés pourront être reportés par la loi à l'exercice suivant, avec la même affectation, ou seront annulés par la loi de règlement, sauf réouverture à des chapitres spéciaux de dépenses des exercices clos, conformément aux dispositions de la loi du 23 mai 1834.

Il sera fait recette aux ressources exceptionnelles du budget des prélèvements qui seront opérés sur le compte institué au présent article et dont le montant sera strictement égal à la somme des payements imputés sur les crédits visés au paragraphe précédent.

Le ministre de la guerre justifiera, pour chaque chapitre, du montant de ces payements dans un rapport annuel adressé au Président de la République. Ce rapport sera publié au *Journal officiel* avant le 15 octobre qui suivra la clôture de l'exercice et joint au compte définitif du ministère de la guerre.

Art. 4. — Le montant des dépenses que le ministre de la guerre est autorisé à faire en addition aux crédits inscrits au budget, dans les conditions prévues à l'article 3 ci-dessus, est fixé, pour l'exercice 1913, à la somme totale de 300,746,000 fr., savoir :

1re section du compte spécial..	234,500,000 fr.
2e section du compte spécial..	66,246,000

Ces crédits sont répartis par chapitre conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Art. 5. — Le montant des dépenses que le ministre de la guerre est autorisé à faire en addition aux crédits inscrits au budget, dans les conditions prévues à l'article 3 de la présente loi, est fixé pour l'exercice 1914 à la somme totale de 487,851,044 fr., savoir :

1re section du compte spécial..	276,983,044 fr.
2e section du compte spécial..	210,868,000

Ces crédits sont répartis par chapitre, conformément à l'état B annexé à la presente loi.

TITRE II

Dépenses de la marine.

Art. 6. — L'état C annexé à la loi de programme naval du 30 mars 1912 est complété comme suit :

Brest. — Installation d'un bassin de construction au Salou et travaux connexes.

Etablissement d'un épi, de terre-pleins et de quais dans la rade-abri.

Toulon. — Extension des fonds de la petite rade.

Travaux complémentaires pour le stationnement, le ravitaillement et les réparations des navires.

Bizerte. — Approfondissement du canal et création d'un chenal et d'un mouillage dans le lac.

Cherbourg, Brest, Toulon, Bizerte. — Magasins pour mines et torpilles et ateliers de réglage de torpilles.

Art. 7. — En addition aux dispositions de l'article 9 de la loi du 30 mars 1912, trois éclaireurs d'escadrille pourront être mis en chantier en 1914.

Art. 8. — Le ministre de la marine est autorisé à engager des dépenses pour l'organisation de l'aéronautique maritime, jusqu'à concurrence de 30 millions de francs.

L'échelonnement de ces dépenses sera déterminé suivant l'importance des ressources qui y seront affectées annuellement par les lois de finances.

Art. 9. — Les dépenses à couvrir, tant par les crédits budgétaires que par les ressources prévues à l'article 3, et à réaliser dans un délai maximum de quatre années pour poursuivre l'exécution du programme naval autorisé par la loi du 30 mars 1912, ainsi que des compléments prévus aux articles précédents, s'élèvent à la somme de 1 milliard 175 millions de francs.

Art. 10. — Le tableau des annuités prévues à l'état B annexé à la loi du 30 mars 1912 est modifié comme suit :

1914.....	195 millions.
1915.....	210 —
1916.....	220 —
1917.....	230 —

Art. 11. — A dater du 1er janvier 1914, la partie des dépenses déterminées par les constructions et travaux prévus tant par les articles 6, 7 et 8 ci-dessus que par les articles 9 et 10 de la loi du 30 mars 1912, qui excéderait le montant des annuités inscrites au budget pour y faire face, sera imputée sur des crédits ouverts dans les conditions fixées par l'article 3 de la présente loi. Les prélèvements qu'il y aura lieu d'effectuer de ce chef au profit des exercices 1914 et suivants feront l'objet d'une troisième section au compte spécial institué par ledit article.

Le ministre de la marine adressera annuellement au Président de la République un rapport justifiant, pour chaque chapitre, du montant des dépenses effectuées en vertu des dispositions du paragraphe précédent. Ce rapport sera publié au *Journal officiel*, avant le 15 octobre qui suivra la clôture de l'exercice, et joint au compte définitif du ministère de la marine.

Art. 12. — Le montant des dépenses que le ministre de la marine est autorisé à faire en addition aux crédits inscrits au budget dans les conditions prévues à l'article 3 de la présente loi est fixé, pour l'exercice 1914, à la somme totale de 128,057,850 fr., répartis ainsi qu'il suit :

Chap. 45. — Constructions navales. — Constructions neuves par l'industrie.— Achats.....	64.612.850
Chap. 47. — Constructions navales. — Gros outillage. — Achats et installations nouvelles. —Transformations d'ateliers et de chantiers.	2.300.000
Chap. 49. — Artillerie navale. — Constructions neuves et stocks de ravitaillement. — Matières.....	33.030.000
Chap. 52. — Travaux extraordinaires des ports de guerre et des bases d'opération de la flotte.....	19.615.000
Chap. 54. — Aviation maritime..	8.500.000
Total égal.....	128.057.850

Art. 13. — L'article 43 de la loi de finances du 17 avril 1906 est complété ainsi qu'il suit :

« En outre, chaque année, les commissions des finances de la Chambre des députés et du Sénat désigneront chacune une sous-commission de cinq membres chargés de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale. Devront être fournis à ces sous-commissions tous les renseignements de nature à faciliter leur mission; de plus, un état des travaux en cours et de la situation des crédits leur sera communiqué le 1er octobre de chaque année ».

ETAT A. — *Tableau, par chapitre, des crédits qui pourront être ouverts au ministre de la guerre, en addition aux crédits inscrits au budget de 1913.*

CHAPITRES	SERVICES	CRÉDITS correspondant aux dépenses de la 1re section du compte spécial.	CRÉDITS correspondant aux dépenses de la 2e section du compte spécial.	MONTANT des crédits accordés par chapitre.
	MINISTÈRE DE LA GUERRE			
	1re SECTION. — TROUPES MÉTROPOLITAINES			
	3e partie. — Services généraux des ministères.			
	Intérieur.			
46	Remonte et recensement des chevaux	34.180.000	»	34.180.000
52	Chauffage et éclairage	400.000	»	400.000
54	Habillement et campement	14.620.000	»	14.620.000
55	Couchage et ameublement	16.725.000	»	16.725.000
59	Etablissements du service de santé (matériel)	3.500.000	»	3.500.000
	Total de la 1re section	69.425.000	»	69.425.000
	2e SECTION. — TROUPES COLONIALES			
	3e partie. — Services généraux des ministères.			
116	Remonte	420.000	»	420.000
118	Habillement, campement, couchage et harnachement	2.655.000	»	2.655.000
	Total de la 2e section	3.075.000	»	3.075.000
	3e SECTION. — CONSTRUCTIONS ET MATÉRIEL NEUFS. — APPROVISIONNEMENTS DE RÉSERVE			
	3e partie. — Services généraux des ministères.			
128	Chemins de fer	»	3.500.000	3.500.000
129	Equipages de campagne	»	21.750.000	21.750.000
130	Equipages de siège	»	4.950.000	4.950.000
131	Armement des places	»	13.182.000	13.182.000
134	Bâtiments et machines (artillerie)	»	500.000	500.000
135	Casernements (génie)	160.500.000	»	160.500.000
136	Fortifications	»	9.500.000	9.500.000
137	Matériel de guerre du génie	»	5.000.000	5.000.000
138	Champs de manœuvres et de tirs, stands et manèges	1.500.000	»	1.500.000
140	Etablissements et matériel de l'intendance militaire	»	3.260.000	3.260.000
141	Etablissements et matériel du service de santé	»	2.284.000	2.284.000
142 *bis.*	Etablissements des poudres et salpêtres	»	2.220.000	2.220.000
142 *ter.*	Service géographique	»	100.000	100.000
	Total de la 3e section	162.000.000	66.246.000	228.246.000
	RÉCAPITULATION			
	1re section. — Troupes métropolitaines	69.425.000	»	69.425.000
	2e section. — Troupes coloniales	3.075.000	»	3.075.000
	3e section. — Constructions et matériel neufs. — Approvisionnements de réserve.	162.000.000	66.246.000	228.246.000
	Total	234.500.000	66.246.000	300.746.000

ETAT B. — *Tableau, par chapitre, des crédits qui pourront être ouverts au ministre de la guerre, en addition aux crédits inscrits au budget de 1914.*

CHAPITRES	SERVICES	CRÉDITS correspondant aux dépenses de la 1re section du compte spécial.	CRÉDITS correspondant aux dépenses de la 2e section du compte spécial	MONTANT des crédits accordés par chapitre.
	MINISTÈRE DE LA GUERRE			
	1re SECTION. — TROUPES MÉTROPOLITAINES			
	3e partie. — Services généraux des ministères.			
	Intérieur.			
40	Etablissements de l'artillerie (Matériel)	836.000	»	836.000
48	Remonte et recensement des chevaux	21.300.000	»	21.300.000
54	Chauffage et éclairage	100.000	»	100.000
55	Habillement et campement	20.812.044	»	20.812.044
56	Harnachement	3.171.000	»	3.171.000
57	Couchage et ameublement	24.600.000	»	24.600.000
61	Etablissements du service de santé (Matériel)	2.650.000	»	2.650.000
	Algérie-Tunisie.			
93	Remonte et recensement des chevaux	2.450.000	»	2.450.000
100	Habillement et campement	545.000	»	545.000
101	Harnachement	915.000	»	915.000
	Total de la 1re section	77.379.044	»	77.379.044

CHAPITRES	SERVICES	CRÉDITS correspondant aux dépenses de la 1re section du compte spécial.	CRÉDITS correspondant aux dépenses de la 2e section du compte spécial.	MONTANT des crédits accordés par chapitre.
	2e SECTION. — TROUPES COLONIALES			
	3e partie. — Services généraux des ministères.			
126	Remonte	700.000	»	700.000
128	Habillement, campement, couchage et harnachement	3.780.000	»	3.780.000
	Total de la 2e section	4.480.000	»	4.480.000
	3e SECTION. — CONSTRUCTIONS ET MATÉRIEL NEUFS. — APPROVISIONNEMENTS DE RÉSERVE			
138	Chemins de fer	»	9.700.000	9.700.000
139	Equipages de campagne	7.604.000	46.828.000	54.432.000
140	Equipages de siège	»	4.630.000	4.630.000
141	Armement des places	»	32.000.000	32.000.000
142	Armement des côtes	»	1.115.000	1.115.000
143	Armes portatives	440.000	7.120.000	7.560.000
144	Bâtiments et machines (artillerie)	2.100.000	6.000.000	8.100.000
145	Casernements (génie)	158.200.000	2.000.000	160.200.000
146	Fortifications	»	22.000.000	22.000.000
147	Matériel de guerre du génie	1.400.000	13.500.000	14.900.000
148	Champs de manœuvres et de tir, manèges et camps d'instruction	8.500.000	31.700.000	40.200.000
149	Installation et matériel de l'aéronautique	»	8.000.000	8.000.000
150	Etablissements et matériel de l'intendance militaire	2.530.000	21.264.000	23.794.000
150 *bis*.	Substitution aux draps actuels d'un drap de couleur neutre	»	1.000	1.000
151	Etablissements et matériel du service de santé	14.350.000	1.850.000	16.200.000
152 *bis*.	Etablissements des poudres et salpêtres	»	3.000.000	3.000.000
152 *ter*.	Service géographique	»	160.000	160.000
	Total de la 3e section	195.124.000	210.868.000	405.992.000
	RÉCAPITULATION			
	1re section. — Troupes métropolitaines	77.379.044	»	77.379.044
	2e section. — Troupes coloniales	4.480.000	»	4.480.000
	3e section. — Constructions et matériel neufs. — Approvisionnements de réserve	195.124.000	210.868.000	405.992.000
	Total	276.983.044	210.868.000	487.851.044

ANNEXE N° 392

(Session ord. — Séance du 5 juillet 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, tendant à admettre au droit à pension les juges suppléants de carrière recrutés antérieurement au décret du 13 février 1908, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Bienvenu Martin, garde des sceaux, ministre de la justice, et par M. J. Noulens, ministre des finances (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs, dans sa séance du 10 juillet 1914, la Chambre des députés a adopté, avec modifications, un projet de loi, modifié par le Sénat, tendant à admettre au droit à pension les juges suppléants de carrière recrutés antérieurement au décret du 13 février 1908 (art. 69 disjoint du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1914).

Nous venons prier le Sénat de vouloir bien l'adopter à son tour.

PROJET DE LOI

Article unique. — Les services rendus près les tribunaux de première instance par les juges suppléants recrutés antérieurement au décret du 13 février 1908 sont admissibles pour la constitution du droit à pension et pour la liquidation de la pension lorsqu'ils prennent fin par la nomination à un poste de magistrat titulaire dans les cours et tribunaux. Ces services donnent lieu, pour leur durée intégrale, au versement de retenues rétroactives, qui sont calculées sur la base du traitement afférent au premier poste titulaire occupé et doivent être effectuées en autant de fois douze termes qu'il y a d'années entières de suppléance, la fraction d'année en excédent étant toujours négligée.

Toutefois, les juges suppléants qui auront été chargés de l'instruction, et dont l'émolument à ce titre a déjà été soumis à retenue comme conduisant à pension en vertu de la loi de 1853, n'effectueront pas de nouveaux versements pour les années durant lesquelles ils ont occupé ces fonctions.

Pourront bénéficier des dispositions de l'alinéa précédent les magistrats titulaires actuellement en exercice qui, après s'être pourvus à cet effet auprès du garde des sceaux, auront effectué le versement des retenues rétroactives dans le délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi.

Lors de leur admission à la retraite, les magistrats doivent produire à l'appui de leur demande, à fin de liquidation de leur pension, la justification qu'ils ont effectué le versement intégral desdites retenues rétroactives.

Pour être admis à se prévaloir des dispositions qui précèdent, les magistrats nommés avant la mise en vigueur du décret du 13 février 1908 devront justifier, par un certificat du ministre de la justice, qu'ils ont exercé les fonctions de juge suppléant à l'exclusion de toute autre profession. L'inscription à un barreau en qualité d'avocat stagiaire n'est pas considérée, pour l'application de la présente loi, comme constituant l'exercice d'une profession.

Le présent article n'est point applicable aux services rétribués rendus en qualité de juge suppléant au tribunal de la Seine en vertu de l'article 35 de la loi du 27 février 1912, ces services demeurant assimilés à ceux des magistrats titulaires pour l'application de la loi du 9 juin 1853.

(1) Voir les nos 244-272 *et annexe*; 346, Sénat, année 1914 et 3123-3187 et in-8° n° 819 (10e législ.) et 236-292 et in-8° n° 32. — 11e législ. — de la Chambre des députés).

ANNEXE N° 401

(Session ord. — Séance du 10 juillet 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission, chargée d'examiner la proposition de loi de MM. Henri Michel et Mascuraud, relative à l'apprentissage, par M. Henri Michel, sénateur (1).

La crise de l'apprentissage.

Messieurs, la question de l'apprentissage et celle de l'enseignement technique et professionnel, toujours posées, jamais résolues, n'ont pas quitté l'ordre du jour. Après le congrès de Roubaix, après le comité républicain du commerce, de l'industrie et de l'agriculture, l'assemblée générale du Grand-Orient de France s'est saisie de des importants problèmes, dont la solution intéresse au plus haut degré les industriels et les commerçants aussi bien que les ouvriers.

Nous nous préoccupons beaucoup de rester, militairement et navalement parlant, à la hauteur des nations qui nous entourent. Ce n'est que justice. Le salut de la patrie est et doit être la loi suprême. Vivre d'abord. Axiomes fondamentaux, contre lesquels nul n'oserait s'inscrire en faux. A l'effort de nos adversaires, ennemis éventuels, répond donc l'effort français. Sur terre, sur mer, dans les airs, la France veut être prête à toutes les éventualités. Son amour de la paix ne lui ferme point les yeux sur les possibilités de la guerre. Ce n'est pas de chez elle que partiront les premiers coups, mais, comme le disait, pour son pays, le chancelier allemand au Reichstag, si elle est forcée de tirer l'épée, elle veut vaincre.

Fort bien. Nous sera-t-il permis, cependant, d'observer que la guerre n'est, fort heureuse-

(1) Voir les nos 94-262, Sénat, année 1912.

ment, que ce que la philosophie appelle un « accident » dans la vie des peuples. L'importance des intérêts en jeu — il y va de l'existence même des nations — l'incertitude de la victoire, l'effroyable puissance des engins de destruction, la peur enfin, beaucoup plus que la sagesse humaine et les progrès de la civilisation, éloignent, semblent-t-il, de jour en jour davantage le terrible fléau.

La concurrence économique — qui est aussi une forme de guerre — est, au contraire, de tous les jours et de tous les instants. Elle met aux prises les nations du nouveau monde comme celles du vieux continent européen.

Dans cette lutte, prélude quelquefois de l'autre, la victoire reste et doit rester infailliblement aux peuples les mieux préparés et les mieux armés. A outillage perfectionné, ouvrier complet et achevé : l'un va mal sans l'autre. Eh bien, si l'on consulte les statistiques, on constate avec peine que la France ne progresse pas, au double point de vue commercial et industriel, aussi rapidement que d'autres nations qu'elle laissait autrefois bien loin derrière elle.

Nous ne citerons point de chiffres : la comparaison serait par trop cruelle pour notre amour-propre national. Qu'il nous suffise de répéter, après tant d'autres, que l'Allemagne, par exemple, nous fait, sur tous les points du globe, la concurrence la plus redoutable, hélas! et aussi la plus heureuse. Que dis-je ? Elle vient, jusque sur le marché français, essayer de supplanter — et plus d'une fois elle n'y réussit que trop — nos propres industriels et nos propres commerçants.

Sans doute, à cet état de choses, il y a des raisons multiples et diverses. Il n'entre pas dans nos vues de les énumérer toutes, encore moins de les analyser et de les discuter. Aussi bien prêtent-elles peut-être à la controverse. Il en est une, par contre, sur laquelle il apparaît que l'accord soit fait. Industriels et commerçants se plaignent également de la difficulté de trouver aujourd'hui des ouvriers dans toute l'acception du mot, c'est-à-dire des ouvriers complets, finis, consommés. Peut-être certains de ces patrons se sont-ils pas à l'abri de tout reproche et ne devraient-ils s'en prendre qu'à eux-mêmes : mais l'observation serait oiseuse. Passons.

Quelle est donc la cause de cette pénurie? L'ouvrier français, sous l'influence de je ne sais quelle méchante fée, aurait-il perdu, comme d'un coup de baguette magique, les brillantes et solides qualités qui portèrent autrefois si loin et si haut le renom de la France industrielle et commerçante? Qui oserait le prétendre? Non. Chacun se plaît à reconnaître que les qualités natives de la race, si l'on peut ainsi parler : finesse, goût, art, fini du travail, etc... ne saurait être incriminées. L'ouvrier d'aujourd'hui les possède au même degré que l'ouvrier d'autrefois. Malheureusement, il est devenu beaucoup plus rare. Et la raison de cette rareté, c'est qu'on ne fait, pour ainsi dire, plus d'apprentis. Or, qu'est-ce qu'un apprenti, sinon un ouvrier en herbe? Qu'est-ce qu'un « ouvrier » véritablement digne de ce nom, sinon un apprenti qui a appris à fond son métier?

De là la nécessité, chaque jour plus impérieuse et plus urgente, de porter remède à ce qu'on a si justement appelé la « crise de l'apprentissage », crise d'année en année plus aiguë et plus violente, et d'où vient, semble-t-il, tout le mal. Comment la combattre et l'enrayer? C'est pour répondre à cette question qu'ont été présentés nombre de propositions et de projets de loi. Mon ami M. Mascuraud et moi avons obéi à la même préoccupation en déposant la proposition de loi que nous rapportons aujourd'hui devant le Sénat, au nom de sa commission. Mais examinons d'abord la législation actuelle.

La législation actuelle.

L'apprentissage est encore régi par la loi de 1851 dont les prescriptions forment aujourd'hui le titre I du livre I du code du travail. Or, est-il besoin de faire observer les changements survenus, depuis, dans notre état social? L'idée maîtresse, dont s'inspire cette loi, est celle de la protection de l'enfant.

« Chaque atelier », dit M. Auguste Callet, dans son rapport inséré au *Moniteur universel* du 5 janvier 1851, au nom de la commission de l'assistance sur la proposition de loi sur l'apprentissage, « chaque atelier est une véritable école où l'enfant reçoit non seulement l'éducation professionnelle, mais en grande partie l'éducation morale qui doit influer sur le reste de sa vie. La maison du maître remplace pour lui celle du père de famille. Tout ce qui se dit là, tout ce qui s'y fait, lui sert de leçon et d'exemple. »

Tel est l'idée que le législateur se fait, à cette époque, du patron, sous la direction duquel l'enfant apprendra son métier. Le maître « tient lieu à l'apprenti de père ou de tuteur ». On comprend, dès lors, que la loi se préoccupe autant, sinon plus, de l'éducation matérielle et morale de l'enfant que de son instruction professionnelle.

Mais pourquoi cette conception? C'est que l'enfant, en entrant en apprentissage, quitte le toit paternel pour vivre, désormais, sous le toit du maître, jusqu'au jour où, suffisamment instruit dans son métier, il prendra en quelque sorte, son vol, et partira pour faire son tour de France. Quoi de plus naturel que le « patron » le considère chez lui comme un « fils » de plus assis à la table de la famille? Quoi de plus légitime que l' « apprenti » ait pour le « maître » la déférence et l'affection qu'ont les enfants bien nés pour leurs parents?

Rien de tel aujourd'hui. Sauf dans l'alimentation, l'enfant qui devient apprenti ne cesse pas, pour cela, d'habiter avec son père ou son tuteur. La règle d'autrefois est donc devenue l'exception, et la très rare exception. Ainsi, les conditions du problème se trouvent changées, par le changement même survenu dans la situation respective des patrons et des apprentis. Il s'ensuit logiquement que, si « l'éducation matérielle et morale » reste à la charge de la famille, le patron devra s'occuper surtout de « l'instruction professionnelle ».

Les conditions du travail dans l'industrie n'ont pas moins varié. Est-il besoin d'insister sur la véritable révolution opérée dans la production industrielle et ouvrière par l'extraordinaire et rapide développement du machinisme? Vanté par les uns, maudit par les autres, c'est un fait brutal qu'on ne peut que constater et devant lequel il faut s'incliner. Ce n'est pas tout. Le principe de la division du travail, né de cette expansion, et d'ailleurs excellent en soi, conduit à une « spécialisation » exagérée, qui ne contribue pas peu à diminuer le nombre des ouvriers habiles et complets.

A ces changements dans les rapports entre patron et apprenti, à cette révolution opérée par le machinisme dans l'industrie, il faut ajouter les modifications profondes — dont il serait hors de notre sujet de rechercher ici les causes multiples et diverses — qui se sont produites dans la vie sociale elle-même. Combien la vie n'est-elle pas plus chère qu'autrefois! De là ce « désir de gagner » si âpre de nos jours.

Nécessité, et dure nécessité, pour la famille ouvrière, qui a tant de peine à nourrir et à élever les enfants. On les place en apprentissage. Non seulement ils n'apportent rien à la maison, mais encore ils dépensent. Bah! le père et la mère sont courageux, et ils redoublent d'efforts. Mais voici la maladie qui s'installe au foyer. Alors on ne joint plus les deux bouts. Si seulement l'enfant, au lieu de « coûter », « gagnait » quelque chose, si peu que ce soit! Quel soulagement! Et l'idée vient aux parents de lui faire quitter le patron chez lequel il était en apprentissage, pour l'envoyer chez un autre patron où il recevra un « salaire ». — Et c'est fini : voilà un apprenti qui ne sera jamais un ouvrier.

Mais, objectera-t-on, ces mêmes causes n'existent pas seulement en France. Pourquoi n'ont-elles pas produit chez les autres nations les mêmes effets que chez nous? Pourquoi la Belgique, la Suisse, l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne, etc., ne souffrent-elles pas de cette « crise de l'apprentissage » qui sévit en France avec une intensité toujours croissante?

La réponse est toute simple : c'est que ces divers pays ont adapté leur législation sur l'appprentissage aux nécessités nouvelles résultant des transformations industrielles, économiques, sociales. En France, nous en sommes restés à la loi de 1851. Ainsi apparaissent, avec la dernière évidence, la nécessité et l'urgence de reviser la législation actuelle.

Les principes directeurs de la nouvelle législation.

Dans quel sens se fera cette revision? Quels devront être les principes directeurs de la législation nouvelle sur l'apprentissage? Quels sont les moyens propres à remédier à la crise dont tout le monde déplore les effets, à améliorer l'apprentissage, à lui rendre, pour dire toute notre pensée, la vie qu'il semble avoir, en quelque sorte, perdue?

Le conseil supérieur du travail, par l'organe de sa commission permanente, a posé la question aux associations intéressées et compétentes. A quelle porte pouvait-il frapper plus utilement? Conseils de prud'hommes, chambres consultatives des arts et manufactures, chambres de commerce, syndicats patronaux et mixtes, syndicats ouvriers, associations ouvrières de production, etc., consultés, ont donné leur avis, et leur avis motivé.

A la suite du dépouillement des réponses ainsi recueillies, et après examen approfondi du problème, il a paru à beaucoup de bons esprits que les mesures les plus propres à enrayer le mal, à corriger les vices de la législation actuelle et les abus qui en résultent, peuvent être rangées sous les quatre rubriques suivantes :

1° Liberté de faire des apprentis, mais, si le patron veut en faire, obligation d'un contrat écrit entre lui et les représentants de l'apprenti ;

2° Surveillance de l'apprentissage ;

3° Examen théorique et pratique, certificat d'apprentissage. Diplôme ;

4° Réduction et limitation du nombre des apprentis. Retrait du droit d'avoir des apprentis pour un temps ou définitivement.

Tels sont les principes essentiels sur lesquels nous fondions la proposition de loi que nous déposions, dès 1901, sur le bureau de la Chambre des députés. Elle était contresignée par cent sir de nos collègues. Patrons, ouvriers, législateurs reconnaissaient déjà la nécessité d'une prompte solution. La fin de la législature de 1902 arriva, cependant, sans que la question eût été examinée. Nous reprenions notre proposition de loi en 1903.

Entre temps la « crise » s'aggravait; et tous ceux qui s'intéressent plus particulièrement à l'avenir industriel, commercial, économique de la France, se préoccupèrent des moyens de la combattre et de la conjurer. Alors virent le jour nombre de projets de loi émanant de l'initiative gouvernementale et de propositions dues à l'initiative parlementaire.

MM. Dubief, Cruppi, Doumergue, Massé, Couyba, David, ministres du commerce et de l'industrie; plusieurs députés, MM. Astier, Dron, etc., etc., d'autres encore, dont nous nous excusons de ne pas citer les noms, appliquèrent, à l'étude et à l'examen du problème de l'apprentissage, une ardeur soutenue, une compétence éclairée, une indéniable bonne volonté. Leur attention a porté aussi sur l'enseignement technique et professionnel, dont nous n'aurons que quelques mots à dire : cette partie du rapport a été confiée à notre collègue et ami M. Astier, auteur lui-même sur ce sujet d'une proposition de loi fort intéressante.

Toujours même insuccès. La législature de 1906 à 1910 s'écoula encore, sans qu'aucun des projets ni aucune des propositions de loi ne vint en discussion à la Chambre. Ce n'est, certes, pas qu'on méconnût l'importance du problème, ni l'urgence d'une solution ; mais, nonobstant l'intérêt plus palpitant, il faut l'avouer, que présentent les questions de politique pure, d'autres raisons, sur lesquelles nous reviendrons, les écartèrent de l'ordre du jour.

En vain le congrès de Roubaix, dont le retentissement fut énorme dans le monde patronal et ouvrier, ramena l'attention publique sur la « crise », chaque jour plus aiguë, de l'apprentissage, la question ne fit pas un pas. C'est ainsi qu'en 1911, le comité républicain du commerce, de l'industrie et de l'agriculture, qui s'attache, avec une si inquiète et si agissante sollicitude, à tout ce qui touche à la vie économique de la nation, fut conduit à s'en saisir à son tour.

L'examen comparatif des diverses solutions proposées détermina sa section technique, présidée par l'honorable M. Paul Barbier, ingénieur constructeur, membre du conseil supérieur de l'enseignement technique, à faire siennes les caractérisques de notre proposition de loi de 1904. Nous fûmes donc invités, mon ami M. Mascuraud et moi, à reprendre cette proposition et à la déposer sur le bureau du Sénat. Nous allons en examiner les lignes directrices que nous venons simplement d'indiquer. Ce sont celles mêmes qu'avaient préconisées le conseil supérieur du travail : nous les avons énumérées. Etudions successivement chacune de ces caractéristiques.

Caractéristiques de la proposition Henri Michel et Mascuraud.

I. *Le contrat obligatoire.* — La loi de 1851 ne se soucie nullement du contrat à intervenir entre le patron et les représentanàs de l'apprenti, parents ou tuteur. S'il y a contrat écrit, elle ne prévoit même pas le dépôt de ce contrat au conseil des prud'hommes, bien que ce conseil existât déjà, à cette époque, depuis quarante ans. Aussi M. Briat a-t-il pu écrire, dans son rapport au conseil supérieur du travail, que, si « la loi a exprimé de bonnes intentions, elle ne s'est pas préoccupée d'en assurer l'exécution effective ».

En fait, le « contrat verbal » est le cas le plus fréquent. Or, le « contrat verbal » a donné lieu, de la part des tribunaux, aux décisions les plus divergentes, on peut même dire les plus contradictoires. Certains, en effet, sont allés jusqu'à déclarer que le « contrat verbal » n'est pas un « contrat », qu'il est, par conséquent, nul et sans valeur. Il ne saurait donc lier les parties contractantes. L'enfant engagé par un tel contrat n'est, disent-ils, pas un « apprenti », mais un « manœuvre ».

De là, toutes sortes d'abus possibles. Nous avons indiqué déjà l'abus commis par les parents qui, sous l'empire de la nécessité, retirent l'enfant mis en apprentissage chez un patron, où il « coûte » sans « gagner », pour le faire entrer chez un patron similaire, où il « gagnera » sans « couter ». En stipulant un salaire dès le début, l'interdiction, pour un patron, de recevoir un apprenti sortant d'un autre atelier non muni d'un certificat d'apprentissage, interdiction, d'où résultera, semble-t-il l'obligation, pour les parents ou tuteur, de ramener l'apprenti à son atelier primitif, le contrat d'apprentissage remédiera, semble-t-il, aisément à ce mal.

L'esprit de lucre fait tomber parfois les patrons dans des fautes autrement graves et bien plus blâmables. Que penser, par exemple, de ceux qui, par l'appât d'un léger gain, attirent chez eux l'apprenti qu'ils débauchent de chez le voisin ? Que dire de ceux, moins délicats encore, qui, suivant les termes de M. Briat, reproduits par les auteurs de la proposition de loi, « dans le dessein de faire à leurs collègues une concurrence déloyale, quelquefois désastreuse pour ces derniers, n'hésitent pas à transformer leurs apprentis en garçons de courses, hommes de peine, domestiques même » ?

Le contrat écrit, par des dispositions précises sur les conditions de l'apprentissage, par des clauses pénales sévères, par la suppression de toute incertitude dans l'esprit du juge sur l'existence et la nature du contrat, rendra impossible le retour de pareils abus. Garantie et sécurité pour le patron, garantie et sécurité pour l'apprenti, ainsi que pour les parents ou tuteur de l'apprenti, telle en sera la conséquence. C'est la « moralisation de l'apprentissage », dit M. Paul Barbier, dans son rapport au comité républicain du commerce, de l'industrie et de l'agriculture, rapport auquel nous avons précédemment fait allusion.

Mais ici se pose une question qu'on ne saurait éluder : faut-il imposer au patron l'obligation de faire des apprentis ?

Les auteurs de la proposition de loi que nous rapportons ne sont, certes, pas de ceux que le principe de l'obligation effraie. Nous renvoyons qui en douterait à la proposition de loi sur les retraites ouvrières et paysannes, que déposait autrefois, sur le bureau de la Chambre, le rapporteur actuel de votre commission. Là où la liberté ne donne pas de résultats ou ne donne que des résultats manifestement insuffisants, pas d'hésitation ; il faut recourir à l'obligation. Mais encore est-ce à de certaines conditions, dont la première est que la nécessité de cette obligation soit absolument démontrée.

Est-ce le cas en matière d'apprentissage ?

La question est controversable et des plus controversés. Les uns y répondent par l'affirmative et veulent que tout patron soit mis en demeure par la loi de faire des apprentis. S'il s'y refuse, il devra payer une taxe compensatoire. Sans entrer dans l'examen approfondi de leur théorie, qu'il nous suffise de dire que ceux là tiennent pour établie, sans en faire d'ailleurs la démonstration, la nécessité de l'obligation.

Le conseil supérieur du travail n'est pas de cet avis. Tel n'est pas non plus le sentiment de la plupart des intéressés : patrons et ouvriers. Les représentants de la chambre de commerce de Paris, pour ne citer qu'un exemple, venus en délégation, ont été, sur ce point, on ne peut plus catégoriques devant la commission.

Personnellement, nous persistons à penser que la faillite de la liberté n'est ici nullement démontrée. Imposer aux patrons l'obligation de faire des apprentis serait donc, à notre sens, une mesure arbitraire, une sorte d'attentat — si le mot n'est pas trop fort — à la liberté individuelle. Mille raisons, mauvaises peut-être aux yeux des autres, excellentes aux siens, peuvent, en effet, déterminer un patron à ne pas prendre d'apprentis.

Par contre, s'il se décide à faire des apprentis, il devra accepter le contrat écrit obligatoire, puisque le « contrat verbal », au dire de certains tribunaux, nous l'avons vu, n'est pas un « contrat ». L'intérêt des patrons, comme celui des apprentis, le commande, c'est-à-dire l'intérêt général. Quant à la moralité, elle fait plus que le commander, elle l'exige de la façon la plus impérative.

II. *Surveillance de l'apprentissage.* — L'obligation du contrat une fois démontrée, il va sans dire qu'il faudra veiller à l'exécution de ce contrat. Comment le pourrait-on, si l'on n'organisait pas, de façon sérieuse, la surveillance de l'apprentissage ? Le contrat risquerait fort, sans cela, d'être trop souvent violé, et la loi resterait lettre morte, inopérante et inefficace.

Mais, à qui confiera-t-on le soin de cette surveillance ? En 1904, lors de la présentation, plus tard, en 1903, lors de la reprise de la proposition de loi de M. Henri Michel à la Chambre des députés, la question était controversable. Son auteur demandait donc que ce contrôle fût laissé aux conseils de prud'hommes. Un fait nouveau s'est produit depuis : c'est la création, par le ministère du commerce et de l'industrie, « des comités locaux et des comités départementaux d'apprentissage ». Grâce à cette institution due, il nous plaît de lui rendre hommage, à l'initiative de notre collègue et ami M. Couyba, la question ne se pose plus aujourd'hui : l'organe de surveillance est tout indiqué et tout trouvé : il sera fourni par ces « comités ».

A côté de ces deux principes fondamentaux : « contrat écrit obligatoire » et « surveillance de l'apprentissage », il en est d'autres qui nous apparaissent comme non moins utiles, non moins nécessaires, non moins indispensables. Le monde industriel et commercial ne se plaint pas seulement de la pénurie d'ouvriers, il déplore aussi la diminution et l'insuffisance de l'instruction professionnelle. La qualité après la quantité.

« A force de forger, on devient forgeron », dit un vers célèbre. Pris dans sa lettre, ce vers, d'une application courante en littérature et en art, donne la vraie formule de l'enseignement pratique destiné à l'apprenti. Ce fut longtemps un point controversé de savoir si l'apprentissage se ferait par l'atelier ou par l'école. On discutait autour de ces deux termes : « atelier-école, école-atelier », l'un tantôt précédant, tantôt suivant l'autre. Les nombreux témoignages recueillis par la commission établissent, avec la dernière évidence, que la question est aujourd'hui résolue.

Les intéressés, patrons et ouvriers, tombent généralement d'accord pour reconnaître que c'est dans l'atelier, sous les yeux du « patron » lui-même, du contremaître ou de l'ouvrier, que se fera, jour par jour, heure par heure, l'instruction professionnelle proprement dite de l'apprenti. C'est là, à l'atelier, qu'il apprendra véritablement ce qui sera plus tard son métier... ou son art.

Nous ajoutons à dessein : « ou son art », ne voulant pas oublier que les deux mots « artisan » et « artiste » ont une origine, une étymologie commune. Mais, pour franchir le pas qui sépare l'un de l'autre, ou simplement pour permettre à l'ouvrier de devenir le « maître » — nous prenons ce terme dans sa large acception d'antan — l'instruction pratique devra être complétée par l'enseignement théorique. La culture générale de l'esprit ne peut, en effet, que contribuer au développement rapide des connaissances pratiques.

Cet enseignement théorique sera reçu dans des cours professionnels, ou de perfectionnement, soit dans l'atelier, quand cela sera possible, soit en dehors de l'atelier, mais pendant les heures d'atelier. Le patron, si habile ouvrier qu'il soit ou qu'on le suppose, ne pourra pas toujours, en effet, le donner lui-même. N'a pas qui veut les aptitudes nécessaires à l'enseignement. Il conviendra donc d'organiser ces cours, obligatoires pour les apprentis. Et comme, d'autre part, il est de l'intérêt de la société de ménager les forces du jeune adolescent, en raison de son âge, ces cours devront être faits dans la journée.

A quelles heures ? On ne saurait fixer une règle inflexible. L'uniformité n'est pas possible en la matière. Les heures varieront suivant les métiers ou les professions. Mais si les cours professionnels sont obligatoires pour l'apprenti, est-il besoin d'observer que le patron sera tenu, de son côté, à l'obligation de laisser à l'apprenti le temps nécessaire à la fréquentation de ces cours ? Certains patrons ont protesté d'abord contre cette obligation ; il semble que l'accord soit aujourd'hui complet sur ce principe aussi humain que juste.

Il ne suffit pas, cependant, que la loi nouvelle prescrive, pour les apprentis, une instruction pratique et théorique. Comment s'assurer que ces prescriptions seront obéies ? De quel critérium se servira-t-on pour discerner si cette double instruction est suffisante ? Comment jugera-t-on, en un mot, que l'apprentissage est « fini », et que l'apprenti, soit qu'il reste dans son atelier primitif, soit qu'il préfère entrer dans un autre atelier, est vraiment capable de travailler comme « ouvrier ».

Ainsi apparaît la nécessité d'un examen, suivi de diplôme, qui attestera les connaissances professionnelles de l'apprenti, à la fin de l'apprentissage.

III. *Examen, certificat et diplôme.* — A quoi bon, disent certains, un examen ? Ne suffirait-il pas d'un « certificat d'apprentissage » délivré par le patron à l'expiration du contrat : ce « certificat » établissant que l'apprenti a, pendant les deux, trois ou quatre ans, stipulés pour la durée de l'apprentissage, travaillé à l'atelier de façon régulière, suivie, sérieuse ?

Un tel « certificat », à notre sens, ne saurait suffire. Que prouverait-il, en effet ? Rien de plus que l'observation des conditions matérielles et, pour être plus précis, des conditions de durée de contrat. Sans doute, on comprend qu'à la rigueur un tel « certificat » puisse être donné à l'apprenti. Dans quel cas ? Lorsqu'il n'aura pas été à même de passer l'examen et qu'il voudra, néanmoins, s'embaucher comme ouvrier. Il serait injuste, une fois arrivé le terme du contrat, de lui imposer l'obligation de travailler plus longtemps, s'il s'y refuse, dans l'atelier, en qualité d'apprenti. Est-il besoin d'observer, en outre, que ce « certificat d'apprentissage » n'aura qu'une valeur tout à fait relative pour renseigner sur la capacité professionnelle ?

Combien plus grande sera l'importance du « diplôme » délivré à la suite de l'examen qui devra en quelque sorte couronner l'apprentissage ! Celui-là attestera véritablement le « savoir professionnel », pratique et théorique de l'apprenti devenu ouvrier.

Garantie pour l'apprenti, garantie pour le patron, aussi bien pour celui chez lequel l'apprentissage aura été fait que pour celui à l'atelier duquel l'ouvrier viendra demander du travail. Maître de son métier ou de son art, et muni du « diplôme » qui témoignera indiscutablement de son « instruction professionnelle », c'est-à-dire de cette maîtrise, il suffira en quelque sorte à celui-ci de se présenter, s'il y a une place libre, pour être accepté. Comment serait-il rebuté ? Le futur patron n'aura-t-il pas la certitude, que dis-je, la preuve matérielle, que le jeune homme qui s'offre à lui a terminé son apprentissage et qu'il possède le minimum de connaissances théoriques et pratiques à exiger de l'ouvrier ? Pour lui aussi, par conséquent, sécurité et garantie.

Quelle ne sera pas, d'autre part, la satisfaction de l'employeur chez lequel l'adolescent aura fait son apprentissage ! L'examen et le diplôme n'établissent-ils pas qu'il a rempli ses obligations, toutes ses obligations, envers l'apprenti confié à ses soins ?

Nombreux, au surplus, sont les pays qui ont institué le « certificat » ou le « diplôme d'instruction professionnelle » après examen, à la fin de l'apprentissage. En Allemagne, il y a examen et certificat de compagnon. En Autriche, après constatation du degré d'instruction par la corporation, le patron délivre un certificat, et la corporation décerne un brevet. En Danemark, l'examen a lieu dans certains métiers, et le patron délivre un certificat. En Norvège, situation analogue. En Suisse, la loi de Genève,

prescrit l'examen, mais y ajoute diplôme et récompenses.

Pourquoi hésiterions-nous à imiter l'exemple de ces divers pays? Nous ne sommes, certes, pas de ceux qui veulent, en toutes choses, servilement copier l'étranger. C'est en elle-même qu'il faut juger une « innovation ». Eh bien! nous le disons en toute sincérité : si le « contrat écrit obligatoire » assurera, suivant l'expression de M. Barbier, du comité républicain du commerce, de l'industrie et de l'agriculture, « la moralisation de l'apprentissage », l'institution du « diplôme », après examen subi avec succès, relèvera très sensiblement le niveau de « l'instruction professionnelle ».

Ainsi donc, obligation du contrat écrit à l'entrée, obligation de l'examen à la sortie de l'apprentissage. Les deux « mesures » ont, à nos yeux, une égale importance : l'une complète l'autre.

Reste une question : à qui incombera le soin de faire passer l'examen et de délivrer le diplôme? Comme pour « la surveillance de l'apprentissage », elle pouvait être discutée en 1904 et en 1908. La création des comités locaux et des comités départementaux, dont j'ai parlé précédemment, lui enlève désormais tout intérêt. Elle est tranchée. Il suffira à ces « comités » de s'adjoindre, pour compléter le jury, suivant les besoins, des personnalités appartenant à des professions qui n'y seraient pas représentées, et de faire appel, s'il y a lieu, au concours des commissions du travail ou des commissions mixtes de patrons et d'ouvriers.

IV. *Réduction. — Limitation. — Interdiction.* — La quatrième et la dernière caractéristique de la proposition de loi Henri Michel et Mascuraud, et qui fait l'objet de ce rapport, est conçue en ces termes :

« Réduction et limitation du nombre des apprentis. Retrait du droit d'avoir des apprentis. »

Plusieurs législations étrangères, notamment celles de l'Autriche et e l'Allemagne, autorisent, de façon expresse, la « limitation » du nombre des apprentis dans chaque corporation. En France, la question est controversée parce que, à notre sens, très controversable.

Sans doute, la présence, dans un même atelier, d'un nombre trop considérable d'apprentis peut produire des inconvénients graves. S'il y a disproportion manifeste entre le nombre des apprentis et celui des ouvriers, il n'est pas niable que ceux-ci pourront difficilement, sans perdre un temps précieux, éclairer et diriger de leurs conseils les adolescents confiés à leurs soins. Nous comprenons donc fort bien la thèse de ceux qui demandent la « limitation », pour chaque corps de métier, du nombre des apprentis.

La thèse contraire a cependant nos préférences. En voici les raisons : tout d'abord, il ne saurait être question, en supposant qu'on fixe une proportion à déterminer, d'établir une règle uniforme pour toutes les corporations. Rien ne serait plus fâcheux. Ce serait coucher en quelque sorte, si la métaphore est ici de mise, tous les métiers sur un lit de Procuste.

D'autre part, deux éléments entrent en ligne de compte. L'un n'est pas plus négligeable que l'autre : le savoir professionnel et les aptitudes à l'enseignement. S'il serait peu séant d'appliquer la même règle à tous les métiers, il serait non moins choquant, pour ne pas dire plus, de soumettre à un traitement uniforme les divers patrons d'un même métier. A connaissances professionnelles égales, tel patron sera plus apte qu'un autre à enseigner. Assurément, il est difficile à un maître de donner des leçons profitables à un trop grand nombre d'élèves. Mais n'est-il pas naturel et logique d'admettre qu'un ouvrier intelligent pourra aisément former deux ou trois apprentis, dans le même temps qu'un autre ouvrier moins habile réussira mal à en façonner un seul? La chose est, à plus forte raison, vraie, si l'on admet — ce qui est le cas le plus ordinaire — tout à la fois l'inégalité d'aptitudes à l'enseignement et la différence de connaissance du métier.

L'uniformité d'une « règle » inflexible apparaît donc ici comme contraire au bon sens. Cette « limitation » *a priori* ne pourrait être qu'arbitrairement établie et ne manquerait pas de soulever de nombreuses et violentes protestations.

Est-ce à dire qu'on laissera chaque patron procéder à sa guise? Est-ce à dire surtout qu'on fermera les yeux sur les graves abus qu'à la suite de M. Briat nous avons signalés et flétris précédemment? Non. Ce n'est pas pour rien que nous avons stipulé l'obligation du contrat écrit, la surveillance de l'apprentissage, l'examen à l'expiration du contrat. Cette surveillance, consciencieusement exercée, et cet examen, ne seront-ils pas des garanties suffisantes pour que l'apprentissage soit sérieux et le contrat loyalement exécuté?

Comment obviera-t-on, cependant, à ces abus, ou comment seront-ils punis, et quelle en sera la sanction?

On y obviera par la réduction et la limitation, dans certains cas, du nombre des apprentis — par le retrait temporaire ou définitif d'avoir des apprentis, dans d'autres cas.

Le nombre des apprentis d'un établissement pourra être réduit, s'il est établi par le contrôle que l'instruction professionnelle est compromise et l'apprentissage mal fait, par suite du trop grand nombre d'apprentis dans un même atelier, ou en raison de la mauvaise tenue manifeste de l'établissement. La « réduction » aura pour conséquence la « limitation », aussi longtemps que subsisteront les causes qui auront motivé la diminution du nombre des apprentis. Est-il besoin d'ajouter, au surplus, que l' « examen » et le « diplôme » fourniront, en outre, aux « comités spéciaux », et aux tribunaux chargés de donner leur avis et de statuer sur la plainte dont ils auront été saisis, un élément précieux d'information?

Que s'il y a récidive, ou en cas d'abus patent, c'est-à-dire si les contrôleurs constatent, à diverses reprises, qu'un patron a gravement manqué à ses obligations professionnelles envers les apprentis, le droit d'avoir des apprentis pourra lui être retiré pour un temps ou pour toujours.

Causes des retards apportés à la solution de la crise.

Puisque le mal est connu, et connu aussi le remède, pourquoi laisse-t-on la crise de l'apprentissage s'éterniser et s'aggraver? Pourquoi ces retards dans l'application des mesures propres à conjurer cette « crise », application proclamée cependant par tous les intéressés, patrons et ouvriers, nécessaire et urgente? Comment expliquer des lenteurs injustifiées et injustifiables? Quelles en sont les causes?

Laissons de côté les questions d'amour-propre d'auteurs. Ce sont là considérations mesquines qui ne méritent pas qu'on s'y arrête. Il me plaît encore de penser — quelque regret qu'on éprouve à voir l'emploi abusif de certains procédés d'obstruction sur lesquels on sera peut-être amené à s'expliquer un jour — que chacun met au premier rang de ses préoccupations l'avenir économique de notre pays. La concurrence que nous font certaines nations, jusque sur notre marché intérieur, est trop forte pour que ce souci ne domine pas tous les autres.

On a donné comme raison principale, sinon comme raison exclusive, du retard apporté à la solution du problème de l'apprentissage, la « rivalité » qui existerait entre le ministère de l'instruction publique et le ministère du commerce, au sujet de l'organisation de l'enseignement technique et professionnel, étroitement liée à la question de l'apprentissage. Dans une interpellation relativement récente, un de nos collègues du Sénat a mis ce point en lumière avec beaucoup de force.

Que cette « rivalité » existe, il est difficile d'en douter après cette démonstration. Qu'elle soit fâcheuse, nul, certes, n'en disconviendra. Mais un autre de nos collègues, mon ami, M. Bepmale, a très justement fait observer qu'en ce qui concerne l'organisation de l'enseignement agricole un accord était intervenu entre l'agriculture et l'instruction publique. Pourquoi une entente analogue ne s'établirait-elle pas entre l'instruction publique et le commerce, pour l'organsation de l'enseignement technique et professionnel? Que des pourparlers soient engagés, et l'on arrivera bien vite, j'en suis convaincu, à l'accord désiré. Au besoin, d'ailleurs, le Parlement n'est-il pas là pour mettre un terme à cette « rivalité », si elle devenait une source de difficultés trop vives, et pour départager les intéressés?

Il ne faut donc pas s'exagérer l'importance de cette « rivalité ». Encore moins convient-il, à mon sens, de la représenter comme la cause essentielle, primordiale, du retard apporté à la solution du problème de l'apprentissage et au remède à appliquer à la crise dont tout le monde déplore les effets. Je dirais volontiers que cette cause est, en quelque sorte, extérieure à notre sujet.

Sur quoi porte cette « rivalité »? Quel en est l'objet véritable?

Tous ceux qui en dissertent, soit dans les livres, soit dans les propositions de loi et rapports, soit dans les journaux, soit à la tribune, ne font jamais allusion, quand ils en parlent, qu'à l'organisation de l'enseignement technique et professionnel. La thèse est fort simple : « Qui dit enseignement dit instruction publique », affirme l'un des départements ministériels. « Qui dit enseignement technique et professionnel, dit commerce et industrie », réplique l'autre. De là l'antagonisme.

Il n'entre ni dans mon sujet ni dans mes intentions de discuter ici la valeur et le fond de ces deux thèses. Mais ne semble-t-il pas qu'il n'y a rien là qui touche, à proprement parler, à l'apprentissage? Il s'agit, non de « l'apprentissage » mais de « l'enseignement technique et professionnel » sous ses formes diverses, avec les mille et une questions soulevées par « l'organisation » de cet « enseignement », indépendamment du ministère auquel il sera rattaché.

Je sais bien qu'au cours de leur exposé, écrivains et orateurs jettent incidemment, de façon comme négligée, le mot « apprentissage », pour laisser croire, semble-t-il, à qui les lit ou les écoute, ou plutôt pour se persuader peut-être à eux-mêmes, que c'est de « l'apprentissage » qu'ils traitent. Pure apparence! Regardez-y de près, et il ne vous échappera pas que le terme « apprentissage » n'est employé que pour la forme; en réalité, leur esprit n'est occupé que de l'organisation des cours professionnels et de l'enseignemeet technique. Impossible, selon eux, de résoudre le problème de l'apprentissage, en dehors et à côté du problème, aux aspects multiples, que pose l'organisation de l'enseignement technique et professionnel.

Confusion, vice de méthode, en philosophie on dirait sophisme, d'où viennent véritablement les retards.

Vice de méthode.

La véritable cause du retard apporté à la solution de la « crise de l'apprentissage », il faut la chercher uniquement dans un vice de méthode produit par une confusion on ne peut plus regrettable, qu'explique seul un défaut d'analyse.

A la question de l' « apprentissage » se lient, certes, de façon étroite et intime, celle des « cours professionnels » et celle de l' « enseignement technique ». Dans une société démocratique, qui veut donner au travail la place à laquelle il a droit et ne laisser improductive aucune des parties du « capital humain », il convient de fournir à l' « apprenti », non seulement les moyens d'apprendre son métier pratiquement, mais encore d'étendre son instruction théorique et de développer la culture générale de son esprit. C'est cette « culture » qui lui permettra de s'élever, d'élargir son horizon, de remplir toute sa destinée. Personne n'oserait aujourd'hui contester cette vérité élémentaire. L'intérêt social est ici d'accord avec l'intérêt ouvrier et l'intérêt patronal.

Ainsi apparaît la nécessité d'organiser, d'une part les « cours professionnels », d'autre part « l'enseignement technique ». Est-ce à dire que rien de tout cela n'existe? Ce serait faire preuve d'une ignorance bien... lourde du sujet, que de le prétendre; plus encore, ce serait se montrer singulièrement injuste envers l'initiative privée qui, au prix de sacrifices énormes, a souvent obtenu de très brillants résultats. Mais tous ces efforts, isolés et épars, ont besoin d'être coordonnés et combinés, en vue d'une action commune et d'ensemble. Rien de plus légitime.

De là à vouloir régler en même temps, par un seul et même projet de loi, la question de « l'apprentissage », la question des « cours professionnels » et la question de « l'enseignement technique », il n'y avait qu'un pas. Le désir de « mieux faire » — peut-être aussi, un peu d'amour-propre aidant — le fit aisément franchir. Voilà la cause de tout le mal. Depuis lors, on piétine, sans aboutir, sans avancer. Vous parlez « apprentissage » et l'on vous répond « enseignement technique et professionnel ».

Qu'il y ait un rapport étroit, une « connexité certaine » — pour employer les termes de notre collègue et ami M. Murat — entre l' « apprentissage », les « cours professionnels, « l'enseignement technique », je n'en disconviens pas. L'enseignement primaire, l'enseignement secondaire, l'enseignement supérieur ont aussi

— pas toujours assez à mon sens — des points de contact : ils se tiennent, se touchent, se complètent. Qui se risquerait à émettre la prétention qu'ils se confondent à tel point qu'un seul et même projet de loi doive nécessairement les organiser tous les trois à la fois ?

La situation n'est pas différente dans l'ordre d'idées où nous sommes.

Quelle que soit la « connexité » qui existe entre « l'apprentissage », les « cours professionnels », « l'enseignement technique », ce n'en sont pas moins choses essentiellement distinctes. Les mélanger, c'est créer d'abord une confusion fâcheuse, c'est aussi et surtout retarder indéfiniment la solution de chacun de ces problèmes.

En premier lieu, c'est créer la confusion. Je ne m'arrêterai pas à cette observation que l'apprentissage ressortit au ministère du travail, tandis que l'enseignement technique et professionnel relève du ministère du commerce et de l'industrie. Bizarrerie curieuse qui, au moment de la création du ministère du travail, répartit les attributions des deux départements ministériels de telle façon que les ouvriers furent placés d'un côté et les patrons de l'autre, sans doute pour mieux préparer la réconciliation nécessaire du travail et du capital.

Mais voici qui est plus important. Si les « cours professionnels », donnés le plus souvent à l'école, peuvent, à la rigueur, être organisés à l'atelier — il y en a des exemples — l' « enseignement technique » à proprement parler, surtout si on le considère comme une sorte d' « enseignement professionnel supérieur », ne peut être donné qu'à l'école. Or, de l'avis de tous les hommes compétents, ouvriers et patrons, l'apprentissage ne se fait bien et ne peut bien se faire qu'à l'atelier. La commission du Sénat a reçu sur ce point des témoignages précis et concordants qui ne souffrent plus la discussion.

Allons plus loin. L'enseignement technique et l'apprentissage ne s'adressent pas à la même catégorie d'adolescents.

A l'école professionnelle vont de préférence les enfants de familles relativement aisées, qui les destinent à devenir un jour des chefs d'industrie ou de commerce, des contremaîtres, voir des directeurs d'usines ou des ingénieurs. Les études, théoriques et pratiques, sont longues et coûteuses. Et les parents sont obligés de s'imposer de lourds sacrifices pour la nourriture et l'entretien — sans parler de l'instruction — de leurs enfants, jusqu'à l'âge de seize ans ou de dix-huit ans. A plus forte raison la chose est-elle vraie, si l'on envisage l' « enseignement technique » comme exclusivement destiné à une sorte d'élite industrielle ou commerciale.

Comment demander de tels sacrifices à l'ouvrier ? La modicité de son salaire, la cherté croissante de la vie, les charges qui pèsent sur ses épaules, limitent ses moyens et lui interdisent, sauf des exceptions qu'on voudrait moins rares, ces hautes espérances. Il a besoin que l'enfant gagne, si peu que ce soit.

Nous persistons donc à penser que c'est créer une confusion regrettable que de vouloir traiter et résoudre ensemble les questions — connexes et voisines sans doute, mais séparées et distinctes — de l' « enseignement technique », des « cours professionnels » et de l' « apprentissage ».

Ce vice de méthode présente un inconvénient plus grave, sur lequel il convient d'insister : c'est de retarder indéfiniment des solutions dont l'urgence s'impose, de jour en jour, avec une évidence plus forte.

On ne fait rien sans argent. C'est une vérité de M. de La Palice. Parfois cependant on n'en tient pas assez compte. N'est-ce pas le cas ? La création de nouvelles et nombreuses écoles professionnelles ou d'arts et métiers, l'institution d'écoles normales, où viendront se former les ouvriers maîtres, institution complétée par celle d'une école normale supérieure technique — tout cela un peu à l'instar de ce qui existe dans l'université — le recrutement des professeurs destinés à donner l'enseignement en même temps pratique et théorique reconnu par tous absolument indispensable, seront autant de sources de dépenses, dont il est malaisé de fixer, même approximativement, le chiffre. Ce qui est sûr, c'est que ces dépenses seront élevées.

L'initiative privée suffira-t-elle à y faire face ? Loin de moi, certes, la pensée de méconnaître les généreux efforts des industriels et des commerçants français, au moins dans les grandes villes, et plus spécialement à Paris, où cette initiative a vraiment fait des merveilles. Les syndicats de la bijouterie, celui de la métallurgie, celui des fabricants de papiers, celui des fleurs et plumes, celui de l'horlogerie, d'autres encore, avec le concours de la ville, et au prix de sacrifices personnels considérables, ont organisé, pour leurs apprentis, des cours professionnels dont ils suivent, avec un intérêt passionné, le développement progressif. Développement insuffisant, de leur aveu même, faute de ressources. Que serait-ce si nous jetions les yeux hors de Paris ?

A qui s'adressera-t-on ?

A l'Etat seul ? Le budget est assez difficile à boucler, pour que nul, j'imagine, n'y songe. Demandera-t-on aux départements et aux communes de concourir à la dépense ? Ce concours paraît légitime. Mais les départements et les communes, à l'heure où les lois d'assistance battent leur plein, ne seraient pas fâchés qu'on les laissât quelque peu souffler. Fardeau de solidarité humaine, auquel on ne veut, certes, pas se dérober, mais fardeau quand même !

Quelle que soit la valeur qu'on attache à ces observations, à quelque solution qu'on donne la préférence, on sera forcé de convenir que le côté financier du problème donnera lieu à un long et important débat. Impossible de nier que le projet de loi instituant ces multiples écoles coûtera fort cher. Et je ne dis rien du côté technique. Qui oserait espérer, cependant, que le mode d'organisation même de cet enseignement, de quelque façon qu'on le conçoive, ne prêtera pas à des divergences de vues qui se traduiront en discussions plus ou moins prolongées ? De là d'inévitables retards, dont personne ne saurait déterminer la durée.

Rien de tel à redouter pour l'apprentissage proprement dit. Ici, la solution — au moins dans ses parties essentielles — peut intervenir facile, rapide, sans bourse délier. Il suffit de remanier, ou plus exactement de refondre la loi de 1851. Qu'on donne, par le contrat écrit obligatoire — divers modèles existent — aux patrons et aux apprentis les garanties qui assurent aux uns et aux autres la sécurité du lendemain. Qu'on édicte des sanctions qui empêcheront le retour des abus que nous avons signalés et condamnés. C'est l'absence de ces sanctions et de ces garanties qui a rendu la loi de 1851 inopérante et inefficace. De là est sortie, à proprement parler, la crise de l'apprentissage que les conditions économiques et sociales et la loi de 1900, par son défaut de souplesse, ont singulièrement aggravée et précipitée.

Ainsi, le côté financier n'est pas le moindre inconvénient de la confusion créée par ce « vice de méthode ». Ce n'est pas, non plus, la moindre des causes de retard de la solution si impatiemment attendue et désirée.

Conclusion.

Arrivé au terme de cette étude, à quelle conclusion nous arrêterons-nous ? Elle doit se dégager pour ainsi dire d'elle-même de nos prémisses. Un coup d'œil d'ensemble devient ainsi nécessaire.

En quels termes se pose le problème ? Si l'industrie étrangère vient, jusque sur notre marché national, faire à l'industrie française une concurrence des plus redoutables, qu'est-ce donc qui manque à celle-ci pour lutter victorieusement contre celle-là ? — Des ingénieurs scientifiques ? L'école polytechnique et l'école centrale en fournissent, semble-t-il, chaque année, un nombre suffisant. — Des ingénieurs pratiques ? Des chefs d'atelier et des contremaîtres ? Les écoles d'arts et métiers paraissent aussi largement suffire aux besoins. — Ce qui fait défaut à notre industrie, ce sont les ouvriers. C'est de la pénurie d'ouvriers qu'elle souffre.

Quelle est la cause de cette pénurie ?

C'est qu'il n'y a plus d'apprentis.

Les délégations entendues par la commission sénatoriale sont unanimes sur ce point. « Là où nous avions autrefois mille apprentis, nous n'en avons plus que cent », nous disaient, tout récemment, les représentants autorisés de la métallurgie et des industries qui se rattachent à la métallurgie. La proportion est donc tombée de dix à un.

Ce n'est pas tout. Parmi les adolescents qui entrent en apprentissage, certains, pressés par la nécessité, abandonnent l'atelier où ils ne gagnent rien, pour un autre atelier où ils recevront un salaire, si minime soit-il, ou encore se font grooms, domestiques, etc. ; d'autres sont les victimes du « débauchage » pratiqué par des patrons peu scrupuleux et particulièrement âpres au gain. Résultat : les uns et les autres sont perdus pour le métier ; ils ne seront jamais des « ouvriers » dans toute l'acception du terme. Ainsi s'explique aussi l'insuffisance d'instruction professionnelle dont se plaignent, non sans raison, les industriels. Le défaut de qualité s'ajoute ainsi à l'insuffisance du nombre.

Mais comment de tels abus sont-ils possibles ? Grâce au « contrat verbal » qui, sous le régime de la loi de 1851, lie le plus souvent les patrons et les apprentis ou les représentants des apprentis. Le « contrat verbal » a été déclaré par certains tribunaux « nul » et « inexistant ». Donc, pas de sanctions possibles.

Le remède ? Nous l'avons dit. C'est le contrat écrit obligatoire. D'où la nécessité de remanier et de refondre la loi de 1851. Le « contrat écrit » édictera des sanctions qui puniront ces abus et en rendront le retour, sinon impossible, du moins dangereux, pour ceux qui seront tentés de les commettre. Garanties pour les patrons qui n'auront plus de raisons de fermer aux apprentis les portes ne leurs ateliers, garanties pour les parents qui, moyennant un salaire stipulé au contrat, se décideront de nouveau à mettre leurs enfants en apprentissage.

Car l'apprentissage ne se fait et ne peut se faire qu'à l'atelier. Vérité hors de toute contestation. C'est donc vers ce but qu'il faut tendre d'abord : ramener des apprentis à l'atelier.

Mais à l'instruction pratique, il convient d'ajouter l'instruction théorique. Le présent doit préparer l'avenir. C'est la culture générale de l'esprit qui permettra à l'ouvrier de s'élever. Cette culture, ne servit-elle qu'à élargir et à préciser ses connaissances, sans sortir de son domaine propre, c'est-à-dire de son métier, qu'elle ne serait, certes, inutile ni à lui-même ni à l'industrie.

Ainsi apparaît, de toute évidence, l'intérêt d'organiser des cours professionnels ou de perfectionnement, soit dans l'atelier même, quand cela sera possible, soit en dehors de l'atelier. Ces cours auront lieu dans la journée ou à la fin de la journée, mais durant les heures de travail. « Obligatoires » pour les apprentis, ils seront « obligatoires » aussi pour le patron, en ce sens qu'il sera tenu de laisser aux apprentis le temps nécessaire pour qu'ils puissent suivre ces cours.

Un certificat d'apprentissage dira si l'apprenti a terminé son apprentissage, conformément aux termes de durée stipulés au contrat.

Un diplôme, délivré à la suite d'un examen, établira si l'apprenti est un ouvrier fini, achevé, capable de se présenter comme tel dans n'importe quel atelier similaire.

Cela fait, on étudiera l'organisation de l'enseignement technique. La question n'est peut-être pas moins importante, nous en convenons, que celle de l'apprentissage. Elle touche à celle-ci, mais c'est une grave erreur que de les confondre et de les lier l'une à l'autre. L'organisation de l'enseignement technique — sorte d'enseignement professionnel supérieur — présente des difficultés techniques et des difficultés financières, qui ne sont pas près d'être résolues ; ce qui ne veut pas dire que nous ne devions par les aborder hardiment.

Mais courons au plus pressé. « *Dimidium facti, qui cœpit, habet* », « c'est avoir fait la moitié de la besogne que d'avoir commencé », disait Horace. — Commençons donc, mais par le commencement, c'est-à-dire par l'apprentissage. Et apportons à notre tâche un peu d'esprit de suite. Il n'y a qu'une méthode pour aboutir vite et sûrement : sérier les questions.

En conséquence votre commission vous propose d'adopter la proposition de loi suivante :

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Les articles 1 à 18 du livre I du code du travail sont remplacés par les dispositions suivantes.

TITRE Ier

Du contrat d'apprentissage.

CHAPITRE Ier

De la nature et de la forme du contrat.

« *Art. 1er.* — Le contrat d'apprentissage est celui par lequel un industriel, un commerçant, un banquier, un chef d'atelier ou un ouvrier

s'oblige à enseigner ou à faire enseigner la pratique de sa profession à une autre personne qui s'oblige, en retour, à travailler pour lui, le tout à des conditions et pendant un temps convenus.

« *Art. 2.* — Le contrat d'apprentissage est fait par acte authentique ou par acte sous-seing privé.

« Il est obligatoire pour les deux parties contractantes.

« *Art. 2 a.* — En dehors des règles générales édictées par le présent titre et auxquelles ce contrat ne peut déroger, des stipulations complémentaires peuvent donner lieu à des conventions qui, à peine de nullité, doivent être écrites.

« Les actes authentiques sont reçus par les notaires, les secrétaires des conseils de prud'hommes et les greffiers de justice de paix. Les honoraires dus à ces officiers publics sont fixés à 2 fr.

« Les actes sous seing privé peuvent être rédigés sur papier libre. Ils sont dressés en triple expédition : la première pour le chef d'établissement, la seconde pour le représentant de l'apprenti, la troisième pour être déposée, par le patron, au secrétariat du conseil de prud'hommes ou, à défaut, au greffe de la justice de paix du canton. Les honoraires dus, pour ce dépôt, au secrétaire du conseil de prud'hommes ou au greffier de la justice de paix sont fixés à 50 centimes.

« Reçu du dépôt est délivré au déposant.

« L'acte d'apprentissage est soumis, pour l'enregistrement, au droit fixe de 1 fr. 50, lors même qu'il contiendrait des obligations de sommes ou valeurs mobilières ou des quittances.

« *Art. 3.* — L'acte d'apprentissage contient :

« 1° Les nom, prénoms, âge, profession et domicile du chef d'établissement;

« 2° Les nom, prénoms, âge et domicile de l'apprenti;

« 3° Les nom, prénoms, profession et domicile de ses père et mère, de son tuteur ou de la personne autorisée par les parents et, à leur défaut, par le juge de paix;

« 4° L'indication des cours professionnels que le chef d'établissement s'engagera à faire suivre à l'apprenti, soit dans l'établissement, soit au dehors, en stipulant le nombre et la durée de ces cours.

« Les heures de ces cours doivent toujours être prises sur les heures de la présence de l'apprenti aux ateliers;

« 5° La date et la durée du contrat;

« 6° Les conditions de logement, de nourriture, de prix et toutes autres arrêtées entre les parties.

« Il doit être signé par le chef de l'établissement et par les représentants de l'apprenti.

« Il est établi suivant les usages et conventions réglant les différentes professions et en tenant compte des règles communes élaborées par les chambres syndicales patronales et ouvrières relativement auxdits usages et aux nécessités de chaque profession. »

CHAPITRE II

Des conditions du contrat.

« *Art. 4.* — Nul ne peut recevoir des apprentis mineurs, s'il n'est âgé de vingt et un ans au moins.

« *Art. 5.* — Aucun chef d'établissement ne peut loger, comme apprenties, des jeunes filles mineures, s'il n'est marié et si sa femme ou une autre femme de sa famille ne dirige effectivement la maison.

« *Art. 6.* — Sont incapables de recevoir des apprentis :

« Les individus qui ont subi une condamnation pour crime;

« Ceux qui ont été condamnés pour attentat aux mœurs;

« Ceux qui ont été condamnés à plus de trois mois d'emprisonnement pour les délits prévus par les articles 388, 401, 405, 406, 407, 408, 423 du code pénal.

« Art. 7. — L'incapacité résultant de l'article 6 peut être levée par le préfet sur l'avis du maire, quand le condamné, à l'expiration de sa peine, a résidé pendant trois ans dans la même commune.

« A Paris, les incapacités seront levées par le préfet de police.

« *Art. 7 a.* — Le nombre des apprentis d'un établissement peut être réduit :

« 1° Si l'instruction professionnelle des apprentis est compromise par suite de leur trop grand nombre ou en raison de la mauvaise tenue de l'établissement;

« 2° En cas d'infraction aux autres dispositions de la loi. Dans le cas du paragraphe précédent, le nombre des apprentis pourra, en outre, être limité pour aussi longtemps que subsisteront les faits ayant motivé la réduction.

« *Art. 7 b.* — Le droit d'avoir des apprentis peut être retiré pour un temps ou définitivement.

« 1° A ceux dont les affaires ont été arrêtées trois fois en entraînant la rupture du contrat d'apprentissage.

« 2° A ceux qui, à plusieurs reprises, ont gravement manqué à leurs devoirs envers les apprentis qui sont confiés ou qui ont à leur charge des faits contraires à la morale et de nature à les faire considérer comme incapables de diriger des apprentis.

« 3° A ceux qui, par suite d'une maladie corporelle ou mentale, ne sont pas en état d'accomplir convenablement cette tâche. »

CHAPITRE III

Des devoirs des maîtres et des apprentis.

« *Art. 8.* — Le chef d'établissement doit se conduire envers l'apprenti en bon père de famille, surveiller sa conduite et ses mœurs, soit dans la maison, soit au dehors, et avertir ses parents ou leurs représentants des fautes graves qu'il pourrait commettre ou de penchants vicieux qu'il pourrait manifester.

« Il doit aussi les prévenir sans retard, en cas de maladie, d'absence ou de tout fait de nature à motiver leur intervention.

« Il ne doit employer l'apprenti, sauf conventions, qu'aux travaux et services qui se rattachent à l'exercice de sa profession.

« Il ne doit jamais l'employer à ceux qui seraient insalubres ou au-dessus de ses forces.

« *Art. 9.* — L'apprenti doit au chef d'établissement fidélité, obéissance et respect; il doit l'aider, par son travail, dans la mesure de son aptitude et de ses forces.

« *Art. 10.* — Le chef d'établissement doit enseigner, progressivement et complètement, l'art, le métier ou la profession spéciale qui fait l'objet du contrat.

« *Art. 11.* — Des comités départementaux et locaux créés par décret, composés mi-partie de patrons, mi-partie d'ouvriers, et comprenant, en outre, des fonctionnaires compétents, surveillent l'instruction professionnelle des apprentis, soit à l'atelier, soit dans des écoles ou institutions spéciales.

« En cas d'apprentissage insuffisant et pour l'application des articles 7 *a* et 7 *b*, les comités peuvent déférer le chef d'établissement au tribunal compétent.

« *Art. 11 a.* — L'enfant dont l'apprentissage est achevé passe un examen. En cas de succès, un diplôme lui est délivré par les comités qui peuvent s'adjoindre des personnes compétentes sur les professions spéciales des apprentis.

« *Art. 12.* — Tout industriel, commerçant, banquier, chef d'atelier ou ouvrier, convaincu d'avoir détourné un apprenti de chez un chef d'établissement, pour l'employer en qualité d'apprenti ou d'ouvrier, sera passible d'une indemnité à prononcer au profit du chef d'atelier ou d'établissement abandonné. »

CHAPITRE IV

De la résolution du contrat.

« *Art. 13.* — Les deux premiers mois de l'apprentissage sont considérés comme un temps d'essai, pendant lequel le contrat peut être annulé, par la seule volonté de l'une des parties. Dans ce cas, aucune indemnité ne sera allouée à l'une ou à l'autre partie, à moins de conventions expresses.

« *Art. 14.* — Le contrat d'apprentissage est résolu de plein droit :

« 1° Par la mort du chef d'établissement ou de l'apprenti;

« 2° Si l'apprenti ou le chef d'établissement est appelé au service militaire;

« 3° Si le chef d'établissement ou l'apprenti vient à être frappé d'une des condamnations prévues à l'article 6 de la présente loi;

« 4° Pour les filles mineures, dans le cas de décès de l'épouse du chef d'établissement, ou de toute autre femme de la famille qui dirigeait la maison à l'époque du contrat.

« *Art. 15.* — Le contrat peut être résolu sur la demande des parties ou de l'une d'elles :

« 1° Dans le cas où l'une des parties manquerait aux stipulations du contrat;

« 2° Pour cause d'infraction grave ou habituelle aux prescriptions de la présente loi;

3° Dans le cas d'inconduite habituelle de la part de l'apprenti;

« 4° Si le chef d'établissement transporte sa résidence dans une autre commune que celle qu'il habitait lors de la convention.

« Néanmoins la demande en résolution du contrat fondée sur ce motif ne sera recevable que pendant trois mois, à compter du jour où le chef d'établissement aura changé de résidence;

« 5° Si le chef d'établissement ou l'apprenti encouraient une condamnation comportant un emprisonnement de plus d'un mois;

« 6° Dans le cas où l'apprenti viendrait à contracter mariage;

« Dans le cas où l'apprenti veut embrasser une autre profession, mais à la condition de ne pas reprendre sa première profession pendant neuf mois.

« 8° S'il est devenu certain que l'apprenti est incapable d'apprendre la profession.

« *Art. 16.* — Si le temps convenu pour la durée de l'apprentissage dépasse le maximum de la durée consacrée par les usages locaux, ce temps peut être réduit ou le contrat résolu. »

CHAPITRE V

De la compétence.

« *Art. 17.* — Les réclamations qui pourraient être dirigées contre les tiers, en vertu de l'article 12 du présent titre, seront portées devant le conseil des prud'hommes ou devant le juge de paix du lieu de leur domicile. »

« *Art. 18.* — Dans les divers cas de résolution prévus au chapitre IV, les indemnités ou les restitutions, qui pourraient être dues à l'une ou l'autre des parties seront, à défaut de stipulations expresses, réglées par le conseil des prud'hommes ou par le juge de paix, dans les cantons qui ne ressortissent point à la juridiction d'un conseil de prud'hommes. »

Art. 2. — Les articles 99 et 107 du livre I du code du travail sont modifiés ainsi qu'il suit :

« *Art. 99.* — Toute contravention aux articles 4, 5, 6, 7 b (§§ 1 et 2), 8, 9 et 11 de la présente loi sera punie d'une amende de 5 à 15 fr.

« Pour les contraventions aux articles 4, 5, 7 b (§§ 1 et 2), 8, 9 et 11, le tribunal de police pourra, dans le cas de récidive, prononcer, outre l'amende, un emprisonnement de un à cinq jours.

« En cas de récidive, la contravention à l'article 6 sera poursuivie devant les tribunaux correctionnels et punie d'un emprisonnement de quinze jours à trois mois, sans préjudice d'une amende qui pourra s'élever de 50 fr. à 300 fr.

« *Art. 107.* — Les inspecteurs du travail sont chargés, concurremment avec les officiers de police judiciaire, d'assurer l'exécution des articles 7 b (§§ 1 et 2), 8, 9, 75, 76, 77, etc. (La suite sans changement). »

ANNEXE N° 412

(Session ord. — Séance du 13 juillet 1914.)

RAPPORT fait par la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (exercice 1915), par M. Emile Aimond, sénateur (1). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, le Gouvernement nous a soumis le projet de loi portant répartition du fonds de subvention aux départements pour l'exercice 1915 qui doit être inscrit au budget général du ministère de l'intérieur, en exécution de l'article 58, paragraphe 9, de la loi du 10 août 1871

(1) Voir les nos 403, Sénat, année 1914, et 232-327 et in-8° 35. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

sur les conseils généraux, modifié par la loi du 30 juin 1907.

Cette répartition est identique à celle qui a été fixée pour le fonds de subvention de l'exercice 1914.

Se référant aux engagements pris devant le Parlement, le Gouvernement vous saisira, très prochainement, d'un projet de loi organique fixant des règles nouvelles pour la répartition du fonds de subvention.

Il estime, en effet, qu'il est préférable de ne pas lier la réforme envisagée à un projet de loi annuel, afin de laisser aux Chambres tout le temps nécessaire pour un examen approfondi des nouvelles bases de répartition qu'il propose pour l'avenir.

En conséquence, nous vous demandons d'adopter encore cette année l'ancienne répartition faisant l'objet du projet de loi.

PROJET DE LOI

Article unique. — La répartition du fonds de subvention affecté, par l'article 58, paragraphe 9, de la loi du 10 août 1871, modifié par la loi du 30 juin 1908, aux dépenses des départements qui, à raison de leur situation financière, doivent recevoir une allocation sur les fonds généraux du budget, est fixée, pour l'année 1915, conformément à l'état annexé à la présente loi.

Répartition du fonds de subvention.

(*Exercice 1915.*)

DÉPARTEMENTS	ALLOCATIONS
Ain	100.400
Allier	44.600
Alpes (Basses-)	171.600
Alpes (Hautes-)	160.600
Alpes-Maritimes	151.700
Ardèche	157.200
Ariège	131.600
Aube	22.000
Aveyron	81.500
Cantal	80.700
Cher	107.600
Corrèze	110.600
Corse	237.800
Côtes-du-Nord	26.600
Creuse	120.600
Dordogne	24.000
Drôme	42.800
Finistère	30.400
Gers	4.000
Ille-et-Vilaine	4.000
Indre	117.600
Indre-et-Loire	5.600
Jura	7.600
Landes	147.600
Loir-et-Cher	55.400
Loire (Haute-)	53.700
Lot	53.700
Lozère	150.600
Marne (Haute-)	7.600
Mayenne	33.800
Meurthe-et-Moselle	3.200
Meuse	23.600
Morbihan	23.600
Nièvre	44.600
Puy-de-Dôme	12.000
Pyrénées (Basses-)	85.100
Pyrénées (Hautes-)	81.700
Pyrénées-Orientales	93.700
Territoire de Belfort	6.000
Saône (Haute-)	14.000
Savoie	211.700
Savoie (Haute-)	244.700
Sèvres (Deux-)	31.100
Tarn	23.600
Var	35.600
Vaucluse	89.700
Vendée	26.600
Vienne	58.100
Vienne (Haute-)	80.700
Vosges	43.600
Yonne	5.600
Total	3.682.000

ANNEXE N° 424

(Session ord. — Séance du 15 juillet 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, relatif aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1915, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. J. Noulens, ministre des finances. — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 428

(Session ord. — Séance du 15 juillet 1914).

PROJET DE LOI, adopté, par la Chambre des députés le 1er avril 1914, adopté avec modifications par le Sénat le 7 juillet 1914, modifié par la Chambre des députés le 13 juillet 1914, modifié à nouveau par le Sénat le 14 juillet 1914, modifié à nouveau par la Chambre des députés le 14 juillet 1914, modifié à nouveau par la Chambre des députés le 15 juillet 1914, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1914, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. J. Noulens, ministre des finances. — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 429

(Session ord. — Séance du 15 juillet 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1914, par M. Emile Aimond, sénateur (1). — (Urgence déclarée.)

ANNEXE N° 430

(Session ord. — Séance du 15 juillet 1914.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits pour le service des pensions civiles (loi du 9 juin 1853), présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. J. Noulens, ministre des finances (2). — (Renvoyé à la commision des finances).

ANNEXE N° 432

(Session ord. — Séance du 15 juillet 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés le 1er avril 1914, adopté avec modifications par le Sénat le 7 juillet 1914, modifié par la Chambre des députés le 13 juillet 1914, modifié à nouveau par le Sénat le 14 juillet 1914, modifié à nouveau par la Chambre des députés le 14 juillet 1914, modifié à nouveau par le Sénat le 15 juillet 1914, modifié à nouveau par la Chambre des députés le 15 juillet 1914, modifié à nouveau par le Sénat le 15 juillet 1914, modifié à nouveau par la Chambre des députés le 15 juillet 1914, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1914, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. J. Noulens, ministre des finances. — (Renvoyé à la commission des finances.)

(1) Voir les nos 244-272 et annexes, 313-314-328-329-419-420-422-425-428, Sénat, année 1914, et 276-277 et annexe, 320-326 et in-8° n° 47. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 312-403, et in-8° 46 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

ANNEXE N° 433

(Session ord. — Séance du 15 juillet 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1914, par M. Emile Aimond, sénateur (1). — (Urgence déclarée.)

ANNEXE N° 434

(Session ord. — Séance du 15 juillet 1914.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés le 1er avril 1914, adopté avec modifications par le Sénat le 7 juillet 1914, modifié par la Chambre des députés le 13 juillet 1914, modifié à nouveau par le Sénat le 14 juillet 1914, modifié à nouveau par la Chambre des députés le 14 juillet 1914, modifié à nouveau par le Sénat le 15 juillet 1914, modifié à nouveau par la Chambre des députés le 15 juillet 1914, modifié à nouveau par le Sénat le 15 juillet 1914, modifié à nouveau par la Chambre des députés le 15 juillet 1914, modifié à nouveau par le Sénat le 15 juillet 1914, modifié à nouveau par la Chambre des députés le 15 juillet 1914, portant fixation du budget général des dépenses et des retraites de l'exercice 1914, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. J. Noulens, ministre des finances. — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 435

(Session ord. — Séance du 15 juillet 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1914, par M. Emile Aimond, sénateur (2). — (Urgence déclarée.)

(1) Voir les nos 244-272 et annexes, 419-420-422-425-428-432, Sénat, année 1914, et 276-277 et annexe, 320-326 et in-8° n° 48. — 11e législ. de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 244-272 et annexes, 419-420-422-425-428-432-433-434, Sénat, année 1914, et 276-277 et annexe, 320-326 et in-8° n° 49, — 11e législ. — de la Chambre des députés.

ANNEXE N° 259

(Session ord. — Séance du 2 avril 1914.)

PROPOSITION DE LOI tendant à réorganiser le recrutement et l'avancement des magistrats, présentée par M. Louis Martin, sénateur.

N. B. — Le bon à tirer n'ayant pas encore été donné, cette proposition de loi sera publiée ultérieurement.

ANNEXE N° 293

(Session ord. — Séance du 17 juin 1914.)

PROPOSITION DE LOI tendant à donner à la marine la défense des côtes, organisée au moyen des inscrits maritimes non employés au service de la flotte et au moyen de troupes d'infanterie et d'artillerie dépendant du ministère de la marine, présentée par M. Cabart-Danneville, sénateur.

N. B. — Le bon à tirer n'ayant pas encore été donné, cette proposition de loi sera publiée ultérieurement.

ANNEXE N° 332

(Session ord. — Séance du 29 juin 1914.)

PROPOSITION DE LOI sur la perception des amendes en matière de contraventions, présentée par M. Léopold Goirand, sénateur.

N. B. — Le bon à tirer n'ayant pas encore été donné, cette proposition de loi sera publiée ultérieurement.

ANNEXE N° 377

(Session ord. — Séance du 8 juillet 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi de M. Léon Bourgeois et plusieurs de ses collègues, tendant à instituer des dispensaires d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse, par M. Paul Strauss, sénateur.

N. B. — Le bon à tirer n'ayant pas encore été donné, ce rapport sera publié ultérieurement.

ANNEXE N° 431

(Session ord. — Séance du 15 juillet 1914.)

PROPOSITION DE LOI portant modification des articles 1, 2 et 4 de la loi du 22 novembre 1913 sur les sociétés, présentée par M. Antony Ratier, sénateur.

N. B. — Le bon à tirer n'ayant pas encore été donné, cette proposition de loi sera publiée ultérieurement.

ANNEXE N° 436

(Session ord. — Séance du 15 juillet 1914.)

DÉCRET du Président de la République portant clôture de la session ordinaire de 1914.

NOTA. — Ce document a été inséré dans le compte rendu *in extenso* de la séance du 15 juillet 1914.

SESSIONS EXTRAORDINAIRES DE 1914

SESSION EXTRAORDINAIRE

ANNEXE N° 437

(Session extr. — Séance du 4 août 1914.)

DÉCRET du Président de la République portant convocation du Sénat et de la Chambre des députés en session extraordinaire.

NOTA. — Ce document a été inséré dans le compte rendu *in extenso* de la séance du 4 août 1914.

ANNEXE N° 438

(Session extr. — Séance du 4 août 1914.)

MESSAGE de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, lu au Sénat, par M. Bienvenu Martin, garde des sceaux, ministre de la justice.

NOTA. — Ce document a été inséré dans le compte rendu *in extenso* de la séance du 4 août 1914.

ANNEXE N° 439

(Session extr. — Séance du 4 août 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, relatif à l'admission des Alsaciens-Lorrains dans l'armée française, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Bienvenu Martin, garde des sceaux, ministre de la justice, et par M. A. Messimy, ministre de la guerre (1). — (Urgence déclarée.) — (Renvoyé à la commission de l'armée.)

(1) Voir les nos 423 et in-8° n° 61. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

ANNEXE N° 440

(Session extr. — Séance du 4 août 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'armée chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à l'admission des Alsaciens-Lorrains dans l'armée française, par M. Gervais, sénateur (1). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, la Chambre des députés a, dans sa séance de ce jour, adopté un projet de loi ayant pour objet de permettre l'incorporation dans l'armée française des Alsaciens-Lorrains. Le pays est déjà convaincu que beaucoup d'entre eux, non seulement ne voudront pas porter les armes contre la France, mais viendront se mettre à sa disposition : frères de cœur, ils voudront être nos frères d'armes.

La France ne pourra que les accueillir avec une grande joie patriotique.

En adoptant le projet de loi qui vous est présenté, vous leur permettrez, sous la condition qu'ils aient d'abord contracté un engagement dans un régiment étranger, de recevoir la nationalité française et d'être ensuite, suivant leurs aptitudes, incorporés dans un corps quelconque de l'armée.

Votre commission de l'armée, à l'unanimité, vous propose d'adopter le projet de loi.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Les Alsaciens-Lorrains qui contractent pendant le cours de la guerre un engagement volontaire au titre d'un des régiments étrangers recouvrent, sur leur demande, et après la signature de leur acte d'engagement, la nationalité française.

Ils peuvent, en conséquence, être incorporés, après l'accomplissement de cette formalité, dans un corps quelconque de l'armée, s'ils remplissent les conditions d'aptitude exigées pour l'arme dont ce corps fait partie.

(1) Voir les nos 439, Sénat, année 1914, et 423, et in-8° n° 61, — 11e législ. — de la Chambre des députés.

Art. 2. — Le bénéfice des dispositions de l'article précédent est également applicable aux Alsaciens-Lorrains servant dans les régiments étrangers au moment de la déclaration de guerre, qui en feront la demande.

Art. 3. — Le Gouvernement est autorisé à naturaliser, sans condition de résidence, les étrangers qui contracteront un engagement pour la durée de la guerre.

ANNEXE N° 441

(Session extr. — Séance du 4 août 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, relatif à l'amnistie pour les insoumis et les déserteurs de l'armée de terre et de l'armée de mer, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Bienvenu Martin, garde des sceaux, ministre de la justice; par M. A. Messimy, ministre de la guerre, et par M. V. Augagneur, ministre de la marine (1). — (Urgence déclarée. — Renvoyé à la commission de l'armée.)

ANNEXE N° 442

(Session extr. — Séance du 4 août 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'armée, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à l'amnistie pour les insoumis et les déserteurs de l'armée de terre et de l'armée de mer, par M. Murat, sénateur (2). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, la Chambre des députés a, dans sa séance de ce jour, adopté un projet de loi

(1) Voir les nos 424 et in-8° n° 60 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 441, Sénat, année 1914, et 424 et in-8° n° 60 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

ayant pour objet d'accorder l'amnistie à tous les insoumis et déserteurs des armées de terre et de mer, qui, dans les délais fixés par le projet, se seront présentés à l'autorité militaire pour reprendre leur place dans le rang.

Dans l'admirable mouvement patriotique qui vient de se produire dans toute la nation, mouvement dont personne ne pouvait douter, mais que nous sommes infiniment fiers d'enregistrer, il importe de lever toutes les barrières pour ceux qui veulent y participer; il convient certainement de permettre aux déserteurs et aux insoumis de racheter leurs fautes passées et de jeter sur ces fautes le voile de l'oubli.

Votre commission de l'armée, à l'unanimité, vous propose d'adopter le projet de loi qui vous est apporté.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Amnistie pleine et entière est accordée pour les faits antérieurs au premier jour de la mobilisation :

A tous les insoumis des armées de terre et de mer et à tous les déserteurs des armées de terre et de mer et des bâtiments de commerce qui, pour être incorporés, se seront présentés volontairement à l'autorité militaire ou diplomatique française dans les délais ci-après, qui commenceront à courir le lendemain du jour de la promulgation de la présente loi :

a) Pour les insoumis et déserteurs résidant dans la France continentale et en Corse : 4 jours.

b) Pour ceux résidant dans les pays limitrophes de la France : 6 jours.

c) Pour ceux résidant dans d'autres pays d'Europe et dans d'autres pays du littoral de la Méditerranée et de la mer Noire : 12 jours.

d) Pour ceux résidant dans tout autre pays : 40 jours.

Pour les déserteurs, l'amnistie s'étend à tous les crimes purement militaires et aux délits de toute nature, connexes à la désertion.

Art. 2. — La présente loi est applicable à l'Algérie, aux colonies et pays de protectorat.

ANNEXE N° 443

(Session extr. — Séance du 4 août 1914.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, tendant à attribuer à l'autorité militaire le droit de pourvoir, par voie de réquisition, au logement et à la subsistance des individus expulsés des places fortes comme bouches inutiles, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. A. Messimy, ministre de la guerre, et par M. Malvy, ministre de l'intérieur (1) (urgence déclarée). — Renvoyé à la commission de l'armée.)

ANNEXE N° 444

(Session extr. — Séance du 4 août 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'armée, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à attribuer à l'autorité militaire le droit de pourvoir, par voie de réquisition, au logement et à la subsistance des individus expulsés des places fortes comme bouches inutiles, par M. de La Batut, sénateur (2). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, la Chambre des députés a adopté dans sa séance de ce jour un projet de loi relatif à la subsistance des individus expulsés des places fortes par arrêté des gouverneurs comme bouches inutiles.

Ce projet de loi n'est qu'une extension des dispositions prévues par la loi du 3 juillet 1877 qui autorise la réquisition des prestations nécessaires à l'armée.

Il paraît juste que l'Etat assure la nourriture et le logement des personnes expulsées comme bouches inutiles par les gouverneurs de places fortes et qui seraient dénuées de tout moyen d'existence. Il est donc utile de donner aux autorités militaires le pouvoir d'exercer en cette matière le droit de réquisition.

Néanmoins, comme l'exécution des mesures de détail nécessitées par ces réquisitions pourrait détourner l'activité de l'autorité militaire de points plus importants de la défense nationale, il a paru bon au Gouvernement de donner à l'autorité militaire la faculté de déléguer ses pouvoirs, dans ce cas particulier, à l'autorité civile, ainsi d'ailleurs que la loi du 5 mars 1890 l'a déjà fait pour la formation de l'approvisionnement des places fortes.

Votre commission de l'armée vous propose, à l'unanimité, d'adopter le projet de loi.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — L'autorité militaire est investie, pendant la durée de la guerre, du droit de pourvoir, par voie de réquisition, au logement, à la nourriture, au chauffage et, en cas de maladie, au traitement des individus qui, ayant été évacués comme bouches inutiles par le gouverneur d'une place forte, auront déclaré se trouver sans moyens d'existence.

Elle peut déléguer ce droit à l'autorité civile.

Art. 2. — Il sera procédé à l'exécution des réquisitions de cette nature et au règlement des indemnités auxquelles elles donneront lieu, conformément aux prescriptions contenues dans les titres IV et V de la loi du 3 juillet 1877 relative aux réquisitions militaires et du décret du 2 août de la même année.

ANNEXE N° 445

(Session extr. — Séance du 4 août 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, tendant à attribuer à l'autorité militaire le droit de pourvoir, par voie de réquisition, au logement et à la subsistance des personnes étrangères évacuées sur certaines régions de l'intérieur, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. A. Messimy, ministre de la guerre, et par M. Malvy, ministre de l'intérieur (1). — (Urgence déclarée.) (Renvoyé à la commission de l'armée.)

ANNEXE N° 446

(Session extr. — Séance du 4 août 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'armée, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à attribuer à l'autorité militaire le droit de pourvoir, par voie de réquisition, au logement et à la subsistance des personnes étrangères évacuées sur certaines régions de l'intérieur, par M. André Lebert, sénateur (2). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, la Chambre des députés a adopté dans sa séance de ce jour un projet de loi relatif à la subsistance et au logement des personnes étrangères évacuées sur certaines régions de l'intérieur.

Il donne à l'autorité militaire le droit de réquisition pour assurer le logement et la subsistance des étrangers évacués qui n'auraient aucun moyen de subvenir à leurs besoins.

En effet, si dans un intérêt de sécurité nationale l'Etat a le droit de réunir sur certains points du territoire les personnes étrangères au pays, il semble par corrélation qu'il ait le devoir de pourvoir à leur existence.

Mais comme l'autorité militaire a d'autres intérêts plus importants et plus urgents à surveiller, il a paru bon au Gouvernement de lui permettre de déléguer en cette occasion son droit de réquisition à l'autorité civile pour l'exécution des mesures de détail nécessaires.

Ainsi se trouveront conciliés à la fois les besoins de la défense nationale et les sentiments d'humanité que la France, surtout dans les circonstances les plus graves, tient à honneur de respecter.

En conséquence, votre commission vous propose, à l'unanimité, d'adopter le projet de loi.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — L'autorité militaire est investie, pendant la durée de la guerre, du droit de pourvoir, par voie de réquisition, au logement, à la nourriture, au chauffage et, en cas de maladie, au traitement des personnes étrangères évacuées sur certaines régions de l'intérieur.

Elle peut déléguer ce droit à l'autorité civile.

Art. 2. — Il sera procédé à l'exécution des réquisitions de cette nature et au règlement des indemnités auxquelles elles donneront lieu, conformément aux prescriptions contenues dans les titres IV et V de la loi du 3 juillet 1877 relative aux réquisitions militaires et du décret du 2 août de la même année.

ANNEXE N° 447

(Session extr. — Séance du 4 août 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, tendant à réprimer les indiscrétions de la presse en temps de guerre, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. A. Messimy, ministre de la guerre, et par M. Malvy, ministre de l'intérieur (1). — (Urgence déclarée.) (Renvoyé à la commission de l'armée.)

ANNEXE N° 448

(Session extr. — Séance du 4 août 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'armée, chargé d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à réprimer les indiscrétions de la presse en temps de guerre, par M. Henry Bérenger sénateur (2). — Urgence déclarée.

Messieurs, la Chambre des députés a, dans la séance de ce jour, adopté un projet de loi ayant pour but l'interdiction et la répression des informations et renseignements autres que ceux qui seraient communiqués par le Gouvernement ou le commandement, relatifs aux opérations militaires et diplomatiques.

Ce projet de loi se justifie par les plus impérieuses nécessités dès que l'état de guerre est proclamé.

Il devient alors indispensable de permettre au Gouvernement d'interdire l'introduction en France, la circulation, la mise en vente et la distribution des journaux publiés à l'étranger.

Il convient aussi de prendre des mesures absolument rigoureuses pour que soit évitée par la presse française, même la mieux intentionnée, toute indiscrétion qui serait de nature à favoriser inconsciemment l'ennemi ou à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée ou des populations civiles.

Sans doute, la nation a le droit d'être renseignée, dans la mesure compatible avec les obligations militaires, sur les faits de guerre et sur l'ensemble des nouvelles que le Gouvernement sera responsable jugera pouvoir être publiées.

Votre commission de l'armée a émis, à l'unanimité, le vœu que des communications précises soient périodiquement faites dans ce sens, soit par le ministre de l'intérieur, soit par l'autorité militaire, principalement dans les places fortes, les camps retranchés et toutes les agglomérations importantes.

Votre commission a émis également le vœu que les préfets transmettent le plus rapidement possible ces communications officielles dans les communes et donnent aux chefs des muni-

(1) Voir les nos 425 et in-8° 62. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 443, Sénat, année 1914; et 425 in-8° n° 62 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(1) Voir les nos 426 et in-8° n°63. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 445, Sénat, année 1914, et 426 et in-8° n° 63. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(1) Voir les nos 428 et in-8° n° 65. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 447, Sénat année 1914, et 428, et in-8° n° 65 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

cialités des instructions pour les faire connaître aussitôt par leurs administrés.

Il nous est apparu enfin que le meilleur moyen d'éviter, de la part des journaux français, même de la meilleure foi, la publication dangereuse de renseignements pouvant servir aux états-majors ou aux gouvernements ennemis, serait d'assurer à tous ces journaux indistinctement et simultanément la communication périodique des mêmes renseignements officiels dans la mesure que le Gouvernement jugera possible.

Sous le bénéfice de ces observations, votre commission de l'armée, à l'unanimité, vous propose d'adopter le projet de loi.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Il est interdit de publier, par l'un des moyens énoncés à l'article 23 de la loi sur la presse du 29 juillet 1881, des informations et renseignements, autres que ceux qui seraient communiqués par le Gouvernement ou le commandement, sur les points suivants :

Opérations de la mobilisation et du transport des troupes et du matériel.

Effectifs. — Compositions des corps; unités et détachements; ordre de bataille.

Effectifs des hommes restés ou rentrés dans leurs foyers.

Effectifs des blessés, tués ou prisonniers.

Travaux de défense.

Situation de l'armement, du matériel, des approvisionnements.

Situation sanitaire.

Nominations et mutations dans le haut commandement.

Dispositions, emplacements et mouvements des armées, des détachements et de la flotte.

Et, en général, toute information ou article concernant les opérations militaires ou diplomatiques de nature à favoriser l'ennemi et à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations.

Art. 2. — Toute infraction aux dispositions de l'article précédent sera punie d'un emprisonnement de un à cinq ans et d'une amende de 1,000 à 5,000 fr.

Art. 3. — L'introduction en France, la circulation et mise en vente ou distribution de journaux, brochures, écrits ou dessins de toute nature publiés à l'étranger pourra être interdite par simple arrêté du ministre de l'intérieur.

Toute infraction à cette interdiction sera punie d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 100 à 1,000 fr.

Art. 4. — L'article 463 du code pénal est applicable aux faits prévus par la présente loi.

Art. 5. — La présente loi cessera d'être en vigueur à la date qui sera fixée par un décret du Président de la République et, au plus tard, à la conclusion de la paix.

ANNEXE N° 449

(Session extr. — Séance du 4 août 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, relatif à l'incorporation, en temps de guerre, des hommes de troupe et des officiers de l'armée territoriale dans l'armée active et réciproquement, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. A. Messimy, ministre de la guerre (1). — Urgence déclarée. — (Renvoyé à la commission de l'armée).

ANNEXE N° 450

(Session extr. — Séance du 4 août 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'armée chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à l'incorporation, en temps de guerre, des hommes de troupe et des officiers de l'armée territoriale dans l'armée active, et réciproquement, par M. Gouzy, sénateur (2). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, la loi du 21 juin 1890, modifiant celles du 24 juillet 1873 et du 13 mars 1875, a stipulé « qu'en cas de mobilisation, les corps de troupe de l'armée territoriale ou les unités constituées de ces corps peuvent être détachés pour faire partie de l'armée active. »

De plus, la loi du 19 juillet 1892, article 2, dispose : « Quand les besoins du service l'exigent, le ministre de la guerre peut affecter des officiers du cadre actif ou de réserve à des formations territoriales. Il peut affecter à des formations de l'armée active des officiers de l'armée territoriale qui en feraient la demande ».

Ces facilités offertes à l'autorité militaire ne lui paraissent pas suffisantes pour utiliser au mieux dans toutes les circonstances les ressources disponibles. Le texte qui vous est soumis a pour but de lui permettre d'employer dans les corps de troupe ou services de l'armée active ou de l'armée territoriale, indistinctement, les officiers, gradés ou simples soldats de l'une ou de l'autre armée.

Votre commission de l'armée, à l'unanimité, vous propose d'adopter le projet de loi qui vous est soumis.

PROJET DE LOI

Article unique. — Par modification aux dispositions des lois en vigueur et notamment à celles de la loi du 21 juin 1890, modifiant les lois du 24 juillet 1873 et du 13 mars 1875, ainsi qu'à celles de l'article 2 de la loi du 19 juillet 1892, les officiers, les gradés et les hommes de troupe de l'armée active, de la réserve de l'armée active, de l'armée territoriale ou de sa réserve, peuvent être employés indistinctement dans les corps de troupes ou services de l'une ou l'autre armée, au fur et à mesure des besoins qui viendront à se produire au cours d'une guerre.

ANNEXE N° 451

(Session extr. — Séance du 4 août 1914.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, relatif à la nomination, au grade de sous-lieutenant, des élèves des écoles polytechnique et spéciale militaire entrés à ces écoles en 1913 sous le régime de la loi du 7 août 1913, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française; par M. A. Messimy, ministre de la guerre. (1) — (Urgence déclarée.) — (Renvoyé à la commission de l'armée.)

ANNEXE N° 452

(Session extr. — Séance du 4 août 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'armée, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la nomination au grade de sous-lieutenant des élèves des écoles polytechnique et spéciale militaire entrés à ces écoles en 1913 sous le régime de la loi du 7 août 1913, par M. Gervais, sénateur (2). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, aux termes de l'article 13 de la loi du 7 août 1913, les jeunes gens, admis à l'école polytechnique et à l'école spéciale militaire à la suite du concours de 1913, sont entrés directement à l'école cette même année. Ils doivent, d'autre part, au 1er août de chacune des deux années d'école, être versés pendant deux mois dans un corps de troupe.

En raison des circonstances actuelles, les élèves de Saint-Cyr ont été versés cette année dans les corps de troupe, non pour y servir comme simples soldats, mais pour y tenir, d'ores et déjà, l'emploi des sous-lieutenants. On ne pouvait pas, en effet, négliger, en raison de la pénurie des cadres subalternes, un tel contingent de chefs de section intelligents, instruits et enthousiastes. Il importait enfin de fortifier leurs qualités réelles, en leur conférant, avec le grade de sous-lieutenant, l'autorité morale de l'officier.

La même mesure se justifie pour les élèves de l'école polytechnique entrés dans les mêmes conditions à cette école à la suite du concours de 1913.

Par ailleurs, le projet ne portera aucune atteinte aux droits respectifs des sous-lieutenants provenant des aspirants des écoles polytechnique, de Saint-Cyr, de Fontainebleau, de Versailles, de Saint-Maixent, si les élèves de Polytechnique et de Saint-Cyr, régis par la loi du 7 août 1913, sont promus à une date postérieure à celle de la promotion des aspirants susvisés.

Votre commission de l'armée a accepté le texte qui lui était proposé, et, en son nom, j'ai l'honneur de demander au Sénat de vouloir bien adopter le projet de loi.

PROJET DE LOI

Article unique. — A titre exceptionnel et par dérogation aux lois du 14 avril 1832 et du 17 juillet 1908, pourront être nommés sous-lieutenants, après la promulgation de la présente loi, les élèves des écoles polytechnique et spéciale militaire entrés à l'école en 1913 sous le régime de la loi du 7 août 1913.

Ces élèves devront, pour être promus au grade de sous-lieutenant, avoir satisfait, à leur école, aux examens de passage, et ils prendront rang entre eux dans l'ordre du classement aux dits examens.

ANNEXE N° 453

(Session extr. — Séance du 4 août 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, relatif à la nomination immédiate, au grade de sous-lieutenant, des aspirants-élèves aux écoles polytechnique et spéciale militaire entrés à ces écoles en 1913, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. A. Messimy, ministre de la guerre (1). — (Urgence déclarée.) (Renvoyé à la commission de l'armée.)

ANNEXE N° 454

(Session extr. — Séance du 4 août 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'armée, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la nomination immédiate au grade de sous-lieutenant des aspirants élèves aux écoles polytechnique et spéciale militaire entrés à ces écoles en 1913, par M. Gervais, sénateur (2). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, par une loi en date du 15 juillet dernier, le Parlement a décidé que les aspirants admis à l'école spéciale militaire en 1913, après avoir accompli une année de service régimentaire, seraient nommés sous-lieutenants après une année d'école, pour prendre rang au 1er octobre 1914.

Dans les circonstances actuelles, et en raison du nombre de vacances dans le grade de lieutenant existant dans les régiments, les aspirants précités ont déjà été envoyés dans les corps de troupe pour y remplir les fonctions de sous-lieutenant.

Le projet qui vous est soumis a pour objet de décider qu'ils seront immédiatement promus à ce grade. Il y a lieu de prendre la même mesure à l'égard des élèves de l'école polytechnique qui ont fait une année de service régimentaire et une année d'école.

Votre commission de l'armée a accepté le texte qui lui a été soumis, et vous propose, en conséquence, d'adopter le projet de loi.

PROJET DE LOI

Article unique. — A titre exceptionnel et par dérogation aux lois du 14 avril 1832 et du

(1) Voir les nos 427 et in-8°, no 64 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 449, Sénat, année 1914, et 427, et in-8° no 64. — 11e législ. de la Chambre des députés.

(1) Voir les nos 429, et in-8° no 66. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 451, Sénat, année 1914, 429, et in-8° no 66 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(1) Voir les nos 430 et in-8° no 67 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 453, Sénat, année 1914, et 430, et in-8° no 67 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

17 juillet 1903, seront nommés sous-lieutenants dès la promulgation de la présente loi, et prendront rang à cette date; les aspirants élèves des écoles polytechnique et spéciale militaire entrés à l'école en octobre 1913 après avoir accompli une année de service régimentaire.

ANNEXE N° 455

(Session extr. — Séance du 4 août 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, relatif à l'état de siège, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, président de la République française, par M. Bienvenu Martin, garde des sceaux, ministre de la justice, par M. Messimy, ministre de la guerre, par M. Augagneur, ministre de la marine et par M. Malvy, ministre de l'intérieur (1). — (Urgence déclarée.) (Renvoyé à la commission de l'armée.)

ANNEXE N° 456

(Session extr. — Séance du 4 août 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'armée, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à l'état de siège, par M. Henry Chéron, sénateur (2). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, aux termes de l'article 1er de la loi du 3 avril 1878, une loi seule peut déclarer l'état de siège. Toutefois, aux termes de l'article 2 de la même loi, en cas d'ajournement des Chambres, le Président de la République peut déclarer l'état de siège, de l'avis du conseil des ministres, mais alors les Chambres se réunissent de plein droit, deux jours après.

En l'absence des Chambres, un décret du 2 août 1914 a déclaré la mise en état de siège: 1° des 86 départements français et du territoire de Belfort; 2° des trois départements de l'Algérie.

Il a paru utile au Gouvernement, dans les graves circonstances que traverse le pays, de renforcer les pouvoirs de l'autorité militaire sur l'ensemble du territoire. L'éventualité des événements qui peuvent surgir en Algérie y a rendu l'état de siège également nécessaire.

Les Chambres sont donc appelées aujourd'hui à se prononcer sur la mesure dont le Gouvernement a pris régulièrement l'initiative. Votre commission de l'armée vous propose de la ratifier. Elle est certaine que vous ne voudrez refuser aux pouvoirs publics aucun des moyens qu'ils jugent utiles pour faire face aux responsabilités à la fois si honorables et si lourdes qui pèsent sur eux.

Le projet dont nous sommes saisis permet, en outre, au Président de la République, sur avis du conseil des ministres, de lever l'état de siège et, après qu'il aura été levé, de le rétablir si besoin est, sur tout ou partie du territoire, en tenant compte des nécessités de la défense et des intérêts nationaux, sans avoir à vous convoquer de nouveau.

Nous vous proposons d'adopter également cette partie du projet. Il va de soi que les pouvoirs ainsi attribués au Président de la République ont un caractère exceptionnel et cesseront avec la fin de la guerre à raison de laquelle ils sont établis.

En conséquence de ce qui précède, votre commission de l'armée a l'honneur de vous prier de vouloir bien adopter le projet de loi.

PROJET DE LOI

Article unique. — L'état de siège, déclaré par décret du 2 août 1914 dans les quatre-vingt-six départements français, le territoire de Belfort, ainsi que les trois départements de l'Algérie, est maintenu pendant toute la durée de la guerre.

Un décret du Président de la République, rendu sur avis du conseil des ministres, pourra lever l'état de siège et, après qu'il aura été levé, le rétablir sur tout ou partie du territoire.

(1) Voir les nos 422 et in-8° 59 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 455, Sénat, année 1914, et 422 et in-8° n° 59, — 11e législ. — de la Chambre des députés.

ANNEXE N° 457

(Session extr. — Séance du 4 août 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, relatif au cumul de la solde militaire avec les traitements civils dans le cas de mobilisation, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. J. Noulens, ministre des finances (1). — (Urgence déclarée.) (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 458

(Session extr. — Séance du 4 août 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif au cumul de la solde militaire avec les traitements civils dans le cas de mobilisation, par M. Milliès-Lacroix, sénateur (2). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, la Chambre des députés a adopté dans sa séance de ce jour un projet de loi réglant la situation des fonctionnaires et employés civils de l'Etat en ce qui concerne la jouissance de leur traitement pendant la durée de la mobilisation.

Les fonctionnaires et employés civils rétribués par l'Etat qui ont satisfait aux obligations de la loi sur le recrutement ou de la loi sur l'inscription maritime, en ce qui concerne le service actif, continueront en cas de mobilisation, lorsqu'ils ont été appelés sous les drapeaux, à jouir du traitement attribué à leur emploi.

Toutefois, lorsque ces fonctionnaires ou employés de l'Etat seront pourvus dans l'armée active ou dans l'armée territoriale, soit du grade d'officier, soit d'un grade de sous-officier à solde mensuelle, le total du traitement civil maintenu et de la solde militaire ne pourra en aucun cas dépasser le chiffre du traitement civil soumis à retenue. Si la solde est inférieure au traitement civil, l'administration civile à laquelle ressortit le fonctionnaire ou employé mandatera la différence entre le traitement et la solde.

Si la solde est supérieure au traitement civil, le fonctionnaire ou employé ne touchera qu'une somme égale à son traitement civil, somme qui lui sera payée par l'autorité militaire.

En somme, tout fonctionnaire ou employé civil de l'Etat, mobilisé touchera exactement le traitement qu'il recevait avant la mobilisation.

Votre commission des finances vous propose, messieurs, d'adopter le projet de loi.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Les fonctionnaires et employés civils rétribués par l'Etat qui ont satisfait aux obligations de la loi sur le recrutement ou de la loi sur l'inscription maritime, en ce qui concerne le service actif, continuent, lorsque dans le cas de mobilisation, ils ont été appelés sous les drapeaux, à jouir, dans les conditions et dans les proportions ci-dessous indiquées, du traitement civil qui est attribué à leur emploi.

Art. 2. — Le total du traitement civil maintenu et de la solde militaire ne pourra en aucun cas dépasser le chiffre du traitement civil soumis à retenues pour les fonctionnaires et employés définis à l'article précédent qui seraient pourvus dans l'armée active ou dans l'armée territoriale, soit du grade d'officier, soit d'un grade de sous-officier à solde mensuelle.

(1) Voir les nos 417, et in-8°n° 53. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 457, Sénat, année 1914, et 417, et in-8°, n° 53, — 11e législ. — de la Chambre des députés.

Art. 3. — Si, pour les fonctionnaires et employés visés à l'article 2, la solde est inférieure au traitement, l'administration civile à laquelle ils ressortissent leur mandatera la différence entre le traitement et la solde.

Si, pour ces mêmes fonctionnaires et employés, la solde est supérieure au traitement civil, il ne leur sera mandaté aucun traitement par leur administration civile.

Art. 4. — Les fonctionnaires et employés définis à l'article 1er qui ne seraient pas pourvus, soit d'un grade d'officier dans l'armée active ou dans l'armée territoriale, soit d'un grade de sous-officier à solde mensuelle, toucheront l'intégralité de leur traitement civil.

Art. 5. — La solde militaire et toutes les prestations réglementaires en deniers et en nature devront être payées par l'administration de la guerre sans qu'elle ait à se préoccuper des retenues à effectuer sur le traitement civil.

Art. 6. — Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas aux agents et sous-agents du service de la trésorerie et des postes aux armées qui demeurent régis par des décrets spéciaux.

Art. 7. — En dehors des délégations qu'ils pourront consentir sur leurs soldes militaires, conformément aux règlements existants, les fonctionnaires et employés, désignés à l'article 1er, pourront donner à quiconque délégation de toucher tout ou partie de leur traitement civil ou de la quote-part de leur traitement civil définie à l'article 3.

Art. 8. — Des décrets détermineront les conditions dans lesquelles les dispositions qui précèdent seront applicables aux agents, sous-agents et ouvriers attachés au service de l'Etat et rémunérés au moyen de salaires.

Sera déterminé dans la même forme le régime applicable aux fonctionnaires rémunérés au moyen de remises variables, ainsi qu'aux personnels de tout ordre rétribués sur les crédits des budgets annexes rattachés pour ordre au budget général de l'Etat.

ANNEXE N° 459

(Session extr. — Séance du 4 août 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, portant augmentation de la faculté d'émission des banques de France et de l'Algérie, établissant à titre provisoire le cours forcé de leurs billets et approuvant des conventions passées avec ces établissements, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. J. Noulens, ministre des finances (1) (urgence déclarée). — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 460

(Session extr. — Séance du 4 août 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant augmentation de la faculté d'émission des banques de France et d'Algérie, établissant à titre provisoire le cours forcé de leurs billets, et approuvant des conventions passées avec ces établissements, par M. Emile Aimond, sénateur (2). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, dans les circonstances actuelles des mesures exceptionnelles s'imposent. Pourvoir à la raréfaction du numéraire et assurer les premières ressources permettant de faire face aux besoins de la mobilisation sont d'absolue nécessité.

Le Gouvernement vous demande de décréter le cours forcé du billet de la Banque de France et de celui de la banque de l'Algérie et d'augmenter la faculté d'émission qui pour la Banque de France serait portée de 8 milliards 800 millions à 12 milliards et pour la banque de l'Algérie de 300 à 400 millions. Cette faculté d'émission pourrait encore, s'il en était besoin, être augmentée par décret rendu en conseil d'Etat sur la proposition du ministre des finances.

(1) Voir les nos 415 et in-8° n° 52 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 459, Sénat, année 1914, et 415, et in-8° n° 52 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

Afin d'assurer le payement des dépenses occasionnées par la mobilisation générale, le Gouvernement vous demande également d'approuver les deux conventions préparées et signées en 1911 entre le ministre des finances et le gouverneur de la Banque de France et le directeur général de la banque de l'Algérie, conventions qui prévoient des avances provisoires s'élevant à 2 milliards 900 millions pour la Banque de l'Algérie. Qu'il nous soit permis, à cette occasion, de souligner devant le pays l'importance du service que lui rend en ce moment notre grand établissement de crédit.

C'est grâce, en effet, à sa prudence et à sa prévoyance que nous pouvons aborder avec confiance les difficultés qui nous attendent, et la France ne saurait avoir trop de reconnaissance pour les administrateurs qui ont permis un pareil effort.

La Chambre des députés a répondu à la demande du Gouvernement, et votre commission des finances vous propose d'adopter le texte du projet de loi qui n'est que le complément indispensable de la mobilisation générale.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Le chiffre des émissions de billets de la Banque de France et de ses succursales, fixé au maximum de 6,800 millions (loi du 29 décembre 1911), est élevé provisoirement à 12 milliards. Il pourra être porté au delà de cette limite par décret rendu en conseil d'Etat sur la proposition du ministre des finances.

Art. 2. — Le chiffre des émissions de billets de la Banque d'Algérie et de ses succursales fixé au maximum de 300 milllons (loi du 29 décembre 1911 et décret du 14 août 1912) est élevé provisoirement à 400 millions. Il pourra être porté au delà de cette limite par décret rendu en conseil d'Etat sur la proposition du ministre des finances.

Est autorisée l'émission, par la Banque de l'Algérie, de coupures de 5 fr.

Art. 3. — Jusqu'à ce qu'il en soit disposé autrement par une loi, la Banque de France et la Banque de l'Algérie sont dispensées de l'obligation de rembourser leurs billets en espèces.

Art. 4. — Sont approuvées : 1° les deux conventions passées le 11 novembre 1911 entre le ministre des finances et le gouverneur de la Banque de France; 2° la convention passée le 30 novembre 1911 entre le ministre des finances et le directeur général de la Banque de l'Algérie. Sont données en conséquence toutes les autorisations législatives nécessaires à la mise en vigueur desdites conventions.

Art. 5. — Les trois conventions visées à l'article 4 ci-dessus sont dispensées de timbre et d'enregistrement.

ANNEXE N° 461

(Session extr. — Séance du 4 août 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'assurer le fonctionnement des cours d'appel et des tribunaux de première instance pendant la durée de la guerre, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Bienvenu Martin, garde des sceaux, ministre de la justice (1). — (Urgence déclarée.) — (Renvoyé à la commission des finances).

ANNEXE N° 462

(Session extr. — Séance du 4 août 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'assurer le fonctionnement des cours d'appel et des tribunaux de première instance pendant la durée de la guerre, par M. Léon Mougeot, sénateur (2). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, dans sa séance de ce jour, la Chambre des députés a adopté un projet de loi ayant pour objet d'assurer le fonctionnement des cours d'appel et des tribunaux de première instance pendant la durée de la guerre.

Les vides créés par les nécessités de la mobilisation imposent l'obligation de donner aux premiers présidents et procureurs généraux des cours d'appel les moyens d'assurer le service des audiences. En ce qui concerne les cours d'appel, ils pourront recourir aux magistrats du tribunal du chef-lieu ; pour les tribunaux de première instance, à des juges du ressort, par dérogation à la législation existante, ou à des juges de paix de l'arrondissement.

Votre commission vous propose, à l'unanimité, d'adopter le projet de loi.

PROJET DE LOI

Article unique. — Pendant la durée de la mobilisation et de la guerre, les cours d'appel pourront se compléter, pour le service des audiences, à l'aide de magistrats du tribunal civil du chef-lieu du siège de la cour, désignés par le premier président, sans que le nombre des membres de la cour puisse être inférieur à trois.

Lorsqu'un tribunal de première instance sera dans l'impossibilité de se constituer, un juge du même ressort pourra être désigné par le premier président pour y remplir ses fonctions.

Il pourra, également, se compléter à l'aide de juges de paix de l'arrondissement dont la désignation sera faite par le premier président. Dans ce cas, la présidence appartiendra toujours à un magistrat titulaire.

Un juge titulaire pourra être désigné par le premier président et le procureur général pour remplir les fonctions de procureur de la République près un tribunal du même ressort.

Les magistrats ainsi délégués recevront les indemnités de séjour et de transport prévues par le décret du 1er juin 1899.

ANNEXE N° 463

(Session extr. — Séance du 4 août 1914.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés relatif à la suppléance des officiers publics et ministériels en cas de guerre, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Bienvenu Martin, garde des sceaux, ministre de la justice (1). — (Urgence déclarée.) — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 464

(Session extr. — Séance du 4 août 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la suppléance des officiers publics et ministériels en cas de guerre, par M. Léon Mougeot, sénateur (2). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, dans sa séance de ce jour, la Chambre des députés a adopté un projet de loi ayant pour but d'assurer, pendant la durée de la guerre, le remplacement des officiers publics ministériels qui ont déjà quitté ou vont quitter leurs fonctions par suite de la mobilisation.

Par analogie avec ce qui a été fait en 1870, ils sont autorisés à choisir leurs suppléants, dans des catégories assez larges déterminées par le projet, et à les présenter à l'agrément du président du tribunal civil. Faute par eux de l'avoir fait, il pourra être procédé à la désignation de suppléants, sur la présentation du président de la Chambre et du bureau de la compagnie à laquelle appartient le titulaire.

Votre commission des finances, à l'unanimité, vous propose d'adopter le projet de loi.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Tous les officiers publics et ministériels autorisés par la loi à présenter un successeur peuvent, lorsqu'ils sont appelés sous les drapeaux en cas de mobilisation générale se faire suppléer pour toute la durée de la mobilisation et de la guerre.

Les suppléants seront choisis parmi les fonctionnaires et officiers publics et ministériels en exercice ou ayant cessé leurs fonctions, les anciens magistrats de l'ordre judiciaire, les avocats inscrits à un tableau ; ils pourront encore être choisis parmi les clercs de notaire d'avoué et d'huissier comptant au moins un an de stage.

Art. 2. — Les suppléants seront présentés par les titulaires ou leur mandataire à l'agrément du président du tribunal civil de leur résidence.

Ils prêteront serment sans frais devant le juge de paix du canton.

Art. 3. — Si le titulaire de l'office a répondu à l'ordre de mobilisation sans avoir désigné et fait agréer un suppléant, le président de la Chambre ou le bureau de la compagnie pourra provoquer la nomination d'un suppléant dans les conditions ci-dessus déterminées.

La désignation sera faite par le tribunal siégeant en chambre du conseil.

Art. 4. — En cas de décès du suppléé, le suppléant restera en fonctions jusqu'à la nomination de son successeur.

Art. 5. — Le titulaire sera responsable des faits de charge de son suppléant et son cautionnement sera affecté à cette responsabilité. S'il n'a pas choisi son suppléant, il ne sera responsable que pour moitié des pertes que la gestion de celui-ci aura entraînées.

ANNEXE N° 465

(Session extr. — Séance du 4 août 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, tendant à accorder, pendant la durée de la guerre, des allocations aux familles nécessiteuses dont le soutien serait appelé ou rappelé sous les drapeaux, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française ; par M. Malvy, ministre de l'intérieur ; par M. Messimy, ministre de la guerre ; par M. Victor Augagneur, ministre de la marine, et par M. J. Noulens, ministre des finances (1) (urgence déclarée). (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 466

(Session extr. — Séance du 4 août 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à accorder, pendant la durée de la guerre, des allocations aux familles nécessiteuses dont le soutien serait appelé ou rappelé sous les drapeaux, par M. Milliès-Lacroix, sénateur (2). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, un certain nombre de ceux qui sont appelés ou rappelés sous les drapeaux remplissent le devoir de soutiens indispensables de famille. A toutes ces familles qui seront privées de leur soutien, le Gouvernement vous propose d'accorder, sur leur demande et pendant toute la durée de la guerre, une allocation journalière de 1 fr. 25 avec une majoration de 50 centimes par enfant âgé de moins de seize ans. Ces allocations leur permettront d'assurer leur subsistance, quel que soit le sort du militaire qui était leur soutien.

Votre commission des finances est unanime à vous proposer l'adoption du projet de loi.

PROJET DE LOI

Article unique. — Les familles des militaires de l'armée de terre et de l'armée de mer, appe-

(1) Voir les nos 418, et in-8 n° 55. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 461, Sénat, année 1914, et 418, et in-8° n° 55, — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(1) Voir les nos 419, et in-8° n° 56. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 463, Sénat, année 1914, et 419, et in-8° 56, — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(1) Voir les nos 414, et in-8° n° 51 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 465, Sénat, année 1914, et 414 et in-8° 51 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

lés ou rappelés sous les drapeaux. qui remplissent les devoirs de soutiens indispensables de famille, auront droit, sur leur demande, à une allocation journalière de 1 fr. 25, avec majoration de 50 centimes par enfant âgé de moins de seize ans à la charge du soutien de famille. Ces allocations seront fournies par l'Etat pendant toute la durée de la guerre, quel que soit le sort du militaire, dans des conditions qui seront déterminées par décret.

ANNEXE N° 467

(Session extr. — Séance du 4 août 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, modifiant la loi du 14 décembre 1879 sur les crédits supplémentaires et extraordinaires à ouvrir par décrets pour les besoins de la défense nationale, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Messimy, ministre de la guerre, par M. Victor Augagneur, ministre de la marine, par M. Raynaud ministre des colonies et par M. J. Noulens, ministre des finances (1). — (Urgence déclarée.) — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 468

(Session extr. — Séance du 4 août 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant la loi du 14 décembre 1879 sur les crédits supplémentaires et extraordinaires à ouvrir par décret pour les besoins de la défense nationale, par M. Aimond, sénateur (2). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, la loi du 14 décembre 1879, qui autorise à ouvrir, pendant la prorogation des Chambres, des crédits supplémentaires et extraordinaires, par décrets rendus en conseil d'Etat, après délibération et approbation du conseil des ministres, répond aux besoins du temps de paix, mais ne permet pas de donner satisfaction, avec la rapidité voulue, aux exigences de la défense nationale, à partir du moment de la mobilisation jusqu'à la cessation des hostilités.

Comme il est nécessaaire que le Gouvernement puisse engager, sans délai, les dépenses qui s'imposent et créer les ressources nécessaires à ces nouvelles charges, il est absolument indispensable de supprimer, pendant la durée de la guerre, la limitation prévue à l'article 5 de la loi du 14 décembre 1879 et d'autoriser le Gouvernement à ouvrir par décrets rendus en conseil d'Etat, après délibération et approbation du conseil des ministres, les crédits supplémentaires et extraordinaires de toute nature exigés par des services, ainsi qu'à déterminer les voies et moyens affectés aux crédits demandés.

La Chambre des députés a adopté le projet déposé par le Gouvernement et qu'imposent les événements. Votre commission des finances vous propose de lui donner à votre tour votre haute approbation.

PROJET DE LOI

Article unique. — L'article 5 de la loi du 14 décembre 1879 sur les crédits supplémentaires et extraordinaires, à ouvrir par décrets pendant la prorogation des Chambres, est complété ainsi qu'il suit :

« Toutefois, en cas de mobilisation et jusqu'à la cessation des hostilités, les crédits supplémentaires et extraordinaires nécessaires aux besoins de la défense nationale, même s'ils correspondent à des services autres que ceux visés au premier alinéa du présent article ou s'ils sont destinés à la création d'un service nouveau, pourront, en cas d'absence des Chambres, être ouverts provisoirement par des décrets rendus en conseil d'Etat, après avoir été délibérés et approuvés en conseil des ministres.

« Ces décrets indiqueront les voies et moyens qui seront affectés aux crédits demandés et autoriseront, s'il y a lieu, la création et la réalisation des ressources extraordinaires nécessaires. Ils devront être soumis à la sanction du pouvoir législatif dans la quinzaine de la plus prochaine réunion des Chambres. »

(1) (Voir les nos 413 et in-8° n° 50, — 11e législ. — de la Chambre des députés.)

(2) Voir les nos 467, Sénat, année 1914, et 413 et in-8° n° 508 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

ANNEXE N° 469

(Session extr. — Séance du 4 août 1914.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, portant interprétation des lois des 27 janvier et 24 décembre 1910 relatives à la prorogation des échéances des valeurs négociables, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Gaston Thomson, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, par M. Bienvenu Martin, garde des sceaux, ministre de la justice, par M. Malvy, ministre de l'intérieur, par M. J. Noulens, ministre des finances, et par M. Couyba, ministre du travail et de la prévoyance sociale (1). — (Urgence déclarée.) — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 470

(Session extr. — Séance du 4 août 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant interprétation des lois des 27 janvier et 24 décembre 1910 relatives à la prorogation des échéances des valeurs négociables, par M. Jénouvrier, sénateur (2). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, dans les circonstances que nous traversons, le Gouvernement a pensé que la prorogation des échéances des valeurs négociables entraînait des mesures nécessaires à l'égard du remboursement des fonds déposés dans les banques et sociétés de crédit ou d'épargne et qu'il était impossible de laisser ces établissements dans l'obligation de restituer sans délai la totalité de leurs dépôts, alors qu'on leur enlève le moyen de réaliser les effets de commerce qui en forment la contrepartie.

Des mesures d'une portée plus générale, analogues à celles qui se sont imposées pendant la guerre de 1870-1871, telles que la prorogation éventuelle des termes de loyer, la suspension des péremptions, prescriptions et délais de procédure en matière civile, commerciale et administrative sont également soumises à vos délibérations.

La Chambre des députés les a adoptées, et votre commission des finances vous en propose à son tour, l'adoption.

La situation dans laquelle nous nous trouvons ne permet pas, en effet, une longue discussion.

Toutefois votre commission croit devoir appeler l'attention du Gouvernement sur deux dispositions de l'article 1er du décret du 1er août 1914.

Aux termes des paragraphes 2 et 3 de cet article les déposants ou créditeurs des banques ou établissements de crédit dont le dépôt ou la créance sera supérieur à 250 fr. ne pourront obtenir que cette somme de 250 fr. et 5 p. 100 du surplus.

Votre commission a pensé qu'un très grand nombre de rentiers et déposants sera placé par cette disposition dans une situation qui pourrait être des plus pénibles. Elle invite, en conséquence, le Gouvernement à rechercher s'il ne serait pas possible de renouveler, à des époques qu'il fixerait, ces payements partiels par sommes de 250 fr.

De même, au paragraphe 3 du décret du 1er août, on décide que « les déposants ou créditeurs qui occuperaient un personnel d'ouvriers ou d'employés pour l'exercice d'une profession industrielle ou commerciale auront droit, sur les sommes leur appartenant, à la totalité du montant des salaires de chaque échéance de paye ».

Mais il est manifeste que les industriels et commerçants ont l'obligation de faire face à des dépenses aussi impérieuses que celles du salaire de leur personnel, telles que le coût des matières premières sans lesquelles leur industrie ne pourrait fonctionner, ce qui amènerait le licenciement du personnel qu'on a voulu justement protéger.

Dans ces conditions, la commission attire l'attention du Gouvernement sur l'utilité qu'il y aurait à compléter ou à modifier, dans le sens indiqué ci-dessus, le décret du 1er août 1914.

L'attention de votre commission a été attirée sur une disposition qui émane de la Chambre des députés. Elle est contenue dans l'article 3 qui est ainsi conçu : « Le Gouvernement est autorisé à rendre ces mesures applicables seulement à une partie du territoire. »

Il a paru à vos commissaires qu'il était dangereux de laisser à l'arbitraire du Gouvernement d'appliquer ou de ne pas appliquer des dispositions législatives à une partie du territoire; mais ils n'ont pas voulu insister et, en modifiant le texte, obliger le renvoi à la Chambre, en présence de l'engagement formel pris par le Gouvernement de ne pas user de la faculté que lui donne l'article 3, à moins de circonstances matérielles nettement définies.

Enfin, il convient de signaler l'émotion causée dans le monde du commerce par le décret du 31 juillet qui a prorogé les délais dans lesquels doivent être faits les protêts et les autres actes destinés à conserver les recours; ce décret s'appliquerait-il aux échéances du 31 juillet?

M. le ministre du commerce a promis à votre commission de prendre, sans délai, un décret qui décidera que, pendant la durée de la guerre, aucune procédure commerciale ou civile ne pourra être intentée comme suite aux protêts dressés à l'occasion des échéances du 31 juillet. Ces protêts reprendront toute leur force à la cessation de la prorogation des échéances ordonnée par la présente loi.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Sont considérés comme valeurs négociables pour l'application des lois des 27 janvier et 24 décembre 1910, les chèques, reçus ou tous autres instruments établis en vue de constater soit la délivrance de dépôts-espèces ou de soldes créditeurs des comptes-courants dans les banques et établissements de crédit ou de dépôts, soit le remboursement des bons ou contrats d'assurance, de capitalisation ou d'épargne, à terme fixe ou stipulés remboursables au gré du titulaire ou du porteur.

Art. 2. — Pendant la durée de la mobilisation et jusqu'à la cessation des hostilités, le Gouvernement est autorisé à prendre, dans l'intérêt général, par décret en conseil des ministres, toutes les mesures nécessaires pour faciliter l'exécution ou suspendre les effets des obligations commerciales ou civiles ou pour suspendre toutes prescriptions ou péremptions en matière civile, commerciale et administrative, tous délais impartis pour attaquer, signifier ou exécuter les décisions des tribunaux de l'ordre judiciaire ou administratif.

La suspension des prescriptions et péremptions pourra s'appliquer aux inscriptions hypothécaires, à leur renouvellement, aux transcriptions et généralement à tous les actes qui, d'après la loi, doivent être accomplis dans un délai déterminé.

Art. 3. — Le Gouvernement est autorisé à rendre ces mesures applicables seulement à une partie du territoire.

Art. 4. — Dans les circonstances prévues à l'article 2 aucune instance, sauf l'exercice de l'action publique par le ministère public, ne pourra être engagée ou poursuivie, aucun acte d'exécution ne pourra être accompli contre les citoyens présents sous les drapeaux.

Art. 5. — La présente loi est applicable à l'Algérie et par décret spécial aux colonies des Antilles, de la Guyane et de la Réunion.

(1) Voir les nos 416 et in-8° n° 54 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 469, Sénat, année 1914, et 416, et in-8°, n° 54. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

2e SESSION EXTRAORDINAIRE

ANNEXE N° 471

(2e session extr. — Séance du 22 décembre 1914.)

DÉCRET du Président de la République portant convocation du Sénat et de la Chambre des députés en session extraordinaire.

NOTA. — Ce document a été inséré dans le compte rendu *in extenso* de la séance du 22 décembre 1914.

ANNEXE N° 472

(2e session extr. — Séance du 22 décembre 1914.)

ALLOCUTION de M. Antonin Dubost, président du Sénat.

NOTA. — Ce document a été inséré dans le compte rendu *in extenso* de la séance du 22 décembre 1914.

ANNEXE N° 473

(2e session extr. — Séance du 22 décembre 1914.

COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT faite au Sénat par M. Aristide Briand, garde des sceaux, ministre de la justice.

NOTA. — Ce document a été inséré dans le compte rendu *in extenso* de la séance du 23 décembre 1914.

ANNEXE N° 474

(2e session extr.— Séance du 22 décembre 1914.

RAPPORT relatant les circonstances dans lesquelles M. le sénateur **Emile Reymond**, médecin-major de 1re classe de réserve, pilote-aviateur de la première armée, a trouvé une mort glorieuse le 21 octobre 1914, transmis à M. le président du Sénat par M. le ministre de la guerre.

Bordeaux, le 6 décembre 1914.

Monsieur le président,

J'ai l'honneur de vous remettre ci-inclus, pour être déposé aux archives du Sénat, un exemplaire du rapport officiel relatant les circonstances dans lesquelles M. le sénateur Reymond, médecin-major de 1re classe de réserve, pilote-aviateur de la première armée, a trouvé une mort glorieuse le 21 octobre dernier.

Veuillez agréer, monsieur le président, l'assurance de ma très haute considération.

Le ministre de la guerre,
Signé : A. MILLERAND.

Rapport sur la mort, en service commandé, du médecin-major de 1re classe Reymond, de l'armée territoriale, sénateur.

Désigné par le général commandant la 1re armée, pour effectuer une reconnaissance au-delà des lignes, sur Chambley, Mars-la-Tour, Thiaucourt, le médecin-major de 1re classe Reymond prit place le 21 octobre 1914, en qualité d'observateur, à bord de l'appareil Blériot-biplace, piloté par l'adjudant d'infanterie Clamadieu, de l'escadrille n° 9.

Le ciel, très brumeux dans la matinée, paraissait s'être un peu éclairci surtout dans la direction de l'Est.

Le vent était faible et soufflait du Sud-Sud-Ouest.

L'appareil avait été revu avec soin tout récemment, et le moteur fonctionnait très régulièrement.

Bien que certains pilotes, présents sur le terrain, eussent émis l'opinion qu'on ne pouvait, ce jour-là, naviguer à une altitude suffisante pour s'aventurer sur les lignes ennemies, le médecin-major Reymond et son pilote estimèrent devoir exécuter immédiatement leur reconnaissance, étant donnée son importance particulière.

Ils prirent le départ à quatorze heures trente.

Vers seize heures, un pilote et son observateur, qui effectuaient une reconnaissance d'artillerie dans la région de Limey, aperçurent un avion Blériot, venant d'une direction Nord-Est, Sud-Ouest et passant à une hauteur de 150 mètres environ au-dessus du bois de Mort-Mare.

L'avion, arrivant à la lisière Sud du bois, vira à droite et vint atterrir, normalement semble-t-il, à quelque distance de cette lisière, entre les positions allemandes et les lignes françaises.

Cet avion était l'appareil qui avait emmené le médecin-major Reymond.

Un feu nourri d'infanterie et de mitrailleuses partit à ce moment des tranchées allemandes. L'adjudant Clamadieu fut tué, croit-on, sur le coup, et le médecin-major Reymond grièvement blessé d'une balle qui lui traversa l'abdomen de part en part.

Tout le reste du jour une lutte acharnée se poursuivit de part et d'autre de l'appareil, et, à la nuit seulement, les Français purent se porter au secours des aviateurs, et les transporter à Limey.

Une voiture-ambulance automobile, envoyée par les soins du général commandant l'armée, ramena le blessé, dans la nuit, à l'hôpital de Toul. Jugé inopérable en raison de son extrême état de faiblesse, le médecin-major de 1re classe Reymond mourut le 22 octobre, vers seize heures, après avoir, jusqu'à la fin, et bien que se sachant perdu, fait preuve d'un courage et d'un calme admirables.

Bien plus, les premières paroles du docteur Reymond, blessé à mort, ont eu pour objet de fournir le compte rendu le plus précis de son importante mission, et de permettre ainsi que le résultat en parvienne en temps utile au général commandant l'armée.

L'examen détaillé de l'appareil a conduit à la conclusion que les aviateurs avaient dû atterrir à la suite d'une panne de moteur. Peu s'en fallut qu'ils ne réussissent à revenir dans nos lignes, après avoir échappé aux projectiles ennemis, auxquels, contraints qu'ils étaient de naviguer à une altitude inférieure à 1,600 mètres, ils s'étaient volontairement exposés, et après avoir montré, en poursuivant malgré tout leur mission, un mépris complet du danger et le plus haut esprit de sacrifice.

Le général commandant la 1re armée a rendu un juste hommage à l'héroïsme du médecin-major de 1re classe REYMOND, par l'ordre général n° 74, de la 1re armée, dont la teneur suit :

« Le général commandant la 1re armée cite à l'ordre de l'armée le médecin-major de 1re classe Reymond, détaché à l'état-major de la 1re armée comme observateur en aéroplane.

« A exécuté avec une grande bravoure de nombreuses reconnaissances aériennes des plus audacieuses.

« S'est chargé, le 21 octobre, d'une reconnaissance des plus périlleuses qu'il n'a pu accomplir avec fruit qu'en descendant au-dessous de nuages très bas, exposé au feu très violent d'infanterie et d'artillerie. A fait preuve en cette circonstance d'un véritable héroïsme. Obligé d'atterrir à 50 mètres des lignes allemandes devant le bois de Mort-Mare, a été blessé grièvement, n'a pu être relevé qu'à la nuit, et malgré son extrême faiblesse a trouvé l'énergie de faire un compte rendu très précis de sa reconnaissance. Est mort le lendemain des suites de sa blessure. »

ANNEXE N° 475

(2e session extr. — Séance du 22 décembre 1914.)

PROPOSITION DE LOI tendant à réglementer l'accès aux fonctions publiques et électives des étrangers naturalisés et des descendants d'étrangers, présentée par M. Jénouvrier, sénateur.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs, les événements actuels démontrent les conséquences funestes d'une naturalisation trop libéralement accordée par la France. On peut dire qu'actuellement la qualité de Français est à la disposition de tout étranger qui la réclame, quelles que soient les raisons de cette demande de naturalisation.

Or, de par cette naturalisation, les étrangers jouissent immédiatement de tous les droits politiques et civils des Français d'origine. Comme eux ils ont la capacité d'arriver à toutes les fonctions, même les plus élevées, et de siéger dans les assemblées législatives; ils peuvent même prétendre à diriger les affaires de la France. Nos textes législatifs postérieurs ont, en effet, abrogé la disposition si sage du dernier alinéa de l'article 1er de la loi des 13-21 novembre et 3 décembre 1849 qui porte : « l'étranger naturalisé ne jouira du droit d'éligibilité à l'Assemblée nationale qu'en vertu d'une loi. »

Aussi on a vu, et en grand nombre, des naturalisés qui n'étaient Français que pour l'apparence et afin de mieux trahir la nation, généreuse à l'excès, qui les avait trop facilement accueillis, en gardant même leur nationalité d'origine.

Dans nos grandes villes on trouve aisément des Français, libérés de toute obligation militaire, qui, hier encore, étaient sujets austro-allemands, qui le sont encore certainement d'esprit et de cœur, et qui, cependant, grâce à une naturalisation habilement réclamée et facilement obtenue, restent chez nous, y surveillent nos préparatifs et nos opérations, pour en dévoiler, quand ils le peuvent, le secret à nos ennemis.

N'est-ce pas là un abus manifeste? Et le danger est si grand, que notre alliée l'Angleterre, pourtant si respectueuse de la liberté individuelle, n'a pas hésité à prendre des précautions énergiques contre tous les Austro-Allemands d'origine, naturalisés Anglais depuis moins de dix ans.

Et, en vérité, de telles précautions ne se comprennent-elles pas? Celui qui, sans motifs graves, décisifs, et sans doute très rares, renie sa patrie d'origine, celle dans laquelle ont vécu ses ancêtres et qui garde leurs cendres, dont, quoi qu'il fasse, il gardera dans tout son être intellectuel et moral l'empreinte indélébile, ne doit-il pas, en thèse, et sauf des exceptions rares, être déjà suspect? La naturalisation ne modifie, en effet, ni les goûts, ni les tendances, ni les manières de penser, et n'éteint pas les voix qui parlent au dedans de nous-même de tous les ancêtres qui nous ont précédés.

Et c'est si vrai qu'on a vu, qu'on voit même encore des naturalisés ayant brigué et obtenu des fonctions publiques leur donnant en France un relief et une autorité qui leur permettent de mieux trahir un pays dont, en réalité, ils ne sont pas, ils n'ont jamais été les citoyens.

Certes, il ne faut pas repousser de façon absolue l'étranger qui demande à la France de devenir son fils. Mais ne convient-il pas de prendre vis-à-vis de lui quelques précautions et de mettre à l'épreuve la sincérité de ses sentiments?

Cette sincérité pourra se manifester de multiples façons dont il convient de laisser l'appréciation au Gouvernement. Par exemple : engagement volontaire dans notre armée, surtout au moment du danger; attribution à la France d'une grande découverte, de travaux illustrant leur auteur, etc.

Tout cela, régulièrement constaté et affirmé par le Gouvernement dans un acte solennel et sous sa responsabilité, permettra au naturalisé l'entrée comme de plein-pied dans tous les droits politiques des Français, mais il faut cela.

En dehors de cette justification de sentiments patriotiques, il est nécessaire de demander au temps de les consacrer et de les attester; en conséquence, de soumettre les naturalisés à l'étape indispensable, et, en leur accordant tous les droits civils et même certains droits politiques, comme le droit de vote, de ne permettre l'accès des fonctions électives et publiques qu'aux Français qui pourront se réclamer d'un père et d'un grand-père français.

En conséquence, j'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat le texte suivant d'une proposition de loi :

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Nul ne pourra exercer en France de fonctions électives ou publiques s'il ne justifie qu'il est fils et petit-fils de Français.

Art. 2. — Il pourra être dérogé à la règle ci-dessus, pour motifs graves, par décret rendu sur rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, qui indiquera les circonstances qui justifient la dispense accordée.

Le rapport et le décret seront insérés au *Journal officiel*.

ANNEXE N° 476

(2e session extr. — Séance du 22 décembre 1914.)

PROJET DE LOI tendant à proroger les pouvoirs des sénateurs appartenant à la série B, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Malvy, ministre de l'intérieur. — (Renvoyé à la commission des finances.)

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs, les pouvoirs des sénateurs de la série sortante expirent en janvier prochain.

Or, par suite des nécessités de la mobilisation, qui a appelé sous les drapeaux un grand nombre de conseillers municipaux, il est impossible de réunir les assemblées municipales en vue de la nomination de leurs délégués au collège électoral sénatorial.

D'autre part, aux termes d'un projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre et qui sera soumis à vos délibérations, le Gouvernement a cru devoir proposer l'ajournement de toutes les élections partielles législatives, départementales et communales jusqu'au retour des mobilisés dans leurs foyers, ajournement qui aura pour conséquence la suppression d'autant d'électeurs sénatoriaux.

Enfin, il convient de remarquer qu'un certain nombre de départements appartenant à la série B sont encore occupés par l'ennemi.

Dans ces conditions, il apparaît qu'il y a lieu de proroger exceptionnellement les pouvoirs des sénateurs de la série B jusqu'à l'époque où il aura été possible de constituer normalement, dans chaque département, le collège électoral sénatorial.

En conséquence, le Gouvernement a l'honneur de soumettre à vos délibérations le projet de loi suivant :

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Les pouvoirs des sénateurs de la série B dureront exceptionnellement jusqu'au jour fixé ultérieurement par le décret de convocation du collège sénatorial.

Art. 2. — Il ne sera pourvu aux vacances survenues par suite de décès ou de démission de sénateur des autres séries qu'au moment du renouvellement des sénateurs de la serie B.

Art. 3. — Le délai de six mois, imparti par l'article 21 de la loi du 2 mars 1875, n'est pas applicable au présent renouvellement de la série B.

Art. 4. — Les dispositions de la présente loi sont applicables à l'Algérie et aux colonies.

ANNEXE N° 477

(2e session extr. — Séance du 23 décembre 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, portant : 1° ouverture, sur l'exercice 1915, des crédits provisoires applicables au premier semestre de 1915; 2° autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. A. Ribot, ministre des finances (1). — (Renvoyé à la commission des finances).

ANNEXE N° 478

(2e session extr. — Séance du 23 décembre 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, concernant : la régularisation de décrets au titre du budget général de l'exercice 1914 et des budgets annexes; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1914 au titre du budget général; 3° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1914 au titre des budgets annexes, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. A. Ribot, ministre des finances (2). — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 479

(2e session extr. — Séance du 23 décembre 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi tendant à proroger les pouvoirs des sénateurs appartenant à la série B, par M. Alexandre Bérard, sénateur (3). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, il n'est pas besoin de donner longs arguments pour justifier le projet de loi qui vous est soumis.

C'est à l'impossibilité de convoquer les collèges électoraux que l'on se heurte, avec la mobilisation de nos armées.

Il y a donc lieu de renvoyer à une date ultérieure les élections sénatoriales qui devaient avoir lieu pour le renouvellement de la série B en janvier prochain.

La mesure peut être prise par voie législative, la loi du 14 août 1884 ayant fait sortir du cadre des lois constitutionnelles la loi organique sur l'élection des sénateurs.

En conséquence, votre commission des finances vous propose d'adopter le projet de loi avec certaines modifications sur lesquelles elle est d'accord avec le Gouvernement.

Votre commission vous propose de remettre à une loi ultérieure la fixation de la date et les conditions de ce renouvellement.

Dans cette loi pourra être réglée la question soulevée par l'article 3, lequel dans son esprit visait les paragraphes 8 et 9 de la loi du 2 août 1875 et ne maintenant pas le délai d'inégibilité de six mois pour les officiers de la réserve et de la territoriale et pour les officiers de la réserve et de la territoriale versés dans l'armée active durant les hostilités.

Nous vous proposons de ne pas retenir l'article 3 du projet.

Nous vous proposons d'adopter l'article 2 tel que le Gouvernement vous l'a présenté et l'article 4 qui deviendrait l'article 3.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Les pouvoirs des sénateurs représentant les départements compris dans la série B sont prorogés. Une loi ultérieure déterminera la date à laquelle aura lieu le renouvellement de cette série.

Art. 2. — Il ne sera pourvu aux vacances survenues par suite de décès ou de démission de sénateur des autres séries qu'au moment du renouvellement de la série B.

Art. 3. — Les dispositions de la présente loi sont applicables à l'Algérie et aux colonies.

(1) Voir les nos 433-437, et annexes, et in-8°, no 69 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 434-433 et annexe; et in-8° no 70. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(3) Voir le no 476, Sénat, année 1914.

ANNEXE N° 480

(2e session extr. — Séance du 23 décembre 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant : 1° ouverture, sur l'exercice 1915, des crédits provisoires applicables au premier semestre de 1915; 2° autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics, par M. Emile Aimond, sénateur. — (Urgence déclarée.) (1).

Messieurs, le Gouvernement vient de déposer sur le bureau du Sénat un projet de loi portant :

1° Ouverture sur l'exercice 1915 des crédits provisoires applicables au premier semestre de 1915;

2° Autorisation de percevoir, pendant la même période, les impôts et revenus publics.

Ce projet de loi nous avait été communiqué officieusement il y a quelques jours : c'est vous dire que votre commission des finances n'a eu que très peu de temps pour procéder à l'examen d'un ensemble de crédits qui, pour six mois seulement, arrive au chiffre considérable de 8,825,264,407 fr. et dépasse même celui de 9 milliards, si on y ajoute les budgets annexes.

Avant d'aborder l'étude des articles de cette loi de finances, étude qu'il ne nous était possible de faire que d'une façon très rapide et par conséquent très succincte, il nous semble nécessaire de retenir quelques instants votre attention sur la situation financière du pays.

Cette situation vous a été exposée déjà dans son ensemble par les déclarations éloquentes que vous avez entendues de la part du Gouvernement et de notre président, et c'est une occasion pour votre commission des finances de s'associer sans réserve aux sentiments si nobles, si élevés et si patriotiques qu'ils ont exprimés. Nous n'avons jamais marchandé, quant à nous, à aucun Gouvernement, les crédits qui nous étaient demandés pour la défense nationale, et en vous demandant comme conclusion de ce rapport de voter en bloc les 9 milliards du projet de loi, nous nous préoccupons uniquement de donner à nos vaillants soldats la preuve éclatante que tout le pays est avec eux pour porter au plus haut degré notre puissance défensive et offensive et d'affirmer en même temps notre confiance inébranlable dans le succès final, couronnement certain de leurs efforts héroïques.

Votre commission a entendu le président du conseil, le ministre des finances et le ministre de la guerre; elle a enregistré leurs déclarations, en même temps qu'elle leur posait un certain nombre de questions, non pas sur la quotité des crédits qui nous sont demandés, mais sur l'emploi qui est fait des plus importants d'entre eux.

Nous n'avons pas, pour l'instant, à vous faire connaître nos appréciations sur des crédits dont la répartition doit être faite uniquement sous la responsabilité du Gouvernement par un décret qui paraîtra au *Journal officiel*. Nous nous réservons de vous faire connaître les résultats d'un contrôle complet, quand nous serons mis en présence d'un véritable budget pour 1915, vous demandant uniquement aujourd'hui de voter en bloc les crédits sollicités, en renvoyant à la discussion du budget les observations que nous serons en mesure de vous présenter sur chacun des différents chapitres.

Du reste, sans même attendre ce moment, nous aurons l'occasion, lors de l'examen des crédits supplémentaires de l'exercice 1914, d'apporter au Sénat la preuve que sa commission des finances n'a pas failli à sa tâche, qui consiste à rechercher de quelle façon les dépenses sont engagées et les crédits employés.

(1) (Voir les nos 477, Sénat, année 1914, et 433, 437 et annexe, et in-8° no 69 — 11e législ. — de la Chambre des députés.)

LA SITUATION FINANCIÈRE

Pour se rendre compte de la situation financière actuelle, il est nécessaire de se reporter à l'époque du commencement des hostilités, c'est-à-dire au mois d'août. L'exposé des motifs nous donne à cet égard des précisions qu'il n'est pas inutile de reproduire sous leur forme même :

« Quand la guerre a éclaté, nous n'avions pas pris toutes les précautions les plus propres à nous permettre d'en soutenir l'effort au point de vue financier. C'est une preuve, après tant d'autres, que nous ne voulions pas la guerre, qu'elle nous a été imposée, et nous avons le droit, au regard de la conscience du monde civilisé, de rejeter sur ceux qui l'ont déchaînée la responsabilité des maux terribles qu'elle inflige aux belligérants et aussi des souffrances qui en résultent pour les pays mêmes qui n'y participent pas. Une guerre où tant de nations sont engagées ne peut manquer, en effet, de troubler profondément les intérêts, aujourd'hui solidaires plus qu'autrefois, du monde tout entier, et c'est très justement que l'opinion publique s'en prend, dans tous les pays, aux véritables auteurs de tous ces maux.

« Notre budget, voté tardivement au mois de juillet, n'était pas entièrement équilibré par des ressources certaines. Le ministre des finances avait été autorisé à émettre pour 298 millions de francs des obligations à court terme. On avait, fait état, à concurrence de 112 millions, d'excédents des exercices antérieurs. Des comptes spéciaux ouverts en dehors du budget pour les dépenses du Maroc, pour le développement de notre matériel de guerre, pour l'application du service de trois ans et pour l'accroissement de notre flotte n'avaient pas d'autre contre-partie que les ressources à provenir d'un emprunt. »

Quant à l'emprunt lui-même, dans quelles conditions avait-il été émis et quelles ressources procurait-il au Trésor ? C'est ce que l'exposé des motifs nous rappelle avec une entière franchise :

« Cet emprunt indispensable, on ne s'était résolu à le faire, pour une somme de 805 millions de francs, qu'à la veille de la déclaration de guerre, dans des conditions qui n'étaient pas très favorables. Le succès avait été grand, si l'on en juge par le chiffre des souscriptions qui atteignaient près de quarante fois le montant de la somme à emprunter. Mais l'emprunt avait été, pour une forte part, souscrit par les établissements de crédit et par les spéculateurs en Bourse. Ceux-ci, sachant bien que leurs souscriptions seraient réduites, les avaient majorées dans la proportion nécessaire pour obtenir le chiffre auquel ils voulaient porter leurs engagements envers le Trésor. Au moment de la déclaration de guerre, l'emprunt pesait, en grande partie, sur des établissements de crédit ou sur des acheteurs à terme qui ont éprouvé des difficultés à se libérer. »

A l'heure actuelle, cet emprunt est loin d'être libéré. Les versements faits au Trésor de ce chef au 1er septembre s'élevaient seulement à 337 millions ; au 30 novembre, ils arrivaient au chiffre de 515,722,373 fr., et encore, pour obtenir ce résultat, il a fallu que le ministre des finances prît un certain nombre de mesures sur lesquelles nous reviendrons plus loin.

La Bourse de Paris avait été surprise, elle aussi, par la déclaration de guerre. Les reports y atteignaient 650 millions. C'est dans l'impossibilité de trouver de nouveaux capitaux que la liquidation du 31 juillet n'eut pas lieu. Nous verrons encore plus loin quelles mesures furent prises pour remédier à cette situation. Les banques et les établissements de crédit se trouvèrent également dans l'impossibilité de rembourser leurs dépôts ou comptes courants. De là apparut au Gouvernement la nécessité du moratorium. A ce propos, M. le ministre des finances, dans son exposé des motifs, n'a pas craint de faire une critique justifiée de la façon dont nos principaux établissements de crédit ont usé de la confiance du public.

« Si tous les établissements de crédit, dit l'exposé des motifs, ne s'étaient servis que pour l'escompte des effets de commerce négociables à la Banque de France de la plus forte part de leurs dépôts et s'ils n'avaient employé à des avances sur titres ou à des opérations qui ne peuvent se liquider, en temps de crise, à de courtes échéances que leur capital et leurs réserves, comme le voudrait la prudence, ils n'auraient pas eu besoin de ces mesures de protection dont nous avons parlé. Une aide passagère offerte par l'Etat, au début de la crise, leur eût suffi, comme en Angleterre, pour les maintenir à flot. Nous aurons à voir, quand cette crise sera passée, quelles précautions il y aura lieu de prendre pour obliger les banques de dépôt à conserver des encaisses suffisantes, ne pas faire d'immobilisations exagérées et aussi à publier des bilans qui fassent mieux apparaître leurs disponibilités et leurs engagements à vue. L'heure n'est pas venue de discuter ces questions non plus que de rechercher si tous ces grands établissements de crédits ont administré avec la même prévoyance les immenses ressources que le public leur a confiées.

« Par la direction qu'ils donnent à l'épargne publique, ils disposent d'une puissance considérable qui doit s'employer non seulement dans l'intérêt de leurs actionnaires, mais aussi dans l'intérêt de la France au dehors. Ce serait une injustice de généraliser les reproches qu'on a pu, à cet égard, faire à certains de ces établissements. On peut d'ailleurs se demander si le Gouvernement lui-même a usé toujours avec une continuité de vues suffisante de l'autorité effective dont il dispose par son droit de surveiller les admissions à la cote et de l'influence qu'il exerce par ses conseils et ses directions. Mais ce sont des questions dont il faut réserver l'examen jusqu'au moment où nous pourrons les aborder avec la liberté d'esprit et la sécurité nécessaires. Rien ne serait plus fâcheux que d'ébranler par des discussions inopportunes la confiance légitime qu'a le public que les fonds mis par lui en dépôt dans les banques lui seront fidèlement restitués. »

Enfin, on devait le prévoir, la guerre amena immédiatement une diminution notable dans le produit des impôts.

Pour les contributions directes, la moins-value ne sera pas moins de 150 millions. Cette moins-value atteint aussi dans des proportions considérables l'enregistrement, le timbre, l'impôt sur les opérations de bourse, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, les douanes, les impôts indirects, les postes et télégraphes, qui laisseront pour l'exercice une insuffisance nouvelle de 500 millions environ dont on trouvera le détail dans l'exposé des motifs.

Si les recettes diminuaient, les dépenses publiques augmentaient.

Les dotations supplémentaires réclamées par les services depuis l'ouverture des hostilités ne se sont pas élevées à moins de 6,441,683,000 francs et la ratification des crédits d'égale somme ouverts par décrets en conseil d'Etat nous est demandée dans un projet de loi qui vient d'être déposé sur votre bureau par le Gouvernement. Nous pouvons dire, quant à présent, que la presque totalité des augmentations s'applique aux opérations militaires : 6,092,601,440 fr. pour le département de la guerre ; 82,435,380 fr. pour celui de la marine, et il n'est pas inutile d'indiquer que, dans cette somme de 6,175,036,820 fr., les allocations aux familles que la mobilisation a privées de leur soutien entrent pour 340,741,680 fr.

La participation de l'Etat au fonctionnement des caisses de chômage à été de 14,470,000 fr.

L'entretien des personnes évacuées des places fortes ou des départements envahis et des étrangers dirigés sur certains points du territoire, l'aménagement des locaux destinés à les recevoir, les transports d'indigents, la distribution de secours aux populations éprouvées par l'ennemi ont exigé l'inscription au budget de l'intérieur de crédits se montant ensemble à 46,750,000 fr.

Il a fallu, de plus, rétablir d'urgence les communications dans les régions réoccupées par nos armées, soit 9 millions pour l'administration des postes, 10,830,000 fr. pour celle des travaux publics.

Notre réseau ferré, qui a fourni à la mobilisation, à la concentration et aux déplacements de nos troupes un concours si actif, a eu, pendant les premiers mois surtout, son trafic commercial réduit dans une très large mesure. Le versement à faire aux chemins de fer de l'Etat, pour parer à l'insuffisance de leur produit, s'est accru de 33,088,472 fr., et les compagnies n'ont pu assurer leur exploitation ainsi que le service de leurs titres que grâce aux acomptes qui leur ont été payés sur le montant de leur garanties jusqu'à concurrence de 74,700,000 fr.

En outre, le recours nécessairement plus large aux moyens de trésorerie a grossi les intérêts de la dette flottante du Trésor et entraîné une dépense de 35 millions de francs.

Enfin, en dehors des dépenses que nous venons de passer en revue, le Trésor a fait ou doit faire un certain nombre d'avances, en vertu d'engagements pris envers des pays alliés ou amis, savoir :

250 millions à la Belgique ;
90 millions à la Serbie ;
20 millions à la Grèce ;
500,000 fr. à la banque du Monténégro.

Il a dû également mettre temporairement des fonds à la disposition d'un certain nombre de chambres de commerce qui, chacune dans leur région, se sont employées à faire les achats de denrées nécessaires pour assurer, dans les circonstances difficiles résultant de l'état de guerre, le ravitaillement de la population civile. Les avances ainsi consenties aux compagnies consulaires pour seconder leur initiative s'élèvent à 27,500,000 fr.

Comment a-t-on pu faire face à des charges si considérables et comment sera-t-il possible de trouver en dehors des impôts 6 milliards et demi au moins sur les 9 qui sont demandées pour le premier semestre de 1915 ? Sans doute, les Chambres ont autorisé la Banque de France à porter jusqu'à 12 milliards sa faculté d'émission de billets. Rien n'est en effet plus facile que de créer du papier-monnaie, mais c'est un moyen dont on ne peut user que dans une certaine limite. Disons de suite que la Banque de France n'a pas épuisé sa faculté d'émission, malgré les interventions nombreuses qu'elle a consenties non seulement dans l'intérêt du Trésor, mais aussi dans celui des grands intérêts publics. Il nous reste, en effet, encore une marge de plus de 2 milliards avant que notre premier établissement de crédit ait atteint la limite assignée par le législateur, limite que le Gouvernement peut encore élever par décret en l'absence des Chambres.

D'abord, le bilan de la Banque indique la confiance dont elle jouit non seulement en France, mais encore à l'étranger. Les dépôts des particuliers vont sans cesse en augmentant : ils étaient de près de 400 millions au 10 décembre et il faut ajouter à ce chiffre plus de 780 millions d'avances sur titres et 2,273 millions de comptes courants créditeurs ; le tout en face de l'encaisse métallique de 4 milliards et demi, dont 4,141 millions d'or et de 3,850 millions de portefeuille. On voit donc que le gage des billets est absolument certain. C'est ce qui explique que ces billets fassent prime à l'étranger en même temps que les changes nous sont favorables.

D'un autre côté, par d'heureuses mesures, M. Ribot a cherché à rendre aux trésoriers-payeurs généraux le rôle qu'ils avaient autrefois, alors que le public connaissait le chemin de leurs guichets pour y porter des dépôts en numéraire.

On constate, ajoutons-le, qu'à la Banque de France aussi bien que les agents du Trésor, le nombre et l'importance de ces dépôts va sans cesse en augmentant.

C'est dans ces conditions que le Gouvernement a demandé au public de venir lui-même apporter au Trésor les ressources dont il avait besoin. De là la création des bons de la Défense nationale, bons à trois mois, à six mois ou à un an, auxquels sont attachés des avantages qui ne sont pas à dédaigner et qui, à l'heure actuelle, sont souscrits pour tout près de 1 milliard et demi. Par d'heureuses dispositions, le ministre des finances a en outre autorisé la Banque de France à escompter aux particuliers les certificats provisoires de l'emprunt en 3 1/2 et cette mesure a eu pour premier résultat de permettre à la Bourse de liquider une partie de ses achats à terme sur l'emprunt et par conséquent aux souscripteurs de se libérer. Nul doute que le chiffre de 2 milliards et demi, que le projet de loi qui nous est soumis permet d'atteindre sous cette forme d'emprunt, ne soit très rapidement atteint, si nous en jugeons par les chiffres considérables que la souscription enregistre chaque jour, et nous ne voyons pour notre part aucun inconvénient à ce que ce chiffre soit dépassé.

C'est ainsi qu'on arrivera très facilement au moment où les circonstances permettront de remplacer cet emprunt à trois ou à six mois ou un an par un emprunt plus large amortissable en un plus grand nombre d'années et émis dans des conditions encore plus avantageuses pour le Trésor.

Les ressources de la France sont considérables, et nous sommes bien loin de les avoir épuisées. Nous pouvons soutenir la lutte sans que notre crédit en souffre le moins du monde. La preuve en est faite aujourd'hui et elle le

serait plus éclatante encore le jour où nous ferions un large appel au crédit public.

On voit par ce qui précède que la Banque de France a été pour beaucoup dans cette situation favorable, d'abord par l'avance qu'elle a faite au Trésor au début même des opérations et qu'elle a continuée depuis dans les conditions de son accord avec le ministre des finances; en acceptant ensuite l'escompte des bons de la défense nationale et celui des certificats provisoires de l'emprunt; en escomptant également près de 3 milliards d'effets de commerce dont la plus grosse part reste immobilisée dans son portefeuille; en consentant ensuite à la chambre syndicale des agents de change un prêt de 200 millions de francs qui a empêché une liquidation forcée de la position des acheteurs à terme, liquidation qui eût entraîné l'effondrement des cours; et enfin en négociant, à l'heure actuelle, avec la Banque d'Etat de Russie pour aider au payement en France des créances que nous avons sur les pays étrangers.

En ce qui concerne les établissements de crédit, l'heure critique que l'on pouvait craindre pour eux est déjà passée. Nous croyons savoir, en effet, que d'ici quelques jours la plupart d'entre eux auront renoncé volontairement au bénéfice du moratorium, ce qui va permettre aux déposants d'utiliser la plupart des sommes dont ils ont été privés à la suite des mesures qu'il fallut prendre au lendemain de la mobilisation. Nul doute que cette décision de la part de ceux des établissements de crédit qui la prendront n'ait les plus heureuses conséquences, parce qu'elle remettra dans la circulation une masse importante de capitaux et contribuera ainsi dans une large mesure à la reprise de la vie commerciale.

En résumé, nous avons assurément traversé des moments difficiles, mais aujourd'hui ces moments sont passés.

Notre situation financière est solide et la France peut envisager, sans crainte de fatigue, l'éventualité de longues opérations militaires.

LES CRÉDITS DEMANDÉS

Lorsqu'on demande aux Chambres des douzièmes provisoires, le projet de loi qui les contient se borne à dire que ces douzièmes sont exactement calculés pour chaque mois d'après les chiffres du budget de l'année précédente, rectifiés simplement dans quelques détails en raison de circonstances spéciales. Les projets de loi de cette sorte n'indiquent du reste aucune distribution de ces douzièmes en chapitres budgétaires et c'est un décret du Président de la République qui fait cette répartition. Dans le projet actuel, le Gouvernement a cru devoir nous faire connaître d'avance la répartition par ministère et par chapitre des sommes qu'il nous demande; de telle sorte l'exposé des motifs du projet de loi fait apparaître ce dernier sous la forme d'un véritable budget.

Votre commission des finances n'a pas voulu s'engager dans la voie qui aurait consisté à examiner ce pseudo-budget de six mois, chapitre par chapitre. Il lui eût fallu d'abord pour le faire un temps considérable; il eût fallu ensuite que les rapporteurs particuliers se missent en relation avec les ministres pour avoir d'eux, sur chacun des chapitres, les justifications habituelles, d'autant plus que pour le ministère de la guerre, tout au moins, les nouveaux chapitres n'ont plus aucun rapport avec les chapitres des budgets précédents, qu'on a supprimé tous les comptes spéciaux y compris celui du Maroc, et qu'enfin les crédits, qu'ils soient ordinaires ou extraordinaires, sont fusionnés ensemble.

Il en est de même pour le ministère de la marine.

D'un autre côté, il faudra bien, en dernière analyse, voter le budget de 1915 et procéder à un examen minutieux des chapitres de ce budget. Votre commission des finances ne manquera pas à ce moment de vous faire connaître avec une entière liberté ses conclusions, tant sur la nature des crédits que sur leur emploi, mais, à l'heure actuelle, ce serait entrer dans des discussions superflues que d'engager à ce sujet des controverses, même sommaires, et c'est pour cette raison que nous vous demandons de voter en bloc les 8 milliards 825.264,407 fr. de douzièmes provisoires qui vous sont demandés, crédits dont la répartition comme l'emploi se feront sous l'entière responsabilité du Gouvernement.

Ce dernier, du reste, reconnaît avec nous qu'il ne peut en être autrement et que, s'il a fait suivre son exposé des motifs des tableaux des crédits par chapitre, tels qu'il compte les publier au *Journal officiel*, ces tableaux n'ont, à ses yeux, qu'une valeur indicative. Il a voulu simplement que dans un projet de douzièmes qui arrive à des chiffres si peu comparables à ceux de l'année précédente, on pût se rendre compte d'une façon générale des raisons des augmentations considérables qui sont demandées. C'est donc à titre purement d'indication que nous résumons ci-dessous les principales de ces augmentations, telles qu'elles nous sont présentées par le Gouvernement sous sa seule responsabilité.

Les crédits provisoires sollicités au titre du budget de l'Etat s'élèvent à 8 milliards 825,264,407 fr. Ils excèdent de 6 milliards 229,442,865 fr. les six douzièmes des crédits primitifs du budget de 1914. Cet accroissement s'applique, à concurrence de 5 milliards 428,602,304 fr., aux dépenses du département de la guerre, qui ont nécessairement été évaluées pour 1915 sur des bases nouvelles.

Pour les autres départements ministériels, les crédits provisoires ont été, en principe, calculés sur les dotations fixées par la loi de finances du 15 juillet dernier, en apportant aux douzièmes mathématiques les corrections justifiées par l'inégale répartition des dépenses entre les différents mois de l'année.

Le Gouvernement a prévu, en outre, les dotations supplémentaires indispensables pour l'exécution des lois votées. On peut citer, à cet égard, les augmentations ci-après qui correspondent aux besoins d'un semestre :

Service de l'emprunt autorisé par la loi du 20 juin 1914, 7,740,000 fr.

Annuités à la caisse des dépôts et consignations, 1 million.

Pensions militaires de la guerre et de la marine, 7,276,000 fr.

Pensions civiles, 2 millions.

Retraites ouvrières et paysannes, 15,870,000 francs.

Subvention à la caisse autonome de retraites des mineurs, 2 millions.

Annuités pour le service de la petite propriété et des habitations à bon marché, 716,000 francs.

Annuités aux compagnies de chemins de fer et au réseau de l'Etat, 11,800,000 fr.

D'autres accroissements correspondent à des mesures expressément approuvées par le Parlement ou même consacrées par la loi, qui n'ont reçu en 1914 qu'une application partielle et dont l'application progressive n'a pas paru pouvoir être suspendue.

C'est ainsi qu'au cours du prochain semestre les améliorations diverses actuellement en cours exigent 7,280,000 fr. pour le personnel de l'enseignement; 7,500,000 fr. pour celui des postes; 2,800,000 fr. pour celui de la marine; 1,800,000 fr. pour celui des régies financières; 222,000 fr. pour celui des eaux et forêts; 388,000 francs pour les services des ponts et chaussées et des mines.

Enfin, il a fallu tenir compte également des services nouveaux ou des extensions de services, dont la nécessité s'est avérée depuis le début des hostilités et qui ont fait pour la plupart l'objet, en 1914, d'ouvertures de crédits par des décrets qui seront soumis à votre ratification.

Les principales de ces dépenses, qui ont pour cause directe ou indirecte l'état de guerre, se rattachent aux objets suivants :

Frais entraînés par la mobilisation de la flotte et par les opérations navales, 60,861,000 fr.

Accroissement des intérêts de la dette flottante et des obligations à court terme, 30,650,000 francs.

Frais de matériel et de personnel motivés par l'émission des bons de la défense nationale et par le service du Trésor et des postes aux armées, 2,400,000 fr.

Impression du *Bulletin des armées* et du *Bulletin des communes*, 277,000 fr.

Nécessités de notre action à l'étranger (dépenses des résidences et dépenses secrètes), 5,500,000 fr.

Rétablissement des communications dans la zone des armées (postes, télégraphes, routes, etc.), 18,450,000 fr.

Continuation sur crédits budgétaires de voies ferrées commencées à l'aide des avances des compagnies, 12 millions.

Garanties d'intérêts aux entreprises de chemins de fer et insuffisance du réseau de l'Etat, 130,900,000 fr.

Recrutement d'auxiliaires, renforcement d'effectifs pour le service des postes, 7,100,000 fr.

Indemnités au personnel du même service, 3,400,000 fr.

Frais supplémentaires d'impression du même service, 600,000 fr.

Remplacement du personnel enseignant mobilisé, 4,200,000 fr.

Bourses nationales, 925,000 fr.

Subventions aux lycées, 1,470,000 fr.

Avances sur leurs traitements aux fonctionnaires des lycées, collèges et cours secondaires des régions envahies, 600,000 fr.

Avances aux fonctionnaires municipaux et départementaux des mêmes régions, 500,000 fr.

Entretien des personnes évacuées des places fortes ou des départements occupés par l'ennemi, transports d'indigents, 51 millions.

Allocations aux agents des chemins de fer belges réfugiés en France, 1,500,000 fr.

Secours d'extrême urgence aux départements éprouvés par les événements de guerre, 9 millions.

Fonds national de chômage, 20 millions.

Réparations des dommages matériels résultant des faits de guerre, 300 millions.

Le gouvernement ajoute qu'il s'est efforcé d'opérer tous les retranchements que la situation commandait et d'écarter provisoirement, dans toute la mesure du possible, les dépenses qui n'intéressent pas la défense nationale ou l'ordre public, ou qui ne sont pas susceptibles de contribuer à maintenir, autant que le permettent les circonstances, la vie économique du pays.

Le départ sous les drapeaux d'une grande partie des agents de l'Etat n'entraîne pas une diminution très sensible des frais de personnel proprement dits, puisque, en vertu de la loi du 5 août 1914, les traitements assurés à ces agents continuent, dans la plupart des cas, à leur être payés. Toutefois, un certain nombre d'indemnités accessoires, correspondant à des travaux qui ne sont plus réellement effectués ou à des positions dans lesquelles les agents cessent d'être placés, ont perdu leur raison d'être. D'autre part, il a été recommandé aux administrations de surseoir pendant la guerre, sans préjudice des droits ultérieurs des agents, à tous les avancements qui ne seraient pas indispensables. Elles ont été invitées, enfin, à limiter rigoureusement les frais de remplacement, en assurant, autant que possible, le service avec le concours des seuls agents demeurés à leur poste, sauf à modifier temporairement leurs attributions respectives.

La mobilisation a eu pour effet d'interrompre de nombreux travaux ou de ralentir leur exécution. On s'est attaché à garder ouverts les chantiers toutes les fois que leur maintien en activité permet de parer efficacement au chômage ou que leur abandon eût compromis les ouvrages commencés. Néanmoins, les prévisions relatives à cette nature de dépenses accusent une importante réduction.

Les prévisions formées au titre du département de la guerre appellent quelques observations spéciales. Nulle comparaison n'est possible, en ce qui les concerne, avec les crédits primitifs de 1914. Comme il a été indiqué plus haut, la nomenclature budgétaire elle-même a dû être modifiée et mise en harmonie avec les nécessités de l'administration en campagne. Le nombre des chapitres a été réduit; leur dotation n'a pu être calculée que d'après l'expérience des quatre derniers mois et les évaluations des services pour les besoins du semestre prochain. Quelques-uns des chefs de dépenses présentent des diminutions sur les prévisions du temps de paix : c'est le cas notamment pour les écoles militaires, la solde du cadre de réserve, les manœuvres et exercices techniques. Pour le plus grand nombre des rubriques, l'importance des effectifs entretenus, la consommation active de matériel, d'effets d'habillement et de denrées, le nombre des transports entraînent des augmentations sans proportion avec les dotations de l'année précédente. Les allocations accordées aux familles que la mobilisation a privées de leur soutien sont prévues pour 567,200,000 fr., chiffre qui sera dépassé largement en raison de la dernière circulaire de M. le ministre de l'intérieur qui a dû assurer l'application intégrale de la loi.

Il convient de rappeler, en outre, qu'aucune imputation n'est proposée pour 1915 sur le compte spécial ouvert en vertu de la loi du 15 juillet 1914. Toutes les dépenses de fabrication, d'acquisitions et de travaux — nécessairement d'ailleurs très différentes de celles qui étaient prévues à cette époque — sont donc

aujourd'hui comprises dans les crédits provisoires qui vous sont demandés au titre du budget général.

Il en est de même pour l'entretien du corps d'occupation au Maroc. Cet entretien a été calculé sur un effectif sensiblement égal à celui de 1914. Les éléments de troupes actives qui ont été rappelés dans la métropole pour participer aux opérations de guerre sur le continent ont été en effet remplacés par des fractions appartenant à l'armée territoriale. Par contre, les dépenses afférentes aux travaux et à la constitution d'approvisionnements n'ont pas à être intégralement renouvelées cette année. En résumé, les prévisions formées au titre du Maroc entrent pour 103,893,870 fr. dans le total qui vous est soumis et sont inférieures de 12,089,100 fr. aux six douzièmes mathématiques des crédits accordés pour 1914.

Les crédits provisoires qui nous sont demandés, dans ces conditions, pour assurer l'exécution des services publics pendant le premier semestre de 1915, s'élèvent ensemble à la somme de 9,298,705,669 fr., savoir :

Budget général.....	8.825.264.407
Budgets annexes.....	473.441.262
Total général.....	9.298.705.669

Votre commission des finances a pris acte de la déclaration du ministre des finances, que ces crédits ne comportaient pas d'augmentations pour les administrations civiles, à moins qu'elles ne fussent la conséquence des lois votées.

Le total ci-dessus représente, d'après les prévisions du Gouvernement, la dotation nécessaire pour assurer le payement de toutes les dépenses qui viendront à exigibilité pendant les six premiers mois de 1915. La répartition en sera faite, par ministères et par chapitres, comme le porte l'article 3 du projet de loi ci-après, au moyen d'un décret de M. le Président de la République.

Ces crédits provisoires se confondront d'ailleurs avec les crédits définitifs qui seront alloués pour l'exercice tout entier par la loi de finances de l'exercice 1915.

EXAMEN DES ARTICLES DU PROJET DE LOI

TITRE Ier

Budget général et budgets annexes rattachés pour ordre au budget général.

§ 1er. — *Crédits accordés.*

Article 1er.

Il est ouvert aux ministres, au titre du budget général de l'exercice 1915, des crédits provisoires s'élevant à la somme totale de 8 milliards 825,264,407 fr. et applicables au premier semestre de 1915.

Article 2.

Il est ouvert aux ministres, au titre des budgets annexes rattachés pour ordre aux budgets respectifs de leurs départements, pour l'exercice 1915, des crédits provisoires s'élevant à la somme totale de 473,441,262 fr. et applicables au premier semestre de 1915.

Article 3.

Les crédits ouverts par les articles 1 et 2 ci-dessus seront répartis, par ministères et par chapitres, au moyen d'un décret du Président de la République.

Ils se confondront, d'ailleurs, avec les crédits qui seront accordés pour l'année entière par la loi de finances de l'exercice 1915.

Pour ces trois articles, nous nous référons aux observations qui précèdent.

§ 2. — *Impôts et revenus autorisés.*

Article 4.

Est et demeure autorisée la perception des contributions directes et des taxes y assimilées établies pour l'exercice 1915 en vertu de la loi du 15 juillet 1914.

Les articles 4 et 8 autorisent la perception jusqu'au 1er juillet prochain de tous les droits, produits et revenus attribués aux budgets en conformité des lois existantes. En ce qui concerne toutefois les contributions directes et les taxes assimilées, le projet, suivant la règle habituelle, prévoit que la perception en sera autorisée pour l'année entière.

Article 5.

La date à laquelle entreront en vigueur les dispositions des articles 5 à 24 de la loi de finances du 15 juillet 1914, relatives à l'établissement d'un impôt général sur le revenu, est reportée au 1er janvier 1916.

L'article 25 de la loi de finances du 15 juillet 1914 stipule que les dispositions des articles 5 à 24 relatives à l'institution de l'impôt général sur le revenu ne sont applicables qu'à partir du 1er janvier prochain.

Rappelons que c'est le revenu net des contribuables en 1914 qui doit légalement constituer en 1915 la base d'imposition. Combien de contribuables n'ont-ils pas vu leur revenu diminué, sinon supprimé depuis l'ouverture des hostilités? Comment, dès lors, procéder dans des conditions aussi anormales à la détermination des revenus imposables, sans s'exposer à établir les rôles d'un impôt dont le rendement deviendrait absolument aléatoire?

Ne serait-il pas à craindre qu'une première application d'un impôt aussi délicat ne risquât de compromettre en cette circonstance le succès de la mesure fiscale votée par le Parlement.

D'un autre côté, la charge d'établir les rôles incombe aux agents des contributions directes qui doivent recevoir les déclarations des assujettis et, à défaut de déclaration, procéder à la taxation d'office. Or, le nombre des agents présentement sous les drapeaux dépasse la moitié de l'effectif total, et l'administration ne peut que difficilement faire face aux travaux indispensables pour la mise en recouvrements des impôts directs existants. C'est dire que matériellement elle est hors d'état de procéder à l'assiette de l'impôt nouveau, et que la seule solution qu'il convienne d'adopter en présence de cette situation consiste à reporter à l'année 1916 la mise en vigueur de l'impôt sur le revenu. Tel est l'objet de l'article 5.

On avait pensé également à reporter à l'année prochaine la mise en vigueur de la loi du 29 mars 1914 qui a modifié l'assiette de l'impôt foncier non bâti. Mais là, aucune difficulté. La plupart des conseils généraux se sont prononcés sur la durée de la péréquation qu'ils désirent voir appliquer à leurs départements respectifs, de telle sorte qu'il n'y a aucune difficulté pour le recouvrement de l'impôt. Seuls, un ou deux départements verront l'application de la réforme retardée en ce qui les concerne, mais comme sur ce point il n'y aura pas unité de législation pendant dix années dans l'ensemble des départements et que le taux de l'impôt foncier sera encore variable d'un département à l'autre, suivant les décisions prises par les conseils généraux, rien ne s'oppose à l'application immédiate de la loi nouvelle.

Article 6.

Sont exemptes de l'impôt de mutation par décès les parts nettes recueillies par les ascendants et descendants et par la veuve du défunt dans les successions : 1° des militaires des armées des armées françaises et alliées de terre et de mer morts sous les drapeaux pendant la durée de la guerre actuelle; 2° des militaires qui, soit sous les drapeaux, soit après renvoi dans leurs foyers, seront morts, dans l'année à compter de la cessation des hostilités, de blessures reçues ou de maladies contractées pendant la guerre; 3° de toutes personnes tuées par l'enhemi au cours des hostilités.

La déclaration de ces successions doit néanmoins être souscrite dans les délais fixés par l'article 24 de la loi du 22 frimaire an VII; elle doit être accompagnée d'un certificat de l'autorité militaire constatant que la mort a été causée par une blessure reçue ou une maladie contractée pendant la durée de la guerre ou, dans le cas de civils tués par l'ennemi, établissant les circonstances du décès.

L'action solidaire pour le recouvrement des droits de mutation par décès conférée au Trésor par l'article 32 de la loi du 22 frimaire an VII, ne peut être exercée à l'encontre des cohéritiers auxquels profite l'exemption accordée par le présent article.

Cet article a pour objet d'exonérer, dans certaines conditions, des droits de mutation par décès les successions transmises à leurs proches parents et à leur veuve par les militaires morts en défendant notre patrie ou par les personnes tuées par l'ennemi au cours des hostilités.

L'obligation pour les familles qui seront frappées dans leur affection et souvent aussi dans leurs intérêts matériels, de verser un impôt en argent alors qu'elles auront si cruellement payé l'impôt du sang, emprunterait en effet aux circonstances le caractère d'une charge véritablement excessive, et il semble qu'en une telle occurence l'Etat doive participer à l'infortune de ces familles en renonçant à la perception de la taxe établie par nos lois sur les transmissions de biens qui s'effectuent par le décès.

Si justifié qu'il apparaisse, le principe d'une telle immunité ne trouve cependant à s'appuyer dans notre législation fiscale, sur aucun précédent. C'est ainsi notamment que les successions de nos soldats tombés sur les champs de bataille de 1870-1871 ont été assujetties à l'impôt de mutation par décès, conformément au droit commun.

Mais la campagne actuelle diffère profondément des guerres antérieures. Le perfectionnement des armements, le nombre considérable des belligérants auront sans doute pour effet de prolonger la durée des hostilités et de rendre la lutte plus meurtrière que par le passé; d'autre part, c'est la nation tout entière qui, par le jeu du service militaire obligatoire, a dû prendre les armes pour repousser l'envahisseur, et de nombreux pères de famille, réservistes ou territoriaux, risquent chaque jour de mourir, victimes de leur devoir.

Toutes ces considérations paraissent de nature à justifier une dérogation au principe de l'assujettissement aux taxes fiscales des successions envisagées. Il convient, d'ailleurs, de remarquer que cette dérogation n'entraînera pas, à proprement parler, une perte pour le Trésor, mais comportera seulement l'abandon de produits sur lesquels il ne devait pas normalement compter.

Il ne s'ensuit pas cependant que l'exonération doive être absolue et qu'elle doive profiter à toutes les personnes sans exception auxquelles seront dévolues les successions dont il s'agit.

S'il est équitable de dispenser de l'impôt de transmission ceux qui sont unis au défunt par un lien très étroit d'affection et de parenté et à qui la disparition d'un chef ou même d'un soutien de famille cause en réalité plus de préjudice que d'avantage au point de vue purement pécuniaire, on conçoit difficilement que le bénéfice de l'immunité puisse être accordé aux parents collatéraux et à plus forte raison aux légataires non parents, qui réalisent, par suite de l'ouverture de la succession du défunt, un enrichissement certain prématuré et souvent imprévu.

Aussi, convient-il de limiter la faveur de l'exemption aux transmissions par décès qui s'effectuent au profit d'ascendants et de descendants à tous les degrés et de la veuve du militaire ou de la personne tuée par l'ennemi. Quant aux collatéraux et légataires non parents du défunt, ils demeureraient assujettis au payement des droits conformément à la législation en vigueur.

Cette solution, conforme à la logique et à l'équité, a, de plus, le mérite de ménager l'intérêt du Trésor public à un moment où il a besoin de toutes ses ressources financières.

L'article comprend dans ses prévisions non seulement les militaires français, mais aussi les militaires des armées alliées. Les familles de ces derniers, qui combattent avec nous pour les mêmes idées et dans le même but, dont certains coopèrent directement, à l'heure présente, à la défense du sol français, ont droit, en effet, à une égale sollicitude et, par conséquent, doivent être également dispensées de payer à la France les impôts de mutation que le décès de leur enfant, de leur père ou de leur mari rendrait exigibles sur les biens héréditaires situés dans notre pays.

L'immunité d'impôt ne paraît pas, au surplus, devoir être accordée exclusivement aux héritiers en ligne directe et à la veuve des militaires tombés morts sur le champ de bataille. Les familles des officiers et soldats qui auront succombé à leurs blessures ou à une maladie contractée dans le rude service des armées méritent cette même faveur. Cependant, comme il importe d'éviter des exagérations dans l'application de la mesure tout à fait exceptionnelle envisagée et comme la persistance indéfinie de cette mesure risquerait d'occasionner des abus, il semble nécessaire de limiter les effets de la

disposition législative projetée à une période de temps au-delà de laquelle il deviendrait difficile de reconnaître si la mort a été provoquée par une blessure reçue ou une maladie contractée durant la guerre, ou si, au contraire, elle a eu une cause naturelle. En définitive, on exempterait les successions en ligne directe et entre époux : 1° des militaires tués à l'ennemi; 2° de ceux qui, soit sous les drapeaux, soit après renvoi dans leurs foyers, seront morts, dans l'année qui suivra la cessation des hostilités, des suites de blessures reçues ou d'une maladie contractée pendant la guerre; 3° de toutes personnes tuées par l'ennemi au cours des hostilités.

Un autre passage du texte comporte aussi une explication.

S'il paraît tout à fait légitime d'accorder dans les cas prévus l'exonération complète de l'impôt, il est utile de maintenir l'obligation, pour les héritiers en ligne directe et pour la veuve, de souscrire la déclaration de succession. Cette déclaration, en effet, mentionne les biens laissés par le défunt, détermine les droits résultant pour lui, le cas échéant, de conventions matrimoniales et précise la part de chacun des héritiers; elle peut donc présenter un intérêt très réel au point de vue purement civil. Ses constatations permettent de suivre la transmission des immeubles et d'apporter aux documents cadastraux les modifications convenables; elles sont nécessaires, en l'état de notre législation fiscale, pour le transfert des valeurs mobilières nominatives et pour le payement des capitaux assurés sur la vie. D'autre part, on ne conçoit pas que l'immunité d'impôt puisse être accordée sans justification des causes qui la motivent. Cette justification sera facile à fournir; elle consistera dans la production d'un certificat de l'autorité militaire constatant que la mort est le résultat de blessures reçues ou de maladies contractées durant la guerre ou, dans le cas de civils tués par l'ennemi, établissant les circonstances du décès.

Enfin, l'exemption fiscale n'aurait pas été complète pour ceux qui sont appelés à en profiter si l'on avait laissé subsister à leur encontre la solidarité établie par l'article 32 de la loi du 22 frimaire an VII entre tous les cohéritiers pour le payement du droit de mutation par décès. Une succession peut être dévolue pour partie au père ou à la mère du défunt et pour le surplus à ses frères et sœurs. En l'état actuel des choses, le père ou la mère, dispensé d'impôt, pourrait néanmoins être astreint au payement des droits dus par les frères et sœurs, sauf son recours contre ceux-ci. On ne croit pas devoir maintenir cette garantie de recouvrement contre les héritiers et successibles en faveur desquels est proposé le présent article. L'alinéa final de cet article a pour but la suppression de la solidarité dans les conditions qui viennent d'être précisées.

Un certain nombre de nos collègues avaient pensé qu'on pouvait ne pas comprendre les ascendants dans la disposition envisagée. Ils disaient qu'un père qui hérite de son fils dans ces conditions bénéficie d'un avantage pécuniaire qui vient accroître sa fortune et sur lequel il n'était pas en droit de compter et ils ne conçoivent pas que le Trésor soit frustré de la part qui devait lui revenir. Les biens dont hérite le père, ajoutent-ils, peuvent avoir été recueillis ou amassés par le fils lui-même. Mais on peut répondre à cela que, dans la plupart des cas, ces biens du fils proviennent en réalité du père et que, pour passer des mains de ce dernier au premier, ils ont déjà acquitté des droits au Trésor. Le Gouvernement estime qu'une mesure comme celle qu'il propose doit être large et il s'est opposé à ce qu'on en écartât les ascendants.

Article 7.

Le point de départ des délais prévus à l'article 24 de la loi du 22 frimaire an VII est reporté au jour de la cessation des hostilités pour les successions désignées dans l'article précédent, et ouvertes pendant la guerre, quel que soit le degré de parenté des héritiers ou légataires appelés à les recueillir, et même lorsqu'elles sont échues à des successeurs irréguliers ou à des légataires sans lien de parenté avec le défunt.

Il paraît équitable de reporter à la cessation des hostilités le point de départ des délais dans lesquels doivent être déclarées à l'enregistrement les successions de militaires morts sous les drapeaux ou de personnes tuées par l'ennemi au cours des hostilités. Il arrive trop souvent, par la force même des choses, que les familles sont longtemps laissées dans l'ignorance des décès et il serait choquant que cette circonstance douloureuse puisse avoir pour conséquence de les exposer à des pénalités fiscales.

L'administration fait connaître au surplus qu'elle ne perd pas de vue les difficultés qu'éprouvent, en général, les héritiers et légataires à réunir, au cours de la guerre, les fonds nécessaires au payement des droits et que, sans qu'il soit nécessaire de vous proposer des dispositions spéciales à cet effet, elle usera envers tous les redevables des ménagements compatibles avec les intérêts du Trésor.

C'est dans le même ordre d'idées que le ministre des finances nous a demandé de ne pas introduire dans le texte les deux dispositions additionnelles suivantes de M. Chastenet :

I. — « Pour la succession des officiers et soldats morts sous les drapeaux, les délais accordés au conjoint et aux héritiers en ligne directe pour faire inventaire et délibérer ne courront qu'à partir de la date donnée par le traité de paix à la cessation des hostilités. »

II. — « Les délibérations des conseils de famille des mineurs dont les pères sont morts sous les drapeaux devront être délivrées sur papier libre et sans frais. »

Et cette autre de M. Jénouvrier :

« Il en est de même du point de départ des délais dans lesquels devront être faits ou accomplis toutes déclarations, comptes, inventaires et formalités quelconques rendus nécessaires par l'ouverture des actes successoraux. »

M. le ministre des finances nous a déclaré qu'il tiendrait compte de toutes ces dispositions dans la pratique, mais qu'il était inutile de les insérer dans la loi.

Article 8.

La perception des impôts indirects et des produits et revenus publics continuera d'être opérée jusqu'au 1er juillet 1915, conformément aux lois en vigueur.

Continuera d'être faite, pendant le premier semestre de 1915, la perception, conformément aux lois existantes, des divers droits, produits et revenus, au profit des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées.

Continuera également d'être faite pendant la même période, la perception, conformément aux lois existantes, des divers produits et revenus affectés aux budgets annexes rattachés pour ordre au budget général.

Nous vous prions de vous reporter pour ce article au commentaire de l'article 4.

Article 9.

Est autorisée l'approbation par décrets rendus en conseil d'État de la prorogation, jusqu'au 31 décembre 1915, des surtaxes d'octroi sur l'alcool qui expirent le 31 décembre 1914 et dont le maintien a été voté par les conseils municipaux.

Article 10.

Sont autorisées, à titre provisoire, jusqu'au 31 décembre 1915 inclusivement, sauf vote contraire des conseils municipaux, quand il n'aura pu être statué dans les conditions prévues aux articles 137 et 139 de la loi du 5 avril 1884, ainsi qu'à l'article 9 de la présente loi :

1° La prorogation des surtaxes d'octroi sur l'alcool;

2° La prorogation des actes constitutifs de tout octroi arrivant à expiration le 31 décembre 1914, sous réserve des dispositions de l'article 17 de la loi de finances du 30 juillet 1913 et de l'article 19 de la loi du 13 août 1913.

Aux termes de la loi du 5 avril 1884, le renouvellement des taxes d'octroi doit être voté par les conseils municipaux. Quand les taxes sont renfermées dans la limite des maxima et de la nomenclature du tarif général annexé au décret du 12 février 1870, les délibérations municipales ont par elles-mêmes force exécutoire (art. 139); mais lorsque les taxes ne seront pas prévues au tarif-type ou qu'elles dépassent les maxima fixés par ce tarif, la prorogation doit être autorisée par décret en conseil d'État, après avis du conseil général ou de la commission départementale dans l'intervalle des sessions (art. 137).

Qu'il s'agisse des taxes réglementaires ou extraréglementaires, une délibération municipale est donc nécessaire pour leur maintien. Mais, alors que cette délibération suffit pour les taxes de la première catégorie, la loi exige, pour le renouvellement des taxes de la seconde catégorie, toute une série d'examens successifs et la production de nombreux documents.

En raison des circonstances exceptionnelles résultant de l'état de guerre, il est à craindre que, dans les communes où le conseil municipal n'a pas encore délibéré sur la question, ce vote ne puise intervenir avant le 31 décembre 1914, par suite de l'impossibilité où l'on se trouverait de réunir cette assemblée. D'autre part, même dans les cas où la délibération municipale a déjà été prise, il faut prévoir que, lorsque les octrois comportent des taxes extraréglementaires, les dossiers ne pourront être normalement constitués en temps utile pour des raisons diverses variables de commune à commune.

Quant aux surtaxes d'octroi sur l'alcool, elles ne peuvent, suivant la législation en vigueur (dernier paragraphe de l'article 137 de la loi du 5 avril 1884), être autorisées que par une loi. Chaque année, même en temps normal, ce n'est qu'avec beaucoup de difficulté que le Parlement parvient à se prononcer dans les délais voulus sur le renouvellement des surtaxes, bien qu'il autorise le Gouvernement à proroger provisoirement ces ressources extraordinaires, pour une période de six mois, par des décrets en conseil d'État.

En maintenant sans atténuation toute cette procédure dans les circonstances actuelles, on aboutirait en fait à suspendre dans beaucoup de communes la perception des taxes et des surtaxes d'octroi. Afin d'éviter de priver momentanément ces communes d'une portion souvent importante de leurs ressources, l'article 9 confère au Gouvernement, comme les années précédentes, une délégation provisoire lui permettant de proroger, en vertu de décrets rendus en conseil d'État, les surtaxes d'octroi sur l'alcool venant à expiration le 31 décembre 1914; mais la période pour laquelle cette mesure pourrait être prise serait portée de six mois à un an.

En outre, il convient de maintenir d'office, à titre tout à fait exceptionnel, pour une durée d'une année, tous les octrois, taxes et surtaxes qui n'auront pu être prorogés dans les conditions déterminées par les articles 137 et 139 de la loi du 5 avril 1884 et par l'article susindiqué. Toutefois, pour sauvegarder le droit conféré par la loi aux conseils municipaux de supprimer leurs taxes d'octroi sans que le gouvernement ait à intervenir, l'article 10 dispose que ces taxes ne seront maintenues que si l'assemblée communale n'émet pas un vote contraire.

Il s'agit, en définitive, d'admettre les conseils municipaux à maintenir purement et simplement les situations existantes, en attendant que les formalités réglementaires puissent être accomplies et sous la réserve expresse que les dispositions de l'article 17 de la loi de finances du 30 juillet 1913 (nivellement des droits d'octroi sur les huiles végétales) et de l'article unique de la loi du 13 août 1913 (fixation de nouveaux maxima pour les droits d'octroi sur les poissons de mer) seront strictement observées.

Article 11.

Le ministre des finances est autorisé, pour subvenir pendant le premier semestre de 1915, aux dépenses de la deuxième section des budgets annexes des chemins de fer de l'État, à émettre, dans les conditions déterminées par l'article 44 de la loi de finances du 14 juillet 1911, des obligations amortissables dont le montant ne pourra excéder la somme de 10 millions 308,700 fr. pour le réseau ancien des chemins de fer de l'État et celle de 44,913,300 fr. pour le réseau racheté de la compagnie de l'Ouest.

Sans observations.

TITRE II

Dispositions spéciales.

Article 12.

Une loi spéciale déterminera les conditions dans lesquelles s'exercera le droit à la répara-

tion des dommages matériels résultant des faits de guerre.

Un premier crédit de 300 millions est ouvert au ministre de l'intérieur pour les besoins les plus urgents.

Un décret pris en conseil d'Etat fixera la procédure de la constatation des dommages et le fonctionnement des commissions d'évaluation.

Cet article n'a pas besoin de commentaires.

Il est une affirmation de la solidarité nationale qui réunit tous les Français à quelque région qu'ils appartiennent ; il est bien entendu qu'en ce qui concerne l'étendue du droit dont le principe est proclamé, la liberté du Parlement reste entière.

Article 13.

Est sanctionnée la convention passée le 21 septembre 1914 entre le ministre des finances et le gouverneur de la Banque de France.

Ladite convention est dispensée de timbre et d'enregistrement.

Nous ne pouvons mieux faire que de reproduire ici la déclaration du Gouvernement au sujet de cette convention, dont on trouvera le texte en annexe :

« La Banque de France pourra, sans danger pour son crédit, nous faire pendant la guerre les avances dont nous aurons besoin.

« L'Etat remboursera sa dette envers la Banque sur ses premières ressources, ce qui revient à dire qu'il se libérera dès qu'il le pourra. Mais pour donner à cet engagement moral une force plus grande, nous avons cru qu'il était sage de constituer, dès à présent, un premier fonds d'amortissement de notre dette envers la Banque en portant à 3 p. 100, après l'année qui suivra la fin des hostilités, l'intérêt annuel à payer à la Banque. Ce surplus d'intérêt de 2 p. 100, comme nous l'avons expliqué dans une lettre au gouverneur de la Banque, ne doit pas profiter aux actionnaires et servir à augmenter leurs dividendes. Il doit aller à un fonds de réserve qui aura pour objet de commencer l'amortissement de notre dette, mesure de prévoyance au profit de la Banque de France et surtout au profit de nous-mêmes, parce qu'elle nous obligera à des sacrifices que nous aurions peut-être la faiblesse d'ajourner.

« En créant ce fonds d'amortissement, nous avons consenti à ce que la Banque de France pût y imputer les pertes qui se produiraient sur le montant de son portefeuille immobilisé en partie par la prorogation des échéances. Le gouvernement britannique n'a pas hésité à accorder une garantie directe à la Banque d'Angleterre. Il nous a donné ainsi un exemple dont nous avons cru pouvoir nous inspirer sans le suivre complètement. Nous aurions trouvé quelque peu dangereux dans notre pays, où on tire trop volontiers des conséquences permanentes d'un fait accompli en temps de crise et qui doit rester exceptionnel, de poser en thèse que l'Etat pouvait garantir directement des opérations accomplies sous la seule responsabilité de la Banque et qu'il serait souverainement imprudent de livrer à une discussion devant les Chambres. Mais nous sommes arrivés à un résultat assez analogue à celui que le gouvernement britannique a eu en vue en donnant à la Banque l'autorisation de prélever sur le fonds d'amortissement le montant des pertes qu'elle pourrait éprouver par suite des services exceptionnels rendus par elle au commerce et aux banques au cours de la crise que nous traversons. »

Article 14.

Sont ratifiés et convertis en lois :

1° Le décret du 11 septembre 1914 relatif aux avantages à accorder aux certificats libérés de l'emprunt en rentes 3 1/2 p. 100 amortissables et le décret du 11 décembre 1914, relatif à la libération des certificats provisoires dudit emprunt ;

2° Les décrets du 27 octobre et du 30 novembre 1914 relatifs aux avances à des gouvernements ou établissements étrangers ;

3° Le décret du 11 décembre 1914 relatif aux avances des trésoriers-payeurs généraux.

On trouvera ces trois décrets en annexe.

Nous avons dit plus haut avec quelle lenteur les souscripteurs de l'emprunt 3 1/2 p. 100 libéraient leur souscription et nous avons indiqué les raisons de cette lenteur. Il était à craindre en outre que beaucoup de souscripteurs ne fissent pas d'efforts pour libérer entièrement des titres dont la valeur était dépréciée par la perspective d'emprunts futurs qui pourraient être émis à un taux plus avantageux. Il était donc équitable, et en même temps profitable aux intérêts du Trésor, d'offrir aux souscripteurs qui libéreraient leurs certificats provisoires dans des conditions fixées par un arrêté du ministre des finances l'avantage de pouvoir, lors des emprunts à venir, échanger leurs certificats contre des titres de ces nouveaux emprunts, au prix d'émission du 3 1/2 p. 100, c'est-à-dire à 91 fr., de sorte qu'ils n'auraient aucune perte à subir. Nous ne pouvons qu'approuver cette mesure en vue des grands emprunts à faire dans l'avenir.

D'autre part, il restait à libérer une assez forte portion des certificats provisoires flottant sur le marché de la Bourse, les vendeurs et les acheteurs à terme en raison de l'ajournement de la liquidation se trouvant embarrassés pour opérer les versements nécessaires. On a donc demandé à la Banque de France de faire l'avance de ces sommes moyennant le dépôt en garantie des certificats provisoires. Ces certificats seront repris également par le Trésor en payement des souscriptions aux emprunts futurs et au prix de 91 fr.

Quant au décret relatif aux gouvernements étrangers, il n'appelle, de notre part, aucune observation.

Nous avons dit également dans nos considérations générales les raisons qui avaient poussé le Gouvernement à mettre en dehors des limitations d'émoluments prévues par les textes en vigueur les intérêts alloués aux trésoriers-payeurs généraux pour leurs fonds personnels ou pour les dépôts versés par eux au Trésor.

Article 15.

Pour assurer l'application de la loi du 5 août 1914 accordant des allocations journalières aux familles des hommes appelés ou rappelés sous les drapeaux, il est institué au ministère de l'intérieur une commission supérieure chargée de statuer en dernier ressort sur les recours formés soit par les intéressés, soit par les préfets et sous-préfets contre les décisions rendues par les commissions d'appel.

La composition et le fonctionnement de cette commission seront fixés par décret.

La commission prévue à l'article 15 peut être rapprochée de la commission créée pour l'exécution de la loi des retraites ouvrières. Elle aura pour objet surtout de statuer en dernier ressort, de créer une unité nécessaire de jurisprudence.

Nous pensons que le texte aurait gagné en indiquant quels seraient les membres chargés de siéger dans cette commission. Nous souhaitons que ladite commission arrive, si elle peut, à supprimer les graves abus qui sont signalés un peu partout dans l'application de la loi du 5 août 1914.

Article 16.

Le dernier alinéa de l'article 12 de la loi du 22 juillet 1909 relative au recensement, au classement et à la réquisition des voitures automobiles est remplacé par le suivant :

« La commission mixte de réquisition des automobiles devra fixer un prix supérieur ou inférieur au prix budgétaire, pour les voitures qui, de l'avis unanime de ses membres, auraient une valeur notablement supérieure ou inférieure à ce prix. Toutefois, la majoration ou la réduction ne dépassera pas le quart du prix budgétaire. La commission fixe également le prix des accessoires, objets de rechange et d'approvisionnements dont la voiture doit être pourvue conformément à l'article 9 ci-dessus. »

Les alinéas 5 et 6 de l'article 49 de la loi du 3 juillet 1877 relative aux réquisitions militaires sont remplacés par les suivants :

« La commission de réquisition pourra fixer exceptionnellement un prix supérieur ou inférieur au prix budgétaire pour les animaux qui, de l'avis unanime de ses membres et du vétérinaire qui l'assiste, auraient une valeur notablement supérieure ou inférieure à ce prix.

« Toutefois, la majoration ou la réduction ne dépassera pas le quart du prix budgétaire. »

Article 17.

Le premier alinéa de l'article 15 de la loi du 22 juillet 1909 est remplacé par le suivant :

« Les commissions mixtes statuent définitivement sur les réclamations ou excuses qui peuvent être présentées par les propriétaires des voitures automobiles requises. Toutefois, en ce qui concerne les évaluations faites par ces commissions, les propriétaires intéressés peuvent se pourvoir devant la juridiction civile après que l'autorité militaire a définitivement ratifié la décision de la commission et en suivant la procédure prévue par l'article 26 de la loi du 3 juillet 1887. »

Les modifications proposées par les articles 16 et 17 sont motivées par les considérations suivantes :

L'article 12 de la loi du 22 juillet 1909 spécifie que les prix des voitures automobiles requises sont fixés au préalable et d'une manière absolue, d'après leur catégorie et leur ancienneté de fabrication. Les prix attribués dans chaque catégorie aux voitures ayant moins de deux ans de fabrication sont fixés aux chiffres portés au budget de l'année, sans aucune majoration ni déduction, ou, à défaut, aux chiffres fixés par le ministre. La commission de réquisition peut toutefois fixer exceptionnellement un prix supérieur au prix budgétaire pour les voitures qui, de l'avis unanime de ses membres, auront une valeur notablement supérieure à ce prix à la condition que la majoration ne dépasse pas le quart du prix budgétaire. En fait, il n'y a pas de prix budgétaire et le prix légal est déterminé par l'application d'une règle fixée par un arrêté ministériel du 18 juillet 1913.

L'application de ces dispositions depuis le début de la mobilisation a conduit à payer pour certaines voitures des prix manifestement exagérés que les commissions de réquisitions n'avaient pas le pouvoir de rectifier. Celles-ci n'ont en effet un pouvoir d'appréciation qu'en ce qui concerne l'attribution de majorations au prix légal tel qu'il résulte de l'application de la règle susvisée ; elles ne peuvent effectuer aucune déduction pour tenir compte de l'état d'usure, de la qualité des divers organes, de la valeur de la carrosserie, etc.

Il semble que la législation présente sur ce point une lacune d'autant plus grave dans les circonstances actuelles que les meilleures voitures ont été réquisitionnées et que, pour assurer les besoins des armées, on sera peut-être obligé d'en réquisitionner d'autres qui, tout en étant susceptibles d'un service de guerre, seront de qualité moindre.

L'administration de la guerre a considéré que pour remédier à ces inconvénients il suffirait de modifier les dispositions susvisées de la loi du 22 juillet 1909, de manière à y introduire la contre-partie naturelle de la majoration prévue pour les voitures ayant une valeur notablement supérieure au prix légal.

Si, en effet, le législateur a admis cette majoration, c'est qu'il considérait que l'attribution du prix résultant de l'application stricte de la règle établie par le ministre pourrait léser les intérêts des particuliers, dans le cas où cette règle conduit à un prix manifestement inférieur à la valeur réelle de la voiture. Inversement, une réduction de même importance aurait dû être prévue pour ne pas léser les intérêts de l'Etat, lorsque l'application de ladite règle conduit à un prix manifestement supérieur à la valeur réelle.

C'est dans ce dernier but qu'est proposée la modification au dernier alinéa de l'article 12 de la loi du 22 juillet 1909, qui fait l'objet de la première partie de l'article 16 du présent projet ; cette modification tend, en effet, à conférer aux commissions de réquisition le droit d'apprécier la réduction à faire subir aux prix de base de la même manière qu'elles sont déjà autorisées à apprécier la majoration à apporter à ce prix.

Toutefois, on ne saurait équitablement attribuer ce nouveau droit aux commissions sans donner aux propriétaires des automobiles réquisitionnées une garantie consistant dans un droit d'appel contre les prix proposés par ces commissions après leur ratification par l'autorité supérieure, si les intéressés se considèrent lésés.

C'est dans ce dernier but qu'est proposée l'adjonction au premier alinéa de l'article 15 de la loi du 22 juillet 1909, qui fait l'objet de l'article 17.

La Chambre a ajouté un second paragraphe à l'article 16, étendant avec raison à l'évaluation des animaux de réquisition des règles analogues à celles établies par le premier paragraphe pour les voitures automobiles.

Article 18.

Par dérogation aux dispositions de l'article 48 de la loi du 15 juillet 1914, les dépenses effec-

tuées au titre de l'exercice 1915 pour l'occupation militaire du Maroc seront imputées sur les crédits ouverts à cet effet au budget général de l'Etat.

Des dispositions ultérieures détermineront les ressources à l'aide desquelles sera soldé le compte ouvert parmi les services spéciaux du Trésor en vertu de l'article précité.

Sans observations.

Article 19.

L'article 10 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne est complété comme suit :

« Pendant la durée de la guerre et l'année qui suivra la cessation des hostilités, les caisses d'épargne dont la fortune personnelle représente au moins 4 p. 100 du total des dépôts à la fin de l'année écoulée peuvent employer une somme égale à la moitié du boni de cette année écoulée, soit en faveur d'œuvres locales de prévoyance ou d'assistance, soit au profit de victimes de calamités publiques. ».

L'administration du travail et de la prévoyance sociale vient d'être saisie de vœux émis par un certain nombre de caisses d'épargne et tendant à ce que la « loi qui régit les caisses d'épargne soit immédiatement modifiée pour répondre aux circonstances exceptionnelles du moment et qu'elles puissent prélever, au profit des œuvres locales de secours, une partie de leur fortune personnelle ».

Des vœux tendant aux mêmes fins ont été, à diverses reprises, émis par la commission supérieure des caisses d'épargne qui demandait, à cet effet que le dernier alinéa de l'article 10 de la loi du 20 juillet 1895 fût remplacé par une disposition nouvelle qui admettrait l'emploi du cinquième des bonis annuels soit au profit de la généralité ou d'une partie des déposants, soit en faveur d'œuvres locales de prévoyance ou d'assistance, soit en souscriptions au profit des victimes de calamités publiques, cette faculté devant, d'ailleurs être réservée aux caisses d'épargne qui possèdent déjà des réserves assez importantes, représentant au moins 4 p. 100 des dépôts.

Les événements actuels rendent plus nécessaire encore une modification législative qui permettrait aux caisses d'épargne de s'associer, tout au moins pendant la durée de la guerre et l'année qui suivra, au mouvement de solidarité qui se manifeste si heureusement de toutes parts, notamment sous la forme d'œuvres d'assistance aux soldats et aux blessés, mouvement dont les caisses se trouvent de droit jusqu'ici absolument écartées par les textes qui les régissent.

Mais, pour permettre à la plupart des caisses d'épargne de faire œuvre utile dans les circonstances présentes, il paraît indispensable de fixer à la moitié des bonis annuels les sommes dont elles pourraient faire emploi dans un but de bienfaisance.

Ainsi réservée aux seules caisses d'épargne dont la fortune personnelle représente au moins 4 p. 100 des dépôts, c'est-à-dire qui possèdent déjà des réserves importantes, et limitée à la moitié de leurs bonis annuels, la faculté ouverte par la disposition proposée n'offre aucun inconvénient.

Telles sont les considérations qui justifient l'adoption du présent article.

Article 20.

Dans le cas où, à la suite des prélèvements sur le compte unique d'exploitation autorisés, pour les compagnies des chemins de fer du Nord et de Paris à Lyon et à la Méditerranée, par les conventions en vigueur, et notamment par l'article 11 de la convention du 5 juin 1883 pour la compagnie du Nord et par l'article 11 de la convention du 26 mai 1883 pour la compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée, il existerait une insuffisance pour couvrir, avec la garantie d'intérêts liquidée conformément auxdites conventions en ce qui concerne l'exercice 1914, toutes les charges effectives de ces réseaux, ces compagnies auront la faculté de reporter tout ou partie de cette insuffisance à leur compte de premier établissement pour l'exercice 1914 et les suivants, jusques et y compris l'exercice qui suivra celui au cours duquel la paix aura été conclue.

La disposition qui vous est proposée a pour objet de permettre aux compagnies du Nord et de Paris-Lyon-Méditerranée d'imputer à leur compte de premier établissement les insuffisances d'exploitation qui seront la conséquence de la guerre.

Il convient de remarquer, en effet, que, pour les deux réseaux dont il s'agit, les déficits résultant de la guerre pourraient empêcher les compagnies concessionnaires de distribuer des dividendes à leurs actionnaires. Les garanties d'intérêt de ces compagnies expirent, en effet, au 31 décembre 1914 et, d'ailleurs, elles sont limitées à des chiffres assez faibles (environ 13 millions pour la compagnie du Nord et 33 millions pour la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée). Pour les autres grandes compagnies d'intérêt général (Est, Orléans, Midi), le dividende des actionnaires est, au contraire, entièrement assuré, par suite de la garantie d'intérêt complète dont jouissent ces compagnies. La suppression des dividendes des compagnies du Nord et du Paris-Lyon-Méditerranée jetterait sur les titres de ces compagnies (actions et obligations) un discrédit dont l'Etat aurait, d'ailleurs, à souffrir, puisqu'il rembourse à certaines compagnies, et notamment à la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée, les charges des obligations qu'elle émet pour fournir au Trésor les avances nécessaires à l'exécution des lignes neuves de son réseau.

Pour éviter ce danger, les compagnies du Nord et de Paris-Lyon-Méditerranée ont demandé l'autorisation d'imputer à leur compte d'établissement, c'est-à-dire de se procurer par voie d'emprunt les sommes nécessaires pour équilibrer leur compte d'exploitation dans les conditions définies par les conventions en vigueur et notamment :

Pour la compagnie du Nord, par l'article 11 de la convention du 5 juin 1883, article qui permet d'affecter à la rémunération des actions une somme de 20 millions (le nombre des actions de la compagnie étant de 525,000) ;

Pour la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée, l'article 11 de la convention du 26 mai 1883, article qui permet d'affecter à la rémunération des actions une somme de 44 millions (le nombre des actions de la compagnie étant de 800,000).

Le Gouvernement estime, et nous sommes d'accord avec lui, qu'il y a lieu de faire droit à ces demandes. C'est en effet le moyen le plus simple d'éviter les inconvénients qu'entraînerait une suppression de dividende et, d'autre part, il est logique que les charges de la guerre ne soient pas supportées uniquement par les comptes d'exploitation relatifs aux années correspondant à la durée de la guerre.

Il a été entendu d'une façon formelle entre les représentants de l'Etat et les compagnies que l'autorisation ainsi donnée ne préjugeait aucune des questions qui pourraient s'élever après la guerre entre l'Etat et les compagnies et devait maintenir intacte leur situation respective, au point de vue des règlements ultérieurs.

TITRE III

Moyens de service et dispositions annuelles.

Article 21.

Il est ouvert au ministre de la guerre un crédit provisoire de 10 millions de francs pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires de son département à liquider dans le courant du premier semestre de 1915.

Ce crédit se confondra avec celui qui sera accordé pour l'année entière par la loi de finances de l'exercice 1915.

Article 22.

Il est ouvert au ministre de la marine un crédit provisoire de 1,925,000 fr. pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires de son département à liquider dans le courant du premier semestre de 1915.

Ce crédit se confondra avec celui qui sera accordé pour l'année entière par la loi de finances de l'exercice 1915.

Article 23.

Il est ouvert au ministre des colonies un crédit provisoire de 200,000 fr. pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires de son département à liquider dans le courant du premier semestre de 1915.

Ce crédit se confondra avec celui qui sera accordé pour l'année entière par la loi de finances de l'exercice 1915.

Article 24.

Le ministre des finances pourra continuer, pendant le premier semestre de 1915, l'émission des bons du Trésor autorisée par l'article 75 de la loi du 15 juillet 1914, jusqu'à concurrence d'un maximum de 2 milliards 500 millions.

Article 25.

Le ministre des finances est autorisé à pourvoir au remboursement des obligations à court terme échéant au cours du premier semestre de 1915 au moyen d'une émission, au mieux des intérêts du Trésor, d'obligations de même nature dont l'échéance ne pourra dépasser 1921.

Article 26.

Est fixé à 100 millions de francs, pour le premier semestre de 1915, le maximum du compte courant à ouvrir au Trésor pour les sommes non employées appartenant aux caisses d'assurances régies par la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes et dont la gestion financière est confiée à la Caisse des dépôts et consignations, en vertu de l'artice 15 de ladite loi.

Le taux de l'intérêt servi par le Trésor sera le même que celui du compte courant de la Caisse des dépôts et consignations.

Article 27.

Le ministre de l'intérieur est autorisé à engager, pendant le premier semestre de 1915, dans les conditions déterminées par la loi du 12 mars 1880 et par le décret du 4 juillet 1895, pour le programme vicinal de 1915, des subventions qui ne pourront excéder la somme de 5 millions de francs et qui seront imputables tant sur les crédits de l'exercice 1915 que sur les crédits à ouvrir ultérieurement.

Ces autorisations d'engagement se confondront avec celles qui seront accordées pour l'année entière par la loi de finances de l'exercice 1915.

Article 28.

La valeur du matériel à délivrer aux services d'exécution de la marine pour emploi, pendant le premier semestre 1915 (crédits-matières), est fixée par chapitre conformément à l'état annexé à la présente loi.

Article 29.

Les travaux à exécuter, pendant le premier semestre de 1915, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'Etat, pour la continuation des lignes nouvelles en construction des grands réseaux concédés, ne pourront excéder le maximum de 12 millions de francs.

Cette somme se confondra avec celle qui sera autorisée pour l'année entière par la loi de finances de l'exercice 1915.

Article 30.

Le montant des travaux complémentaires de premier établissement (c'est-à-dire ceux qui deviennent nécessaires postérieurement à la mise en exploitation des lignes) à exécuter en 1915 et dont le ministre des travaux publics pourra autoriser l'imputation au compte de ces travaux est fixé, pour le premier semestre de 1915, non compris le matériel roulant, à la somme de 30 millions de francs, qui se confondra avec celle qui sera fixée, pour l'année entière, par la loi de finances de l'exercice 1915.

Article 31.

Le montant des travaux complémentaires à effectuer sur le chemin de fer de Dakar à Saint-Louis, à l'aide d'avances à faire à l'Etat dans les conditions de l'article 4 de la convention de concession du 30 octobre 1880, et dont le ministre des colonies pourra approuver les projets pendant le premier semestre de 1915 sous la réserve de l'inscription au budget colonial des crédits nécessaires à l'exécution, ne pourra excéder le maximum de 50,000 fr.

Cette autorisation d'engagement se confondra avec celle qui sera accordée pour l'année entière par la loi de finances de l'exercice 1915.

Article 32.

Toutes contributions directes et indirectes autres que celles qui sont autorisées par les lois de finances de l'exercice 1914 et par la présente loi, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition pendant trois années contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui en auraient fait la perception.

Tous ces articles ne comportent pas d'observations.

ANNEXE N° 481

(2e session extr. — Séance du 23 décembre 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, tendant : 1° à ajourner les opérations de revision des listes électorales pour 1915; 2° à ajourner les élections législatives, départementales, communales et consulaires, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Malvy, ministre de l'intérieur (1). (Urgence déclarée. — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 482

(2e session extr. — Séance du 23 décembre 1914).

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, portant prorogation du privilège des banques coloniales et des statuts desdites banques, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Gaston Doumergue, ministre des colonies, et par M. A. Ribot, ministre des finances (2) — (Urgence déclarée) — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 483

(2e session extr.— Séance du 23 décembre 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1915, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française; par M. Malvy, ministre de l'intérieur, et par M. Ribot, ministre des finances (3) (Urgence déclarée.) — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 484

(2e session extr.—Séance du 23 décembre 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, relatif au remboursement des billets des banques coloniales, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Gaston Doumergue, ministre des colonies, et par M. A. Ribot, ministre des finances. — (Renvoyé à la commission des finances.) (4).

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs, le Gouvernement a présenté, le 22 décembre 1914, à la Chambre des députés, un projet de loi relatif au remboursement des billets des banques coloniales.

La Chambre des députés a adopté ce projet de loi dans sa séance du 23 décembre 1914, après déclaration d'urgence.

Nous avons l'honneur aujourd'hui de soumettre le projet de loi précité à vos délibérations.

Le Gouvernement n'a rien à ajouter à l'exposé des motifs qui accompagnait le projet et dont la distribution a été faite à MM. les sénateurs, en même temps qu'à MM. les députés.

PROJET DE LOI

Article unique. — Est approuvé le décret du 22 août 1914 autorisant les gouverneurs de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion à dispenser les banques coloniales de l'obligation de rembourser leurs billets en espèces, et à statuer sur la limite des émissions et leur proportion avec l'encaisse métallique.

ANNEXE N° 485

(2e session extr. — Séance du 23 décembre 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, portant ratification de décrets réglant diverses mesures d'organisation militaire, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. A. Millerand, ministre de la guerre (1). — (Renvoyé à la commission de l'armée.)

ANNEXE N° 486

(2e session extr. — Séance du 23 décembre 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant : 1° à ajourner les opérations de revision des listes électorales pour 1915; 2° ajourner les élections législatives, départementales, communales et consulaires, par M. Alexandre Bérard, sénateur (2). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, la Chambre des députés a adopté un projet de loi ajournant les opérations de revision des listes électorales pour 1915 jusqu'à la cessation des hostilités et suspendant toute élection législative, départementale, communale ou consulaire jusqu'à ce qu'une loi spéciale ait autorisé la convocation des collèges électoraux.

Les motifs du projet sont trop évidents pour qu'il y ait lieu d'insister sur la nécessité de l'adopter.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Les opérations de revision des listes électorales pour l'année 1915 sont ajournées jusqu'à la cessation des hostilités.

Art. 2. — Pendant la même période et jusqu'à ce qu'une loi spéciale ait autorisé la convocation des collèges électoraux, il ne sera procédé à aucune élection législative, départementale, communale ou consulaire.

Art. 3. — Les dispositions de la présente loi sont applicables à l'Algérie et aux colonies.

ANNEXE N° 487

(2e session extr. — Séance du 23 décembre 1914.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant prorogation du privilège des banques coloniales et des statuts desdites banques, par M. Gervais, sénateur (1). — (Urgence déclarée).

Messieurs, le privilège concédé par les lois des 30 avril 1849, 11 juillet 1851, 24 juin 1874 et 13 décembre 1901 aux banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane a été prorogé pour la durée d'un an, successivement en 1911, 1912 et 1913. Ce privilège arrive donc à expiration le 31 décembre 1914.

Les prorogations antérieures étaient motivées par un projet de réforme à introduire dans le régime bancaire applicable à ces quatre colonies. On se rappelle qu'un projet de loi, après les études de la commission extraparlementaire qui avait été saisie du problème, fut déposé le 8 août 1913, tendant à substituer aux banques coloniales actuelles un établissement unique ayant son siège social en France.

Ce projet n'a pas pu être examiné par le Parlement. On a estimé qu'une prolongation nouvelle était nécessaire. Le Gouvernement avait proposé une prolongation d'un an. La Chambre a adopté un amendement portant le délai à deux ans. Le Gouvernement a accepté cette modification.

Votre commission des finances a adopté le projet.

J'ai l'honneur de vous demander en son nom son approbation.

PROJET DE LOI

Article unique. — Le privilège des banques fondées par les lois des 30 avril 1849 et 11 juillet 1851, prorogé par les lois des 24 juin 1874, 13 décembre 1901, 30 décembre 1911, 24 décembre 1912 et 30 décembre 1913, dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane, est prorogé pour une durée de deux ans à partir du 1er janvier 1915.

Les dispositions de la loi du 13 décembre 1901 et des statuts y annexés sont maintenues en vigueur jusqu'au 31 décembre 1916.

ANNEXE N° 488

(2e session extr.— Séance du 23 décembre 1914.

RAPPORT fait au nom de la commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambres des députés, tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1915, par M. Guillaume Chastenet, sénateur. — (Urgence déclarée) (2).

Messieurs, le Gouvernement fait ressortir de la manière suivante l'urgence du vote du projet qui vous est soumis :

« Le budget de l'Algérie de l'exercice courant se trouve assez profondément influencé par l'état de guerre et l'on peut évaluer dès maintenant qu'il se soldera par un déficit d'environ 25 millions. On ne saurait donc mettre en jeu la disposition de l'article 12 de la loi du 19 décembre 1900 aux termes duquel, si le budget n'est pas voté et homologué lors de l'ouverture d'un exercice, le budget de l'exercice précédent est applicable de plein droit, sans s'exposer à voir l'Algérie obligée de faire appel au trésor métropolitain. D'autre part, et dans le même ordre d'idées, il y a intérêt à ce que puissent être mis en recouvrement, dès le 1er janvier prochain, les nouveaux impôts sur les tabacs et sur l'enregistrement votés par les délégations financières au cours de leur dernière réunion et qui viennent d'être homologués par le conseil d'État. »

Dans les circonstances actuelles, alors que le budget de la métropole se présente dans des conditions qui n'en permettent guère la dis-

(1) Voir les nos 445-478 et in-8° 73. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 447-479, et in-8° n° 74 — 11e législ. — de la Chambre des députés.)

(3) Voir les nos 475-476, et in-8° n° 71 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(4) Voir les nos 453-480, et in-8° n° 75 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(1) Voir les nos 444-477 et in-8° n° 72 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 481, Sénat, année 1914, et 445-478 et in-8° n° 23 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(1) Voir les nos 482, Sénat, année 1914, et 447-479, et in-8° n° 74 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir le n° 483, Sénat, année 1914, et 475-476, et in-8° n° 71 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

cussion, il semble que le budget de l'Algérie puisse être voté sans remplacer par de longs commentaires la sobriété de son exposé des motifs.

Nous avons, en conséquence, l'honneur de vous proposer de voter le projet de loi ci-dessous.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Les contributions directes, taxes y assimilées et contributions arabes énoncées à l'état A annexé à la présente loi seront établies, pour 1915, au profit de l'Algérie, conformément aux lois existantes.

Art. 2. — Le taux de la contribution foncière des propriétés bâties demeure fixé, en principal, à 3 fr. 20 p. 100 de la valeur locative établie comme il est dit à l'article 5 de la loi du 20 juillet 1891, et après les déductions spécifiées à l'article 4 de la loi du 29 décembre 1900.

Art. 3. — Les droits, produits et revenus énoncés à l'état B annexé à la présente loi seront établis, pour 1915, conformément aux lois existantes, au profit des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées.

Art. 4. — Le maximum des centimes ordinaires que les conseils généraux peuvent voter annuellement, en vertu de l'article 58 du décret du 23 septembre 1875, est fixé, pour l'année 1915 : 1° à 25 centimes sur la contribution foncière des propriétés bâties; 2° à 1 centime sur les contributions foncière (propriétés bâties) et des patentes.

Art. 5. — En cas d'insuffisance du produit des centimes ordinaires pour concourir, par des subventions, aux dépenses des chemins vicinaux de grande communication, et, dans les cas extraordinaires, aux dépenses des autres chemins vicinaux, les conseils généraux sont autorisés à voter, pour l'année 1915, à titre d'imposition spéciale, 7 centimes additionnels aux contributions foncière (propriés bâties) et des patentes.

Art. 6. — Le maximum des centimes extraordinaires que les conseils généraux peuvent voter annuellement, en vertu de l'article 40 du décret du 23 septembre 1875, modifié par le décret du 17 septembre 1898, est fixé, pour l'année 1915, à 12 centimes additionnels aux contributions foncière (propriétés bâties) et des patentes.

Art. 7. — Le maximum de l'imposition spéciale à établir sur les contributions foncière (propriétés bâties) et des patentes, en cas d'omission au budget départemental d'un crédit suffisant pour faire face aux dépenses spécifiées à l'article 61 du décret du 23 septembre 1875 ou déclarées obligatoires par des lois spéciales, est fixé, pour l'année 1915, à 2 centimes.

Art. 8. — Le maximum des centimes que les conseils municipaux peuvent voter, en vertu de l'article 133 de la loi du 5 avril 1884, est fixé, pour l'année 1915, à 5 centimes sur la contribution foncière des propriétés bâties.

Art. 9. — Le maximum des centimes extraordinaires que les conseils municipaux sont autorisés à voter pour en affecter le produit à des dépenses extraordinaires d'utilité communale, et qui doit être arrêté annuellement par les conseils généraux, en vertu de l'article 42 du décret du 23 septembre 1875, ne pourra dépasser, en 1915, 20 centimes.

Art. 10. — Lorsque, en exécution du paragraphe 5 de l'article 149 de la loi du 5 avril 1884, il y aura lieu, par le Gouvernement, d'imposer d'office, sur les communes, des centimes additionnels pour le payement de dépenses obligatoires, le nombre de ces centimes ne pourra excéder le maximum de 10 centimes, à moins qu'il ne s'agisse de l'acquit de dettes résultant de condamnations judiciaires, auquel cas il pourra être élevé jusqu'à 20 centimes.

Art. 11. — Il n'est pas dérogé à l'exécution de l'article 4 de la loi du 2 août 1829, relatif au cadastre, non plus qu'aux dispositions des décrets des 23 septembre 1875 et 17 septembre 1898 sur les attributions départementales, de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation communale, des décrets des 5 juillet 1854 et 15 juin 1899 sur les chemins vicinaux, du décret du 19 mars 1886 sur les chemins ruraux, de la loi du 21 décembre 1882 tendant à accorder des secours aux familles nécessiteuses des soldats de la réserve et de l'armée territoriale pendant l'absence de leurs chefs, de la loi du 22 mars 1890 sur les syndicats de communes, et de la loi du 20 juillet 1891, en ce qui concerne notamment le calcul du produit total des centimes départementaux et communaux portant sur la contribution foncière des propriétés bâties.

Art. 12. — Est et demeure autorisée la perception des contributions directes, des taxes y assimilées et des contributions arabes, à établir pour l'exercice 1915, en conformité de la présente loi.

Art. 13. — Est également autorisée pour 1915, conformément aux lois existantes, la perception des divers droits, produits et revenus énoncés dans l'état C annexé à la présente loi.

Art. 14. — Est autorisé le report au budget des exercices 1915 et suivants, des sommes restées sans emploi sur les divers crédits du service des chemins de fer inscrits aux budgets de 1913 et de 1914 pour l'utilisation des fonds de l'emprunt de 175 millions. Ces sommes conserveront l'affectation qu'elles avaient dans les prévisions de dépenses des budgets de 1913 et de 1914 et seront ouvertes par décret aux chapitres correspondants du budget de 1915 et des budgets suivants.

Art. 15. — Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles qui sont autorisées, pour l'exercice 1915, par les lois de finances relatives au budget de l'Algérie, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois ans, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui en auraient fait la perception.

ANNEXE N° 489

(2e session extr. — Séance du 23 décembre 1914.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, portant extention aux colonies françaises de la loi du 5 août 1914 relative à l'admission des **Alsaciens-Lorrains dans l'armée française**, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Gaston Doumergue, ministre des colonies, et par M. Aristide Briand, garde des sceaux, ministre de la justice. — (Renvoyé à la commission de l'armée.) (1).

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs, le Gouvernement a présenté, le 22 décembre 1914, à la Chambre des députés, un projet de loi portant extension aux colonies françaises de la loi du 5 août 1914 relative à l'admission des Alsaciens-Lorrains dans l'armée française.

La Chambre des députés a adopté ce projet dans sa séance du 23 décembre 1914, après déclaration d'urgence.

Nous avons l'honneur aujourd'hui de soumettre le projet de loi précité à vos délibérations.

Le Gouvernement n'a rien à ajouter à l'exposé des motifs qui accompagnait le projet.

PROJET DE LOI

Article unique. — Les dispositions de la loi du 5 août 1914, relative à l'admission des Alsaciens-Lorrains dans l'armée française, sont étendues aux colonies françaises.

ANNEXE N° 490

(2e session extr. — Séance du 23 décembre 1914.)

DÉCRET du Président de la République portant clôture de la 2e session extraordinaire de 1914.

NOTA. — Ce document a été inséré dans le compte rendu *in extenso* de la séance du 23 décembre 1914.

(1) Voir les nos 452-481 et in-8° n° 76 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1913

ANNEXE N° 438 (*annexe*)

(Session extr. — Séance du 27 novembre 1913.)

ANNEXE AU RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant suppression des contributions directes et établissement d'un impôt général sur les revenus et d'un impôt complémentaire sur l'ensemble du revenu, par M. Emile Aimond, sénateur (1).

(1) Voir les nos 66, Sénat, année 1909, et 737-1053-1445-1565-1591-1730-2127-2232 — 9e législ. — de la Chambre des députés.

TABLEAUX STATISTIQUES

DRESSÉS PAR M. LE MINISTRE DES FINANCES

« Paris, le 30 janvier 1914.

« Monsieur le président,

« Vous avez bien voulu vous faire auprès de moi l'interprète du désir exprimé par M. Brager de La Ville-Moysan, sénateur, d'obtenir communication de tableaux indiquant : le principal, les centimes généraux, départementaux et communaux de la contribution foncière des propriétés bâties et des propriétés non bâties, de la contribution personnelle-mobilière et de la contribution des portes et fenêtres, ainsi que le total, par département, des dégrèvements accordés aux petites cotes foncières.

« J'ai l'honneur de vous adresser les quatre tableaux ci-joints, qui font connaître, par départements, les renseignements dont il s'agit.

« Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

« *Le ministre des finances,*

« Signé : JOSEPH CAILLAUX. »

A monsieur le président de la commission de l'impôt sur le revenu.

Contribution foncière des propriétés bâties.

Résultats des rôles émis pour l'exercice 1912.

NUMÉROS d'ordre.	DÉPARTEMENTS	PRINCIPAL	PRODUIT des centimes généraux de toute nature.	PRODUIT des centimes départementaux, y compris les centimes pour non-valeurs.	PRODUIT des centimes communaux, y compris les centimes pour non-valeurs et frais de perception.	TOTAL de la contribution.
1	Ain	422.332 84	52.214 31	240.778 01	228.793 25	944.108 41
2	Aisne	979.969 65	121 159 52	833.075 38	759.996 61	2.694.201 16
3	Allier	630.246 92	77.921 21	429.896 47	311.663 57	1.449.728 17
4	Alpes (Basses-)	96.723 23	11.958 47	76.223 71	54.366 54	239.271 95
5	Alpes (Hautes-)	89.422 13	11.055 80	84.211 69	89.970 82	274.660 44
6	Alpes-Maritimes	1.442.838 07	178.386 73	542.811 54	338.780 63	2.502.766 97
7	Ardèche	238.860 34	29.531 74	254.811 25	236.747 75	759.951 08
8	Ardennes	563.557 80	69.676 03	391.832 78	358.079 57	1.383.296 18
9	Ariège	150.462 76	18.602 61	146.251 92	147.714 13	463.031 42
10	Aube	469.240 89	58.015 07	322.511 97	378.076 »	1.227.843 93
11	Aude	409.903 35	50.679 43	426.477 21	791.182 30	1.678.217 29
12	Aveyron	290.872 49	35.962 32	189.893 53	140.107 97	656.836 31
13	Bouches-du-Rhône	2.362.015 21	292.030 12	1.804.095 30	2.055.346 99	6.513.487 62
14	Calvados	801.202 95	99.057 53	542.256 35	605.202 28	2.047.719 11
15	Cantal	166.710 06	20.611 36	130.767 95	102.945 69	421.035 06
16	Charente	436.059 87	53.912 70	416.073 20	285.835 05	1.191.880 82
17	Charente-Inférieure	634.532 14	78.451 01	678.221 42	474.707 97	1.865.912 54
18	Cher	435.308 70	53.819 82	330.615 28	341.500 74	1.161.244 54
19	Corrèze	178.085 13	22.017 74	139.653 47	82.409 65	422.165 99
20	Corse	214.250 41	26.489 06	78.953 83	130.320 37	450.013 67
21	Côte-d'Or	678.611 10	83.900 76	491.198 52	417.746 22	1.671.366 60
22	Côtes-du-Nord	397.093 31	49.095 64	395.488 52	249.704 34	1.091.386 81
23	Creuse	160.878 60	19.890 39	140.854 74	68.746 34	390.370 07
24	Dordogne	387.566 27	47.917 15	317.557 38	248.035 92	1.001.076 72
25	Doubs	493.648 80	61.032 77	302.270 45	226.428 97	1.090.380 99
26	Drôme	316.249 25	39.099 79	277.476 35	286.083 38	918.908 77
27	Eure	588.774 15	72.793 69	420.527 37	337.790 14	1.419.894 35
28	Eure-et-Loir	449.149 87	55.531 10	505.198 81	423.580 27	1.433.660 05
29	Finistère	615.439 04	76.090 42	788.585 »	400.308 48	1.880.422 94
30	Gard	595.944 51	73.803 83	553.515 34	882.334 96	2.106.598 64
31	Garonne (Haute-)	704.215 78	87.066 43	694.886 26	763.693 23	2.249.861 70
32	Gers	184.556 03	22.817 78	111.290 04	60.648 06	379.301 91
33	Gironde	2.200.791 07	272.097 01	1.291.227 78	1.832.261 85	5.596.377 71
34	Hérault	920.107 93	113.767 12	1.047.798 47	1.425.198 53	3.506.942 05
35	Ille-et-Vilaine	690.233 73	85.337 73	673.520 71	462.547 14	1.911.639 32
36	Indre	304.938 71	37.701 39	276.899 29	233.051 70	852.591 09
37	Indre-et-Loire	671.761 77	83.053 93	453.322 10	400.754 93	1.608.894 73
38	Isère	884.440 64	109.348 71	621.016 83	693.257 23	2.308.063 41
39	Jura	304.696 11	37.671 40	263.148 01	144.986 75	750.502 27
40	Landes	231.064 63	28.666 81	207.889 20	50.156 72	518.577 36
41	Loir-et-Cher	358.577 18	44.333 05	387.287 14	330.402 32	1.120.599 69
42	Loire	1.100.466 77	136.057 31	840.049 98	1.238.897 39	3.315.471 45
43	Loire (Haute-)	223.606 48	27.645 82	189.128 85	112.858 79	553.239 94
44	Loire-Inférieure	1.041.142 23	128.722 66	932.283 03	921.911 49	3.024.059 41
45	Loiret	672.313 80	83.122 18	696.840 01	725.313 58	2.177.589 57
46	Lot	147.331 86	18.215 52	116.269 10	99.735 71	381.552 19
47	Lot-et-Garonne	318.413 52	39.367 37	228.711 10	172.878 69	759.370 68
48	Lozère	59.231 47	7.323 14	75.569 94	52.678 65	194.803 20
49	Maine-et-Loire	787.053 47	97.308 15	458.240 80	453.435 08	1.796.137 50
50	Manche	562.328 87	69.524 00	433.416 54	163.473 47	1.228.742 97
51	Marne	1.035.033 72	131.677 13	517.750 39	711.641 03	2.426.107 27
52	Marne (Haute-)	302.832 01	37.440 94	228.255 63	122.689 63	691.218 21
53	Mayenne	340.577 51	42.107 64	352.005 63	195.011 45	929.702 23
54	Meurthe-et-Moselle	1.354.977 23	167.523 96	445.183 53	388.612 42	2.356.297 14
55	Meuse	399.515 11	49.394 45	246.332 21	125.047 80	820.289 57
56	Morbihan	410.785 32	50.787 87	459.180 09	282.007 34	1.202.760 62
57	Nièvre	388.409 40	48.020 27	365.360 65	345.401 02	1.147.182 34
58	Nord	4.465.695 91	552.120 77	2.376.516 57	2.968.972 28	10.363.305 53
59	Oise	893.465 01	110.464 44	420.607 42	518.944 04	1.943.480 91
60	Orne	414.851 08	51.290 52	323.039 61	197.349 01	986.580 22
61	Pas-de-Calais	1.587.144 88	196.228 24	820.512 09	823.205 21	3.427.090 42
62	Puy-de-Dôme	592.112 23	73.206 39	385.242 62	304.583 87	1.355.145 11

NUMÉROS d'ordre.	DÉPARTEMENTS	PRINCIPAL	PRODUIT des centimes généraux de toute nature.	PRODUIT des centimes départementaux, y compris les centimes pour non-valeurs.	PRODUIT des centimes communaux, y compris les centimes pour non-valeurs et frais de perception.	TOTAL de la contribution.
63	Pyrénées (Basses-)	617.241 50	76.313 27	219.392 63	137.861 37	1.050.808 77
64	Pyrénées (Hautes-)	238.022 78	29.428 18	79.733 41	47.734 61	394.918 98
65	Pyrénées-Orientales	251.798 75	31.131 39	261.418 27	285.012 18	829.360 59
66	Belfort (Territoire de)	202.692 83	25.060 13	80.244 80	65.807 33	373.805 09
67	Rhône	2.887.299 83	356.974 20	1.936.890 28	1.459.090 89	6.640.255 20
68	Saône (Haute-)	297.264 75	36.752 63	179.758 91	64.393 49	538.169 78
69	Saône-et-Loire	760.129 26	97.698 41	420.323 17	429.618 68	1.747.759 52
70	Sarthe	585.851 06	72.432 23	521.675 69	434.585 71	1.614.544 74
71	Savoie	331.225 43	40.951 39	190.510 58	218.075 78	780.763 18
72	Savoie (Haute-)	265.762 55	32.857 81	172.474 70	224.121 71	695.216 77
73	Seine	28.487.327 18	3.522.059 18	15.277.542 89	18.190.258 94	65.477.189 19
74	Seine-Inférieure	2.201.379 53	272.169 76	2.293.213 »	2.412.971 95	7.179.734 24
75	Seine-et-Marne	942.326 64	116.505 50	682.209 80	880.745 33	2.621.787 27
76	Seine-et-Oise	2.974.503 64	367.755 73	1.552.169 16	2.427.056 06	7.321.484 59
77	Sèvres (Deux-)	312.755 46	38.667 83	298.176 65	232.783 23	882.383 17
78	Somme	884.004 06	109.305 85	713.262 87	678.593 14	2.385.260 92
79	Tarn	326.488 16	40.365 69	293.303 79	186.890 10	847.047 74
80	Tarn-et-Garonne	174.762 19	21.606 89	201.568 67	142.722 83	540.660 58
81	Var	634.029 10	78.388 81	464.404 43	587.490 19	1.764.312 53
82	Vaucluse	334.776 73	41.390 46	258.019 59	274.289 43	908.476 23
83	Vendée	384.933 »	47.591 57	308.402 04	185.627 69	926.554 30
84	Vienne	404.609 27	50.024 27	284.173 72	213.913 48	952.720 74
85	Vienne (Haute-)	399.642 56	49.410 20	295.063 54	240.750 95	984.867 25
86	Vosges	695.267 30	85.960 06	234.811 25	125.233 06	1.141.271 67
87	Yonne	485.530 30	60.029 03	458.686 57	494.396 24	1.498.642 14
	Total	86.390.201 16	10.680.938 86	56.885.406 77	59.396.393 71	213.352.940 50

Contribution foncière des propriétés non bâties.

Résultats des rôles émis pour l'exercice 1912, abstraction faite des réimpositions.

NUMÉROS d'ordre.	DÉPARTEMENTS	PRINCIPAL	PRODUIT des centimes généraux de toute nature.	PRODUIT des centimes départementaux, y compris les centimes pour non-valeurs.	PRODUIT des centimes communaux, y compris les centimes pour non-valeurs et frais de perception.	TOTAL de la contribution, abstraction faite des réimpositions.	MONTANT des dégrèvements accordés sur les petites cotes foncières.
1	Ain	1.024.746 »	121.155 72	949.779 80	1.008.495 95	3.104.176 97	215.773 04
2	Aisne	2.001.007 »	236.579 06	1.971.913 07	2.044.336 85	6.253.895 98	137.722 80
3	Allier	1.150.467 »	136.019 71	1.184.492 34	694.932 61	3.165.911 66	145.992 19
4	Alpes (Basses-)	337.821 »	39.940 58	409.702 39	287.340 10	1.074.804 07	100.716 06
5	Alpes (Hautes-)	270.542 »	31.986 18	503.785 09	307.007 37	913.320 64	98.280 37
6	Alpes-Maritimes	387.690 »	45.836 59	292.915 92	187.528 69	914.001 20	92.343 66
7	Ardèche	687.365 »	81.267 28	690.870 04	578.807 22	2.038.310 54	245.286 »
8	Ardennes	920.086 »	108.781 77	779.944 91	893.778 14	2.702.590 82	109.805 95
9	Ariège	476.218 65	56.303 33	492.402 53	558.919 93	1.583.844 44	181.397 17
10	Aube	904.082 »	106.889 61	824.039 59	838.793 03	2.673.809 23	132.963 52
11	Aude	1.761.319 »	173.126 44	1.259.274 50	2.284.164 38	5.180.884 12	135.886 56
12	Aveyron	1.161.055 »	137.271 53	965.538 68	582.958 37	2.846.823 58	282.158 33
13	Bouches-du-Rhône	781.672 «	92.414 72	659.031 21	767.340 82	2.294.438 75	86.038 34
14	Calvados	2.723.544 »	322.004 61	2.171.762 48	1.495.846 57	6.713.157 66	83.889 35
15	Cantal	708.465 »	83.761 82	763.007 02	533.053 10	2.088.886 94	109.145 11
16	Charente	1.096.884 »	129.684 60	1.298.501 27	854.099 22	3.289.169 09	185.645 »
17	Charente-Inférieure	1.310.083 »	154.891 11	1.686.720 19	1.448.152 30	4.300.256 60	263.137 40
18	Cher	804.220 »	95.082 93	756.662 26	645.170 99	2.301.076 18	97.235 24
19	Corrèze	631.259 »	74.633 75	743.440 94	419.559 47	1.868.893 16	158.717 13
20	Corse	142.156 »	16.807 10	174.402 85	362.014 78	695.410 73	41.029 06
21	Côte-d'Or	1.662.481 »	196.555 13	1.366.201 94	925.701 21	4.150.939 28	216.739 10
22	Côtes-du-Nord	1.344.903 »	159.007 88	1.237.156 02	685.410 64	3.426.477 54	198.926 46
23	Creuse	554.284 »	65.523 »	666.823 64	284.110 61	1.570.751 25	171.329 47
24	Dordogne	1.269.605 »	150.105 40	1.379.071 49	852.552 07	3.651.333 96	257.210 57
25	Doubs	878.354 70	103 847 88	719.657 75	213.988 94	1.915.849 27	131.475 28
26	Drôme	919.221 »	108.679 50	883.076 31	850.428 54	2.761.405 35	211.948 96
27	Eure	1.902.720 01	224.958 59	1.541.009 50	868.803 62	4.537.551 72	59.745 40
28	Eure-et-Loir	1.642.534 »	194.196 79	1.726.853 41	1.455.634 31	5.020.248 51	108.497 68
29	Finistère	1.025.788 »	121.278 92	1.048.040 42	444.138 19	2.639.245 53	86.181 81
30	Gard	1.153.683 »	136.399 94	1.072.852 04	1.595.334 27	3.958.269 25	181.011 57
31	Garonne (Haute-)	1.725.545 »	204.011 19	1.501.426 48	1.054.011 34	4.484.994 01	247.689 46
32	Gers	1.291.542 »	152.699 01	872.865 13	375.708 36	2.692.814 50	173.040 82
33	Gironde	1.854.590 »	219.268 18	1.127.577 06	1.322.886 72	4.524.321 96	164.186 33
34	Hérault	1.644.675 »	194.449 93	1.611.401 82	2.755.660 68	6.206.187 43	151.806 72
35	Ille-et-Vilaine	1.491.891 »	176.386 28	1.499.773 66	681.405 49	3.849.456 43	176.061 85
36	Indre	800.159 »	94.602 80	742.349 16	695.800 66	2.332.911 62	134.052 87
37	Indre-et-Loire	1.196.471 »	141.458 77	808.378 77	687.974 60	2.834.283 14	137.594 04
38	Isère	1.669.053 »	197.382 14	1.471.345 46	1.585.307 56	4.923.038 26	412.153 49
39	Jura	874.497 »	103.391 78	992.097 59	554.561 08	2.524.547 45	187.950 17
40	Landes	614.859 »	72.694 78	611.259 74	149.134 85	1.442.948 37	58.212 52
41	Loir-et-Cher	960.248 »	113.530 13	869.842 21	782.005 15	2.725.625 49	133.265 20
42	Loire	998.348 »	118.034 68	794.036 58	938.406 28	2.848.825 54	202.077 18
43	Loire (Haute-)	830.953 »	98.242 39	801.582 40	509.680 95	2.240.448 74	248.743 22

NUMÉROS d'ordre.	DÉPARTEMENTS	PRINCIPAL	PRODUIT des centimes généraux de toute nature.	PRODUIT des centimes départementaux, y compris les centimes pour non-valeurs.	PRODUIT des centimes communaux, y compris les centimes pour non-valeurs et frais de perception.	TOTAL de la contribution, abstraction faite des réimpositions	MONTANT des dégrèvements accordés sur les petites cotes foncières.
44	Loire-Inférieure	1.181.827 »	139.727 41	1.200.967 01	625.133 60	3.147.655 02	195.821 03
45	Loiret	1.241.491 »	146.781 48	1.136.077 62	1.293.026 46	3.820.376 56	137.295 64
46	Lot	813.811 »	96.216 87	778.913 91	514.940 23	2.203.882 01	246.623 43
47	Lot-et-Garonne	1.639.612 »	193.851 33	1.129.334 75	533.900 09	3.496.698 17	142.784 14
48	Lozère	347.408 »	41.074 05	449.839 92	252.623 69	1.090.950 66	82.346 78
49	Maine-et-Loire	1.960.757 »	231.820 30	1.187.869 10	863.903 50	4.244.354 90	145.018 46
50	Manche	2.657.236 »	311.803 96	2.444.172 71	782.860 19	6.173.102 86	200.356 57
51	Marne	1.235.457 »	157.831 08	994.420 59	1.449.909 72	3.937.678 39	148.620 76
52	Marne (Haute-)	848.165 »	100.278 55	759.382 16	322.008 84	2.029.834 55	151.574 88
53	Mayenne	1.213.289 »	143.447 16	895.126 96	406.977 09	2.658.840 21	42.268 83
54	Meurthe-et-Moselle	1.051.163 »	124.279 »	679.598 »	330.761 60	2.185.801 60	166.550 63
55	Meuse	1.005.593 »	118.891 26	921.056 23	350.154 14	2.395.694 63	169.040 15
56	Morbihan	947.389 »	112.009 81	974.988 64	480.978 39	2.515.363 84	152.259 46
57	Nièvre	1.051.239 »	124.287 99	964.055 64	906.676 24	3.046.258 87	151.379 81
58	Nord	2.896.711 »	331.837 44	1.864.732 81	3.465.436 71	8.468.717 96	135.850 61
59	Oise	1.844.208 »	218.040 71	1.448.785 80	2.015.077 31	5.556.111 82	88.965 58
60	Orne	1.656.323 »	195.827 66	1.578.558 15	650.232 36	4.080.946 17	118.063 13
61	Pas-de-Calais	2.352.795 »	278.170 95	1.680.554 15	1.923.635 66	6.235.155 76	160.763 44
62	Puy-de-Dôme	1.848.291 »	218.523 44	1.738.832 37	1.075.347 29	4.880.994 10	475.770 16
63	Pyrénées (Basses-)	683.259 »	80.781 71	477.939 90	251.410 18	1.493.390 79	174.156 79
64	Pyrénées (Hautes-)	496.381 »	58.687 13	307.070 31	151.411 48	1.013.549 92	162.947 54
65	Pyrénées-Orientales	549.576 »	64.976 37	641.251 65	687.241 75	1.943.045 77	93.971 81
66	Belfort (Territoire de)	134.071 »	15.851 21	110.287 12	31.355 08	291.564 41	29.238 78
67	Rhône	1.014.439 »	119.937 12	774.691 28	826.479 89	2.735.547 29	127.100 82
68	Saône (Haute-)	1.011.039 »	119.535 14	824.386 28	232.393 66	2.187.354 08	200.918 69
69	Saône-et-Loire	2.220.180 »	262.491 88	1.327.380 88	1.081.843 44	4.891.896 20	269.988 05
70	Sarthe	1.458.271 »	172.411 38	1.235.203 20	745.537 66	3.611.423 24	139.497 39
71	Savoie	484.817 »	57.319 91	528.715 »	782.140 22	1.852.952 13	222.090 77
72	Savoie (Haute)	433.161 »	51.212 63	442.012 39	708.664 72	1.635.080 74	206.818 69
73	Seine	277.709 »	32.833 54	181.840 18	284.916 97	777.299 69	707 59
74	Seine-Inférieure	2.625.915 »	310.461 93	2.205.774 24	1.246.617 07	6.388.768 24	29.424 31
75	Seine-et-Marne	1.778.291 »	210.247 34	1.792.135 55	2.611.988 78	6.392.662 67	93.612 84
76	Seine-et-Oise	2.114.675 »	250.018 03	1.638.645 51	2.891.581 77	6.894.920 31	60.238 90
77	Sèvres (Deux-)	1.147.800 76	135.704 48	996.023 26	806.529 33	3.086.057 83	175.058 28
78	Somme	2.270.404 »	268.429 86	1.719.992 08	1.493.851 54	5.752.677 48	154.357 42
79	Tarn	1.279.289 »	151.250 34	1.045.742 38	519.193 08	2.995.474 80	189.294 94
80	Tarn-et-Garonne	1.247.459 »	147.487 08	1.017.177 59	510.027 17	2.922.150 84	138.420 22
81	Var	835.886 »	98.826 80	723.366 71	578.224 73	2.236.304 24	126.516 68
82	Vaucluse	686.770 »	81.196 82	599.820 32	518.361 17	1.885.158 31	140.629 35
83	Vendée	1.322.880 46	156.404 15	1.157.313 20	629.384 »	3.265.981 81	171.978 38
84	Vienne	964.205 »	113.997 96	831.036 36	583.131 95	2.492.371 27	146.718 04
85	Vienne (Haute-)	702.002 »	82.997 70	651.772 60	475.828 03	1.912.600 33	117.760 74
86	Vosges	909.793 »	107.564 83	658.300 93	225.680 79	1.901.339 55	200.684 36
87	Yonne	1.357.327 86	160.476 87	1.389.812 68	1.663.942 33	4.581.559 74	245.899 81
	Total général	103.078.458 44	12.186.966 19	89.726.443 18	75.236.818 91	280.278.686 72	13.704.467 13

Contribution personnelle-mobilière.

Résultats des rôles émis pour l'exercice 1912, abstraction faite des réimpositions.

NUMÉROS d'ordre.	DÉPARTEMENTS	PRINCIPAL	PRODUIT des centimes généraux de toute nature.	PRODUIT des centimes départementaux, y compris les centimes pour non-valeurs.	PRODUIT des centimes communaux, y compris les centimes pour non-valeurs et frais de perception.	TOTAL de la contribution, abstraction faite des réimpositions.
1	Ain	477.352 45	129.845 59	416.325 42	426.583 15	1.450.106 61
2	Aisne	1.062.502 »	289.013 29	911.621 40	853.585 86	3.116.722 55
3	Allier	663.245 15	180.410 23	656.478 57	460.460 87	1.960.594 82
4	Alpes (Basses-)	118.473 »	32.226 08	88.307 40	65.549 34	304.555 82
5	Alpes (Hautes-)	84.933 »	23.102 80	57.774 40	69.730 12	235.540 32
6	Alpes-Maritimes	1.116.708 »	303.757 98	789.512 56	510.744 36	2.720.722 90
7	Ardèche	253.013 »	68.822 57	234.823 70	216.186 87	772.846 14
8	Ardennes	635.992 45	172.996 60	472.190 55	467.402 19	1.748.581 79
9	Ariège	156.038 66	42.444 38	146.094 32	163.285 24	507.862 60
10	Aube	556.300 38	151.320 79	381.674 83	469.131 67	1.558.427 67
11	Aude	492.006 30	133.832 35	413.241 26	793.792 67	1.852.872 58
12	Aveyron	322.160 »	87.631 39	234.274 75	167.527 76	811.593 90
13	Bouches-du-Rhône	2.180.671 »	593.163 68	1.640.537 55	1.874.548 80	6.288.926 03
14	Calvados	879.966 17	239.361 36	576.453 52	610.034 96	2.305.816 01
15	Cantal	206.831 »	56 260 51	154.345 25	118.119 62	535.556 38
16	Charente	507.153 63	137.951 88	392.210 82	280.115 04	1.317.431 37
17	Charente-Inférieure	786.025 69	213.808 42	670.587 52	476.642 47	2.147.064 10
18	Cher	540.076 65	146.907 33	483.249 35	479.718 70	1.649.952 03
19	Corrèze	204.049 78	55.503 99	194.036 06	113.891 94	567.481 77
20	Corse	227.063 »	61.763 86	266.072 88	468.013 39	1.022.913 13
21	Côte-d'Or	797.705 53	216.986 13	487.631 18	415.469 77	1.917.792 61
22	Côtes-du-Nord	459.599 11	125.017 70	390.670 42	248.479 27	1.223.766 50
23	Creuse	202.061 81	54.963 24	206.592 64	97.007 37	560.625 06

NUMÉROS d'ordre.	DÉPARTEMENTS	PRINCIPAL	PRODUIT des centimes généraux de toute nature.	PRODUIT des centimes départementaux, y compris les centimes pour non-valeurs.	PRODUIT des centimes communaux, y compris les centimes pour non-valeurs et frais de perception.	TOTAL de la contribution, abstraction faite des réimpositions.
24	Dordogne	469.792 02	133.229 31	354.198 »	266.661 95	1.243.881 28
25	Doubs	565.967 07	153.949 83	405.769 60	276.987 11	1.403.673 61
26	Drôme	347.566 »	94.542 12	293.576 14	302.185 71	1.037.869 97
27	Eure	607.441 23	189.713 20	387.430 27	313.731 35	1.588.316 05
28	Eure-et-Loir	583.095 51	158.603 97	537.630 96	455.026 18	1.734.361 62
29	Finistère	695.299 48	189.129 81	653.165 04	327.267 58	1.864.861 91
30	Gard	671.593 62	182.681 52	509.817 46	796.492 59	2.160.585 19
31	Garonne (Haute-)	784.080 55	213.277 81	631.829 98	676.367 44	2.305.555 78
32	Gers	255.033 »	69.385 64	146.207 20	82.229 24	552.905 03
33	Gironde	2.370.171 30	644.716 26	1.314.478 17	1.856.307 69	6.185.673 42
34	Hérault	1.016.920 44	276.614 16	913.697 00	1.297.217 97	3.504.450 17
35	Ille-et-Vilaine	707.424 75	192.429 01	654.027 15	445.097 46	1.993.978 37
36	Indre	405.822 »	110.388 45	349.422 83	305.382 21	1.171.015 54
37	Indre-et-Loire	781.422 86	212.556 39	496.430 13	440.499 20	1.930.908 58
38	Isère	925.523 97	251.753 63	667.899 75	750.303 53	2.595.480 88
39	Jura	358.500 79	97.518 14	298.436 11	168.043 36	922.507 40
40	Landes	277.857 78	75.580 24	264.526 40	62.496 68	680.461 10
41	Loir-et-Cher	481.959 78	131.099 25	383.339 95	331.384 75	1.327.780 73
42	Loire	881.511 »	228.901 09	608.887 06	880.497 24	2.559.796 39
43	Loire (Haute-)	249.854 60	67.963 45	217.780 76	139.310 73	674 909 54
44	Loire-Inférieure	1.024.474 43	278.668 77	987.120 06	920.446 40	3.210.709 66
45	Loiret	833.654 28	228.124 03	647.752 11	689.775 56	2.404.285 98
46	Lot	189.481 70	51.541 30	128.222 27	103.567 17	472.812 44
47	Lot-et-Garonne	409.892 42	111.495 66	245.993 65	182.834 82	950.216 55
48	Lozère	67.545 34	18.373 14	56.711 94	38.976 80	181.607 22
49	Maine-et-Loire	889.854 92	242.051 22	488.382 63	463.585 41	2.083.874 18
50	Manche	656.743 77	178.642 18	520.699 30	202.237 54	1.558.322 79
51	Marne	1.163.537 »	316.496 03	757.986 18	1.053.246 09	3.291.265 30
52	Marne (Haute-)	390.410 44	106.196 33	249.009 63	128.610 47	874.226 87
53	Mayenne	389.272 22	105.886 72	269.907 74	145.075 73	910.142 41
54	Meurthe-et-Moselle	1.223.027 62	332.678 19	629.981 53	570.750 03	2.756.347 37
55	Meuse	455.340 74	123.857 67	312.726 78	158.045 20	1.049.970 39
56	Morbihan	467.468 31	127.157 01	375.684 20	226.846 71	1.197.156 23
57	Nièvre	508.379 14	138.285 22	448.817 96	431.315 33	1.526.797 65
58	Nord	3.597.337 04	978.516 97	2.213.408 46	2.900.512 72	9.689.775 19
59	Oise	1.001.438 12	272.403 19	586.642 45	743.448 69	2.603.932 45
60	Orne	504.924 14	137.345 43	372.739 54	225.609 18	1.240.618 29
61	Pas-de-Calais	1.343.003 73	365.311 67	869.003 11	912.999 29	3.510.317 80
62	Puy-de-Dôme	600.826 71	163.431 67	487.287 28	374.752 30	1.626.297 96
63	Pyrénées (Basses-)	567.983 77	154.498 39	376.323 32	229.787 01	1.328.592 49
64	Pyrénées (Hautes-)	236.867 55	64.429 18	142.150 58	82.990 03	526.437 34
65	Pyrénées-Orientales	277.198 02	75.401 19	297.384 14	346.570 52	996.553 87
66	Belfort (Territoire de)	180.728 »	49.162 90	127.964 31	98.301 03	456.166 24
67	Rhône	2.528.927 »	687.898 49	1.793.059 82	1.512.969 46	6.522.854 77
68	Saône (Haute-)	375.121 »	102.037 41	236.037 38	84.579 37	797.775 16
69	Saône-et-Loire	918.427 77	249.822 39	486.066 81	504.304 54	2.158.621 51
70	Sarthe	720.060 44	196.628 69	489.491 61	410.224 05	1.816.404 79
71	Savoie	224.913 25	61.179 10	217.099 09	295.610 31	798.861 75
72	Savoie (Haute-)	236.344 »	64.283 40	225.578 53	361.730 69	887.941 62
73	Seine	21.028.302 »	5.719.950 48	13.359 069 98	12.209.866 01	52.317.188 47
74	Seine-Inférieure	2.184.094 43	594.097 03	1.431.203 99	1.411.423 07	3.620.818 52
75	Seine-et-Marne	1.126.937 »	306.540 89	814.500 48	1.054.325 06	3.302.302 9.
76	Seine-et-Oise	3.542.408 99	963.577 75	2.197.147 30	3.531.011 54	10.234.145 58
77	Sèvres (Deux-)	397.301 82	103.070 87	309.423 03	249.447 02	1.064.242 74
78	Somme	901.851 31	246.129 60	591.291 22	559.356 30	2.298.628 52
79	Tarn	349.197 67	94.960 99	252.717 50	163.885 58	860.671 74
80	Tarn-et-Garonne	207.858 »	56.539 87	144.142 45	98.236 11	506.836 43
81	Var	679.747 81	184.899 56	532.415 77	697.651 22	2.094.714 36
82	Vaucluse	359.677 »	97.836 46	293.073 75	323.518 62	1.074.106 83
83	Vendée	511.723 »	130.194 80	416.521 55	243.409 73	1.310.849 08
84	Vienne	508.646 12	138.357 84	398.399 61	297.421 01	1.342.824 58
85	Vienne (Haute-)	391.315 64	106.442 55	327.605 14	262.128 42	1.087.491 75
86	Vosges	622.220 42	169.252 24	377.067 39	220.688 48	1.389.228 53
87	Yonne	659.761 12	179.462 94	602.521 57	669.632 93	2.111.378 56
	Total	81.899.569 71	22.277.657 34	57.460.571 10	56.408.272 04	218.046.070 19

Contribution des portes et fenêtres.

Résultats des rôles émis pour l'exercice 1912, abstraction faite des réimpositions.

NUMÉROS d'ordre.	DÉPARTEMENTS	PRINCIPAL	PRODUIT des centimes généraux de toute nature.	PRODUIT des centimes départementaux, y compris les centimes pour non-valeurs.	PRODUIT des centimes communaux, y compris les centimes pour non-valeurs et frais de perception.	TOTAL de la contribution, abstraction faite des réimpositions.
1	Ain	292.696 53	79.506 92	184.962 42	246.394 01	803.559 88
2	Aisne	867.278 26	235.784 »	535.531 31	665.192 92	2.302.586 49
3	Allier	458.488 41	124.541 96	344.737 43	313.623 95	1.241.391 75
4	Alpes (Basses-)	95.806 19	22.038 81	48.157 02	47.655 22	217.655 38
5	Alpes (Hautes-)	81.133 63	125.400 44	35.390 89	63.157 36	201.720 68

NUMÉROS d'ordre.	DÉPARTEMENTS	PRINCIPAL	PRODUIT des centimes généraux de toute nature.	PRODUIT des centimes départementaux, y compris les centimes pour non-valeurs.	PRODUIT des centimes communaux, y compris les centimes pour non-valeurs et frais de perception.	TOTAL de la contribution, abstraction faite des réimpositions.
6	Alpes-Maritimes	461.648 80	125.400 44	213.974 22	194.607 48	995.630 94
7	Ardèche	225.807 26	61.337 38	155.578 40	183.151 32	625.874 36
8	Ardennes	367.567 63	99.844 60	183.656 26	267.114 44	918.182 93
9	Ariège	143.903 21	39.089 29	100.345 14	141.523 67	424.861 31
10	Aube	406.060 11	110.300 54	179.551 25	320.334 88	1.016.246 78
11	Aude	303.245 86	82.372 50	181.655 71	475.338 82	1.042.612 89
12	Aveyron	297.000 92	80.993 45	144.165 43	141.170 20	664.030 »
13	Bouches-du-Rhône	1.377.443 55	374.163 26	702.090 97	1.140.068 62	3.593.766 40
14	Calvados	743.915 82	202.074 31	305.420 58	465.253 17	1.716.663 88
15	Cantal	149.216 69	40.532 62	75.132 92	78.782 63	343.664 86
16	Charente	366.155 35	99.460 98	194.491 10	179.916 11	840.023 54
17	Charente-Inférieure	496.370 37	134.832 06	304.042 09	275.301 88	1.210.546 40
18	Cher	282.664 30	76.781 85	185.144 44	243.807 49	788.398 03
19	Corrèze	180.779 80	49.106 31	128.761 37	92.376 62	451.024 10
20	Corse	76.931 51	20.897 37	72.123 75	153.814 32	323.766 95
21	Côte-d'Or	491.031 10	133.395 31	179.684 19	239.971 75	1.044.132 35
22	Côtes-du-Nord	314.904 44	85.539 39	191.886 40	154.296 17	746.626 40
23	Creuse	174.707 79	47.456 92	137.175 14	77.397 81	436.737 66
24	Dordogne	341.378 28	92.730 63	163.854 75	179.507 92	777.471 58
25	Doubs	329.813 06	89.589 10	156.808 96	135.913 34	712.124 46
26	Drôme	289.688 15	78.689 72	174.939 48	243.629 89	786.947 24
27	Eure	625.343 09	169.865 69	193.231 01	226.354 51	1.214.791 30
28	Eure-et-Loir	330.664 36	89.820 34	225.773 32	246.029 98	892.288 »
29	Finistère	566.205 33	153.801 77	396.628 57	239.490 63	1.356.126 35
30	Gard	514.844 64	139.850 34	265.993 45	593.786 93	1.514.475 36
31	Garonne (Haute-)	809.761 88	219.960 48	456.936 89	710.426 36	2.197.085 61
32	Gers	217.038 33	58.955 42	70.976 96	56.663 11	403.633 82
33	Gironde	1.381.183 49	375.179 15	425.505 35	1.037.768 73	3.219.636 72
34	Hérault	646.897 01	175.720 52	426.167 98	746.162 89	1.994.948 40
35	Ille-et-Vilaine	519.659 27	141.158 18	356.133 29	301.057 57	1.318.008 31
36	Indre	209.592 36	56.932 84	130.067 77	146.023 16	542.616 13
37	Indre-et-Loire	474.275 29	128.830 24	185.142 84	244.107 11	1.032.355 48
38	Isère	594.987 05	161.619 90	284.662 63	461.380 88	1.502.650 46
39	Jura	229.696 05	62.393 72	135.848 21	97.698 49	525.636 47
40	Landes	249.455 01	67.760 96	177.955 72	43.426 25	538.597 94
41	Loir-et-Cher	247.767 84	67.312 67	137.170 48	159.798 15	612.039 14
42	Loire	900.500 74	244.608 42	452.593 35	921.181 72	2.498.884 23
43	Loire (Haute-)	230.825 83	62.700 61	145.741 13	124.038 30	563.305 87
44	Loire-Inférieure	755.279 62	205.161 13	547.668 36	680.831 84	2.188.940 95
45	Loiret	503.486 43	136.765 06	266.918 83	392.398 01	1.299.568 38
46	Lot	176.968 59	48.071 04	76.556 61	88.657 19	390.253 43
47	Lot-et-Garonne	262.186 87	71.219 39	92.952 07	103.667 79	530.026 12
48	Lozère	81.950 35	22.263 11	49.072 26	42.516 65	195.841 37
49	Maine-et-Loire	654.334 10	177.740 69	197.741 08	323.507 61	1.353.323 48
50	Manche	535.861 64	145.559 31	295.286 55	130.677 90	1.107.385 40
51	Marne	828.118 56	224.946 81	536.920 03	703.610 05	2.093.595 45
52	Marne (Haute-)	225.816 23	61.339 81	88.733 36	66.072 63	441.962 03
53	Mayenne	267.658 09	72.705 57	120.337 75	9.148 67	549.850 08
54	Meurthe-et-Moselle	632.855 63	171.906 37	169.478 74	265.612 90	1.239.853 64
55	Meuse	249.863 17	67.871 83	110.664 39	75.778 93	504.178 32
56	Morbihan	316.157 74	85.879 81	177.703 10	141.414 38	721.155 03
57	Nièvre	271.728 65	72.811 28	174.673 43	219.039 97	739.253 33
58	Nord	3.505.471 84	952.212 35	1.296.940 45	2.697.890 19	8.452.514 83
59	Oise	685.421 97	186.185 28	232.974 93	507.174 42	1.611.756 60
60	Orne	403.567 94	109.569 25	199.799 03	165.470 30	878.206 52
61	Pas-de-Calais	1.509.278 94	409.974 49	630.217 53	990.657 62	3.540.128 58
62	Puy-de-Dôme	490.865 42	133.336 72	279.592 03	285.742 15	1.189.536 32
63	Pyrénées (Basses-)	500.637 99	135.999 45	209.369 35	177.425 58	1.023.462 37
64	Pyrénées (Hautes-)	185.146 59	50.292 48	65.639 23	57.640 50	358.718 85
65	Pyrénées-Orientales	171.213 63	46.507 79	143.231 50	202.074 48	563.027 40
66	Belfort (Territoire de)	136.417 67	37.055 95	63.370 11	73.011 43	309.855 16
67	Rhône	1.470.525 24	339.447 59	681.617 72	845.995 75	3.400.586 30
68	Saône (Haute-)	253.060 92	68.740 44	97.223 47	40.815 75	459.840 58
69	Saône-et-Loire	578.827 29	157.230 33	163.356 64	282.526 41	1.181.940 67
70	Sarthe	478.528 81	129.985 65	208.243 78	261.007 35	1.077.765 59
71	Savoie	140.107 25	38.058 17	101.839 90	190.955 85	470.961 17
72	Savoie (Haute-)	122.961 57	33.400 79	88.022 04	181.002 32	425.386 72
73	Seine	10.373.275 87	2.817.755 16	4.049.415 71	5.609.485 62	22.849.932 36
74	Seine-Inférieure	1.944.329 31	528.149 83	798.660 48	1.164.698 81	4.435.838 43
75	Seine-et-Marne	582.637 19	158.265 23	279.414 16	525.932 78	1.546.249 36
76	Seine-et-Oise	1.428.590 05	388.056 48	535.754 12	1.376.136 19	3.728.536 84
77	Sèvres (Deux-)	247.255 61	67.163 52	132.710 25	146.537 12	593.666 50
78	Somme	976.656 63	265.295 10	399.364 66	559.890 85	2.201.207 24
79	Tarn	323.397 84	87.846 49	155.468 32	137.732 96	704.445 61
80	Tarn-et-Garonne	185.661 26	50.432 28	83.491 49	83.259 37	402.844 40
81	Var	459.869 05	124.916 99	248.911 02	435.777 72	1.269.474 78
82	Vaucluse	315.039 36	85.576 02	180.663 35	276.285 62	857.564 35
83	Vendée	207.831 08	80.901 64	170.531 22	130.067 46	679.331 40
84	Vienne	332.645 81	90.358 58	180.049 53	180.723 20	783.777 12
85	Vienne (Haute-)	335.384 11	91.102 40	199.978 48	211.917 85	838.382 84
86	Vosges	389.098 96	105.693 29	140.270 18	106.241 66	741.304.09
87	Yonne	388.342 98	105.487 93	261.675 60	378.712 81	1.134.219 32
	Total	53.339.339 53	14.488.884 75	24.711.293 46	34.680.458 40	127.219.976 14

Paris. — Imprimerie des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.